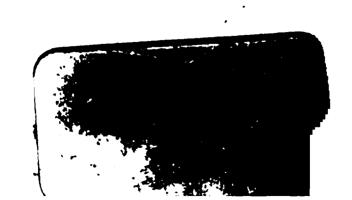










HISTOIRE

D'ESPAGNE


IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT
LABOR
PARIS

HISTOIRE

D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW SAINT-HILAIRE

Professeur d'histoire à la Faculté des Lettres

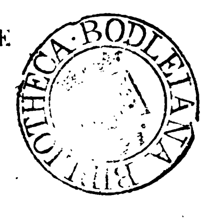
Membre correspondant de l'Académie de Madrid.

OUVRAGE COURONNÉ DEUX FOIS PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE

TOME DIXIÈME



PARIS

FURNE, JOUVET ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

M DCCC LXIX

HISTOIRE
D'ESPAGNE

LIVRE XXXII

CHAPITRE I.

CONQUÊTE DU PORTUGAL PAR PHILIPPE II.

1578-83.

Jetez les yeux sur une carte de la Péninsule, un fait vous frappe tout d'abord : le Portugal n'a pas sa raison d'être comme État distinct de l'Espagne. Deux faits le prouvent, même à l'œil le moins expert en géographie : 1° Les grandes chaînes parallèlles, dirigées de l'est à l'ouest, qui constituent comme la charpente osseuse de la Péninsule, sont perpendiculaires à la frontière du Portugal, et se continuent sur son territoire. Aucune chaîne, courant du nord au sud, ne forme entre les deux royaumes une barrière naturelle, comme les Pyrénées entre l'Espagne et la France ; 2° Les trois grands fleuves qui arrosent le Portugal, le Duero, le Tage et le Guadiana, ont sur le sol espagnol les deux tiers au

moins de leur parcours, et ouvrent autant de portes à l'invasion sur le sol portugais. Géographiquement, le Portugal n'existe pas; seulement, il empêche l'Espagne d'être complète. L'unité de la Péninsule est dessinée à si grands traits, soit par la mer qui l'entoure de quatre côtés, soit par les montagnes qui forment entre elles un système homogène et compacte, qu'on se demande comment les hommes ont osé défaire l'œuvre du Créateur, et contrarier cette pensée d'unité si visiblement écrite sur la face du pays.

Et cependant, hâtons-nous de le dire à l'honneur de ce petit peuple dont l'histoire est plus grande que son territoire, jamais nationalité plus énergique n'a vécu dans un espace plus resserré. Confiné, comme Tyr et Carthage, sur une mince langue de terre, entouré d'ennemis, à l'étroit sur ce continent où sa place n'était pas marquée, le Portugal, pour s'en faire une, a dû déborder sur le monde. Non content de couvrir les mers de ses vaisseaux, et d'enlever à Venise le commerce de l'Inde, il s'est attaqué tour à tour à trois continents pour y fonder des empires, dont un seul, le Brésil, est presque aussi vaste que la moitié de l'Europe. Enfin, même vassal de l'Espagne, il a encore vaillamment défendu ce vaste empire colonial contre un autre petit peuple, les Hollandais, à l'étroit comme lui sur le continent, et qui est venu jusqu'au fond de l'Inde lui disputer ses conquêtes; et quand l'heure a sonné, il a osé reconquérir sur l'Espagne, par une révolte héroïque, son indépendance nationale, et a vengé sur le petit-fils les injures de l'aïeul.

En somme, c'est une noble histoire que celle du Portugal, et qui prouve une fois de plus que la grandeur morale ne se mesure pas à la toise. Malgré les haines séculaires qui le séparent de l'Espagne, les deux peuples

se tiennent par deux traits communs, le courage et la piété militante, tous deux puisés à la même source, la croisade perpétuelle contre les Maures. Mais, s'il y a des rapports, il y a aussi des différences : la première, c'est l'esprit du commerce qui, chez les Portugais, s'allie, chose rare, à l'esprit de chevalerie, tandis qu'il est toujours resté étranger à l'Espagne. Venise aussi a été conquérante et mercantile tout ensemble ; mais l'idée de propagande religieuse ne s'est jamais associée chez elle à l'idée de conquête : l'intérêt a toujours été le mobile unique de toutes ses entreprises. Le Portugal, au contraire, au Malabar comme au Brésil, aspire toujours à planter la croix à côté de ses comptoirs. Non content d'avoir expulsé, longtemps avant l'Espagne, les Maures de son territoire, il les poursuit jusqu'en Afrique, et essaye de les refouler jusqu'au fond de leurs déserts. Le continent africain, sans cesse exploré par ses flottes et par ses armées, est à la fois le théâtre de sa gloire et l'écueil où viendra se briser sa puissance. Le nouveau monde a ruiné l'Espagne, en avilissant chez elle le travail, l'industrie et les métaux précieux; l'Afrique va ruiner le Portugal, et devenir pour lui une autre terre sainte où il finira par trouver son tombeau.

Dans ce court intervalle de soixante-cinq ans où l'histoire de Portugal va se confondre avec celle de l'Espagne, pour s'en séparer ensuite, nous n'avons guère à raconter que son déclin. Mais c'était justice, avant de commencer ce triste récit, de rendre hommage au génie héroïque de ce peuple, le dernier de la Péninsule qui résista avec Viriathe à la conquête romaine, et l'un des premiers qui se soit affranchi du joug de l'islam. Détaché, comme un fruit mûr, du tronc espagnol vers la fin du XIe siècle, le Portugal fonde sa nationalité en enlevant

aux Maures leurs dernières possessions à l'ouest de la Péninsule. Mais à ce fruit s'est attaché un ver qui le mine : c'est le fanatisme, qui n'a plus sa raison d'être du moment où est tombé avec Grenade le dernier rempart de l'islam ; et c'est alors justement qu'il nous apparaît en Espagne, et bientôt en Portugal[1], sous sa forme la plus hideuse, l'inquisition, la grande faute d'Ysabel et l'unique tache de son règne.

Ainsi la grandeur du Portugal, qui a commencé tard comme celle de l'Espagne, finit avant elle, et par les mêmes causes. Après l'apogée vient le déclin, sans transition, sans temps d'arrêt, tant est rapide la pente qui entraîne vers le même abîme les deux peuples, accouplés un instant, comme pour se haïr de plus près. Mais ce n'est pas à Philippe II, c'est à un prince portugais, le trop fameux don Sébastien, qu'appartient le triste honneur d'avoir consommé la ruine de son pays et préparé la conquête étrangère. Sans l'aveugle piété de ce maniaque couronné qui lança son pays dans la plus folle de toutes les entreprises, quand depuis trois siècles déjà le courant des croisades s'était arrêté, jamais le *roi catholique* n'aurait songé à réunir le Portugal à l'Espagne[2].

1. Le saint office ne fut définitivement établi en Portugal qu'en 1536, un demi-siècle plus tard qu'en Castille.

2. L'historien, habitué à vivre dans le passé, doit autant que possible s'abstraire du présent, et vivre à l'époque qu'il raconte. Toutefois il est des rapprochements qui s'imposent, et qu'on ne peut pas éviter; si l'historien ne les faisait pas, le lecteur les ferait de lui-même. Ainsi, quand on entend parler aujourd'hui d'*Union Ibérique*, et de la fusion des deux peuples que séparent tant d'amers souvenirs, on a peine à croire à un pareil démenti donné au bon sens et à l'histoire. Si l'Espagne, dans la plénitude de sa force, n'a pas pu régner plus de soixante ans sur le Portugal; si ce peuple vassal a pu trouver, même sous un joug de fer, l'énergie nécessaire pour le briser, comment s'imaginer que le plus fort se soumette volontairement au plus faible, et abdique son indépendance pour mieux fonder sa liberté? Conçoit-on ce peuple espagnol, dont deux siècles de revers n'ont pas pu

Fatale destinée pour un roi d'associer ainsi son nom à la ruine de ce noble pays, pour la plus grande gloire du saint-siége et des fils de Loyola! Quand saint Louis, racheté à prix d'or de sa prison de Damiette, s'en retournait mourir sous les murs de Tunis sans toucher même le seuil de cette terre sainte pour laquelle il donnait sa vie, il suivait le courant de son siècle, au lieu de le remonter. C'était la dernière des croisades, et son insuccès sauvait l'Europe de ses propres entraînements. La France d'ailleurs devait survivre à son roi, ne fût-ce que pour le pleurer. Mais le Portugal, avec ses colonies, son commerce, avec son existence comme nation, allait s'ensevelir dans la plaine fatale d'Alcazar el Quivir. Le courage désespéré que devait y montrer son roi était celui d'un général malhabile, qui a perdu son armée par sa faute, et s'en punit en mourant, faute de savoir la réparer.

Le roi don Sébastien, petit-fils de Joao ou Jean III, l'un des plus grands rois du Portugal, naquit à Lisbonne en 1554. Son père, l'infant don Joao, était mort quelques jours avant la naissance de son fils; sa mère, doña Juana, était fille de Charles-Quint. Ainsi le sang de deux races illustres se mêlait dans les veines de ce jeune prince qui semblait appelé à de hautes destinées. Joao III mourut trois ans après, et sa veuve, doña Catalina, fut chargée de la régence et de l'éducation du jeune roi, qu'elle confia à un gouverneur intègre et éclairé, don Aleixo de Menezès. Sébastien était doué à la fois des dons du corps et de ceux de l'esprit. Le Portugal, alors à

abaisser l'orgueil, empruntant aux Portugais leur roi, et fraternisant sous un même sceptre avec ses éternels ennemis? Non! En scindant la Péninsule en deux, les hommes ont brisé l'œuvre du Créateur et trahi sa pensée; bien des siècles s'écouleront probablement encore avant que l'Ibérie, comme la Gaule, avec le morcellement pour point de départ, arrive enfin à l'unité.

l'apogée de sa puissance, pouvait s'attendre à un règne glorieux. Mais toutes ces hautes espérances avortèrent, grâce à la fatale direction donnée à l'éducation de ce roi enfant par son oncle, le cardinal don Enrique, et les deux frères Camara, jésuites, dont l'un était le confesseur, et l'autre, le conseiller du monarque. Comme Charles XII de Suède, avec lequel il offre plus d'un trait de ressemblance, Sébastien, dès l'âge le plus tendre, n'eut place dans son cœur que pour une seule passion qui le délivra du joug de toutes les autres. Cette passion ce fut la gloire, comme on la comprenait au XIIe siècle, c'est-à-dire la gloire des croisades. Rompu de bonne heure à tous les exercices du corps, même avant l'âge de raison, il ne pensait qu'à aller au fond des Indes gagner des royaumes à la pointe de l'épée, pour les convertir au christianisme. Ce ne fut qu'à grand'peine qu'on put le faire renoncer à ce rêve insensé; mais ce fut pour reporter son ambition sur le littoral africain, voué jusqu'à nos jours à l'islam que la France elle-même n'a pas pu en déposséder. Jamais le Portugal, malgré ses efforts incessants, n'avait pu y prendre pied; si la circumnavigation de l'Afrique, en lui ouvrant la route de l'Inde, avait été pour lui le chemin de la gloire et de la fortune, le continent africain semblait destiné à devenir le tombeau de ses armées; la possession de Tanger et de Ceuta, conquêtes plus brillantes qu'utiles de Joam Ier, n'avait été pour ses rois qu'une incitation funeste à de nouvelles conquêtes.

A quatorze ans, suivant l'usage des monarchies de droit divin, Sébastien était entré en possession de tous les droits de la royauté, avant d'en comprendre les devoirs. Docile aux ordres des deux jésuites qui allaient régner sous son nom, il se hâta d'éloigner son habile et

loyal gouverneur. Le premier titre qu'il voulut porter fut celui de *Roi très-soumis au saint-père.* Nous ne raconterons pas toutes les folles équipées qui amusèrent sa jeunesse, éprise du danger comme d'autres du plaisir. Sa piété romanesque le préserva des égarements du jeune âge, mais pour le faire tomber dans de plus graves écarts. A peine arrivé à vingt ans, sourd à tous les conseils de l'expérience, il préluda à la ruine du Portugal par une première expédition sur la côte d'Afrique. C'était une simple reconnaissance militaire, et il n'y trouva même pas l'ennemi qu'il y cherchait. Cette tentative insensée suffit pour révéler au Portugal le danger qui le menaçait, et tous les gens sérieux s'effrayèrent de voir les destinées d'un royaume remises aux mains d'un jeune écervelé, prêt à les jouer sur un coup de dés au jeu sanglant des batailles.

Bientôt le projet du roi ne fut plus un secret pour personne. La reine douairière, depuis longtemps éloignée des affaires, le cardinal et tous les plus dévoués serviteurs de la couronne, remontrèrent en vain à Sébastien le danger, la folie d'une pareille entreprise. Les deux jésuites, qui s'inquiétaient peu de ruiner le Portugal pourvu que son roi leur obéît, lui firent voir le doigt de Dieu qui lui montrait le chemin, et Sébastien n'hésita plus. L'occasion qu'il attendait se présenta bientôt ; en 1575, Muley-Hamed avait été renversé du trône de Maroc par son frère Muley el Maluco. Hamed, chassé d'Afrique, vint implorer l'appui de Philippe II, qui fut assez sage pour le lui refuser. Le prétendant, éconduit, se tourna vers le roi de Portugal, et lui offrit plusieurs places fortes dans l'État du Maroc, s'il voulait le remettre sur son trône. Certes, c'était prendre un étrange moyen de conquérir le Maroc que de commencer par le remettre sous l'em-

pire de son roi légitime! Cependant, sur la pente où l'entraînait sa folie, don Sébastien s'arrêta un instant, et chercha à s'appuyer sur l'alliance de Philippe II qui, depuis qu'il avait dompté la révolte des Maures, pesait d'un poids plus lourd sur l'Afrique musulmane.

En décembre 1576, une entrevue eut lieu entre les deux monarques, en Estremadure. Philippe n'épargna rien pour détourner son neveu de son projet. N'y pouvant réussir, il lui fit du moins promettre qu'il se bornerait à la conquête de Larache, et que la durée de l'expédition ne dépasserait pas une année. A ces conditions, le roi de Castille promit d'envoyer cinq mille hommes et cinquante galères, et de se charger du tiers des dépenses. Le duc d'Albe, pressé de prendre part à la croisade, n'y consentit que si on lui en confiait le commandement; mais don Sébastien refusa de le lui céder. Malgré la répugnance bien connue du jeune roi pour le mariage, il fut un instant question de lui faire épouser une des filles de Philippe II; mais on ajourna tout après la guerre, et les deux rois se quittèrent avec tous les dehors de l'affection.

La noblesse portugaise, en apprenant les engagements pris à son insu par son roi, fut unanime pour protester. Sébastien reçut avec dédain leurs remontrances : « Je « ne vous ai pas consultés, leur dit-il, pour savoir si je « dois aller en Afrique, mais pour vous dire que je suis « décidé à y aller à tout prix, et pour que vous m'aidiez « à réunir des troupes et des vivres pour l'expédition. » Dès lors le Portugal tout entier, nobles, bourgeois et vilains, fut forcé de prêter les mains à cette expédition, réprouvée par le bon sens public; car dans ce siècle où la royauté était un dogme encore plus qu'un pouvoir, l'idée de résistance n'entrait pas même dans les esprits :

après avoir averti le monarque, il ne restait plus qu'à lui obéir, et à se perdre avec lui.

Aux yeux d'un disciple de Loyola, tout était permis au service d'une aussi sainte cause. Altération des monnaies, confiscations par le saint office, dons plus ou moins volontaires extorqués aux juifs, qu'on tolérait encore jusqu'à l'anéantissement de l'islam ; bulle de la *Cruzada* accordée par Pie V, toujours prêt à pousser à la croisade ; lourds impôts mis sur le peuple, et même sur le clergé, rien ne fut épargné pour remplir les coffres du monarque. Philippe II essaya encore d'arrêter l'insensé sur le bord de l'abîme ; toute la réponse qu'on put tirer du jeune roi, c'est que, « avec ou sans le se- « cours de l'Espagne, il achèverait son entreprise ! »

En enrôlant par force jusqu'aux mendiants de ses États, Sébastien parvint à grand'peine à réunir dix-huit mille hommes, et encore y comptait-on deux mille Castillans, trois mille Allemands et six cents Italiens, fournis par Philippe II. Un corps dit des *aventuriers* réunit l'élite de la noblesse portugaise. La cavalerie, en somme, s'élevait à peine à trois mille chevaux, et c'est avec ces forces dérisoires que l'aventureux monarque se prépara à la conquête d'un empire qui pouvait mettre sur pied près de cent mille chevaux. L'imprévoyance qui présida à tous les détails de l'expédition dépasse tout ce qu'on peut croire. On eût dit que les Portugais voulaient rivaliser de folie avec leur roi, en ayant l'air de se préparer à une fête plutôt qu'à un combat. Tel harnais de cheval avait coûté plus de 1,000 *cruzadas*, et l'on comptait jusqu'à quatre mille tentes préparées pour le roi et les seigneurs de sa cour. En revanche, les munitions et les vivres avaient été mesurés d'une main avare, tant on se croyait sûr du succès. A défaut de son oncle

le cardinal qui refusa la régence, le roi la confia à un conseil de quatre membres, et il mit à la voile le 4 juin 1578, suivi de l'élite de la noblesse de ce royaume qu'il allait perdre de gaieté de cœur. Des évêques même et une foule de moines et de prêtres avaient voulu prendre part à la croisade.

L'armée portugaise débarqua sur la plage d'Arzila, et se prépara à assiéger Larache. L'escadre dut longer le rivage pour se rencontrer avec elle sous les murs de cette ville. Quinze longs jours furent consumés, à débarquer d'abord, puis à hésiter sur ce que l'on devait faire, et cinq autres à cheminer sur une plage nue, sous le soleil dévorant de l'Afrique. Le 4 août, l'armée, déjà vaincue par la fatigue, vint camper dans la plaine si tristement célèbre d'Alcazar el Quivir.

El Maluco, l'émir de Maroc, informé des plans du roi, s'était préparé à le recevoir. Chez ces populations toujours prêtes au combat, quelques jours lui suffirent pour lever une armée, et il vint faire face aux Portugais avec quarante mille chevaux et trente mille fantassins, de toutes les races que l'islam rassemble sous sa bannière. Mais l'émir, avec une âme plus forte que le corps qu'elle animait, luttait contre une maladie mortelle. Sa fin était prochaine, et il le savait. Dans le camp de Sébastien se trouvait le prétendant, Muley-Hamed. La plus vulgaire prudence eût commandé d'attendre, pour attaquer l'ennemi, la mort de l'émir et le trouble qu'elle jetterait dans son armée. Le matin même de la bataille, un envoyé de Philippe II vint apporter à Sébastien une lettre du duc d'Albe où il prodiguait au jeune roi les conseils de sa vieille expérience, en lui recommandant la prudence. Vainement les vétérans, vieillis dans ces perfides guerres d'Afrique, insistaient pour évi-

ter à tout prix le combat; tout fut inutile : le courage insensé de Sébastien ne pouvait pas même admettre un doute sur la certitude du succès. Dieu n'était-il pas avec lui comme avec les trois cents hommes de Gédéon combattant une armée, et dès lors, qu'importait l'exiguïté du nombre?

La journée s'annonçait brûlante : un lourd sirocco soufflait, le soleil était voilé de vapeurs sanglantes. Vers dix heures du matin, le roi donna le signal du combat; quittant une position avantageuse entre deux rivières et un vaste marais, il mena lui-même ses soldats, comme on mène des agneaux à la tuerie, dans cette plaine nue et unie où l'innombrable cavalerie des Arabes pouvait se déployer à l'aise. Il forma en bataillon carré son infanterie, flanquée de trente six pièces de canon. Il confia l'aile droite à Andeiro, et se mit lui-même à la tête de la gauche, distribua sur les deux flancs son petit corps de cavalerie, et plaça enfin à l'arrière-garde les recrues sur lesquelles on ne pouvait pas compter.

L'émir moribond consacra à s'assurer la victoire le dernier souffle de vie qui l'animait. Soutenu à cheval par deux de ses officiers, il rangea, suivant l'usage arabe, son armée en un vaste croissant qui enveloppait dans son immense contour la poignée d'ennemis qui se trouvait devant lui. L'artillerie marocaine, mieux postée que celle des chrétiens, ne tarda pas à faire dans leurs rangs d'horribles ravages. Dès le début du combat, l'émir, épuisé par ce suprême effort, expira sans que personne, même dans son armée, se doutât de sa mort. Par une ruse heureuse, un renégat portugais ou génois sauva l'empire, et gagna la bataille. S'approchant de temps en temps du lit de son maître expiré, il feignait d'y prendre des ordres que celui-ci était censé lui donner. La pre-

mière charge, cependant, fut faite par les chrétiens. Sébastien, en poussant le cri de guerre, *Santiago! Santiago!* se précipite au plus épais des rangs ennemis. Le corps des *aventuriers* imite la valeur désespérée de son roi. Espagnols, Italiens, Allemands, animés de cette ardente rivalité de races qui faisait l'élan des armées de Philippe II, luttent de courage avec les Portugais. Les Maures plient sous ce terrible effort, et malgré l'énorme disproportion du nombre, pour un moment, l'on peut croire la bataille gagnée.

Mais les Maures reforment bientôt leurs lignes enfoncées, et reviennent à la charge, plus ardents que jamais, avec ces admirables chevaux du désert qui n'ont point leurs pareils pour l'attaque. Les chrétiens à leur tour commencent à plier. Le soleil les transperce sous leurs pesantes armures, chauffées à blanc par ses rayons. Les Arabes, à l'aise sous leurs amples vêtements blancs, bravent en se jouant les feux du désert. Le pays même combat pour eux; la haine du nom chrétien, le fatalisme musulman augmentent encore leur courage. Bientôt, pour tout œil expérimenté, le résultat n'est plus douteux : la partie, trop inégale, est perdue pour les chrétiens. Tout d'un coup le cri fatal : sauve qui peut! est poussé par une voix inconnue. Vainement un noble portugais, Sébastien de Sa, y répond par ce mot sublime : « Fuir! mon cheval ne sait pas reculer! » Vainement le roi et le duc d'Aveiro, aux deux ailes, essayent de ramener au combat leurs troupes découragées; le signal de la fuite est donné, et les lâches qui l'attendaient s'empressent de lui obéir.

« Et à présent, que nous reste-t-il à faire, dit Mascarenhas à son roi en le voyant entouré d'ennemis? — Ce que je fais, » répond l'indomptable monarque, et il

se jette de nouveau au plus épais de la mêlée. Une balle traverse son bras gauche, et son cheval est renversé sous lui. Albuquerque lui en donne un autre, et encore une fois il revient à la charge. On l'engage à songer à sa sûreté : « Et mon honneur! s'écrie Sébastien, laisserai-je dire que j'ai fui devant des infidèles? » Tavera, le plus cher de ses compagnons d'armes, voyant tomber un à un tous ceux qui l'entouraient, s'approche de lui : « Mon seigneur et mon roi, lui dit-il, qui nous secourra dans cette extrémité? — Le ciel! répond le monarque. Un roi ne doit perdre sa liberté qu'avec sa vie! » Bientôt Tavera lui-même tombe sous les yeux de son maître, heureux de mourir à ses côtés. Comme lui, la noblesse portugaise, qui avait suivi à regret son maître dans cette plaine fatale, aima mieux mourir que de l'abandonner. Mais l'impulsion de la fuite était donnée. La cavalerie arabe, se répandant à l'aise dans la plaine fit des fuyards un affreux massacre.

A dater de ce moment, il n'y eut plus de combat, car il n'y avait plus d'armée, mais seulement quelques groupes isolés qui luttaient encore, sans autre espoir que celui de vendre chèrement leur vie. La bannière royale avait toujours flotté à côté du roi. Celui qui la portait tombe avec elle; Brito s'élance pour la saisir, et la roule autour de son bras... « Eh bien, embrassons-la, dit Sébastien, et mourons avec elle! » Ce furent les derniers mots qu'on entendit sortir de sa bouche. Brito, bientôt captif avec la bannière, vit son maître s'éloigner seul, au milieu des Arabes qui, étonnés de son courage, n'osaient plus l'approcher. On retrouva plus tard son cadavre, criblé de blessures à la tête et au col, que le casque brisé ne protégeait plus. Ainsi mourut à la fleur de l'âge, de la mort la plus follement héroïque, ce jeune

prince auquel il ne manqua qu'une piété et qu'un courage mieux réglés pour être l'honneur au lieu de la ruine de son pays. Mais un roi, fût-ce au service d'une cause sainte, n'a pas le droit de jouer aussi follement sa vie et celle de ses sujets, pour un devoir au moins douteux et un résultat impossible à atteindre. Malgré tout le courage du roi-martyr, l'histoire a le droit d'être sévère pour ces aventuriers couronnés dont l'espèce n'a pas disparu avec le moyen âge; seulement, ils ont changé de mobile : l'on mourait autrefois pour son Dieu ou pour son pays, on se dévoue aujourd'hui à son propre intérêt, qu'on déguise sous le beau nom d'amour de la gloire; et les croisés du XVI[e] siècle, comme Juan d'Autriche et Sébastien, valent bien, après tout, nos grands hommes d'aujourd'hui.

Dans cette journée néfaste, 4 août 1578, d'où devait dater la ruine du Portugal, les trois princes qui se disputaient l'empire trouvèrent tous trois leur tombeau. Le prétendant, Hamed, se noya en traversant le fleuve pour échapper à l'ennemi. Sa peau, bourrée de paille, servit de trophée au triomphe du frère et du successeur de l'émir défunt. La moitié de l'armée portugaise resta sur le terrain avec la fleur de la chevalerie et les deux évêques de Coïmbre et d'Oporto. Les prisonniers, fort nombreux, furent emmenés à Fez, où on les soumit aux plus durs traitements pour les forcer à se racheter. Le corps du roi, découvert par son page favori sous un monceau de cadavres, fut reconnu par les nobles captifs, et l'un d'eux fut envoyé sur parole à Tanger pour traiter de leur rançon et de celle du cadavre de leur roi.

Nous renonçons à dépeindre l'effet produit à Lisbonne par la nouvelle du désastre. C'était plus qu'un prince mort, qu'une bataille perdue, qu'une armée anéantie :

c'était le Portugal tout entier enseveli, comme l'Espagne aux jours de Rodrigue, dans la tombe de son roi. C'était son existence même de peuple remise en question. Entre le Portugal et Philippe II, il n'y avait plus que la vie d'un vieillard moribond, aussi incapable de régner que de se choisir un successeur. Le cardinal don Enrique, dernier fils du roi don Manoel, était alors âgé de soixante-six ans. Destiné dès sa naissance à l'Église, toutes les dignités ecclésiastiques s'étaient de bonne heure accumulées sur sa tête. Évêque à vingt ans, grand inquisiteur à vingt-sept et cardinal à trente-trois, il n'avait vu le monde qu'à travers les préjugés de sa robe, et son goût même pour l'étude n'avait servi qu'à l'éloigner des affaires.

Et cependant, à la nouvelle de la mort du jeune roi, le cardinal se hâta d'accourir du fond de son couvent. Dans ce siècle où l'hérédité royale était un dogme, le Portugal subit avec résignation le choix que lui imposait le hasard de la succession royale. Le 28 août, les funérailles de don Sébastien furent célébrées dans la cathédrale de Lisbonne, en face de son cercueil vide et d'un peuple éploré. Un héraut d'armes prononça à haute voix ces paroles : « Pleurez, seigneurs, pleurez, « citoyens, pleurez, peuple entier, sur votre roi défunt. » Et jetant à terre l'écu royal, il le brisa en morceaux, au bruit des sanglots et des lamentations populaires. C'est sous ces tristes auspices que le cardinal infant don Enrique fut élu roi de Portugal.

Le premier soin du nouveau roi fut de racheter le corps de son neveu et la liberté des nobles portugais. Bientôt, pressé par les cortès de se désigner un successeur, ou de s'en susciter un en se mariant, ce fut, le croirait-on? à ce dernier parti qu'il s'arrêta. Malgré ses

cheveux blancs, sa robe de cardinal et la phthisie qui le dévorait, il fit demander à Rome la permission de rompre ses vœux et de se marier. Le pape, poussé sous main par Philippe, la lui refusa, et le nouveau roi dut se résigner, bien à regret, à se choisir un héritier. Parmi les prétendants à ce titre, il faut mettre au premier rang le roi d'Espagne, petit-fils du roi don Manoel de Portugal par sa fille aînée Ysabel, mariée à Charles-Quint. Après lui venait Emmanuel-Philibert de Savoie, fils de la seconde fille de don Manoel ; puis la duchesse de Bragance, fille de don Duarte, dernier fils du même roi ; puis Ranuccio Farnèse, fils d'Alexandre et d'une autre fille de don Duarte ; enfin, le plus remuant et le plus populaire de tous les prétendants, sinon le mieux fondé en droit, don Antonio, prieur de Crato, fils bâtard d'un autre fils de don Manoel.

De tous ces prétendants, le plus impopulaire, le roi Philippe II d'Espagne, était le plus à redouter. Tout-puissant à la cour de Rome, dans ce siècle où elle n'ôtait plus les couronnes, mais où elle pouvait encore les donner, il l'était même en Portugal, où son habile envoyé, Moura, Portugais lui-même, tenait marché ouvert, et achetait les consciences à vendre. Le peuple, qui se donne mais qui ne se vend pas, n'était pas pour Philippe ; son titre d'Espagnol suffisait pour le rendre odieux et suspect à tout loyal Portugais. Déjà en 1383, à la mort du roi don Fernando, le Portugal avait failli passer sous le joug de la Castille, et ce souvenir toujours présent ravivait encore des haines héréditaires. Le Portugal se revoltait à l'idée que l'œuvre de la bataille d'Aljubarota fût effacée dans le désastre d'Alcazar el Quivir. Mentionnons aussi pour mémoire Catherine de Médicis et Élisabeth d'Angleterre qui, nous ignorons à quel titre, faisaient aussi valoir des droits à cette couronne, vacante

par la mort du roi qui la portait. Enfin le pape Grégoire XIII réclamait le Portugal, comme un fief relevant du saint-siége.

Le prieur de Crato, à peine racheté de sa captivité, trouva près du roi-cardinal un accueil qui semblait autoriser ses prétentions. Le vieux roi, en lui donnant publiquement le titre de son neveu, parut vouloir effacer la tache qui pesait sur sa naissance. Mais les intrigues de Philippe II parvinrent à changer les dispositions du monarque. Ajoutons que, tout en négociant, le *roi catholique* levait des troupes de tous côtés, armait une flotte en Italie, et faisait explorer les côtes du Portugal, comme pour préluder à une expédition.

Cédant enfin aux instances de sa noblesse, le roi don Enrique se décida à convoquer les cortès à Lisbonne, le 11 avril. Il y appela les fondés de pouvoirs de tous les prétendants à la couronne, se réservant le droit de désigner parmi eux son successeur. Mais Philippe II, avec la hauteur castillane, se refusa à lui reconnaître ce droit. Après de longs et violents débats, on finit par tomber d'accord que, sur vingt-quatre arbitres présentés par les cortès, le roi en choisirait onze qui, après sa mort, disposeraient de la couronne en faveur du plus digne. Mais Philippe, décidé à tout entraver, protesta hautement contre cette décision. Il prépara à grand bruit une expédition, et une flotte espagnole vint croiser sur les côtes du Portugal. En même temps son représentant à Lisbonne ne négligeait rien pour agir sur l'esprit d'un faible vieillard, incapable de tenir tête à toutes ces ambitions déchaînées.

Peu à peu le roi-cardinal, effrayé des menaces de Philippe et des violences du prieur de Crato, mollit dans sa résistance. Sans choisir directement Philippe II pour

son successeur, il consentit à nommer à sa place un de ses fils. Mais Philippe, qui sentait sa force, refusa tout compromis. Le turbulent prieur, fort de l'appui du saint-siége, essaya de soulever les provinces. Le faible monarque, poussé à bout, retrouva un moment son énergie pour frapper un coup de vigueur, et exiler le bâtard de don Luis. Le pape cassa la sentence, et évoqua le procès devant lui ; mais le roi-cardinal, appuyé cette fois sur le *roi catholique*, tint bon contre le saint-siége, et transféra les cortès à Almeirim, sous prétexte que la peste régnait à Lisbonne. Éloigner de la capitale le siége de la représentation nationale, c'était la déraciner du sol où elle puisait sa force, et la livrer aux influences de l'Espagne, à la peur et à la séduction qu'elle faisait agir tour à tour.

Dès le début, les séances furent des plus orageuses. Le roi qui y assistait, « l'âme sur les lèvres, » dit une vieille chronique, finit par proposer de mettre le Portugal sous la tutelle de la Castille, « comme le seul moyen de sauver le royaume de la guerre civile et de la conquête étrangère. » Des trois ordres de l'État, le clergé, chez qui le sentiment national a toujours fait défaut, donna le premier son assentiment. La majorité des nobles se joignit à lui, non sans hésitation. Mais les représentants du peuple furent unanimes pour rejeter tout pacte avec l'étranger : ils conjurèrent le roi de se choisir un successeur, quel qu'il fût, jurant de l'accepter, pourvu qu'il fût Portugais. Toutes les passions, tous les partis étaient déchaînés, quand le désordre vint s'accroître encore par la mort du débile monarque, survenue le 31 janvier 1580, peu de jours après l'ouverture des cortès. Ces amers débats avaient abrégé sa vie ; il s'éteignit après avoir nommé par testament cinq régents pour gouverner pendant l'in-

terrègne. Ainsi se termina ce règne de deux ans qu'un historien appelle à bon droit « l'agonie du Portugal. » Avec lui s'éteignit la ligne masculine des rois de Portugal, commencée et finie par un Enrique, et partie de la dépendance envers la Castille pour y revenir, après cinq siècles de liberté.

Le premier acte des cinq régents fut d'inviter Philippe à renoncer à tout appel aux armes jusqu'à ce que des juges compétents eussent prononcé sur ses droits; mais l'orgueilleux monarque rejeta bien loin cette proposition. Dans les rangs de la noblesse portugaise, et jusque dans le conseil de régence, il comptait un parti puissant, contenu toutefois par la crainte d'une insurrection populaire; car tout cœur vraiment portugais se soulevait à l'idée d'obéir à un prince castillan. Philippe essaya vainement de triompher de ces répugnances, en promettant au peuple de maintenir ses *fueros*, et de lui en accorder de nouveaux. Le peuple lui répondit en acclamant à Santarem le prieur de Crato, roi de Portugal. Philippe, dès lors, se crut dispensé de tout ménagement. Le duc d'Albe, rappelé de son exil, s'achemina, malgré ses soixante et onze ans, vers la frontière portugaise, à la tête de vingt mille fantassins et de deux mille chevaux.

Mais l'élu du peuple n'était pas homme à renoncer à ses droits, sans tenter de les faire valoir l'épée à la main. Gagnant Albe de vitesse, il marcha droit sur Lisbonne, où il fit confirmer son élection. Puis, se fortifiant à la hâte dans sa capitale, il demanda à la fois des secours à Rome, à Venise, à l'Angleterre, aux Maures même, et offrit de céder le Brésil à la France, si elle lui envoyait une armée. Le duc de Braganza, de son côté, remuait ciel et terre pour grossir son parti. Les régents, entre toutes ces prétentions rivales, voyaient décroître chaque jour leur

ombre d'autorité. Leur vie était menacée. Le Portugal, comme un navire désemparé, semblait prêt à sombrer dans la tempête.

Vers la fin de juin, l'armée espagnole vint camper sur la frontière sous les ordres du vétéran des Pays-Bas. Le roi vint à Badajoz passer en revue l'armée d'expédition, et celle-ci entra enfin sur le territoire portugais. Yelves et Olivenza lui ouvrirent leurs portes, et bientôt tout le nord du Tage appartint à la Castille. L'escadre de Philippe s'empara avec la même facilité de Lagos, de l'Algarve et de l'Alentejo. Le lâche Braganza, au lieu de s'unir au parti national et au prieur, sauf à régler leurs différends après la victoire, passa avec la fortune dans le camp de Philippe II, et se hâta de lui envoyer sa soumission. « Je « l'accepte, répondit dédaigneusement ce dernier, mais « je n'en ai pas besoin ; car tout le monde sait que le « bon droit est de mon côté. » Et c'est ainsi que le roi de Castille, avec cet insolent bonheur qui ne l'avait pas encore quitté, se trouva débarrassé, avant la lutte, d'un de ses rivaux les plus dangereux.

D'Albe, cependant, se dirigeait à marches forcées sur Setubal. La garnison se composait, outre les milices portugaises, d'auxiliaires français et anglais, seuls capables d'une résistance sérieuse. La forteresse, munie de quatre-vingts pièces de canon, passait pour imprenable ; mais la terreur marchait devant le duc d'Albe : à peine vit-on flotter de loin les bannières castillanes que la garnison ne songea plus qu'à s'enfuir. Le château essaya de résister ; mais l'escadre castillane vint joindre ses attaques à celles de l'armée ; la citadelle capitula après quelques jours de résistance, et Philippe fut proclamé roi dans une des principales villes du royaume. D'Albe, avec une résolution que l'âge ne pouvait pas éteindre, poursuivit sa

marche droit sur Lisbonne, par la voie la plus courte et la plus difficile. Don Diego de Menezès l'attendait au passage avec un petit corps d'armée, dans un étroit défilé, commandé par un fort. Le duc força résolûment le passage, s'empara du château et de la garnison, et, toujours sans pitié, il fit trancher la tête au brave Menezès.

Personne, dès lors, n'essaya plus une résistance inutile : le Portugal, redoutant le sort de la Flandre, s'inclina devant le bourreau des Pays-Bas. Les troupes du prieur et la populace, déchaînées par lui, contenaient encore la capitale. Bientôt d'Albe fut maître de tous les forts qui protégeaient les deux rives du Tage. Le prétendant, désespérant de garder une ville qui ne demandait qu'à se rendre, réunit ses partisans, au nombre de quelques milliers d'hommes, soldats, moines, artisans, esclaves, et sortit de la cité; mais bientôt, voyant ses soldats plus disposés à fuir qu'à combattre, il prit position presque en vue de Lisbonne, près du pont d'Alcantara, et appuyé sur une hauteur escarpée, et sur quelques vaisseaux, il se décida à attendre le duc d'Albe.

Mais d'Albe n'était pas homme à laisser sa victoire inachevée ; suivi par la flotte de Santa-Cruz qui appuyait tous ses mouvements, le 25 août, il offrit la bataille à l'ennemi. Ses dispositions furent prises avec une habileté qui lui assurait la victoire sur des troupes indisciplinées. La messe entendue, la bataille s'engagea aux premières lueurs du jour. Le pont, fortifié à la hâte et défendu par l'élite des troupes du prieur, était le nœud de la position. Colonna et le bâtard d'Albe finirent par s'en emparer, et l'escadre espagnole triompha aisément de la petite flotte portugaise. Les recrues du prétendant n'eurent rien de plus pressé que de jeter leurs armes et de s'enfuir.

Le prieur, blessé, finit par se laisser entraîner au torrent, et se réfugia dans Lisbonne, laissant sur le champ de bataille la couronne qui venait de tomber de son front. Lisbonne n'attendait que l'issue de la bataille pour se donner au vainqueur ; le prétendant la traversa pour sortir par l'autre porte, pendant que la municipalité allait en offrir les clefs au conquérant des Pays-Bas. Le 11 septembre, le roi d'Espagne y fut proclamé en grande pompe roi de Portugal.

D'Albe avait su vaincre ; mais sa victoire, trop peu disputée, n'était pas complète, car il avait laissé échapper son plus dangereux ennemi. Celui-ci, réfugié à Porto, la seconde ville du royaume, essaya d'y organiser une résistance plus sérieuse. Une circonstance imprévue vint seconder ses efforts : le roi Philippe, demeuré sur la frontière pour surveiller la marche des événements, tomba gravement malade à Badajoz. Bientôt le danger fut tel, que le trône de Portugal, à peine conquis, fut sur le point de redevenir vacant. Le bruit de la mort du roi courut même un instant dans Lisbonne ; mais l'infatigable duc d'Albe, sans s'endormir sur son triomphe, avait lancé Davila à la poursuite du prétendant vaincu. Celui-ci essaya vainement de défendre le passage du Duero ; ses soldats lâchèrent pied à la première attaque. Oporto fut bientôt aux mains des Espagnols. Le prieur fugitif erra pendant six mois dans les montagnes ; Philippe avait promis 80,000 ducats à qui le livrerait, mort ou vivant ; mais, disons-le à l'honneur du Portugal, personne ne se rencontra pour gagner la rançon du sang, et mettre la main sur ce proscrit qui personnifiait la nationalité portugaise. Enfin le prétendant, échappant aux poursuites, finit par chercher un refuge en Angleterre.

Philippe II cependant était revenu à la santé, et son

humeur inflexible ne s'adoucit pas avec la victoire. Bientôt le plus noble sang du Portugal coula à flots sur les échafauds. Les femmes même ne furent pas épargnées : les veuves des nobles qui avaient pris part contre l'Espagne furent enfermées dans des couvents, et soumises aux plus durs traitements. A peine le roi était-il rétabli qu'il perdit, dans cette même ville de Badajoz, Anne d'Autriche, sa quatrième épouse; mais ce deuil de famille ne l'empêcha pas d'aller prendre possession de la couronne. Il daigna visiter en passant le duc et la duchesse de Braganza, ses anciens concurrents au trône. Tous deux lui prêtèrent humblement serment d'obéissance, et le duc fut nommé connétable du royaume qu'un de ses descendants devait reprendre plus tard au petit-fils de Philippe II.

Le 16 avril 1851, en présence des cortès assemblées à Tomar, ainsi que du conseil d'État et de la grandesse castillane, Philippe II fut proclamé roi de Portugal, et reçut le serment de ses nouveaux sujets. Il confirma, la main sur l'Évangile, les *fueros* octroyés au pays par les rois ses devanciers, et son fils l'infant don Diego fut reconnu comme son héritier. Après avoir assouvi par une foule de sanglantes exécutions sa soif de vengeance, il publia, à l'occasion de son couronnement, un semblant d'amnistie; mais il eut soin d'en excepter les nobles, et surtout les moines et les prêtres, qui avaient embrassé le parti du prieur. Puis, de cette même main qui signait des sentences de mort, et punissait sur les femmes les crimes des maris, il répandit ses faveurs sur tous ceux qui avaient épousé sa cause.

Un dernier reste d'indépendance s'était réfugié dans les cortès; elles osèrent supplier humblement le roi de se marier avec une Portugaise, de faire élever son fils

dans ce royaume, et de déclarer la couronne de Portugal à jamais distincte de celle de Castille. Philippe II amusa les cortès par ces réponses évasives qu'il excellait à imaginer. Le 27 juillet, suivi d'un somptueux cortége, il prit enfin possession de sa capitale. Comme on lui en présentait les clefs : « Prenez-les, dit-il à Moura, car « c'est à vous que je les dois! » Le pape, qui n'avait rien épargné pour assurer la couronne au prieur, finit par se rallier au *roi catholique* dès que le sort des armes se fut prononcé pour lui. Remarquons en passant avec un historien (Contaggio, lib. VIII) que, « dans l'espace « de deux ans, ce pays ne compta pas moins de quatre « rois qui en furent tour à tour le fléau : don Sébastien « par sa témérité, don Enrique par sa faiblesse, don « Antonio par ses violences, Philippe II enfin par sa « tyrannie. »

Si le génie de la colonisation n'avait pas été refusé aux races néo-latines, c'était le commerce du monde, c'était l'Amérique du Sud presque entière, avec la moitié des Indes, que la Castille pouvait réunir à ses admirables colonies du Mexique et du Pérou. En effet, outre cet immense empire du Brésil qui est à lui seul un monde tout entier, toutes les possessions portugaises de la côte d'Afrique, îles et continent, avec les royaumes de Guinée et d'Angola; dans l'Inde, Goa, la côte de Malabar, l'île de Ceylan, c'est-à-dire un quart peut-être du monde connu, telle était la dot que le Portugal apportait à la Castille; mais celle-ci ne devait pas le garder longtemps. Si précaire que dût être pour les Espagnols la possession du Portugal, ses colonies devaient encore leur échapper avant lui!

Quand tout pliait, même le saint-père, devant Philippe victorieux, un petit groupe d'îles perdues dans

l'Océan, les Açores, osa seul résister à l'ascendant de sa fortune. Une flotte espagnole, envoyée dans l'île de Tercera pour la soumettre au joug, fut repoussée avec des pertes énormes. Une seconde expédition ne fut pas plus heureuse. Le prétendant don Antonio parvint à obtenir de Henri III, au prix de la cession du Brésil à la France, une flotte de soixante voiles avec des troupes de débarquement. Philippe, de son côté, arma une flotte à Cadix pour disputer à l'aventureux prieur ce sceptre insulaire, dernier débris de sa fragile royauté. Les deux flottes se rencontrèrent en juillet dans les eaux des Açores. Mais l'Espagne n'était pas encore entrée dans sa période de déclin; sur terre comme sur mer elle pouvait encore passer pour invincible. Après une lutte sanglante, l'escadre franco-portugaise dut battre en retraite avec une perte de trois mille hommes et nombre de vaisseaux. L'amiral Santa-Cruz, digne émule d'Albe, fit décapiter ou pendre tous les prisonniers, selon leur rang. Parmi les victimes on ne compta pas moins de quatre-vingts gentilshommes.

Battu, mais non découragé, l'opiniâtre prieur se réfugia à Tercera, où il se fit couronner roi de Portugal. Une flotte chargée de deux mille cinq cents hommes de débarquement fut encore expédiée par la France en août 1583; mais l'expédition échoua, et les Açores, avec toutes les colonies portugaises de l'Afrique, de l'Inde et de l'Amérique du Sud, tombèrent aux mains de Philippe. Le prétendant, dénué de tout espoir, dut abandonner son semblant de royaume. Réfugié en France, il en fut bientôt chassé par la crainte des assassins de Philippe II. Puis il alla traîner de cour en cour sa vie errante, quêtant partout des ennemis à l'Espagne, et vivant dans l'obscurité d'une modique pension que lui fit Henri IV,

plus sympathique à des misères qu'il avait connues. Sa mort, survenue à Paris en 1595, délivra enfin Philippe II d'un de ses plus implacables ennemis.

Rappelé en Espagne par son désir de surveiller de plus près les affaires de France, Philippe était impatient de quitter sa nouvelle capitale. Mais la mort inattendue de son fils don Diego vint encore l'y retenir. Les cortès du royaume, convoquées derechef le 31 janvier, prêtèrent serment à l'infant don Felipe, appelé à remplacer son frère comme héritier présomptif. Le *roi catholique*, avant de quitter sa nouvelle conquête, en confia le gouvernement au cardinal Albert, fils de sa sœur l'impératrice d'Allemagne. Ainsi ce malheureux pays, voué à la fois au joug de Rome et à celui de l'étranger, après avoir eu un cardinal pour roi, en eut encore un pour régent. Mais avant de quitter Lisbonne, Philippe voulut caresser le sentiment national qu'il avait froissé si souvent : il fit transporter en grande pompe, de Ceuta à Belem, le Panthéon des monarques portugais, les restes de don Sébastien ; de somptueuses funérailles acquittèrent sa dette envers celui dont la folie héroïque lui valait la couronne de Portugal.

Mais Philippe, avant de quitter Lisbonne, avait encore un tribut à lui payer. Le duc d'Albe, en brisant la résistance du parti national, avait usé sa vie à ce dernier effort. Il s'éteignit dans cette ville, à l'âge de soixante-quatorze ans, dans le palais même de son roi, qui l'avait employé parce qu'il avait besoin de lui, mais qui ne lui avait pas pardonné son offense. Philippe, le jour même où il venait de perdre le plus habile de ses généraux et le plus dévoué de ses serviteurs, ne fit pas fléchir sa royale étiquette; il mangea en public comme à l'ordinaire, sans laisser percer une trace d'émotion ou de

regret. Nos lecteurs connaissent le duc d'Albe, ils l'ont vu agir, et nous n'avons pas à faire ici son oraison funèbre : la Flandre dévastée, ruinée, veuve de ses meilleurs citoyens, voilà l'œuvre par excellence, la plus belle page de sa vie! Nous ne savons pas si d'Albe est un grand homme; c'est un nom dont nous ne sommes pas prodigue d'ordinaire. Mais, comme Philippe II, d'Albe est resté grand dans la mémoire des hommes par le mal qu'il leur a fait. Nous ne contestons pas ses talents militaires et son habileté dans l'art de détruire; mais le souvenir de son administration, malfaisante autant que malhabile, vit encore en Flandre dans toutes les mémoires; son nom y est encore aussi abhorré que si trois siècles n'avaient pas passé sur lui. Ce nom est associé à jamais pour les Pays-Bas à la plus triste période de leur histoire; Philippe II, plus distant, y a gagné d'être moins haï. Et quand on songe à tout ce que cet homme, l'enfant chéri du saint-siége, a fait supporter aux Pays-Bas, on ne s'étonne que d'une chose : c'est que la Flandre, dans son horreur pour le duc d'Albe, ne se soit pas jetée dans les bras de la Réforme et de Guillaume d'Orange.

Avec le duc d'Albe, Philippe perdit encore à Lisbonne Davila, un de ces durs soldats espagnols, dignes de ce siècle où la guerre, grâce aux haines religieuses, a pris un caractère d'extermination qui nous reporte aux plus sanglantes périodes du moyen âge. Ainsi le vide commence à se faire autour de Philippe II, dans sa famille, dans ses armées, dans ses conseils. Comme tous les rois qui ont trop vécu, il perd un à un tous ses meilleurs instruments, et doit les remplacer par de plus faibles et de moins habiles, jusqu'à ce que, se survivant à lui-même, nous le voyions, comme Louis XIV, récolter les fruits

amers de cette politique à outrance qui ne sait ni pardonner ni fléchir. Aussi est-ce de lui qu'il faut dater le déclin de cette monarchie que son père lui a laissée florissante, et qu'il lègue ruinée à son fils.

Le 11 février, Philippe quitta enfin le Portugal pour revenir à Madrid. Des transports de joie idolâtre y saluèrent son retour. La conquête du Portugal fermait enfin cette plaie toujours saignante de l'orgueil espagnol, froissé de voir ainsi morcelée l'unité de la Péninsule. Ajoutons, pour en finir avec ce pays, dont nous aurons peu à nous occuper jusqu'au jour de sa résurrection, que le joug de Philippe, sans être aussi dur pour le Portugal que pour la Flandre, pesa lourdement sur lui comme sur tous ses États conquis. Le Camoens a déploré les malheurs de sa patrie dans un chant admirable qui rappelle les Lamentations de Jérémie. Grâce à son poëte national, le Portugal a trouvé une voix pour se plaindre et une foi pour espérer. Comme Israël pendant ses jours d'exil, ce peuple généreux a toujours cru à sa résurrection, et, en y croyant, il l'a préparée. Ainsi que *le peuple de la Promesse,* il a eu ses soixante ans de captivité, non sur la terre d'exil, mais sur son propre sol, foulé sans pitié par l'étranger ; et par cela seul qu'il n'a jamais douté de sa délivrance, elle est venue à son heure : consolante leçon pour tous les peuples opprimés qui, pareils au Portugal, souffrent, croient et espèrent!

Comme les individus, les peuples malheureux ont besoin d'être consolés par la religion ou, à défaut d'elle, par la superstition, et la fiction a souvent séché les larmes que la réalité avait fait couler. Bien loin d'en vouloir à son roi don Sébastien de l'héroïque folie qui avait coûté, à lui la vie, et à son pays l'indépendance, le Portugal avait gardé pour ce roi-martyr un culte superstitieux. Ce sen-

timent populaire, ravivé encore par la conquête étrangère qui pesait sur le pays, fut exploité par divers aventuriers. Malgré le témoignage des nobles captifs qui avaient reconnu de leurs yeux et touché de leurs mains le corps de leur roi, malgré les honneurs funèbres que Philippe II lui avait rendus à Belem, trois de ces aventuriers, nés dans les dernières classes de la société, essayèrent successivement leurs chances. Après avoir excité un instant les sympathies populaires, ils périrent tous trois, non sous le mépris public qui eût dû seul en faire justice, mais d'une mort infamante ; car Philippe était sans pitié pour tout ce qui portait atteinte à ses droits. Un ermite qui voulut jouer le même rôle fut envoyé aux galères ; un autre qui, plus heureux ou plus habile, eut un instant des partisans dévoués, une cour et une armée, fut envoyé à la potence. Mais le plus célèbre de tous ces imposteurs fut un Calabrais qui, changeant le théâtre de toutes ces fables, essaya à Venise, vingt-deux ans après la mort du vrai don Sébastien, le rôle dangereux de roi ressuscité. Plusieurs nobles portugais, qui avaient assisté à la bataille d'Alcazar, saluèrent en lui le roi qu'ils pleuraient toujours, tant l'imposteur sut jouer habilement son rôle. Le fils même du roi-prieur vint à Venise assister au procès qui, sur les instances du roi d'Espagne, fut intenté au faux don Sébastien. Ce procès se termina par l'exil de l'aventurier, qui alla finir ses jours on ne sait où, dans l'obscurité et dans la misère.

Avec le temps, ce roi, qui se survivait à lui-même, finit par se changer en un de ces personnages légendaires qui n'ont jamais manqué aux peuples malheureux et crédules. Comme Rodrigue en Espagne, Barberousse en Allemagne, Arthur en Angleterre ou Charlemagne en France, don Sébastien devint peu à peu une sorte de

roi-symbole, emblème consolant et mystérieux de cette royauté endormie dans sa tombe avec la nationalité portugaise, et qui devait comme elle ressusciter un jour. Sous le joug si lourd de la Castille, les affections du peuple se reportèrent avec une sorte de frénésie vers ce roi découronné qui personnifiait toutes ses espérances, et qui, toujours vivant dans les cœurs de ses sujets, semblait ne pouvoir plus mourir.

En veut-on une dernière preuve? Même après l'émancipation du Portugal, et son réveil à de nouvelles destinées sous la maison de Bragance, don Sébastien y est resté vivant dans les souvenirs du peuple, non-seulement dans la métropole, mais dans ses colonies. En changeant de théâtre, cette foi tenace n'a pas changé d'objet : croirait-on que de nos jours, en 1838, don Sébastien, mort en Afrique en 1578, est encore ressuscité au Brésil, près de la ville de Florès! Là un prophète, dupe le premier de ses propres oracles, a inauguré le culte de ce monarque passé Dieu, auquel auraient été, dit-on, immolées des victimes humaines; et ce culte odieux a dû être réprimé par la force, et proscrit sous les peines les plus sévères. Rien ne prouve mieux combien la domination de l'Espagne a toujours été impopulaire au Portugal et dans ses colonies. Qu'est ce culte insensé d'un roi mort et enterré depuis des siècles, sinon une protestation du sentiment national froissé qui cherche à s'incarner dans ce vivant souvenir?

CHAPITRE II.

SITUATION DE L'EUROPE. — SIÉGE D'ANVERS.

1584-85.

Seize ans de lutte sont déjà passés, et nous sommes encore loin du dénoûment du drame. Egmont, d'Albe, Orange sont déjà couchés dans le tombeau; mais avec la mort de Guillaume, la révolution des Pays-Bas a perdu son plus vif intérêt. Et cependant la seconde génération des hommes qui y jouent un rôle n'est pas inférieure à la première : Farnèse est même, à notre sens, bien supérieur au duc d'Albe, et le fils de Guillaume, par le génie du moins, sinon par le cœur, ne sera pas au-dessous de son père. Mais l'unité factice, qui a un instant réuni les deux fractions des Pays-Bas sous l'ascendant d'un grand citoyen, a disparu avec lui pour ne plus revenir. Les deux peuples vont se tourner le dos pour suivre chacun la voie que lui tracent ses affinités religieuses. Déjà le *traité d'Arras* et la défection de la Flandre wallonne ont montré le chemin à la Flandre proprement dite qui ne tardera pas à la suivre. D'un autre côté, la *ligue d'Utrecht* a ouvert dans le nord des Pays-Bas un avenir nouveau à la Réforme et aux destinées de cet État naissant qui, moins décidé en

politique qu'en religion, marche vers la république sans avoir le courage d'en finir avec la monarchie. Mais au fond, la Hollande, sans avouer encore sa rupture avec l'Espagne et avec la Flandre, a rompu de fait avec toutes les deux. Il n'y a plus que deux peuples en Europe, les protestants et les catholiques ; que deux races, la race anglo-saxonne et la race néo-latine, car les Slaves ne comptent pas encore. Jusqu'au traité de Westphalie, terme de cette longue lutte, qui doit durer près d'un siècle, et doter l'Europe de la liberté religieuse, toutes les frontières s'effacent, toutes les nationalités sont abolies. On est citoyen de la religion que l'on professe, et non du pays où l'on est né.

En ce sens donc, ce n'est pas la révolution des Pays-Bas dont nous écrivons l'histoire, si étroitement liée à celle de l'Espagne; non, c'est la guerre, aussi vieille que le monde et qui durera autant que lui, de la liberté contre la tyrannie, de la foi contre l'intolérance, de l'immobilité contre le progrès ! La politique ici n'est que le prétexte, au fond c'est la religion qui est en cause. Peu importe où la lutte se promène, en France, en Hollande, en Allemagne : Coligny, Orange, Gustave-Adolphe, se continuant l'un l'autre, combattent tous pour la même foi, et meurent sous le même drapeau.

La mort d'Orange ouvrait à l'Espagne une nouvelle carrière dans les Pays-Bas. Guillaume seul, par son autorité morale, avait pu imprimer quelque ensemble aux efforts décousus de deux peuples dont l'un aspirait à reprendre le joug que l'autre avait brisé. Lui absent, un vide immense se faisait sentir : à l'ordre avait succédé le chaos, à l'unité l'anarchie. L'inégalité des deux adversaires, que son génie seul avait pu faire oublier, sautait aux yeux maintenant : on se demandait comment un

petit pays, qui ne comptait pas deux millions d'habitants, osait lutter si longtemps contre la plus puissante monarchie du vieux monde et la maîtresse du nouveau.

Quant à Farnèse, le plus pressé pour lui, c'était d'en finir avec la Flandre, rebelle à son corps défendant, et d'enlever aux insurgés les places qui leur restaient. En attendant Amsterdam, c'était à Anvers qu'il voulait attaquer la Réforme, dans son centre, dans sa place d'armes, sauf à s'occuper ensuite de la Hollande. On sait la périlleuse situation de ce petit État, républicain de fait, mais monarchique de forme, par habitude et par instinct. Au XVIe siècle, en effet, personne ne sait encore se passer de roi. La royauté, à peine émancipée de la tutelle féodale, jouit alors de tout son prestige. Sans doute ce prestige ne tardera pas à s'évanouir : la monarchie absolue, inaugurée en Europe par un rare concours de grands princes, Charles-Quint, François Ier, Henri VIII et Soliman II, n'en a pas pour deux siècles à durer dans toute la pureté de son principe; Louis XIV, en tendant le ressort outre mesure, achèvera de le briser. Mais les choses n'en sont pas là encore : d'ailleurs, l'effort du XVIe siècle n'est pas vers l'émancipation politique; la question religieuse y prime toutes les autres, et la liberté, avant de descendre dans le monde des intérêts, a besoin de passer par celui des consciences.

La fédération hollandaise, impuissante à se suffire, flottait alors entre l'alliance de la France et celle de l'Angleterre, avec des motifs presque égaux de se méfier de toutes deux. Bien loin de craindre qu'on lui fît payer de sa liberté l'appui qu'elle réclamait, elle allait au-devant du joug, et ne se sentait pas encore assez forte pour ne relever que d'elle-même. Chose étrange!

la reine protestante n'était guère moins à redouter pour elle que le *roi catholique*. La France même, par ses deux expéditions aux Açores, avait donné plus de gages qu'Élisabeth à la cause des opprimés. La Hollande, frappée au cœur par la mort de Guillaume, n'osant encore aspirer à l'indépendance, n'hésitait plus que sur le choix d'un maître; elle ne redoutait qu'une chose en offrant sa soumission, c'est qu'on ne daignât pas l'accepter.

Au premier abord, entre la France papiste et l'Angleterre réformée, on a peine à comprendre l'hésitation de la Hollande. Mais Élisabeth, reine bien avant d'être chrétienne, haïssait d'instinct le calvinisme et l'anabaptisme, les deux religions des Pays-Bas. Sentant sa vie sans cesse menacée par les complots de ses ennemis, elle se souciait peu d'aller au loin chercher des aventures dont sa tête serait toujours l'enjeu. Aigrie plutôt qu'effrayée par les dangers qui l'entouraient, elle croyait plus urgent d'extirper le catholicisme de ses États que d'aller le combattre au dehors. Elle se vengeait par des persécutions de cette peur incessante où on la condamnait à vivre. Mais ses haines étaient plutôt politiques que religieuses : héritière des traditions de son père, elle aimait à frapper des deux mains, catholiques et puritains à la fois, avec une sinistre impartialité. L'Angleterre elle-même, habituée depuis un demi-siècle à changer à chaque règne de consigne religieuse, avait fini par faire de ses croyances une affaire toute politique, et laissait à ses rois le soin de les choisir pour elle.

Alliée nécessaire de la France contre Philippe II, la fille de Henri VIII travaillait dès longtemps à séparer l'une de l'autre les deux grandes monarchies catholiques. Bien loin d'aspirer à régner sur les Pays-Bas, elle avait

dès le début appuyé les prétentions du duc d'Anjou et les négociations de la Hollande avec la cour de France. Cachée derrière ses ministres, dont elle inspirait la politique en ayant l'air de la suivre, elle craignait, en faisant la guerre, d'avoir à compter avec son parlement dont elle ne voulait pas dépendre. Enfin, son instinct de despote lui faisait voir dans les Hollandais, révoltés à la fois contre Rome et contre leur roi, moins des alliés que des rebelles.

Quant à la France, depuis des siècles, elle jetait un coup d'œil d'envie sur ces riches provinces, situées si bien à sa convenance, et si peu à celle de l'Espagne qui ne les devait qu'aux hasards d'une succession. Malgré de profondes différences de religion et de caractère, les Provinces-Unies inclinaient du côté de la France; Orange avait décidé leur choix en se prononçant pour l'alliance française, et en s'effaçant devant l'indigne fils de Catherine. Aux yeux de ces provinces, s'allier avec la France, c'était s'allier avec les huguenots français qui, grâce à la politique à double face de Catherine, même après la Saint-Barthélemy, jouissaient de fait de la liberté de conscience. Quatre années d'une paix équivoque avaient suffi pour révéler au monde les fortes racines qu'avait dans notre sol cette foi proscrite que deux siècles de persécutions n'ont pas pu en arracher, et qui, si elle y eût été tolérée, même à l'état de minorité, eût changé les destinées de la France. Enfin l'Angleterre, à cette date, n'était encore qu'un petit pays, avec l'Irlande et l'Écosse attachées à ses flancs, comme deux dogues à ceux d'un taureau; la France, au contraire, était déjà une grande monarchie que toutes les lâchetés de ceux qui la gouvernaient n'avaient pas pu réduire à l'impuissance.

Cependant les états généraux, effrayés des progrès de

la réaction catholique en Flandre, sentirent enfin le besoin de prendre un parti. Coupant court à leurs longues indécisions, ils résolurent de se jeter dans les bras de la France, sauf à retomber, si elle ne voulait pas d'eux, dans ceux de l'Angleterre. Déjà, à la mort du duc d'Anjou, une députation avait été envoyée à Henri III, pour lui offrir de succéder à son frère dans la souveraineté limitée des Pays-Bas. Après un mois d'arrêts forcés à Rouen, tout ce qu'avaient pu obtenir les députés, c'était une entrevue secrète avec la reine mère, à Paris. A leur offre de mettre sur pied, pour faire la guerre à l'Espagne, trois mille chevaux et mille fantassins, le roi avait fait répondre, sans daigner les recevoir, « qu'il ne « trouvait pas son royaume en état d'entreprendre hors « de temps une guerre étrangère. »

Pour comprendre ce refus, il faut se rendre un compte exact de la situation de Henri III, alors plus difficile que jamais. A force de caresser et de trahir tous les partis, le fils de Catherine avait fini par les avoir tous contre lui. Malgré ses secrètes rancunes contre Philippe II, Henri, catholique au fond du cœur, répugnait à s'allier avec l'hérétique Hollande. Sa pusillanimité s'effrayait à l'idée d'entrer en lutte avec le puissant monarque qui, par les Guises et le clergé, était plus maître que lui de la France. La Ligue, née avec l'agrément du roi en 1576, l'année même où il accordait aux huguenots la liberté de conscience, venait de se reconstituer sous le patronage de Philippe II, avec Guise pour chef et le pape pour parrain. Henri, en se rapprochant du roi de Navarre, avait soulevé toutes les passions catholiques, plus faciles à déchaîner qu'à contenir. La France avait frémi à l'idée d'obéir à un monarque hérétique, et le frémissement de l'Espagne avait répondu

au sien. Partagée entre les *trois Henri,* Valois, Guise et Navarre, de ces trois partis, le plus faible sans contredit était celui qui s'abritait derrière le nom du monarque.

Nous parlerons plus loin de Henri de Navarre, dont l'heure n'est pas encore venue. Henri de Guise, *le Balafré,* docile instrument de l'Espagne, avait vendu à Philippe II ce trône auquel il n'osait pas aspirer pour lui. Roi de la populace parisienne, idole du clergé dont Rome fut toujours la vraie patrie, toutes les chaires retentissaient de son nom; toutes lançaient la foudre contre un roi apostat qui, s'il n'était pas passé lui-même dans le camp de l'hérésie, voulait léguer la couronne à un huguenot. Quant à Henri III, usé par la débauche, tenu en tutelle par sa mère, et gouverné par d'indignes favoris, à trente-trois ans c'était déjà un vieillard, et chacun spéculait sur sa fin prochaine. Les récits, exagérés à dessein, des persécutions d'Élisabeth contre les catholiques anglais venaient encore surexciter ces haines de sacristie. Malgré les efforts de Catherine pour louvoyer encore entre tous les partis, la couronne vacillait déjà sur la tête de son fils, et la tombe était le seul asile où il pût espérer le repos.

La Hollande ne pouvait donc pas choisir un pire moment pour traiter avec ce roi sans cœur et sans foi, qui n'eut jamais un allié que pour le trahir. La France avait cessé de s'appartenir à elle-même : l'or de Philippe, le *Catholicon d'Espagne,* comme l'appelle si plaisamment la *satire Ménippée,* y achetait tout ce qui était à vendre, et les déclamations furibondes des prêtres entraînaient les masses aveuglées. Toutes les passions, bonnes ou mauvaises, étaient soulevées contre un prince écrasé sous le poids du mépris public, et le même cri de *haro*

s'élevait contre ses mignons et contre le roi de Navarre. Catherine, tout en traitant sous main avec la Ligue, poussait à la guerre contre le roi d'Espagne, « qui lui avait « soufflé, disait-elle, la couronne de Portugal. » Elle s'attendait, sur la foi des médecins, à voir bientôt son fils ou fou, ou enterré, et rêvait pour elle sur le déclin de ses jours une seconde régence. Suivant le mot d'un ambassadeur vénitien, « on eût dit qu'elle se flattait « de ne jamais mourir. »

Dans une crise aussi redoutable, que pouvait le misérable Valois ? Terrassé sous le sentiment de sa faiblesse, entouré d'ennemis, ruinant la France pour enrichir ses mignons, et dépensant aux noces de Joyeuse onze millions qui en vaudraient trente aujourd'hui, les flagellations publiques le reposaient de la débauche. Autour de lui, il n'apercevait que des ennemis, des rivaux ou des traîtres. La Ligue, le tenant pour détrôné, lui donnait de son vivant un successeur, le cardinal de Bourbon, digne pendant du cardinal Enrique de Portugal. Grégoire XIII, le pape de la Saint-Barthélemy, trempait dans ce pieux complot, dont Rome était l'âme, Philippe II la tête, et Guise le bras. Déjà le pontife s'apprêtait à exclure Navarre et Condé de la succession au trône, et accordait aux ligueurs indulgence plénière pour tout ce qu'ils tenteraient contre leur souverain. Étrange position, sans précédents dans l'histoire ! Des sujets, plus catholiques que le *roi très-chrétien,* prétendaient sauver la France malgré elle en la jetant dans les bras de Philippe II, le seul roi selon le cœur de Dieu et du saint-père.

C'est ce moment (15 janvier 1585) que les états de Hollande choisirent pour offrir à Henri III, sans réserves cette fois, la souveraineté des Pays-Bas, en lui proposant

pour gage douze villes de sûreté, et cent mille écus par mois, garantis par l'Angleterre. Un fort parti, au sein des états, s'était prononcé pour l'alliance anglaise; mais Élisabeth, poussée à bout par des complots sans relâche contre sa vie, entourée d'espions et d'assassins, avait chassé de sa cour l'ambassadeur espagnol Mendoza. Ne voulant pas pour elle la couronne des Pays-Bas, elle s'efforçait de la faire accepter à la France, et d'unir aux rancunes protestantes de l'Angleterre contre Philippe les rancunes catholiques du continent. Elle promettait aux états de s'allier avec la France pour les défendre contre l'Espagne, et appuyait de tout son pouvoir leur démarche auprès de Henri III.

Mais Mendoza, chassé de Londres, avait précédé les envoyés hollandais à la cour de France, et y avait miné le terrain sous leurs pieds. La cour même était partagée, et le roi encore plus que sa cour. Sans être aussi catholique que les Guises, Henri s'effrayait à l'idée d'une ligue protestante contre le *roi catholique* par excellence. Et pourtant, le joug de Philippe lui semblait bien pesant. Dans ses rêves d'indépendance, quand, du sein de sa fange, il sondait les profondeurs de l'abîme où la France était tombée avec lui, alors de plus nobles ambitions se réveillaient dans son cœur[1]. A ces heures-là, la couronne des Pays-Bas l'attirait puissamment : il eût aimé à l'enlever à cette reine hérétique qu'il ne se souciait d'avoir ni pour alliée, ni pour ennemie. La hauteur maladroite de l'ambassadeur espagnol, qui osa le menacer de la vengeance de son maître s'il s'alliait avec des hérétiques et des rebelles, vint rendre un instant à cette

1. Voir, dans la consciencieuse *Histoire des Français* de M. Henri Martin, une touchante lettre de Henri III, t. X, p. 659.

âme avilie le sentiment de sa dignité : il répondit avec une juste fierté que « les Flamands n'étaient pas des « rebelles, mais des opprimés, et qu'il ne renoncerait pas « aux traditions de la couronne de France, qui lui fai- « saient une loi de prêter son appui à tous ceux qui le « réclameraient. » Le 13 février, Henri reçut au Louvre, en grande pompe, les envoyés hollandais. Peu de jours après, le comte de Warwick, à la tête d'une somptueuse ambassade, vint, de la part de la reine, offrir au roi l'ordre de la Jarretière, et l'inviter à accepter la souveraineté des Pays-Bas. Henri fit à l'envoyé anglais le plus gracieux accueil, et révolta tous les fidèles en recevant dans une église catholique l'ordre dont le décorait une reine hérétique.

Au milieu de toutes ces intrigues, que faisait Henri de Navarre? Condamné longtemps à vivre à la cour des Valois, sous les regards méfiants de Catherine, le contact de cette cour corrompue lui avait de bonne heure enseigné la prudence. Les débordements de sa femme Marguerite, la digne fille de Catherine, ajoutaient encore à la difficulté de sa position. A dix-neuf ans, forcé de choisir entre « la messe ou la mort, » il s'était laissé faire catholique, l'épée sur la gorge, au baptême de sang de la Saint-Barthélemy. Quelques années de captivité dans cette cour hypocrite et dépravée lui avaient appris à porter aussi son masque, et à couvrir d'un voile d'insouciance ses profonds desseins. Facile aux entraînements, mais sans jamais perdre de vue le but auquel il visait, il avait cédé sans résistance aux amorces que lui tendait sa belle-mère.

Le plaisir, qui domina toujours en maître cette vive et sensuelle nature, le reposait de la dissimulation. Mais l'heure venue, en 1578, il avait brisé sa chaîne, rompu

avec le catholicisme et avec les Valois, sans rompre, hélas ! avec les tristes habitudes qu'ils lui avaient enseignées. En se mettant à la tête de ses fidèles huguenots, il était rentré, un peu malgré lui, sous le joug austère de la Réforme, qui avait à ses yeux le double tort de gêner ses libres allures, et de lui fermer le chemin du trône [1].

Huit longues années s'étaient passées ainsi pour Henri de Navarre à négocier en même temps qu'à combattre, au milieu de traités de paix toujours violés, qui alternaient avec la guerre civile. Philippe II, dans un moment d'humeur contre la Ligue, avait fait offrir une somme énorme au Navarrais pour l'engager à déclarer la guerre à son roi. Henri, qui ne se fiait guère aux promesses du *roi catholique*, avait éludé la requête, et informé le Valois de l'offre de son allié. Mais la mort du duc d'Anjou vint enfin, en 1584, changer la situation, et ouvrir devant Henri de Navarre le plus magnifique avenir. La vieillesse anticipée du roi, le discrédit où il était tombé, l'absence d'héritier direct de la couronne, tout disait à Henri d'attendre et d'espérer. Ses convictions protestantes, sincères au fond, mais peu décidées, se trouvaient seules maintenant entre lui et le trône de France, où, d'après la constitution de la monarchie, un hérétique ne pouvait pas monter. Henri III, las du joug des Guises, se décida enfin à offrir au Na-

1. On connaît cette belle lettre de Duplessis Mornay à son maître et à son ami, où, en lui annonçant qu'il va devenir, par la mort du duc d'Anjou, la seconde personne du royaume, il l'encourage à réformer sa vie, et à la tenir à la hauteur de ses nouvelles destinées. Il termine par ces touchantes paroles : « Ces amours si découvertes, auxquelles vous donnez tant de temps, « ne sont plus de saison. Il est temps, sire, que vous fassiez l'amour à « toute la chrétienté, et surtout à la France. » *Mémoires de Duplessis Mornay*, t. I, p. 355.

varrais la perspective de sa succession s'il voulait abjurer la Réforme et revenir à sa cour. Henri fut ébranlé un instant : tout le parti royaliste, disposé comme son maître à se rallier à lui, insistait pour qu'il acceptât. S'il eût fait alors ce qu'il fit plus tard, s'il avait vendu sa foi pour une couronne, les destinées de la France étaient changées : la Ligue, atteinte au cœur, eût péri quelques années plus tôt, et Henri III fût mort sur le trône, et non sous le couteau de Clément !

Mais hâtons-nous de le dire à l'honneur de Henri de Navarre : sa loyauté, nous n'osons pas dire sa piété, se révolta contre ce honteux marché. Il se refusa à subir à la fois la tutelle d'un roi avili, les rancunes des Guises, et la rivalité de Condé, qui serait devenu à sa place le chef du parti protestant. Il resta, par politique, fidèle à sa religion, et remerciant le roi, il lui offrit, sans condition, son épée contre tous ses ennemis, du dedans et du dehors.

Cependant, les envoyés néerlandais attendaient toujours leur réponse. L'envie d'accepter ne manquait pas à Henri III. Quelques-uns de ses conseillers l'y poussaient : l'évêque d'Acqs l'engageait à envoyer le Navarrais aux Pays-Bas avec son armée. C'était la dernière planche de salut, mais le lâche Valois n'osa pas la saisir. Catherine négociait alors avec Philippe pour lui vendre ses prétendus droits sur le Portugal ; Philippe, en l'amusant par un semblant de négociation, l'empêchait d'appuyer auprès de son fils l'offre des Hollandais. La Ligue, jugeant enfin l'heure venue, lança son manifeste (31 mars), et leva hautement le drapeau de la révolte. Philippe avait trouvé le sûr moyen d'empêcher Henri III d'aller au dehors chercher des aventures. Aussi son parti fut-il bientôt pris : il se hâta de déclarer « qu'il vou-

« lait la paix avec *son bon cousin le roi catholique* » et de répondre aux envoyés néerlandais « que les troubles « civils ne lui permettaient pas de diviser les forces de la « monarchie, mais que, dès qu'il en aurait fini avec « ses sujets rebelles, il songerait à les secourir. » Les envoyés, après trois mois d'attente, s'en retournèrent avec cette belle réponse; et les états, voyant la porte fermée du côté de la France, se retournèrent à regret du côté de l'Angleterre, leur dernier refuge.

Ainsi, grâce à l'incurable lâcheté du Valois, échappa à la France la souveraineté des Pays-Bas; ainsi s'enfuit, pour ne plus revenir, l'occasion de prendre l'extrême Rhin pour sa limite du côté du nord, la seule de ses frontières que n'ait pas dessinée la nature. Doit-elle le regretter, et aspirer à le reconquérir? Nous ne le pensons pas. Ce qui soude les nations et constitue leur unité morale, ce n'est pas le territoire, c'est la langue. Leur vraie frontière, c'est le point où cette langue finit, et où les hommes, en se touchant, doivent renoncer à s'entendre. Regardez une carte : aux noms des villages, aux désinences des mots, vous verrez où la France finit. D'ailleurs, en s'approchant de la Hollande, le Rhin, changeant de direction pour s'éloigner de nous, s'éparpille en cent bras, et se perd dans les sables avant d'arriver à la mer; pour nous comme pour l'Allemagne, il cesse alors d'être une frontière, et l'ambition seule d'un conquérant moderne a pu prendre la Hollande pour une annexe nécessaire de la France.

C'en est fait, Philippe désormais, les Guises et la Ligue aidant, est plus maître de la France que Henri de Valois, et notre histoire, à cette triste époque, se fond dans celle de l'Espagne. « Le Tage, » comme disait au roi le sage évêque d'Acqs, « s'est versé dans la Seine, et

« tout l'or du Mexique coule dans votre cabinet. » (De Thou, liv. IX). Un traité secret, ignoré même de Farnèse, venait d'être signé à Joinville, entre Guise et Mayenne et l'ambassadeur de Philippe II, dans le but « d'extirper l'hérésie de la France, de poursuivre les « hérétiques à outrance, et de les anéantir. » Le cardinal de Bourbon, oncle paternel de Henri de Navarre, y était reconnu, à l'exclusion de son neveu, successeur au trône. Le cardinal, pour don de *joyeux avénement*, abandonnait à l'Espagne le monopole de la navigation des deux Indes, espagnole et portugaise, et s'engageait à faire reconnaître en France les décrets du concile de Trente. Philippe, en retour, devait prêter à la *sainte Ligue* 600 mille écus comptants, et 50 mille par mois tant que durerait la guerre. Tous les princes étrangers étaient invités à entrer dans la Ligue. Le pape même y accédait, et autorisait la prise d'armes contre les hérétiques, levant ainsi les scrupules, feints ou réels, de Guise à tirer l'épée contre son maître.

Le traité avait été signé le dernier jour de l'année 1584; quelques mois après, la plus grande partie de la France appartenait à la Ligue, et était en armes contre son souverain. La Provence et le Poitou, avec Toulouse et Bordeaux, lui demeurèrent seuls fidèles. Cette explosion, aussi brusque qu'irrésistible, était la tardive revanche de la première prise d'armes des huguenots en 1562. Henri III, vendu à Philippe par sa mère et par son premier ministre, Villeroy, tournait le dos à Élisabeth, son unique alliée, pour se livrer pieds et poings liés à l'Espagne, son ennemie héréditaire. Villeroy méditait déjà, de concert avec Mendoza, une invasion de l'Angleterre pour asseoir Marie Stuart sur le trône, et Henri fut assez aveugle pour y prêter les mains,

espérant se débarrasser ainsi de Guise et de ses ligueurs, et rester maître de la France, de moitié avec ses *mignons*.

La Ligue, traitant avec le roi de suzeraine à vassal, le pressait d'en finir avec l'hérésie. Le misérable Henri hésita un instant, et finit par céder. L'*édit de Nemours*, plus implacable même que celui qui suivit la Saint-Barthélemy, vint s'abattre sur les huguenots. La paix religieuse, autant de fois violée que conclue, y était abrogée pour jamais ; tout rite autre que celui de Rome interdit sous peine de mort et de confiscation ; enfin un certain nombre de villes étaient données à la Ligue comme garantie. Le roi vint lui-même faire enregistrer au parlement cet édit, qui était moins son œuvre que celle de son indigne mère. En se mettant ainsi à la remorque de la Ligue et aux gages de Philippe II, Henri mentait à la fois à l'honneur, au bon sens et à son intérêt. Il brisait lui-même l'équilibre entre l'Espagne et la France, et faussait la balance du pouvoir sur le continent ; car il n'y avait alors en Europe que deux grands États, et tous les autres devaient naturellement se grouper autour d'eux. L'Angleterre elle-même, à cette époque, n'avait pas encore le secret de ses destinées ; il ne fallait pas moins que les fautes de l'Espagne, l'abaissement de la France et le règne viril d'Élisabeth pour consommer sa grandeur.

Mais il restait à la France, trahie par son triste monarque, l'avenir et Henri de Navarre. Déjà, pour répondre au manifeste de la Ligue, celui-ci avait hautement repoussé l'accusation d'hérésie, en appelant « à la « parole de Dieu et à un libre concile pour réclamer la « liberté de conscience. » S'en prenant à Guise, comme à l'auteur de tous ces maux, il le défiait en combat

singulier, « un à un, dix à dix, vingt à vingt, pour évi-
« ter l'effusion du sang de la noblesse, la misère et la
« désolation du peuple. »

L'*édit de Nemours*, inattendu pour Henri, l'atterra un instant. La légende raconte qu'en l'apprenant, il demeura longtemps, la tête cachée dans ses mains, plongé dans une muette angoisse, et quand il se releva, sa moustache avait blanchi !

Mais Henri n'était pas au bout de ses épreuves : Sixte-Quint venait de monter sur le trône de Saint-Pierre. Longtemps le nouveau pontife avait caché son ambition sous une feinte humilité, comme sa vigueur sous un semblant de vieillesse. Un de ses premiers actes fut de déposer le roi de Navarre, en le déclarant incapable de monter jamais sur le trône de France ; car, malgré tant de dures leçons, la papauté n'avait pas encore désappris à disposer des couronnes de la terre. C'est là un trait de ressemblance de plus entre ce pontife et Hildebrand qu'il rappelle à tant d'égards. Mais tout en excommuniant Henri de Navarre, Sixte-Quint, dévoué de cœur à la Ligue, n'en prit pas moins parti contre Henri III, et applaudit, cinq ans plus tard, à son assassinat. Toutefois, assez grand par lui-même pour comprendre chez les autres la vraie grandeur, il appréciait à toute sa valeur le prince qu'il avait frappé des foudres de l'Église, et on l'entendit souvent répéter de Henri IV et d'Élisabeth, son alliée, « que c'était grand dommage qu'ils fussent héré-
« tiques. »

Nous reviendrons sur les affaires de la France, que, sous le règne de Philippe II, il est impossible de séparer de celles de l'Espagne ; mais ce rapide coup d'œil était nécessaire pour embrasser l'ensemble de la situation. Toutes les grandes questions sont posées maintenant ;

mais l'heure de les résoudre n'est pas encore venue, et ce siècle même ne la verra pas venir. Philippe descendra dans la tombe avant d'avoir mené à bonne fin tout ce qu'il a entamé; la ruine de l'Espagne, commencée par lui, ne s'achèvera que sous les règnes suivants. Si dans ce vaste conflit nous n'avons pas parlé de l'Allemagne, c'est qu'elle s'est annulée comme à plaisir dans son étroitesse luthérienne et dans son égoïsme. Après avoir conquis pour elle la liberté de conscience, elle s'est crue dispensée de la défendre ailleurs, et s'est désintéressée de cette cause qui fut la sienne. Mais la justice divine, ne pouvant punir dans l'autre vie ces coupables collectifs qu'on appelle des nations, doit les atteindre ici-bas. L'Allemagne a refusé de prendre part à cette lutte désespérée entre le principe catholique et le principe protestant qui, pendant quarante ans, a ensanglanté la France et les Pays-Bas; eh bien, la lutte, terminée en Hollande, se reportera en Allemagne : la *guerre de Trente ans,* qui continue et couronne la guerre des Pays-Bas, viendra couvrir de sang et de ruines l'Allemagne protestante, et lui apprendra à ses dépens qu'en fait de liberté, tous les peuples sont solidaires, et qu'on ne reste pas neutre impunément dans de pareils conflits.

GUERRE DE FLANDRE.

1584.

Depuis la mort de Guillaume d'Orange, la Belgique échappait peu à peu à l'alliance de la Hollande, son aînée dans la rébellion. Unies à elle par la politique, mais sépa-

rées par la religion, les cités belges, travaillées par le clergé, se détachaient l'une après l'autre d'une solidarité qui leur pesait, et soupiraient après la servitude comme d'autres après la liberté. Farnèse, en attendant, poussait avec une égale ardeur la guerre et les négociations. Mais entre l'Espagne et les Provinces-Unies, la partie était trop inégale, et Guillaume d'Orange n'était plus là pour rétablir l'équilibre. L'aîné de ses fils, détenu en otage à la cour de Philippe, y avait renié dès longtemps sa foi et son pays. Maurice, le second, était âgé de dix-sept ans à peine, et tout ce qu'on pouvait lui demander, c'était de préparer ses forces pour le fardeau qu'il aurait un jour à porter. Quant à la veuve de Guillaume, la digne fille de Coligny, après avoir vu périr dans les guerres de religion son père et ses deux maris, elle vivait à Leyde avec sa famille d'une modeste pension que lui faisaient les états.

En attendant que les Provinces-Unies eussent réussi à se trouver un roi, il fallait gouverner, et suffire aux nécessités de la guerre et de la politique. Le pouvoir exécutif fut confié à un conseil d'État de dix-huit membres. Toutes les questions de paix et de guerre furent remises entre ses mains; mais ses décisions devaient être confirmées par les états généraux, et cette confusion de pouvoirs était un gage assuré de lenteur et de faiblesse, en face d'un ennemi aussi actif que Farnèse. Maurice, malgré sa jeunesse, fut appelé à présider ce conseil, et après trois jours de réflexion, il accepta résolûment cette charge, qui eût effrayé de plus âgés que lui.

Mais pendant que les Hollandais mendiaient partout un roi, la guerre avait gagné les négociations de vitesse: Parme avançait à grands pas vers le but de tous ses efforts. Ypres et Bruges venaient de lui ouvrir leurs portes,

et deux mois après la mort de Guillaume, Gand, la seconde capitale de la Flandre, gagnée sous main par les émissaires de Farnèse, fit sa paix avec le roi, et reçut garnison espagnole (17 septembre). Les réformés eurent deux ans pour vendre leurs biens et quitter la ville. Parme fit preuve d'une modération habile qui lui gagna tous les cœurs. Il accorda à la ville rebelle une amnistie dont il n'excepta que douze personnes. Sur une amende de 300,000 écus dont la ville fut frappée, il lui fit remise d'un tiers ; les deux autres furent payés par les réformés, *gens taillables et corvéables à merci !* La citadelle, bâtie par Charles-Quint, et rasée après la *pacification de Gand,* se releva de ses ruines, et tint de nouveau la ville sous la menace de ses canons. L'élite de la population qui, là comme partout, appartenait à la Réforme, émigra en Hollande, et cette vaste cité, aussi étendue que Paris à cette date, perdit à sa réconciliation avec l'Espagne près de la moitié de ses habitants.

Mais Gand, pour Farnèse, n'était que le premier anneau de la chaîne dont il voulait enserrer la Flandre. Trois villes, Gand, Dendermonde et Malines, dominaient le cours de l'Escaut et de ses affluents. Parme était déjà maître des deux premières, et la troisième ne pouvait pas tarder à se rendre. Mais Bruxelles persistait dans sa rébellion, et pouvait-on laisser derrière soi la capitale de la Flandre, quand on voulait entreprendre le siége d'Anvers ? Or, pour assiéger des villes de cet ordre, les huit ou dix mille soldats que possédait Farnèse étaient loin de suffire. Aussi, sans répudier la force, le lieutenant de Philippe se gardait bien de compter uniquement sur elle. Peu d'hommes d'État ont su comme lui faire marcher d'un même pas la guerre et la diplomatie, en les appuyant l'une sur l'autre. Nous ne raconterons en

détail ni le siége de Malines, ni celui de Bruxelles. Qu'il suffise de savoir que, pour les conquérir, toutes les armes furent bonnes : l'intrigue, la corruption et la force. Bruxelles, affamée, se vendit pour avoir du pain, et capitula en 1585; Malines en fit autant le 19 juillet. Nous anticipons ici sur les dates pour ne nous occuper, comme Farnèse, que du siége d'Anvers. Peu à peu, toutes les villes qui restaient encore fidèles à l'*Union* suivirent l'exemple de la capitale. Sauf Anvers, Ostende et quelques forteresses, la Flandre tout entière rentra, sans trop de répugnance, sous le joug espagnol. Sans doute le catholicisme y fut pour la plus grande part; mais le caractère de Farnèse, ses habiles ménagements, sa douceur, calculée comme celle de Jules César, contribuèrent à ce résultat qui fait honneur à ses talents politiques plus encore qu'à ses talents militaires.

La plus sanglante satire de l'administration du duc d'Albe en Flandre, c'est celle du duc de Parme. Disons-le à l'honneur de ce dernier, ce n'est qu'à défaut des négociations qu'il a recours à l'épée. Il n'a pas, comme son devancier, pour toute politique le parti pris de faire haïr l'Espagne ; c'est assez pour lui de la faire craindre, et même, au besoin, il sait la faire aimer. Certes nous ne nous faisons pas d'illusions sur lui ; pour le connaître, il suffit d'étudier cette calme et martiale figure, reproduite par Motley d'après une gravure très-rare de Wiérix : dans cet œil perçant qui semble sonder les reins de celui qu'il regarde; dans le pli des sourcils fortement accusé, dans ce front haut et proéminent où siégent le génie et la froide volonté, rien ne trahit ni la bienveillance, ni la franchise. Mais, sans y être porté par sa nature, Parme a compris, même dans ce rude métier de la guerre, tout le parti qu'on peut tirer de la clémence,

arme toute-puissante à laquelle ne résistent ni les remparts ni les cœurs.

Ce qui distingue encore Farnèse du duc d'Albe, c'est que le fanatisme n'a pas de prise sur lui. Avec lui, point de ces sanglantes exécutions, infligées de sang-froid à une population désarmée ; point de ces hideuses boucheries comme le sac de Malines ou d'Anvers ! Alexandre aime la guerre pour la guerre, et la fait en tacticien, pour l'honneur de l'art, avec tous les ménagements qu'elle permet, et non en boucher et en bourreau. L'un est un Espagnol pur sang, l'autre un Italien, et là gît toute la différence. La religion de Parme, s'il en a une, c'est celle de l'obéissance. Il est catholique, parce qu'un neveu de Philippe II ne peut pas être autre chose ; mais ce qu'il est avant tout, c'est un sujet soumis. Il s'est voué tout entier au service d'un maître ingrat qui, en lui donnant pour consigne de soumettre la Flandre, lui refuse les hommes et l'argent nécessaires pour y réussir. Il a passé sa vie à combattre la liberté de conscience, il est mort en la persécutant, et serait peut-être aussi volontiers mort pour la défendre.

Qu'est-ce après tout que le petit-fils de Charles-Quint, sinon un *condottiere* de génie pour qui l'Italie même a cessé d'être une patrie, car elle n'est plus, comme lui, que la sujette de Philippe II ! Ce qui manque à cette grande figure de Farnèse, c'est ce qui a fait la force du duc d'Albe, dont le fanatisme brutal n'est pas sans grandeur : c'est une foi, une croyance, une passion au fond du cœur, ou tout au moins la religion du patriotisme, à défaut de celle de la foi. C'est là son infériorité dans cette lutte où, des deux parts, les convictions sont si ardentes qu'elles excusent presque les crimes qu'elles font commettre. Aussi, malgré soi, en revient-on tou-

jours à le comparer à Guillaume d'Orange, et si le génie est égal, quelle différence entre les deux adversaires! L'un se dévoue à son roi, qui ne lui en sait pas même gré, l'autre à son Dieu et à son pays. Tous deux meurent sans avoir achevé leur œuvre, l'un sur un champ de bataille, l'autre sous le pistolet d'un assassin. Le premier a donné la Flandre à Philippe; mais la Flandre échappera bientôt à l'Espagne avec le sceptre du monde. Le second a fondé pour jamais l'indépendance de la Hollande. De ces deux noms, Farnèse et Orange, lequel restera le plus grand dans la mémoire des hommes? Chacun a d'avance répondu : le politique et le soldat doit ici céder la palme au patriote et au chrétien.

Parmi les villes de premier ordre, Anvers demeurait donc seule dans la rébellion; seule elle séparait l'Espagne des Provinces-Unies, et contre elle, désormais, Parme était libre de diriger tous ses efforts. Mais pour comprendre dans toute son ampleur ce siége mémorable où la Réforme, en Flandre, livra sa dernière bataille, et ne s'y montra jamais plus grande que le jour où elle périt, il importe de se faire une idée nette de la situation géographique d'Anvers. Dans un pays plat et noyé, où les fleuves se perdent en mille canaux avant d'arriver à la mer, on s'étonne de rencontrer un cours d'eau de deux mille quatre cents pieds de largeur, et soixante de profondeur, avec douze pieds de différence de niveau entre la marée haute et basse. Ne pouvant l'enfermer dans ses murs, la ville s'est assise tout entière à l'est du fleuve, sur sa rive droite, comme l'atteste le nom même de la cité, en flamand *aen 'twerf* (au quai), dont on a fait *Antwerpen*, Anvers. En face de la ville, à l'ouest, sur la rive flamande, l'espace de terrain appelé *Tête de Flandre* était alors fortifié avec soin. De pont, il n'en

pouvait être question sur un fleuve de cette dimension. D'ailleurs, l'active navigation qui a de tout temps régné sur l'Escaut ne permet pas d'en enchaîner le cours. La ville, large, bien percée, peuplée de palais dans ses plus belles rues, forme un hémicycle ou un arc très-recourbé dont le fleuve est la corde. Déchue de son antique splendeur depuis la *furie espagnole*, elle se souvient encore aujourd'hui d'avoir été, pendant trois ou quatre siècles, le centre du commerce du monde. A l'est, le riche faubourg de Borgerhout, au sud la citadelle, qui domine à la fois la ville et le cours du fleuve, ajoutent encore à la grandeur de son aspect. Dans ces planes et riches campagnes où l'Escaut déroule sa courbe majestueuse, le voyageur, de quelque côté qu'il vienne, aperçoit, à des lieues de distance, la flèche imposante de la cathédrale, et ne découvre que plus tard la ville qui s'abrite sous son ombre.

Quant au système de défense de la ville, c'était celui de tous les Pays-Bas, l'inondation, rempart plus sûr pour elle que ses murailles et que le feu de ses canons; l'inondation qui a sauvé deux fois la Hollande, une fois de Philippe II, une autre de Louis XIV. A Guillaume d'Orange revient l'honneur d'avoir compris la seule arme qu'Anvers devait opposer à Farnèse, la rupture de ses digues. Marnix de Sainte-Aldegonde, nommé par les états généraux commandant d'Anvers, était venu à Delft, à la tête d'une nombreuse députation, pour s'entendre avec le prince et lui demander son avis. Guillaume savait que le projet du duc de Parme était, malgré l'apparente impossibilité de l'entreprise, de jeter un pont sur l'Escaut, en aval de la ville, pour la séparer de la Zélande, toujours prête à la secourir. Il ouvrit le premier l'avis de faire d'Anvers une île, en l'entourant d'eau

de toutes parts, et en rompant le magnifique système de digues qui empêche l'Escaut de déborder sur ses deux rives. Les Espagnols alors cesseraient d'être à craindre pour elle ; entassés sur des jetées étroites, ils y souffriraient à la fois de la faim et du manque d'espace; vaincus avant d'avoir combattu, ils ne pourraient pas même approcher d'Anvers, et la puissance de l'Espagne viendrait se briser devant ses murs.

Le plan de Guillaume était le seul praticable, et tous les députés furent d'accord pour l'adopter. On arrêta la rupture de la digue de la rive droite à Blaeu-Garten, au-dessous de Lillo, et de celle de Kouwenstyn qui venait la couper à angle droit. Ces digues une fois rompues, un vaste espace de terre serait livré aux eaux, et les flottes de la Zélande pourraient ainsi arriver aux portes d'Anvers. Ce fut là le dernier service que Guillaume rendit à son pays. Un mois après, le pistolet de Geraerds abattait le plus ferme soutien d'Anvers, le seul homme qui eût su se faire obéir de cette démocratie protestante où tous voulaient commander, et personne obéir.

De retour à Anvers, Sainte-Aldegonde n'y trouva que révolte et anarchie. Son dévouement sans bornes au prince d'Orange avait seul pu le décider à accepter cette position difficile, où de mesquines rivalités étaient sans cesse à l'œuvre pour l'empêcher de faire le bien. Anvers une fois assiégé, le plus ardu n'était pas de le défendre, mais de le nourrir. Cent mille bouches à alimenter pendant six mois, pendant douze peut-être, nécessitaient d'immenses approvisionnements. L'ordre le plus sévère devait régner dans la distribution des vivres aussitôt que la ville serait serrée de près par l'ennemi. Ce n'est pas tout : il fallait encore, avant que le danger fût là pour justifier les résolutions extrêmes, persuader aux bour-

geois d'inonder eux-mêmes leurs fertiles campagnes, leurs splendides villas, de rendre à l'Océan ce sol péniblement conquis sur lui, et de se ruiner pour mieux se défendre.

Pour obtenir un pareil sacrifice, Marnix était-il bien l'homme qu'il fallait? Étranger à Anvers et presque à la Flandre par la diversité de ses origines, il était trop citoyen du monde pour être l'enfant d'un seul pays. Élevé à Genève, presque sur les genoux de Calvin, sa vraie patrie était cette Rome protestante où s'était écoulée sa jeunesse. Populaire par son hymne national, « *Wilhelmus van Nassouwe,* » la *Marseillaise* de cette guerre sainte; soldat au besoin, non par goût, mais par devoir; chrétien lettré, diplomate accompli, Marnix était propre à tout, sauf à la tâche ingrate qui lui était confiée, celle de gouverner, sous le canon de l'ennemi, cette commune orageuse. L'unité dans la résistance pouvait seule sauver Anvers, et quels que fussent les dons de Sainte-Aldegonde, un seul lui manquait, l'autorité, et celui-là ne se remplace pas.

La direction des affaires qui, dans ce pressant danger, aurait dû appartenir à un seul, s'égarait à Anvers dans un labyrinthe de conseils. On reconnaît là le génie ombrageux de ces petites républiques qui, à force d'éparpiller le pouvoir, finissent par l'annuler. L'autorité suprême résidait dans le *magistrat* ou conseil municipal dont le bourgmestre était le chef nominal; mais Marnix, à ce titre, n'y possédait qu'une voix; et forcé de s'absenter souvent, les décisions les plus graves se prenaient en son absence. Puis venait le *collége des colonels,* qui réclamait pour lui l'autorité militaire, puis un *collége des chefs de quartiers* et les *confréries* ou *corps des métiers,* en lutte constante avec le pouvoir militaire. Jamais

anarchie ne fut plus savamment organisée ; l'on se serait cru dans une des plus turbulentes communes du moyen âge italien. La garnison, composée de milices bourgeoises, manquait, non de courage, mais de discipline. Un régiment anglais était la seule force régulière. Quant aux Français, malgré les promesses de Henri III et les sympathies plus réelles des huguenots, ils n'y brillaient que par leur absence.

Au milieu de ce pêle-mêle de *conseils* qui se jalousaient et s'annulaient l'un l'autre, c'était peine perdue de demander à personne d'obéir ou de se dévouer. Ainsi Marnix ayant, non sans peine, obtenu du *grand conseil* l'autorisation de percer les deux digues, une tempête furieuse s'éleva dans les autres conseils. Les bourgeois dont les propriétés devaient être sacrifiées, les bouchers qui faisaient paître leurs bestiaux dans ces riches prairies, protestèrent tout d'une voix. La coupure des digues, c'est-à-dire le salut d'Anvers, fut renvoyée à un autre moment, quand l'heure propice serait passée. Farnèse, toujours prêt à profiter des fautes de ses ennemis, put alors se rapprocher de la ville, s'emparer un à un des forts qui défendaient les digues, et en construire de nouveaux.

Une somme considérable avait été votée, moitié par les états, moitié par le conseil de la ville, pour acheter du blé. L'amiral Tresloug, alors en Zélande avec sa flotte, fut chargé de ce soin ; mais gagné, dit-on, par Farnèse, il montra dans l'accomplissement de sa mission une lenteur calculée. Les vaisseaux chargés de blé arrivèrent tard et en petit nombre ; trouvant le passage fermé, ils durent l'ouvrir de vive force, en passant sous le feu des forts espagnols. Anvers fut peu et mal approvisionné, et un *maximum*, imprudemment fixé au prix du blé, finit par

arrêter tout court le ravitaillement de la cité. L'opinion se prononça si vivement contre l'amiral, que les états finirent par le jeter en prison, et sa charge fut donnée à Justin de Nassau, fils naturel de G. d'Orange.

Farnèse, cependant, se rapprochait pas à pas d'Anvers. A trois ou quatre lieues en aval de la cité, deux forteresses, Lillo et Liefkenshoeck, dominaient le cours de l'Escaut, avant qu'il se change en mer aux approches de la Zélande. Liefkenshoeck, qu'on n'avait pas même achevé de fortifier, fut emporté au premier assaut. Mais Lillo, commandé par le brave Téligny, fils de Lanoue *Bras de Fer*, fit une résistance désespérée. Deux mille Espagnols trouvèrent leur tombeau sous ses murs. Les Anversois, en voyant le progrès de l'ennemi, se ravisèrent pourtant : des deux digues dont Orange avait demandé la rupture, ils en percèrent une, celle de Blaeugarten, et bientôt une bonne partie du pays fut sous l'eau. Mais Farnèse, mettant à profit ce retard inespéré, s'était établi sur tous les points élevés, et s'occupait de s'y fortifier. Son quartier général se trouvait en Flandre, sur la rive gauche de l'Escaut, à Calloo et à Beveren, deux villages qu'une longue digue rattachait l'un à l'autre à travers les plaines inondées..

Son plan, dès lors, commença à se révéler : le problème donné, c'était de fermer l'Escaut aux navires zélandais. Or le seul moyen de le fermer, c'était d'y jeter un pont, entreprise que tout homme de sens eût jugée impraticable. Mais Farnèse, en s'y décidant, avait encore un autre but : c'était de relier ensemble les deux moitiés de son armée que, faute d'espace et de vivres, il avait dû répartir sur les deux rives du fleuve. La plus forte portion campait près de Staebroeck, en Brabant, et les assiégés, en épargnant la digue de Kouwenstyn,

s'étaient chargés de ménager à Parme un trait d'union entre ses deux corps d'armée. Trop tard éclairés par le danger, ils se résignèrent à faire en novembre ce qui les eût sauvés en juin, c'est-à-dire à rompre cette dernière digue. Mais il n'était plus temps : les Espagnols, comprenant l'importance de la position, s'étaient établis sur la digue, et on ne pouvait plus les en déloger. Bientôt elle fut hérissée dans toute sa longueur de palissades, de redoutes et de canons. Cinq ou six mille Espagnols vinrent y tenir garnison. Un puissant fort fut établi sur l'angle formé par la jetée de Kouwenstyn et la grande digue sur le bord du fleuve. Les Anversois purent dès lors mesurer la grandeur de leur faute, qui ouvrait à l'ennemi le chemin de leur cité. Vainement Marnix essaya, avec une flottille armée à Anvers, d'attaquer celle du prince de Parme : la lâcheté de l'amiral anversois Jacobzoon fit échouer l'entreprise. Les navires zélandais, sur qui l'on comptait pour appuyer l'attaque, manquèrent au rendez-vous, et Sainte-Aldegonde, toujours au poste du danger, ne dut lui-même son salut qu'à la vitesse du navire qu'il montait.

Quand Marnix avait appris le projet du duc de jeter un pont sur l'Escaut : « Folie, s'était-il écrié, de songer « à fermer un fleuve de cette dimension ! L'Escaut ne se « laissera, pas plus que les Flamands, mettre sous le « joug espagnol ! » Mais Parme le laissa dire et, avec cette froide volonté qui mesure l'obstacle avant de se prendre corps à corps avec lui, il commença à enserrer le cours du fleuve entre deux estacades, formées d'énormes pilotis fortement enfoncés dans l'eau, jusqu'à l'endroit où elle devenait trop profonde. Deux forts, bâtis comme têtes de pont sur les deux rives, et des redoutes, élevées de distance en distance, protégeaient

les travailleurs. Des poutres, assises sur les pilotis, formaient un plancher solide, capable de porter les plus lourds fardeaux. Grâce à un banc de sable qui facilita les travaux, cette œuvre de géants avançait à grands pas, et le fleuve un beau matin se trouva rétréci de plus de mille pieds. Dès lors, on put songer, sans trop de témérité, à y jeter un pont. L'estacade mesurait neuf cents pieds de long sur la rive de Brabant, et deux cents sur la rive flamande. Elle était large de douze pieds, et un parapet de cinq pieds de haut, en forts madriers, abritait les soldats contre les balles.

L'hiver approchait, et les assiégés, comptant sur la crue des eaux pour détruire l'œuvre de Farnèse, n'avaient encore tenté rien de sérieux pour en arrêter le progrès. Marnix les suppliait en vain de profiter des longues nuits et de la saison des tempêtes pour essayer, de concert avec la flotte zélandaise, un coup de main contre les travaux de l'ennemi. Toutes ses supplications furent vaines, tous ses plans furent rejetés par les états généraux. Téligny, dépêché par lui pour s'entendre avec l'amiral sur une attaque commune, fut blessé et fait prisonnier, perte irréparable pour Marnix et pour la cité.

Farnèse, cependant, poursuivait son œuvre avec cette persévérance opiniâtre qui lasse l'obstacle à force de se raidir contre lui. La plus grave difficulté pour lui n'était pas l'Escaut, c'était l'inertie et les lenteurs de Philippe II. Fatigué d'enfouir dans cette guerre sans fin les trésors des deux Indes, celui-ci n'envoyait plus en Flandre ni un homme ni un écu. Vainement le duc essayait de faire entrer dans cet étroit cerveau l'importance de la conquête d'Anvers et la grandeur surhumaine de son dessein, c'était peine perdue. Même aujourd'hui, on ne peut pas lire sans émotion les plaintes de Farnèse à l'in-

sensible monarque sur les souffrances de ses soldats. Entassés sur des digues étroites, manquant de tout, exposés à demi nus aux injures de l'air dans ces rudes hivers des Pays-Bas, ils désertaient par centaines, et arrivaient à Paris en haillons, mendiant leur pain, dans un état à faire pitié, même à leurs ennemis!

Réduit à faire la guerre sans hommes et sans argent, le duc essayait toutes les voies pour gagner Anvers. Deux fois pendant l'hiver il écrivit à la fière cité pour l'engager à se soumettre, en lui vantant la clémence de Philippe. La ville répondit en rappelant les massacres du duc d'Albe, seuls gages des paternelles intentions du monarque. Elle remercia Farnèse de cet esprit de conciliation auquel les gouverneurs espagnols ne l'avaient pas habituée; « mais la France étant prête à accepter la « souveraineté des Pays-Bas, Anvers ne pouvait pas « renoncer à une résistance que toutes les forces de son « puissant allié viendraient bientôt appuyer. »

Toutes les opérations du duc étaient entravées par le manque d'argent. Les rares subsides qu'il arrachait à la lésinerie de Philippe étaient dévorés d'avance; ses officiers se ruinaient comme lui au service de leur maître. Les fonds manquaient pour la solde des troupes, pour le salaire même des ouvriers. « Si Votre Majesté ne m'en-« voie pas d'argent, écrivait Parme, il me faudra lever « honteusement le siége, et Votre Majesté seule en sera « responsable. » Mais Philippe voulait la fin et ne voulait pas les moyens. Impossible de faire comprendre à cet esprit borné et tenace l'urgence des sacrifices qu'on lui demandait, et la bonne fortune inouïe qui lui envoyait, après tant d'incapacités, un pareil lieutenant dans les Pays-Bas.

L'hiver était venu : l'estacade avait tenu bon et ré-

sisté à la crue des eaux et aux blocs de glace que le fleuve roulait avec lui, comme pour défendre sa ville! « Grâce à Dieu, écrivait Parme à Philippe, la palissade « tient ferme, et j'espère recueillir bientôt les fruits de ce « que j'ai semé... En vérité, c'est un grand et héroïque « travail, bien digne de la puissance de Votre Majesté. « Pour ma part, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi; « de Votre Majesté doit venir le reste, c'est-à-dire des « hommes et de l'argent! Que du moins Votre Majesté « ne s'en prenne pas à moi si je ne réussis pas! »

Cette palissade était l'œuvre de l'ingénieur italien Baroccio, et c'est justice de lui faire partager avec Farnèse la gloire de cette œuvre surhumaine où l'un apporta le talent et l'autre la volonté. Restait à construire le pont, et Parme, sans argent, sans vivres, sans alliés, voyait déjà la Flandre prête à lui échapper s'il échouait dans son entreprise. En plein cœur de l'hiver, il résolut de se mettre à l'œuvre. Le plus difficile était fait, puisque l'estacade avait résisté, et que le lit du fleuve était réduit de deux mille quatre cents à mille deux cent quarante pieds. Sans parler des deux forts qui servaient de têtes au pont futur, deux massives jetées, formant angle droit avec les deux estacades, s'avançaient sur chaque rive de cinq cents pieds dans le fleuve. Il ne s'agissait donc plus que de les relier l'une à l'autre par un pont de bateaux, aussitôt que la débâcle aurait entraîné les derniers glaçons.

Le moment venu, vers la fin de février, trente-deux bateaux, longs de soixante-deux pieds et larges de douze, dont chacun pouvait porter trente hommes et un canon, furent amarrés côte à côte par deux ancres, l'une en aval, l'autre en amont, pour les assurer à la fois contre le courant et contre la marée. Vingt-deux pieds sépa-

raient chacun de ces bateaux, et de fortes poutres les unissaient l'un à l'autre, et faisaient du tout une surface continue et solide. Ce n'est pas tout encore : cinq cents pieds au-dessus et au-dessous du pont, furent amarrés trente-trois puissants radeaux, soutenus sur l'eau par des tonneaux vides. On les joignit les uns aux autres par des mâts attachés en carré, de manière à former une masse compacte, capable de résister aux chocs les plus violents. Enfin, des navires de guerre s'embossèrent des deux côtés du pont, pour le protéger de leur feu. Les levées des deux rives furent hérissées de canons, et aucune des précautions que peut suggérer la prudence humaine ne fut négligée.

Le 25 février, jour solennel qui assura la Flandre à Philippe et l'immortalité à Farnèse, le pont fut terminé sur une longueur totale d'environ deux mille quatre cents pieds, et l'Escaut se trouva entièrement fermé. On se sent saisi d'admiration en face de ce travail de géants que n'ont pas égalé ceux même des Romains ; car à leur puissance dans la conception, à leur grandeur dans l'exécution, la science moderne est venue ici ajouter ses merveilles. Le siége d'Anvers et le pont sur l'Escaut resteront l'une des plus savantes audaces du génie humain. Mais pour juger Farnèse et son œuvre, c'est surtout dans sa correspondance secrète avec son maître qu'il faut l'étudier. Ces lettres écrites en chiffres, et qui ont dormi pendant des siècles dans les archives de Simancas, en ont été enfin exhumées de nos jours, et grâce aux beaux travaux de Motley, nous assistons, après deux siècles et demi, à cette résurrection de l'histoire. Si Farnèse en sort plus grand, Philippe, en revanche, y semble encore rapetissé. « L'entreprise d'An-« vers, écrit Parme, le jour même de l'achèvement du

« pont, est si héroïque que je craindrais, en m'étendant « sur elle comme elle le mérite, d'ennuyer Votre Majesté. « Tout ce que j'en dirai, c'est que si Votre Majesté en con- « naissait les labeurs et les dangers, *elle en ferait plus de « cas*, et ne nous laisserait pas ainsi mourir de faim... « *Mes gens n'ont plus pour se nourrir que de l'eau salée « et des digues*. Il me sera impossible de les tenir sous « les drapeaux plus de cinq ou six jours encore; si je « ne les licencie pas, ils déserteront tous. »

Explique qui pourra la bestiale indifférence de Philippe en face de pareilles lettres! Sa conduite restera toujours pour l'histoire un insoluble problème. Ce qu'on ne s'explique pas non plus, c'est l'insouciance des états généraux devant les progrès de Farnèse. Le sort d'Anvers venait d'être scellé : rien désormais ne pouvait l'empêcher de tomber aux mains de son redoutable ennemi. On avait laissé passer, sans rien tenter pour la défense, les longues nuits d'hiver, les tempêtes et la crue des eaux, plus redoutable encore. Et pourtant, sans vivres, sans habits, sans un pouce de terre pour y marcher de pied ferme, au milieu de cette humidité continue qui rongeait jusqu'au fer, les Espagnols tenaient bon, avec la ténacité de leur race, soutenus par l'exemple de leur héroïque chef. Au milieu des soucis qui le dévoraient en voyant son armée fondre dans ses mains, Farnèse montrait à ses soldats comme à ses ennemis un front toujours serein. Un espion ayant été saisi dans son camp, le prince, au lieu de le faire pendre, comme d'Albe n'y aurait pas manqué, lui fit parcourir toutes ses lignes, compter un à un ses canons, et passer en revue tous ses ouvrages : « Et maintenant, lui dit-il, « retournez à ceux qui vous ont envoyé; dites-leur tout « ce que vous avez vu, et ajoutez que ce pont me servira

« de tombeau, s'il ne m'ouvre pas le chemin d'Anvers. »

Cependant, la ville assiégée, en voyant se dresser sur son fleuve ce pont gigantesque qui la tenait captive, s'était enfin réveillée de sa léthargie. Mais il était trop tard : la levée de Kouwenstyn, dont la rupture eût pu seule ouvrir un chemin aux flottes de la Zélande, était maintenant aux mains des Espagnols. Farnèse, maître des deux rives, pouvait à son gré concentrer ses forces sur le point où il voudrait agir. Des secours, il n'y en avait plus à attendre ; Bruxelles venait de se rendre, et Malines ne pouvait plus tenir longtemps. La flotte zélandaise, séparée de la cité par l'imprenable levée, en était réduite à canonner sans résultat les forts espagnols. Les états généraux, si longtemps joués par Henri III, s'étaient enfin aperçus qu'il n'y avait rien à espérer de lui ni de la France. Quant à Élisabeth, quelques maigres subsides étaient tout ce que l'on pouvait attendre d'elle. L'égoïsme et l'économie, les deux passions de sa vieillesse, aveuglaient ce ferme esprit sur un danger qui était le sien autant que celui des Pays-Bas.

Cependant Anvers, réduit à ses propres ressources, était parvenu à mettre sur pied quatre-vingts compagnies de pied, et seize cornettes de cavalerie, effort prodigieux pour une ville réduite à moins de cent mille habitants. Des redoutes en bois avaient été construites, en aval de la cité, sur toute la portion des rives dont l'ennemi n'était pas maître. Tout combat terrestre étant à peu près impossible dans un pays inondé, la flottille anversoise d'un côté, celle de Zélande de l'autre, harcelaient sans relâche les travaux des Espagnols. Bien des barques avaient été coulées à fond, bien des vies dépensées, sans que l'œuvre des assiégeants en fût retardée; car Farnèse lui-même, la pioche à la main, le

premier à l'ouvrage comme à la bataille, encourageait les travailleurs de son exemple et de sa voix.

Les états généraux n'étaient pas assez aveugles pour ne pas pressentir qu'Anvers une fois pris, rien ne protégerait plus la Hollande contre la vengeance de l'Espagne. Maurice d'Orange, héritier de la persévérance et des desseins de son père, n'épargnait rien pour hâter l'envoi des secours promis. Les états avaient voté, pour délivrer Anvers, 200 mille florins (500 mille francs). Hohenlohe avait réuni vingt-six compagnies de pied et sept de cavalerie; mais l'unité et la confiance manquaient à tous ces efforts; le dévouement de Marnix était paralysé par l'anarchie qui régnait dans les conseils. Les auxiliaires anglais, gagnés par l'esprit de révolte qui les entourait, s'étaient mutinés, et refusaient d'obéir. Quelques-uns même traitaient sous main avec Farnèse, et il avait fallu faire un exemple, et passer par les armes deux de leurs capitaines. Parmi les riches bourgeois, un parti assez fort demandait tout haut la paix avec l'Espagne. La France avait fait à Anvers plus de mal que Farnèse lui-même en habituant la Hollande à compter, dans le danger, sur un autre que sur elle-même.

Cependant les états s'étaient enfin décidés à agir : Hohenlohe et la flotte essayèrent, le 4 avril, pour reprendre le fort de Liefkenshoeck, sur la rive flamande, un coup de main qui réussit. Le fort de Saint-Antoine, situé un peu plus bas, fut aussi emporté. Maître de ces deux points importants, Hohenlohe songeait déjà à se rapprocher du pont, en réparant la brèche faite par les Espagnols à la jetée de la rive gauche. Mais il avait compté sans Farnèse : avec cette foudroyante activité et ce coup d'œil d'aigle qui voyait d'un regard le mal et le remède, Parme improvisa, cette nuit même, une redoute

sur la portion de la jetée dont il restait le maître. Tous les efforts de l'ennemi pour réparer la brèche furent ainsi paralysés. Le drapeau espagnol, flottant sur ces remparts, sortis de terre en une nuit, vint dire aux Hollandais, comme Dieu aux flots de la mer : « Tu n'iras « pas plus loin! »

Cependant les Anversois, ranimés par ces succès auxquels la fortune ne les avait pas habitués, voulaient encore tenter quelque grande entreprise. Pour affranchir l'Escaut du joug que Farnèse lui avait fait porter, il fallait rompre à tout prix le pont. Ici la science et l'habileté étaient plus nécessaires encore que le courage, et il fallait surtout ne pas regarder à la dépense. Or les habitants des Pays-Bas ont toujours été plus ménagers de leur bourse que de leur vie. Depuis longtemps, le *Magistrat* était occupé d'un projet chimérique : c'était une espèce de forteresse flottante, chargée d'artillerie et de soldats, qu'on devait abandonner au courant du fleuve et de la marée, pour la laisser tomber de tout son poids sur le pont, et l'écraser de sa masse.

Les Italiens étaient alors les maîtres de l'Europe dans la science du génie civil et militaire. Gianibelli, ingénieur mantouan des plus distingués, indifférent à la querelle des Pays-Bas, et passionné seulement pour son art, était allé offrir à Philippe II ses services. Mais il n'avait rencontré à la cour qu'indifférence et dédain, et, froissé dans son orgueil, il était venu à Anvers servir la cause opposée. Accueilli avec enthousiasme, le sagace Italien avait bien vite apprécié à sa juste valeur cette lourde et inutile machine qu'on appelait *la Fin de la guerre,* et s'était mis à combiner un plan plus pratique. Pour détruire le pont et les estacades, il demandait trois grands vaisseaux et soixante barques à fond plat qu'il comptait équiper

en brûlots, et diriger, à marée descendante, sur l'œuvre de Farnèse. La dépense qu'exigeait ce plan le fit rejeter par les économes bourgeois. Mais l'on finit par accorder à Gianibelli deux petits navires de soixante-dix tonneaux. avec trente-deux barques à fond plat, et les munitions nécessaires pour les armer. L'ingénieur fit construire, dans la cale de ses deux navires, une chambre en épaisse maçonnerie. Il remplit chacune de ces machines infernales de sept mille livres de poudre fine, fabriquée par lui avec un soin minutieux. Le toit et les côtés de ces deux volcans portatifs furent entourés de massifs fragments de marbre, de pierres, de chaînes brisées et de mitraille, destinés à semer de tous côtés la dévastation et la mort. Une mèche devait, à l'instant voulu, communiquer le feu à la mine, lorsque le navire viendrait s'échouer contre le pont, après avoir brisé les radeaux qui le protégeaient. Ces deux navires portaient deux noms d'heureux augure, la *Fortune* et l'*Espérance*. Quant aux barques, on devait y mettre le feu, et les lancer d'avance, en guise de brûlots, pour distraire l'attention de l'ennemi.

Le lendemain de la prise de Liefkenshoeck, le 5 avril, les brûlots furent lancés à quatre heures du soir. Mais au lieu de les faire partir un à un, comme le voulait Gianibelli, on les lança tous à la fois, de manière à en faire avorter l'effet. Farnèse se trouvait avec son état-major à l'extrémité de la jetée rompue, sur le fort qu'il venait d'y élever. Son instinct de soldat l'avait averti que, pour appuyer le coup de main de Hohenlohe sur Liefkenshoeck, les assiégés tenteraient aussi quelque chose. Si les deux attaques avaient eu lieu en même temps, la ville était sauvée. Mais on eût dit qu'un sort fatal présidait à toutes les opérations de la défense;

Anvers était voué à la servitude comme la Hollande à la liberté.

Cependant les brûlots suivaient lentement le fil de l'eau, et les Espagnols les regardaient passer, en riant de cet inutile effort des assiégés pour retarder la prise de leur ville. Les marins qui les dirigeaient les ayant abandonnés, après y avoir mis le feu, les uns s'accrochèrent aux autres, et se consumèrent mutuellement. D'autres restèrent engagés dans les pilotis, d'autres enfin s'échouèrent sur le rivage. La *Fortune*, trop tôt désertée par son équipage, vint se jeter à la rive au-dessus de Kalloo, et la mèche s'éteignit sans avoir mis le feu aux poudres. Restait l'*Espérance*, et tandis que les Espagnols faisaient leurs gorges chaudes de ce coup avorté, le lourd navire, portant la mort dans ses flancs, venait briser les radeaux protecteurs, et s'échouer près du pont de Kalloo, sur la rive gauche. On avait entassé sur le vaisseau une masse de bois sec, auquel on avait mis le feu pour lui donner l'apparence d'un brûlot ; les Espagnols, craignant que le feu ne prît à l'estacade, accoururent en foule pour l'éteindre. Bientôt le pont du navire abandonné fut couvert de soldats. Parme, toujours le premier à courir au danger, se tenait sur la jetée, à côté du volcan, quand un enseigne espagnol, se méfiant des « ruses infernales » de Gianibelli, se jeta aux pieds du prince, en le suppliant de ne pas risquer sans nécessité une vie si précieuse. Le prince céda, bien qu'à regret, et à peine était-il éloigné, que la mine éclata avec un horrible fracas. L'explosion fut si épouvantable que l'eau du fleuve, chassée par-dessus la levée, inonda la campagne qui l'entourait. Le lit de l'Escaut fut pour un instant mis à sec, le fort arraché jusque dans ses fondements avec une partie du pont et de l'estacade. Tous ceux qui se trouvaient sur la fatale

machine furent lancés en l'air, mutilés par la mitraille. Six navires espagnols coulèrent à fond, et jusqu'à une demi-lieue de distance, personne ne demeura debout; huit cents hommes environ perdirent la vie, avec une foule d'officiers de marque.

Le prince, éloigné d'un trait d'arc environ, fut renversé et un page tué à ses côtés. A peine relevé, mesurant d'un coup d'œil toute la grandeur du désastre, il s'attendait, au milieu de cette confusion, à une attaque des assiégés, et donnait déjà des ordres pour la repousser. Une flottille hollandaise, chargée de vivres et de munitions, se tenait à l'ancre près de Lillo, prête à remonter le fleuve, et à franchir le pont en ruine, aussitôt qu'on aurait donné le signal convenu. Sainte-Aldegonde et Gianibelli, debout sur l'extrémité de la digue, attendaient avec anxiété l'événement. L'explosion, en troublant ce silence d'attente qui serrait tous les cœurs, avait fait trembler la cité jusque dans ses fondements. Mais le but était-il atteint? Le volcan avait-il éclaté en pure perte, ou le pont était-il détruit?... L'amiral, à la suite des brûlots, avait envoyé une barque à huit rames, chargée d'en surveiller l'effet. Une fusée lancée par elle devait annoncer la rupture du pont; l'amiral, en apercevant la fusée, devait tirer un coup de canon, et tous les navires, amarrés devant la ville, se diriger aussitôt vers le pont, tandis que la flotte zélandaise l'attaquerait par l'autre côté.

Mais tout cet ensemble de mesures, si sagement concertées, échoua par la lâcheté des gens qui montaient la barque envoyée par l'amiral. Terrifiés par l'explosion, ils revinrent sur leurs pas, en disant qu'il n'y avait rien de fait; l'amiral, découragé, les crut sur parole, et s'abstint de donner le signal. Chose incroyable! deux jours

durant, la ville ignora ce succès inespéré dont elle ne devait pas profiter. Enfin un exprès, envoyé par Hohenlohe, passa la nuit à la nage sous le pont à demi détruit, et vint apporter à Anvers la grande nouvelle. Le peuple, dans sa fureur, voulait égorger Gianibelli et l'amiral, et celui-ci surtout eut beaucoup de peine à sauver sa vie.

Le lendemain, Parme, ne voyant pas paraître l'ennemi, répara tranquillement son pont rompu; seulement, instruit par l'expérience, il lui ménagea sur plusieurs points la faculté de s'ouvrir pour laisser passer les brûlots. Cependant les assiégés, encouragés par le succès, ne cessèrent, à dater de ce jour, de harceler l'ennemi de leurs attaques. Chaque jour des inventions nouvelles, écloses dans le fertile cerveau de l'ingénieur mantouan, étaient dirigées contre ce pont qui avait cessé d'être inexpugnable. Les assiégeants, assiégés à leur tour, n'avaient de repos ni jour, ni nuit. L'armée espagnole, notablement diminuée, ne suffisait plus à occuper tous les points qu'il fallait défendre. Les soldats, découragés, étaient sur les dents. Depuis l'explosion de l'infernal engin, ils étaient en proie à une terreur superstitieuse: « Nous sommes toujours sur le qui-vive, écrivait Parme, « toujours les armes à la main. Chacun doit monter la « garde, moi comme les autres, presque toutes les nuits et « la plus grande partie du jour... Ils ne se reposent jamais « dans la ville; chaque jour, c'est une invention nou- « velle dont nous cherchons à empêcher l'effet; mais une « intelligence *humaine* peut-elle pénétrer les desseins de « leur *diabolique* génie? » Sans un régiment venu d'Allemagne, Farnèse n'aurait pu suffire aux nécessités du siége. Mais cette âme si ferme s'abattait parfois. « Le « temps des maladies va venir, écrit-il encore; c'est pitié

« de voir les Espagnols qui nous restent. Les Italiens ne « vont pas mieux, ni les Allemands non plus. Quant « aux Wallons, ils se sentent près de leurs foyers, et « désertent en masse. Autre danger : la guerre civile en « France invite nos soldats à passer la frontière. Cette « affaire d'Anvers prend tous les jours de plus vastes « proportions. Si Votre Majesté ne nous envoie pas des « renforts, nous marchons à une ruine inévitable. »

Les tentatives sans relâche des Anversois contre le pont masquaient un projet d'attaque plus sérieux contre la levée de Kouwenstyn qui les séparait seule de leurs alliés hollandais, sur une longueur de plus d'une lieue, depuis Staebroeck jusqu'au fleuve. La jetée, dans toute son étendue, était hérissée de redoutes et de canons, et de solides estacades en protégeaient les abords. Après quelques fausses attaques, le 22 mai, la flotte zélandaise vint s'embosser en aval de la levée, pendant que de l'autre côté, la flottille anversoise, passant, pour éviter le pont, à travers les plaines inondées, venait mettre les Espagnols entre deux feux. Les deux flottes, jetant l'ancre des deux côtés de la digue, ouvrirent sur les forts un feu terrible. Bientôt un essaim de barques légères débarqua sur la jetée quelques milliers de Zélandais, habitués à combattre sur terre aussi bien que sur mer. Les Espagnols parvinrent d'abord à repousser l'ennemi; mais ils finirent par lâcher pied, et se réfugier dans leurs forts. Bientôt trois mille Anversois, Sainte-Aldegonde à leur tête, s'établirent au centre de la digue, et se hâtèrent de s'y retrancher en essayant de la couper, pour ouvrir un passage aux eaux et à la flotte de Zélande.

Bientôt un combat désespéré s'engagea sur tout le centre de la jetée, d'où les Espagnols voulaient les déloger à tout prix. On se battait corps à corps, épée contre

épée, comme dans un combat antique, car la place manquait même pour décharger un mousquet. La lutte, toute à l'arme blanche, n'en fut que plus sanglante. Maurice d'Orange y fit ses premières armes, sous les auspices d'un grand citoyen, son tuteur et son maître, Olden Barnevelt, que Maurice, pour le payer de ses leçons, devait un jour faire périr sur l'échafaud.

Enfin les Espagnols, assaillis sur terre et sur mer par des forces supérieures, finirent par plier, et, après des efforts désespérés, ils durent abandonner aux Néerlandais toute la portion centrale de la digue. Alors, dans un élan de puérile exultation, Hohenlohe et Sainte-Aldegonde commirent l'impardonnable faute de quitter la levée et de revenir à Anvers dans la première barque hollandaise qui la franchit, en laissant aux vainqueurs le soin d'élargir la brèche. Accueillis avec des transports de joie, ils annoncèrent partout leur victoire au moment même où elle allait leur échapper. En effet, les Espagnols, chassés de la levée, étaient encore maîtres des forts qui la gardaient, et pouvaient toujours y rentrer par ses deux extrémités. Un conseil de guerre se tint dans un des forts : la situation était terrible, entre deux flottes, sur cette étroite jetée que balayaient leurs canons, et où l'on n'avait pas même la place de combattre. Les plus braves hésitaient, quand de longs cris de joie retentirent sur toute la rive gauche de l'Escaut : c'était Farnèse qui arrivait !

De son camp de Beveren, en entendant le canon gronder, il avait deviné le danger qui menaçait Kouwenstyn. La jetée une fois percée, un passage était ouvert sur les terrains inondés de la rive droite du fleuve, le pont devenait inutile, et Anvers était délivré. Il était grand temps que Farnèse arrivât, car déjà la brèche était envahie ; l'eau salée, apportée par la marée montante, commençait

à se mêler à celle de l'Escaut. Déjà même une barque zélandaise chargée de provisions avait franchi la brèche, et était allée confirmer les assiégés dans leur joie imprévoyante. Il n'y avait pas un moment à perdre ; mais Farnèse connaissait le prix du temps. Sa seule présence avait ranimé ses soldats : avec un chef pareil, tout redevenait possible. « Celui qui refusera de me suivre, dit Parme, n'a jamais eu souci de son honneur, ni pris à cœur la cause de son Dieu et celle de son roi ! » Et tous le suivirent sans hésiter.

Les Espagnols, ayant un fort à chaque bout de la jetée, s'avancèrent à la fois par ses deux extrémités. Farnèse lui-même conduisit l'attaque du côté de l'Escaut. Les patriotes s'étaient retranchés sur le centre de la digue, et c'était de là qu'il s'agissait de les chasser, en les prenant à leur tour entre deux feux. Pour les joindre, il fallait s'avancer sur cette étroite chaussée, où chaque faux pas c'était la mort, sous le feu des navires qui la battaient des deux côtés. Mais Farnèse était là pour donner l'exemple, et avec lui on pouvait bien périr, mais non pas reculer.

« Il faut mourir ou reprendre la digue ! » s'écria un colonel italien. Trois fois, Espagnols et Italiens, animés d'une ardente rivalité, s'élancèrent à l'assaut ; mais, entassés sur cette plate-forme resserrée, le canon faisait dans leurs rangs de profondes trouées. Les vivants, foulant aux pieds les morts et les mourants, avançaient les yeux fermés, poussés par ceux qui marchaient derrière eux. Trois fois, Anversois, Zélandais et Anglais, résolus à ne pas se laisser arracher une victoire déjà gagnée, repoussèrent les assaillants par un effort désespéré. Nous renonçons à dépeindre l'horreur de cette lutte où, l'espace manquant, on se prenait corps à corps pour se

précipiter du haut de la digue dans la mer qui rugissait en demandant sa proie ; où les blessés, foulés aux pieds, écrasés dans une boue sanglante, n'avaient pas même la place de mourir. Du reste, la perte des patriotes n'était pas moindre que celle des assaillants ; le feu des forts espagnols, passant par-dessus leurs retranchements improvisés, faisait parmi eux d'affreux ravages. Un quatrième assaut fut encore repoussé ; la lutte durait déjà depuis une heure et demie, et à travers les cadavres entassés sur la jetée, il fallait renoncer à se frayer un chemin.

Enfin un miracle, au dire des historiens espagnols, finit par donner la victoire aux défenseurs de la foi catholique. Le spectre d'un vieux colonel, mort au siége de Dendermonde, vint mener ses troupes à la victoire. Les soldats, ranimés par cet allié surnaturel, revinrent une cinquième fois à la charge avec un courage plus qu'humain. Au même moment, la flotte zélandaise, désemparée par le terrible feu des forts, profita pour lever l'ancre de la marée qui commençait à descendre. Les Hollandais, en voyant partir leurs vaisseaux, sentirent leur courage s'en aller avec eux ; renonçant à se défendre, ils se jetèrent à l'eau pour rattraper leurs navires à la nage. Les Espagnols les poursuivirent jusque dans l'eau, l'épée aux dents ; plus d'un duel, commencé sur terre, s'acheva dans les flots, et les teignit de sang. « Nous « avons vaincu, cria Parme à ses soldats, en leur mon- « trant les eaux qui se retiraient. La mer même abandonne « ces hérétiques ! » Près de deux mille Néerlandais trouvèrent la mort sur la jetée ou dans les flots. La victoire, du reste, fut chèrement achetée. Parme laissa sur le carreau plus d'un millier des siens ; de Haultain, gouverneur de Walcheren, et l'amiral Jacobzoon périrent tous

les deux : le premier dans l'eau, le second sur la jetée. L'amiral Justin de Nassau fut plus heureux, et se sauva à la nage.

« La fête a duré huit heures, écrit Farnèse au roi; « pareille obstination, des deux côtés, ne s'était pas en« core vue. Aussi l'issue est-elle restée douteuse jusqu'à « la fin, et n'a-t-elle tenu qu'à un fil! » Le premier soin du vainqueur fut d'aller remercier Dieu dans l'église de Staebroeck, mais non sans avoir donné l'ordre de réparer la digue pour fermer le chemin aux libérateurs d'Anvers. Trente-deux vaisseaux zélandais furent coulés à fond. La flottille anversoise, en rentrant dans la ville, y rapporta la fatale nouvelle, et les huées et les sifflets succédèrent aux cris de joie. Le sort d'Anvers était maintenant décidé : la résistance était devenue inutile. Tout se tournait contre les assiégés; quelques jours avant, le monstrueux engin, baptisé du nom de la *Fin de la guerre*, avait enfin été lancé. Cette cité flottante portait quatre mâts et trois gouvernails. Ses batteries, percées à fleur d'eau, étaient garnies de vingt canons du plus fort calibre, outre une foule d'autres plus petits. Ses flancs, épais de dix pieds, étaient soutenus par des barriques vides, et mille hommes devaient lui servir de garnison. Dans ce gigantesque appareil on n'avait oublié qu'une chose : c'était le moyen de le mettre en mouvement : l'heure venue, on ne put le faire marcher, ni à rames ni à voiles, ni le faire obéir au gouvernail. Anversois et Espagnols furent d'accord pour s'en moquer. « Avec l'argent qu'il a coûté, disait-on, on aurait pu « nourrir la ville trois mois, ou lever une petite armée. » On finit, de guerre lasse, par l'abandonner au fleuve et à la marée, qui le portèrent à une lieue de la ville, où il s'échoua dans la vase. Les Espagnols héritèrent de ses

dépouilles, et, comme dit Motley, « ainsi finit la fin de la « guerre! »

La question était tranchée : la digue une fois reprise par les Espagnols, Anvers ne pouvait plus se défendre. Déjà dans les conseils, où dominait l'esprit timoré du commerce, des voix s'élevaient pour réclamer la paix, et reprocher à Marnix cette résistance sans espoir et sans fin. Le peuple, travaillé par le clergé, se rassemblait en groupes menaçants à la porte des riches bourgeois pour demander du pain. Marnix, écrasé par une tâche au-dessus des forces humaines, obligé de faire face, au dedans à l'émeute, et au dehors aux Espagnols, harcelait de messages suppliants la France, l'Angleterre, les états généraux. Partout des promesses, nulle part un appui effectif; malgré les efforts prodigieux qu'avait faits la Hollande, c'est encore là qu'il trouvait les sympathies les plus réelles. « Si la ville peut tenir trois mois seule- « ment, écrivaient les états, nous nous faisons forts de « mettre sur pied une armée de douze mille fantassins « et de sept mille chevaux, et nous nous engageons sur « l'honneur à délivrer la cité, ou à mourir à la peine. » Enfin l'envoyé de Hollande à Londres assurait qu'un effort sérieux se préparait en Angleterre pour venir en aide à Anvers, et la reine écrivait de sa main aux états pour promettre son appui.

Mais il était trop tard : l'heure de la résistance était passée. Un morne désespoir avait remplacé ces folles espérances qu'avaient fait naître les derniers succès. L'attitude de la populace devenait chaque jour plus menaçante, celle des conseils plus perplexe. La flotte zélandaise était arrêtée devant cette imprenable levée qui lui fermait le passage. Enfin la triste vérité finit par apparaître à tous : il fallait se rendre, sous peine de mourir

ɔnt les
trésors
·de plus
ı'il avait
ɔyait à lui

ırtie de la
ladrid. « Le
une telle élo-
, cédant mal-
çait, se sentit
ɔire trahir pour
s trois jours de
sans avoir rien
ıaire, raconta au
Farnèse, et invita
esprit de concilia-
ıarque. Il exprima
ırait par se laisser
ère nouvelle de paix
r la Flandre sous le

conseil fit attendre sa
Malines vint ôter à la
Le 12 août, une députa-
au camp avec le bourg-
pénibles débats, toutes les
ɔrisèrent contre l'inflexible
d'autre foi que la foi catho-
ille comme garantie de son
ɔux points dont rien ne put
Marnix, animé d'une sorte
ıit la ruine d'Anvers et l'exil

vers; celui-ci accepta l'entrevue, mais non le secret. Il exprima même le désir que le traité qu'on allait conclure s'étendît aux Provinces-Unies, comme s'il avait mission de traiter en leur nom. Il vanta « la gloire immortelle « qui attendait le prince, s'il parvenait à ramener tous « les Pays-Bas à une soumission volontaire. » Idée folle, impraticable, qu'on passerait à peine à Farnèse victorieux, mais non à Marnix vaincu; fatale aberration de sens qui l'a perdu auprès de ses concitoyens, et le déshonorerait auprès de la postérité, si l'histoire, plus équitable, ne faisait la part de la loyauté à côté de celle de l'erreur!

Le seul bruit que Marnix traitait avec Parme suffit pour soulever toute la population d'Anvers. Néanmoins l'entrevue eut lieu, le 9 juillet, entre le prince et quatre députés de la ville, y compris Sainte-Aldegonde. Farnèse les reçut avec une parfaite courtoisie. Les députés insistaient sur trois points : liberté religieuse, pas de citadelle, pas de garnison espagnole! « Sans les avoir obtenus, « disaient-ils, nous n'oserions pas rentrer dans la cité! » Parme fut inflexible; mais avec sa finesse italienne, il s'aperçut bien vite qu'il aurait meilleur marché de Marnix tout seul que de Marnix gardé à vue par ses collègues, et il parvint à se ménager la nuit une entrevue de quatre heures avec lui. Le bourgmestre insista vivement sur les trois points, assurant qu'à ce prix, rien ne serait plus facile que de regagner à Philippe le cœur de ses sujets. Mais le prince, avec une décision inexorable, affirma que le roi ne céderait jamais, même sur un seul. « La France ne veut pas de vous, dit-il à Marnix; « l'Angleterre vous berce de promesses qu'elle ne tien- « dra pas. Vous êtes à bout de munitions, de vivres, de « soldats. Il ne vous reste plus qu'à vous rendre, et

« vous voulez dicter la loi à votre souverain, dont les « ressources sont inépuisables et qui dispose des trésors « des deux mondes! » Touchant ensuite une corde plus personnelle, il fit entendre à son interlocuteur qu'il avait tout à attendre de la bonté du roi s'il s'employait à lui ramener ses sujets révoltés.

On le voit, nous avons ici la contre-partie de la fameuse ambassade d'Egmont à la cour de Madrid. « Le « prince, nous dit Strada, s'exprima avec une telle élo- « quence qu'il semblait inspiré. » Marnix, cédant malgré lui à l'espèce de fascination qu'il exerçait, se sentit dès ce moment gagné à sa cause, sans croire trahir pour cela ni son pays ni sa foi. Enfin, après trois jours de débats, les députés s'en retournèrent sans avoir rien gagné. Marnix, avec sa loyauté ordinaire, raconta au conseil son entrevue seul à seul avec Farnèse, et invita la ville à se soumettre, en vantant l'esprit de conciliation du duc et la clémence du monarque. Il exprima même l'espoir que la Hollande finirait par se laisser comprendre dans le traité, et qu'une ère nouvelle de paix et de prospérité se rouvrirait pour la Flandre sous le règne de Philippe.

Pendant un mois encore, le conseil fit attendre sa réponse; mais la reddition de Malines vint ôter à la ville son dernier point d'appui. Le 12 août, une députation plus nombreuse retourna au camp avec le bourgmestre. Là, après de longs et pénibles débats, toutes les prétentions de la fière cité se brisèrent contre l'inflexible résolution de Farnèse : point d'autre foi que la foi catholique, et garnison dans la ville comme garantie de son obéissance, tels furent les deux points dont rien ne put le faire démordre. Alors Marnix, animé d'une sorte d'esprit prophétique, prédit la ruine d'Anvers et l'exil

volontaire de ses citoyens les plus riches et les plus industrieux. Tout ce qu'on put arracher au prince, ce fut une vague espérance que, « la rébellion une fois domptée « en Hollande, la garnison et la citadelle, n'ayant plus « leur raison d'exister, *pourraient être* retirées toutes les « deux. » Il daigna promettre aussi de n'entrer dans la ville qu'avec une escorte d'Allemands ou de Wallons, et d'épargner aux citoyens la vue des troupes espagnoles. Marnix, enthousiasmé de tant de condescendance, s'éleva jusqu'au dithyrambe en célébrant les exploits du conquérant d'Anvers, et l'héroïque résistance de la cité qui relevait encore la gloire de son vainqueur.

L'on s'étonne de la faiblesse de Marnix, fidèle au fond du cœur à la cause de la liberté, même en la trahissant. Mais on admire surtout l'inflexible fermeté de Farnèse; car bien des motifs le poussaient à traiter à tout prix. A l'entrée de l'hiver, avec une armée réduite, suivant son expression, « à la consistance d'une toile « d'araignée; » quand la Hollande mettait sur pied une flotte et une armée, quand l'Angleterre, après tant de promesses, se décidait enfin à agir, certes Parme aurait pu accorder davantage. Mais la ville avait une raison de céder que ses députés avaient en vain essayé de cacher à Farnèse : les provisions étaient à bout; le blé manquait, il fallait se rendre, au moment même où la situation de l'ennemi n'était guère moins désespérée, où l'hiver allait combattre pour les assiégés; où, de l'avis même des officiers espagnols, le pont ne pourrait pas tenir longtemps contre les blocs de glace, plus redoutables que tous les brûlots. Mais l'anarchie rendait toute résistance impossible. La vie du bourgmestre, depuis sa conversion aux idées du prince de Parme, était sans cesse menacée. Enfin il fallut céder : inflexible

sur les deux points en litige, Farnèse se montra coulant, généreux même sur tout le reste. Les conditions, arrêtées par lui, furent soumises au conseil, et l'émeute, en venant rugir sous les fenêtres de l'hôtel de ville, dicta leur acceptation aux magistrats hésitants.

Le 17 août, la capitulation fut enfin signée : Pour le passé, amnistie sans exception; pour l'avenir, soumission absolue. Tous les biens enlevés aux royalistes et aux couvents devaient leur être restitués; les églises profanées devaient être rendues au culte catholique. Deux ans étaient accordés aux hérétiques qui refuseraient d'abjurer pour vendre leurs biens et se retirer de la ville. Tous les prisonniers devaient être mis en liberté, excepté Téligny. La garnison était libre de se retirer avec les honneurs de la guerre. Enfin une amende de 400 mille florins était imposée à la cité. Quant à comprendre la Hollande dans le traité, il n'en fut pas même question. Une lettre de Philippe nous prouve qu'il ne fut jamais dupe de ce rêve insensé : « La nécessité a forcé Anvers « à capituler, écrit-il à Farnèse. Je comprends le jeu « d'Aldegonde : il cherche à traîner en longueur, sous « prétexte de traiter à la fois de la reddition d'Anvers « et de celle de la Hollande. Vous avez très-habilement « démêlé sa trame, et très-bien fait d'insister sur l'affaire d'Anvers, sans fermer la porte sur l'autre. Je suis « on ne peut plus satisfait de votre prudence et de votre « dextérité dans toute cette affaire. »

Sur un seul point, toutefois, Philippe n'était pas satisfait. Farnèse avait hasardé quelques timides insinuations pour amener le roi à fléchir un peu dans la question de conscience : « Au dire de quelques graves personnes, « avait-il osé écrire, si les réformés persévéraient dans « leur foi, on pourrait peut-être fermer les yeux pour

« leur donner le temps de reconnaître leurs erreurs. » Mais Philippe s'était montré intraitable : « Le premier « pas des rebelles vers la soumission, répondit-il, doit « être de retourner à la foi catholique. Vous ne devez « tolérer l'exercice d'aucun autre culte; à cette règle « il ne doit pas y avoir d'exception. »

L'émeute avait vaincu, Anvers allait avoir du pain, on verra bientôt à quel prix! Le 27 août, le duc de Parme entra en grande pompe dans la cité soumise. Fidèle à sa promesse, il n'y amena avec lui que des Wallons et des Allemands. Les vaincus étaient venus d'eux-mêmes s'atteler au char du triomphateur : on voyait se presser autour de lui tous les grands noms de la noblesse flamande, d'Aerschot, de Chimay, Champagney, d'Aremberg, etc... Comme dit le biographe de Sainte-Aldegonde, M. Edgar Quinet : « Ils entrè« rent le front haut dans la servitude, comme dans une « conquête. On remarqua surtout le comte d'Egmont; il « ne fut pas même arrêté par l'échafaud de son père. » Dans chaque rue, des arcs de triomphe, des statues, des emblèmes allégoriques, si chers au génie flamand, attestaient la joie servile de la cité, délivrée par l'apostasie des souffrances et des terreurs d'un siége. La cathédrale, purifiée, reçut pêle-mêle vainqueurs et vaincus, pressés de rendre grâces à Dieu au pied des mêmes autels. Peu de jours avant, ces mêmes voûtes qui, rendues depuis trois siècles au culte catholique, portent encore dans leur nudité l'austère livrée du protestantisme, avaient vu les réformés célébrer dans le deuil leur dernier prêche, et dire à leurs libertés perdues un solennel adieu. Puis ils étaient partis, comme Israël, pour la terre d'exil, emportant avec eux cette foi qu'ils aimaient en proportion de ce qu'elle leur avait coûté. Mais en partant, ils

n'étaient que trop vengés : ils emmenaient avec eux la prospérité de leur ville, qui ne s'est jamais relevée de ce dernier coup.

Ces saturnales de la servitude, où les vaincus célébraient eux-mêmes leur défaite, ne durèrent pas moins de trois jours. La Flandre entière voulut y assister, et s'associer à ces joies d'esclaves ivres qui reprenaient leurs fers! C'était une procession continue de la cité au pont et à la levée de Kouwenstyn, pour y chercher la trace des luttes sanglantes qui avaient abouti à ce noble résultat. En attendant que le pont fût détruit, l'armée voulut aussi avoir sa fête : le pont tout entier fut couvert de fleurs et d'arcs de triomphe. Le prince y passa en revue ses soldats déguisés en faunes et en satyres. Un immense festin réunit à la même table, sur toute la longueur du pont, Farnèse et ses vétérans, et Anvers et la Flandre enivrées regardèrent en battant des mains.

La grande affaire maintenant pour Farnèse, c'était de rebâtir la citadelle, qui pouvait seule lui assurer la possession d'Anvers. Il voulait, à l'exemple du duc d'Albe, faire payer aux habitants « les verges qui devaient les « fouetter ; » mais il fallait pour cela un vote du grand conseil. Champagney, qui s'était illustré naguère en défendant Anvers contre les Espagnols, ne « s'est pas moins « illustré, écrit Parme au roi, en amenant le conseil à pro- « poser lui-même de relever la citadelle, sans que Votre « Majesté ni moi ayons eu l'air de nous en mêler... » Et la reconstruction de la forteresse fut votée à l'unanimité! Ce monument de la puissance du duc d'Albe, plus durable que toutes les statues, se releva de ses ruines avec une rapidité qui tenait du prodige : « Les bourgeois, « écrit Parme, travaillent furieusement au château. Dans « un mois il sera plus fort qu'il ne l'a jamais été. »

Dans cette ardente rivalité de bassesses, toutes les classes luttaient à l'envi. On eût dit que la catholique cité tenait à se faire pardonner son héroïque défense et à en rejeter tout le crime sur les réformés. Mais le châtiment ne devait pas se faire attendre. Grâce à la liberté de conscience dont on y avait joui pendant tant d'années, Anvers était arrivé à un développement prodigieux de richesse et de puissance. Comme Tyr et Carthage dans le monde ancien, ou comme l'Angleterre aujourd'hui, elle régnait par le commerce plus sûrement que d'autres par les armes. Depuis que la découverte de l'Amérique et la route de l'Inde par le Cap avaient changé le courant général du commerce, Anvers avait détrôné Venise, et était devenu le centre des échanges de l'univers entier.

Mais les réformés de tout pays qui, en s'y réfugiant, avaient fait sa force, une fois bannis de ses murs, il arriva pour Anvers ce qui est arrivé pour l'Espagne après l'expulsion des Maures, pour la France après la *Révocation :* avec l'élite de ses habitants, l'âme de la cité sembla en être bannie. Le culte catholique pouvait bien rentrer dans ses églises, mais le commerce et la liberté s'étaient exilés ensemble, et pour jamais, de sa bourse et et de ses marchés. Du jour où les Espagnols entrèrent dans ses murs data sa ruine et son déclin. Ses riches manufactures de draps, de tapis, de brocarts d'or et d'argent émigrèrent presque toutes en Hollande, en Zélande, à Amsterdam surtout, rivale et héritière d'Anvers. « Ses « négociants, nous dit l'honnête Meteren, Anversois et « réformé lui-même, allèrent porter d'un bout du monde « à l'autre l'industrie et le renom de leur cité, en Mos-« covie, Tartarie, Asie, Afrique, Indes de l'est ou de « l'ouest. » Dans Anvers, en revanche, l'orthodoxie triomphante s'établit avec l'inquisition pour tenir lieu à

la triste cité de tout ce qu'elle avait perdu. Gand, Bruges et toutes ces florissantes communes flamandes furent ruinées du même coup : « La pauvre ville d'Anvers, « écrit Parme au roi, est tout abandonnée et frappée « d'appauvrissement depuis que les hérétiques l'ont « quittée! » Est-il pour la Réforme une oraison funèbre plus éloquente que cet aveu dans la bouche d'un ennemi?

La forteresse, achevée, reçut garnison de Wallons et d'Allemands : « Je n'ai pu encore persuader aux bour- « geois, écrit Farnèse, de se résigner à accepter des « Espagnols; le souvenir des événements passés (*la* « *Folie espagnole*) est trop récent; mais j'espère avant « peu leur rendre la présence de nos soldats aussi « *agréable* que celle de leurs concitoyens. »

A la nouvelle de la prise d'Anvers, la joie de l'Espagne fut immense: chacun voyait déjà la Hollande soumise, et la domination espagnole s'étendant de nouveau sur tous les Pays-Bas. Guillaume mort et Anvers soumis, qui pouvait songer à lutter encore? Aussi la joie de Philippe fut-elle sans mesure comme sans dignité. Il était au lit quand le courrier arriva; il se releva tout radieux, et, incapable de garder pour lui seul le bonheur qui l'inondait, il courut à demi vêtu jusqu'à la chambre de sa fille bien-aimée, l'infante Clara Ysabel, et lui cria à travers la serrure : « Anvers est à nous! »

Nous ne quitterons pas le siége d'Anvers sans dire un mot encore de l'homme qui l'avait si vaillamment défendu, et qui n'eut qu'un tort, celui de croire à la clémence de Philippe II. L'excuse de Marnix, si c'en est une, c'est que, déçu, comme Orange son maître, dans sa confiance aux promesses de la France, il aimait encore mieux faire son pays espagnol qu'anglais. Nous comprenons son irritation contre l'égoïste et froide politique

d'Élisabeth, marchandant aux Pays-Bas ses avares secours; mais, tout pesé, nous préférons cent fois pour la Flandre Élisabeth à Philippe, et nous laissons Marnix rêver avec tant d'autres cet impossible accord du catholicisme avec la liberté.

Du reste, les illusions de cette âme honnête ne devaient pas durer longtemps. Sincèrement attaché à la liberté de conscience, qu'il ne trahit jamais ni du cœur ni des lèvres, il se flattait, s'il parvenait à ramener au roi ses provinces rebelles, d'obtenir cette liberté en échange. Certes il fallait connaître bien peu la Hollande, Philippe et le cœur humain pour se bercer d'un pareil espoir. Qu'on accuse donc le jugement de Sainte-Aldegonde, mais non son cœur, qui resta toujours droit. Le duc de Parme, après avoir traité avec lui les affaires les plus délicates, avait en lui une telle confiance, qu'il comptait sur son influence plus que sur la force des armes pour achever la soumission des provinces rebelles. Mais Parme, comme Marnix, avait compté sans l'explosion d'indignation que produisit en Hollande la reddition d'Anvers et la défection de son bourgmestre. Marnix avait envoyé en Hollande sa femme et ses enfants; on lui refusa la permission de les accompagner; Maurice d'Orange lui écrivit pour l'engager à ne pas venir, car sa vie même ne serait pas en sûreté.

Du reste, le plus beau témoignage rendu à la loyauté de Marnix, c'est celui de Farnèse lui-même : « Sainte-« Aldegonde me promet monts et merveilles, écrit le « prince. Je l'ai assuré qu'il en serait très-largement ré-« compensé; mais, quoiqu'il soit pauvre, je ne vois pas « qu'il se laisse influencer le moins du monde par des « considérations d'argent, et je le trouve très-ferme en « ce qui touche ses opinions religieuses. » Et cependant

Philippe, qui ne croit guère à l'incorruptibilité, écrit à Farnèse : « Si Sainte-Aldegonde parvient à ramener *les* « *îles* (Hollande et Zélande), en échange d'un pareil « service, tout ce que vous jugerez à propos de lui offrir « sera de l'argent bien placé; *mais il ne faut pas livrer* « *la somme avant que l'affaire ne soit faite.* »

Repoussé de la Hollande, il ne restait plus à Marnix qu'à en appeler à l'opinion qu'il avait si imprudemment bravée. Il publia, avec un récit détaillé du siége, une apologie de sa conduite qui ne convainquit personne. Il demandait des juges pour le condamner ou l'absoudre; il n'obtint ni l'un ni l'autre. Le souvenir de ses services passés fit écarter l'idée de sévir contre lui; mais, à dater de ce jour, son influence fut perdue, et sa carrière politique finie. Les quinze années qu'il vécut encore furent données à l'étude et aux affections de la famille. Instruit par le temps et par la solitude, il n'en était pas à s'apercevoir de la faute qu'il avait commise. Malgré les messages flatteurs que Farnèse lui envoyait de loin en loin, il se sentait écrasé sous le poids de la réprobation de son pays, et essayait en vain de regagner cette estime publique sans laquelle il ne pouvait pas vivre. Ajoutons enfin que l'amitié de Lanoue et de Duplessis-Mornay, deux des plus nobles cœurs parmi les réformés français, le consola des rigueurs de ses concitoyens. Mais il eut le tort de douter de l'avenir de son pays, et c'est un tort qu'un pays libre ne peut pas pardonner.

CHAPITRE III.

PROTECTORAT ANGLAIS. — LEICESTER AUX PAYS-BAS.

1585.

Un fait a dû frapper tout lecteur attentif : pendant la seconde moitié du XVIe siècle, l'Europe gravite autour d'un petit État qui, attaqué par toutes les forces d'une puissante monarchie, tient bon, et entraîne dans la lutte les États qui l'entourent, comme si tous avaient intérêt à ne pas le laisser périr. Comment expliquer ce fait, en dehors de toutes les lois ordinaires de l'histoire, s'il n'existe pas pour notre vieux continent un équilibre nécessaire, en rapport avec sa configuration physique et avec les races qui l'ont peuplé? Cet équilibre peut être dérangé par l'ambition d'un grand État et la faiblesse des autres ; mais il se rétablit bientôt de lui-même par la seule force des choses, ou par l'union des opprimés contre l'oppresseur ; il survit, en définitive, à tous les hasards de la guerre, à toutes les iniquités de la politique. Avoir entrevu seulement cette loi immuable et nécessaire, comme Henri IV, qui voulait faire de notre Europe une sorte de fédération chrétienne, où les peuples s'uniraient aux rois pour secourir le faible contre le fort, est une gloire qui suffit à la mémoire d'un roi. Henri, après avoir passé la moitié de son règne à pré-

parer cette grande entreprise, est mort au moment de la réaliser; et quelles qu'aient été ses faiblesses, une pareille fin suffit pour les expier.

La prépondérance de l'Espagne, sous Charles-Quint et sous Philippe II, est la première grave atteinte portée depuis Charlemagne à l'équilibre européen. Tant que dure le moyen âge, époque d'anarchie et de morcellement, toutes les monarchies du continent sont en état de formation : elles ont trop à faire chez elles pour s'inquiéter de ce qui se passe chez les autres. Les croisades, pendant deux siècles, déversent au dehors le meilleur de leurs forces, et quand deux grands États en viennent à se faire la guerre, en dépit de toutes les conquêtes partielles, l'un ne songe jamais à absorber l'autre. La grande affaire pour chacun, c'est de se constituer; le premier prêt sera le seul à craindre, et c'est contre lui que devront se réunir tous les autres.

Le premier prêt, on le sait, ce fut l'Espagne, celui de tous qui avait à lutter au dedans contre le plus redoutable ennemi. Les autres rois n'avaient rien à craindre et à dompter chez eux que la féodalité; l'Espagne de plus avait les Maures! Elle mit huit siècles à les chasser de son sein, en faisant sa croisade à l'intérieur au lieu de la faire au dehors. Huit siècles n'étaient pas trop pour une pareille tâche; mais aussi, sevrée par sa situation de tout contact avec les autres peuples, quand elle mit pour la première fois le pied en Europe avec Fernando d'Aragon, et surtout avec Charles-Quint, elle se trouva mieux trempée pour la lutte qu'aucun de ses rivaux. Un rare concours de circonstances avait fait de son roi un empereur; le hasard de la naissance lui avait donné les Pays-Bas et la moitié de l'Italie; et c'est ainsi que l'Espagne, en sortant de son isolement sécu-

laire, s'est trouvée tout d'un coup peser sur l'Europe d'un poids plus lourd que la France sous Charlemagne, sous Louis XIV ou sous Napoléon.

Mais malgré l'étendue de ce vaste empire, « où le so- « leil ne se couchait jamais, » suivant le mot plus pompeux que juste de Charles-Quint, le mouvement de recul a déjà commencé avec Philippe II. Au moment où il monte sur le trône, la couronne impériale lui échappe; l'Autriche sépare ses destinées de celles de l'Espagne, et ainsi se trouve réparée la brèche faite à l'équilibre européen par l'imprévoyance des Électeurs allemands. Mais une perte plus sensible pour l'orgueil de l'Espagne que celle d'une couronne élective sur laquelle elle n'a jamais pu compter, c'est celle des Pays-Bas, le plus beau fleuron de la couronne de Castille. Ici toutefois la lutte se complique, et devient surtout religieuse, de politique qu'elle était. L'équilibre se dérange plus profondément que jamais : l'Europe se partage en deux camps qui n'ont chacun qu'un drapeau : Réforme et liberté, catholicisme et monarchie absolue ! Jusqu'ici les races latines, en se jetant à corps perdu du côté de la papauté, héritière de l'Empire, avaient fait pencher vers le Sud la balance du pouvoir; la France, *fille aînée de l'Église,* semblait appelée par tout son passé à se mettre à la tête de la ligue catholique contre cette double insurrection de la foi et de la pensée. Mais la France, travaillée par le levain de la Réforme, a été entamée dans son orthodoxie. L'Espagne seule résiste : préservée de la contagion par ce prosélytisme farouche qu'elle a emprunté à l'islam, tout en le combattant, elle gagne la France de vitesse, et lui dérobe l'honneur de s'avancer la première, le drapeau catholique à la main. Appuyé sur le saint-siége, Philippe marche du même pas à la domination de

l'Europe et à la suppression de l'hérésie. Mais rendons-lui justice : c'est moins à régner lui-même sur l'Europe qu'il aspire qu'à y faire régner le christianisme, tel qu'on le comprend en Espagne, c'est-à-dire Rome, les jésuites et l'inquisition.

Si bas que fût descendue sous les Valois la France, scindée en deux par les partis et par la guerre civile, un secret instinct lui disait que, toute catholique qu'elle fût, elle ne devait pas laisser périr les Pays-Bas. Henri de Navarre et tous les huguenots français auraient donné leur vie pour cette cause deux fois sainte; mais la Réforme en France réclamait pour elle ce sang dont ils ne furent jamais avares. Quant au faible Henri III, nous avons vu ses hésitations, ses combats, et l'incurable lâcheté qui finit par lui faire rejeter cette couronne à laquelle il osa aspirer un instant. La France, dès lors, voit échapper de ses mains ce rôle auquel la Providence l'a destinée en la plaçant au centre du continent, celui d'arbitre suprême de la guerre et de la paix : rôle glorieux que Henri IV essayera de ressaisir plus tard, et que le couteau de Ravaillac pourra seul lui enlever !

Pour venir en aide aux Pays-Bas, la France n'avait qu'un mobile, la politique; l'Angleterre en avait un de plus, la religion ! Mais il est une chose que, dans toute cette histoire, il ne faut pas perdre de vue : c'est que la France, si déchue qu'elle soit, est un grand État depuis François Ier, et que l'Angleterre, au début du règne d'Élisabeth, n'en est encore qu'un petit. Peuplée à peine de quatre millions d'habitants, elle est loin de couvrir le globe de ses colonies et les mers de ses vaisseaux. Souveraine contestée de l'Irlande toujours rebelle, séparée de l'Écosse, son ennemie séculaire en attendant qu'elle devienne sa sujette, elle n'est grande encore ni par la

politique ni par le commerce. Avant de se répandre sur le monde, elle a besoin d'en finir avec les guerres civiles, et de se fixer dans sa foi qui varie à chaque règne. Et pourtant c'est ce petit État, gouverné, il est vrai, par une reine plus grande que lui, qui va succéder à la France dans la tutelle des Pays-Bas, qu'il ne gardera pas plus longtemps.

Dans les longues négociations qui précèdent l'envoi de Leicester aux Pays-Bas, deux traits du caractère d'Élisabeth se révéleront à nous : sa coquetterie toute féminine et son économie toute mercantile, dans une question où l'honneur et l'intérêt de l'Angleterre sont en jeu. Si viril que soit son caractère, si ferme que soit son courage, sous la reine perce toujours la femme! On s'en aperçoit à la mobilité de son humeur, à la place que tient l'amour-propre dans ses décisions. Elle est la digne fille de Henri VIII par l'orgueil, la colère, par l'enivrement de sa force qu'elle sent et qu'elle aime à faire sentir. Comme Philippe II sur l'Espagne, Élisabeth a mis son empreinte sur l'Angleterre, et l'a marquée de son sceau. La souveraine et son peuple se retrouvent et se mirent l'un dans l'autre.

Le règne d'Élisabeth est le règne décisif dans l'histoire de la Grande-Bretagne, comme François Ier dans celle de la France. C'est d'elle que date la grandeur de ce pays, annulé si longtemps par ses guerres civiles et religieuses. C'est sous elle que se fixe le caractère national, qui se forme peu à peu à l'image de sa souveraine, et semble se résumer en elle. Cette politique de l'intérêt, franchement avouée, cet égoïsme systématique, qui marche à son but par tous les moyens, datent d'Élisabeth. C'est sous ce long et beau règne que l'Angleterre prend son essor, et s'assimile le monde, non par la con-

quête, comme l'Espagne, mais par le commerce, autre espèce de conquête, qui ne coûte pas tant de sang à l'humanité, mais qui ne réveille pas toujours ses plus nobles instincts. L'Angleterre est un grand peuple, à coup sûr ; mais les petitesses de l'esprit marchand luttent chez elle, comme dans le cœur de sa reine, avec des ambitions plus hautes ; elle a le sentiment de sa force, elle n'a pas toujours celui des devoirs que sa force lui impose.

La conduite d'Élisabeth envers les pays-Bas est empreinte d'un caractère de timidité, d'étroitesse et de lésinerie qu'on s'étonne de trouver chez une si grande reine. Ses ministres, surtout Cecil, marchent dans la même voie, et la nation ne reste pas en arrière de sa souveraine. Personne ne semble avoir compris l'intérêt vital qui fait une loi à l'Angleterre de défendre sa propre existence dans celle des Provinces-Unies, avant-garde du protestantisme dans cette lutte à mort contre Philippe II. La théorie toute moderne d'un équilibre européen ne se dégage pas encore bien nettement aux yeux de la reine et des hommes d'État anglais. En revanche, la politique insulaire de l'Angleterre commence à se prononcer; longtemps avant d'avoir conquis sa puissance, elle s'isole déjà dans son égoïsme, et tend, sans y parvenir toujours, à se désintéresser des querelles du continent.

Si les Pays-Bas n'ont pas péri après la chute d'Anvers, ce n'est, on le voit, ni à Henri III, ni à Élisabeth qu'il faudra en faire honneur. La Hollande n'a au monde qu'un allié sur lequel elle puisse compter, ce sont les huguenots français; mais placés chez eux sous la double menace des lois et de la force brutale, entre le bûcher et le glaive, que peuvent-ils pour leur sœur en courage

et en foi? Ils lui ont prêté Lanoue et Téligny, et ne peuvent rien de plus, pas même mourir pour elle, car leur sang appartient à la France. La Hollande, en définitive, ne doit compter que sur elle-même, et sur la peur qu'inspire à l'Europe l'ambition de Philippe II. Elle a les sympathies de tous les États qui l'entourent; mais chacun craint de se compromettre et d'entrer en lutte avec le colosse du Midi, et s'isole dans sa peur et dans son égoïsme.

Cependant, après le refus de la France, l'Angleterre ne pouvait pas faire moins que d'essayer son protectorat sur les Provinces-Unies. Élisabeth, bien décidée à refuser la souveraineté qu'elles lui offraient, sentait la nécessité, après tant de promesses avortées, de faire enfin quelque chose; mais, en bonne calculatrice, elle voulait vendre le plus cher possible les secours qu'elle ne pouvait pas se dispenser de donner. En retour de ses sacrifices, elle réclamait un gage : c'était Flessingue et Briel, en Zélande, à la portée de sa main. Or la Hollande, qui savait aussi calculer, aimait mieux aliéner son indépendance que ses villes, et obéir que payer. De là cet étrange contrat entre un peuple libre, offrant sa couronne à une reine qui n'en veut pas, et qui, même en venant à son aide, veut encore spéculer sur le service qu'elle lui rend.

Abrégeons le récit de ces négociations qui ne nous apprennent sur le caractère des deux parties contractantes rien que nous ne sachions déjà. Chacun plaidait habilement sa cause : les états généraux, en insinuant que, pour l'Angleterre, les Pays-Bas étaient un ouvrage extérieur qu'il fallait défendre, sous peine de voir la place emportée d'assaut; la reine, en alléguant le danger, si elle mettait le doigt dans les affaires de Hollande, d'y

voir passer l'Angleterre tout entière, et d'avoir bientôt la monarchie espagnole sur les bras. On eût cru voir deux négociants rusés débattant ensemble un marché, plutôt que deux peuples discutant les conditions de l'alliance, avant de se réunir sous le même drapeau. Ni l'un ni l'autre, à cette époque de crise, n'ont encore le sentiment de leur grandeur future. Aussi sourit-on des hésitations de l'Angleterre, quand il s'agit de prêter à un pays ami quatre ou cinq mille hommes et dix mille livres sterling par mois. Peut-être, au fond, chacun des deux peuples pressent-il dans l'autre un rival qui doit lui disputer un jour l'empire des mers. Aussi la Hollande, si pressée en ce moment de se donner à l'Angleterre, bénira-t-elle plus tard les scrupules d'Élisabeth qui, dans sa prudence à courtes vues, aime mieux prêter sur gages à son émule que de la voir passer sous sa loi.

Un mois avant la chute d'Anvers, une députation solennelle des Pays-Bas avait été reçue par Élisabeth. A sa tête était Olden Barneveldt, le tuteur et l'ami de Maurice de Nassau. Légiste, soldat et diplomate à la fois, d'une piété éclairée et tolérante, il y avait en lui plus d'un trait de ressemblance avec G. d'Orange, dont il devait continuer le rôle, avec moins d'éclat, et diriger le fils avant d'entrer en lutte avec lui. Ferme champion de la foi protestante, au moment où l'Angleterre livrait les catholiques aux bourreaux, il réclamait pour eux, comme Guillaume, la liberté de conscience. A cette souplesse d'aptitudes, commune à Orange, à Marnix et à Barneveldt, on reconnaît la séve puissante de la Réforme, et certes on ne lui refusera pas le don de tremper fortement les peuples dont elle a abrité le berceau.

Les députés insistaient pour offrir à la reine la souveraineté des Pays-Bas. « La Hollande réunie à l'Angle-

« terre, disaient-ils, c'est la domination des mers assurée « au monarque qui ceindra cette double couronne. Chacune des Provinces-Unies étant habituée à se gouverner « elle-même, avec ses magistrats et ses lois, elles ont « besoin d'un chef suprême, prince ou roi, qui, tout en « respectant les droits de chacun, impose à tous l'obéis- « sance au nom d'un intérêt commun. » (Mss français des archives de Lahaye, Motley, I, 328). Mais tous ces frais d'éloquence furent perdus, Élisabeth persistant dans son refus, les députés durent changer de terrain, et négocier sur une autre base. En se résignant à livrer à la reine les deux places qu'elle réclamait, ils demandèrent cinq mille fantassins et mille chevaux, sans parler des garnisons. Mais Élisabeth, toujours économe, ne voulait donner que quatre mille quatre cents hommes en tout. « J'ai promis, disait-elle, de ne jamais vous « abandonner, et nul n'osera dire que j'aie jamais man- « qué à ma parole. Je n'ai peur d'aucun prince sur terre. « Je n'ignore pas que faire ce que je fais, c'est m'em- « barquer dans une guerre avec le puissant roi d'Es- « pagne ; car le faible secours que je vous accorde l'of- « fensera autant que si je faisais plus. Mais je jure Dieu « que je ne le crains pas, et j'espère, avec l'aide de « Dieu, faire telle preuve contre lui, qu'on dira que la « reine d'Angleterre ne craint pas les Espagnols. »

Anvers allait périr, et Élisabeth marchandait aux Pays-Bas quelques milliers d'hommes et de livres sterling ! Enfin, un beau jour, arriva la nouvelle de la capitulation d'Anvers, et quelque chose qui ressemblait à un remords parut entrer dans l'âme d'Élisabeth. Mais elle était la fille de Henri VIII, et le danger l'attirait au lieu de la repousser. Où d'autres, à sa place, eussent reculé, elle avança d'un pas, et se montra plus décidée

que jamais à sauver la Hollande du joug que venait de subir Anvers. Dans l'intervalle, le parti espagnol avait gagné du terrain, même à Amsterdam, et ce fut le tour des Provinces-Unies de traîner en longueur. Enfin, après deux mois de délais, le traité fut signé en novembre. « La reine mettait au service des États une force per- « manente de cinq mille hommes de pied et mille che- « vaux, entretenus à ses frais, sauf remboursement « après la guerre. Flessingue et Briel devaient être « remises en gage entre ses mains. Le comte de Lei- « cester, général en chef de l'armée d'expédition, repré- « senterait la reine aux Pays-Bas, et lui et ses soldats « s'engageaient à respecter les priviléges des pro- « vinces. »

Maurice de Nassau venait d'être nommé par les états stathouder de Hollande et de Zélande. Leicester donna la mesure de sa petitesse d'esprit en laissant percer une jalousie indécente de l'autorité d'un enfant. Maurice, au contraire, avec une prudence au-dessus de son âge, voulut soumettre son élection à l'agrément de la reine, en s'engageant à mettre à son service le pouvoir qu'elle lui conférait. La position gênée de sa famille lui imposait cette conduite; car la noble veuve de Guillaume d'Orange n'était pas toujours exactement payée de la maigre pension que lui faisaient les états. Il lui fallait alors mendier le pain qui devait la nourrir, en attendant, comme elle aimait à le redire, « que le rejeton fût devenu « un arbre! » Flessingue appartenait à la famille de Nassau; mais Maurice n'hésita pas à se sacrifier à l'intérêt public, et à céder tous ses droits à sir Philip Sidney, nommé gouverneur de cette ville. La seule indemnité qu'il demanda, c'est que, si quelque prisonnier de marque tombait aux mains des Anglais, on essayât

de l'échanger contre son frère aîné, prisonnier à la cour d'Espagne.

Avant d'entrer avec Leicester dans les Pays-Bas, arrêtons-nous un instant devant l'homme qui va y succéder à Guillaume d'Orange. Peu de fortunes ont égalé, en éclat et en durée, celle de Robert Dudley, comte de Leicester; peu de noms, en revanche, sont arrivés à la postérité aussi souillés que le sien. C'est un problème demeuré insoluble que la constante faveur dont Élisabeth a entouré un homme qui n'eut jamais d'autre talent que celui de l'intrigue, d'autre mérite que les dons extérieurs et le charme décevant de la flatterie. Cette faveur que rien n'a pu lasser, les contemporains n'ont su l'expliquer que par les puissances occultes des astres. Né le même jour et à la même heure que la reine, deux ans avant elle, leurs destinées se trouvèrent ainsi liées d'un nœud indissoluble. Telle était, aux yeux du crédule vulgaire, l'origine de l'étrange ascendant qu'il exerça sur elle jusqu'à sa mort, survenue quinze ans avant celle de la reine. Pas un crime ne se commit à la cour d'Élisabeth, pendant ses quarante-cinq ans de règne, qu'on ne l'attribuât à Dudley. « Dans la voie de « l'ambition comme dans celle du plaisir, a dit un de « ses contemporains, quiconque se rencontrait sur son « chemin était sûr de périr. » L'étude des poisons, aussi en honneur au XVIe siècle que celle de l'astrologie, lui était familière; ses ennemis disparaissaient si vite et si à propos qu'on le soupçonnait d'aider la fortune à l'en débarrasser. Par un saisissant retour de la justice divine, lui-même, assure-t-on, finit par mourir, victime du poison préparé pour un autre. On l'accusait d'avoir fait périr sa première femme, dans l'espoir de partager le trône de sa souveraine. Un roman immortel a retracé cette page

odieuse de la jeunesse de Dudley ; mais le but où il marchait par toutes les voies n'a pas été atteint : la reine qu'il fascinait a pu descendre jusqu'à lui, mais n'a pas voulu l'élever jusqu'à elle. Que Leicester ait été calomnié, qu'on lui ait prêté plus de crimes qu'il n'en a pu commettre, le fait est probable ; mais il en reste assez pour charger sa mémoire d'ineffaçables souillures. Ce qui demeure avéré, c'est qu'il avait toutes les lâchetés, tous les vices, toute la rapacité d'un courtisan, sans une vertu pour les racheter, et cette histoire en fera foi !

Qu'on se figure maintenant un favori exilé de la cour, théâtre accoutumé de son faste et de ses intrigues, pour aller étaler ses grâces aristocratiques au milieu d'une république de marchands. C'en était trop pour le beau Dudley d'avoir à lutter à la fois contre la méfiance opiniâtre de sa souveraine, même envers ceux qu'elle aimait le plus, contre ses habitudes invétérées d'économie, et contre les rivalités de ces sept provinces, qui eussent peut-être obéi à une reine, mais qui se révoltaient à l'idée d'obéir à un sujet. La seule liberté qui lui restait, aux Pays-Bas, c'était celle de se ruiner ; car Élisabeth était femme à compter, pour combler les vides de son trésor, sur le dévouement de son favori. Déjà il avait levé à ses frais un corps de troupes, et engagé pour les payer ses propriétés, et la reine l'avait laissé faire. Elle lui avait envoyé 5,000 livres sterling d'une fois (125 mille francs), croyant faire un grand effort, et depuis lors, on n'avait pu lui arracher un penny. Or, Leicester avait pris au sérieux sa mission, et n'épargnait rien pour la remplir ; mais il connaissait de longue main sa souveraine : il savait que l'honneur de s'endetter pour elle lui tiendrait lieu de traitement, et il se fût estimé trop heureux d'être seulement remboursé de ses avances.

Tous les conseillers d'Élisabeth sentaient l'importance de la mission confiée à Dudley, et étaient d'avis de l'appuyer chaudement. Tous et Walsingham surtout, dévoué de cœur à la cause des Pays-Bas, luttaient en vain contre la sordide économie et les caprices de leur reine, déjà lasse du protectorat qu'elle venait d'accepter. Ce n'est pas à cinquante-deux ans qu'une reine se corrige de ses défauts, et ses ministres en avaient assez souffert pour les connaître. A bord du vaisseau qui devait l'emmener, Leicester écrivait encore pour demander de l'argent, et n'en obtenait pas. Les garnisons anglaises, déjà installées à Flessingue et Briel, mouraient de faim, et s'en vengeaient en pressurant le pays. Leurs commandants criaient famine, et les états s'indignaient de la parcimonie de la reine, toujours prête à renchérir, en se plaignant à son tour, sur les plaintes trop fondées qu'on lui adressait.

L'heure du départ avait sonné, et Élisabeth crut devoir publier un manifeste. C'était au fond une déclaration de guerre à l'Espagne et un appel à l'opinion publique, en Angleterre comme dans les Pays-Bas. L'impérieuse fille de Henri VIII, obligée de se souvenir qu'elle était une reine constitutionnelle, quand il fallait demander à son parlement des subsides, subissait à regret cette triste nécessité; mais là où le peuple tient la bourse, les plus fiers monarques sont forcés de s'abaisser devant lui.

En attendant le général en chef, sir Philip Sidney, neveu de Leicester, débarqua à Flessingue avec la moitié du contingent anglais. Peu de noms, à cette époque, plus féconde en talents qu'en grands caractères, brillent d'un éclat aussi pur que celui de l'auteur de l'*Arcadie*. Peu d'hommes ont comme lui réussi dans toutes les

carrières, et occupé à tant de titres l'attention publique. Poëte, soldat, littérateur, homme d'État, courtisan accompli, idole de la reine et de sa cour, ornement de ses fêtes et de ses tournois, à vingt-deux ans, on le chargeait déjà, dans les cours étrangères, des missions les plus délicates; sa grâce juvénile, unie à un tact au-dessus de son âge, le faisaient réussir là où des barbes grises eussent échoué. Depuis son ambassade en Allemagne, où il avait jeté les bases d'une ligue protestante contre l'Espagne et le saint-siége, tous les yeux en Europe étaient sur lui. Les Polonais lui avaient offert leur trône vacant, avant de se rabattre sur Henri III, en 1573; mais Élisabeth ne voulut pas se résigner à perdre « le plus beau joyau de sa couronne; » et telle était la fascination que cette coquette impérieuse exerçait sur tout ce qui l'approchait que Sidney n'hésita pas : il aima mieux être le sujet d'Élisabeth que le souverain élu d'un peuple libre.

L'orage s'amassait du côté de l'Espagne. Ce protectorat avoué de l'Angleterre sur la Hollande, ce lien étroit qui allait unir les deux peuples, et mettre au service du plus puissant des deux toutes les forces maritimes de l'autre et ses légions de matelots; cette interminable guerre des Pays-Bas qui allait devenir une école pour les soldats anglais, enfin cette ligue protestante dont la base était fondée, en attendant que l'Allemagne et la Suède vinssent s'y enrôler, tout cela était pour Philippe II une insulte et une menace à la fois. Ce n'était plus à Amsterdam, c'était à Londres qu'il voulait aller poursuivre et châtier ce double ennemi. Aussi ses armements devinrent-ils plus actifs, et malgré le secret dont il cherchait à les envelopper, l'Angleterre, réveillée au sentiment de son danger, se prépara à y

faire face. Du reste, un sûr instinct lui disait que, rivée ainsi à la Hollande, elle n'avait rien à craindre de l'Espagne, et que le sang versé par elle pour la cause du protestantisme dans les Pays-Bas le serait en réalité pour sa défense.

Plus l'Espagne devenait menaçante, plus les Pays-Bas et l'Angleterre se sentaient solidaires. Au fond, c'était la même race, les mêmes instincts d'entreprise et de commerce, la même foi surtout, lien puissant qui unit ceux mêmes que l'intérêt tend à séparer ! Sans doute ces hardis marins, hollandais et anglais, aguerris aux tempêtes, habitués à fouiller les recoins les plus ignorés de l'océan, devaient finir un jour par se sentir rivaux, et se dire qu'un monde même est trop étroit pour être partagé ; mais l'heure de la lutte n'était pas venue, et un danger commun faisait taire les rivalités. Par la communauté de leurs intérêts, jamais deux peuples n'avaient été plus faits pour devenir alliés, jusqu'au jour, peu éloigné, où ils étaient destinés à devenir ennemis.

Le 19 décembre, Leicester, entouré de l'élite de la noblesse anglaise, débarqua à Flessingue. Maurice de Nassau était venu à sa rencontre avec les hommes les plus éminents des Provinces-Unies. Des fêtes somptueuses accueillirent le représentant de la reine d'Angleterre. Sa marche à travers les provinces ne fut qu'un long triomphe ; les populations, charmées par sa bonne mine, se laissèrent prendre à ces brillants dehors, sauf quelques têtes grises, qui comparaient tout bas cet éclat emprunté au simple costume et aux façons familières et graves de Guillaume d'Orange, encore présentes à tous les cœurs.

La Hollande, pendant ces vingt dernières années, avait été plus d'une fois visitée par la guerre, Harlem

et Naerden étaient là pour l'attester ! Mais il y a chez ce peuple industrieux une telle puissance d'économie et de travail que partout les traces de la guerre étaient déjà effacées, et que les villes dévastées s'étaient relevées de leurs ruines. Avec l'activité d'une ruche, la Hollande en avait l'ordre et la richesse. Leicester et ses officiers n'avaient pas de mots pour exprimer leur admiration pour ce pays, pour ses populations affairées et paisibles, pour la splendeur bourgeoise de ses cités. Nulle part, pas même en Angleterre, le commerce et la liberté, si bien faits pour marcher ensemble, n'avaient porté de pareils fruits. Ce qui frappait surtout Leicester, c'était le calme dédaigneux de ce peuple de marins et de marchands, en face des immenses préparatifs de l'Espagne pour les écraser, eux et l'Angleterre leur alliée. « En « deux mois, écrit Leicester, on peut fournir ici à la « reine une flotte tout équipée, et celle du *roi catholique* « n'osera pas lui tenir tête; car dans ce pays, on ne « tient pas plus de compte de son pouvoir sur mer que « moi de six bateaux pêcheurs devant Rye. »

En effet, la mer, c'étaient les *pieds d'argile* du colosse espagnol, qui devait choir par ce côté ! puissance essentiellement terrestre, en s'étendant sur le monde entier, il s'était vu condamné, contre la pente de sa nature, à devenir aussi une puissance maritime. Or, à aucun âge de leur histoire, les Espagnols n'ont été un peuple commerçant : dans l'antiquité, tous leurs ports, toutes leurs cités marchandes sont des colonies grecques ou phéniciennes. Un peuple d'*hidalgos* et de soldats n'est pas né pour trafiquer, mais pour se battre et cultiver la terre, et même aujourd'hui, vivre de son travail, c'est encore déroger pour lui ! Le Portugal n'est devenu l'une des grandes puissances maritimes du moyen âge que

pour échapper à l'Espagne, et ne pas étouffer dans le coin de la Péninsule où elle le bloquait. L'esprit colonial, peu développé chez les races latines, trop amies de la centralisation, a toujours été refusé au peuple espagnol, qui a mieux aimé laisser dépérir ses colonies que de les émanciper. De là l'immense intérêt qu'il avait à posséder les Pays-Bas, et avec eux, ce qui lui a toujours manqué, des matelots et une marine! De là la haine inexpiable de Philippe II pour l'Angleterre, qu'il connaissait à fond, car il y avait régné ! On eût dit qu'il pressentait en elle une rivale maritime de l'Espagne, rivale destinée, comme la Hollande, à s'enrichir de ses dépouilles. Les grands voyages de circumnavigation auxquels Élisabeth avait donné l'impulsion, et qui sont la gloire la plus solide de son règne, causaient au maître des deux Indes des soucis trop bien fondés. « L'expédition de « sir Francis Drake, écrit Leicester, voilà ce qui touche le « roi au vif! » La conquête du Portugal, fatal présent que l'imprévoyance de don Sébastien venait de faire à l'Espagne, lui ouvrait un nouveau monde colonial, à elle qui pliait déjà sous le poids de ses colonies. Toute entreprise sur cet Océan qui, de par le saint-siége, n'appartenait qu'à elle, avec toutes ses îles et tous ses continents, lui semblait une atteinte à ses droits.

De là la haine de Philippe contre cette mécréante Angleterre qui le menaçait dans ses intérêts les plus chers. De là aussi le penchant des Hollandais pour l'alliance anglaise; de là leur enthousiasme calculé pour cette économe et prudente reine, qui avait le mérite de leur ressembler, et qui, si elle s'était donnée franchement à eux, n'aurait pas eu dans son propre peuple de sujets plus dévoués. « On a autant crié Vive la reine! à Delft « et à Leyde, écrit Leicester, qu'on aurait pu le faire à

« Cheapside! Si les membres des États se prononçaient « contre elle, ils seraient mis en pièces par le peuple. » Étrange illusion d'une nation généreuse qui se donnait, avant de savoir si on daignerait l'accepter?

Et cependant, si quelque chose avait pu dessiller des yeux volontairement fermés, c'était le honteux abandon où la reine laissait dans les Pays-Bas ses propres soldats. Enrôlés à prix d'argent dans toutes les tavernes, ils ressemblaient bien plus à un convoi de déportés qu'à des soldats chargés de soutenir au dehors l'honneur de leur reine et de leur pays. Cette expédition, avortée d'avance, et où l'imprévoyance le disputait à la lésinerie, cette royale main, toujours prête à retirer ce qu'elle donnait, cette élite d'une nation, chargée d'en commander le rebut, tout se réunissait pour imprimer une tache au règne d'Élisabeth. Leicester, le plus vain des hommes, était condamné à rougir de sa reine presque autant que de ses soldats! Singulière conformité entre Élisabeth et Philippe II, laissant tous deux mourir de faim leurs soldats, et commandant à leurs généraux de vaincre sans leur en fournir les moyens!

La situation de Dudley commençait à devenir difficile : « Depuis que je suis ici, écrit-il, pas un penny ne m'est « venu du trésor. Mes hommes se meurent, faute de « vivres et d'habits. Il n'en est pas un qui ait de quoi « s'acheter une paire de culottes. C'est une honte de les « voir marcher à demi nus dans les rues, en tendant la « main, le cœur brisé d'être forcés de se montrer ainsi. » Encouragé par ce spectacle, le parti espagnol en Hollande commençait à relever la tête, et à regagner le terrain que perdait le parti anglais. Il fallait officiellement fixer la position de Leicester, car aux yeux des Néerlandais, il n'était encore que le chef de quelques milliers

de vagabonds déguenillés que l'Angleterre décorait du nom de ses soldats. Cette position, qu'Élisabeth ne lui avait pas faite, les états ne demandaient pas mieux que de la faire, en conférant au représentant de la reine d'Angleterre, au lieu de Maurice qui le lui cédait, le titre de *Stathouder*, ou gouverneur général des Provinces-Unies.

La modestie, on le sait, n'était pas le trait dominant du favori. Aussi brûlait-il de se voir revêtu de cette haute dignité, et d'exercer sans contrôle le pouvoir absolu qu'elle lui donnerait. L'ambassadeur anglais, Davison, l'engageait à accepter. Mais Leicester n'avait pas tout dit à Davison : Élisabeth éprouvait pour lui, depuis bien des années, un faible qu'elle n'avait jamais eu pour aucun homme ; toutefois, même dans ses heures d'abandon, elle restait toujours reine, et si elle l'oubliait un instant, c'était pour s'en ressouvenir bientôt, et faire durement sentir au favori qu'il n'était qu'un sujet. En l'envoyant dans les Pays-Bas, elle avait rompu le charme de fascination que l'adroit courtisan exerçait sur elle, et avait cru secouer un joug qui peut-être lui pesait. Toujours prête à se méfier de ceux même qu'elle employait le plus, elle tenait à faire sentir à Dudley sa dépendance, et se serait bien gardée de laisser rompre le lien qui l'enchaînait à elle. Après avoir refusé pour elle la couronne des Pays-Bas, elle n'avait nulle envie de permettre aux états de faire un roi, même du premier de ses sujets. Aussi avait-elle expressément défendu à Dudley d'accepter le titre de *gouverneur général*, si l'on venait à le lui offrir. Il avait promis d'obéir ; mais en face de la tentation, il avait bien vite oublié sa promesse, et s'était surtout gardé d'en parler à Davison, de peur de recevoir de lui un conseil qu'il ne voulait pas suivre. Tout le monde, même en Angleterre, ignorait la défense

de la reine, défense imprudente, car l'intérêt même d'Élisabeth pouvait faire au comte une loi d'accepter.

Le 10 janvier, les états en corps vinrent offrir au délégué de la reine le titre de « *Stathouder*, ou d'*absolu* « *gouverneur* et de général de toutes les forces du pays, « avec la libre disposition des taxes et revenus. » Leicester, cachant mal la joie que cette offre lui causait, demanda quelques jours de réflexion. Mais les états n'avaient nulle envie d'abdiquer dans ses mains : à côté de lui, ils se réservaient d'instituer un conseil d'État, chargé de contrôler toutes ses décisions, et ils eurent soin de le lui faire comprendre. Or cette idée de plébéiens, de bourgeois, chargés de surveiller tous ses actes, et de chercher, comme il le disait, « des trous dans son pour- « point, » révoltait l'orgueilleux comte. Il y aurait, à l'entendre, quelque chose de blessant pour sa reine, s'il acceptait un titre aussi élevé avec un aussi mince pouvoir. Il faut bien le dire : depuis son entrée triomphale dans les Pays-Bas, la tête avait tourné à Leicester; il se reposait des lâchetés du courtisan par l'insolence du parvenu, et prenait avec ses futurs sujets des airs de vice-roi. Aussi ne fut-ce pas sans s'être fait longtemps prier, et sans avoir fait subir aux états toutes ses conditions, qu'il daigna accepter enfin ce titre qu'il brûlait de porter. L'acte d'investiture lui conférait l'autorité suprême, au militaire comme au civil. Tous les emplois étaient à sa nomination. Les états généraux pouvaient être convoqués par lui, tout en gardant le droit de se réunir d'eux-mêmes. Enfin, il devait recevoir d'eux serment de fidélité, et leur prêter en retour celui de respecter les lois et les coutumes du pays.

La position de Leicester une fois fixée en Hollande, il allait avoir un autre compte à régler avec sa souveraine.

Il avait conscience de lui avoir infligé la plus mortelle des injures, en manquant à la fois à sa promesse comme homme d'honneur, et à son devoir comme sujet. Que faire pour réparer sa faute? C'était la reine qu'il avait offensée, c'était de la femme qu'il fallait obtenir son pardon. Nul homme ne connaissait plus à fond cette altière mais féminine nature de coquette couronnée, qu'un élan de repentir, mêlé de tendresse, pouvait fléchir et ramener malgré elle. Mais, par un aveuglement qu'on a peine à s'expliquer, cet empire que Dudley possédait sur sa souveraine, il s'abstint d'en user. Au lieu d'adoucir d'avance à son orgueilleuse maîtresse le coup qu'il voulait lui porter, en feignant des hésitations qu'il n'avait pas; au lieu de se faire autoriser à lui désobéir, en plaidant contre elle son propre intérêt et les nécessités de la situation, il aima mieux, pour satisfaire un puéril amour-propre, tout tramer dans l'ombre, à l'insu de celle qui aurait dû tout savoir.

Puis, quand le pas fut franchi, au lieu d'écrire à la reine offensée une de ces lettres caressantes qui avaient fléchi tant de fois ses plus redoutables colères, quand toute la cour tremblait devant un froncement de sourcils de la fille de Henri VIII, que fit le malheureux Dudley? Au lieu d'en appeler à la faiblesse de sa souveraine, tant de fois éprouvée par lui, n'osant pas lui écrire, il prit le parti de lui expédier Davison, et commit la faute de mettre un tiers entre lui et la reine irritée qui aurait eu besoin du tête à tête pour lui pardonner. Enfin, il laissa passer un grand mois sans écrire à sa souveraine, sur le sujet qui devait le plus soulever sa bile royale. Il perdit un temps précieux à faire rédiger par les états une lettre qui l'informait, en style de chancellerie, qu'elle avait été trahie par l'homme de son choix!

Dans l'intervalle, l'inauguration du nouveau vice-roi se célébrait avec grand éclat à la Haye. Maurice et les états généraux vinrent lui prêter leur serment, et la Hollande, ivre d'espérances, se crut plus assurée que jamais de l'appui de l'Angleterre. Mais pendant que Davison attendait à Briel un vent plus propice, un formidable orage s'amassait sur sa tête et sur celle de Leicester. Un bruit vague, répandu dans l'air comme ces sourdes rumeurs qui précèdent l'orage, avait appris à la reine l'offre faite à Leicester; quant à son acceptation, elle l'ignorait encore, et elle n'aurait pas voulu y croire. Aussi se contenta-t-elle de lui faire dire par le lord trésorier « qu'elle s'étonnait que, à la première mention « d'une pareille offre, il n'eût pas répondu par un refus « des plus nets, car il savait bien qu'elle n'y consenti- « rait jamais. »

Alors seulement, Leicester commença à sonder l'abîme que lui-même, de gaieté de cœur, avait creusé sous ses pas. Au lieu d'essayer de réparer sa faute, en s'adressant directement à sa maîtresse, ce fut par l'entremise de Burghley qu'il fit appel au cœur de sa souveraine, toujours si faible pour lui. Mais dans l'intervalle, la reine avait tout appris, et sa royale colère ne connaissait plus de frein. Sans perdre un instant, sans attendre même l'arrivée de Davison, elle chargea un de ses affidés d'aller porter au comte une lettre foudroyante où, sans lui dire encore ce qu'elle avait résolu, elle lui reprochait, avec une hauteur écrasante, les bontés qu'elle avait eues pour lui, et le peu de compte qu'il avait tenu de sa souveraine volonté. Elle écrivit aussi aux états pour se plaindre « qu'ils lui eussent manqué de respect en offrant « à un de ses sujets un titre aussi voisin du sien, avant « de savoir si elle lui permettrait de l'accepter. » Elle leur

signifia sa volonté expresse que « l'autorité conférée à « son agent fût aussitôt révoquée, le comte, *qu'elle était « décidée à rappeler dans un bref délai*, ne devant avoir, « pendant son court séjour aux Pays-Bas, d'autres pou- « voirs que ceux de son lieutenant. »

Pendant ce temps, Davison était arrivé à Londres, et se présentait devant la reine. Le premier choc fut terrible : Élisabeth, en l'apercevant, éclata en injures, enveloppant dans un même courroux le comte, pour avoir méprisé son autorité, et l'ambassadeur pour l'avoir souffert. Davison, qui connaissait sa souveraine et son faible pour Leicester, faible caché sous ses emportements, tint tête à l'orage avec une fermeté respectueuse. Il laissa la reine épuiser sa colère, et quand il la vit à bout de forces et d'haleine, il insinua doucement que « la « faute n'en était pas au comte, mais aux états, qui ne « lui avaient point laissé de repos qu'il n'eût accepté ce « titre; que, malgré ses refus réitérés, il avait dû céder « à leur insistance; que la mission de lord Leicester « devenait inexécutable si, à son pouvoir militaire, il « ne joignait pas le pouvoir civil, et si on laissait nom- « mer à côté de lui un gouverneur général. Ainsi seule- « ment l'Angleterre et sa reine pourraient exercer leur « protection sur les Pays-Bas; sinon, il ne resterait plus « à la Hollande qu'à faire sa paix avec l'Espagne, et « dans ce cas, il faudrait être fou pour douter un instant « que l'Angleterre ne dût passer sous le joug. » Enfin, après plusieurs assauts successifs, Davison vit s'abattre peu à peu ce formidable ouragan; mais tous ses efforts et ceux des ministres de la reine pour lui faire maintenir le comte dans son Stathouderat vinrent se briser contre sa résolution de se venger de lui.

La position de Leicester devenait chaque jour plus

lifficile : malgré ses sacrifices incessants pour mettre sa)etite armée sur un pied respectable, l'opiniâtre lésinerie le la reine paralysait tous ses efforts. Ses propriétés étaient grevées d'hypothèques, son crédit épuisé. Une rumeur sourde sur sa disgrâce s'était peu à peu répanlue dans les Pays-Bas, et y minait toute son influence. Enfin un bruit inquiétant commençait à circuler : « La « reine, disait-on, traite secrètement avec l'Espagne, et « va bientôt rappeler son lieutenant ; c'est pour cela « qu'elle l'a désavoué, et qu'elle laisse son armée mou- « rir de faim. » Vraie ou fausse, la nouvelle prenait chaque jour plus de consistance, et l'infortuné sentait le terrain se dérober sous ses pas. C'est à ce moment qu'il apprit dans tous ses détails l'entrevue de Davison avec la reine, et cette terrible tempête que trois jours avaient à peine suffi pour abattre. Comme le capitaine qui, pour sauver le navire, jette par-dessus bord tout ce qui l'embarrasse, Leicester ne trouva rien de mieux que de sacrifier l'ami dévoué qui était monté à la brèche pour affronter à sa place la colère d'Élisabeth ; il l'accusa d'avoir insisté pour lui faire accepter, malgré sa répugnance, l'offre des états, en disant que, « s'il y avait quelque mal, il « arrangerait tout avec Sa Majesté. »

L'homme est jugé maintenant : cette basse ingratitude de Dudley envers l'homme qui s'était dévoué pour lui nous donne la mesure de sa valeur morale. Personne, du reste, ne fut dupe de ces lâches excuses, et Élisabeth moins que personne. Les états pouvaient attester au besoin l'insistance fébrile du comte à presser leur décision, qui tardait trop à son gré. Aussi, quand le nouvel envoyé d'Élisabeth notifia à Leicester et au conseil d'État le blâme formel de sa souveraine, l'effet produit sur les états et sur l'opinion fut vraiment déplo-

rable. La méfiance et le mépris furent le juste châtiment de cette politique à double face qui tendait une main à la Hollande et l'autre à l'Espagne. Et pourtant, jamais la partie n'avait été si belle pour l'Angleterre dans les Pays-Bas! Pour la première fois, depuis le coup fatal qui avait atteint Orange, l'esprit public s'était relevé : la Hollande, en se sentant appuyée par le peuple anglais, s'était levée comme un seul homme. L'armée néerlandaise était prête à combattre, et une fois en campagne, une noble émulation se serait développée entre les deux alliés. Déjà même, en attendant la guerre, une flotte redoutable, commandée par sir Francis Drake, croisait près du cap Vert pour attendre les galions chargés de l'or du Pérou.

En attendant, le bruit que la reine négociait avec Farnèse prenait chaque jour plus de consistance : « Si le fait « se vérifie, écrivait Leicester à Burghley, ce serait le sûr « moyen de nous faire tous passer ici au fil de l'épée. » Mais comment en douter quand Champagney, le gouverneur d'Anvers, répétait à qui voulait l'entendre « qu'il « avait entre ses mains les conditions proposées par la « reine d'Angleterre au roi son maître, et qu'il ne tenait « qu'à celui-ci de conclure. » Vrai ou faux, ce bruit suffisait pour ruiner l'autorité du comte dans les Pays-Bas. On affirmait que la reine était lasse de lui, et que c'était pour s'en débarrasser qu'elle l'y avait envoyé. On l'accusait d'avoir dilapidé, pour refaire sa fortune, les fonds destinés à ses soldats, et les faux amis qui vivaient à ses dépens dans sa somptueuse résidence de La Haye étaient les premiers à le diffamer.

Élisabeth elle-même prêtait le flanc aux accusations par des mots imprudents. Le comte ayant envoyé un de ses affidés pour lui demander à deux genoux de l'ar-

gent : « Et si la paix, dit la reine, venait à se conclure « dans l'intervalle? » Ce n'était pas le courage qui manquait à Élisabeth, mais la décision; ni l'argent non plus, mais la volonté d'en donner. Les Pays-Bas, jusqu'à ce jour, lui avaient coûté 52 mille livres sterling; elle allait encore, par un dernier effort, en envoyer 24 mille, et, suivant elle, c'était plus que la Hollande ne valait. Ses plus dévoués serviteurs essayaient en vain de lutter contre cette fatale manie d'économie, qui entravait tous leurs plans. Le pli était pris : la reine avait atteint l'âge où l'on ne change plus d'habitudes, ni de caractère : elle ne demandait pas mieux que d'être une grande reine, mais au meilleur marché possible!

Enfin Élisabeth, désarmée par une lettre habile de son favori, lui accorda, sur quelques lignes de sa main, ce pardon que n'avait pu obtenir toute l'éloquence de ses amis. Elle oublia le peu de cas qu'il avait fait d'elle, sa foi parjurée, ses promesses violées; elle consentit, non sans répugnance, à ce que le comte fût réintégré dans son office, mais à une condition : c'est qu'il continuât à se ruiner à son service, sans toucher un sou de traitement. Quant à l'Espagne, voulant se réserver sa liberté d'action pour traiter, elle se contenta de promettre aux états « qu'elle ne conclurait rien sans leur aveu. » Ainsi ces bruits qu'elle avait repoussés avec indignation, trois semaines avant, elle les reconnaissait pour fondés, et se croyait autorisée par cette tardive franchise à égocier d'une main en combattant de l'autre.

Telle nous apparaît, prise sur le vif dans les mémoires du temps, la politique de cette reine qui occupe une si grande place dans l'histoire. Nous avons ici, non l'Élisabeth de convention, mais la vraie, avec ses petitesses et ses misères, compagnes inséparables chez elle d'une

réelle grandeur. C'est ainsi que, étudiée de trop près, notre pauvre humanité perd trop souvent son prestige. Peut-être aurions-nous une conclusion à en tirer, c'est que la *loi Salique* a surtout sa raison d'être dans un pays comme le nôtre, où les femmes ont toujours régné par les mœurs, en dépit des lois; mais qu'elle serait bien placée partout, même en Angleterre, chez une race plus virile et moins habituée à servir; car si les rois ont leurs faiblesses, ils n'ont du moins que celles de leur sexe, tandis que les femmes, appelées à jouer un rôle d'hommes, même avec les vertus d'un sexe plus mâle, gardent trop souvent les faiblesses du leur.

Une des règles de conduite d'Élisabeth, c'était de donner à ses agents des instructions assez obscures pour détourner d'elle toute responsabilité. Alors, malheur au bouc émissaire sur qui elle se déchargeait du poids de ses fautes! Et que dire de ces contradictions perpétuelles, de ces brusques changements qui désolaient ses ministres, de ces désaveux imprévus, de ces tristes alternatives de résolution et de faiblesse, de faveur et de disgrâce, de bienveillance et de dureté! Une seule chose chez elle ne changeait pas : c'était cette avarice sordide, si fatale chez les souverains, et qui, avec la coquetterie de son sexe et sa mobilité, formait le fond même de son caractère.

Nous renonçons à peindre le désespoir du malheureux Dudley devant tous ces messages contradictoires qui venaient fausser sa position, et ébranler son autorité. Toute la conduite de la reine à son égard pouvait se résumer en deux mots : elle aurait voulu pour lui le pouvoir d'un gouverneur général, avec le titre de son lieutenant; mais, juste châtiment de tant d'inconséquences, le titre seul demeurait, et le pouvoir s'était

enfui ! Le consentement même de la reine, venu trop tard, n'avait amélioré en rien la position du nouveau gouverneur : les états, en voyant sa nomination ainsi contestée, s'étaient pris à regretter leur œuvre. Moins que jamais ils se sentaient disposés à subir le contrôle d'un favori disgracié, qui ne leur apportait ni troupes, ni argent, ni crédit. Tout en acquittant à grand'peine les 100 mille florins par mois de subsides réguliers, Élisabeth se croyait dispensée d'y ajouter les 400 mille qu'elle avait promis comptants. Au moment où il fallait agir, elle retirait à son représentant tout moyen d'action. Tels étaient les fruits glorieux de la politique d'Élisabeth; Leicester, en retrouvant sa faveur, avait perdu celle des Pays-Bas. Il ne lui restait plus qu'un refuge, le plus triste de tous : c'était d'ameuter le peuple contre les états, et de semer la discorde et la guerre civile dans ce pays qui l'avait accueilli comme un messie. Un pareil rôle convenait à ce bas intrigant, porté par un caprice de la fortune au sommet de sa roue ; aussi ne se fit-il pas faute de l'essayer. Mais le métier de démagogue ne devait pas mieux réussir au noble comte que celui de courtisan.

Laissons un instant Leicester et la Hollande de côté pour suivre ces ténébreuses intrigues, honorées du nom de négociations entre l'Angleterre et l'Espagne. Dans cet âge de duplicité et de violence, tromper son ennemi est une autre manière de le vaincre, et cette palme n'a pas manqué aux triomphes de l'Espagne. Certes la politique de l'Angleterre dans les Pays-Bas est loin d'être un modèle de candeur; mais tous les hommes d'État anglais ne sont en fait de mensonge que des écoliers à côté de Philippe II et de Farnèse, heureuse association entre la duplicité italienne et le fanatisme espagnol ! On

reste confondu en voyant tant de mauvaise foi accouplée chez le même roi à d'aussi dévots scrupules. On a besoin de se rappeler que, dans l'école où Philippe a été élevé, quand la foi catholique est en cause, toutes les armes sont bonnes pour vaincre, et que s'il en est de souillées, Rome est là pour tout absoudre !

Après avoir pris la Hollande sous sa tutelle, Élisabeth n'avait pas tardé à s'en repentir en voyant ce qu'elle lui coûtait. Il est un trait frappant de ressemblance entre Philippe et Élisabeth : tous deux ont à défendre une des plus grandes causes qui aient jamais réclamé les conceptions du génie et les forces d'un empire. L'un a promis à Dieu et au saint-siége d'asseoir le catholicisme et l'absolutisme triomphants sur les ruines de toute liberté religieuse et politique en Europe. L'autre, une faible femme, presque sans alliés, à la tête d'un petit peuple qui n'a pas encore bien le secret de sa force, a l'honneur de lutter pour cette sainte cause de la liberté de conscience qui, en Hollande comme en Angleterre, est destinée à ne jamais périr. Séparés en toutes choses, les deux adversaires ne sont d'accord que sur un point : c'est pour laisser périr, dans un honteux abandon, le général et l'armée à qui ils ont confié leurs intérêts les plus chers. Que ce général s'appelle Farnèse ou Leicester ; que l'un soit le premier capitaine de son temps, et que l'autre ait fait plus de campagnes à la cour qu'à la guerre, peu importe ! tous deux sont traités de même, tous deux sont condamnés à voir avorter, faute d'argent et d'hommes, les plus grandes entreprises, et échapper les meilleures occasions. Anglais en Hollande, Espagnols en Flandre en sont également réduits à mourir de faim. Vainement chacun d'eux réclame auprès de son souverain, Parme avec une liberté de paroles qu'autorisent

es éclatants services, Leicester en rampant comme un pagneul aux pieds de sa maîtresse, tout est inutile : Élisabeth laisserait périr la Hollande plutôt que de lui envoyer un seul homme et un seul écu de plus qu'elle ne l'a décidé ; et elle oublie que, derrière cette noble contrée qui va s'abîmer dans les flots d'où elle est sortie, il y a l'Angleterre désarmée que rien ne protége plus contre les attaques de l'Espagne.

Quant à Philippe, il n'a pas les yeux fermés, comme Élisabeth, sur ses propres intérêts ; mais ces intérêts sont trop divers : il veut dompter la Hollande, mais il veut aussi solder la guerre civile en France, écraser sous une invasion gigantesque ce nid d'hérésie et de révolte qui se nomme l'Angleterre, maintenir en Portugal sa domination toujours contestée, et régner, du fond de son Escurial, sur la moitié du monde connu. Or, pour tendre à la fois vers tous ces buts, les trésors des Indes sont insuffisants ; le Pactole se tarirait à s'éparpiller entre tant de canaux. De là le secret de la faiblesse de l'Espagne au milieu même de sa force, et de sa pauvreté réelle sous sa fausse opulence. Philippe, héritier des desseins de son père, encore agrandis par lui, n'est pas à la hauteur de sa propre ambition. Ses buts sont trop grands, trop séparés, trop lointains ; il a la volonté pour y tendre, la persévérance pour n'en jamais dévier ; mais il lui manque, pour les atteindre, le génie, l'audace, et aussi la fortune. Les règnes les plus longs et les plus brillants sont rarement heureux jusqu'au bout : Charles-Quint et son fils sont là pour l'attester, comme Louis XIV et Napoléon ! Ce n'est pas la fortune qui se lasse, comme le prétend le vulgaire, c'est la sagesse humaine qui fait défaut ; c'est l'ivresse du succès qui monte au cerveau, et aveugle ou éblouit les plus sobres.

Aussi, dans ces grandes luttes de principe contre principe, et de foi contre foi, qui sont le plus noble spectacle et le plus haut enseignement de l'histoire, le triomphe définitif n'est d'ordinaire ni pour le plus hardi, ni même pour le plus habile; il est pour celui qui croit le plus fermement à sa cause, et qui se lasse le moins d'espérer et de combattre.

Maintenant l'on se demandera, des deux adversaires, lequel a le premier songé à négocier? Serait-ce Philippe II? Mais jamais, dans cet esprit étroit et opiniâtre, résolution n'a été plus arrêtée que celle de remettre à la chaîne ce peuple insolent sur lequel il a régné avec Marie Tudor, et de châtier cette reine hérétique qui ose soustraire l'Angleterre au joug de la foi catholique. Serait-ce Élisabeth? On est tenté de le croire quand on voit la mobilité de ses résolutions et la mollesse de l'appui qu'elle prête aux Pays-Bas. Même en pardonnant à Leicester, elle n'a pas amnistié la Hollande avec lui, et, malgré l'étroite solidarité qui unit les deux pays, la prudente reine n'a nulle envie de souder la fortune de l'Angleterre à celle des Provinces-Unies.

Eh bien, non! malgré sa froideur pour son alliée, froideur poussée jusqu'à la trahison, ce n'est pas Élisabeth qui a tendu la première la main à l'Espagne, et prononcé ce mot de paix que le siècle ne doit plus entendre jusqu'à sa fin. Contre toute vraisemblance, c'est Philippe II, assez sûr de sa haine pour ne pas craindre de la perdre en négociant. Ce qui explique son initiative, c'est sa ferme résolution de ne traiter avec l'Angleterre et sa reine que pour les tromper; de les amuser par de feintes négociations pour gagner du temps et brouiller Élisabeth avec la Hollande; puis, celle-ci une fois écrasée, jeter le masque, déchirer les traités, et retomber sur

l'Angleterre avec toutes ses forces, pour en finir d'un coup avec elle et avec l'hérésie ! Tel est le plan de Philippe, et, disons-le à la honte d'Élisabeth, il réussira, car nous la verrons bientôt retirer à la Hollande l'appui dérisoire qu'elle lui a prêté. Mais la honte n'est pas toute pour elle : elle doit rejaillir aussi sur ses ministres et sur un peuple libre qui se fait complice de sa reine dans son lâche abandon d'un fidèle allié, et qui comprend si mal son intérêt, son devoir et les dangers du pays.

A vrai dire, ce ne fut pas Philippe qui ouvrit les négociations, ce fut Farnèse. La situation du vainqueur d'Anvers était encore pire, si possible, après la prise de la ville qu'avant. Anvers, forcé de rebâtir sa citadelle et de réparer ses digues, était ruiné depuis que le commerce s'était exilé de ses murs avec la Réforme. Anvers, du reste, n'avait rien à envier aux autres villes de la Flandre, veuves comme lui de leurs meilleurs citoyens : Bruges, Gand, Malines, n'étaient plus que des déserts. Les campagnes étaient dépeuplées, les terres sans culture, l'herbe poussait dans les rues des cités. La grande artère de la Flandre, l'Escaut, était fermé. Un geôlier vigilant, Sidney, en occupait toutes les issues. Dans un pays désolé par la guerre, les soldats espagnols, oubliés par leur roi, sans vivres, sans habits, sans chaussures, ne vivaient que d'extorsions et de pillage ; car il leur fallait trouver du pain là où il n'y en avait plus. De là des misères sans nombre et une émigration toujours croissante vers la Hollande et l'Allemagne, où les fugitifs allaient chercher du pain, du travail et la liberté de conscience. Les Pays-Bas, ce jardin de l'Europe, ressemblaient à un champ où la faux a passé. Des villages entiers étaient déserts. Mais Philippe était satisfait :

le catholicisme régnait seul, appuyé sur l'inquisition, dans la Flandre soumise, et planait triomphant sur toutes ces ruines. Farnèse, qui connaissait son maître, lui écrivait d'Anvers que, « malgré l'effrayante diminu-« tion du nombre des habitants, plus de personnes y « avaient fait leurs pâques que dans aucune des années « précédentes, *tant la peur et les persécutions avaient « recruté de fidèles dans les temples déserts.* » Du reste, aucun des historiens flamands ou hollandais n'a peint avec de plus sombres couleurs la ruine et l'asservissement de ce noble pays que celui-là même qui l'a fait rentrer sous le joug espagnol. « C'est grande pitié, « écrit encore Parme au roi, de voir perdue cette puis-« sante cité, fermée cette belle rivière qui enrichissait « ce pays d'abord, puis le monde entier ! » Ainsi le bourreau même a pitié de sa victime; mais Philippe reste inflexible : la Flandre est condamnée, et l'arrêt doit s'exécuter jusqu'au bout.

Dans cette situation désespérée, réduit à faire la guerre sans argent et presque sans soldats, Farnèse, d'accord sur ce point avec son maître, cherchait une occasion de négocier avec l'Angleterre, pour la tromper, bien entendu, et se ménager en Hollande sa liberté d'action. Un négociant d'Anvers, Grafigny, souvent appelé à Londres par ses affaires, s'avisa un beau jour que le courtage diplomatique lui rapporterait plus que le commerce. Il parla au prince des dispositions pacifiques de la reine et de ses ministres, et de leur peu d'envie de faire la guerre à l'Espagne, même pour l'amour de leurs alliés hollandais. Farnèse, prêt à tout, à négocier comme à combattre, saisit la balle au bond; sans se compromettre par un mot d'écrit, il chargea l'ambassadeur improvisé de faire savoir à la reine que, « après ses

« devoirs envers son roi, il n'était personne au monde « pour qui lui, prince de Parme, eût plus d'inclination « et de respect que pour elle; et que, si des envoyés « espagnols pouvaient être assurés d'être écoutés à « Londres, il aurait soin que les choses se passassent « avec tout égard pour l'honneur de son roi. »

Nous n'avons nulle envie de raconter dans tous ses détails cette ténébreuse intrigue, exhumée par Motley des catacombes de Simancas. Qu'il suffise de savoir que Grafigny, cet intrigant subalterne, n'avait pas menti à Farnèse; les ministres et la reine même saisirent avidement l'amorce qu'on leur tendait. Walsingham, dont on redoutait le dévouement à Leicester et aux Pays-Bas, fut tenu à l'écart. Grafigny, se faufilant de proche en proche, vit l'un après l'autre tous les ministres, jusqu'au lord trésorier, et trouva partout les meilleures dispositions. « Il y a en Angleterre, fit-il dire à Parme, « deux partis fort inégaux en nombre : dans le parti « de la guerre sont les *gentlemen* et le commun peuple, « prêts à risquer leur fortune et leur vie pour la cause « de la reine et de la liberté religieuse; quant au parti « de la paix, composé seulement de lords et d'hommes « politiques, je le crois trop faible pour tenir tête au « premier. »

Cette esquisse des partis en Angleterre, vers 1586, est-elle bien exacte ? Il est permis d'en douter. Malgré le sincère attachement du peuple anglais à la Réforme, malgré ses vieilles rancunes contre le *roi catholique,* et sa rivalité maritime naissante avec l'Espagne, enfin, malgré ses sympathies réelles pour la Hollande, sa sœur en foi et en liberté, mais aussi sa rivale en commerce, l'Angleterre, comme sa souveraine, savait déjà calculer : la politique d'égoïsme inaugurée par sa prudente reine

courait peu de risque d'être désavouée par le pays qui l'avait inspirée. La négociation, de ce côté du moins, avait donc quelque chance de réussir. L'intrigue se noua, et quoique Farnèse, toujours sagace, se refusât à accréditer un envoyé plus sérieux, on fit pourtant quelques pas en avant. La reine, on n'en peut pas douter, était sincère dans son amour pour la paix; mais alors elle jouait avec la Hollande, son alliée, un rôle bien étrange et bien odieux. Du reste, peut-être tenons-nous ici la clef de sa colère persistante contre Leicester, colère hors de proportion avec l'offense, et qui venait fort à propos pour sauver auprès des états l'honneur de la reine, compromis par ses secrètes intelligences avec l'Espagne. Walsingham, ayant eu vent de toutes ces pratiques, remontra vivement à la reine le tort que toutes ces négociations boiteuses pouvaient faire à son intérêt ou à sa gloire; Élisabeth nia tout avec un front d'airain. Quant à Farnèse, il connaissait trop bien son maître pour croire qu'il pût de bonne foi tendre une main amie à cette Angleterre qu'il aurait voulu voir abîmer au fond des eaux avec sa reine! Mais dût même la négociation avorter, Philippe n'avait qu'à y gagner; car, tant qu'elle durerait, Élisabeth ne prêterait jamais un appui décidé à la Hollande.

Chaque jour l'Angleterre faisait un pas en avant, et bientôt c'était à l'Espagne à reculer, si elle ne voulait pas se trouver forcée à faire la paix malgré elle. Le grave Burghley allait jusqu'à dire « qu'il fallait, de gré « ou de force, faire rentrer les Pays-Bas sous l'obéis- « sance du roi, tout en maintenant leurs franchises « nationales. » Il ajoutait, il est vrai, « qu'une des con- « ditions indispensables de la paix, c'était la liberté « de conscience; » mais il fallait bien peu connaître Philippe pour oser même en parler avec lui. Mettre en

avant une pareille condition, c'était montrer qu'on ne tenait pas sérieusement à l'obtenir !

Les lettres de Farnèse à Philippe témoignent d'une rare perspicacité : « Ces pratiques souterraines, lui écrit-« il, n'engagent en rien Votre Majesté. La reine, de sa « nature, est fort peu portée à la dépense ; son peuple, « habitué au repos, est déjà las de la guerre avant de « l'avoir commencée. Tout le monde en Angleterre in-« cline à la paix. Si Votre Majesté y envoyait un agent, « il serait très-bien reçu, et peut-être obtiendrait-on le « rappel du comte de Leicester. A tout moment, du « reste, on peut arrêter court les négociations, non sans « en avoir tiré d'immenses avantages. Mais il faut en « même temps se garder de ralentir les préparatifs d'in-« vasion ; il faut endormir la reine, et surtout ne pas « laisser reposer un instant la France de ses discordes « civiles. »

Tel est le subtil réseau d'intrigues et de contradictions où l'historien doit se mouvoir dès qu'il touche à la politique du XVIe siècle. On dirait que l'esprit des fils de Loyola a déteint sur son époque, et que tous les souverains de l'Europe ont été à leur école. Philippe, sans croire au succès de ces pourparlers, ni surtout à la bonne foi de ses ennemis, qu'il jugeait d'après la sienne, aurait trouvé très-doux de recevoir la Hollande soumise des mains de l'Angleterre, comme un gage de bonne amitié, sans avoir la peine de la conquérir. Enfin, après bien des tâtonnements et du temps perdu, les ministres anglais arrivèrent à formuler ces conclusions émanées de leur reine, et qui portent bien son cachet : « 1° Tolérance « pour la Réforme, *autant que le permettront la con-« science et l'honneur de Sa Majesté catholique ;* 2° am-« nistie générale ; 3° pas d'inquisition ; 4° rembourse-

« ment par l'Espagne des dépenses faites par la reine « dans les Pays-Bas. » Sauf l'incroyable prétention de faire payer au roi les frais d'une expédition destinée à soutenir contre lui des sujets rebelles, Philippe ne pouvait pas désirer mieux, du moment où on laissait à sa *conscience* le soin de fixer la mesure de tolérance qu'il voudrait bien accorder.

Tout marchait à souhait, mais une pierre d'achoppement se rencontra dans le chemin : c'était l'expédition de Drake aux Indes de l'Ouest. La reine faisait de son mieux pour la désavouer, et en rejeter tout l'odieux sur Walsingham ; mais quelque chose parlait plus haut que tous ses désaveux : c'étaient les éclatants succès de Drake dans sa croisière. Les *côtes d'or*, ces îles florissantes de l'archipel des Antilles, que n'avait pu encore épuiser l'avidité de l'Espagne, ni dépeupler sa cruauté, Santo Domingo, Porto Rico, la Floride, avaient été dévastées par le hardi corsaire. La terreur planait sur ces mers où Philippe jusqu'ici avait régné en maître. Les trésors du nouveau monde, captifs dans des ports lointains, n'en sortaient que pour être saisis au passage, ou engloutis dans les flots. L'argent, rare à la cour d'Élisabeth, le devenait presque autant à celle de Philippe. Depuis le départ de Drake, le crédit de l'Espagne baissait tous les jours sur le continent, et ses banquiers aux Pays-Bas avaient tous émigré depuis la chute d'Anvers.

Aussi les lettres secrètes de Parme à son maître trahissent-elles des inquiétudes trop bien fondées. Ce soldat, si hardi sur les champs de bataille, a d'un diplomate tous les ombrages : il voit déjà la France prête à s'unir à l'Angleterre pour secourir les Pays-Bas. Mais le plus triste côté de ses lettres, c'est le tableau qu'il trace à son roi de la situation des provinces soumises. Le commerce,

ɜmait la richesse par mille canaux, est complète-
·rêté. L'Artois, le Hainaut, la Flandre, sont ra-
ıar les soldats, exaspérés par la souffrance, et
ıe peut plus faire obéir quand on ne les nourrit
aque jour des députés des villes de Flandre vien-
siéger le prince en lui demandant du pain; et
ıt leur en donnerait-il, quand il n'en a pas pour
lats? On a beau se redire, en voyant tout ceci,
Flandre a mérité son sort en rentrant d'elle-même
joug qu'elle a brisé, et en baisant la main qui
e; même en la blâmant, on ne peut s'empêcher
laindre. Et le fardeau doit lui sembler plus pe-
ıcore quand elle voit la Hollande sa sœur, au
même d'une lutte désespérée, grandir chaque
richesse et en audace, et couvrir déjà les mers
vaisseaux.

ppe, pour répondre aux plaintes incessantes du
eur d'Anvers, et peut-être aussi aux sourds re-
s de sa conscience, s'était décidé à envoyer à Far-
)0 mille ducats. Un trait achèvera de le peindre :
ant expédier ce tardif subside après lequel sou-
t Parme et ses troupes affamées, il ne rougit pas
oustraire le tiers pour Guise, son lieutenant en
comme Farnèse dans les Pays-Bas. « Il faut
écrit-il, les Français en haleine chez eux, et y
ter la guerre civile; car la paix serait la destruc-
es catholiques; arrangez-vous pour donner une
couleur à l'affaire, car, après tout, c'est encore
intérêt des Pays-Bas! » (*Archives de Simancas*,
r, 505.)

première victime immolée sur l'autel de la paix
été Leicester; la seconde, ce fut la Hollande. Ces
ations interlopes, entamées par d'obscurs intri-

gants, qu'on désavouait au besoin, ne pouvaient pas aboutir. Elles finirent par se rompre, après un échange fastidieux de fades compliments entre la reine et Farnèse. Élisabeth, honteuse de ses avances, rejeta tout sur l'effronterie de quelques agents subalternes, qui s'étaient attribué auprès du prince des pouvoirs qu'ils n'avaient pas. Au fond, un traité sérieux était impossible, car on ne conclut la paix qu'après avoir fait la guerre. Tout au plus Philippe eût-il daigné y consentir, si l'Angleterre s'était chargée de lui ramener ses provinces rebelles, et avait arrêté tout court les insolents succès de Drake dans les Antilles. Élisabeth n'en était pas là encore; mais elle avait de fait abandonné à leur malheureux sort Leicester et les Provinces-Unies; elle avait trahi dans tous ces pourparlers un désir maladroit de la paix, dont Philippe allait tirer parti; enfin elle avait perdu tout le fruit des victoires de Drake en en demandant pardon au roi sur qui elles étaient gagnées.

En attendant, Farnèse, las de négocier, s'était décidé à reprendre les hostilités, encouragé par l'inaction de l'ennemi, et par la peur de la guerre que la reine avait laissée percer. Mais avant d'entamer le récit des opérations militaires, étudions un moment un plan détaillé d'invasion de l'Angleterre, rédigé par Farnèse à l'instigation de Philippe, au moment où il était le plus engagé dans cette comédie de traité, destinée à endormir la reine, et à la détacher des Pays-Bas.

Voici le début de ce curieux document, découvert à Simancas, et inédit jusqu'à nos jours : « Aucune entre- « prise n'a jamais été plus digne de la grandeur et de « la piété de Sa Majesté que la conquête de l'Angle- « terre. Mais l'exécution en est devenue plus difficile « depuis que la reine, mise sur ses gardes, s'est alliée

.e, au Danemark, à l'Allemagne protestante, ;e et même à la Turquie. On sait que la reine é la rébellion dans les provinces des Pays-es a secourues au moment où elles allaient ' dans les mains de Sa Majesté. En secret et ;, elle a fait tout ce qu'elle pouvait pour lui : il est clair que *le Seigneur l'a privée de son nce*, et a chargé Sa Majesté d'être l'instru-ur la châtier...

points importent surtout dans l'invasion : e secret, fomenter la guerre civile en France, r dans les Pays-Bas un bon corps de troupes, rler des garnisons, avec une forte division de et d'Allemands en *solde d'attente*. Le prince, tte expédition, devrait emmener avec lui l'élite oblesse des Pays-Bas, *pour qu'elle ne fît pas en son absence*. Quant au secret, c'est le point Sans un strict secret, la reine serait bientôt :e du projet d'invasion; elle lèverait aussitôt upes en Allemagne, et trouverait en Hollande sseaux et des marins familiers avec les ports, eils et les bas-fonds de ces côtes. L'ennemi, ainsi ses derrières assurés, ferait face à nos s avec plus de confiance. Si celles-ci venaient porter, il leur faudrait débarquer en pays en-sans cavalerie, sans arsenaux pour réparer leurs s, et tout l'avantage serait pour nos adversaires. provinces soumises des Pays-Bas sont le lieu le :onvenable pour préparer l'expédition. Là les ents peuvent être mis au complet, les vivres nblés, le plan de campagne dressé sans éveiller upçon. Ce qui manque en Flandre, ce sont des assez spacieux pour recevoir une flotte de vais-

« seaux de haut bord. Anvers, depuis la fermeture de « l'Escaut, a cessé d'être un port de mer; mais *un grand « nombre de bateaux plats*, plus convenables au trans- « port des soldats, pourraient être réunis à Dunkerque, « Gravelines et Nieuport, avec une trentaine de grands « vaisseaux pour les protéger. Le passage, par un temps « propice, peut se faire en quelques heures. La reine, « rassurée par l'absence d'une flotte sérieuse et de ports « pour la contenir, ne concevrait aucun ombrage, si le « nombre des troupes qu'on réunirait n'excédait pas « ce qu'exige l'occupation des Pays-Bas. Pour tenter « l'invasion, il suffirait de trente mille hommes d'infan- « terie, plus cinq cents de cavalerie légère, avec équi- « pement complet, mais sans chevaux, car on en trou- « verait assez en Angleterre. De ces trente mille « hommes, six devraient être Espagnols, six Italiens, « six Wallons, neuf mille Allemands et trois mille « Bourguignons. Pour tout cela, il faudrait beaucoup « d'argent, au moins 300 mille écus par mois pour les « levées nouvelles, outre les 150 mille que coûte déjà « l'armée actuelle. La solde devrait être payée régulière- « rement, car si une mutinerie venait à éclater, elle « serait la ruine de notre cause en Angleterre et dans « les Pays-Bas.

« Le point de la côte le plus propre à un débarque- « ment serait entre Douvres et Margate. Le pays sur « cette côte est populeux, bien boisé, coupé de haies; « ainsi un petit corps de cavalerie pourrait suffire... « Il faudrait marcher droit sur Londres, qui, n'étant « pas fortifié, *serait facile à prendre*. Si la reine s'en- « fuyait, *ce que, en sa qualité de femme, elle ferait pro- « bablement*, tout serait laissé par elle dans une telle « confusion que, avec l'aide de Dieu, cette sainte et

ıue entreprise pourrait ainsi s'achever. Si ce-.nt, comme il faut tout prévoir, le secret ne ıit être gardé, le roi, sous prétexte de se défendre ɜ les corsaires anglais et français, pourrait faire re la mer à une puissante *armada*. Cette flotte, :orte qu'aucune de celles que l'Angleterre, la :e et les Pays-Bas pourraient mettre en mer, et :ournie de vivres et de munitions, devrait s'em- de trois ou quatre places fortes en Angleterre, ıe base d'opérations contre l'ennemi.

ɜaison la plus convenable pour l'expédition serait ıis d'octobre de cette année, époque où tous les ɜrs en Angleterre seront remplis de récoltes, et la ensemencée pour l'année suivante. Ce point est telle importance, que si l'on n'était pas prêt pour date, il faudrait retarder l'expédition d'un an. En ınce du prince, on ferait bien de confier le com-.ement des forces qu'on laisserait aux Pays-Bas eux Mansfeldt, *le seul auquel on puisse se fier, un chef pour le diriger*. Enfin le prince termine ɛprimant la confiance que Sa Majesté triomphera us les obstacles, et montrera au monde qu'elle n état de *faire un peu plus que le possible*. »

avons cru devoir exposer dans presque toute ıdue ce plan, mélange bizarre d'illusions com-es et de bon sens pratique. Ainsi quand Parme ıe qu'on pourra garder le secret en Espagne et 's-Bas sur le but de l'expédition, et dérober aux d'Élisabeth et du monde ces immenses prépara-ɜt là une erreur peu digne d'un esprit aussi sé-Ɛn même temps on est frappé de cette merveil-'évoyance qui n'omet aucun des détails, même humbles et les plus pratiques. On reconnaît à ce

signe un esprit supérieur qui ne juge au-dessous de lui rien de ce qui peut contribuer au succès, et ne veut rien laisser à la fortune dans cette grande entreprise.

Notre siècle a vu sur ces mêmes rivages les préparatifs d'une autre invasion contre l'île inaccessible qui, conquise tant de fois, même par nous, possède aujourd'hui dans ses libertés un rempart plus sûr que la mer qui la baigne. En voyant ce plan de Farnèse, gigantesque et puéril tout ensemble, et cette flottille de bateaux plats prête à jeter un pont flottant sur ce fossé de sept lieues qui nous sépare de l'Angleterre, qui ne serait tenté de comparer ces deux expéditions, si longuement mûries, si savamment préparées, et pourtant avortées toutes les deux? Mais si Farnèse, par le génie de l'organisation, uni au génie militaire, rappelle ici Napoléon, d'Élisabeth à nos jours, l'Angleterre a trop grandi pour qu'on puisse la comparer à elle-même. Cet empire des mers, qui va échapper à Philippe, est échu depuis lors aux mains du peuple anglais, qui ne le garde désormais qu'à condition de le partager.

LIVRE XXXIII

CHAPITRE I.

GUERRE DES PAYS-BAS. PRÉPARATIFS DE L'INVASION.

1586-88.

Reprenons le récit des événements militaires, interrompus depuis la prise d'Anvers, et marchons d'un pas rapide à travers ce dédale d'intrigues et de rivalités de partis qui signalent à cette époque la politique des Provinces-Unies. Résumons d'abord la situation : Parme, en se rendant maître d'Anvers, semble au premier coup d'œil avoir assuré l'ascendant aux armes de son maître : la Flandre est reconquise; la Hollande, cernée au sud par les Espagnols victorieux, abandonnée par l'Allemagne luthérienne, séparée de la France, son alliée naturelle, par la Belgique soumise, trahie enfin par l'Angleterre qui traite avec l'Espagne, semble n'avoir plus rien à faire qu'à implorer à deux genoux la paix et son pardon.

Mais ce ne sont là que des apparences ; en réalité, la situation est meilleure pour la Hollande que pour l'Es-

pagne. Condamnée à lutter seule contre le colosse du Sud, elle puise sa force dans la grandeur du principe qu'elle représente. Ce principe, c'est celui de la liberté religieuse qui, pendant près d'un siècle, va scinder l'Europe en deux, et soulever le Midi cöntre le Nord. Dans cette lutte si inégale, l'Espagne n'a pour elle que le passé, la Hollande a l'avenir; si la terre lui échappe, il lui reste la mer, son élément natal, qui a fait et fera toujours sa fortune, son indépendance, son salut! Les côtes de cet Océan qui la protége sont à elle, y compris celles de la Flandre; Philippe n'a pas un port sur tout le littoral pour y réparer ses flottes, et y appuyer l'invasion dont il menace l'Angleterre.

La domination espagnole, basée sur la force seule et foulant aux pieds le droit, porte partout avec elle la dépopulation et la ruine. En Flandre, depuis que la Réforme en est sortie, il n'y a plus que langueur et déclin; en Hollande, tout est vie, activité, progrès! Toutes les libertés fleurissent à la fois sur ce sol privilégié. Noble spectacle que celui de ce petit peuple qui, dans ses épreuves, n'a jamais désespéré ni de lui ni de sa cause, et s'est attendu à Dieu, quand tout appui humain lui manquait! Les peuples qui périssent sont ceux qui ont douté d'eux; mais la Hollande n'a jamais douté d'elle-même, et c'est pour cela qu'elle ne doit pas périr! A vues humaines, sa situation ne peut pas être pire : dans Guillaume d'Orange elle a perdu un chef incomparable, qui ne sera jamais remplacé, pas même par son fils; dans Farnèse elle a rencontré un ennemi plus redoutable à lui seul que tous ceux qu'elle a combattus; elle peut être vaincue, elle l'a déjà été, et le sera encore, mais elle usera tous ses adversaires à force de patience. Philippe et le siècle finiront ensemble sans avoir vu le terme

: cette lutte, commencée à Bruxelles en 1560, pour ıir à Munster en 1648; lutte de géants par l'éten-ıe comme par la durée, où les peuples fatigués se re-yent l'un l'autre; baptême de sang dont la Réforme ait besoin pour se faire en Europe une place au soleil!

Après la situation politique, deux mots sur la situation atérielle du pays. A vrai dire, il n'y a que trois fleuves ıns les Pays-Bas : à l'est le Rhin, à l'ouest l'Escaut, la Meuse entre deux. L'Escaut, né en France, tra-ırse la Belgique du sud au nord, et, après maints dé-ıurs, fléchit brusquement vers l'ouest, et va se jeter ıns la mer après avoir arrosé Anvers. La Meuse et le hin, inclinant aussi vers l'ouest, à mesure qu'ils des-ındent vers l'Océan, tracent tous deux une courbe resque parallèle, et, rapprochant de plus en plus leur ours, finissent par se perdre tous les deux dans ce vaste stuaire où l'Escaut s'est déjà perdu. Cette espèce de elta, la portion la plus noyée de la Hollande, est un ıbyrinthe d'îles, de terres à demi flottantes, à demi ubmergées, de bancs de sable et de mers intérieures ont l'inextricable réseau a toujours fait la sûreté et la ichesse du pays comme l'habileté de ses marins.

Le Rhin, avant d'arriver à la mer, se divise en trois ıranches, en trois fleuves si l'on veut : l'Yssel, le Wa-ıal et le Rhin proprement dit. Sur ce territoire incertain, ù l'on flotte autant que l'on habite, la Hollande s'est oujours sentie chez elle; elle seule peut faire rendre à e domaine contesté, entre la terre et l'eau qui se le dis-putent, toutes les richesses qu'il possède. Elle se sent la maîtresse du sol tant qu'elle tient la bouche de ses deux grands fleuves, l'Escaut et la Meuse, et que par eux elle peut communiquer avec le monde maritime qui lui appartient. Enfin, derrière eux, au nord, elle a encore un

refuge, c'est cette étroite langue de terre appelée Nord-Hollande, entre l'Océan et le Zuyderzée, qui, conquise sur la mer, va sans cesse se rétrécissant jusqu'à ce qu'elle se termine, au nord de la Frise, par une série d'îles inclinées sous l'éternel vent d'ouest, comme la cime d'un peuplier. C'est là, au fond de cet immense bassin du Zuyderzée, où tiendraient à l'aise toutes les flottes du monde, que, dans un repli de cette mer intérieure, entre le lac de Harlem et le golfe de l'Y, trône Amsterdam, la reine de la Hollande. C'est là, comme dans l'archipel zélandais, qu'elle se sent vraiment inexpugnable, et peut braver toute invasion en mettant sous les eaux, à la première menace, le sol qu'elle saura bien leur reprendre quand il sera purgé d'ennemis.

Tel était le pays où Farnèse allait avoir à porter la guerre : au lieu des planes campagnes de la Belgique, éternel théâtre de toutes les guerres du continent, il lui fallait maintenant s'avancer pas à pas sur un sol submergé, toujours condamné à se défendre, soit contre la mer, soit contre l'ennemi. Les forteresses y étaient nombreuses, et leur place marquée d'avance, sur le cours des fleuves d'où, à défaut de hauteurs, elles tenaient sous leur dépendance la contrée adjacente. Dans cette longue guerre, aux succès partagés, l'Espagne avait en somme plutôt perdu que gagné du terrain : depuis la prise d'Anvers, il est vrai, tout le cours supérieur de l'Escaut lui appartenait; mais Flessingue annulait pour elle cette splendide conquête. Sur la Meuse elle occupait Maestricht et Ruremonde, tandis que Grave et Venloo étaient aux mains des Hollandais. Sur le Wahal enfin elle n'avait que Nimègue ; le reste était aux révoltés, avec le Rhin tout entier.

Mais ces possessions, disséminées sur une terre enne-

mie, n'offraient à Farnèse aucune base sûre d'opérations. Bréda, Bois-le-Duc, situées au sud du triple rempart de fleuves qui couvre la Hollande, ne lui en ouvraient pas le chemin. Il fallait rattacher l'une à l'autre toutes ces conquêtes par des conquêtes nouvelles, et s'avancer, de siége en siége, vers Amsterdam, qui, depuis qu'elle s'appartenait à elle-même, grandissait chaque jour en richesse et en importance. Logiquement c'était Flessingue qu'il aurait fallu assiéger la première, pour dégager le cours de l'Escaut, la grande artère de la Flandre, et communiquer par lui avec l'Océan; mais Flessingue, dans son île imprenable, tenait à la mer plus qu'au continent, et sur cet élément Philippe avait cessé de régner; il allait en faire bientôt la triste expérience. D'ailleurs l'Angleterre, maîtresse de Flessingue, se serait unie aux Hollandais pour défendre son gage, et l'on aurait ainsi eu deux ennemis, au lieu d'un, sur les bras. L'objectif de la première campagne de Parme en Hollande devait donc être le cours de la Meuse, et la conquête de Venloo, Grave, Batenbourg et Megen.

Enfin l'électorat de Cologne, entre la Hollande et l'Allemagne, attirait aussi l'œil vigilant de Farnèse. Il s'agissait d'y faire pencher la balance en faveur du prélat catholique, Ernest de Bavière, qui disputait le titre d'Électeur à notre ancienne connaissance, Gebhard Truchsess, exarchevêque de Cologne, converti à la fois au protestantisme et au mariage. Des deux antagonistes, l'un était aux gages de Philippe, l'autre à ceux d'Élisabeth; mais le dernier avait trouvé un formidable appui dans une espèce de *condottiere* protestant, Martin Schenk, toujours prêt à passer d'un camp dans l'autre, suivant l'intérêt du moment; Schenk servait alors sous la bannière des États. Après avoir défenduGroeninghe, et ga-

gné Nimègue à Philippe, il ravageait maintenant, pour le compte de la Hollande, la partie catholique de l'électorat, presque aussi redouté de ceux qu'il défendait que de ceux qu'il attaquait. Habitué, comme tous ses gens, à ne donner ni à ne recevoir de quartier, toujours ivre et toujours de sang-froid, passant sa vie en selle, y dormant, y mangeant, y tenant conseil, comme Attila, le *fléau de Dieu*, il était adoré de ses soldats, les traitait comme il se traitait lui-même, sans pitié, et les trouvait toujours prêts à le suivre, là où il y avait du butin et des coups à gagner.

Dès le début de l'année, Parme avait envoyé Mansfeldt mettre le siége devant Grave, sur la rive gauche de la Meuse. La ville, faiblement défendue, n'aurait pas tardé à se rendre; mais, après un engagement assez vif, où les Espagnols furent battus, Leicester parvint à jeter du secours dans la place. La situation devenait difficile pour Farnèse. A cette époque où la guerre n'était qu'une suite de siéges, et où il fallait mettre garnison dans les places prises, qu'était-ce, pour tenir la campagne, que sept à huit mille hommes, mal armés, mal vêtus, mal nourris? Aujourd'hui où deux États, pour se faire la guerre, mettent sur pied de deux à trois cent mille hommes chacun, quel mépris nos tacticiens modernes doivent avoir pour ces armées de quinze à vingt mille hommes qui gagnaient ou perdaient des batailles telles que Mühlberg ou Pavie! Et pourtant ces armées étaient commandées par des généraux tels que d'Albe, Bourbon, Guillaume d'Orange et Farnèse! Or, s'il est difficile de faire mouvoir des masses aussi gigantesques, l'était-il moins de faire la guerre au XVIe siècle, sans argent, sans vivres, sans munitions, avec des bandes de mercenaires, sans cesse entre la révolte et la défection?

« Je ne sais plus à quel saint me vouer, écrit Farnèse au roi : la famine fait rage dans les provinces soumises; nos soldats même meurent de faim. Les marchands, effrayés, serrent les cordons de leur bourse. » Et cependant, le 11 mai, il se trouvait de uveau à la tête de ses troupes, et celles-ci, en le voyant, blièrent toutes leurs souffrances. Le siége de Grave ; repris : Farnèse, toujours le premier au feu, eut son eval tué sous lui. Au bout de huit jours, à la grande rprise des assiégeants, le commandant rendit, à la emière sommation, cette place imprenable, munie de vres pour un an, avec six mille hommes de garnison. Des femmes même n'auraient pas rendu Grave! » s'éia Leicester indigné, et il fit périr le commandant sur 'chafaud.

La veine des succès était rouverte : Megen, Baten-ıurg et Venloo suivirent l'exemple de Grave, et bientôt ut le cours de la Meuse appartint à Farnèse. Jaloux : s'affermir sur le Rhin avant de s'enfoncer dans les ays-Bas, le 8 juillet, il entreprit le siége de Neusz. près huit jours d'un feu sans relâche, l'assaut fut livré repoussé avec une égale valeur. Le commandant loet, blessé à cinq endroits, demanda à traiter; mais s soldats ne voulurent pas renoncer à leur droit au illage. Le lendemain, l'assaut recommença : Espagnols 'un côté, Italiens de l'autre traversèrent la ville de part n part comme deux courants opposés, avec une irrésistible furie. La garnison, les habitants furent passés au l de l'épée. Les femmes seules, recueillies dans les glises par ordre du vainqueur, échappèrent à la mort et ux outrages. L'héroïque Kloet fut étranglé dans son t, et pendu à sa fenêtre, malgré les efforts que le duc it pour le sauver. Le pasteur calviniste avec ses diacres

et une quarantaine d'autres « coquins de ce genre » furent mis à mort de sang-froid par un vainqueur orthodoxe et sans pitié. La ville fut pillée avec cette rapacité savante qui distingue le mercenaire du XVIe siècle. Le feu prit, on ne sait comment, et dura plus de vingt-quatre heures sans qu'on fît aucun effort pour l'éteindre. Les trois quarts de la ville furent consumés, cinq cents Espagnols et quatre mille des assiégés périrent dans cette terrible journée.

Leicester avait deux fois tenté de marcher au secours de Neusz, et deux fois il avait dû y renoncer faute d'argent et de vivres. Ne recevant rien de sa reine depuis plusieurs mois, il avait mis en gage son argenterie et ses joyaux. On eût dit qu'Élisabeth avait fait un pacte avec Farnèse pour lui livrer la Hollande. Celui-ci cependant n'osait encore s'avancer au cœur des Provinces-Unies; il se décida donc à marcher vers l'Est, où le sol, plus relevé, se prêtait mieux aux opérations de la guerre; il y gagnait de s'appuyer sur l'Allemagne, d'où il tirait ses vivres et ses recrues; et plus tard, il se réservait de retomber sur l'Ouest, le vrai centre de la Hollande, avec la pente des fleuves et l'élan des succès obtenus.

Dans l'intervalle, Maurice de Nassau organisait à petit bruit avec l'héroïque Sidney, le gouverneur de Flessingue, un coup de main contre Axel, ville forte située au sud du delta de l'Escaut. Une flottille, portant de deux à trois mille Anglais et Hollandais, partit de Terneuse par une nuit sombre, et à deux heures du matin on était sous les murs d'Axel. Le rempart fut escaladé, les sentinelles égorgées avant d'avoir vu l'ennemi. Les six cents hommes de garnison se défendirent avec courage, et furent tous passés au fil de l'épée, sans qu'il pérît un seul des assaillants. C'était peu pour compenser

la perte de Venloo et de Grave, mais c'en fut assez pour relever le moral des alliés, qui jusqu'ici avaient plus lutté l'un contre l'autre dans les conseils qu'ensemble sur les champs de bataille.

Farnèse, voulant s'assurer le cours du Rhin, venait de commencer le siége de Rheinberg, défendue par Martin Schenk. Leicester, piqué d'honneur, se décida enfin à entrer en campagne, à la tête de sept mille fantassins et deux mille chevaux. Mais ses soldats se trouvaient en si piteux état que, renonçant à tenir tête à Farnèse, il entreprit le siége de Zutphen, sur la rive droite de l'Yssel. A la première démonstration des Anglais sur Zutphen, Parme, laissant là le siége de Rheinberg, jeta un pont fortifié sur le Rhin pour assurer ses communications avec l'Allemagne et avec la Flandre. A la tête de six mille cinq cents hommes d'élite, il se dirigea à marches forcées vers Zutphen, qu'il voulait sauver à tout prix, comme sa tête de pont pour entrer en Hollande.

Leicester avait réussi à attirer l'ennemi en Gueldre, et à le détourner ainsi de la Hollande; mais partout où se trouvait Parme, il apportait la victoire avec lui! Dès le 29 août, il était dans Zutphen; sa présence suffit pour électriser la garnison. Il la quitta bientôt en lui promettant du renfort et des vivres pour six mois, et chacun le savait homme à tenir sa parole. Tout septembre fut consacré à organiser un immense convoi qui se mit en marche le 1er octobre, avec une escorte de trois mille hommes. Leicester, prévenu à temps, avait organisé une embuscade, composée de six cents hommes au plus; mais c'était l'élite de l'armée, et tous les nobles volontaires qui servaient dans les rangs anglais avaient sollicité l'honneur d'en faire partie. Un corps d'infanterie qui devait les soutenir n'arriva pas à temps. Le 2 oc-

tobre, un engagement des plus vifs eut lieu près de Warnfeld. Les plus beaux jours de la chevalerie n'ont rien vu de plus héroïque que cette escarmouche, où les Anglais, impatients de relever le drapeau de leur reine, firent des prodiges de valeur. Gonzaga, commandant de la cavalerie espagnole, y laissa la vie, et Sidney y fut mortellement blessé. Ce combat sans résultat, où six cents hommes en avaient fait reculer trois mille, et où cinquante volontaires avaient fait la besogne d'une armée, n'empêcha pas le convoi d'entrer dans la ville. Mais cette brillante passe d'armes sauva pourtant, aux yeux de la Hollande, l'honneur de l'Angleterre. Quant à Sidney, il s'en alla à Arnhem terminer en chrétien sa courte et chevaleresque carrière, emportant avec lui les regrets passionnés de sa reine et de son pays.

Parme était désormais libre de ses mouvements; Zutphen sauvé, il pouvait à son gré achever la conquête de la Gueldre, ou se replier sur la Hollande. Les Anglais avaient renoncé à lui tenir tête en rase campagne. Avant de rentrer dans ses quartiers, Farnèse sut encore couper le chemin à un corps de six mille *reîtres* que Leicester attendait d'Allemagne. Il acheta sans bruit leur retraite, car toutes les armes lui étaient bonnes pour vaincre. L'approche de l'hiver mit un terme à cette campagne, peu honorable, après tout, pour les armes de la Hollande; car, chassées de la Meuse et du Rhin, elles n'avaient pu qu'à grand'peine se maintenir sur l'Yssel.

Au point de vue politique, les choses n'allaient pas mieux qu'au point de vue militaire. Les hésitations, les caprices, les coups d'autorité de la reine, avaient achevé de fausser en Hollande la position de son lieutenant. La hauteur de langage d'Élisabeth, sa sordide économie et

le spectacle de ses soldats affamés, mendiant leur pain dans les rues, lui avaient aliéné tous les cœurs. Leicester sentait sa popularité lui échapper : chaque jour creusait l'abîme qui le séparait des États et de l'aristocratie marchande qui dominait dans les Provinces-Unies. Repoussé par ce parti, l'orgueilleux patricien s'était mis à la tête du parti démocratique, qui commençait à naître; et comme, au XVI[e] siècle, la religion se mêlait à tout, les démagogues d'Amsterdam essayaient de se modeler sur Genève, et de tailler l'État sur le patron de l'Église. Le parti populaire, par une contradiction bizarre, professait en religion les doctrines les plus étroites du strict calvinisme. Le parti des États, au contraire, se ralliant autour du nom et des principes de Guillaume d'Orange, inclinait vers cette large et universelle tolérance, d'où naquit plus tard l'*arminianisme*, dont les longues querelles avec la foi orthodoxe remplissent l'histoire de la Hollande.

Le nom de Maurice de Nassau, son éducation, son caractère, tout le poussait vers la voie qu'avait suivie son père; et comme Leicester s'était mis à la tête du parti démocratique, Maurice, sans rompre avec lui, se trouva tout naturellement à la tête du parti opposé. Leicester acheva de s'aliéner le parti marchand en faisant rendre au conseil d'État un décret qui proscrivait tout commerce des Provinces-Unies avec l'Espagne. Sous prétexte de frapper les Espagnols, c'était la Hollande qu'on atteignait; car, en fait d'industrie, l'Espagne a toujours reçu sans rien rendre, si ce n'est l'or de ses mines. Les Hollandais, au contraire, pour qui l'intérêt commercial passait bien avant l'intérêt politique, vendaient à leurs ennemis des armes pour leur faire la guerre et des vaisseaux pour la leur apporter. L'impo-

pularité de Leicester s'en accrut encore, et Élisabeth se montra d'autant plus ardente à traiter avec l'Espagne qu'elle sentait la Hollande lui échapper.

Avait-elle été bien inspirée en refusant la souveraineté des Pays-Bas? Nous n'osons nous prononcer; mais à coup sûr, si elle l'eût acceptée, ni elle ni l'Angleterre ne l'auraient gardée longtemps. Les deux peuples se ressemblaient trop pour rester longtemps unis sous le même sceptre; le commerce qui les faisait rivaux les eût bientôt séparés, en dépit des affinités religieuses et politiques qui les rapprochaient. Mais si Élisabeth ne voulait pas être la reine des Provinces-Unies, le moins qu'elle pût faire, c'était de se montrer leur fidèle alliée. La pire de toutes les politiques, c'était celle qu'elle avait suivie : se rapprocher des Hollandais pour les trahir, leur envoyer un chef sans autorité, des soldats sans solde, sans habits et sans pain, et les vendre enfin à l'Espagne, en faisant de leur soumission l'appoint de ce honteux marché.

Trop peu sincère pour sauver la Hollande, cette alliance l'était pourtant assez pour irriter Philippe, et rendre impossible une paix sérieuse. Accepter la couronne, c'eût été déclarer la guerre à l'Espagne; mais aussi c'était s'assurer des sujets dévoués, une marine admirable et des revenus plus sûrs que toutes les mines du Pérou. Mais Élisabeth, en voulant à la fois appuyer la rébellion de la Hollande, et traiter avec l'Espagne, avait fini par se les aliéner toutes deux; tant il est vrai que, pour les États comme pour les particuliers, la droiture et le courage sont encore, après tout, la meilleure des politiques, et la seule dont on ne se repente jamais, même quand elle a échoué.

Mais Élisabeth n'avait plus qu'une pensée, c'était d'obtenir la paix à tout prix. Tout ce que l'on gagnait à

insister près d'elle en faveur de la Hollande, c'était de lui faire regretter d'avoir jamais « mis le bout du doigt « dans cette affaire des Pays-Bas. » Un beau jour cependant, à la grande surprise des Anglais, qui savaient que le cœur de leur reine n'était plus avec eux, qui voit-on arriver à Amsterdam ? Drake, la terreur de l'Espagne, l'orgueil de l'Angleterre, l'un de ces hardis navigateurs qui osèrent les premiers tracer leur sillon autour du monde. Sur cette même côte de Hollande qui l'avait vu débuter comme simple matelot, Drake revenait aujourd'hui, entouré d'un prestige qu'aucun homme de mer n'avait possédé depuis Colomb et Vasco de Gama; il revenait amiral d'Angleterre, anobli par sa reine, et chargé par elle d'une mission confidentielle auprès des États.

Aucun nom ne pouvait être plus populaire en Néerlande que celui de sir Francis Drake. A peine de retour d'une expédition aux Antilles, où il avait dévasté Saint-Domingue et Carthagène, et semé, avec quelques barques, la terreur et la ruine dans toutes les colonies espagnoles, il venait, au nom de sa reine, convier les marins hollandais à une entreprise bien autrement téméraire. Les préparatifs de la grande invasion en Angleterre avaient rempli de vaisseaux tous les ports de la Péninsule; le plan de Drake, c'était d'inviter tous les « loups de mer » les plus déterminés des Pays-Bas à aller brûler, dans les ports même de l'Espagne, « à la barbe de son roi, » les navires qu'il armait à grands frais pour envahir l'Angleterre. Sur cette proposition, les États n'avaient rien à voter, mais l'entreprise n'en fut pas moins populaire. Dans chacun des ports de la République, deux ou trois navires, bien pourvus d'hommes et de canons, se préparèrent à aller soutenir l'aventureux corsaire, et partager la gloire et les profits de l'expédition.

On s'étonnera sans doute de voir Élisabeth resserrer ainsi les liens de l'alliance néerlandaise au moment où ils semblaient prêts à se rompre. Mais dans l'intervalle, les événements avaient marché : le complot de Babington était venu prouver à la reine que sa vie ne pouvait se concilier avec celle de Marie Stuart. Philippe, à force de susciter contre elle des assassins et des complots, avait fini par la pousser à bout. Pour mieux traiter avec lui, elle résolut de lui faire peur en lui jetant la tête de Marie Stuart : « Œil pour œil, dent pour dent! » se dit-elle avec la loi juive, et dès ce moment la mort de sa rivale fut arrêtée dans son esprit. Leicester retrouva bientôt son ascendant sur son altière maîtresse en la poussant sur la pente où elle inclinait déjà. Suivant lui, ce n'était pas seulement la vie de la reine qui était incompatible avec celle de Marie, c'était l'existence même et la liberté du peuple anglais. La foi protestante et la foi catholique, personnifiées dans les deux reines, ne pouvaient pas subsister ensemble; l'Angleterre, pour rester fidèle à Élisabeth et à la Réforme, devait extirper à la fois de son sein Marie et le catholicisme. Pour prendre une résolution aussi grave, qui impliquait nécessairement une rupture avec l'Espagne, Élisabeth avait besoin d'avoir près d'elle son fidèle Leicester. Aussi, vers la fin d'octobre, le lord gouverneur, confiant, durant son absence, tous ses pouvoirs civils et militaires au conseil d'État, s'embarqua pour l'Angleterre, sous prétexte d'y assister aux séances du parlement.

Nous n'écrivons ni l'histoire d'Angleterre ni celle des Provinces-Unies; nous n'avons donc pas à raconter la mort de Marie Stuart, bien qu'elle se rattache à notre sujet, puisqu'elle a décidé l'invasion de l'Angleterre. A vrai dire, l'histoire d'Espagne, au XVI[e] siècle, est en

même temps celle de Hollande, de France et d'Angleterre, tant les intérêts politiques de ces quatre puissances sont enlacés dans le nœud de la question religieuse, qui domine toutes les autres. Résumons donc en peu de mots, à défaut d'événements, les intrigues et les négociations qui les remplacent.

Leicester, en quittant la Hollande, la laissait dans une situation plus périlleuse que jamais. Les États, au lieu de la réalité du pouvoir, n'en avaient que les embarras et la responsabilité. Maurice de Nassau, trop jeune encore pour agir et vouloir par lui-même, subissait à regret la tutelle de Barneveldt, en attendant l'heure de lui échapper. Le parti populaire, démoralisé par le brusque départ de Leicester, gardait contre celui des États, seul organe légal de la volonté du pays, une mauvaise volonté impuissante, tempérée par le respect pour la loi et pour la tradition, traits communs à l'Angleterre et à la Hollande. Utrecht, le quartier général des Leicestriens, était le centre de leurs complots, appuyés par les généraux anglais; et ce pouvoir hésitant et décapité, cette nation déchirée par les partis, sans confiance dans les auxiliaires qu'elle avait appelés, avaient à faire face à la redoutable activité d'un ennemi tel que Farnèse!

Au fond, la Hollande et les États eux-mêmes étaient partisans de l'alliance anglaise, et souhaitaient, sans oser l'espérer, Élisabeth pour souveraine ; mais ils restaient fermement décidés à n'acheter ni cette souveraineté, ni cette alliance au prix d'une seule de leurs libertés. Quant à rentrer sous le joug de Philippe, si jamais ils en avaient eu la pensée, un coup d'œil sur la Flandre aurait suffi pour les en éloigner. Sous ce joug paternel, la pauvreté s'était changée en ruine, la disette

en famine. Une mesure de riz, qui valait naguère un florin (2 fr. 50 c.), était montée à 24 (60 fr.). Les bêtes féroces gîtaient dans les chaumières abandonnées, et arrachaient les enfants des bras de leurs mères. Dans le seul district de Gand, pendant un hiver, deux cents personnes furent dévorées par les loups, ou par des bandes de chiens errants, que la faim ramenait à l'état sauvage. Les champs avaient cessé d'être ensemencés; les paysans, pour vivre, se faisaient bandits, et aidaient les soldats à piller. Le soir, à la brume, des nobles, des bourgeois ruinés mendiaient leur pain de porte en porte. Tout travail avait pris fin, la vie sociale était suspendue; au lieu de l'exception, l'état de guerre était devenu la régle. La pêche même était interdite aux pêcheurs, la mer, avec toutes ses côtes, appartenant à l'ennemi. Philippe et l'Inquisition triomphaient; il n'y avait plus un seul hérétique dans les provinces soumises, et les bûchers y chômaient; mais l'industrie et l'agriculture, ces deux mines, plus précieuses que toutes celles du Pérou, avaient cessé d'enrichir ce sol privilégié; la Flandre, sous Philippe II, coûtait à l'Espagne autant qu'elle lui avait rapporté sous Charles-Quint.

A côté de ce lugubre tableau, l'œil se repose avec bonheur sur celui que présentaient les Provinces-Unies. Sur ce coin de terre à demi submergé, où le sol avare ne donne qu'à regret des moissons, la liberté avait tout transformé, tout fécondé! Là le blé ne pouvait jamais manquer; des centaines de vaisseaux allaient en chercher sur tous les marchés du monde, et y portaient en échange les produits de l'industrie la plus variée. Dans un seul mois, huit cents vaisseaux étaient sortis des ports de la Hollande pour aller trafiquer avec ceux de la Baltique. Sur ces côtes poissonneuses, où la Providence

semble avoir voulu dédommager l'homme de la pauvreté du sol, la pêche, plus précieuse pour les Hollandais que toutes les moissons, faisait vivre dans l'abondance des milliers de marins, et était pour eux une école de navigation. Les villes mêmes devenaient trop étroites, et comme en Chine, quand il n'y avait plus de place sur la terre, on habitait sur l'eau. La guerre, loin d'interrompre ce progrès incessant de la prospérité nationale, en était la source la plus féconde; malgré toutes les prohibitions, le commerce de la Néerlande avec les colonies espagnoles ne s'était pas ralenti un instant ; des flottes de guerre, plus nombreuses et mieux pourvues de marins que celles de l'Angleterre, croisaient constamment sur toutes les mers pour protéger cet immense commerce; et un historien, Meteren, a pu écrire cette phrase, inouïe peut-être dans les annales des nations, « que la guerre avait été une grande bénédiction pour « ce pays. »

Outre une centaine de vaisseaux de guerre, la Hollande avait sur pied vingt mille fantassins et deux mille cavaliers, dont la solde n'était jamais en retard d'un jour. Bien vêtus, bien nourris, soumis à une discipline rigide, ils formaient un saisissant contraste avec les va-nu-pieds, affamés et pillards, de l'Espagne et de l'Angleterre. Sans doute la guerre imposait à ce petit peuple des charges bien pesantes, mais qu'importe de payer quand on gagne? Les plus lourds impôts n'étaient qu'un jeu pour ces riches marchands, pour ces artisans, ces ouvriers, toujours assurés de leur salaire. Les villes, au milieu même de cette guerre sans relâche, croissaient constamment en étendue et en splendeur. Les digues, les plus sûrs remparts de cet étrange pays, conquéraient sans cesse à la culture des terrains nouveaux. C'est

ainsi que, par une voie douloureuse, comme toutes celles par où doit passer l'humanité, la Hollande marchait à grands pas vers cette richesse et cette force sereine qui ont fait d'elle sur notre continent, en face de l'étoile décroissante des vieilles races latines, le refuge de tous les proscrits et l'ennemie née de tous les despotismes.

Maintenant, est-ce la liberté seule qui enfantait tous ces miracles? Non, hâtons-nous de le dire, c'est de plus haut que venait ce large courant de prospérité matérielle. A ce viril amour de l'indépendance qui, dans l'âme de chaque Hollandais, se confondait avec l'amour de la patrie, il y avait une source secrète, et comme une âme qui l'inspirait : c'était la ferme résolution de vivre et de mourir pour sa foi. La meilleure école de liberté politique, c'est la liberté religieuse; les despotes ont toujours bon marché des peuples chez qui le domaine de la conscience n'est pas resté inviolable, et quand on ne sait pas résister sur ce terrain-là, on est bientôt dépossédé de tous les autres. La Hollande, l'Angleterre et les États-Unis sont là pour l'attester : les seules révolutions qui aient réussi sont celles qui ont eu à leur base une révolution religieuse; les seuls peuples vraiment libres sont ceux qui n'ont jamais séparé la cause de la foi de celle de la liberté[1].

Aussi rien ne pouvait-il être plus impopulaire en Hollande que l'idée de paix avec l'Espagne. Ce qu'on aimait avant tout dans Élisabeth, c'était l'ennemie invé-

[1] La meilleure preuve de cette vérité, trop peu comprise en France, c'est notre grande révolution de 1789. La liberté religieuse en a été absente, et par cela seul qu'elle manquait, elle a invalidé toutes les autres. Nos pères n'ont pas respecté la conscience humaine, le plus saint, le plus imprescriptible de tous les *droits de l'homme*, et c'est pour cela qu'ils ont péri, eux et leur œuvre avec eux. « Qui ne croit pas doit servir, » a dit Tocqueville. Voir à ce sujet le beau livre de M. de Pressensé : *l'Église pendant la Révolution*.

térée du principe catholique, incarné dans Philippe; depuis qu'elle négociait avec lui, elle avait perdu dans les Pays-Bas la moitié de son prestige. Et cependant, au moment même où elle s'apprêtait à faire rouler sur l'échafaud la tête de sa rivale, Élisabeth était plus ardente, plus sincère que jamais dans son désir de traiter avec l'Espagne. Non moins ardent, non moins sincère était Philippe dans son désir de se venger de l'Angleterre, et d'assouvir sa haine sur cette île maudite et sur sa reine hérétique, ce qui ne l'empêchait pas de négocier avec elle, tout en activant sans relâche ses préparatifs d'invasion. Mais si Élisabeth était aveugle, la Hollande ne l'était pas; elle se sentait vendue à Philippe, même avant que le marché ne fût conclu, et le départ de Leicester avait encore redoublé ses soupçons.

Le seul moyen pour le pouvoir de se rendre populaire en Hollande, c'était de continuer la guerre. Avec quelque mollesse que la reine l'eût soutenue, cette campagne d'un an lui coûtait déjà 560,000 livres sterling (14 millions de francs). Les États lui demandaient encore un emprunt de 50,000 livres, et plutôt que d'y consentir, elle était prête à se jeter dans les bras de Philippe II. Mais en même temps, avec l'inconsistance qui est le trait saillant de sa politique dans les Pays-Bas, elle lançait sur l'Espagne le redoutable corsaire Drake, la terreur des Espagnols. Drake était secrètement soutenu par Walsingham, le seul des ministres de la reine qui lui conseillât une politique plus franche et plus hardie. Redoutant un contre-ordre, Drake se hâta de partir avec quatre vaisseaux de guerre, et vingt-quatre équipés par des marchands de Londres qui, lui laissant la gloire, voulaient partager le profit. Le 19 avril, sa flottille entra dans la rade de Cadix, bravant le feu de

douze galères, qu'elle força à se réfugier sous l'abri des batteries de la côte. Cent cinquante navires, chargés de munitions et de vivres pour l'*Armada*, furent brûlés ou coulés à fond par le hardi corsaire, sans qu'un seul effort fût fait pour les défendre. De là, la flotte anglaise, pliant sous son butin, se dirigea vers Lisbonne; elle détruisit encore, chemin faisant, une centaine de vaisseaux. A Lisbonne, même audace, même succès, même inertie de la flotte royale et de son amiral, Santa-Cruz, qui laissa les Anglais accomplir paisiblement leur œuvre de destruction. Ainsi le renom maritime naissant de l'Angleterre combattait pour elle : les Espagnols, invincibles sur terre, se reconnaissaient inférieurs sur un autre élément.

La Hollande et l'Espagne ayant au fond un égal désir de continuer la guerre, les hostilités reprirent avec l'année 1587. Mais la campagne s'ouvrit sous des auspices peu favorables pour les pays-Bas. Deventer, cité marchande des plus florissantes, fut vendue à l'Espagne par l'officier anglais qui y commandait. Gueldre, capitale de la province de ce nom, et le fort de Zutphen furent également livrés par leurs commandants anglais. D'un bout à l'autre des Provinces-Unies, un soulèvement général de l'opinion eut lieu contre « ces perfides alliés. » On oublia les services réels rendus par Leicester, et l'héroïsme de Sidney, mort martyr de la liberté hollandaise. L'or de Farnèse, plus puissant encore que ses armes, atteignit un double but, celui de prendre aux Hollandais leurs villes, et de les brouiller avec leurs alliés.

La reine elle-même semblait d'accord avec l'Espagne pour ruiner le crédit de l'Angleterre dans les Pays-Bas. Depuis cinq mois, elle n'avait pas fait passer un shilling à ses troupes, tandis que, pour une année seulement, la

guerre avait coûté à la Hollande 13 millions et demi de francs. Mais Élisabeth avait dans ce moment bien autre chose à faire que de défendre les Pays-Bas : elle avait à en finir avec Marie Stuart, à se délivrer des éternels complots que celle-ci suscitait contre elle du fond de sa prison. Pardonner eût été grand sans doute, mais la raison d'État ne pardonne pas, et la reine ne connaissait d'autre religion que celle-là. Si elle était décidée à faire mourir son ennemie, il fallait le faire franchement, loyalement, à visage découvert; il ne fallait pas hésiter si longtemps entre l'échafaud et le poison, et ne se résigner au premier que faute de trouver un serviteur prêt à se compromettre pour une reine qui l'eût désavoué. Il ne fallait pas enfin, après avoir gardé six jours l'arrêt de mort, signé par des juges complaisants, se le laisser arracher comme à regret par ses ministres, pour feindre ensuite d'en ignorer l'existence, et punir de quinze ans de prison l'infortuné secrétaire qui avait osé le faire exécuter.

Dans ce dernier duel entre les deux reines, la sécheresse, la dureté de cœur d'Élisabeth, sa basse hypocrisie nous révoltent à bon droit. Tout l'avantage ici est du côté de Marie Stuart, qui sait mourir comme elle n'a pas su vivre, avec la résignation d'une chrétienne et la dignité d'une reine. Soyons franc toutefois : les catholiques ont le droit d'accuser Élisabeth de cruauté et de perfidie, ils peuvent faire de Marie une victime, une martyre même, pourvu qu'ils n'en fassent pas une sainte! Les voûtes de Holyrood sont encore teintes du sang de Rizzio, et se souviennent des complots de Bothwell. La place d'une reine comme Marie Stuart n'était pas dans la chaste et puritaine Écosse, c'était à la cour des Valois, plus indulgente en fait de scandales. Sa grâce lascive, sa

facilité de mœurs, son esprit étincelant et hardi étaient faits pour la France; elle se trouvait là dans son atmosphère native, à côté de ses dignes parents les Guise; et quand, veuve à dix-huit ans, elle la quittait en pleurant, il y avait une sorte de prophétie dans le poétique adieu qu'elle lui a laissé.

Nous avons, dans une lettre de Farnèse au roi, une vraie oraison funèbre de Marie Stuart. Il s'efforce de replacer sur le front de cette reine-martyre l'auréole dont l'histoire plus impartiale l'a dépouillée : « Votre « Majesté entendra la lamentable et piteuse fin de la « povre royne d'Écosse. Sans doute ce sera pour elle « une gloire immortelle d'être comptée parmi les mar- « tyrs dont l'Angleterre a vu répandre le sang; mais on « ne peut s'empêcher de la plaindre, quand même elle « portera dans le ciel un diadème plus précieux que tous « ceux de la terre. Je crois fermement que ce sera là le « dernier et le plus odieux de tous les crimes *de cette* « *dame anglaise*, et que le Seigneur lui réserve bientôt « le châtiment qu'elle a depuis si longtemps mérité! »

Ce châtiment, dans la pensée de Farnèse, c'était l'Espagne qui devait le lui infliger. Il y avait maintenant entre le *roi catholique* et Élisabeth un abîme que rien ne pouvait combler. Il fallait certes chez cette dernière une infatuation bien étrange pour ne pas voir que, malgré tous les traités, le sang de la reine d'Écosse serait toujours entre Philippe et elle. Et cependant, tout en frappant d'une main sa rivale abattue, Élisabeth continuait à tendre l'autre à l'Espagne, et à lui offrir pour gage de sa bonne foi son abandon des intérêts hollandais. Depuis qu'elle s'était rapprochée de Philippe, elle était en froid avec tous ses alliés naturels, tous ses anciens amis, Maurice de Nassau, Henri III et même le Béarnais, si

dévoué à elle et à leur commune cause. « Si se mettre « mal avec tout le monde, écrivait l'honnête Walsin- « gham, est l'indice d'un bon gouvernement, alors nous « pouvons nous vanter d'y réussir ! »

Cependant Parme avait reçu d'Italie d'importants renforts, et Philippe s'était enfin décidé à lui envoyer quelques subsides. Le fléau de la disette était presque écarté, la Flandre commençait à respirer. Le moment était donc favorable pour tenter quelque grande entreprise, et Farnèse, tout en traitant avec la reine, résolut d'entreprendre le siége de Sluys. Sluys ou l'Écluse est un port intérieur, situé au nord-est de Bruges, sur un de ces innombrables bras de mer qui se ramifient, comme les bras d'un polype, à travers les îles à demi submergées de la Zélande. Dans ce port, creusé par la nature entre la Flandre et l'île de Kadsand, cinq cents vaisseaux de guerre pouvaient mouiller à l'aise. A défaut d'Ostende, toujours aux mains des Hollandais, un port aussi vaste, aussi sûr, et qui de plus communiquait avec le bras occidental de l'Escaut, était sans prix pour Farnèse, soit qu'il s'agît de soumettre la Hollande ou d'envahir l'Angleterre. La ville, cachée au milieu d'un labyrinthe de canaux, était d'un difficile accès. Une citadelle, soi-disant imprenable comme toutes les citadelles, la protégeait de son feu. Enfin, sauf un étroit ruban du côté de Bruges, la terre ferme manquait pour asseoir les travaux du siége.

Parme avait eu grand'peine à réunir six mille hommes ; c'était avec ces forces imposantes que le premier général du siècle était réduit à assiéger une place fortifiée par l'art et par la nature. La garnison de Sluys se montait à deux mille quatre cents hommes : c'en était assez pour le défendre contre une aussi faible armée. Bientôt, tous

les abords de la ville furent fermés; Parme avait pris au sérieux ce siége qui, à son avis, offrait autant de difficultés que celui d'Anvers. Une de ses lettres au roi peint vivement les souffrances et l'indomptable courage de ses soldats. « Forcés de creuser des tranchées dans un sol « qui n'est ni terre ni eau, inondés par des écluses qu'on « lâche tout d'un coup sur eux, harcelés sans relâche « par le feu plongeant des forts ou par les sorties de « l'ennemi, ils font face à tout, aussi tranquilles qu'en « pleine paix. » Du reste, le courage des assiégés ne le cédait en rien à celui des assaillants. Les bourgeois rivalisaient de zèle avec la garnison ; les femmes même, s'organisant en corps de pionniers, avaient bâti à elles seules une redoute qu'on appela le *fort de Vénus*. Mais tout en se défendant avec courage, les assiégés ne se lassaient pas d'implorer le secours d'Élisabeth et des États. Presque chaque nuit, leurs messagers, au péril de leur vie, traversaient à la nage le bras de mer couvert d'embarcations ennemies. Mais chaque jour les assiégeants gagnaient du terrain, et les secours n'arrivaient pas!

A toute force, on peut comprendre l'insouciance d'Élisabeth, vivant dans l'attente de la paix, et sous le charme des séductions de Farnèse; mais ce que l'on comprend moins, c'est la coupable apathie des États qui laissaient périr Sluys, presque sous leurs yeux, sans rien tenter pour le délivrer. Depuis un mois, quarante pièces de canon tonnaient jour et nuit contre la place. En un seul jour quatre mille coups avaient été tirés : « Je n'ai jamais, « écrivait Parme, assisté à pareille fête. » La brèche avait deux cent cinquante pieds de large; sept assauts avaient été livrés et repoussés avec une égale furie. Des sorties continuelles tenaient les assaillants en haleine. Les mines qu'ils creusaient étaient sans cesse inondées. Les

meilleurs officiers de Farnèse et sept cents de ses soldats étaient hors de combat; mais en revanche, il avait amené ses tranchées jusque dans les fossés de la ville. Dans un camp comme dans l'autre, on ne se couchait plus, on dormait dans les tranchées, sur les remparts, et Parme répétait sans cesse : « Je prendrai Sluys, dût-il m'en « coûter la moitié de mon armée. »

Mais enfin Élisabeth, honteuse peut-être de son inaction, ou ne jugeant pas l'heure venue de rompre avec les Pays-Bas, se décida à leur renvoyer Leicester. Il s'embarqua le 24 juillet, avec trois mille hommes et 30,000 livres sterling, dont la reine n'avait fourni que la moitié. En passant devant Sluys, il put entendre le terrible feu des batteries espagnoles. Mais en arrivant à Flessingue, il n'y trouva que discordes et récriminations. Loin d'y ramener la paix, son arrivée raviva encore les haines des partis. La grande, l'unique affaire, c'était de sauver Sluys. Le commandant de la place proposait un plan, le seul praticable : il consistait à forcer avec la flotte l'entrée du bras de mer qui formait le port de Sluys, pendant que Leicester, avec l'armée anglaise, débusquerait l'ennemi de ses positions en terre ferme. Leicester approuvait ce plan, mais il avait perdu tout crédit, et il suffisait qu'il fût d'un avis pour que les États soutinssent l'avis opposé. Farnèse, cependant, serrait chaque jour la place de plus près, et recommençait devant Sluys son œuvre laborieuse d'Anvers. Cette fois, ce n'était plus sur un fleuve, mais sur un bras de mer qu'il avait dû jeter un pont; mais les obstacles comme les dangers étaient moindres; sauf les sorties des assiégés, aucun ennemi n'était là pour l'inquiéter dans ses travaux. Aussi l'œuvre avait-elle marché avec une rapidité inouïe; le port de Sluys était maintenant fermé, et par

terre comme par mer, personne ne pouvait approcher de la place.

Les braves marins de Flessingue, sentant que leur sort se décidait dans celui de Sluys, avaient résolu d'équiper une flotte à leurs frais pour le sauver ou périr sous ses murs; mais les lenteurs des États, les rivalités de nation et de caste firent tout ajourner, et quand la flotte mit à la voile, le pont était achevé. Le 29 juillet, quand le siége durait déjà depuis deux mois, Maurice et Justin de Nassau débarquèrent à Ostende avec vingt-cinq compagnies de piétons et six cornettes de cavalerie. Leicester les y attendait avec cinq mille Anglais et la flotte de Zélande. Une attaque combinée, par terre et par mer, eût encore pu réussir, malgré le temps perdu; mais tout échoua faute de résolution et de concert. Maurice et l'amiral, jaloux des braves Zélandais, rougissaient d'associer le noble sang des Nassau à d'obscurs bourgeois et à de pauvres pêcheurs. Les Anglais, de leur côté, prétendaient agir seuls, et garder pour eux le danger et la gloire. Leicester, par une maladroite imitation des « engins infernaux » de Gianibelli, lança contre le pont quelques brûlots, sans aucun résultat. Mais, voyant enfin qu'on ne pouvait rien tenter par eau si l'on n'était pas soutenu sur terre, Leicester débarqua ses troupes, et se dirigea sur Blankenberg. S'il eût marché droit sur Sluys, Farnèse était décidé à lever le siége, en se voyant ainsi menacé par terre et par mer à la fois. Leicester de son côté craignait, non sans motif, s'il marchait sur Sluys, de laisser Blankenberg derrière lui. Enfin le noble comte, apprenant que Parme s'apprêtait à faire sur lui un retour offensif, s'en retourna à Ostende, sans avoir assez fait pour sauver l'honneur du nom anglais. Quant aux deux Nassau, sont-ce eux, sont-ce les États qu'il faut en accu-

ser, nous l'ignorons; mais tous deux finirent par faire voile pour la Hollande, au grand désespoir des assiégés qui voyaient disparaître avec eux leur dernière chance de salut.

Sluys avait tout épuisé pour sa défense. De la garnison, il ne restait plus que sept cents hommes valides, et sur vingt pièces de canon, quatre pouvaient encore faire feu. Un dernier message fut envoyé aux États. « La place est démantelée, leur disait-on, la brèche « béante, les remparts dégarnis de canons. Si la place « n'est pas secourue daus un jour ou deux, elle n'a « plus qu'à se rendre. Mais tous, bourgeois et soldats, « femmes, enfants et vieillards, nous avons juré, si on « ne nous accorde pas des conditions honorables, de « mettre le feu à la ville, et d'en sortir tous ensemble « l'épée à la main, pour passer sur le ventre à l'ennemi, « ou mourir en combattant. » Le messager se noya en traversant le bras de mer à la nage; mais la lettre tomba dans les mains de Farnèse, et celui-ci comprit qu'en face de pareils ennemis, il ne serait pas sage de les pousser à bout.

La ville une fois résignée à traiter, Parme se sentit trop heureux de sa victoire pour se montrer difficile sur les conditions. On convint que la garnison sortirait enseignes déployées, avec les honneurs de la guerre. Les habitants qui refuseraient de se soumettre à l'Espagne et à la foi catholique seraient libres de quitter la ville, et de vendre leurs biens. La capitulation fut fidèlement exécutée. Farnèse, digne appréciateur du courage, même chez un ennemi, honora les vaillants défenseurs de Sluys. Aucune vengeance ne fut exercée contre la ville désarmée. Parme, justement fier de sa conquête, ne voulut pas la souiller par d'inutiles cruautés. L'Es-

pagne avait maintenant, sur cet Océan dont on l'avait exclue si longtemps, un havre intérieur, magnifique et sûr, à quelques lieues de l'Angleterre, et à la porte de la Hollande.

Au fond, Leicester avait fait tout ce qui était humainement possible pour sauver Sluys ; s'il n'avait pas réussi, la faute n'en était pas à lui, mais aux deux Nassau, aux États, aux factions et aux rivalités des deux peuples alliés. A dater de ce jour, l'autorité du noble comte fut complétement ruinée dans les Provinces-Unies. S'il pouvait à bon droit rejeter sur les États la faute de son insuccès, ceux-ci avaient une excuse, c'était la méfiance profonde que leur inspirait Leicester. On le soupçonnait, non sans motif, de songer à renouveler contre les libertés des Provinces-Unies l'impuissant attentat du duc d'Anjou. Faussée pour jamais en Hollande, sa position n'était guère meilleure en Angleterre. Élisabeth, tout occupée de coqueter avec Farnèse, n'en fut pas moins sensible à la honte que la perte de Sluys faisait rejaillir sur ses armes. Suivant sa coutume, la fille de Henri VIII s'en prit à tout le monde, aux États, à Maurice, aux agents anglais en Hollande, à Leicester enfin, au lieu de s'en prendre à elle-même.

Enfin, dans cet instant critique, sir Francis Drake étant revenu de Cadix, chargé de gloire et de butin, elle le reçut avec une froideur marquée. Dans sa correspondance secrète avec Parme, elle s'excusa de son mieux de ces hostilités, « commises malgré elle, contre ses ordres exprès ; » elle affirmait (et le fait est vrai, malheureusement pour son honneur) « qu'elle avait « dépêché à Drake un bâtiment pour lui interdire de « commettre aucune attaque contre les ports de S. M. « *catholique*, mais que les vents contraires avaient em-

« pêché son message d'arriver à temps. » Et la sage reine, croyant ainsi avoir apaisé son mortel ennemi, s'endormit dans la douce confiance qu'elle n'avait rien à craindre de Philippe, grâce aux bons offices de son ami Farnèse.

Négocier avec l'Espagne tout en secourant la Hollande, tromper ses amis pour jouer franc jeu avec ses ennemis, c'était se trahir soi-même en trahissant ses alliés ; c'était, au point de vue exclusif des intérêts anglais, la faute la plus grave qu'une reine pût commettre, et sa seule excuse, c'est que tous ses ministres, Walsingham excepté, la partageaient avec elle. Philippe et son lieutenant mentaient, Élisabeth était de bonne foi ; tout l'avantage était donc pour les deux premiers qui gagnaient ainsi du temps, le « grand allié » du *roi catholique*, et cachaient derrière cette comédie de traité leurs préparatifs d'invasion. Avec sa politique à double face, la reine, sans ramener l'ennemi qu'elle caressait, avait fini par se mettre à dos tous ses amis. La France était perdue pour elle, et se débattait dans les convulsions de la guerre civile. La Ligue, jetée hors des gonds par le meurtre légal de Marie Stuart, poussait un long cri de fureur contre « la louve d'Angleterre, » et se jetait de plus en plus dans les bras de l'Espagne qui l'avait prise à sa solde. Henri III, tiraillé entre ses instincts catholiques et ses intérêts protestants, avait cessé de compter en Europe et dans son propre royaume, et prenait lâchement parti pour Guise contre son unique allié, le roi de Navarre. Les huguenots et leur noble chef obtenaient à grand'peine de l'avare Élisabeth quelques maigres subsides. Leicester, depuis son retour en Hollande, avait aliéné à sa souveraine le peu d'amis qu'elle y avait gardés. Les Hollandais savaient maintenant à qui ils

avaient affaire, et se méfiaient de leurs alliés autant que de leurs ennemis. Leicester, qui avait ses instructions, songeait à s'emparer de quelques places fortes et de l'île de Walcheren, pour assurer à l'Angleterre un pied dans les Pays-Bas; mais ses desseins étaient percés à jour, et les États ne le quittaient pas des yeux.

Telle était la situation, au début de 1587, année de préparation qui allait introduire au monde la mémorable année 1588, annoncée par les prophètes comme devant changer la face de notre vieux continent. Tout marchait en effet vers une solution. Philippe et Parme, tout en berçant de paroles de paix la crédule Élisabeth, poussaient sans relâche leurs préparatifs d'invasion. En dépit du coup de main heureux de Drake, plus désavoué que jamais, dès le mois de février, une centaine de vaisseaux, équipés et armés, n'attendaient qu'un signal pour mettre à la voile de tous les ports de la péninsule. Douze mille fantassins espagnols étaient prêts à s'embarquer, sans compter de nombreux volontaires. Farnèse luttait d'activité avec son maître. Les ports de la Flandre étaient encombrés de soldats et de vaisseaux.

Une seule chose pouvait entraver cette expédition si longuement préparée, c'était le manque d'argent. Guise d'un côté, Farnèse de l'autre, étaient insatiables dans leurs demandes de subsides; Philippe n'avait pas assez des trésors des deux Indes pour solder à la fois la guerre civile en France, la révolte en Écosse, l'assassinat en Angleterre, la guerre aux Pays-Bas et l'*Armada* dans la Péninsule. Mais le pape voulut aussi prendre une part active à cette sainte ligue : ne pouvant donner des soldats comme à Lépante, il promit un million d'écus que Philippe accepta de grand cœur, et l'Europe catholique,

moins l'Allemagne, se trouva ainsi enrôlée contre la Réforme aux abois.

Mais quelques galions, échappés aux serres de Drake, vinrent tout d'un coup ramener l'abondance dans les coffres du roi ; aussi se vante-t-il, dans une lettre à Farnèse, « d'avoir réuni plus d'argent qu'on n'en a vu jusque-là dans le monde. » Il lui rappelle qu'en sus des subsides réguliers il lui a déjà fait passer 700,000 ducats (6,300,000 fr.), et lui en annonce 2 millions d'autres (18,000,000 fr.), plus 300,000 ducats pour le duc de Guise. Enfin, il avait encore en réserve 2 millions de ducats, sans compter celui du saint-père. Dans son impatience d'agir, Philippe avait fixé à septembre de cette année le départ de l'expédition. Déjà il voyait dans ses rêves l'Angleterre conquise, et Élisabeth détrônée. L'île hérétique devait être attaquée par trois côtés à la fois : au nord par les Écossais, à l'est par Farnèse et la flotte des Pays-Bas, au midi par l'*invincible Armada.* En septembre, Farnèse devait avoir en Flandre trente mille hommes avec des vaisseaux pour les transporter. A la même époque, Santa-Cruz en débarquerait vingt mille dans l'île de Wight, « et Dieu, « dont ils défendaient la cause, ne pouvait manquer de « leur donner beau temps. » Mais à tout prix il fallait se hâter, et ne pas remettre à l'année prochaine. Les circonstances ne pouvaient être plus propices. La France était en feu, l'Allemagne endormie, la Turquie en guerre avec la Perse ; il fallait saisir le moment, car la paix sur le continent serait la ruine de tous leurs projets. Enfin, avec une exaltation vraiment puérile, Philippe prévoyant vaguement un retard dans cet immense armement, et aimant mieux tout livrer au hasard que de rien différer, engageait Farnèse, s'il était prêt, « à tenter seul

« l'entreprise dès septembre, sans attendre Santa-Cruz. »

Le *roi catholique,* du fond de cette cellule de l'Escurial d'où il essaye de faire marcher le monde, se sent si assuré de la victoire qu'il dicte d'avance à son lieutenant l'usage qu'il en fera quand elle sera à lui. « Vos soldats « ne doivent pas oublier la discipline après la victoire. « Les catholiques doivent être récompensés de leur fidé- « lité, et tous les habitants *traités avec tant de douceur* « qu'ils apprennent à aimer leur nouveau maître. » Enfin, dans son enivrement, il s'oublie jusqu'à dire : « Au moment où je vous écris cette lettre, je ne sais « pas si ma dernière vous aura atteint, *car vous de-* « *vez être déjà en Angleterre...* » A force de hâter de ses vœux le grand événement, il a fini par le croire accompli !

Quant à Farnèse, il ne partage pas, tant s'en faut, la folle ardeur de son maître. Il observe d'un œil inquiet les dangers qui s'amoncellent à tous les points de l'horizon ; mais tant que la paix n'est pas faite en France entre Henri de Valois et les huguenots, il sait qu'il peut marcher, et il marche. Quant à envahir seul l'Angleterre, sans attendre l'*Armada,* il n'y a jamais songé, car il a ce qui manque à son maître, le sens des réalités. Il touche de plus près que lui aux difficultés, et est forcé de compter avec elles. Le Pactole qui afflue à Madrid n'est pas encore arrivé jusqu'à lui ; il est obligé d'acheter aux banquiers d'Anvers de l'argent à tout prix. Et puis, au moment de quitter les Pays-Bas, il songe à la révolte qui va y rester maîtresse du terrain, il craint, s'il n'y laisse pas des forces suffisantes, de voir se détacher de l'Espagne jusqu'aux provinces fidèles. La mer lui est toujours fermée ; sa flotte est bloquée dans l'Escaut, et de Sluys, sa récente conquête, pas un vaisseau n'ose sor-

tir, car les croiseurs hollandais sont maîtres du détroit, et remontent l'Escaut jusqu'aux portes d'Anvers.

Les semaines, les mois s'écoulaient : l'été était passé, l'automne allait le suivre, et l'*Armada* était toujours à l'ancre dans les ports de l'Espagne. Farnèse, avec sa flotte de transports et de bateaux plats, sans un vaisseau de haut bord pour les protéger, attendait l'arrivée de Santa-Cruz pour oser prendre la mer ; car les deux expéditions avaient besoin de s'appuyer l'une sur l'autre. Dans l'intervalle, les fièvres d'automne décimaient ses soldats, et au moment où Philippe le croyait à Londres, à peine avait-il sur pied la moitié des forces nécessaires à l'invasion.

Quant à Élisabeth, aveugle volontaire, elle fermait les yeux pour ne pas voir, et s'obstinait à croire à la paix, en dépit des bruits de guerre qui lui venaient de tous côtés. Le seul de ses ministres qui entrevît la vérité, et qui osât la lui dire, Walsingham, avait beau lui détailler le nombre de soldats, de transports et de bateaux plats que possédait Farnèse, ni la reine, ni Burghley n'en voulaient rien croire : Philippe ne soupirait qu'après la paix ; Parme, le plus loyal des hommes, l'attestait sur son honneur, le moyen d'en douter ? Leicester, comme sa souveraine, s'était longtemps bercé de l'idée que, la paix une fois faite, la Hollande finirait par s'y résigner ; mais il avait enfin ouvert les yeux. Il insistait sur les menaçants préparatifs de Farnèse ; il pressait la reine d'armer ses forteresses, de réunir des munitions, des vaisseaux, des soldats. Mais Élisabeth, affolée de paix, restait sourde à tous ces sages conseils ; elle s'offensait qu'on pût douter de la bonne foi de Philippe. Et dans ce moment même, le pape négociait avec lui un mariage entre l'infante Ysabel et le jeune roi d'Écosse, pour les

asseoir tous deux sur le trône d'Angleterre, avec Philippe pour héritier, dans le cas où son gendre mourrait avant lui !

Enfin, pour donner à l'Espagne un dernier gage de sa bonne foi, la reine se décida à rappeler de Hollande son favori, gravement compromis par la découverte d'un complot qui devait mettre entre ses mains la ville de Leyde. Les conjurés furent mis à mort, et Leicester, sentant sa position perdue, se hâta de quitter ce pays où il laissait le nom anglais moins respecté et moins influent que jamais. Les États, avec Barneveldt et Maurice à leur tête, demeurèrent seuls dépositaires de l'autorité, si imprudemment confiée à un étranger qui ne l'avait reçue que pour en abuser. Leicester, à dater de ce jour, disparaît de cette histoire, et, parmi toutes les fautes d'Élisabeth, la moins grave n'est pas d'avoir remis en de pareilles mains la cause de la liberté des Pays-Bas.

Il tardait à Élisabeth de donner à la face du monde un gage éclatant de son désir de se rapprocher de l'Espagne : elle en saisit l'occasion en envoyant une députation au duc de Parme pour implorer ses bons offices en faveur de la paix. Ces négociations, après trois mois de durée, n'eurent pour résultat que de laisser à la flotte espagnole le temps d'arriver sur les côtes d'Angleterre. Ostende, le seul point de la Flandre dont Farnèse ne fût pas maître, était alors aux mains des Anglais, qui auraient voulu y placer le siége des négociations ; mais Parme allégua l'honneur de son maître, qui ne lui permettait pas de traiter dans une de ses villes rebelles ; ce qui n'empêcha pas le fier Italien de se glisser dans Ostende, déguisé en laquais, à la suite d'un de ses envoyés, pour y étudier les points faibles par où il pourrait attaquer la place ; et Philippe, en l'apprenant,

gronda son neveu de s'être ainsi exposé à terminer cette noble vie par la fin peu honorable qu'on a de tout temps réservée aux espions.

Les envoyés de la reine traversèrent, pour voir Farnèse, la Flandre désolée et presque déserte. Les rares paysans qu'ils apercevaient, sortant de leurs chaumières en ruines, faisaient retentir à leurs oreilles des cris de paix, qui achevèrent de tromper la reine sur les dispositions du pays; car elle le jugea d'après les lâches qui le trahissaient, et non d'après les nobles cœurs qui avaient préféré l'exil à la défection. Aussi les envoyés n'en furent-ils que plus ardents à mendier auprès de Farnèse cette paix qu'Élisabeth implorait avec une candeur si touchante. Parme, qui n'avait qu'une pensée, celle de gagner du temps, discuta pendant un mois sur le siége des négociations, et pendant un autre sur les vérifications des pouvoirs. Et pourtant ces éternels délais ne suffirent pas à ouvrir les yeux de la reine.

Du reste, si l'on veut s'édifier sur la loyauté de Farnèse, il suffit de lire une de ses lettres à Philippe : « Il « faut absolument que V. M. m'envoie ses pleins pouvoirs, « ne fût-ce que pour tenir en haleine les négociateurs, à « moins que l'*Armada* ne doive arriver bientôt... Car je « sais que les négociations n'ont pour but que d'amuser « la reine, et de gagner du temps jusqu'à la venue de la « flotte. ». Deux jours après, le même Farnèse déclare à un des envoyés anglais « qu'il ne connaît au roi « aucune mauvaise intention contre la reine et ses États. « Il a bien entendu parler de vaisseaux, armés par le « *roi catholique* contre un certain Drake ou Draake, qui « l'a tant de fois outragé; mais, *sur son honneur*, il n'a « jamais entendu parler d'aucun dessein contre la reine « et contre l'Angleterre! »

Mais, tout en cherchant à tromper les autres, Farnèse ne s'abuse pas lui-même sur les difficultés de l'entreprise : « La conquête de l'Angleterre, écrit-il encore, « n'eût pas été chose aisée, quand même on fût parvenu « à la prendre par surprise. Mais maintenant, l'ennemi « est averti, il est fort, il est armé, et nous sommes « faibles, comparés avec lui. Le danger et l'incertitude « sont grands... Mais je n'en suis pas moins aux « ordres de V. M., moi, ma vie et tout ce que je pos« sède; car probablement, avant que je n'aie reçu réponse « à cette lettre, la flotte d'Espagne sera venue, et j'aurai « tenté le passage en Angleterre. »

Le but de Farnèse était atteint : trois mois s'étaient écoulés avant que les envoyés des deux cours fussent parvenus à s'aboucher ; car la diplomatie du XVI[e] siècle surpassait encore la nôtre dans la science des préliminaires, et dans l'art laborieux de parler sans rien dire. Un mois plus tard, on avait avancé d'un pas : l'Angleterre avait demandé une trêve de vingt ans, et l'Espagne l'avait refusée net, en proposant un armistice qu'on pourrait toujours dénoncer, après six jours de délai. Et cependant, pour appuyer ses représentants, la reine avait envoyé une flotte de trente-deux vaisseaux croiser devant Ostende. Certes, la conduite de Farnèse aurait dû dessiller les yeux les plus obstinément fermés ; mais les envoyés, fascinés comme leur reine par la grâce décevante du prince, ne tarissaient pas dans leurs lettres en éloges sur sa bonne foi ; jusqu'au défiant Walsingham avait fini par y croire.

Sur ces entrefaites, le fougueux Sixte-Quint lança contre Élisabeth une bulle furibonde où il la dénonçait comme bâtarde, usurpatrice, et conférait ses États à Philippe II, pour qu'il les tînt en fief du saint-siége. Cette

bulle, véritable machine de guerre, ne devait être publiée que quand l'armée d'invasion serait débarquée en Angleterre; mais le saint-père avait trop tôt démasqué ses batteries : le moindre inconvénient de cette fausse démarche devait être d'éclairer Élisabeth sur l'inanité de ce prétendu traité de paix qui, comme le cheval de Troie, portait la guerre dans ses flancs. Mais rien ne put rebuter l'opiniâtre crédulité de la reine et de ses envoyés. Après la bulle, vint un pamphlet incendiaire, publié à Anvers par le cardinal anglais Allen, où l'on chargeait la reine de tous les crimes que peut inventer la haine la plus noire. Élisabeth, un peu ébranlée dans sa foi, écrivit pourtant à ses agents le 9 juillet : « Ayant « découvert que les négociations n'ont pour but que de « nous tromper ; sachant par divers côtés que les pré- « paratifs qui se font en Espagne sont destinés contre « nous;... apprenant enfin par ladite bulle que le duc « de Parme est choisi par le roi d'Espagne pour exécuter « l'entreprise, nous ne pouvons honorablement continuer « à traiter de la paix quand, sous couleur de négocier, « on prépare contre nous une guerre d'extermination. » (Mss, cité par Motlly, t. II, p. 401.)

A entendre ce fier langage, qui ne croirait Élisabeth prête à rompre avec Farnèse? Et pourtant il n'en est rien : elle se prête elle-même à ce qu'on la trompe, et enjoint à ses envoyés d'éclaircir la chose avec le duc, et de lui demander, « sur sa parole d'homme d'honneur, « ce qu'elle doit penser, en l'assurant d'avance qu'elle « s'en rapportera à ses assertions. » L'envoyé anglais, docteur Dale, en voyant toutes les routes couvertes de soldats, joyeux d'aller en Angleterre comme à la croisade, en apprenant que le duc est allé pieds nus faire un pèlerinage à Notre-Dame de Halle pour implorer sur son

entreprise la bénédiction de la Vierge, est aussi un instant ébranlé; mais le langage du prince est si affirmatif, si loyal, son dévouement à la reine et à « la sainte cause de la paix » se révèle par de si éloquentes protestations, que le digne docteur rougirait de conserver le moindre doute. Farnèse, en effet, « ne sait rien de la bulle du « saint-père, et ne s'en soucierait guère s'il la connais- « sait; il n'a pas même entendu parler du pamphlet du « cardinal. Tout ce qu'il sait, c'est qu'il a pour la reine « un tel respect qu'il ne pourrait pas entendre quelque « chose qui ressemblât à une offense contre elle. Pour « éviter l'effusion du sang et les maux de la guerre, il « a pressé son maître de travailler avec lui à cette « œuvre bénie de paix, et il laisse le reste entre les « mains de Dieu! »

Et cependant, au milieu de toutes ces incertitudes, un vague sentiment de la réalité se faisait jour, même chez les plus incrédules. Les États de Hollande venaient d'adresser à la reine une députation de pasteurs pour l'avertir solennellement que « la cause de la religion « réformée était perdue à jamais si elle venait à traiter « avec l'Espagne. » Mais quant à la prochaine apparition de l'*Armada* sur les côtes d'Angleterre, même les plus clairvoyants avaient peine à y croire. Walsingham ajournait à un an le départ de l'*Armada* : « Le roi d'Es- « pagne, disait-il, est trop vieux pour conquérir des « royaumes. » Dix jours avant que la flotte espagnole ne parût devant Plymouth, on la croyait, à Londres, dispersée par la tempête, ou rentrée dans ses ports pour n'en plus ressortir. Quant aux préparatifs de Farnèse, trop évidents pour être niés, on les croyait dirigés contre Ostende. L'orgueil national ne pouvait se faire à l'idée que l'Angleterre pût être menacée même par l'Espagne.

A Paris, on n'en savait guère plus qu'à Londres sur les secrets desseins de *S. M. Catholique*, mais en général on ne prenait guère au sérieux ses immenses préparatifs. C'était un dicton populaire que « l'éléphant « accoucherait d'une souris. » Vers le milieu de juillet, on pariait encore six contre un à Paris que la flotte espagnole ne s'aventurerait jamais dans les eaux de l'Angleterre, de peur des croiseurs anglais et hollandais. Un moment même, l'imbécile Valois, chassé de sa capitale par la journée des *Barricades*, avait craint que Philippe, déjà maître de la France par les Guise et la Ligue, ne tournât contre lui ses formidables armements, pour lui ôter l'ombre de royauté qui lui restait. Mais bientôt détrompé, il avait fait dire à la reine qu'elle eût à pourvoir à la défense de son pays, car il savait de science certaine que l'armement était dirigé contre l'Angleterre.

Quant à la Hollande, elle était loin de partager l'aveuglement d'Élisabeth et de ses ministres. Le sentiment d'un danger commun aux deux pays avait fait taire les justes ressentiments des Provinces-Unies contre Leicester et sa perfide reine. Quelle que fût la destination de l'*Armada*, il fallait se tenir prêt à la recevoir. Un décret de l'amirauté avait enrôlé, de force ou de gré, tout navire au-dessus de trois cents tonneaux dans la flotte hollandaise. Les États, oubliant leurs injures, avaient fait offrir à Élisabeth une escadre pour servir sous les ordres de ses amiraux. Les forces navales que la République, par un effort suprême, était parvenue à mettre sur pied montaient en tout à quatre-vingt-dix navires de guerre et cinquante vaisseaux marchands, dont quelques-uns jaugeaient jusqu'à douze cents tonneaux. La Hollande, comme naguère Athènes, se sentait gardée par ses *murailles de bois*, semées sur toutes mers.

Le peuple anglais lui-même était loin de partager l'aveuglement de sa souveraine. Cette longue parodie de négociations avait soulevé la même réprobation en Angleterre que dans les Pays-Bas. Au contact du patriotisme hollandais, le pouls national se remit à battre, et l'Angleterre retrouva sa force en se sentant menacée. Alors, comme si un voile fût tout à coup tombé de ses yeux, elle se vit désarmée en face de son redoutable ennemi; ses villes dégarnies de remparts, ses arsenaux vides, ses milices sans armes et sans chefs pour les commander. L'île orgueilleuse, jusque-là, s'était crue assez gardée par les mers dont elle était reine; et voici que, après avoir semé la terreur dans tous les coins du monde espagnol, elle, si habituée à attaquer, en était réduite à se défendre!

Mais aussi ce fut un noble spectacle que de voir ce peuple énergique se réveiller de sa torpeur, et donner à sa reine l'exemple qu'il aurait dû en recevoir. Un frémissement électrique courut d'un bout à l'autre du pays. Élisabeth elle-même finit par se laisser entraîner à cet irrésistible courant : elle demanda du secours à tous ses alliés, au Danemark, à la Hollande, à l'Allemagne et jusqu'au Grand-Turk. Ses yeux s'ouvrirent enfin : elle vit l'abîme où sa folle confiance avait poussé l'Angleterre. Sur terre, sur mer, rien n'était prêt pour la défense, et c'est à elle seule que l'on devait s'en prendre : elle avait trahi ses sujets en même temps que ses alliés, A force de croire la guerre impossible, elle s'était mise hors d'état de la faire. Elle possédait, il est vrai, sur le papier, une armée de quatre-vingt mille hommes, mais ses forces réelles n'allaient pas à moitié de ce chiffre. L'armée régulière, sous les ordres de Leicester, montait à peine à quinze mille hommes, et chaque comté en

était réduit à ne compter que sur lui-même pour se défendre.

La marine royale n'était pas en meilleur état ; elle se réduisait, en tout, à trente-quatre vaisseaux, de mille à trente tonneaux. Tout son tonnage réuni ne dépassait pas onze mille tonnes, le chiffre que jauge aujourd'hui un seul de ses navires, le *Great-Eastern*. Tous ses bâtiments ensemble ne portaient que huit cent trente-sept canons, et six mille trois cents hommes d'équipage. Mais le dévouement et le courage privés suppléaient, là comme pour l'armée de terre, à l'insuffisance des ressources de de l'État. Chaque grande ville, chaque port du royaume avaient été taxés à un certain nombre d'hommes et de vaisseaux. Londres avait doublé son contingent, en armant dix mille hommes et trente navires, et les autres villes avaient suivi son exemple. Vers la fin de juillet, l'Angleterre avait sur mer près de deux cents navires, incomplétement équipés, mais montés par seize mille marins exercés. Les petits bâtiments y étaient plus nombreux que les grands, mais plusieurs dépassaient cinq cents tonneaux ; un seul, le *Triumph*, en comptait plus de mille, et portait quarante-deux canons et cinq cents hommes d'équipage. Lord Howard, le grand amiral, inspirait à ses marins et à son pays une confiance illimitée. Sir Francis Drake et lord Henri Seymour, qui auraient pu être ses rivaux, n'avaient pas hésité à servir sous ses ordres. Depuis le mois de mars, au milieu même des tempêtes de l'équinoxe, Howard croisait dans le canal, attendant l'*Armada* qui ne venait pas. En visitant les ports de la Hollande, il y avait été reçu avec un enthousiasme qui rappelait les beaux jours de l'alliance entre les deux pays.

Pendant ce temps, la flotte hollandaise n'était pas oi-

sive. Par une croisière sans relâche, elle tenait enfermés dans Sluys et dans Anvers les innombrables bâtiments que Farnèse y avait réunis. Vainement celui-ci avait fait de la Flandre entière un chantier, il ne pouvait pas en faire sortir un seul vaisseau. La Flandre épuisée n'avait pas même la consolation de voir atteint le but auquel on l'avait sacrifiée. En attendant que l'Angleterre fût prête, la Hollande marchait en avant, sans regarder même si son alliée la suivait; et, bloquant l'orgueilleuse Espagne dans cette impasse de la Flandre, elle semblait dire au monde que, dût-on la chasser du continent, elle serait toujours victorieuse et libre partout où ses vaisseaux pourraient aborder.

Ainsi, sauf l'Allemagne, trop intéressée à vendre ses soldats aux deux concurrents pour prendre parti dans la lutte, l'Europe, partagée entre les deux camps, assistait avec une sympathie ardente à ce spectacle, un des plus grands que l'histoire ait jamais donnés. Là où les rois et les peuples n'osaient pas se prononcer, les individus l'avaient fait, à leurs risques et périls. La cause catholique, comme celle de la Réforme, avait aussi dans le camp espagnol ses volontaires, ses champions, ses futurs martyrs. Une foule de nobles aventuriers, nombre de princes allemands, dont un archiduc, servaient sous les drapeaux de Farnèse; avec un fils naturel de Philippe, un bâtard de Savoie, un autre des Médicis, et jusqu'à un Émir marocain. Des catholiques anglais, traîtres à leur pays, mais fidèles à leur foi, venaient sans scrupule porter les armes contre leurs concitoyens; car, à cette époque, la vraie patrie c'était la religion; l'autre ne venait que bien loin après elle.

Farnèse se surpassait lui-même, faisant face à tout avec cette prodigieuse activité dont lui seul avait le se-

cret. Trente-deux navires de guerre étaient à l'ancre dans le port de Dunkerque, sans pouvoir, il est vrai, en sortir; à Nieuport, cent bateaux à fond plat, dont chacun pouvait porter trente chevaux, avec les ponts pour les embarquer. Les matelots seuls manquaient, et Parme en faisait chercher, ainsi que des vaisseaux, jusqu'au fond de la Baltique. De l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne lui arrivaient des recrues; les routes étaient couvertes de ses soldats. L'Europe semblait se soulever tout entière pour vider cette grande querelle. Dès les premiers jours de mai, Parme comptait sous ses drapeaux près de soixante mille hommes, et pouvait en embarquer trente-six mille, dont quatre mille Espagnols, neuf mille Allemands, trois mille Italiens, mille Bourguignons et mille Irlandais ou Écossais. Beaucoup avaient vendu à vil prix leurs chevaux et leurs équipages, comptant en trouver de plus beaux en Angleterre. Cette armée coûtait à l'Espagne 500,000 écus par mois (un peu moins de 3 millions de francs), chiffre qu'on trouverait aujourd'hui bien modeste. Tel est l'aspect que présentait l'ouest de notre continent vers le milieu de 1588, mémorable année où il semble que le destin du monde va se décider, et que le Dieu des armées va enfin choisir entre les deux cultes qui se disputent encore aujourd'hui l'avenir des sociétés modernes.

CHAPITRE II.

L'INVINCIBLE ARMADA

1588.

L'heure est venue où les immenses préparatifs de l'Espagne pour la conquête de l'Angleterre vont enfin aboutir à un résultat. L'Europe en suspens va voir finir sa longue attente; le monde va savoir à laquelle des deux races, latine ou anglo-saxonne, auquel des deux principes, catholicisme ou réforme, il est destiné à appartenir. Philippe est prêt enfin, ses éternels délais ont cessé; il est maintenant aussi impatient d'agir qu'il en était effrayé naguère. Farnèse aussi est prêt, mais à une condition, qu'a oubliée Philippe : c'est que l'*Armada* vienne appuyer sa flottille de transports et de bateaux plats, incapable de tenir la mer, si ce n'est pour quelques heures et par le beau temps.

Depuis quelques mois, Farnèse avait fait des prodiges : voyant que la mer lui était fermée, il avait creusé des canaux, créé ou perfectionné toutes les voies intérieures pour relier à Gand, sa place d'armes, les ports dont il était maître, Sluys, Nieuport et Dunkerque. Après avoir couvert de chantiers toute la surface de la Flandre, il avait fait transporter par eau, sur des bateaux plats, ses vivres, ses munitions, sur les points de la côte qui lui

appartenaient. Il était prêt, même avant Philippe. Celui-ci, dans son impatience fiévreuse, aurait voulu que son armée des Pays-Bas, embarquée sur cette flotte de coquilles de noix, où hommes et chevaux entassés pouvaient à peine rester quelques heures, attendît patiemment, toujours prête à mettre à la voile, l'arrivée de l'*Armada*, ou la devançât même en Angleterre. Ajoutons que tous les mouvements de Farnèse et de ses soldats devaient s'opérer sous la surveillance incessante des croiseurs zélandais qui venaient les braver jusque dans le port. Les Espagnols, saisis depuis le siége d'Anvers d'une terreur superstitieuse, n'osaient affronter ces « êtres amphibies » qui, au milieu d'une mer en furie, semblaient se trouver dans leur élément. Parme, poussé à bout par leurs provocations, avait une fois lâché contre eux, avec l'élite de ses barques, un millier de ses meilleurs soldats, et pas un de ses hommes n'en était revenu.

Et c'était dans de pareilles conditions, après les lettres réitérées où Parme écrivait à son maître que, « sans une « base d'opérations comme Flessingue, et une flotte de « vaisseaux de haut bord pour balayer le détroit, et « frayer la route à son armée, il ne pouvait rien faire, » c'est à ce moment que Philippe le pressait de tenter seul, sans attendre l'*Armada*, la conquête de l'Angleterre, plus facile suivant lui que celle des Pays-Bas. Tous ses plans étaient ainsi déjoués, toutes ses savantes combinaisons ruinées par l'incroyable aveuglement de son maître; et pour comble de disgrâce, il lui fallait encore s'incliner en silence, et comme dit le proverbe espagnol, obéir à des ordres qu'il ne pouvait exécuter (*obedecer, y no cumplir*).

On nous trouvera peut-être sévère envers Philippe; mais voici ce que pensait de lui un homme, assez grand

lui-même pour se connaître en grandeur, le pape Sixte-Quint qui, catholique non moins ardent, gémissait d'être condamné à avoir pour allié un Philippe II, et pour ennemis une Élisabeth et un Henri de Navarre. Un banquier de la cour de Rome, fort mêlé à la politique du temps, écrit à Idiaquez, le secrétaire d'État pour la guerre, que, quand le saint-père a appris les exploits de Drake à Cadix, il n'a pas craint de dire tout haut : « *S. M. Catholique* est une personne de peu de valeur, « qui n'en a jamais fini de se décider, et qui ne se décide « que quand il n'est plus temps. *La quenouille de la « reine d'Angleterre vaut plus que l'épée du roi d'Es-« pagne!* » Aussi le pontife, pour mettre d'accord ses penchants avec son devoir, faisait-il sous main tous ses efforts pour amener Élisabeth au catholicisme. Burghley, premier ministre de la reine, au courant par ses espions de ce qui se passait à Rome, y donnait à entendre, pour amorcer le saint-père, que « la reine songeait sérieuse-« ment à franchir le pas ; » et l'ambassadeur d'Espagne à la cour de France, Mendoza, écrivait à Madrid que « le saint-père devenait froid pour la bonne cause, « depuis qu'il essayait de convertir l'*Anglaise* à la foi « catholique. »

Nous connaissons la situation des divers personnages, arrivons maintenant sur le théâtre de l'action. Toute grande entreprise peut se réduire à deux termes, une pensée, et un homme pour l'exécuter. La pensée appartenait à Philippe, c'était l'invasion de l'Angleterre; l'homme, c'était Farnèse. Mais pour qu'il pût agir, il fallait lui amener l'escadre espagnole, et concentrer dans ses mains toutes les forces et tous les pouvoirs. Le seul officier, dans la marine de Philippe, capable de diriger une aussi vaste flotte, était Santa-Cruz. A ses rares

qualités d'homme de mer, il joignait un don plus rare encore : dans sa longue carrière de marin, il avait toujours été heureux. Lorsque le roi, mettant à bon droit toute sa confiance dans le duc de Parme, l'investit du commandement en chef de l'expédition, Santa-Cruz, dès longtemps jaloux de Farnèse, ne put cacher son dépit. Or Philippe voulait qu'on adorât ses ordres, au lieu de les discuter. Dès lors commença pour le vainqueur de Lépante une série de déboires et de royales réprimandes, où l'aménité de la forme ne sauvait pas la rigueur du fond. Elle aboutit à la mort de Santa-Cruz, survenue en février. Il s'éteignit, le cœur brisé par l'ingratitude de son maître et les efforts surhumains qu'il avait faits pour mettre sa flotte en état de partir.

C'était le seul amiral digne de ce nom que possédât l'Espagne. Son inertie à Lisbonne, lors du coup de main de Drake, ne prouvait qu'une chose : c'est que, sous un chef trop exigeant, la crainte de se compromettre suffit pour paralyser le courage ausi bien que le talent. Pour le remplacer, il fallait un marin expérimenté; on choisit un grand d'Espagne de première classe, l'homme le plus riche de la péninsule, le duc de Medina Sidonia. On verra bientôt si l'Espagne avait gagné au change.

Fatigué des hésitations et des délais sans fin de son roi, Farnèse ne cessait de lui écrire que « ses troupes, « entassées dans les ports et lasses de leur inaction, fon« daient sous les maladies; qu'au lieu de trente mille « hommes, il n'en avait plus que dix-sept mille, et « qu'il ne les aurait pas longtemps; qu'enfin, sans les « six mille vétérans que devait lui amener l'*Armada*, il « ne pouvait tenter l'entreprise, ne voulant pas, sous « peine de perdre tout le fruit de ses travaux, trop dégar« nir les Pays-Bas; car, ajoutait-il, quand nous nous

« flattions de prendre l'Angleterre par surprise, nous « n'avons jamais pensé à y employer moins de trente « mille hommes ; et maintenant qu'elle est sur ses « gardes et prête à nous recevoir sur terre et sur mer, « il en faudrait au moins cinquante mille. » (*Archives de Simancas*, mss.)

Mais Philippe avait dès longtemps cessé d'écouter les avis les plus sages, quand ils heurtaient ses idées préconçues. Plus il avait tardé longtemps, et plus il se sentait pressé de tenter l'aventure. Le 30 mai 1588, sa flotte qui, depuis un grand mois, attendait à Lisbonne des vents favorables, put enfin mettre à la voile. Le cardinal-archiduc Albert, vice-roi de Portugal, lui donna la bénédiction du départ. L'immense armement se composait de cent cinquante vaisseaux, jaugeant environ soixante mille tonneaux, et armés de plus de trois mille canons. Les troupes embarquées montaient à près de vingt mille soldats et huit mille deux cent cinquante-deux marins, sans compter deux milliers d'esclaves, enchaînés à la rame. Ajoutez-y une foule de volontaires, des plus nobles familles de la péninsule, qui, avec leur suite, ne montaient pas à moins de deux mille hommes : chirurgiens et médecins s'y trouvaient aussi en grand nombre. Alarcon, vicaire général de l'Inquisition, était venu avec trois cents prêtres au moins, réclamer pour le Saint-Office sa part des dépouilles de l'hérésie. On évalue à 12 millions de ducats (108 millions de francs) le chiffre total de ce que l'*Armada* avait coûté à l'Espagne. La dépense journalière se montait à 12,000 ducats, celle des vaisseaux et des troupes de Farnèse à 18,000, ce qui faisait pour le trésor une charge totale de 30,000 ducats (270,000 fr.) par jour, ou 97 millions de francs par an, somme prodigieuse pour l'époque.

La force des vaisseaux variait de trois cents à treize cents tonneaux. L'Espagne seule, grâce à ses relations avec le nouveau monde, possédait alors des navires de cette force, si dépassée depuis. On y comptait une soixantaine de galions, énormes machines encombrées d'hommes et de munitions, et qui n'étaient propres ni à la marche ni au combat. Mais le plus beau spécimen de l'architecture navale de l'époque, c'étaient les *galéasses*, bâtiments de luxe et de combat, d'un tiers plus grands que les galères ordinaires, avec château d'arrière, château d'avant, et des bancs pour trois cents rameurs sur les deux flancs du navire. Il n'y en avait que quatre dans l'*Armada*, toutes venues de Naples, car les ports de l'Italie avaient lutté d'activité avec ceux de l'Espagne; toutes chargées de sculptures dorées, de statues de saints et de massifs ornements. Appartements d'honneur, salons somptueux, chapelle, chaire à prêcher, infirmerie, bande de musique pour célébrer la victoire à venir, rien n'y manquait, si ce n'est l'agilité dans la marche et la faculté de virer aisément, la première des conditions d'un vaisseau. Quatre galères, taillées sur le patron des *galéasses*, n'en différaient que par leurs dimensions plus modestes. Le reste se composait de transports, chargés de munitions et de vivres pour six mois, la plupart hors de service et trop vieux pour résister aux rudes assauts des mers du nord; enfin d'*assabres*, de *pataches* et de *caravelles*, petits vaisseaux à rames destinés à assister les grands.

L'*Armada* était partagée en dix divisions; chacune portait le nom d'une des provinces du royaume, et avait son commandant spécial. Valdez, le meilleur officier de la marine espagnole après Santa-Cruz, était à bord du vaisseau amiral pour aider de ses conseils l'inexpérience du commandant en chef. Don Alonzo de Leyva, le vété-

ran le plus renommé des guerres d'Italie, était commandant en second.

Si, pour juger l'entreprise de Philippe, on se place au point de vue de nos jours; si l'on songe d'une part où l'Angleterre est montée, de l'autre, où l'Espagne est descendue pendant ces trois siècles écoulés, on sourira à l'idée de conquérir cette île orgueilleuse avec trente mille hommes et cent cinquante vaisseaux. Mais tout événement historique veut être jugé à sa date, et non pas à la nôtre. L'Espagne était à cette époque la première puissance continentale; l'Angleterre n'était rien sur terre, et commençait à peine à voir poindre sa grandeur maritime. Qu'on fasse aussi large qu'on voudra la part des fautes et de l'aveuglement de Philippe, deux faits n'en restent pas moins acquis : le premier, c'est qu'une aussi gigantesque entreprise dut frapper vivement l'imagination des hommes, toujours prêts à se courber devant tout ce qui dépasse le commun niveau; le second, c'est que, si les mesures avaient été mieux prises, et le concert mieux établi; si Farnèse, abritant sa flottille de barques sous les canons de l'*Invincible Armada*, avait jeté trente mille hommes sur le sol anglais, et marché à leur tête droit sur la capitale, nous ne disons pas que l'Angleterre eût été conquise; on n'a pas si bon marché d'un peuple énergique qui combat sur son propre sol, pour ses autels et pour ses foyers; mais du moins le sac d'Anvers, dont le souvenir électrisait les soldats de Farnèse, eût pu se renouveler sur une plus vaste échelle, et l'histoire aurait eu à conter une autre *furie espagnole*, plus sanglante que la première. Dans l'état de dénûment où l'imprévoyance d'Élisabeth avait laissé l'Angleterre, avec des milices sans armes, sans chefs, sans discipline, la reine pouvait être chassée de sa capitale, et la dévastation et le pil-

lage se promener librement sur tout le midi du royaume.

Mais deux choses devaient sauver l'Angleterre : les fautes de ses ennemis, et sa marine, alors comme aujourd'hui son plus ferme rempart et la plus énergique manifestation de son esprit national. La Hollande d'ailleurs, oubliant ses injures, veillait aussi au salut de son infidèle alliée. Les deux marines rivales allaient donner à Philippe la leçon qu'il avait méritée, et montrer au monde une fois de plus que les deux libertés, religieuse et politique, sont invincibles quand elles s'appuient l'une sur l'autre.

Philippe qui, du fond de son Escurial, prétendait diriger jusqu'aux vents et aux flots, avait minutieusement tracé ses instructions au chef de l'*Armada*. Medina devait cingler droit sur Calais, et y attendre Parme, en mouillant près de la côte de France. Ainsi, le rendez-vous était donné sur le point le plus resserré du détroit, et le plus exposé aux courants et aux orages, sans un port ami où l'on pût chercher un refuge; car, pour ménager les susceptibilités du roi de France, l'*Armada* avait ordre de ne pas toucher à Calais. Farnèse, pour la rejoindre, devait partir de Nieuport, petit havre intérieur près de Dunkerque; Sluys, trop éloigné du détroit, était hors de question, et Ostende était encore aux mains des Anglais. Quant aux croiseurs hollandais, Philippe avait sans doute pensé que la nouvelle de l'arrivée de la flotte dans ces mers suffirait pour les mettre en fuite. Délivré d'eux, Farnèse devait opérer sa jonction, à jour fixe, avec Sidonia, à moins qu'il n'eût déjà devancé l'*Armada* en Angleterre. Une fois débarqué, il n'avait plus qu'à marcher droit sur Londres, pendant que Sidonia s'emparerait de l'île de Wight, et se hâterait de s'y fortifier. Puis, comme la conquête de l'Angleterre était infaillible, et ne devait coûter ni temps

ni efforts, l'*Armada*, n'ayant plus rien à y faire, quand tout serait soumis, se dirigerait vers l'Irlande, et la réduirait en passant. On s'étonne, dans ce beau plan, de voir l'Écosse oubliée; mais les catholiques écossais, malgré les menées de Farnèse, ne s'étaient pas montrés disposés à vendre leur pays à l'étranger. Chez eux comme chez les catholiques anglais, l'approche de l'invasion avait réveillé le sentiment national, si puissant dans ce pays, où le sentiment religieux ne fait pourtant pas défaut. Le roi Jacques lui-même, gagné par les promesses et l'or d'Élisabeth, avait fini par s'allier à celle qui avait fait périr sa mère plutôt qu'à celui qui voulait la venger.

Jusqu'au dernier moment, Parme avait protesté contre ce plan insensé. Dans toutes ses lettres, il rappelait à Philippe que, l'escadre de Flandre manquant de vaisseaux de haut bord, comme l'*Armada* de bâtiments légers, les deux flottes avaient besoin de se compléter l'une l'autre; mais Philippe avait cessé d'avoir des yeux pour voir et des oreilles pour entendre. En songeant à tout ce que lui avaient coûté sa flotte et son armée des Pays-Bas, il ne pouvait s'habituer à l'idée que tant d'argent et tant d'efforts eussent été dépensés en vain, et que quelques pêcheurs hollandais pussent arrêter le cours d'aussi grands événements.

On se fera une idée des qualités de marche des navires de l'*Armada*, et de la difficulté de faire mouvoir une masse aussi confuse, quand on saura qu'elle mit trois semaines à se rendre de Lisbonne au cap Finistère. Là, un violent coup de vent la dispersa dans toutes les directions. Les lourds galions, les transports, chargés au delà de ce qu'ils pouvaient porter, incapables de lutter contre la tempête, durent fuir devant le

vent. Plusieurs sombrèrent avec tous ceux qui les montaient; le reste, après bien des souffrances, se rallia à la Corogne, où il fallut six longues semaines pour réparer leurs avaries. Des quatre galéasses, une avait péri, une échappa à grand'peine, mais le sort des deux autres est trop singulier pour que nous n'en disions pas un mot. Un prisonnier anglais, David Gwynn, du pays de Galles, était enchaîné comme rameur sur la *Vasana,* une des quatre galéasses, qui, vu leur masse énorme, souffraient plus de la tempête que tous les autres bâtiments. Gwynn, marin expérimenté, donna de son banc quelques bons avis qui furent écoutés. Bientôt, détaché de sa chaîne, et appelé près du capitaine, il engagea celui-ci à renoncer à suivre l'escadre, et à se diriger à force de voiles et de rames vers le port le plus voisin. Le pont était encombré de soldats qui gênaient la manœuvre, il exigea qu'on les fît descendre à fond de cale. Les rameurs redoublèrent d'efforts, et le vaisseau cingla rapidement vers le port.

Les soldats une fois écartés, à un signal donné par Gwynn, qui enfonce un poignard dans le sein du capitaine, les rameurs brisent leurs chaînes, et font main basse sur leurs gardiens. Les marins, sur le pont, sont bientôt massacrés, et les soldats, à fond de cale, surpris et enveloppés, partagent le sort de leurs camarades. Le vaisseau appartient aux révoltés, et vogue maintenant vers la France et vers la liberté.

Mais une autre galéasse, la *Real,* avait remarqué les allures suspectes de la *Vasana;* son commandant gouverne droit sur le navire, et, voyant qu'il ne répond pas à ses signaux, lâche sur lui une bordée qui lui tue quelques hommes. Mais Gwynn, loin de chercher à fuir, amène sa galère bord à bord avec la *Real;* ses hommes,

armés aux dépens des soldats égorgés, s'élancent avec lui à l'abordage. Les rameurs de la *Réal*, électrisés par l'exemple, brisent aussi leurs chaînes, et prêtent main-forte aux assaillants. Les esclaves étaient deux contre un, et la soif de la liberté décuplait leurs forces; tous les Espagnols sont massacrés, et les deux galéasses appartiennent maintenant à ces esclaves, tout à l'heure enchaînés à leurs bancs. Gwynn est élu commandant en chef, et le vent s'étant un peu abattu, on fait voile pour la France. Bientôt les fugitifs, au nombre de près de cinq cents, Anglais, Hollandais, Français, Turks et Maures, débarquèrent à La Rochelle, et traversèrent la France, objet de l'admiration et de la sympathie de tous. Chacun se dirigea vers son pays; Gwynn, de retour en Angleterre, y put donner le premier des nouvelles de l'*Armada*. La reine voulut voir le hardi marin qui avait porté le premier coup à la puissance de Philippe II, et un grade élevé lui fut donné dans la marine royale.

Partie de la Corogne le 21 juin, l'escadre espagnole, sept jours après, se trouvait en vue du cap Lizard, à la pointe sud-ouest de l'Angleterre, et saluait par des fanfares et des cris de joie la vue de sa future conquête. Du moment où l'on aperçut du rivage l'immense flotte sous qui la mer disparaissait, des miliers de feux, allumés sur toutes les hauteurs, portèrent de proche en proche la grande nouvelle jusqu'aux extrémités du pays [1]. L'escadre anglaise, après une croisière inutile sur les côtes de l'Espagne, venait de rentrer à Plymouth. Au moment même où la forêt de mâts de l'*Ar-*

1. Macaulay, le célèbre historien anglais, dans une pièce de vers, intitulée : *The Spanish Armada*, a heureusement rendu, dans une veine éloquente de patriotisme et de poésie, l'impression produite sur tous les cœurs anglais par la première apparition de l'*Armada* dans les eaux de l'Angleterre.

mada apparaissait à l'horizon, l'amiral Howard recevait de Londres l'assurance qu'elle ne sortirait jamais du port. L'économe Élisabeth y joignait l'ordre de désarmer quatre des plus grands vaisseaux, puisqu'on avait du temps devant soi pour pourvoir à la défense du pays. En face du danger, l'amiral n'hésita pas à désobéir : il fit à l'instant embarquer tout son monde, appareiller tous ses navires, et sans prendre même le temps de se pourvoir de munitions et de vivres, au bout de quelques heures il voguait, avec soixante-sept vaisseaux, sur les traces de l'*Armada*.

Le commandant en second de la flotte espagnole, Leyva, avait ouvert l'avis de cingler droit sur Plymouth, avant que les troupes fussent embarquées, et les bâtiments prêts à mettre à la voile. Ce fut une faute grave de ne pas suivre cet avis : Plymouth pris, la flotte anglaise détruite, l'Espagne avait un port de débarquement sûr et commode, loin de la route des croisières. A la nouvelle de la prise de Plymouth, toutes les forces du pays se seraient dirigées de ce côté; les Hollandais même auraient peut-être levé le blocus qu'ils infligeaient à Farnèse, et celui-ci eût été libre d'opérer sa jonction avec l'*Armada*, et de marcher à la conquête de Londres.

Dans le cas où Farnèse pourrait rallier la flotte, le plan d'agression, tracé par Philippe, était d'entrer dans la Tamise et de faire remonter le fleuve par les bâtiments, tandis que l'armée s'acheminerait le long des deux rives jusqu'à Londres. Là, on comptait sur les catholiques et sur l'absence de préparatifs pour la défense. Mais jusqu'à l'arrivée de Parme, Sidonia avait l'ordre d'éviter autant que possible tout engagement sur mer, de ne point toucher terre, et d'aller jeter l'ancre devant Calais, pour y attendre la flotte des

Pays-Bas. Or, il suffit d'avoir traversé ce détroit, toujours battu par le vent et labouré par des courants, pour comprendre la folie d'instructions pareilles, qui enchaînaient cette flotte immense, le dernier enjeu de l'Espagne, à un seul mouillage, au sein de ce détroit orageux, sans une rade pour l'abriter, près d'un port où on lui défendait d'entrer, et sous les canons d'un allié aussi peu sûr que la France.

L'escadre espagnole avait déjà dépassé Plymouth quand les Anglais se mirent à la poursuivre, par une brise fraîche du sud-ouest. Leurs vaisseaux, meilleurs marcheurs, n'eurent pas de peine à la rejoindre, et le 31 juillet, à neuf heures du matin, les deux escadres se trouvèrent en présence. L'*Armada* se mit en ordre de bataille, en forme de croissant, comme les Turks à Lépante, sur une étendue de sept milles (près de trois lieues). Les Anglais, qui avaient le vent pour eux, l'assaillirent bientôt avec leur résolution ordinaire. Mais ce fut plutôt une escarmouche qu'un combat régulier, chacun ne songeant pour cette fois qu'à essayer ses forces et celles de l'ennemi. Les agiles navires des Anglais, tournant avec prestesse autour de ces forteresses flottantes, s'en approchèrent à portée de mousquet, et les criblèrent de coups de canon, toujours prêts à virer de bord quand l'ennemi voulait fondre sur eux. Les Espagnols, piqués au jeu, n'auraient pas reculé, malgré la défense de leur roi, devant un engagement plus sérieux; mais les Anglais, vu l'inégalité des forces, refusèrent le combat. L'*Armada*, désespérant de les atteindre, se remit en marche vers l'est; les Anglais se contentèrent de la suivre de près, en harcelant son arrière-garde.

Les deux escadres cheminèrent ainsi en combattant:

les coups des Anglais, dirigés sur un but plus large, portaient presque tous ; ceux des Espagnols, tirés de trop haut, passaient le plus souvent sur la tête de l'ennemi. Aussi, quelques-uns de leurs navires furent-ils sérieusement endommagés. Celui de l'amiral Oquendo brûla à moitié, et finit par tomber aux mains de l'ennemi ; celui de l'amiral Valdez, en se heurtant contre un autre navire, perdit son mât d'avant, au ras du pont, avec d'autres graves avaries. Ne pouvant suivre la flotte, qui refusa de l'attendre, il tomba le lendemain aux mains de sir Francis Drake, avec son commandant, quatre cent cinquante hommes d'équipage, et plus de 100,000 ducats. L'amiral anglais, Howard, emporté par son ardeur, poursuivit l'*Armada* toute la nuit, et quand le jour parut, il se trouva seul au milieu de la flotte ennemie ; mais la marche supérieure de son bâtiment lui permit d'échapper au danger.

Le mardi 2 août, la flotte se trouvait à la hauteur de Portland, quand le vent changea, et passa au nord-est. Les Espagnols, cette fois, avaient l'avantage du vent ; mais les Anglais parvinrent à le leur dérober, et des deux côtés on s'apprêta à une rencontre. Medina, peu édifié sur les qualités navales de ses hommes et de ses vaisseaux, avait placé ses galères et ses meilleurs bâtiments à l'arrière-garde, pour faire face à l'ennemi, se réservant, avec le gros de l'escadre, de faire voile vers Calais, pour y opérer sa jonction avec Farnèse. Il avait décrété peine de mort contre tout capitaine qui quitterait dans le combat le poste assigné à son vaisseau. Enfin, il dépêcha un aviso au duc de Parme pour l'avertir de son approche, et lui donner rendez-vous près de Calais. Il lui demandait aussi des pilotes familiers avec les côtes de Flandre et de Hollande ; « car, »

ajoutait-il, « si Dieu nous envoyait le moindre coup de « vent, je ne saurais où me réfugier, avec des navires « de la taille des miens. »

Cette fois, ce furent les Espagnols qui engagèrent le combat, mais plutôt pour intimider l'ennemi, et y gagner la liberté de poursuivre leur route, que pour entamer une action décisive. L'amiral Howard, sur son petit et agile bâtiment l'*Arche royale*, se trouvait partout au poste du danger. Après une mêlée assez confuse, où les plus forts bâtiments espagnols furent tour à tour engagés, ceux-ci échouèrent décidément dans leurs efforts pour joindre à l'abordage les navires anglais, et les écraser sous leur masse. De tous les points de la côte, à chaque heure de la journée, arrivaient aux Anglais des vivres, des munitions, des renforts. Des volontaires, des premières familles du royaume, accouraient pour prendre part à ce tournoi naval, qui se poursuivait depuis Plymouth jusqu'à l'île de Wight, avec l'Angleterre pour spectatrice et pour enjeu.

Le combat dura toute la journée, sans autre résultat, pour l'*Armada*, que la perte d'un de ses plus forts vaisseaux et de quelques autres plus petits; pour les Anglais, que d'avoir brûlé, non sans profit, les munitions que leur reine économe leur dispensait d'une main avare. Le 3 août, les deux flottes se remirent en route, marchant et combattant à la fois, et le 4 au matin, elles arrivèrent à la hauteur de l'île de Wight. Là, le combat recommença avec une décision et une vigueur qu'il n'avait pas eue jusque-là. Les Anglais, cette fois, avaient le dessous du vent. Les Espagnols, enhardis par cet avantage, engagèrent plusieurs de leurs vaisseaux presque vergue à vergue avec l'en-

nemi, en échangeant avec lui un feu continuel d'artillerie et de mousqueterie.

On remarqua surtout l'audace et l'habileté de manœuvres de Forbisher, commandant d'une des quatre divisions de l'escadre anglaise. Cinglant, avec son seul vaisseau, le *Triumph*, au beau milieu de la flotte ennemie, il ne craignit pas de s'attaquer corps à corps à l'un des plus forts navires, tournant autour de son colossal adversaire, et évitant avec adresse le feu de ses redoutables batteries. L'amiral Howard, voyant son collègue en danger, accourut à son secours avec sa division, et se trouva un instant aux prises avec l'amiral espagnol. Mais Howard, tout en cherchant à faire à l'ennemi le plus de mal possible, ne se souciait nullement de livrer la couronne de sa reine et le sort de l'Angleterre aux hasards d'une bataille. Il donna donc le signe de la retraite; l'*Armada*, après avoir réparé tant bien que mal ses avaries, continua lentement sa marche, et, le jeudi 6 août, elle jetait l'ancre devant Calais. Le lendemain, les Anglais, décidés à ne pas quitter l'ennemi d'un pas, vinrent à leur tour jeter l'ancre en face des Espagnols, à la distance d'une portée de canon, et lord Henri Seymour vint les y rallier à la tête de vingt vaisseaux. Grossie par de continuels renforts, la flotte anglaise, partie de Plymouth avec soixante-sept navires, en comptait maintenant cent cinquante, tandis que l'*Armada*, après ses pertes successives, n'en avait plus que cent trente. Si d'un côté était la force, de l'autre l'agilité, la décision, l'audace; les vaisseaux anglais, inférieurs en masse à ceux de l'Espagne, étaient en revanche mieux équipés, mieux armés, et montés par onze mille marins d'élite : ajoutez-y de cent à cent cinquante navires hollandais qui montaient la garde devant les ports des Pays-

Bas, et vous verrez qu'au total les forces des deux alliés surpassaient celles de l'Espagne, et qu'ils avaient sur elle l'avantage de combattre à portée de leurs côtes, sûrs d'y trouver toujours des renforts et un abri.

La lune, alors dans son plein, éclairait les deux flottes, à l'ancre l'une en face de l'autre, en attendant l'heure du combat. Tout à coup une vive clarté illumine la flotte anglaise : huit brûlots enflammés, poussés par le vent, se dirigent vers l'escadre espagnole. Gianibelli, l'ingénieur mantouan qui avait si bien défendu Anvers, était passé du service de la Hollande à celui d'Élisabeth, et personne ne l'ignorait à bord de l'*Armada*. Dans ces brûlots chacun croit voir encore un de ses « engins infernaux. » Une terreur superstitieuse saisit les Espagnols, et bientôt, d'un bout à l'autre de la flotte, on n'entend que ce cri mille fois répété : « le « feu d'Anvers, le feu d'Anvers! » A bord de chaque bâtiment on n'a plus qu'une pensée, gagner le large. On coupe les câbles, sans prendre même le temps de retirer les ancres, car chacun redoute une explosion pareille à celle qui emporta la moitié du pont d'Anvers, et faillit coûter la vie à Farnèse.

Alors, une de ces inexplicables paniques, où la peur se gagne, comme ailleurs le courage, s'empare de toute l'escadre. La dernière des quatre galéasses, arrêtée dans sa fuite par le câble qui amarrait un navire, a son gouvernail emporté dans le choc, et drossée, par le vent et par les courants, elle vient s'échouer sous les canons de Calais. Cinq ou six des plus forts galions s'abordent l'un l'autre, et se font les plus graves avaries. Deux autres sont consumés par les flammes, sous les yeux de la flotte entière qui, paralysée par la peur, ne songe pas même à les secourir. Medina qui, à défaut de l'expé-

rience du marin, avait le courage du soldat, donne en vain à ses navires l'ordre de reprendre leur poste de combat ; une inexprimable confusion enchaîne tous leurs mouvements, et fausse toutes leurs manœuvres. Si les Anglais les avaient attaqués en ce moment, ils étaient sûrs de vaincre ; mais ils se méfièrent de la nuit et du désordre même de l'ennemi, et laissèrent échapper l'occasion, qui ne devait plus revenir. Ce ne fut qu'au bout de quelques heures que l'*Armada*, se dirigeant vers la Flandre, put enfin se reconnaître, et reprendre quelque chose qui ressemblât à un ordre de marche et de bataille.

La galéasse échouée sur la côte de France était le plus beau vaisseau de la flotte, le dernier de ses quatre remparts flottants. Les navires anglais, n'osant affronter les hauts fonds où elle s'était engravée, envoyèrent leurs chaloupes l'assaillir. Elle fut prise à l'abordage, malgré son héroïque résistance. On y trouva plus de 50,000 ducats, avec un immense butin. Trois cents esclaves y virent briser leurs fers, et quatre cents soldats furent tués ou faits prisonniers. Les Anglais, ne pouvant la remettre à flot, se disposaient à la brûler ; mais le gouverneur de Calais déclara, au nom de son roi, que cette riche épave appartenait à la ville, et les vainqueurs se virent, malgré eux, forcés d'abandonner leur proie.

L'*Armada* était alors à la hauteur de Gravelines : à bord de ses navires, tous les regards interrogeaient l'horizon du côté de la Flandre, et Farnèse ne venait pas ! Chaque jour, depuis son arrivée à Calais, Sidonia lui avait dépêché quelque message, par mer ou par terre, et Farnèse ne répondait pas ! Aussi commençait-on à se dire, à l'oreille d'abord, et bientôt à haute voix, que

Parme s'était vendu à Élisabeth, au prix de la souveraineté de la moitié des Pays-Bas; que le motif de sa trahison, c'était l'ordre secret, donné par le roi au grand amiral, d'arrêter le duc, de l'envoyer sous bonne garde en Espagne, et de le remplacer, à la tête de l'expédition, par le fils de Philippe et de la princesse d'Eboli.

Mais au lieu de Farnèse, ce fut la flotte anglaise qui parut à l'horizon, le 8 août, en bon ordre de bataille. L'*Armada* eut tout le temps de se préparer au combat. Le vent et la marée étaient pour les Anglais qui, maîtres de leurs mouvements, vinrent passer bord à bord des vaisseaux espagnols, en évitant de les aborder. Tournant sans cesse autour de l'ennemi, sans s'exposer à ses coups, ils épuisèrent sur lui le reste de leurs munitions. Dans cet engagement, le plus sérieux qui eût encore eu lieu entre les deux flottes, plusieurs grands navires furent tellement percés à jour par les boulets qu'ils finirent par couler à fond; « et c'est ainsi, » écrit Howard à Walsingham, avec un légitime orgueil, « que « nous finirons peu à peu par leur arracher toutes leurs « plumes. »

Tous les navires de l'*Armada*, engagés successivement, avaient plus ou moins souffert. Les Espagnols avaient dépensé des quantités fabuleuses de poudre et de fer, sans tuer à l'ennemi plus de cent hommes, et sans couler un seul de ses bâtiments. Eux-mêmes avaient perdu de quatre à cinq cents hommes, et seize de leurs plus forts vaisseaux. Désemparés, privés de leurs mâts et de leurs agrès, plusieurs s'en allèrent, comme des carcasses flottantes, s'échouer sur la côte de Flandre, triste et dernier message envoyé par l'*Armada* à Farnèse!

L'amiral, malgré l'évidente infériorité de sa flotte, voulait, en vrai Castillan, continuer une lutte inégale, et sauver du moins l'honneur du pavillon; mais tous ses pilotes furent unanimes pour lui déclarer que, le vent et le courant chassant vers la côte de Flandre, il courait à une perte assurée, s'il ne gagnait le large. Médina se résigna enfin, bien à regret, à donner le signal de la retraite, et à abandonner tous les vaisseaux hors d'état de suivre l'escadre. L'un d'eux, le *Saint-Mathieu*, fut conduit au milieu de la flotte hollandaise par un pêcheur du même pays qu'il avait pris pour pilote. Son commandant, Pimentel, se défendit, deux heures durant, sur son vaisseau désemparé, avec le courage du désespoir, et ne se rendit que quand son équipage fut hors de combat. Le *Saint-Philippe* tomba également aux mains de l'ennemi; mais l'équipage parvint à se sauver sur la côte de Flandre. « Par ainsi, ajoute « le pieux Meteren (l. XV, p. 306), Dieu voulut mon- « trer à nos gens les puissantes navires de leurs enne- « mis, afin qu'ils recogneussent qu'ils étaient trop « faibles pour résister à une telle puissance, s'il n'eût « combattu lui-même avec eux. »

Le combat avait duré six heures, et, de l'aveu même des prisonniers espagnols, la bataille de Lépante n'avait pas égalé celle-ci en acharnement et en durée. Les Espagnols y montrèrent une grande inexpérience des choses de la mer. Malgré toute la fermeté déployée par Sidonia, l'absence d'un marin de cœur et de profession, comme Santa-Cruz, s'y fit cruellement sentir. Les Anglais, au contraire, menés au combat par des chefs en qui ils avaient confiance, y déployèrent l'ardeur âpre et persévérante qui les caractérise. A bout de munitions, et n'osant pas aborder la flotte castillane, ils s'achar-

nèrent à la poursuivre, comme s'ils étaient prêts à recommencer la lutte. Les Espagnols pouvaient-ils se douter que cette chasse opiniâtre leur était infligée par un ennemi sans pain, sans poudre et sans boulets? Auss sentirent-ils leur confiance diminuer, à mesure qu'augmentait celle de leurs adversaires. La marche de l'*Armada*, qui n'était d'abord qu'une retraite, se changea bientôt en fuite, et les vaisseaux, en se couvrant de voiles, firent voir clairement qu'ils renonçaient au combat. Tout en leur donnant la chasse, l'amiral Howard détacha lord Seymour avec tous les petits navires de l'escadre pour protéger contre le duc de Parme l'entrée de la Tamise. Quant aux Espagnols, découragés par cette série d'insuccès, ils commençaient à se dire qu'après tout la conquête de cette île hérétique n'était pas chose aussi facile qu'ils l'avaient cru d'abord; car, avec de pareilles flottes et des marins de cette trempe, elle n'avait pas besoin de soldats pour la garder.

Le mardi 9, les deux escadres, naviguant presque de conserve, arrivèrent à la hauteur de l'île de Walcheren. Ainsi les Espagnols, faute de pouvoir aborder en Angleterre, allaient chercher, avec les Anglais à leurs trousses, des ennemis nouveaux sur les côtes de Hollande. La persistance du vent d'ouest sur ces mers, la lourdeur des vaisseaux de l'*Armada*, et le peu d'habileté de leurs marins, expliquent peut-être cette étrange direction donnée à leur marche. Mais, mal pourvus de cartes et de pilotes, ils couraient au-devant de dangers plus graves encore que tous ceux qu'ils avaient rencontrés : c'étaient les redoutables bancs de sable qui forment le plus sûr rempart de la Zélande. Les vaisseaux n'avaient plus sous leur quille que cinq ou six brasses d'eau; les pilotes étaient tous d'accord pour déclarer qu'on était perdu si

l'on allait plus loin. L'amiral était un homme de cœur : placé entre un double péril, il n'hésita pas dans son choix, et donna le signal de mettre en panne pour attendre les Anglais, espérant avoir encore meilleur marché d'eux que de l'Océan. Mais ce fut le tour de ceux-ci de refuser le combat. Laissant les éléments combattre pour eux, ils suspendirent leur poursuite, et restèrent au vent des Espagnols, spectateurs attentifs du désastre qui allait avoir lieu, si le vent et les courants continuaient à chasser l'*Armada* vers la côte.

Un miracle seul pouvait la sauver, et ce miracle eut lieu, au dire des historiens castillans. Le vent changea brusquement, et sauta au sud-ouest. Les Espagnols, tendant leurs voiles à cette brise libératrice, gagnèrent rapidement le large en s'éloignant des hauts fonds. Les Anglais, sans les serrer de trop près, se remirent à les poursuivre. Trois jours durant, ils continuèrent cette chasse désespérée où une flotte, sans munitions et sans vivres, faisait fuir devant elle des navires plus forts et mieux armés, qui, s'ils se fussent brusquement retournés, eussent peut-être eu bon marché de l'ennemi qui les poursuivait.

Mais les destinées de la guerre maritime sont changeantes comme les vents et les flots. Les Espagnols, au moment même où ils échappaient aux sables et aux hauts-fonds de la Zélande, couraient vers des dangers plus graves encore: En s'éloignant de la Tamise, Médina renonçait de fait à envahir l'Angleterre. Sans les vétérans de Farnèse, sans ce nom glorieux pour électriser son armée, avec une flotte désemparée et diminuée d'un tiers, avec des soldats abattus par une série de désastres, pouvait-il tenter un coup de main contre l'Angleterre, victorieuse sur mer, et prête à se lever tout entière

contre l'invasion ? Le plus sage, c'eût été de s'en retourner en Espagne, et certes, Médina n'eût pas mieux demandé ; mais le vent et les Anglais étaient là pour l'en empêcher. Sur cette côte inhospitalière des Pays-Bas, avec sa longue arête de dunes sablonneuses, les croiseurs hollandais fermaient aux Espagnols tous les ports, même ceux qui appartenaient à leur roi. N'osant aborder en Angleterre, ne pouvant retourner en Espagne, que leur restait-il à faire sinon de fuir devant le vent, et de se laisser emporter vers le nord, entre l'archipel brumeux des Orcades et les côtes de granit de la Norwége ? Là, ils auraient le choix, ou de demander un asile au roi d'Écosse, l'allié d'Élisabeth, ou de tourner autour de ses États pour revenir par l'ouest en Espagne, après avoir touché presque au cercle polaire. Telles étaient les fatales extrémités où l'inexpérience obstinée de Philippe II avait conduit son *invincible Armada*, avec celui qui avait le malheur de la commander.

Les Anglais étaient tellement excités par leur succès que, sans poudre et sans vivres, ils auraient voulu suivre jusqu'au bout du monde cet ennemi qui fuyait devant eux. Drake, toujours aventureux, insistait pour l'attaque, quand même, après la première bordée, on n'en avait pas une de rechange. Il voulait à toute force « renvoyer le duc à Sainte-Marie, à l'ombre de ses orangers ! » Mais Howard fut inflexible, et il fit bien ; car il connaissait la faiblesse réelle de son escadre, masquée sous son audace, et il aimait mieux laisser son ennemi sous la main de Dieu, plus sûre pour punir que celle des hommes. Le vendredi 12 août, sur le seuil de l'océan polaire, par la latitude de 56° 17', il donna enfin l'ordre d'arrêter la chasse, et de mettre le cap sur l'Écosse, en laissant quelques avisos surveiller la marche de l'ennemi.

Mais l'*Armada* n'était pas au bout de ses épreuves : le temps, depuis son entrée dans les mers du Nord, avait été beau et la brise maniable; le dimanche 14, le vent fraîchit : le sud-ouest qui soufflait se changea en une vraie tempête qui dura tout le jour suivant. Howard, après toute une vie passée sur mer, ne se rappelait pas d'avoir vu dans cette saison un coup de vent aussi furieux. La flotte anglaise fut rudement éprouvée; mais elle parvint enfin à gagner Margate sans perte notable. Les Espagnols furent moins heureux : toujours fuyant devant le vent, ils étaient arrivés jusqu'au 60° de latitude, à 7 degrés seulement du cercle polaire. Les vivres, les provisions, l'eau douce manquaient, ainsi que les voiles et les agrès de rechange. Sur ces côtes inconnues, les pilotes faisaient défaut. Devant cette mauvaise fortune constante, et la tempête qui venait y mettre le comble, l'orgueil espagnol s'était enfin abattu ; une terreur superstitieuse s'était emparée de l'escadre. Les plus braves même sentaient la peur les gagner, en se voyant ainsi jetés à l'extrémité du monde : au nord les glaces du pôle, qui venaient entraver leur marche; à l'ouest, l'immense Océan avec ses profondeurs inconnues, et les îles semées d'écueils qui protégent contre les flots la pointe nord de l'Écosse; à l'est, les côtes de fer de la Scandinavie, et nulle part un port ami où les vaisseaux du maître des deux Indes pussent aller mendier un asile !

Alors enfin, dans cette situation désespérée, Médina, dont le courage n'avait pas faibli un instant, se décida à renoncer à son entreprise, l'une des plus hardies et des plus follement conçues dont l'histoire fasse mention. Farnèse comptait sur le retour de l'*Armada* pour lui ouvrir les portes de sa prison ; mais Médina, sans songer

à lui, prit résolûment le seul parti qui lui restât à prendre dans cette extrémité. Trop tard convaincu que les Anglais, combattant sur leur élément, et en face de leurs côtes, finiraient par avoir raison de son escadre, et en faire disparaître jusqu'au dernier vaisseau, il se résigna à leur abandonner la mer du Nord, théâtre de ses disgrâces, et à s'en retourner, en doublant l'Écosse, par le grand Océan, à l'ouest de l'Angleterre.

La résolution prise fut exécutée sur-le-champ : l'*invincible Armada*, deux fois vaincue, par les hommes d'abord, puis par la tempête, non sans semer encore sur les côtes de l'Écosse et de la Norwége bon nombre de ses vaisseaux, doubla enfin la pointe de l'Écosse, entre les Orcades et l'île Fair, sans toucher terre nulle part, si ce n'est par le naufrage. Là l'escadre se partagea en deux divisions : les vaisseaux les moins maltraités prirent la haute mer, l'amiral en tête, et cinglèrent vers l'Espagne, où ils arrivèrent tard, mais sans accident. Les autres, faisant eau, presque dépourvus de voiles et d'agrès, et pouvant à peine gouverner, furent abandonnés à leur sort, avec ordre à chacun, comme dans une déroute, de faire de son mieux pour aviser à sa sûreté. Mais vers la pointe sud de l'Irlande, le 2 septembre, une seconde tempête les assaillit ; une trentaine de gros navires périrent encore avec leurs équipages, et l'amiral Oquendo fut une des victimes. Les Espagnols comptaient sur la pitié des catholiques irlandais ; mais chez cette race à demi barbare, tout autre sentiment se tut devant la soif du pillage et la haine de l'étranger. Les naufragés furent massacrés de sang-froid, ou envoyés enchaînés en Angleterre. Quelques vaisseaux, chassés par les vents jusque sur la côte de France, près de La Rochelle, furent pillés par les habitants. Un seul trouva

un refuge dans le Havre de Grâce. En somme, sur 150 bâtiments qui avaient quitté Lisbonne, il n'en revint que 53, tant grands que petits; sur trente mille hommes embarqués, la mer n'en rendit guère que dix mille. Des 91 galions qui faisaient le nerf de la flotte, il n'en rentra que 33; les quatre galéasses étaient anéanties, et des quatre galères, on n'en revit qu'une seule; encore, la plupart de ces bâtiments, échappés aux Anglais et à la tempête, avaient-ils tellement souffert qu'il fallut les condamner.

Après le honteux avortement de son *Armada*, l'Espagne, aux yeux de l'Europe attentive, était pire que battue, pire qu'humiliée, pire que ruinée; elle était devenue ridicule. Le million de ducats du saint-père, qui devait être payé, moitié avant l'expédition, moitié après, ne le fut pas du tout; Sixte-Quint se crut dégagé de sa promesse par l'insuccès de l'entreprise. Les Anglais, comme on pouvait s'y attendre, n'épargnèrent pas leur ennemi vaincu : « leur invincible *Armada*, disait Drake, « n'a pas pu, dans toute sa carrière, prendre ou couler « à fond un seul de nos vaisseaux, ni brûler même sur « terre une hutte de berger. »

Les ennemis de l'Espagne la traînaient dans la boue, et ses alliés même ne l'épargnaient pas davantage. Un beau matin, la *Statue de Pasquin*, à Rome, portait l'affiche ci-jointe : « S'il y a aucun qui sache des nou« velles de l'armée d'Espagne, perdue en mer depuis « trois semaines, qu'il s'adresse au palais Saint-Pierre « où le saint-père lui fera donner son pourboire. » Et cette sanglante ironie se répétait à Paris, dans le *Journal de l'Estoile*, qui nous l'a transmise.

A la cour de France, l'infortuné Mendoza, l'ambassadeur de Philippe II, n'osait plus montrer sa face.

Trompé par de fausses nouvelles, croyant la flotte débarquée et l'Angleterre conquise, il avait ordonné des feux de joie devant sa maison, et était entré dans Notre-Dame l'épée à la main, en criant victoire, victoire! Il avait envoyé à Philippe un courrier pour lui annoncer que « sa flotte, après s'être retirée devant les Anglais, « pour les mieux attirer, était revenue sur eux près de « Newcastle, et les avait chargés avec tant de vi- « gueur qu'elle leur avait coulé vingt navires, pris « trente-six, et mis en fuite les autres qui s'en étaient « allés joncher de leurs débris la côte voisine; que « l'*Armada* s'était emparée d'un port en Écosse, et s'y « était fortement établie, que l'amiral Howard et l'élite « de ses officiers avaient péri dans l'action, sauf Drake « qui s'était échappé dans un canot. » (Lettre de Rouen, *Arch. de Simancas.*)

Henri III, qui savait la vérité par l'ambassadeur anglais, avait laissé l'Espagnol s'enferrer, en feignant de le croire, et en le félicitant de ce beau succès. Puis quand la sinistre vérité fut enfin connue, Henri jeta le masque: « Il ne tarit plus, écrivait Mendoza à son maître, en « éloges sur le courage, la prudence et les talents de la « reine d'Angleterre qui, favorisée par une merveilleuse « fortune, a accompli à elle seule de plus grandes choses « que les hommes les plus illustres des temps passés; « car il a fallu à Votre Majesté quatre ans pour réunir « cette puissante *Armada*, et il n'a fallu à la reine qu'un « jour pour en triompher! »

Philippe cependant n'était pas homme à renoncer si vite à toutes ses illusions. Le premier choc qui l'éveilla de son rêve fut une lettre de Farnèse, du 10 août, qui lui annonçait l'échec de Médina devant Calais. Mais le roi, persistant à s'abuser lui-même, attribua la retraite

de sa flotte au mauvais temps, et non aux Anglais, et continua à espérer en dépit de la fortune. Pendant que sa malheureuse *Armada,* chassée par les ennemis et par les vents, s'en allait battre les mers du pôle, les bonnes nouvelles que Mendoza lui envoyait de France vinrent relever ses esprits découragés.

Cependant la moitié de septembre était passée, et Farnèse n'avait pas écrit depuis le 10 août. Chaque jour il attendait, comme son maître, des nouvelles de l'*Armada,* qui, perdue dans le vaste Atlantique, ne pouvait plus donner de ses nouvelles qu'en arrivant au port. Mais Philippe, lent à concevoir ses desseins, était plus lent encore à les abandonner. Ce silence de Farnèse, qui l'inquiétait par moments, n'avait pas ébranlé sa foi dans le triomphe de la bonne cause. Aussi, supposant l'*Armada* retirée dans un port d'Écosse, écrit-il au duc, le 3 septembre, pour l'engager à passer en Angleterre : « Maintenant que le détroit est libre, *rien ne sera plus* « *aisé que de soumettre le pays,* dès que vous aurez mis « le pied sur le sol anglais. D'ailleurs, peut-être l'*Ar-* « *mada* pourrait-elle venir mouiller dans la Tamise pour « vous appuyer. » Et pourtant, une vague inquiétude vient troubler son aveugle confiance, et il ajoute : « Mais s'il fallait renoncer à cette espérance, tâchez du « moins de prendre l'île de Walcheren, en Zélande. « *Il faut que vous fassiez quelque chose pour me con-* « *soler.* » (*Arch. de Simancas*).

Le 15 septembre, Philippe n'est pas encore détrompé : « Cette affaire de l'*Armada,* écrit-il à Parme, ne me « laisse aucun repos. Je ne puis penser à autre chose ! » Cependant, le jour commence à se faire dans son esprit. Mais au moment même où son rêve lui échappe, il lui en substitue un autre, et ne peut se résigner à la triste

réalité. « Dans le cas, ajoute-t-il, où l'escadre serait en « trop mauvais état pour sortir du port, il vous faut en « faire construire à mes frais une autre à Emden, en « Hollande, et dans les ports voisins. En la réunissant « à la vôtre, vous serez certainement en état de con- « quérir l'Angleterre. » Il écrit à Sidonia, vers la même date, pour l'engager à réparer de son mieux sa flotte pendant l'hiver, afin d'être en mesure pour le printemps de se réunir à Farnèse, et de « tenter ensemble la grande aventure. »

Pour désabuser Philippe, et ouvrir ses yeux obstinément fermés, il ne fallut rien moins que l'arrivée de Médina à Santander, dans les premiers jours d'octobre, avec les débris de sa malheureuse flotte. L'Espagne avait partagé l'aveuglement de son maître, et, comme lui, elle allait enfin s'éveiller de son rêve ! Rien n'est plus caractéristique que le récit de l'arrivée à l'Escurial du messager du duc, tel que nous le lisons dans Strada. On y retrouve Philippe II tout entier. Après six semaines d'attente, on était encore sans nouvelles lorsque le courrier arriva à l'Escurial. Deux des ministres du roi attendaient à sa porte l'heure d'être reçus, Idiaquez, qui lui avait toujours conseillé d'achever la conquête de la Hollande avant de songer à celle de l'Angleterre, et Moura, le dernier de ses favoris, celui qui lui avait mis sur la tête la couronne de Portugal. Tous deux interrogent le messager qui leur révèle la triste vérité ; mais il s'agissait de l'annoncer au roi, et chacun se renvoyait ce pénible office. Enfin Moura se dévoue. Philippe écrivait en ce moment, comme toujours ; car sa vie se passait à écrire. Moura, sans lui révéler d'abord toute l'étendue de son désastre, parle de la venue d'un messager avec de fâcheuses nouvelles. Philippe, toujours

impassible, ordonne qu'on le fasse entrer. Il écoute son récit, et lit toutes ses dépêches, sans que sa physionomie trahisse une émotion quelconque. Puis, se retournant vers son ministre, étonné de tant d'insensibilité : « J'ai « envoyé mes navires, dit-il, lutter contre les hommes « et non contre les éléments. Je rends grâces à Dieu de « ce qu'il m'a donné le moyen de supporter une telle « perte. Peu importe qu'on ait retranché les rameaux, « si le tronc subsiste, et peut en produire encore d'au- « tres ! » Et il se remit tranquillement à écrire. Le lendemain, une lettre royale ordonnait à tous les évêques un *Te Deum* solennel pour rendre grâces à Dieu de ce qu'il lui avait plu de sauver du naufrage une portion de l'escadre.

Nous n'avons pas épargné le blâme à Philippe ; mais Parme, il faut le dire, dans cette triste affaire, ne nous paraît pas non plus sans reproche. Non-seulement en Espagne, mais en Flandre et dans sa propre armée, on l'accusait d'avoir mis trop de lenteur dans ses préparatifs, et de s'être laissé surprendre par l'arrivée de l'*Armada*, avant d'être prêt à la recevoir. Avouons-le, après de si grands préparatifs, avec une aussi vaillante armée, son inaction, pendant qu'on se bat à Calais et à Gravelines, a quelque chose d'étrange et de fâcheux pour sa gloire. Quand on songe que, de Dunkerque à Calais, il n'y a que quelques lieues de chemin, on se demande comment il n'a pas tenté, à travers la France, fût-ce même malgré elle, d'entrer en communication avec Médina, et de lui faire passer des renforts. Aigri par la mauvaise fortune, et peut-être aussi par sa mauvaise conscience, Farnèse s'en prit à ses agents, et en fit pendre quelques-uns pour les punir de leur manque de zèle. Il accusa bien haut l'imprudence de Sidonia qui, en voyant

tous les ports de la Flandre bloqués par les croiseurs, avait pu se flatter qu'une flotte prisonnière se débarrasserait de ses geôliers, et opérerait sa jonction avec lui. Ainsi, comme il arrive après tout grand désastre, chacun en rejetait la faute sur autrui, n'osant l'imputer au vrai, au seul coupable, c'est-à-dire à Philippe II. Farnèse, du reste, avait bien le droit de se plaindre, car il y perdait l'espoir de conquérir l'Angleterre, où l'incapacité de Leicester lui laissait de si belles chances; et après le décisif échec de l'*Armada*, il sentait la difficulté de soumettre la Hollande, encouragée dans sa résistance par les revers et les fautes de Philippe II.

Dans cette lutte suprême où l'Angleterre et la Hollande avaient vu remettre en question leur foi, leur liberté, leur existence même de peuple, prête à sombrer dans la tempête comme les navires de Sidonia, les deux peuples avaient mis sous la protection du Dieu des armées la plus sainte et la plus juste des causes. Des jeûnes, des prières solennelles avaient été ordonnés ; les catholiques eux-mêmes, se souvenant qu'ils étaient aussi des Anglais, avaient prié pour la défaite de Philippe II, et pour le salut de l'Angleterre. Mais plus l'anxiété avait été grande, plus on sentit vivement la joie de la délivrance. Ce triomphe inespéré, où l'homme avait sa part à côté de celle de Dieu, resserra encore les liens qui unissaient les deux nations, et fit oublier les torts et les méfiances mutuelles. La Hollande, en commémoration de ce grand jour, fit frapper une médaille avec cette devise : *Deo soli gloria* (à Dieu seul la gloire !) et sur le revers, des navires battus par la tempête, avec ce *motto : Classis hispanica venit, ivit, fuit* (la flotte espagnole est venue, s'en est allée, a existé).

A Londres, l'enthousiasme fut plus grand encore,

parce que les craintes avaient été plus vives, et que le pays ici se personnifiait dans sa souveraine, plus menacée encore que lui. Après un jour de jeûne national et de prières, la reine alla, sur une espèce de char de triomphe, au milieu d'un peuple ivre d'une joie orgueilleuse, rendre grâces à Dieu, dans l'église de Saint-Paul, d'avoir aussi miraculeusement délivré l'Angleterre du plus grand danger qu'elle eût couru depuis l'invasion normande. Tout entiers aux impressions du moment, les sujets oublièrent comme leur reine la coupable imprévoyance qui avait livré au hasard la défense du pays, et comment, dix jours avant l'apparition de l'*Armada*, Élisabeth mendiait encore la paix, en trahissant son allié le plus fidèle pour s'unir à son plus implacable ennemi.

Ainsi devait échouer misérablement, sous une main plus puissante que celle de l'Angleterre, cette immense expédition, préparée à si grands frais, et qui, suspendue sur l'Europe comme une menace, y sema si longtemps la terreur. Le despotisme inintelligent de Philippe, en essayant de porter atteinte à l'équilibre nécessaire du continent, est venu se heurter contre une de ces lois éternelles qui régissent les destinées des empires, et dans cette lutte inégale, c'est le despotisme qui a dû succomber. Après cette défaite providentielle, il en sera de la puissance de Philippe II comme de son invincible *Armada;* elle a bien pu rentrer au port, diminuée de moitié, mais c'est pour n'en plus sortir ! Ainsi qu'un navire fatigué, l'Espagne a fait son temps : elle a essayé sa dernière chance, et livré son dernier combat; elle n'a plus désormais qu'à se replier sur elle-même, en laissant l'Angleterre et la Hollande se partager ses débris, et à rentrer dans ses limites naturelles, dont elle eût mieux fait de ne jamais sortir.

Ce qui a perdu l'Espagne, ce sont ses conquêtes dans le nouveau monde, car elles l'ont lancée dans une voie d'aventures qui n'était pas faite pour elle. Le génie castillan est un génie casanier, insulaire, à part de l'Europe, comme sa péninsule. Fière de son unité, si péniblement reconquise, l'Espagne, sous sa reine nationale, la pieuse et grande Ysabel, ne demandait qu'à suivre ses paisibles destinées, en dehors des ambitions et des luttes du continent. Mais la découverte de l'Amérique, hasard heureux du génie de Colomb, et les prétentions de la maison d'Aragon sur l'Italie en ont décidé autrement; l'Espagne s'est trouvée associée à tous les sanglants démêlés de la fin du XVe siècle. Elle a combattu pour l'empire en Italie, contre la Réforme en Flandre et en Allemagne. Chef naturel et champion du parti catholique qui semble se personnifier en elle, elle a été pendant trois quarts de siècle l'un des tenants de ce grand duel. Ses adversaires ont changé sans cesse, et se sont succédé l'un à l'autre; il n'y a qu'elle qui n'ait pas changé. Charles-Quint, empereur bien plus encore que roi, a moins régné sur la Castille que sur le continent qu'il aspirait à rassembler sous sa loi. A Philippe, son fils, il a légué toutes ses ambitions avec la moitié seulement de sa puissance; et quand l'Empire lui a échappé avec la vie, l'Autriche est restée à jamais séparée de cette Espagne à laquelle elle n'aurait jamais dû s'unir.

Étrange histoire que celle de cette Péninsule! Musulmane pendant huit siècles au moins autant que chrétienne, elle semble un poste avancé de l'Afrique sur notre continent. Puis, pendant un siècle environ, de Ferdinand d'Aragon jusqu'à la mort de Philippe II, elle déborde sur l'Europe, pour y ressusciter à la fois les prétentions de la Rome impériale et de la race latine.

Puis enfin, lasse d'un si grand effort, elle s'échoue avec son *Armada* sur ses propres rivages, rétrécissant toujours, comme le flot qui décroît, le cercle de ses grandeurs évanouies, pour ne plus vivre jusqu'à nos jours que du souvenir de ce qu'elle a été.

CHAPITRE III.

ANTONIO PEREZ. — SUPPRESSION DES LIBERTÉS DE L'ARAGON.

1576-95.

Depuis la mort de don Carlos, en 1568, nous n'avons vu de l'Espagne que le dehors, la politique et la guerre, le seul côté vivant de ce règne mort. Il est temps enfin de soulever le voile qui couvre cette cellule de l'Escurial, d'où Philippe II s'efforce en vain de plier le monde, comme il a plié l'Espagne, à la règle d'un couvent. Son ambition, plus hardie encore que celle de Charles-Quint, est de régner sur les consciences, entreprise surhumaine où tout despotisme a échoué, même celui de l'Église de Rome, et qui a fini par coûter à celle-ci la moitié de son empire. Cette prétention, impossible à réaliser, a perdu Philippe II ; sa toute-puissance s'est brisée devant le plus petit et le plus faible de ses vastes États. Avec Antonio Perez, nous allons maintenant rentrer dans la Péninsule : nous allons étudier de plus près, non plus la politique, mais la conscience de ce *Roi catholique*, toujours prêt à s'affranchir du joug qu'il impose à autrui. En fouillant dans sa vie privée, nous nous étonnerons de ce hideux mélange de dévotion, de luxure et de cruauté, sans précédents dans l'histoire. Nous

nous étonnerons surtout de l'indulgence, disons mieux, de la partialité avec laquelle les historiens espagnols l'ont jugé. Mais pour Philippe comme pour les fils de Loyola, qui règnent de moitié avec lui, la fin a toujours justifié les moyens, et quand Rome a tout pardonné à Philippe et l'a presque canonisé, l'Espagne ne pouvait pas être plus sévère.

Michele Suriano, un de ces ambassadeurs vénitiens chez qui la finesse et la sagacité semblent héréditaires, a dit du fils de Charles V, en le comparant à son père : « Charles se « conduisait en toutes choses d'après sa propre opinion, « et Philippe d'après celle d'autrui. » (*Ms.*, n° 1203, p. 198.) Toute l'histoire du règne est dans ce peu de mots. Plus jaloux du pouvoir que capable de l'exercer par lui-même, *régner* suffit à son ambition, mais il a besoin que d'autres gouvernent pour lui. Non qu'il craigne la fatigue des affaires, bien au contraire ! Peu de monarques ont été aussi persévérants, aussi âpres au travail. Pourvu qu'on lui suggère adroitement une pensée, il se persuadera bientôt qu'elle vient de lui, et se chargera de l'appliquer. Ne pouvant, à son grand regret, tout faire par lui-même, il se noie dans les détails, et rapetisse tout ce qu'il touche pour le faire descendre à son niveau. Trop soupçonneux pour obéir à une seule influence, la méfiance qu'il ressent le punit de celle qu'il inspire. Il sème autour de lui la division, l'entretient à dessein dans ses conseils, et espère ainsi faire jaillir la vérité du choc des opinions contraires. Croyant tout décider à lui seul, voulant tout savoir pour tout diriger, il prend volontiers les grandes affaires par leurs petits côtés. Habitué à tout attendre du temps, il n'y gagne que d'arriver toujours trop tard là où il y a à résoudre et à agir. Le secret, pour un ministre, de dominer un pareil

maître, c'est d'avoir l'air d'accepter ses idées en lui donnant les siennes. Ainsi seulement s'explique la longue faveur dont jouit auprès de lui Ruy Gomez, prince d'Eboli; faveur voilée et discrète où l'art du favori, c'est d'insinuer sa pensée dans celle de son maître, et de s'effacer au moment où il le domine, en ménageant habilement ce mélange de hauteur et d'indécision qui forme le caractère de Philippe.

Chose étrange! au moment même où le roi semble le plus soumis à l'ascendant de Ruy Gomez, il garde à ses côtés, pour balancer l'influence du favori, un homme dont le nom, entouré d'un sinistre éclat, rejette dans l'ombre celui de l'obscur parvenu : cet homme, c'est le duc d'Albe! « Pour déguiser, comme dit encore un Vé« nitien, son peu de faveur et sa mauvaise fortune, le « duc ne quitte jamais la cour. Le roi lui fait toujours « bon visage, et répugne à l'employer. » (*Relazione delle cose di Spagna. Ms.*, p. 277, cité par M. Mignet.) Ni le crédit ni la gloire même ne font défaut au duc d'Albe; ce qui lui manque, c'est la faveur du monarque. Son office, c'est d'inquiéter le favori, et d'atténuer sa puissance d'emprunt, en lui rappelant sans cesse par sa présence qu'un autre peut la lui enlever. Puis, autour de ces deux chefs d'emploi, se groupent, suivant leurs affinités, les conseillers d'État et les courtisans. Cette monarchie d'étiquette et de silence, où tout obéit, même le maître, à la règle une fois donnée, se scinde ainsi en deux partis rivaux. Loin de s'offenser ou de s'alarmer de cette scission, Philippe l'encourage, et s'appuie tour à tour sur un des partis pour contenir l'autre. D'Albe, rusé, dissimulé, hautain, mais ferme et résolu, est à la tête du parti d'action, qui n'admet ni compromis ni pardon, et qui veut tout emporter de haute lutte. Ce serait là la

pente native du roi qui, sans aimer d'Albe, approuve sa politique, et l'a déjà essayée aux Pays-Bas; mais l'éclatant échec du duc en Flandre a rejeté le roi du côté de Gomez, dont l'ascendant, un instant éclipsé, redevient plus puissant que jamais. Le parti de la paix, dont Gomez est le chef, domine de nouveau dans les conseils.

Quant à l'origine du favori, elle est obscure comme son nom, qu'il a changé pour celui de prince d'Eboli. Ancien *sommelier de corps* du roi, qu'il a suivi à Londres, et n'a presque pas quitté depuis sa naissance, le prince chez lui déguise mal le valet ennobli. Rompu à toutes les habitudes du monarque, dont il devine la pensée, en lui épargnant la peine d'exprimer un désir, il a fondé son crédit sur sa servilité, et ne règne qu'en s'annulant. De mœurs douces et faciles, de capacité moyenne, l'homme est aussi agréable à Philippe que le conseiller, peu suspect, est toujours écouté. Le parti modéré, qui se range autour de lui, et aime à temporiser comme le maître, se compose, outre Ruy Gomez, d'Antonio Perez, sa créature et son élève, du marquis de los Velez, de Mateo Vasquez et de Santoyo. Don Juan d'Autriche, aussi longtemps qu'il a vécu, appartenait à ce parti, qu'il a plus compromis que servi. Tous les hommes de cette nuance sont personnellement fort goûtés du roi, et le demeurent même quand il suit la politique opposée. Dans le parti contraire, avec le duc d'Albe, dont la personnalité chagrine répugne au monarque, qui l'estime plus qu'il ne l'aime, se trouvent le prieur don Antonio de Tolède, le prince de Melito et le marquis d'Aguilar.

Après la mort de Ruy Gomez, survenue en 1573, sans que sa faveur eût chancelé un instant, parce qu'elle était celle d'un familier plutôt que d'un ministre, le favori se survécut à lui-même en léguant au roi, comme conseillers

privés, deux de ses créatures, Escovedo, secrétaire de don Juan d'Autriche, et Antonio Perez. Nous connaissons le premier, déjà disparu de la scène, mais dont la mort devait être fertile en graves conséquences. Quant au second, c'était le fils naturel de Gonzalo Perez, secrétaire d'État de Charles V et de Philippe II. Légitimé par un décret de l'empereur, il avait hérité près du fils de la confiance du père. Nommé en 1567 secrétaire d'État, à la mort de Ruy Gomez il devient premier ministre, et gouverne de moitié avec son maître toutes les affaires de la monarchie, y compris la plus grave de toutes, celle des Pays-Bas.

Voici le portrait que trace de lui la relation anonyme déjà citée : « Antonio Perez, secrétaire d'État, est « élève de Ruy Gomez. Il est très-discret, aimable, de « beaucoup d'autorité et de savoir. Par ses manières « agréables il tempère les dégoûts que causent souvent « la lésinerie et la lenteur du roi. Il est maigre, d'une « santé faible, porté au désordre et ami du plaisir. Il « tient à ce qu'on fasse état de lui, et à ce qu'on lui offre « des présents. Il est si adroit et si capable qu'il devien- « dra certainement le principal ministre du roi... » Le sobre Italien, dans ce portrait, nous laisse à peine entrevoir la profonde perversité de Perez, bien digne de s'entendre avec le prince au service duquel il apportait une souplesse d'esprit tout italienne, une grande facilité de travail, et un dévouement que rien ne devait faire reculer. Mais entre Ruy Gomez et Antonio Perez il y avait une différence grave : l'un était aussi soigneux de cacher sa faveur que l'autre de l'étaler. C'est là ce qui devait perdre Perez qui, élevé à l'école de Machiavel, en avait la corruption, mais non pas la prudence. Enivré de la faveur royale, il affectait une hauteur méprisante qui n'épar-

gnait pas même le duc d'Albe, le premier personnage de la cour. Son luxe effréné contrastait avec la simplicité monacale du roi, victime lui-même de l'étiquette qu'il imposait aux autres. Passionné pour le jeu et pour les femmes, et voulant mener de front le travail et le plaisir, Perez semait autour de lui les inimitiés à pleines mains. La vénalité la plus éhontée, vieille tradition de la cour d'Espagne, régnait dans son administration. Tout s'achetait, même l'impunité pour les crimes les plus graves, et le ministre, en recevant de toutes mains, prêchait l'exemple à ses subalternes qui se faisaient une loi de l'imiter.

Lorsqu'en 1576 don Juan fut envoyé en Flandre, on se souvient qu'Escovedo fut chargé par le méfiant monarque de contenir l'ambition maladive de l'infant. Mais Escovedo, jaloux de gagner les bonnes grâces de son nouveau maître, oublia la consigne de Philippe : il se prêta complaisamment aux rêves insensés de l'infant, qui voulait délivrer Marie Stuart de sa prison pour s'asseoir avec elle sur le trône d'Angleterre. En 1571, l'Italien Ridolfi avait proposé cette folle équipée à Philippe qui l'avait accueillie avec empressement; il y renonça pourtant, sur les sages avis du duc d'Albe, et don Juan, qui la reprit pour son compte, mourut avant d'en avoir pu tenter l'exécution.

Nous avons parlé déjà (t. IX, p. 406) des secrètes intelligences de don Juan et d'Escovedo avec Antonio Perez. Ce drame si sombre et si rebutant a été raconté par l'historien de *Marie Stuart* et de *la Vieillesse de Charles-Quint* avec sa netteté pénétrante et sa religieuse fidélité. Nous renvoyons au beau travail de M. Mignet sur *Antonio Perez* et *Philippe II* ceux qui voudraient étudier plus à fond les secrets ressorts qui dirigeaient

sous ce règne les affaires du monde. Nous résumerons seulement en traits rapides le meurtre d'Escovedo et le procès de Perez, pour arriver au vrai sujet de ce chapitre, à la confiscation des libertés de l'Aragon, victoire intestine, plus sanglante que disputée, qui devait indemniser le *Roi catholique* de l'échec de son *Armada*.

Tant que don Juan n'avait aspiré qu'à la conquête d'une couronne lointaine, comme celle de Morée ou de Tunis, le roi ne s'en était pas autrement ému. L'œil ouvert sur toutes les démarches de son frère, il lui avait permis d'aspirer au titre de *Majesté,* tout en lui refusant à Madrid celui d'*Altesse*. Il l'avait même laissé viser au trône d'Angleterre, ne mettant à ce consentement tacite qu'une condition, c'est que son frère, avant de rien entreprendre de l'autre côté du détroit, achevât d'abord la conquête des Pays-Bas. Mais la mission d'Escovedo à Rome et l'éclatant appui prêté par le pape aux projets de l'infant finirent par éveiller les soupçons du monarque, toujours facile à la défiance. Perez reçut l'ordre de se servir de sa liaison avec don Juan et son secrétaire pour les surveiller de plus près. Escovedo, laissé par son maître à Madrid, acheva d'y gâter ses affaires en adressant au roi un mémoire où il osait blâmer le *décousu* de sa politique, et Philippe, mortellement blessé, en garda au fond de son âme une trace qui ne devait plus s'effacer.

Escovedo était enfin parti pour la Flandre; mais les lettres désespérées de l'infant, son insistance pour se faire rappeler en Espagne, et y jouer un rôle dans les affaires de la monarchie, éveillèrent de plus en plus les soupçons de Philippe, qui finit par voir un complot là où il n'y avait qu'un coup de tête peu digne du vainqueur de Lépante. Enfin le retour d'Escovedo en Espagne, sans

autorisation, fit perdre au roi toute mesure : voyant en lui un ennemi personnel, et oubliant la distance qui séparait le maître du sujet, il écrivit à Perez ces lignes significatives : « Le coup est tout près de nous « atteindre ; il faut prendre nos précautions, et nous hâter « de le *dépêcher* avant qu'il ne nous tue ! » (*Ms. de La Haye*).

On s'étonnera peut-être de voir un monarque disposer ainsi sans façon de la vie de ses sujets ; mais au XVIe siècle, tout était permis au *prince* ou au nom du *prince*, comme en France, sous la *Terreur*, tout était permis au *peuple* ou au nom du *peuple*, dont le salut était la suprême loi. Des théologiens de cour avaient même rédigé pour la circonstance une théorie, inspirée à la fois de l'esprit de Machiavel et de celui de Loyola, pour établir que, sous la loi chrétienne comme sous celle du Koran, la vie et les biens des sujets appartenaient au *prince*. Voici ce que le confesseur du roi, don Diego de Chaves, écrivait à ce propos à Perez : « Le prince séculier a puissance sur « la vie de ses sujets ; comme il peut la leur ôter pour « juste cause et par un jugement régulier, il peut aussi « le faire sans tout cela, puisque les formes ordinaires de « la justice ne font pas loi pour celui qui peut dispenser « de toute loi. Dès lors il n'y a pas coulpe dans l'acte « du sujet qui, par ordre du roi, tue un autre sujet ; car « on doit présumer que le *prince* n'a donné cet ordre « que par une cause juste, et le *droit* présume qu'il y en « a toujours une dans tous les actes de son souverain. » (Perez, *Relaciones*, p. 71.) Ainsi, d'après ce code de l'assassinat juridique, l'impeccabilité du monarque pouvait se déléguer même au dernier de ses subordonnés, investi par lui de tous ses droits. Ainsi le *salut public* et le despotisme, individuel ou collectif, qui s'abrite sous ce

beau nom, conduisent fatalement aux mêmes extrémités. Derrière la pensée qui ordonne et le bras qui frappe, il y a toujours des casuistes du meurtre, prêts à trouver une théorie pour l'absoudre et pour le sanctifier.

Maintenant, plus l'on creuse dans cette ténébreuse et sanglante affaire, plus les difficultés augmentent, et il n'a pas fallu moins pour les élucider que la patiente sagacité du biographe d'Antonio Perez. On se demande si, dans les rêves juvéniles de don Juan, dans les emportements de parole ou de plume d'Escovedo, il y avait un motif suffisant pour attenter à la vie d'un homme qu'on ne peut pas, en conscience, se figurer comme dangereux. Comment Perez qui, jusqu'au dernier voyage d'Escovedo à Madrid, avait été son fidèle défenseur auprès du monarque, se tourne-t-il tout d'un coup contre son client, et devient-il l'agent le plus actif et presque l'instrument de son assassinat? Il y a là une énigme dont l'histoire a longtemps ignoré le mot, et ce mot, c'est la liaison secrète qui existait entre Philippe II et la princesse d'Eboli.

Dès l'âge de quinze ans, dona Aña de Mendoza, fille du comte de Melito, avait par sa précoce beauté attiré l'attention de Philippe, qui la fit épouser à son favori Ruy Gomez, en la dotant de six mille ducats de rente. Belle, hautaine et résolue, étincelante d'esprit et d'audace, c'était là le vrai type de la grande dame espagnole, et la femme qu'il fallait pour séduire cette nature toute monacale de Philippe, froide, réservée et lascive. La fascination exercée sur lui par cette altière beauté ne fut certes pas étrangère à la longue faveur de son époux. Que si l'on nous oppose la piété notoire du monarque, et ses quatre femmes qui auraient dû la mettre à l'abri de ces tendres faiblesses, écoutons encore

les Vénitiens, pour qui rien n'est caché : « Le roi est « d'une haute dévotion, il se confesse et communie « plusieurs fois dans l'année ; il fait ses oraisons chaque « jour, et *veut être net* de conscience. Mais son plus « grand péché, à ce que l'on estime, est celui de la chair. « Il y a à la cour plusieurs seigneurs qui passent pour « être ses fils, comme le duc de P... et d'autres « encore. » (*Relazione Venez., Ms.* 1584.) Or une liste de tous les titres de la cour à cette époque, consultée par M. Mignet, nous apprend qu'un seul nom de grand d'Espagne commence par un P ; c'est celui du duc de Pastrana, qui se trouve être justement le fils de la princesse d'Eboli, et dont tout le monde attribuait au roi la paternité.

Ce n'est pas tout encore : l'amour, plus ou moins voilé de mystère, de Philippe pour la belle et hautaine moitié de Ruy Gomez n'explique ni sa haine ni celle de Perez pour Escovedo. De cette intrigue de cour, assez transparente, au meurtre du secrétaire de don Juan, il y a encore un pas à franchir. Mais tout s'explique quand on saura que Perez, épris des charmes et de l'esprit de la princesse, bien qu'elle eût alors trente-huit ans, et qu'elle fût borgne d'un œil, avait osé devenir le rival de son maître, et partager avec lui les faveurs de la princesse. Trop hautains tous deux et trop imprudents pour se cacher, leur liaison fut bientôt la fable de la cour, où Philippe fut longtemps le seul à l'ignorer. Escovedo, fidèle à son ancienne affection pour Ruy Gomez, et se souvenant « qu'il avait mangé son pain, » avertit la princesse des propos qui se tenaient sur son compte, et l'engagea à rompre une liaison qui la perdrait, elle et Perez. La princesse répondit que « les « écuyers ne devaient pas se mêler de ce que faisaient

« les grandes dames, » et ni l'un ni l'autre ne tint compte de ses avis. Ayant aperçu entre eux des privautés trop significatives, Escovedo, confident malgré lui de ce redoutable secret, devint bientôt à charge aux deux amants. De là à s'en défaire par le meurtre, dans cette cour sanguinaire, il n'y avait qu'un pas, et l'imprudent les ayant menacés de tout révéler au roi, sa mort fut résolue dès ce moment.

Le plus sûr moyen de le perdre, c'était de le rendre suspect au roi. Perez, en homme prudent, aimait mieux mettre l'assassinat sur le compte de Philippe que sur le sien. A dater de ce jour, le premier ministre qui, jusqu'ici, avait detourné la colère du roi de la tête d'Escovedo, travailla à le perdre avec son habileté et sa noirceur ordinaires. Il dressa contre lui un acte complet d'accusation; il le rendit responsable de toutes les rêveries de don Juan, de ses trames avec le saint-père, de son rêve de conquête en Angleterre, et d'un rêve plus insensé encore, celui de déserter son poste pour aller, avec les troupes espagnoles qu'on renvoyait de Flandre, courir les aventures en France, et faire la guerre aux huguenots. Enfin, grief plus grave encore aux yeux de Philippe, Perez accusa Escovedo d'avoir poussé don Juan à rentrer en Espagne pour s'y emparer du pouvoir, et régner sous le nom de son frère. Certes, il n'en était rien; l'infortuné don Juan, victime de son dévouement à un frère ingrat, allait bientôt mourir pour se justifier; mais plus l'accusation était invraisemblable, mieux elle fut accueillie. Dans un conseil secret, composé de Perez et de deux ou trois familiers, on arrêta la mort d'Escovedo, comme le complice et l'agent de l'infant rebelle; car pour Philippe, tout suspect devenait aussitôt un coupable. Le marquis de los Velez, consulté

par le roi, déclara que, « l'hostie dans la bouche, il « voterait la mort d'Escovedo. » Ainsi le malheureux fut condamné sans être entendu, par Philippe pour un crime politique, et par Perez pour une rancune privée, cachée sous la raison d'État.

Après des tentatives avortées pour empoisonner Escovedo à la table même de son ami Perez, des meurtriers gagés l'assassinèrent la nuit dans les rues de Madrid, le lundi de Pâques 1578. Le meurtre d'un secrétaire d'État, mêlé à toutes les intrigues de la cour, causa une impression profonde. La justice s'émut, et commença d'office à instruire l'affaire ; ni le roi ni son ministre n'osèrent s'y opposer. Perez, le premier en butte aux soupçons, subit plusieurs interrogatoires dont sa haute position ne le préserva pas. Dès lors commença pour lui cette vie d'angoisses et de terreurs, châtiment du criminel sur qui la justice divine a prise avant celle d'ici-bas. La veuve et le fils de la victime, appuyés sur les nombreux ennemis que s'était faits le ministre, se portèrent hautement ses accusateurs. Perez, d'accord avec le roi, parvint, non sans peine, à éloigner les assassins. Le brevet d'enseigne dans l'armée fut donné à trois d'entre eux ; le quatrième fut employé par la princesse à l'administration de ses biens. Ajoutons que, au bout d'un an ou deux, trois des quatre assassins avaient payé de leur vie le dangereux secret dont ils étaient dépositaires.

La mort de l'infant, cinq mois après celle de son secrétaire, acheva de soulever l'opinion contre Perez et contre le roi lui-même, à qui l'on ne craignit pas d'imputer ces deux morts, venues si à propos pour lui. Mais comme Dieu seul, au XVIe siècle, se permettait de juger les rois, tout retomba sur Perez, son bouc émis-

saire. Le fils d'Escovedo ayant demandé justice à l'un des assassins de son père contre l'autre, fut reçu en audience privée par le roi qui lui promit aide et protection, et lui prodigua les marques d'intérêt les plus touchantes. L'opinion, muette si longtemps sous ce règne de terreur, se prononça hautement en faveur du jeune Escovedo, et un parti puissant, à la tête duquel se trouvait le rival et l'ennemi de Perez, Mateo Vasquez, secrétaire privé du roi, appuya ses poursuites.

L'orage s'amassait sur la tête du misérable Perez. Son complice couronné, quelque intéressé qu'il fût à défendre son honneur dans celui de son ministre, pouvait être amené à le sacrifier pour rejeter sur lui seul tout l'odieux de l'assassinat. Dans cette position difficile, Philippe, en fait d'astuce et de dissimulation, se surpassa lui-même. Prêtant une oreille à Vasquez et l'autre à Perez, le jour même où il promettait justice au fils d'Escovedo, il donnait à Perez *sa foi de gentilhomme* qu'il ne l'abandonnerait pas. « Tant que je vivrai, « ajoute-t-il, vous n'avez rien à craindre. D'autres ont « beau changer, moi je ne changerai pas. » (*Ms. de La Haye.*) Mais le ministre, qui connaissait son maître, ne fut pas dupe de ces belles promesses : « D'un jour « à l'autre, lui écrit-il, V. M. peut me faire coiffer du « bonnet de criminel, car je suis sûr que c'est moi qui « payerai pour le tout ; » et le roi lui répond que « pour « parler de la sorte, il faut qu'il ne soit pas dans son « bon sens. »

Pour désarmer la haine de ses ennemis, Perez essaya vainement de se démettre de ses fonctions. Poussé à bout, il alla jusqu'à presser le roi de le traduire seul en justice, en écartant de la cause le nom de la princesse qu'on commençait à mêler à toute cette affaire. Mais

Philippe s'y refusa absolument. Toutefois il autorisa Perez à confier à l'évêque de Pati, président du Conseil de Castille, les graves motifs qui avaient décidé la mort d'Escovedo, afin que l'évêque fît entendre raison à Vasquez et au fils de la victime.

Veut-on connaître à fond l'esprit de cette cour bigotement servile, où tout est légitime quand on obéit au maître? L'évêque a un long entretien avec le fils d'Escovedo, pour l'engager à se désister. Il lui annonce d'abord, de la part de S. M., « qu'on lui fera justice, « sans acception de personnes, de sexe ni d'état. Mais « il l'engage à bien peser sur quelles preuves il s'ap-« puiera pour attaquer des personnes aussi considé-« rables ; car s'il ne justifie pas sa plainte, l'épreuve « tournera contre lui. Enfin il termine en affirmant « *sur sa parole de prêtre* que la princesse et Perez sont « aussi innocents que lui du crime qu'on leur prête! » Et abusé par ce parjure officiel, le fils d'Escovedo donne sa parole de ne plus leur imputer la mort de son père.

Mais, à défaut du fils, la haine de Vasquez suscita bientôt dans la famille du défunt d'autres *vengeurs du sang* qui ne laissèrent plus au roi un instant de repos. De son côté, la princesse, avec sa hauteur ordinaire, le pressait de punir les calomniateurs qui osaient s'attaquer à une femme de son rang. Une guerre ouverte éclata entre les deux secrétaires, et la cour se partagea entre eux. Mais l'étoile de Vasquez montait sur l'horizon et celle de son rival commençait à décliner. Vasquez, d'ailleurs, s'appuyait sur le confesseur, et avait pour lui l'oreille du monarque. Philippe hésitait entre l'ascendant dès longtemps établi de Perez, et la souplesse de Vasquez, à qui il commençait à s'habituer.

Mais celui-ci avait en main, pour perdre son rival, une arme plus perfide : il dénonça au roi le pire, le plus inexpiable de tous les crimes de Perez, celui d'avoir osé marcher sur ses brisées. De ce moment, l'audacieux secrétaire fut perdu dans l'esprit de son maître. Malgré la dissimulation de Philippe, et son habileté à masquer une disgrâce sous les apparences de la faveur, Perez, habitué à lire dans sa pensée, pressentit, à des signes certains, l'orage qui s'approchait.

Le premier symptôme, ce fut le rappel de Granvelle, exilé depuis tant d'années à Rome, où Philippe, rendant hommage à sa haute capacité, le consultait sur toutes les affaires graves. Dénué de toute initiative, toujours mené en croyant tout mener lui-même, le roi avait besoin de remplacer à la fois Perez, dont il voulait se défaire, et le marquis de los Velez, mort de tristesse et d'ennui dans cette cour qui ressemblait à une tombe.

Granvelle étonné, inquiet même de ce retour de faveur qu'il n'avait rien fait pour provoquer, hésita quelque temps avant de quitter sa paisible retraite pour se lancer de nouveau sur cette mer fertile en orages. Mais le pape, trop heureux d'avoir un allié dans les conseils du *Roi catholique*, lui fit un devoir de conscience d'accepter, et Granvelle quitta Rome, non sans regret, pour cette cour où, en sa qualité d'étranger, il était sûr d'avoir tout le monde contre lui.

Le 28 juillet, Granvelle arrive à Madrid. C'est ici qu'on va connaître à fond cette nature féline et traîtresse de Philippe. Un instant, pour se débarrasser de Perez, il avait songé à le nommer ambassadeur à Venise; mais préférant le garder sous sa main, à portée de sa vengeance, il le comble en attendant des marques de sa faveur. Il travaille avec un zèle exemplaire à le récon-

cilier avec Vasquez; puis, tout d'un coup, au moment où Perez, sur ses instances, se décide enfin à tendre la main à son ennemi, le roi, le jour même de l'arrivée de Granvelle, comme pour lui faire savourer toutes les douleurs à la fois, signe l'ordre d'arrestation de son premier ministre. Le même jour, la veuve de Ruy Gomez est arrêtée et conduite dans une forteresse.

Le premier historien de l'Allemagne, Ranke (*Princes et peuples de l'Europe*), ne veut pas croire à la réalité de la liaison de Philippe II avec la princesse d'Eboli. Mais alors, pourquoi le roi fait-il partager à celle-ci la disgrâce du secrétaire d'État? Pourquoi, par un de ces emportements de l'amour trompé, si prompt à se changer en haine, va-t-il, oubliant toutes les convenances, lui le roi de l'Espagne et des Indes, monter la garde sous le porche d'une église, en face du palais d'Eboli, pour se donner l'amère joie de voir emprisonner celle qu'il aime? Pourquoi enfin, rentré dans sa demeure, se promène-t-il dans sa chambre jusqu'au lever du jour, en proie à une agitation que rien ne peut calmer? (*Relaciones* d'Antonio Perez.)

Pourquoi tout cela, nous le demandons, si aucune relation n'a jamais existé entre lui et la princesse d'Eboli?

Perez avait été conduit prisonnier dans la maison de l'alcalde de la cour. Philippe, qui n'était jamais pressé, même de se venger, l'y laissa quatre mois savourer à loisir les premières amertumes de la disgrâce. Le jour de l'arrestation, le clément monarque avait daigné envoyer le cardinal de Tolède à la femme de Perez, pour la rassurer sur le sort de son mari et lui dire que « ni sa vie « ni son honneur n'étaient en péril, et qu'il ne resterait « enfermé que jusqu'à ce qu'il se fût réconcilié avec

« Vasquez. » Mais la réclusion, les craintes, l'angoisse de tant d'espérances trompées, altérèrent bientôt la santé du prisonnier. Philippe, par une indulgence calculée, lui permit enfin d'échanger la maison de l'alcalde contre la sienne. On exigea de lui l'engagement écrit de renoncer à toute inimitié contre Vasquez, et Perez n'hésita pas à le donner. Il ne restait donc plus, semblait-il, aucun motif de le retenir en prison; mais le roi avait son plan, et nous allons le voir se dérouler lentement.

Perez resta huit mois aux arrêts dans sa maison, sous une surveillance sévère. Peu à peu, la rigueur de la consigne se relâcha, les gardes furent écartés, la surveillance cessa d'être visible. Le prisonnier put sortir, se promener, entendre la messe, et recevoir des visites, mais à condition de n'en pas faire. La ville et la cour purent commenter à leur aise cette étrange position d'un ministre d'État, accusé par la rumeur publique d'un crime capital, libre sur sa parole, mais gardé par la terreur qui pesait sur lui comme sur tout le monde, dans ce pays où la méfiance est dans l'air que l'on respire, où chaque regard semble celui d'un inquisiteur, chaque parole un piége ou une dénonciation.

La conquête du Portugal vint faire diversion pour l'Espagne aux préoccupations qu'y causait l'affaire de Perez. En l'absence du roi, le prisonnier dépêcha vers lui, pour fléchir ses rigueurs, sa femme, Juana de Coello, grosse de huit mois. Philippe, pour échapper à ses importunités, la fit arrêter avant qu'elle n'atteignît Lisbonne, et reconduire chez elle; l'émotion qu'elle en ressentit coûta la vie à son enfant. La princesse d'Eboli, dans sa prison, paraît avoir été traitée avec plus de rigueur encore que Perez. Sa santé n'y résista pas, et le

roi finit par la laisser revenir dans sa terre de Pastrana. Elle y vécut onze ans encore dans un complet isolement, privée même de la faculté d'administrer ses biens, et insultée par son propre fils, qui lui reprochait durement sa liaison avec Perez.

Du reste, la réclusion du captif ne paraît pas avoir été bien sévère, puisque nous le voyons se livrer avec quelques amis à un jeu effréné dans sa propre maison, en sortir avec une suite de près de trente personnes armées, et aller au théâtre. Par son luxe et ses dépenses inconsidérées, l'imprudent Perez semblait avoir pris à tâche de défier l'opinion, et de braver la colère du monarque. Ses ennemis s'en firent une arme contre lui, et Philippe ne se fit pas prier pour ordonner une enquête. Le résultat fut de mettre au jour les honteuses concussions de l'ancien ministre. On prouva que son père ne lui avait laissé aucune fortune, et que ses dépenses s'étaient toujours élevées bien au-dessus des revenus de sa charge. Son appareil de laquais et de voitures, au temps de sa faveur, était plus somptueux que celui du roi, et rien n'égalait le faste princier de son argenterie et de sa table. Sa chambre était ornée des mêmes meubles que celle du monarque, et l'on évaluait le mobilier de son palais à cent quarante mille ducats. La source qui alimentait ce luxe insolent, c'était la vente des faveurs et des places, toujours données au plus offrant. Les premiers personnages de l'État, les princes étrangers au service du roi étaient ses tributaires, et achetaient de lui, à beaux deniers comptants, le maintien de leurs positions à la cour ou dans l'armée.

Rien ne se faisait vite sous Philippe II : l'enquête, commencée en 1582, n'aboutit qu'en 1585 à une sentence qui condamnait Antonio Perez à restituer au fisc

la très-modique somme de treize mille ducats; à subir deux ans de détention, *ou plus*, dans une forteresse, et dix ans d'exil de la cour, *l'une et l'autre peine à la discrétion de Sa Majesté*. La sentence une fois rendue, les deux alcaldes de cour étant venus pour arrêter Perez dans sa maison, il fit traîner son arrestation en longueur, et parvint à s'échapper par la fenêtre, et à se réfugier dans l'église voisine. Mais les alcaldes, au nom du roi, firent forcer les portes qu'on refusait de leur ouvrir. On finit par découvrir le fugitif, caché sous les combles, et, malgré la résistance énergique du clergé qui défendait son droit d'asile, Perez fut enfermé dans une forteresse. Le tribunal ecclésiastique condamna les deux alcaldes à replacer le prisonnier dans le sanctuaire d'où il avait été enlevé; mais le *Roi catholique*, si dévoué qu'il fût à l'Église, ne voulait pas qu'elle intervînt dans ses affaires privées, ni qu'un autre pouvoir entrât en lutte avec le sien. A force de menaces, il contraignit le tribunal à se désister de ses poursuites, et fit annuler sa sentence par le Conseil de Castille.

La justice ecclésiastique faisant défaut au prévenu, il résolut d'en appeler au seul tribunal en Espagne qui, appuyé sur la loi, osât encore braver la puissance royale et les arrêts du bon plaisir, au tribunal des *Fueros* d'Aragon. Mais pour s'abriter sous cette fière et indépendante juridiction, il fallait venir en personne réclamer l'appui de ces antiques *fueros* que l'Aragon, seul libre au milieu de l'universelle servitude, offrait aux accusés comme une cité de refuge. Un projet d'évasion, combiné avec une rare habileté par le prisonnier, échoua, et il fut détenu plus étroitement que jamais.

Prévoyant de longue main sa disgrâce, Perez avait mis en sûreté ses papiers, et surtout les lettres du roi qui

établissaient sa complicité dans le meurtre d'Escovedo. Philippe, décidé à rentrer à tout prix en possession de ces papiers compromettants, fit presser la femme du prévenu de les lui livrer. Sur le refus de cette noble femme, il eut la lâcheté de la faire enfermer avec ses enfants, en la menaçant d'une détention perpétuelle, au pain et à l'eau, si elle s'y refusait. Juana résista aux menaces comme aux séductions avec un courage indompté; ce ne fut que sur un ordre de son mari, écrit et signé de son sang, que les papiers d'État, enfermés dans deux malles bien scellées, furent livrés au roi. Mais Perez connaissait son maître, il savait que, du moment où celui-ci le croirait désarmé, il le livrerait à ses persécuteurs; aussi avait-il eu soin de mettre à part les lettres qui établissaient le plus clairement la complicité du monarque.

Le roi, par une de ces bizarres alternatives de rigueur et d'indulgence qui rendent sa conduite inexplicable, fit cesser la captivité de la femme, et adoucit celle du mari. Pendant quatorze mois, Perez demeura à Madrid dans une des plus belles maisons de la ville, à demi libre, à demi prisonnier, et recevant les visites de toute la cour. Philippe, croyant toute trace de sa complicité disparue, jouait maintenant avec sa victime, comme le tigre avec sa proie. Il étonnait ses agents eux-mêmes par les intermittences de sa haine et ses perpétuelles contradictions. Mais bientôt sa feinte clémence fit place à une rigueur qui ne devait plus se relâcher. Tout d'un coup, enlevant à Perez sa demi-liberté, il le fit enfermer dans un château fort, puis ramener à Madrid, dans une étroite captivité. En même temps, par une étrange affectation d'impartialité, il priva de son emploi le fils d'Escovedo, et le fit jeter en prison, sous prétexte qu'il avait manqué à sa promesse en continuant ses poursuites contre Perez.

L'enquête, cependant, se poursuivait toujours, et ce procès sans fin tenait toute l'Espagne en suspens. Plusieurs années s'écoulèrent ainsi, sans que l'instruction eût fait de notables progrès. Enfin le 28 décembre 1589, le fils d'Escovedo, après onze ans d'inutiles poursuites, vendit à Perez, pour 20 mille ducats, le sang de son père et le droit d'en demander vengeance, et signa, en présence de témoins, son acte de désistement. Mais la haine de Vasquez, masque transparent qui couvrait celle du monarque, n'en poursuivit pas moins Perez, dans le but d'obtenir de lui l'aveu public de son crime. Celui-ci persistant toujours à nier, on lui mit les fers aux pieds, malgré son état de maladie attesté par les médecins. Enfin, sur l'ordre exprès du roi, son premier ministre, dont le seul crime était de lui avoir obéi, fut mis à la torture. Après huit tours de question ordinaire et extraordinaire, sorti tout brisé des mains des exécuteurs, Perez se reconnut enfin l'auteur de la mort d'Escovedo, et allégua pour se justifier une note écrite par le roi sur la lettre qui lui annonçait l'arrivée d'Escovedo à Santander, note conçue en ces termes : « Vous aurez à « me débarrasser de cet homme. » (*Os vereis que os ha de matar ese hombre.*)

Le crime, dont personne ne doutait, fut dès lors établi, ainsi que la complicité du roi. L'impression fut profonde, à Madrid comme dans l'Espagne tout entière. Chez ce peuple si bien rompu à la servitude, on s'effraya pourtant de tout ce que le despotisme pouvait oser. Dans le sort de Perez chacun pressentit le sien : en voyant un premier ministre détenu onze ans en prison, et torturé pour un crime qui n'était pas le sien, on se demanda quelle tête serait à l'abri de la foudre, si celle-là venait à tomber. Les bouches, si longtemps muettes, s'ou-

vrirent à la fin, et dans cette cour, si bien dressée à la servitude, on entendit des paroles comme celles-ci : « On « a vu bien des trahisons de sujet à souverain, mais ja- « mais trahison pareille de souverain à sujet! »

La vengeance de Philippe n'était pas assouvie; la haine de Vasquez s'acharnait sur Perez, qu'elle croyait privé de tout moyen de défense. L'art suprême et le but de l'accusation, c'était de démontrer que le meurtre d'Escovedo n'était pas une exécution politique, émanant du monarque, mais un crime privé, une simple mesure de précaution, prise par le ministre et la princesse contre un confident indiscret qui voulait dénoncer leur liaison. Après la torture la mort, après la mort le silence et l'oubli : tel était le sort qui attendait le malheureux Perez! Le seul moyen de s'y dérober, c'était la fuite; mais comment fuir, malade, impotent des deux bras, entouré de gardes et d'espions?... Toutefois, cette tête féconde en expédients savait tirer parti de tout : la maladie même lui servit pour détourner les soupçons de ses gardiens. Son épouse, à force d'instances, avait fini par être admise auprès de lui. Le 2 avril au soir, le prisonnier, sous des habits de femme, parvint à s'échapper. Au dehors, un complice l'attendait avec des chevaux pour le conduire en Aragon. Brisé par la torture, Perez fit trente lieues d'une traite, soutenu par l'espoir d'être libre; et le lendemain, il était en Aragon, sous la tutelle de ces *fueros*, assez puissants encore pour le protéger, mais qu'il allait entraîner avec lui dans sa ruine.

A peine arrivé en Aragon, le premier soin de Perez fut d'écrire au roi pour désarmer sa colère par des pro-

testations de respect et de soumission, et lui demander la liberté de sa femme et de ses enfants, arrêtés à sa place. Inutile d'ajouter que ses prières ne furent pas écoutées. La rage de Philippe en voyant sa victime lui échapper ne peut pas se décrire; mais ce qui vint encore la redoubler, ce fut la joie universelle que causa, à la cour comme dans toute l'Espagne, la nouvelle de l'évasion. On eût dit que la conscience publique était soulagée, et que chacun respirait plus à l'aise. Si coupable que fût Perez, la pitié pour cette grande infortune avait désarmé la haine et l'envie. Le fou du roi osa seul exprimer la pensée de tous en lui disant : « Sire, quel est donc cet « Antonio Perez que tout le monde se réjouit de voir « délivré? Il faut bien qu'il soit innocent, et alors vous « devez vous en réjouir avec tout le monde. »

Le roi avait donné l'ordre de poursuivre Perez, et de le ramener mort ou vif, avant qu'il eût passé l'Èbre; mais le fugitif avait dix heures d'avance sur ses limiers; il eut donc le temps de se réfugier dans un couvent de Calatayud avec Mayorini, un de ses compagnons. L'autre, l'enseigne don Gil de Mesa, se hâta d'aller à Saragosse invoquer le privilége des *manifestados* qui, aux termes des *fueros*, évoquait de droit toute cause, de tout tribunal en Espagne, devant le tribunal suprême du grand *justiza* d'Aragon. On vint bientôt, au nom du roi, réclamer le fugitif aux portes du couvent; mais elles restèrent fermées, et don Juan de Luna, l'un des députés du royaume, ne tarda pas à venir avec 50 arquebusiers emmener Perez pour le mettre sous la protection du *fuero* d'Aragon. Toute opposition de la part de l'autorité royale eût été impuissante, car déjà le peuple se levait pour défendre ses libertés. Perez, trop heureux d'échanger la prison du bon plaisir contre celle de la loi,

fut conduit, avec un peuple entier pour escorte, et au milieu de ses cris de triomphe, dans la prison du *fuero* à Saragosse. Philippe, forcé d'accepter un tribunal qu'il n'eût certes pas choisi, se hâta, pour n'être pas mis en cause, d'y mettre son ennemi, en l'accusant d'un double crime : 1° de s'être faussement servi de son nom pour faire périr Escovedo; 2° d'avoir falsifié les dépêches royales, et divulgué les secrets de l'État, crimes implicitement avoués par sa fuite.

Nous avons déjà analysé (t. V, p. 78) cette belle et tutélaire institution du *Justiza*, clef de voûte des libertés de l'Aragon. Cette haute magistrature était alors aux mains d'un noble Aragonais, vieilli dans sa charge, don Juan de la Nuza, et c'est sous sa protection que Perez se trouva placé. Dans cette lutte opiniâtre entre les *fueros* de l'Aragon et les prétentions de la couronne de Castille, lutte qui datait du règne de Charles-Quint, Philippe jusqu'ici n'avait pas été heureux; l'héroïque résistance des Aragonais, défendant pied à pied contre lui ce boulevard de leurs libertés, avait encore augmenté son mauvais vouloir pour eux. Son représentant en Aragon, le marquis d'Almenara, chargé de soutenir en son nom les poursuites contre le prévenu, fit mettre des gardes de vant sa prison pour empêcher une évasion nouvelle. La procédure s'ouvrit. Perez, dont on ne saurait trop admirer la fermeté et la présence d'esprit dans cette crise périlleuse, écrivit au confesseur du monarque une lettre où il mêlait habilement la menace à l'humilité. Il pressa le roi, « dans son propre intérêt, de ne pas engager « devant un pareil tribunal un procès qu'il ne serait « plus maître d'arrêter, et où son honneur courait grand « risque d'être compromis; car malgré tout le soin qu'on « avait pris pour lui ôter les moyens de se justifier, il

« lui en restait encore assez pour le faire d'une manière « éclatante... »

Cette lettre n'eut pour effet que de redoubler les efforts de Philippe pour obtenir de la justice aragonaise son désistement, et faire évoquer la cause devant l'*audiencia real* de Castille. Mais tous ses efforts se brisèrent contre l'indomptable dévouement de toutes les classes de citoyens à la cause de ce proscrit, qui incarnait en lui les libertés de l'Aragon. Perez, poussé à bout, s'avisa alors d'un étrange expédient. Il révéla, sous le sceau de la confession, à un prêtre, le prieur de Gotor, les terribles secrets dont il était dépositaire. Il lui montra tous les billets écrits de la main du roi, que celui-ci avait crus détruits, et qui se dressaient maintenant contre lui. Il donna au prieur copie de ces billets où Philippe le chargeait de correspondre avec don Juan et Escovedo pour découvrir leurs secrètes menées; d'altérer même au besoin leurs dépêches pour leur faire dire ce qu'elles ne disaient pas; enfin de faire périr Escovedo dans un guet-apens, et de supporter sans mot dire les poursuites que cette mort pourrait soulever contre lui. Le prieur alla à Madrid montrer les lettres au roi, et l'engager, dans son propre intérêt, à abandonner le procès. Philippe reçut fort bien le prieur, et le remercia de son zèle; mais sa seule réponse, ce fut une sentence du tribunal de Madrid, rendue le 1er juillet, qui condamnait Perez à être traîné par les rues de la ville, puis pendu au gibet, sa tête exposée en lieu public, et ses biens acquis au fisc, etc.

Pendant qu'un tribunal complaisant condamnait Perez comme contumace à Madrid, son procès réel se poursuivait à Saragosse, devant des juges plus dignes de ce nom. C'est alors que le prévenu, après tant d'inutiles efforts pour désarmer la haine du monarque, se décida

à en appeler à l'opinion, et fit paraître son célèbre *Mémorial*. Forcé d'accuser pour se défendre, et n'ayant plus rien à ménager, il dévoila sans pitié devant l'Espagne attentive ce noir amas de mensonges, de lâchetés et de perfidies dont se composait la conduite du monarque. Devant le public il produisit les copies des lettres royales; devant ses juges il montra les originaux, et l'honneur de Philippe, déjà fort entamé, sortit de cette affaire plus compromis que jamais. Le roi, inquiet de la tournure que prenaient les choses, et convaincu que le prévenu sortirait absous du procès, se décida tout d'un coup, par un de ces brusques revirements qu'on a peine à s'expliquer, à abandonner toute poursuite. Cet acte étrange porte la date du 18 août; en voici quelques extraits : « Attendu que le prévenu, *abusant de sa position*, se défend de manière que, pour lui répondre, il « faudrait toucher *à des secrets qu'il ne convient pas de* « *divulguer, et à des personnes dont l'honneur doit s'estimer plus haut que sa condamnation*, j'ai trouvé moins « d'inconvénient à renoncer à le poursuivre devant le « tribunal du *Justiza* d'Aragon qu'à aborder les points « ci-dessus... Comme on connaît la pureté de mes intentions, je certifie que les crimes d'Antonio Perez sont aussi « graves que jamais vassal ait pu en commettre contre son « roi et son seigneur... Mais, tout en abandonnant l'accusation devant le tribunal d'Aragon, j'entends que « tous mes droits demeurent entiers et illésés, afin que « je puisse, en tout temps et devant tout autre tribunal, « le mettre en cause pour les mêmes délits. »

Après ce désistement, le tribunal du *Justiza* n'avait plus qu'à acquitter le prévenu; mais le roi n'était pas homme à renoncer ainsi à sa vengeance : une nouvelle instance fut introduite devant la même cour pour accuser

Perez d'un double empoisonnement. Son innocence, au moins douteuse, fut encore reconnue par des juges décidés à l'absoudre. Enfin, par une troisième instance, la haine de Philippe fit encore accuser le prévenu de concussion, chef d'accusation plus facile à prouver. Mais Perez n'eut pas de peine à établir que, condamné déjà une fois à Madrid pour ce délit en 1585, il ne pouvait l'être une seconde fois, puisque, toujours prisonnier depuis lors, il n'avait pu encourir une seconde condamnation.

On se perd, en vérité, dans ce dédale de contradictions; on se demande avec un historien moderne (Lafuente, *Hist. de Espana*, t. XIV, p. 345) « comment Philippe « n'a pas prévu que son ancien ministre, dans cette « position désespérée, finirait par publier tout ce qui « pouvait servir à le justifier, fût-ce aux dépens du « roi qui le persécutait? Et s'il l'a prévu, comment « s'est-il acharné à le poursuivre pendant onze ans, et à « le pousser au désespoir? Si c'est le roi qui a fait assas- « siner Escovedo, pourquoi vouloir faire condamner à « mort son ministre qui n'a fait qu'exécuter ses ordres? « Et s'il n'a pas ordonné le meurtre, pourquoi se désister « de l'accusation, au moment même où la sentence va « être rendue, et où le prévenu a allégué à sa décharge « l'ordre de son maître? » Nous ne prétendons pas, certes, justifier Philippe, ni même le comprendre; mais l'acharnement même qu'il met à poursuivre Perez trahit au fond de ce cœur ulcéré une rancune implacable, que peuvent seuls expliquer les ressentiments d'un amour trompé, et l'humiliation amère de voir un sujet préféré à son maître.

La liste des griefs épuisés, il ne restait plus au prévenu qu'à demander son élargissement. Il allait l'obtenir, et Philippe, dans sa rage impuissante, voyait déjà Perez libre

d'aller porter à l'étranger ses rancunes triomphantes avec les secrets de la monarchie. Avant de s'y résigner, le roi voulut encore tenter un dernier effort. Si tous les tribunaux séculiers lui faisaient défaut, restait encore celui du Saint-Office, dont la cause était solidaire de la sienne. On n'avait pas pu faire de Perez un criminel d'État, mais on pouvait encore en faire un hérétique, et c'en était assez pour le perdre. On commença par acheter à prix d'or ses compagnons d'exil; on recueillit de leur bouche toutes les paroles imprudentes échappées au fugitif, comme celle-ci : « Dieu dort, et il ne s'occupe plus de « mes affaires. Je ne croirai plus en Dieu si les choses se « passent ainsi! » Il avait manifesté l'intention de s'enfuir en Béarn; or en Béarn il y avait des hérétiques, donc il était hérétique lui-même! Et sur cette base fragile, l'Inquisition de Madrid échafauda tout un acte d'accusation d'hérésie au premier chef, et décida que le prévenu serait retiré de la *prison du fuero* pour être enfermé dans celle du Saint-Office à Saragosse. Mais il y avait là une atteinte formelle aux priviléges de l'Aragon, et le *Justiza* refusa de livrer le prévenu. L'inquisition, habituée à voir plier devant elle toute résistance, envoya aux lieutenants du *Justiza* l'ordre formel, « en vertu *de la « sainte obéissance,* sous peine d'excommunication ma« jeure et d'une amende de mille ducats par tête, de « livrer Perez, en dépit de cette *prétendue manifestation,* « qui ne saurait être maintenue en des choses concer« nant la foi, et qui doit être annulée, comme empêchant « le libre et juste exercice du Saint-Office. »

Dans l'intervalle, le marquis d'Almenara était parvenu, dans une entrevue secrète, à ébranler la résistance du *Justiza.* Devant une lutte ouverte avec ce tribunal occulte qui fait encore trembler l'Espagne, même après

qu'il a cessé d'exister, don Juan de la Nuza fit ce qu'aurait fait à sa place tout bon Espagnol : il hésita, et finit par céder. Perez fut extrait de sa prison et traîné dans celle du Saint-Office. Mais malgré tout le mystère dont on avait cherché à envelopper son extradition, le bruit s'en répandit dans Saragosse avec la rapidité de la foudre, et bientôt tout le monde fut sur pied.

Perez avait dans la noblesse un parti puissant qui, dans sa personne, défendait des priviléges plus chers aux Aragonais que leur propre vie. Au sein même de l'Inquisition il avait des amis qui lui devaient leurs charges, et l'un des trois juges, Morejon, était Aragonais avant d'être inquisiteur. Il n'y avait pas un instant à perdre, car on savait que le Saint Office de Saragosse se hâterait de livrer le prévenu à celui de Madrid, et une fois hors de l'Aragon, Perez était perdu. Ses partisans les plus décidés, entraînant le peuple avec eux, se rendent au palais du *Justiza;* ils l'accusent hautement d'avoir violé la sainteté des *fueros*, et le somment de leur rendre le prisonnier. Le *Justiza*, peut-être de bonne foi, allègue que les *fueros* même perdent leur puissance dès qu'il s'agit de délits religieux, et que, plus d'une fois déjà, il a été forcé de livrer des accusés aux exigences du Saint-Office.

Désespérant de vaincre sa résistance, trois nobles sortent dans la rue en proférant ce cri redoutable qui, au dire de l'historien Herrera, soulève les pierres en Aragon : « *Contra fueros!* Aide à nos libertés! » A ce cri bien connu, la ville entière se lève comme un seul homme; le tocsin appelle aux armes tous les citoyens. Le peuple, dirigé par les nobles, se divise en deux bandes: l'une marche sur la prison du Saint-Office, l'autre vers la demeure du marquis d'Almenara; car malgré le déni

de justice du *Justiza*, la personne du représentant suprême de la loi en Aragon y était toujours sacrée. Le marquis, vieux soldat, habitué à faire face au danger, fait fermer son hôtel, armer ses gens, et envoie demander du secours au *Justiza*. Celui-ci accourt aussitôt avec ses assesseurs. Le peuple furieux assiégeait les portes de l'hôtel, et elles étaient prêtes à céder. Don Juan de la Nuza presse le marquis de s'échapper par une porte de derrière : « Personne de ma race n'a jamais fui, « répond-il fièrement; je ne fuirai pas, dût-il m'en « coûter la vie ! » Le *Justiza* se montre à la fenêtre, et essaye d'apaiser le peuple en le pressant de se retirer et d'obéir à la loi; mais son autorité est impuissante; les cris de *Vive la liberté! Mort aux traîtres!* finissent par étouffer sa voix, et le *Justiza*, faiblissant devant le peuple irrité comme il avait faibli devant le monarque, presse le marquis de se laisser conduire dans la prison du *fuero*, asile plus sûr pour lui que sa propre maison.

Almenara reste inflexible. Le *Justiza* se montre encore une fois à la fenêtre. Les assaillants, tout en battant la porte avec une poutre en guise de bélier, demandent à grands cris qu'on leur livre le marquis. « Eh bien, dit « la Nuza, en essayant de pactiser avec eux, me donnez-« vous votre parole d'*hidalgos* et de gens d'honneur « que, si je vous livre ceux que vous me demandez, « leurs personnes et leurs vies seront sauves? » — « Oui! Oui! » répondent-ils tous d'une seule voix. Le *Justiza*, croyant en avoir assez fait pour acquitter sa conscience, somme le marquis de le suivre, « au nom « du roi et de la loi d'Aragon, » et celui-ci obéit.

Pendant ce temps, la porte tombait sous les coups, et le peuple victorieux allait se ruer dans l'hôtel pour y saisir sa proie ; mais au pied du grand escalier ils ren-

contrent celui qu'ils cherchaient, entre le *Justiza* et l'assesseur Toralva. Contenu par un reste de respect pour le représentant de la loi, le peuple les laisse passer, suivis du cortége habituel du *Justiza* et des gens du marquis. Le cortége s'avance ainsi sur la place, fendant les flots du peuple irrité, au milieu des cris de : *Mort au traître, au renégat!* La foule était tellement compacte que la Nuza, dans ses efforts désespérés pour se frayer un passage, chancelle et tombe sans pouvoir se relever. L'intrépide Toralva, resté seul avec Almenara, continue sa marche en le couvrant de son corps. Mais enfin devant l'église de la Seu, deux nobles, don Diego de Heredia et don Pedro de Bolea, mêlés au peuple qui attendait d'eux le mot d'ordre, prononcent le mot fatal : « Qu'il meure, de par Dieu! » Aussitôt une populace altérée de sang se jette sur sa victime, l'abat par terre, malgré l'héroïque effort de son défenseur, lui arrache le manteau dont il cherchait à se faire un bouclier, et le blesse de trois coups de couteau. Il serait mort sur la place si quelques nobles aragonais, inquiets des suites que sa mort pourrait amener, ne l'avaient protégé contre ses assassins, pour le conduire tout meurtri dans la prison de la ville, où il mourut, quinze jours après, des suites de ses blessures.

L'autre moitié du peuple insurgé s'était portée au palais ou plutôt à la forteresse de l'Inquisition, la *Aljaferia,* située hors de la ville, en réclamant à grands cris Perez et Mayorini. Les inquisiteurs, se fiant sur la force de leurs murailles et sur la terreur qu'inspirait le nom du Saint-Office, n'étaient pas disposés à céder. Déjà les révoltés avaient entassé autour de la prison d'énormes piles de bois, et s'apprêtaient à y mettre le feu. « Hypo« crites Castillans, s'écriaient-ils, rendez-nous les pri-

« sonniers, ou vous allez mourir dans les flammes, « comme vous y faites mourir les autres! » Le vice-roi don Jayme Ximeno, évêque de Teruel, effrayé de la tournure que prenaient les choses, se rendit en hâte sur les lieux. Les insurgés l'entourèrent en lui criant : « Faites-nous rendre nos prisonniers et défendez nos « libertés! — Oui, mes enfants, répondit le vice-roi, « Aragonais lui-même, justice vous sera rendue, vos « *fueros* seront respectés. » Et en effet, il pressa les inquisiteurs de livrer les deux détenus, et l'archevêque de Saragosse leur fit donner le même avis. Sur trois juges, deux étaient disposés à céder, le troisième seul fut intraitable; c'était un Castillan, Molina de Medrano. Mais enfin, en apprenant le triomphe de l'insurrection et la mort du marquis, les inquisiteurs comprirent qu'il fallait céder. Vers cinq heures du soir, les deux captifs furent livrés au vice-roi, et ramenés en triomphe à la prison du *fuero*. Perez fut obligé de se tenir debout dans la voiture, pour que le peuple enthousiasmé pût saluer en lui la personnification vivante de la loi; triomphe éphémère qui devait coûter bien cher à ceux qui l'avaient remporté. Du moment où le prévenu fut rentré sous la tutelle des *fueros*, l'émeute s'apaisa comme par enchantement; mais les rancunes de Philippe II ne devaient pas s'apaiser comme elle.

Avant de pousser plus loin ce récit, il importe d'établir nettement les relations du roi de Castille avec l'Aragon, cette fière et libre province qui se souvenait encore d'avoir été un royaume. Le meurtre du premier inquisiteur établi en Aragon, Arbuez, assassiné au pied des autels, avait assez prouvé quelle ardente affection ce peuple portait à ses *fueros* (voir t. VI, p. 38). Philippe n'aurait pas mieux demandé que de traiter les libertés

de l'Aragon comme son père avait traité celles de la Castille; mais obligé de se défendre tour à tour contre les Maurisques en Espagne, les Turks dans la Méditerranée, les Anglais dans l'Océan, le prieur de Crato en Portugal, et de faire face à la longue et terrible guerre des Pays-Bas; amené enfin, en 1588, à tourner contre l'Angleterre toutes les forces de son empire, le temps et la liberté d'action lui avaient manqué pour déclarer la guerre aux franchises de l'Aragon. Mais n'osant pas l'attaquer à ciel ouvert, Philippe minait lentement l'édifice qu'il voulait abattre. Chaque jour les représentants de l'autorité royale en Aragon élevaient plus haut leurs prétentions, et poursuivaient leur œuvre en appuyant secrètement les insurrections des vassaux contre leurs suzerains, en confisquant les priviléges des cités les plus turbulentes, enfin en semant partout la discorde et l'anarchie pour récolter le despotisme.

Philippe n'ignorait pas que, dans la personne de Perez, l'Aragon ne défendait que ses *fueros*, assez forts pour lutter à la fois contre la couronne et contre l'Inquisition. Aussi, depuis le jour où il était monté sur le trône, toute sa politique avait-elle consisté à fausser, à ébranler, à amoindrir par toutes les voies la nationalité de ce noble pays, dernier représentant sur le sol de la Péninsule de ces vieilles libertés qui furent le prix de la conquête. Ainsi il avait chargé Almenara de réclamer pour la couronne le droit de nommer en Aragon des vice-rois étrangers au pays. Cette mission aurait suffi pour fausser la position du marquis, mais sa hauteur, son faste insolent dans un pays de mœurs simples et antiques avait encore contribué à le rendre odieux à tout bon Aragonais. Le vide s'était fait peu à peu autour de lui, et quiconque franchissait le seuil de sa porte était regardé comme un

ennemi public. Enfin, son acharnement contre Perez, en soulevant contre lui les tempêtes populaires, avait fini par lui coûter la vie.

De mortels ressentiments couvaient dans l'âme de Philippe depuis le meurtre de son agent. Mais la haine du monarque n'était pas comme celle du peuple, elle savait attendre. Personne ne s'entendait mieux que lui à feindre de pardonner quand il ne pouvait pas punir. Sa vengeance n'y perdait rien, et elle y gagnait de tromper et d'endormir ceux qu'elle ne pouvait atteindre. Les Aragonais, se reposant sur leurs droits séculaires, qu'on ne leur avait pas encore contestés, avaient perdu l'habitude de les défendre. Ils ne savaient pas qu'une constitution, pour un peuple libre, n'est pas un terrain, une fois conquis, où l'on peut planter sa tente, et se livrer au sommeil, mais une lutte de tous les jours contre les ennemis du dedans, plus dangereux que ceux du dehors. Effrayés de leur propre audace et de ce sang versé qui se dressait entre eux et leur roi, ils étaient disposés à faire bon marché, non de leurs priviléges, mais de celui qui les avait compromis en s'abritant sous leur ombre. Avec ces dispositions des deux parts, il n'était pas difficile de s'entendre. Que fallait-il pour cela? Une transaction qui évitât à l'orgueil aragonais la honte de paraître céder, et un terrain neutre pour y transporter la cause de Perez hors de l'inviolable domaine des *fueros*.

Ce terrain neutre était tout trouvé, c'était l'Inquisition. Elle avait eu le tort, la première fois, de le prendre de trop haut, et de vouloir tout emporter de haute lutte; mais il lui suffisait, pour atteindre son but, de témoigner de son respect pour la juridiction des *fueros*, tout en réclamant le prisonnier comme soumis à celle du

Saint-Office. Pour concilier les droits des deux juridictions, l'esprit des légistes, fertile en expédients, s'avisa de trouver qu'on pouvait suspendre, sans le détruire, le droit de *manifestacion*, et livrer les prisonniers à l'Inquisition sans porter atteinte aux *fueros*. Toutes les autorités de l'Aragon, le *Justiza*, la députation permanente et la haute cour de justice, saisirent avidement ce prétexte qui couvrait d'une ombre de légalité le lâche abandon des droits du malheur. Les partisans les plus dévoués de Perez adoptèrent la transaction, et l'engagèrent lui-même à s'y prêter; mais celui-ci s'y refusa obstinément. Il savait bien que, devant tout autre tribunal que celui du *Justiza*, il se trouverait toujours en face de Philippe !

Dans cette situation désespérée, trahi par ceux-là mêmes en qui il avait mis son dernier espoir, le malheureux Perez fit preuve d'un courage et d'une activité qu'on est forcé d'admirer. Abattu par la fièvre, le corps brisé par des tortures morales plus cruelles que la question, il inonda l'Aragon de pamphlets où, avec un pathétique et un art merveilleux, il cherchait à réveiller le patriotisme du peuple et son dévouement à la vieille religion des *fueros*. Dans une requête éloquente au *Justiza*, il opposa aux prétentions du Saint-Office les antiques franchises du pays, et les réserves faites pour les protéger, lorsque l'odieux tribunal avait été imposé à l'Aragon. « Je demande justice, y disait-il, au nom de mes mal- « heurs non mérités, les meilleurs intercesseurs après « Dieu que je puisse présenter. Je le demande au nom « du ciel et de la justice divine, au nom de ce royaume « tout entier qui souffre en moi et pour moi. » (*Coleccion de Llorente*, t. X, p. 3.)

Mais le *Justiza* et ses assesseurs avaient pris leur

parti; l'abandon de Perez était résolu, et un pacte secret, conclu avec le roi, devait livrer le prisonnier à l'Inquisition, qui n'était ici que son prête-nom. Philippe se montrait prêt à tout pardonner aux Aragonais, pourvu qu'on lui livrât son ennemi, sauf à se venger d'eux plus tard, quand il en aurait fini avec Perez. Il commençait à s'effrayer du long séjour d'un homme aussi dangereux à Saragosse où, du fond de sa prison, il remuait l'Aragon tout entier. Il redoutait son esprit d'intrigue, ses liaisons avec la noblesse, ses appels aux *fueros* dont il ravivait le culte. Perez, d'ailleurs, avait laissé échapper des paroles imprudentes : « L'Aragon, si on voulait l'en « croire, se ferait république, à la façon de Venise ou de « Gênes, et la Castille finirait par l'imiter. A défaut, on « pourrait encore se donner à la France, qui recevrait « les Aragonais à bras ouverts, et leur laisserait dicter « leurs conditions. »

Ces rêves de Perez ne méritaient pas d'être pris au sérieux; mais l'insurrection de Saragosse était venue leur prêter une formidable réalité, et Philippe n'en devint que plus ardent à sa ruine. Le prisonnier, se voyant perdu, ne songea plus qu'à une chose, à s'échapper de sa prison, et concerta avec quelques amis, car il lui en restait encore, on le verra bientôt, un nouveau plan d'évasion. A l'aide d'une lime, il scia, par un labeur opiniâtre de trois nuits, les barreaux de sa fenêtre. Une nuit encore, et il était libre; mais il fut trahi par un de ses confidents, et enfermé dans une prison plus étroite. Le 24 septembre était le jour fixé pour le livrer aux inquisiteurs. Philippe II n'avait pas dédaigné d'écrire, dans les termes les plus caressants, aux députés et aux juges aragonais pour les inviter à prêter main-forte à la juridiction du Saint-Office.

Le 24, à dix heures du matin, un nouveau mandat d'amener fut porté de la part du Saint-Office à l'audience du nouveau *Justiza*, don Juan de la Nuza, entré en charge depuis deux jours par la mort de son père. Ce mandat, rédigé avec plus de prudence que l'autre, ménageait avec soin l'orgueil aragonais, et évitait, tout en réclamant le prévenu, de porter atteinte à la juridiction des *fueros*. Le nouveau titulaire, âgé de 27 ans à peine, ne voulut pas encourir seul cette grave responsabilité; il fit appeler les députés du royaume et le conseil municipal de la ville pour la leur faire partager avec lui. Mais au fond, tout le monde était d'accord, et le pacte était conclu aux dépens du prisonnier. L'assemblée décréta tout d'une voix la remise de Perez aux mains de l'Inquisition. L'arrêt une fois rendu, on ne perdit pas un instant pour l'exécuter. Le vice-roi, à la tête des autorités du royaume, se rendit en personne à la prison du *fuero*. Dès trois heures du matin, toutes les troupes avaient été rassemblées sur la place, et le lieutenant du *Justiza* entra dans la prison pour se faire livrer les deux captifs.

Cette fois, le sort de Perez semblait décidé. Il savait qu'une fois dans les griffes du saint tribunal, rien ne pourrait plus l'en tirer; mais il savait aussi qu'un parti puissant travaillait dans l'ombre pour lui. La nuit même, Gil de Meza lui avait fait dire d'espérer. Dès le matin, ses partisans étaient réunis dans la maison de Torellas, résolus à tout oser pour délivrer les prisonniers. Au moment où on mettait les fers aux pieds de Perez pour le conduire à la *Aljaferia*, don Martin de la Nuza, donnant à ses amis l'exemple, sortit le premier, l'épée à la main, suivi d'une troupe de laquais armés. Le peuple, en entendant le cri magique de

Contras fueros! grossit bientôt la troupe des insurgés. Culbutant les soldats qui lui faisaient obstacle, celle-ci arriva sur la place du marché, au moment même où débouchait par un autre côté Gil de Mesa, avec une bande non moins nombreuse. Entre des autorités vendues à la Castille et la sainte cause de ses *fueros*, le peuple ne pouvait pas hésiter. Déconcertés, surpris, criblés de coups de mousquet, les soldats ne tardent pas à lâcher pied. Le vice-roi et son cortége se réfugient dans une maison. Le peuple les y assiége bientôt, au cri de « Liberté! liberté! » et veut y mettre le feu pour brûler les traîtres et les renégats qui ont trahi ses *fueros*. Les fugitifs n'échappent à la fureur du peuple qu'en démolissant une muraille, et en cherchant leur salut dans la fuite. La populace, ivre de joie, enfonce les portes de la prison, délivre Perez, et le porte en triomphe à la maison de don Diego de Heredia. Là il monte à cheval avec Gil de Mesa, Ayerbe et deux domestiques pour toute escorte, et sort de la ville au milieu du peuple qui l'acclame.

Tout brisé qu'il fût par ses longues souffrances, Perez fit neuf lieues à cheval sans s'arrêter, en se dirigeant vers la frontière de France qu'il espérait franchir. Demeuré seul avec Gil de la Mesa, il erra plusieurs jours dans les âpres solitudes de ces monts, évitant avec soin les endroits habités, et vivant du pain qu'il avait emporté avec lui et de l'eau des torrents. Il comptait se rendre en France par le col de Roncevaux; mais trouvant les passages gardés, il revint sur ses pas et finit, avec son audace habituelle, par rentrer déguisé dans Saragosse, et s'y cacher sous le toit de Martin de la Nuza.

Quand même toutes les autorités s'étaient trouvées

d'accord pour livrer à Philippe sa proie, celui-ci ne pouvait pas pardonner un pareil affront. L'Aragon, embarrassé de sa victoire, se hâta d'envoyer au roi une députation chargée d'implorer son pardon. Philippe l'accueillit sans malveillance, écouta les excuses des députés, et les remercia de leurs loyaux efforts pour prêter force à la loi. Mais les deux insurrections de Saragosse venaient à point pour lui donner l'occasion, si longtemps attendue, de sévir contre un peuple rebelle, et d'abolir ces insolents *fueros*, défi permanent jeté à la couronne de Castille et à l'unité de la Péninsule. Ce plan, du reste, n'était pas personnel à Philippe, c'était une tradition de famille. Depuis la réunion des deux couronnes sur la tête de Fernando et d'Isabelle, on avait entendu plus d'une fois répéter à la reine de Castille : « Mon plus grand désir est que les Aragonais, en s'in- « surgeant, me donnent un prétexte pour détruire leurs « *fueros ;* » politique fort habile sans doute, mais qu'on eût plutôt attendue de Fernando d'Aragon que de sa pieuse moitié.

En fait de dissimulation et de perfidie, Philippe surpassait son bisaïeul, et Machiavel lui-même n'aurait eu rien à lui apprendre. Jugeant l'heure venue, il réunit à Agreda, sur la frontière aragonaise, une armée de dix mille fantassins et de quinze cents cavaliers, sous les ordres de Vargas. Toutefois, en annonçant au corps municipal de Saragosse l'arrivée d'une armée « pour rétablir le « respect envers l'Inquisition, » il leur certifiait encore que « son intention était de garder leurs *fueros*, et de « ne les laisser violer par personne. » Mais l'Aragon connaissait Philippe ; il savait qu'une guerre à mort était déclarée entre ses vieilles franchises et la royauté, telle qu'on la comprenait à Madrid. Aussi l'approche

de Vargas sema-t-elle dans tout le royaume l'inquiétude et l'effroi. Les nobles, les *ricos homes*, si dévoués de tout temps à la cause de leurs libertés, pressèrent la *députation permanente* de pourvoir à la défense du pays, et de décréter peine de mort contre tout étranger qui franchirait sa frontière à main armée. Les députés, prenant au sérieux cet appel, invoquèrent le secours de toutes les cités du royaume, ainsi que de Valence et de la Catalogne, dont les institutions avaient une grande analogie avec celles de l'Aragon. Ils en appelèrent aux anciens traités qui obligeaient, en cas d'invasion, ces trois États à se prêter un mutuel appui.

Mais la justice divine punit ici-bas les fautes des peuples qu'elle ne peut pas atteindre là-haut. Soixante et dix ans auparavant, l'Aragon avait laissé périr les libertés de la Castille sans lever un bras pour leur défense. Ce fut le tour maintenant de la Catalogne et de Valence de ne pas comprendre que, dans ce grand conflit du pouvoir absolu et des libertés locales, toutes les provinces de l'Espagne étaient solidaires, et avaient à se défendre contre le même ennemi. Personne ne bougea dans ces deux États, à l'appel de leur ancien allié. Enfin, symptôme plus menaçant encore, toutes les cités aragonaises, sauf Teruel et Abaracin, demeurèrent sourdes à l'appel de leur capitale menacée. Tout en restant passionnément attaché à ses vieux *fueros*, l'Aragon avait désappris à les défendre, et à l'heure de l'épreuve, comme il se manquait à lui-même, tout lui manqua à la fois!

Les députés, tout en se préparant à résister, essayèrent pourtant de détourner l'orage. Ils rappelèrent au roi qu'introduire sur le sol aragonais un seul soldat étranger, c'était violer l'esprit comme la lettre de leurs

fueros, et que, si Vargas franchissait la frontière, on serait obligé de se défendre. Le 2 novembre, Philippe leur répondit, dans une lettre où la menace perçait sous une feinte douceur, que « son armée se rendait en « France; qu'elle ne ferait que traverser l'Aragon, « et s'y arrêter un instant pour prêter force à la justice; « que, du reste, il était convaincu qu'ils avaient agi en « bons et loyaux sujets, fidèles à leur devoir... Aussi « ma volonté, ajoutait-il, a-t-elle toujours été, et est-elle « encore de conserver vos *fueros*, d'user *de toute la « bénignité possible*, et de maintenir la paix du royaume. »

Devant un pareil langage, Saragosse n'avait qu'à se soumettre ou à se préparer au combat. Sur treize légistes, douze furent d'avis qu'il fallait résister les armes à la main. Ce fut un noble spectacle que de voir, non pas un royaume, mais une cité, trahie par ses cités sœurs, se lever comme un seul homme, à l'appel des gardiens de la loi. Le *Justiza*, par un privilége spécial de sa charge, fut investi du commandement de l'armée nationale. Son premier acte fut de faire notifier à Vargas l'arrêt de mort porté contre lui s'il franchissait la frontière. Vargas répondit froidement que, « une fois dans « Saragosse, il justifierait de son droit, » et le jour même, il entra en Aragon.

La petite armée aragonaise se rassemblait lentement dans Saragosse; le tocsin avait appelé aux armes tous ceux qui étaient en état de les porter. Quelques volontaires étaient venus de la montagne; mais en somme, lorsqu'on se mit en marche, à peine comptait-on quelques milliers d'hommes mal armés, et plus mal disciplinés encore. Les chefs se méfiaient des soldats, et les soldats des chefs. On était arrivé à deux ou trois lieues de l'ennemi; là, désespérant de tenir tête, avec des

troupes démoralisées, à l'élite des troupes castillanes, le malheureux *Justiza,* emportant l'étendard national, s'enfuit à Epila avec la portion de la noblesse la plus disposée à faire la paix, et les soldats, abandonnés par leurs chefs, se replièrent en désordre sur Saragosse.

L'Aragon venait de donner sa démission de peuple libre; le 12 novembre, Vargas, à la tête de son armée, prit possession de Saragosse; nul n'essaya de lui en disputer l'entrée. Comme son maître, il débuta par la douceur; on le voit même, dans une lettre du 19 novembre, donner au roi de sages conseils que celui-ci se garde bien de suivre. Il l'engage à accorder à l'Aragon un large et généreux pardon : « Il convient fort, « ajoute-t-il, que cela se fasse bientôt. V. M. fera bien « d'y ajouter quelques bonnes paroles sur le maintien « de leurs *fueros,* car dès qu'il en est question, ils « perdent la tête. Il convient donc de ne punir qu'un « petit nombre de personnes, *en leur faisant leur procès,* « et les choses iront au mieux. » Ainsi, c'est le soldat victorieux qui plaide la cause de la justice, et c'est le monarque qui va la fouler aux pieds.

Vargas engageait son maître à nommer un vice-roi aragonais de naissance, pour remplacer le dernier qui venait de donner sa démission. Philippe suivit son conseil, et nomma le comte de Morata, noble aragonais très-dévoué à la cause royale. Mais cette concession n'était qu'un piége : il voulait rassurer les principaux coupables qui avaient quitté Saragosse avant l'arrivée de Vargas. Cet odieux calcul fut couronné de succès ; les nobles compromis, voyant la tournure que prenaient les choses, se décidèrent à rentrer dans la capitale; le *Justiza* lui-même vint y reprendre ses fonctions, sans que Vargas fît mine de s'y opposer. Les députés du

royaume adressèrent au roi des lettres suppliantes, et implorèrent la médiation du *prince des Asturies* pour apaiser la rancune du monarque, qu'ils devinaient sous sa feinte clémence.

Cette fatale année 1591 touchait à sa fin. Les Aragonais, en voyant la modération de Vargas, en entendant le langage conciliant des autorités royales, commençaient à reprendre courage, et à se flatter que le passé serait peu à peu oublié. Tout d'un coup, le 18 décembre, arrive à Saragosse un nouveau commissaire royal, armé de pleins pouvoirs. Le premier acte du délégué de Philippe, ce fut d'envoyer arrêter dans son palais le *Justiza*, au milieu même de ses assesseurs, frappés de stupeur et d'effroi. La Nuza, à peine conduit dans sa prison, fut averti de se préparer à mourir : « Quel est le juge, et « qui a rendu la sentence ? » demanda le malheureux, avec un trouble bien naturel. « Le juge, c'est le roi ! » lui répondit-on ; et comme il demandait à voir son arrêt, on lui montra ces deux lignes d'une lettre de Philippe : « Vous ferez arrêter le *Justiza* d'Aragon, et vous lui ferez « trancher la tête : *je veux apprendre sa mort en même* « *temps que son arrestation !* » Et le pauvre seigneur, disent les *Relaciones*, ne put répondre que ces mots : « Nul n'a le droit de me juger, si ce n'est les Cortès, le « roi et le royaume. »

On laissa ensuite le condamné aux mains des pères jésuites qui devaient « l'aider à bien mourir. » La nuit même, l'échafaud fut dressé sur la place du Marché, qui avait vu l'offense, et qui devait voir la réparation. A l'aube du jour, le *Justiza*, vêtu de noir, et *les chaînes aux pieds*, fut conduit en voiture au pied de l'échafaud. Là un héraut annonça à haute voix que « don « Juan de la Nuza, coupable d'avoir levé bannière contre

«l'armée de son souverain, était condamné à avoir la « tête tranchée, ses biens confisqués, et ses châteaux « détruits. » Il fit à genoux une courte prière, et sa tête fut abattue d'un coup. L'échafaud était entouré de soldats castillans ; mais pas un habitant de Saragosse n'assista à cette exécution où, suivant le mot de Perez, « ce fut la justice qui fut justiciée. » Ainsi périt le dernier des *Justizas*, titre héréditaire depuis 142 ans dans cette noble famille. Le corps fut porté par des officiers castillans au couvent de San Francisco où il fut enseveli, et avec lui les libertés de l'Aragon.

Mais Philippe n'était pas assez vengé : une victime, si haut qu'elle fût placée, ne suffisait pas à tant de haine. Le duc de Villahermosa, descendant des anciens rois d'Aragon, logeait chez lui son neveu, le marquis de Lombay, l'un des commissaires du monarque. Tous les jours, il recevait à sa table le général et l'état-major de l'armée. Le duc fut arrêté dans sa propre maison par son hôte et son convive Vargas, avec le comte d'Aranda, comme Egmont et Hornes par le duc d'Albe. Tous deux furent enfermés dans une prison différente, et y moururent avant même qu'on n'eût prononcé leur sentence, de la maladie dont était mort Montigny, et dont mouraient les prisonniers de Philippe.

La fin sanglante du *Justiza* avait jeté dans Saragosse plus d'irritation que d'effroi. Il fallait d'autres exemples pour imprimer une terreur salutaire, et l'on vit tour à tour monter sur l'échafaud les noms les plus chers à l'Aragon, les Heredia, les Luna, les Ayerbe, les Bolea, etc. « Le vieux don Juan de Luna, affaibli par l'âge, prononça « quelques courtes et graves paroles, « avec grande fermeté d'âme et de visage. Il se dévestit « le col et les poignets pour qu'on lui liât les mains, et

« offrant à Dieu le sacrifice de sa vie, il s'agenouilla, et « aussitôt sa tête fut tranchée avec beaucoup de pres« tesse, clouée à la porte du palais de la députation, et « son corps mis en quartiers. » Quant à Diego de Heredia, qui avait joué un des premiers rôles dans l'insurrection, « outre que le bourreau s'acharna à lui scier le « col un bon moment, il lui donna plus de vingt coups, « tellement que le billot où il appuyait sa tête tomba « sous elle, et que le bandeau lui tomba des yeux pen« dant qu'il vivait encore, en sorte qu'il se vit mourir. « Enfin sa tête fut clouée à l'entrée du pont de la ville. » (*Ms.* de la bibliothèque des ducs d'Ossuna, cité par Lafuente, t. XIV, p. 384.)

Nous renonçons à citer les noms de toutes les victimes. Remarquons seulement que, dans cette *Terreur* monarchique comme dans la nôtre, des artisans et des laboureurs se rencontrèrent à côté des noms les plus illustres et les plus anciens du royaume. La haine de Philippe ne dédaignait et n'oubliait personne; nul n'était placé ni assez haut, ni assez bas pour lui échapper. Le bourreau lui-même fut pendu par son assistant; l'histoire a négligé de nous dire le crime qu'il avait commis.

Après les corps, les biens! Tous les châteaux des nobles qui avaient pris part à l'insurrection furent rasés, leurs domaines confisqués, leurs enfants réduits à l'aumône. Le palais du *Justiza*, cet antique et vénéré sanctuaire de la loi, fut rasé jusque dans ses fondements. Pour le jeter bas, il fallut en chasser la mère en deuil du dernier des *Justiza*. Les plus belles rues de Saragosse présentaient l'aspect de la désolation et de la ruine. Teruel, Albaracin, coupables de sympathie pour la révolte, payèrent aussi leur tribut de victimes. Bon nombre de condamnés échappèrent par la fuite au sort qui les attendait.

La plupart trouvèrent, comme Perez, un asile en France jusqu'à la mort du roi. Philippe, espérant les ramener, publia au bout d'un an, le 24 décembre 1592, un *pardon général* qui, au lieu de clore la longue liste des proscriptions, semblait la recommencer. Le nombre des *exceptés* y dépassait celui des graciés. Outre cent dix-neuf personnes de toute classe, nominalement exclues, cette amnistie d'un nouveau genre proscrivait en masse tous les moines, prêtres et officiers qui avaient pris part à la révolte, ainsi que les légistes qui l'avaient appuyée de leurs avis. L'Aragon tout entier était mis hors la loi, sous prétexte de pardon; et le roi, en terminant, osait encore vanter sa *bénignité*, et rappeler qu'il aurait pu châtier les coupables en beaucoup plus grand nombre.

Aux rigueurs du bras séculier, l'Inquisition vint encore ajouter les siennes. Le tribunal du Saint-Office à Saragosse avait été renouvelé, comme n'étant pas à la hauteur de sa tâche. 374 personnes furent citées devant lui, mais 123 seulement purent être saisies, et la peine de mort fut décrétée contre 79, appartenant presque toutes aux classes inférieures. Parmi les contumaces, Perez fut condamné le premier à être brûlé en effigie, comme arrière-petit-fils d'un juif converti relaps, brûlé à Calatayud. Ses descendants mâles furent déclarés à jamais incapables de remplir aucun emploi, civil ou ecclésiastique. Un auto-da-fé solennel eut lieu à Saragosse, sur cette même place du Marché, vouée à toutes les expiations. L'effigie de Perez, revêtue du *san Benito*, ouvrait le cortége, et les 79 condamnés venaient après elle. Six seulement furent brûlés vifs; la peine des autres fut commuée pour les galères ou le bannissement. L'odieuse fête dura depuis huit heures du matin jusqu'à la nuit, et

ne finit qu'aux flambeaux. (Argensola, *Informaciones*, ch. LIII.)

Philippe n'était pas encore satisfait; les coupables étaient atteints, sans doute, et la révolte noyée dans le sang, mais les institutions restaient encore debout. Le moment, du reste, était favorable pour extirper jusqu'au dernier vestige des franchises de l'Aragon. L'Inquisition et la justice royale, en unissant leurs rigueurs, avaient semé la terreur dans tout le pays. Les patriotes les plus dévoués étaient morts sur l'échafaud, ou avaient fui à l'étranger; nul ne songeait plus qu'à se soumettre. Un dernier triomphe restait à obtenir : c'était de faire voter par les députés mêmes de l'Aragon la suppression de leurs *fueros*. C'est ce que fit le monarque aux Cortès de Tarrazona; sans daigner y assister lui-même, il y fit lire ses volontés par l'archevêque de Saragosse, président, et elles furent obéies. Tous les droits que les rois de Castille réclamaient en vain depuis tant d'années lui furent accordés sans conteste, comme de nommer et de révoquer le *Justiza*, de choisir à son gré pour vice-roi un Castillan ou un Aragonais. Il ne daigna pas même abolir la charge et le tribunal du *Justiza;* il fit mieux, il les annula, et cette autorité tutélaire, qui s'élevait indépendante et rivale en face de la couronne, lui fut pour jamais asservie.

Les Cortès furent privées de leurs droits les plus essentiels : les députés, pour se réunir, furent condamnés, sous peine de haute trahison, à attendre la convocation du monarque. Le *veto* individuel, dont ils était armés, et qui suffisait pour entraver toute décision des Cortès, leur fut retiré. L'unanimité des votes ne fut plus exigée que pour établir les nouveaux impôts. Le droit de *manifestacion*, cette garantie vitale des libertés du pays.

disparut de fait avec l'autorité du *Justiza*. Toutes les vieilles franchises de l'Aragon furent passées au crible, et celles-là seules furent épargnées qui ne portaient aucune atteinte aux droits de la couronne. La presse fut enchaînée comme la parole, et toute réclamation interdite à un peuple asservi. Puis, quand l'œuvre fut consommée, Philippe II daigna venir en pompe au sein des Cortès recevoir leur serment d'obéissance à son fils, l'infant don Felipe, qu'il y avait amené avec lui.

Pour sceller sa victoire, Philippe voulait mettre un frein à la cité rebelle : il fit changer en forteresse le château de l'Inquisition, la *Aljaferia*, ancien palais des Émirs, et traça de sa main le plan des travaux. Avant de quitter Saragosse, il se fit voter *un service* de 700 mille livres de Jaca, le plus fort que les Cortès d'Aragon eussent jamais accordé à leurs rois. Puis, son œuvre terminée, il partit, avec l'intime satisfaction d'avoir ainsi fait revêtir ses usurpations d'une ombre de légalité, et assuré, avec la soumission de l'Aragon, la paix et la durée dans la servitude[1].

Nous voudrions pouvoir en finir ici avec Perez, comme son maître en a fini avec les libertés de l'Aragon ; mais Perez appartient encore à l'histoire par ses efforts incessants pour chercher à Philippe des ennemis, et par la haine persévérante du monarque contre lui. Nous résumerons en peu de mots la fin de cette vie aventureuse,

1. Les sources pour tous ces événements de l'Aragon sont les *Relaciones* de Perez, et ses *obras* (œuvres diverses) ; le *Proceso*, ou compte rendu détaillé de son procès ; puis Argensola, *Informacion de los sucesos del Reino de Aragon en 1590, y 91;* Herrera, *Historia general; Fueros y observancias del Reyno de Aragon;* Llorente, *Histoire critique de l'inquisition*; *Relazione Veneziana di 1593*, manuscrit des affaires étrangères à Paris ; Blasco de la Nuza, *Historias ecclesiasticas y seculares de Aragon;* Martel, *Cortès de Aragon; Coleccion de documentos ineditos*, t. XI, XII et XV.

commencée dans la faveur des rois, et passant par l'emprisonnement et la torture pour aller finir dans l'exil et dans la misère.

Nous avons laissé Perez réfugié en Béarn, auprès de la sœur de Henri IV, Catherine de Navarre. Celle-ci accueillit comme un allié de son frère l'ennemi de Philippe II. Les agents secrets de ce dernier essayèrent de persuader au proscrit de rentrer en Espagne, en lui faisant espérer son pardon; mais les sanglantes exécutions de Saragosse vinrent confirmer Perez dans sa méfiance, et lui faire rompre toute négociation. Ne pouvant le tromper, on essaya de l'assassiner, mais le complot échoua. Pendant une année qu'il resta en Béarn, il eut constamment à se défendre contre des tentatives de ce genre. Poussé à bout, il tenta en février, avec son audace ordinaire, de soulever l'Aragon contre Philippe II, et passa les Pyrénées avec une poignée de volontaires, espérant que le pays tout entier allait se soulever à son approche. Mais personne ne bougea; Vargas marcha avec toutes ses forces contre le téméraire aventurier, et le rejeta sans combat au delà des Pyrénées. Perez échappa cette fois encore, mais bon nombre de ses compagnons expièrent sur l'échafaud l'audace de leur chef.

Pour sauver sa vie sans cesse menacée, il ne lui restait plus qu'à quitter le Béarn, théâtre trop étroit pour son esprit d'intrigue et pour ses talents. Impuissant à vaincre Philippe chez lui, il alla partout lui quêter des ennemis. Le premier auquel il s'adressa, ce fut Henri IV. En mars 1593, il vit à Tours ce prince qui lui fit bon accueil, et le recommanda à Élisabeth, son alliée dans cette sanglante lutte qui partageait l'Europe depuis trente ans. Mais Perez jouait de malheur : juste à ce moment, l'ab-

juration de Henri vint relâcher les liens qui l'attachaient à l'Angleterre. La reine était alors partagée entre deux politiques, celle du froid et sagace Burleigh qui lui prêchait la prudence et l'économie, et celle du bouillant comte d'Essex qui lui conseillait de jeter dans la balance des intérêts protestants tout le poids de sa puissance, et d'épouser hautement la cause de la France. La reine hésitait, attirée d'un côté par son penchant pour l'économie, de l'autre par l'ascendant du dernier, et du plus aimé peut-être, de tous ses favoris. Mais l'apostasie du Béarnais vint couper court à toutes ses hésitations. Elle retira au roi de France ses auxiliaires anglais, et diminua les maigres subsides qu'elle lui accordait. Quant à Perez, une mince pension de 130 liv. st. fut tout le fruit qu'il retira de ses intrigues à la cour d'Angleterre. C'est là qu'il publia, sous un nom supposé, ses *Relaciones;* il espérait, grâce à cette publication rédigée avec beaucoup d'art, se faire absoudre de tous ses crimes par l'opinion, et appeler l'intérêt sur sa vieillesse errante et persécutée; mais il ne réussit qu'à rendre Philippe plus odieux, et à redoubler la haine de son ennemi. Deux Irlandais, assassins ordinaires du *Roi catholique*, venus à Londres pour attenter à sa vie, furent pris et exécutés. Ainsi, même sur cette terre hospitalière et libre, il ne put pas trouver un instant de sécurité ni de repos.

Rappelé en France par Henri IV qui venait de déclarer la guerre à l'Espagne, il obtint du roi une pension de 4,000 écus, et des soldats pour le garder à vue. Mais, à Paris pas plus qu'à Londres, sa vie ne fut en sûreté : un spadassin titré, le baron de Pinilla, dépêché contre lui par Philippe, manqua son coup, et fut exécuté en place de Grève. En 1596, Perez fut de nouveau envoyé en Angleterre pour y nouer entre les deux

pays une alliance offensive et défensive. Mais bientôt mis de côté comme un rouage inutile, il eut le crève-cœur de voir conclure sans lui l'alliance qu'il était venu négocier. Abreuvé de dégoûts, ayant toujours et partout à craindre pour sa vie, il revint en France où, grâce à la pénurie du trésor, sa pension ne lui fut pas toujours exactement payée.

Enfin la paix de Vervins vint mettre un terme à la guerre entre la France et l'Espagne. Perez n'avait pu se faire comprendre dans le traité, et y faire stipuler son pardon. Mais la mort de Philippe II, survenue la même année, vint enfin le délivrer de ses continuels soucis. Le duc de Lerme, favori de Philippe II, avait eu autrefois avec Perez des relations d'amitié; il accorda à ses instances la liberté de sa malheureuse femme, captive depuis neuf ans, et celle de ses sept enfants; mais on redoutait à Madrid sa dangereuse habileté pour l'intrigue, et malgré ses efforts, il ne put jamais obtenir la permission de rentrer dans son pays.

Depuis la paix de Vervins, conclue malgré lui et sans lui, sa position était faussée à la cour de France. Henri IV se défiait à bon droit de cet esprit ténébreux et remuant, aussi dangereux ami qu'implacable ennemi. En effet, Perez se servait de ses vieilles relations avec l'Angleterre pour trahir le pays qui lui donnait un asile, et le roi qui lui donnait du pain; il tenait les ministres d'Élisabeth au courant de tous les desseins de la France. Le roi, éclairé sur sa déloyauté, finit par l'éloigner de sa personne et de ses conseils. Poussé à bout par les froideurs du monarque, Perez quitta brusquement la France en renonçant à ses dignités et à ses pensions. Il espérait trouver un asile en Angleterre, et y acheter la faveur du nouveau roi, Jacques Ier, en travaillant à

la paix entre l'Espagne et l'Angleterre, et en vendant à toutes deux les secrets de la France. Mais Jacques, prévenu par Henri IV, refusa de le recevoir, et le força de quitter l'Angleterre, quelque temps avant la conclusion de la paix avec l'Espagne. Perez s'en revint en France tendre la main aux aumônes du roi qu'il avait trahi, et vivre dans la misère à Saint-Denis, à côté de cette cour où il n'osait plus se montrer. Sa pension ne lui fut pas rendue, malgré les lettres suppliantes où il mendiait une *aumône et du pain*. En dépit de ses instances auprès du duc de Lerme, l'Espagne resta toujours fermée pour lui. Réduit à la gêne la plus étroite, cet homme, qui avait étonné de son faste la cour de Madrid, vécut dans un faubourg de Paris des débris de son ancienne opulence, et des faibles secours qu'arrachaient ses importunités à la pitié de Henri.

Il s'éteignit enfin, en 1611, dans une condition voisine de la misère, à l'âge de 72 ans, moins brisé par l'âge que par le malheur, et déployant, jusque sur son lit de mort, cette prodigieuse activité d'esprit qui, mieux dirigée, eût pu faire de lui un vrai homme d'État. Ainsi se termina, dans l'exil et dans la pauvreté, cette vie romanesque, tour à tour brillante et souillée, qui appelle le mépris en même temps que la pitié. Sa digne compagne, avec un dévouement que rien ne pouvait lasser, était restée en Espagne pour solliciter son rappel. Condamnée à survivre à son mari, tout ce qu'elle put obtenir, ce fut de faire révoquer la sentence du Saint-Office qui le déclarait hérétique, et réintégrer dans leurs droits civils, mais non dans leurs biens, ses malheureux enfants. Philippe II, sur son lit de mort, avait fait brûler devant lui tous les papiers relatifs à la cause de Perez, pour effacer toute trace de ces tristes

démêlés ; mais en dépit de toutes ces précautions, la vérité si longtemps voilée a fini par se faire jour, et ni le roi, ni son ministre n'ont pu échapper à la vengeresse équité de l'histoire.

LIVRE XXXIV

CHAPITRE I.

ALEXANDRE FARNÈSE ET HENRI DE NAVARRE.

1588-1598.

Il est dans les annales des nations un point précis où le flot qui montait s'arrête, et où leur fortune, longtemps ascendante, commence brusquement à décroître. Ce point critique, pour l'Espagne, c'est la défaite de son *Armada*, comme pour la Turquie, c'est Lépante! En assistant à ce jugement de Dieu où sa main, rarement aussi visible dans l'histoire, s'abat sur la flotte de l'orgueilleux monarque, on sent que l'Espagne a dépassé son point culminant, et qu'elle est sur cette pente où l'on ne s'arrête plus quand on s'est mis à descendre. Moralement, le règne de Philippe II est fini : la lutte entre l'Espagne et l'Angleterre, tranchée par ce décisif échec, va changer de théâtre, et se reporter en France, entre Henri IV et Farnèse. Mais la Ligue a fait son temps comme Philippe II : le cercle d'influence et de domination de l'Espagne, et du principe catholique qu'elle représente, tend sans cesse à se rétrécir. La haute direc-

tion de l'Europe, concentrée dans la Péninsule sous trois générations de rois, va passer à la France; car le pouvoir peut se déplacer, mais il ne peut pas périr, et la lutte, qui en est la condition, se rouvrira bientôt entre l'Autriche et l'Allemagne catholique d'une part, la France et l'Allemagne protestante de l'autre.

Pour le moment, rien n'est changé : l'Espagne occupe toujours la Flandre, et menace la Hollande. Farnèse, le premier général du siècle, est encore à la tête de cette armée, plus invincible que les flottes de Philippe. Mais, depuis l'échec de l'*Armada*, la honte de ce grand désastre pèse peut-être plus encore sur lui que sur son roi. La conquête de l'Angleterre lui a échappé avec toutes ses chances de gloire et de danger, et la Hollande, encouragée dans sa rébellion par les revers de l'Espagne et l'appui d'Élisabeth, s'apprête à rentrer dans la lice avec des chances meilleures que jamais. A tort ou à raison, en Europe comme à Madrid, l'opinion s'en était prise à Farnèse de l'avortement de cette grande expédition, et l'accusait de s'être vendu à l'Angleterre au prix de la souveraineté de la moitié des Pays-Bas. Blessé par ces indignes calomnies, Farnèse n'avait pas le cœur assez haut placé pour les mépriser. Le chagrin, les fatigues et les soucis de la guerre avaient altéré sa forte constitution; et comme, dans la famille de Philippe, nul n'était censé mourir de sa mort naturelle, chacun attribuait déjà au poison le lent travail de décomposition et l'hydropisie qui minaient sa santé.

Aux soupçons de l'Europe, et peut-être aussi à ceux de Philippe, il n'y avait qu'une réponse à faire, c'était de se dévouer tout entier à son service. C'est ce que fit Parme en allant mettre le siége devant Berg-op-Zoom, la plus forte place du Brabant hollandais. Située à la

porte de la Zélande, près du bras oriental de l'Escaut, elle était défendue par une forte garnison. Farnèse, pour appuyer ses attaques, envoya un millier d'hommes s'emparer de l'île de Tholen, dont les séparait un large bras de l'Escaut, guéable à marée basse. Les Espagnols franchirent le gué la nuit avec leur entrain habituel; mais, en sortant de l'eau, ils trouvèrent le rivage si bien gardé que force leur fut de rebrousser chemin, après des pertes graves. Une bonne partie perdit pied et se noya; à peine une moitié échappa aux flots ou au fer de l'ennemi.

Farnèse, abattu par tous ces échecs, avait perdu cette foi en lui-même qui faisait la moitié de sa force. L'hiver approchait, et dans ces plaines spongieuses où l'eau jaillit sous le pied, les soldats avaient peine à trouver un coin de terrain sec pour y camper. A bout, non pas de courage, mais de forces, Parme se décida enfin à lever le siége. La nuit du 12 octobre, il mit lui-même le feu à ses magasins, et se retira poursuivi par l'ennemi, peu habitué à voir fuir devant lui le vainqueur d'Anvers. Ses troupes, fatiguées de leur stérile campagne, se rabattirent sur la Flandre comme une nuée de sauterelles, pendant que leur chef allait à Spa chercher la santé qui le fuyait.

Mais les Provinces-Unies n'étaient guère en position de profiter de leurs avantages. Leicester y avait semé des germes de discorde qui portaient leurs fruits. La garnison de Gertruydenberg, anglaise en grande partie, se mit en rébellion ouverte contre les États qui oubliaient de la payer. Les bourgeois furent désarmés, et les Anglais n'eurent plus rien à envier à la rapacité et à l'indiscipline des Espagnols. Maurice, chargé de châtier la garnison rebelle, vint mettre le siége devant la ville; mais Charles de Mansfeldt, à la tête de l'armée espa-

gnole, le força de lever le siége, et la garnison, achetée à beaux deniers comptants, ouvrit à ses libérateurs les portes de la ville.

Le fait était grave, car il pouvait amener une nouvelle rupture entre la Hollande et l'Angleterre. Cette facile conquête assurait aux Espagnols la possession du Brabant septentrional, et les rapprochait de la ligne du Wahal, le plus sûr rempart de la Hollande. Aussi, l'irritation contre les Anglais fut-elle très-vive dans le pays. Si Farnèse eût été en état de saisir le moment propice, l'indépendance des Provinces-Unies courait les plus grands dangers. Mais la maladie du duc et les prétentions de Philippe à la couronne de France sauvèrent encore une fois la Hollande. Mansfeldt, le remplaçant de Farnèse, était loin de l'égaler en talent et en autorité. La main de fer du vainqueur d'Anvers ne se faisait plus sentir à cette armée, aussi brave qu'indisciplinée. Une insurrection grave éclata dans un de ces vieux régiments (*tercios*), qui lui avaient tant de fois donné la victoire. Tous les efforts de Mansfeldt furent impuissants pour dompter la révolte, et il fallut en revenir à Farnèse. Sur son lit de douleur, le général mourant retrouva, pour punir, toute son énergie. S'il permettait à ses soldats de piller, c'était à condition d'obéir! Aussi, fut-il inflexible, et, malgré les pleurs de rage de ces vétérans qui avaient si souvent bravé la mort à ses côtés, il cassa le régiment rebelle, et en dispersa les débris dans les autres corps pour en effacer jusqu'au souvenir.

La Hollande et l'Angleterre avaient trop besoin l'une de l'autre pour rester longtemps brouillées. Pour resserrer leur allliance, elles résolurent de tenter quelque chose ensemble contre leur commune ennemie. Une

flotte de 160 navires, commandée par Drake, quitta l'Angleterre en avril, avec 14,000 soldats et un régiment hollandais. Rencontrant en mer une soixantaine de navires marchands des Pays-Bas, elle les força à se joindre à elle, et à faire voile pour l'Espagne. Le but de l'expédition était le Portugal; mais, contre l'avis du Prieur de Crato, on débarqua d'abord à la Corogne. Après avoir brûlé les vaisseaux qui se trouvaient dans le port, les alliés mirent à feu et à sang la basse ville, la haute leur ayant fermé ses portes. Déjà des troupes se rassemblaient dans la campagne; les alliés, marchant droit à l'ennemi, lui tuèrent un millier d'hommes, et remirent à la voile.

A la hauteur du cap Finistère, ils furent rejoints par le comte d'Essex qui, bravant la défense de sa reine, venait se joindre à l'expédition pour en partager les périls, la gloire et le butin. On débarqua à Peniche, à vingt lieues de Lisbonne. La ville reconnut le Prieur de Crato comme roi de Portugal; les confédérés, encouragés par ce début, se mirent en route par terre pour Lisbonne. L'effroi régna bientôt dans toute la contrée quand on apprit l'arrivée de la flotte et la prise de Peniche. La plupart des habitants de Lisbonne se sauvèrent, y compris le cardinal vice-roi.

Les alliés cependant s'avançaient à marches forcées vers Lisbonne, à pied, sous le soleil brûlant, sans un cheval, sans un chariot, sans une pièce de canon, comptant sur la terreur qui marchait devant eux, et sur les recrues que le Prieur de Crato leur avait promis. Mais personne ne se joignit à eux, sauf quelques paysans déguenillés qui venaient crier : Mort aux Espagnols! et vive le Prieur! Le désert se faisait sur leur passage, les villages même étaient abandonnés. Enfin, ils arrivèrent

sous les murs de Lisbonne, où ils avaient donné rendez-vous à la flotte. Mais Drake, moins hardi sur terre que sur l'Océan, ne se soucia pas de remonter le Tage, et laissa les troupes de terre tenter seules l'aventure. En attendant qu'on pût s'emparer de la ville, les confédérés se logèrent dans un faubourg qu'ils commencèrent par piller. Avec un peu plus d'audace, peut-être aurait-on pu enlever Lisbonne d'un coup de main, grâce à la terreur qui y régnait; mais Drake n'arrivait pas, et la dyssenterie faisait d'affreux ravages dans les rangs des assaillants. Peu à peu, les Portugais, en voyant l'inaction de l'ennemi, retrouvèrent le courage qu'ils avaient perdu. Six mille hommes se réunirent à quelques lieues de Lisbonne. Réduits par les maladies à moins de quatre mille, les alliés marchèrent bravement au-devant de l'ennemi qui se retira devant eux. Satisfaits de l'avoir forcé à fuir, et hors d'état d'entreprendre un siége, les alliés quittèrent enfin Lisbonne le 5 juin. Après une marche pénible où il leur fallut traîner leurs malades après eux, ils retrouvèrent, à l'embouchure du Tage, Drake et ses navires, qui venaient de s'emparer de Cascaes, et d'une soixantaine de vaisseaux chargés de blé. Enfin, la mortalité augmentant sans cesse dans leurs rangs, les alliés se décidèrent à retourner en Angleterre, non sans brûler encore, chemin faisant, la ville et le port de Vigo. Sur près de vingt mille hommes, six mille seulement revirent leur patrie; la dyssenterie, plus que le fer de l'ennemi, avait emporté le reste. Telle fut cette expédition, revanche hardie de celle de l'*Armada,* et qui, mieux conduite, eût pu enlever le Portugal à Philippe.

Depuis la maladie de Farnèse, la guerre languissait dans les Pays-Bas. Sans cesse menacée, la Hollande avait toujours été sauvée, non par ses propres efforts.

mais par la Providence, qui avait détourné d'elle les attaques de son mortel ennemi. Après la conquête du Portugal et l'invasion de l'Angleterre, la guerre de France allait encore faire une diversion heureuse à celle des Pays-Bas. Avec un ennemi aussi actif, aussi résolu que Henri, Philippe avait compris que le plus sûr était encore de l'attaquer sur son propre terrain. L'Espagne, en effet, ne pouvait rien contre la Hollande sans avoir derrière soi la France, ou vassale, ou alliée; et dussent les rebelles y gagner quelques années de répit, Paris était encore le plus court chemin pour marcher à la conquête des Provinces-Unies.

La main du *Roi catholique* a toujours été au fond de tous les troubles de la France; mais elle se cachait naguère, elle va se montrer maintenant. L'heure est donc venue d'esquisser en quelques pages la situation de la France, nouveau théâtre où va s'exercer pendant huit ans, jusqu'à la paix de Vervins, la malfaisante activité de Philippe. « Je porte la couronne, avait dit Henri III, « mais Guise règne dans les cœurs ! » Ce mot résume la situation : malheur au monarque qui se laisse ainsi effacer par son sujet, et n'a pour s'en défaire d'autre ressource que de l'assassiner ! Malheur au sujet qui, pour tenir tête à son roi, est obligé de soulever contre lui jusqu'au pavé de ses rues ! Dans ce duel opiniâtre entre le *Roi des barricades* et le *Roi du Louvre*, il fallait que l'un tuât l'autre, ou qu'il fut tué par lui ! Aussi suffit-il d'un peu plus d'une année, du 9 mai 1588 au 31 juillet 1589, pour voir se dérouler la sanglante trilogie des *barricades*, des *États de Blois* et de la *mort de Henri III*.

Ce qui nous frappe surtout dans la France de la Ligue, c'est ce hideux mélange de superstition, de débauche et de frivolité, sans précédents, même dans notre histoire.

Un Henri III, promenant dans les rues de Paris son cortége de mignons et de moines, et ses flagellations impies, n'était possible qu'en France et à cette date! Philippe II ne résume pas mieux le sombre fanatisme de son peuple que Henri III les étranges contrastes qui forment le caractère du sien. Dans ces saturnales de la Ligue, où le ridicule le dispute à l'odieux, où la religion n'est qu'une mascarade sacrilége, pour qui prendre parti, si ce n'est pour les victimes, pour ces huguenots, que tous sont d'accord pour persécuter? Si la France est alors quelque part, elle est sous le drapeau de Henri de Navarre qui, plus tard, trahira ce drapeau, mais qui le tient alors d'une main si ferme et si hardie.

C'est une noble histoire que celle de la Réforme en France, et qui console des turpitudes de l'autre! C'est comme un courant souterrain qui attire à lui les âmes pures et les grands caractères, tandis que tout ce qui est souillé remonte à la surface! Mais on peut nous en croire, car nous le disons à regret, le protestantisme, au XVI[e] siècle, n'a jamais eu de chance sérieuse de s'emparer de la France. (Voir T. VII, p. 179.) Le sérieux de la Réforme épouvante notre race légère; le catholicisme, tel que l'ont fait les jésuites, va mieux à sa frivolité et à son manque de conscience, car il ne lui demande pas de croire, mais d'obéir, et permet tout ce qu'il ne défend pas. Les nobles chez nous ont fait plus de tort à la Réforme en épousant ses doctrines qu'en la persécutant. Aussi ôtez cette première génération de héros qu'en suit une d'apostats et de traîtres; ôtez Coligny, Lanoue, Duplessis-Mornay, et le parti huguenot ne pourra compter longtemps sur cette noblesse dissolue et frivole qui, entraînée dans le protestantisme par une méprise, en sortira bientôt, comme son roi, par une apostasie.

La Ligue elle-même, avec son fanatisme d'emprunt, que l'Espagne a greffé sur nous, n'est pas plus que la Réforme l'expression du génie français. Regardez entre les deux partis extrêmes, trop engagés dans la lutte pour en prévoir le dénoûment, l'incrédulité qui se cache, en attendant son heure, résignée d'avance à obéir au vainqueur quel qu'il soit. Là est l'avenir, ne vous y trompez pas, là est la vraie religion de la France, religion toute négative, qui héritera un jour des deux affirmations opposées, la Ligue et la Réforme! Les Valois ont soutenu le catholicisme à outrance, et ils meurent par lui : le couteau du moine Clément ouvre à un prince huguenot le chemin du trône. Mais la preuve que le protestantisme, à cette époque, ne pouvait pas s'établir en France, c'est l'abjuration de Henri IV. Attaché de cœur à la Réforme, autant du moins que le permettait sa légèreté naturelle, il n'eût jamais trahi un culte qu'il aimait, s'il n'eût vu dans une abjuration le chemin du trône dont sa foi seule le séparait.

Et pourtant la Réforme a rendu à l'Europe un service dont on ne lui sait pas assez de gré, c'est d'avoir déplacé du midi son centre de gravité pour le rapprocher du nord. Jusqu'au XVIe siècle, l'empire est aux races latines, le jour des autres n'est pas encore venu. L'Espagne règne sur l'Europe par la guerre et la politique, l'Italie par les arts et par la religion, en attendant que la France y règne à son tour par les armes et par la littérature. Mais après les races latines, la race anglo-saxonne aura aussi son tour, comme après le catholicisme, la Réforme. L'Espagne va finir avec Philippe II, et l'Angleterre commence avec Élisabeth! Quant à l'Italie, son règne, purement intellectuel, comme celui de la Grèce dans le monde ancien, tend aussi à décroître, et son

histoire politique, frappée de mort, comme celle de l'Allemagne, par le manque d'unité, ne ressuscitera que de nos jours.

Le nœud de l'histoire de l'Europe au XVIe siècle, c'est la question religieuse, et c'est pour cela que nous y avons attaché tant d'importance. Les croyances, ici, pèsent plus que les faits. Est-ce par des raisons politiques que se sont décidés les grands événements du siècle, comme la bataille de Mühlberg, celle de Lépante, le guerre des Pays-Bas, l'invasion de l'Angleterre? Non, mais par des raisons religieuses! Philippe, le chef du parti catholique en Europe, peut-il laisser un prince protestant s'asseoir sur le trône de France, s'il est le maître de l'empêcher? Non, certes! l'intérêt de l'Espagne, celui des Pays-Bas lui font une loi de consacrer à cette sainte cause ses trésors, ses armes, d'y jouer même sa couronne, s'il le faut! Aussi Guise et la Ligue lui ont-ils coûté en dix ans trois millions d'or; et cependant, malgré tant de sacrifices, il n'a pas pu fermer au Béarnais le chemin du trône. Forcé, après la mort de Henri III, de lever le siége de Paris, et de se replier sur la Normandie, Henri IV bat à Arques, avec 8,000 hommes, les 30,000 de Mayenne, le frère et l'héritier de Guise. Enfin à Ivry, le 13 mars, il anéantit l'armée de la Ligue, et marche sur Paris, tout en commettant, comme Annibal, la faute de s'arrêter en chemin.

Ce qui fait la force de Henri IV, c'est que, malgré sa légèreté, il a le sentiment profond et presque la religion de son droit. « Vos forces sont inférieures, lui dit-on. « — Oui, mais il faut mettre dans la balance Dieu, mes « alliés et mon bon droit! » Et puis il a la conscience de sa valeur, sans se l'exagérer : « Le bruit de ma « marche sur Paris, dit-il ailleurs, sera l'aimant qui

« attirera vers moi tout le fer du royaume. » A Ivry, un moment la victoire a chancelé; mais son panache blanc, au plus épais du danger, a rallié sa noblesse autour de lui, et là où est la noblesse, là est la France! Aussi la chance a-t-elle tourné : dans le vainqueur d'Ivry, la France a pressenti son roi. La Ligue, aux genoux du pape et de Philippe II, mendie bassement leur secours; mais Sixte-Quint, au fond, est plus jaloux de l'Espagne et de sa puissance qu'effrayé du progrès de Henri, qu'il se flatte de voir bientôt rentrer dans le giron de l'Église, et la Ligue se plaint à bon droit de sa tiédeur à la secourir. Quant à Philippe, nul ne saurait l'accuser de tiédeur, car c'est sa cause qu'il défend dans celle de la Ligue, c'est sa fille qu'il veut asseoir avec le catholicisme sur le trône de France. Aussi deux corps de troupes espagnoles se dirigent-ils en même temps, l'un vers le Languedoc, l'autre vers la Bretagne, pour s'y unir aux forces des ligueurs.

Mais les armes ne devaient pas seules trancher la question. Le 8 mai, la mort du cardinal de Bourbon, ce mannequin couronné dont Philippe faisait mouvoir les fils, vint donner aux affaires un tour nouveau. Mayenne n'osait pas aspirer pour son compte à la couronne de France; mais il n'avait nulle envie de la céder au *Roi catholique*, et travaillait de son mieux à faire durer l'interrègne qui mettait la France à sa merci, en attendant qu'elle fît son choix entre Philippe et le Béarnais. La France elle-même était embarrassée : ce qui manquait aux ligueurs, c'était un drapeau pour les rallier, et une main pour tenir ce drapeau. Unis dans la foi religieuse, ils ne l'étaient pas dans la foi politique : « Les riches, « écrit de Paris l'ambassadeur espagnol, Mendoza, sont « ici pour le Béarnais; les moyens et les pauvres pour

« la défense de la religion. » Dans le bas peuple fermentait contre Henri de Navarre une haine profonde, entretenue par les moines et les prêtres, toujours prêts à partager ses souffrances et ses dangers. Tous, même les riches, avaient juré de n'accepter jamais un roi hérétique, et tous étaient de bonne foi; le siége de Paris et les souffrances de sa population sont là pour l'attester.

Philippe n'avait qu'un parti à prendre, parti extrême comme la situation : c'était de retirer Farnèse des Pays-Bas pour l'envoyer en France. Déjà depuis longtemps, le neveu de Philippe était obligé de partager avec Mayenne les rares subsides et les faibles renforts que son oncle lui faisait passer. Et maintenant il lui fallait, avec une santé détruite, aller, sur un terrain nouveau pour lui, échanger une guerre de siéges contre une guerre de batailles, et tenir tête à un prince actif, brave, populaire, combattant sur son sol natal pour son pays, sa couronne et sa foi! Aussi Farnèse, qui sentait le prix de ses services, et ne voulait pas compromettre ce qu'il avait acquis, refusa-t-il de quitter la Belgique avant d'avoir pourvu à sa sûreté, et mis une digue aux progrès de la rébellion. Maurice de Nassau, dont le talent et l'audace croissaient avec la fortune, s'était emparé de Breda, le 4 mars, par un coup de main heureux. Parme, avant de lui laisser le champ libre, voulut tenter un dernier effort auprès du roi. Vainement il essaya de lui faire comprendre que, dans le fol espoir de conquérir la France, qui résisterait toujours par sa masse à toute invasion, il s'exposait à perdre la Flandre, si miraculeusement reconquise; vainement Idiaquez, secrétaire intime de Philippe, unit ses efforts à ceux de Farnèse; la résolution du monarque était inébranlable. Parme dut obéir en frémissant, et aventurer toutes ses conquêtes pour aller, comme un

paladin du moyen âge, en quête d'une couronne pour la fille de son roi.

Déjà Farnèse avait dû expédier à Mayenne un premier secours de 4,000 hommes en lui promettant de venir bientôt débloquer Paris, réduit par Henri aux plus dures extrémités, mais que soutenaient contre lui l'or, les intrigues et le dévouement de Mendoza. Et maintenant, il lui fallait quitter les Pays-Bas, et renoncer à cueillir le fruit de tant de savantes combinaisons et de patients efforts. Après avoir confié à Mansfeldt la haute direction de la guerre et des affaires politiques, le duc se mit en route avec 10,000 fantassins, 4,000 chevaux et un immense parc d'artillerie. Le 23 août, il opéra à Meaux sa jonction avec Mayenne. Le splendide appareil de son armée contrastait avec la triste apparence de l'armée de la Ligue, et l'épuisement d'un pays dévasté depuis trente ans par la guerre civile et étrangère.

Henri IV, toujours campé sous les murs de Paris, se contentait d'affamer un peuple qu'il aurait pu réduire. Souvent en le voyant se disputer les plus vils aliments, jusqu'à se faire du pain avec les os des morts, son cœur démentait sa politique : dans ces sujets rebelles il ne voyait plus que des enfants égarés, et laissait sortir de la ville les bouches inutiles, ou permettait à ses soldats de vendre des vivres à ceux qu'ils assiégeaient. « Trois « jours de plus, dit un témoin oculaire, et ceux de « Paris étaient contraints à lui ouvrir les portes, et en- « core à le prier d'entrer dedans. » (*Mém. de la Ligue*, t. IV, p. 500.)

Mais l'arrivée de Farnèse changea brusquement la face des affaires : au lieu d'attaquer, Henri avait maintenant à se défendre. L'armée royale comptait 20,000 fantassins et une puissante cavalerie, l'élite de la noblesse pro-

testante. Henri, se fiant sur la supériorité de ses forces, résolut de marcher au-devant de l'ennemi ; mais il fallait pour cela concentrer toutes ses troupes, éparses autour de cette vaste enceinte, et il se décida, non sans regret, à lever le siége, sauf à le reprendre un peu plus tard. Dans cette partie désespérée qu'il jouait depuis tant d'années, l'audace avait toujours fait sa force, et c'est en battant Parme et Mayenne qu'il voulait marcher à la conquête de Paris. Mais Farnèse, rendu plus prudent que jamais par l'audace de son adversaire, se retrancha dans son camp, et refusa la bataille que Henri lui offrait. Paris, délivré, se livra à une folle joie, et se pressa dans les églises pour remercier Dieu de cette délivrance miraculeuse. On y préparait au duc de Parme une entrée triomphale; mais il ne s'y montra qu'une fois, presque incognito, et se déroba à son triomphe, en homme qui ne tenait qu'à le mériter.

Le but de Farnèse était atteint : Paris était sauvé, sans une seule chance laissée au hasard, sans une seule goutte de sang versé. Le 6 septembre, le duc sut habilement dérober sa marche pour aller prendre Lagny, qui commandait le cours de la Marne. Henri, trompé dans son espoir de jouer dans une bataille la couronne de France, se résigna enfin à opérer sa retraite, après un coup de main manqué pour surprendre la capitale. Bientôt cette belle et florissante armée, rassemblée à si grands frais, se dispersa et fondit comme neige. Ainsi qu'au moyen âge, les nobles ne voulaient servir qu'à leur guise, et demandaient bataille ou congé! Henri les congédia à regret, et ne garda que les troupes soldées; il connaissait ses nobles, et n'essaya pas de les retenir, sachant qu'ils lui reviendraient d'eux-mêmes à l'heure du danger.

Ainsi, grâce à l'indiscipline de ses partisans, plus qu'au courage de ses ennemis, Henri avait perdu à la fois Paris et l'occasion d'écraser les derniers débris de la Ligue, et de rejeter hors de France l'invasion étrangère qui y était partout à la fois. En effet, 5,000 Espagnols, appelés par Mercœur, venaient de débarquer en Bretagne. Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, soutenu par l'Espagne, menaçait en même temps Genève, le Dauphiné et la Provence. Nemours, au nom de la Ligue, occupait le Lyonnais, et inquiétait à la fois le Bourbonnais, l'Auvergne et la Bourgogne. Sur presque tous les points, la France était entamée. Même aux jours néfastes de la guerre de Cent ans avec l'Angleterre, son existence de peuple n'avait pas été plus menacée que dans cette fatale année 1590. Sans Henri IV, on n'en peut pas douter, elle devenait la vassale de l'Espagne, ou elle était morcelée! Moins providentiel que Jeanne d'Arc, Henri, comme elle, a sauvé la France; aussi lui a-t-elle pardonné tous ses torts, et nous ne serons pas plus sévères envers lui qu'elle ne l'a été!

Le 18 septembre, Mayenne rentra en triomphe à Paris. Les Parisiens, au dire du *Journal de l'Estoile*, « ne « témoignèrent pas grande joie, estant encore combattus « de la faim, et plus touchés de leurs maux passés que « de bonne espérance pour l'avenir. » Le duc de Parme compléta cette courte campagne, plus facile que glorieuse, par la prise de Corbeil, qui lui coûta trois semaines de siége. La garnison, comme à Lagny, se fit tuer plutôt que de se rendre. La ville fut traitée par le prince avec une rigueur qui ternit sa victoire. Après vingt jours de repos donnés à ses troupes, qui ne les avaient certes pas gagnés, Farnèse, craignant de compromettre par une plus longue absence le fruit de tant d'efforts, se hâta de re-

gagner la Flandre. Les méfiances de Mayenne et du parti politique le forcèrent à ne laisser dans Paris qu'un faible détachement. Henri IV, à la tête de 3,000 cavaliers, l'escorta en le harcelant sans relâche jusqu'à la frontière. Farnèse, en rentrant dans les Pays-Bas, n'y retrouva que méfiance de la part des habitants, indiscipline et rebellion chez ses soldats, frustrés, pendant cette courte campagne, dans leur espoir de pillage.

Évidemment, entre ces deux grands hommes de guerre, le système est différent : Henri, avec ses mercenaires qu'il ne peut pas payer, et ses milices féodales qui lui échappent pour lui revenir, est un roi du moyen âge à qui les grandes entreprises sont interdites, faute d'argent et de troupes régulières. Farnèse, au contraire, exagère le système des armées permanentes, avec ses avantages, mais aussi avec ses dangers. Les longs desseins lui sont permis, comme à son maître, mais à condition de ruiner à la fois et le pays où il fait la guerre, et l'Espagne qui doit la solder. Ses soldats sont d'admirables instruments de conquête; mais, comme dans la guerre de Trente ans, le pillage devient leur solde, le camp leur patrie, et l'on peut tout leur demander, excepté d'obéir. Rien n'est effrayant comme le jeu régulier et puissant de cette grande machine de guerre que croit diriger Philippe, et qu'il ne fait qu'entraver dans les mains de Farnèse. Dans l'action de Henri, au contraire, tout est décousu, irrégulier, fortuit; mais dès le début de la lutte, il s'est habitué à ne compter ni ses soldats, ni ceux de l'ennemi. Toujours prêt à tout, même à une défaite, il n'est jamais plus redoutable qu'après avoir été vaincu, parce qu'il n'a jamais compté que sur deux chances : mourir ou régner sur la France!

On se demandera peut-être, si Henri IV n'avait pas

existé, ce que Philippe II aurait fait de la France? Les lettres de Mendoza et les *Archives de Simancas* sont là pour nous l'apprendre. L. Ranke, dans son *Histoire de France aux* XVIe *et* XVIIe *siècles* (t. II de la traduct., p. 146), a résumé ces documents avec sa sagacité pénétrante : on y trouve un plan très-bien conçu pour faire de la France une province de ce grand État catholique, dont le centre est à Madrid, et la circonférence à tous les bouts du monde.

Le titre que Mendoza réclame pour son maître est modeste : c'est celui de *Protecteur de la France;* mais ses prétentions le sont moins. « Des représentants du *Pro-* « *tecteur* doivent assister à tous les conseils où se traite- « ront les affaires d'État, de guerre et de finances. Rien « ne devra se décider sans son agrément en tout ce qui « touchera la succession à la couronne. » On redoute bien un peu en France l'inquisition de l'Espagne et la présence de ses armées; mais, au dire de l'ambassadeur, les *chambres ardentes* sont plus rigoureuses que l'inquisition espagnole. Quant aux ligueurs exaltés, rien ne les arrête, pas même le démembrement de la France! « Quand même le royaume, disent-ils, serait de moin- « dre étendue qu'il ne l'est, estant repurgé d'athéisme « et d'hérésie, il pourrait faire plus de bien à la *Répu-* « *blique chrétienne* et à soi-même qu'il ne peut en faire, « avec la corruption présente, quand il serait plus grand « que toute l'Asie. »

Aux scrupules de ceux qui ne veulent pas d'un *protecteur,* c'est-à-dire d'un roi étranger, Mendoza répond en opposant l'heureuse condition de l'Artois et de la Franche-Comté, sous la domination espagnole, à celle de la Picardie et de la Bourgogne, sous le gouvernement français; et la comparaison, il faut bien le dire, n'était pas

à l'avantage de la France. Enfin il termine en comparant « la *République chrétienne* à un ordre monastique dont « le centre serait en Espagne, et dont les nations se« raient les *provinces*. Chaque moine, allemand, italien « ou français, serait un étranger pour les moines d'une « autre nation; mais tous seraient d'accord pour obéir « au même chef, qui donnerait l'unité à l'ensemble. »

C'est surtout après la mort du cardinal de Bourbon (8 mai 1590) que tous ces beaux desseins, longtemps tenus secrets, du côté de l'Espagne comme du côté de la Ligue, se montrent enfin au grand jour. Dès décembre suivant, les *Seize* ne craignent point de proposer à Madrid la soumission absolue de la France. La Sorbonne envoie un moine espagnol supplier Philippe II de prendre sous sa protection la bonne ville de Paris, dévouée au saint-siége et au roi d'Espagne, pour la défendre contre les ennemis de la foi. Amiens, Chartres, Meaux, Orléans, Soissons, Sens, Beauvais, se mettent avec Paris aux pieds du *Roi catholique*, pour le conjurer de les recevoir comme ses vassales, et de les gouverner à l'avenir. Faut-il en conclure que la France, lasse de l'anarchie, aspire à se jeter sans réserve dans les bras du despotisme? Non, le peuple, plus enclin que les nobles à s'oublier lui-même, ne voit que la sainte cause de la foi, patronnée par l'Espagne, et ne va pas au delà. La bourgeoisie se souvient encore de ses vieilles libertés municipales sur qui les Valois ont fait main basse, et se flatte de les voir revivre sous la tutelle de l'Espagne. Elle rêve quelque chose de semblable aux villes libres et impériales d'Allemagne, et appelle de ses vœux une réforme des finances, de la justice, et un gouvernement d'États. Quant aux nobles, tous vendus à l'Espagne, ils réclament sans pudeur le démembrement de la France, sous une

royauté nominale et lointaine; leur idéal, c'est la monarchie du *Grand Roi*, dont Philippe II est invité à prendre le titre, à condition de faire d'eux ses *satrapes*.

Un projet de constitution, où la main de la bourgeoisie apparaît plus distincte, projet présenté au roi d'Espagne en 1591, dans le cas où il daignerait accepter la couronne de France, résume ces diverses tendances. La première garantie qu'on y donne à la foi, c'est l'introduction du Saint-Office en France, *pour la terreur des méchants*. Les dettes publiques reconnues doivent être payées, et les domaines royaux aliénés doivent être rachetés... avec les biens des hérétiques; ce qui n'empêche pas que la confiscation doive être abolie, ainsi que tous les impôts établis depuis Louis XII, et la taille réduite à ce qu'elle était sous ce règne. Les bons catholiques sont seuls reconnus membres effectifs de l'État. Les États généraux doivent se rassembler tous les quatre ans *pour rechercher si le roi a tenu ses promesses*; s'il y a manqué, la nation sera déliée envers lui du serment de fidélité, et en droit de procéder à un nouveau choix. En échange de la couronne de France, le roi devra accorder à ses nouveaux sujets la libre navigation aux Indes de l'Est et de l'Ouest, et réunir à la couronne de France tous les pays qui appartenaient jadis à la Gaule, avec un titre nouveau comme celui de *Grand Roi*. Enfin le roi devra travailler à rétablir la paix dans la chrétienté, à détruire les Turks, et à reconquérir la Terre sainte.

Stipuler toutes ces garanties était plus facile que de les faire accepter au *Roi catholique*. Était-ce pour lui d'ailleurs qu'il aspirait à la couronne de France, était-ce pour l'infante qui, comme petite-fille de Henri II et de Catherine, pouvait seule avoir quelque ombre de droit à faire valoir? Nul ne le savait, et Philippe peut-être aussi

peu que les autres. Mendoza et les Espagnols poussaient au protectorat et au démembrement du royaume, sauf à faire valoir les droits de l'infante sur la Bretagne et sur l'héritage de Catherine, son aïeule. Les Français, au contraire, jaloux de maintenir l'intégrité de la monarchie, préféraient la fille au père, espérant en avoir meilleur marché. Philippe hésita longtemps; mais il céda enfin à son amour pour sa fille, la seule affection humaine qu'il eût jamais connue, sa fille qu'il appelait le *miroir* et la *lumière de ses yeux*. Il lui transmit tous les droits qu'il croyait avoir à la succession des Valois, et fit proposer aux ligueurs de la reconnaître pour reine, en se réservant, comme indemnité, le droit de choisir à sa fille un époux, et un roi à la France.

Dans l'intervalle, Sixte-Quint venait de mourir, événement presque aussi heureux pour Philippe II que la délivrance de Paris. Ce pontife, dont l'intolérance égalait le génie, avait débuté par excommunier Élisabeth et Henri de Navarre, et soutenir la Ligue de tout son pouvoir. Dans ses bulles, il avait comparé les Guise aux Machabées, et ordonné à Rome des prières publiques pour le succès de l'*Armada*. Mais bientôt, séduit par l'espoir de voir le Béarnais rentrer dans le sein de l'Église, il s'était rapproché de lui, au point de devenir suspect au parti catholique exalté, et l'on avait fini par prêcher contre lui dans les chaires de la Ligue. A soixante et dix ans, ce pontife ambitieux, se croyant destiné à survivre au *Roi catholique*, se portait d'avance son héritier, et songeait à réclamer pour son lot Naples, ancien fief du saint-siége. Son épargne, grossie par la vente des emplois, se montait à 4 millions et demi d'écus romains (près de 24 millions de francs), et il la destinait tout entière aux frais de cette expédition. On lui attribuait

encore de plus vastes desseins, comme de mettre fin à l'empire turk, de s'emparer de l'Égypte, de percer l'isthme de Suez et d'ouvrir une route nouvelle au commerce de l'Inde; enfin d'enlever la Terre sainte aux infidèles, et de transporter à Rome le saint-sépulcre.

Sa mort vint mettre un terme à ces rêves insensés, et délivrer Philippe d'un allié qui ressemblait fort à un ennemi. Sa fin causa en Espagne une grande joie; en France, elle ne fut pleurée que par Henri IV, qui perdait en lui un de ses plus dévoués soutiens. Pendant son règne de cinq ans, ce terrible réformateur était presque parvenu, à force de supplices, à purger de bandits les États romains. Préoccupé de l'idée qui perdra toujours les papes, celle de relever le pouvoir temporel, il voulait aussi le réformer, par ses côtés matériels du moins, comme si la papauté n'était pas tout d'une pièce, et que le corps pût se séparer de l'âme. Après avoir été, pendant toute sa vie, l'un des plus ardents promoteurs de la réaction catholique, on l'avait vu, sur la fin de ses jours, rompre avec tous ses anciens amis, et se brouiller avec la Ligue pour se rapprocher des princes protestants, même d'Élisabeth, dans le vain espoir de les amener à suivre l'exemple de Henri IV, et à abjurer l'hérésie. On a voulu faire de Sixte-Quint un Grégoire VII ou un Innocent III; mais il lui manquait pour cela deux choses, la suite dans les desseins et le sens des réalités; car, parmi les pontifes, même les plus grands n'échappent pas à cette loi fatale de leur position, l'inintelligence des temps où ils vivent, et des conditions de progrès imposées à tous les pouvoirs d'ici-bas.

La position de Farnèse, depuis son retour dans les Pays-Bas, était devenue plus difficile que jamais. Il avait laissé en France la moitié de son armée, et il ne recevait

plus d'Espagne ni argent ni soldats. Après avoir usé, au service d'un maître ingrat, ses forces et sa vie, il lui fallait encore se défendre contre l'opinion qui lui imputait l'échec de l'*Armada*. Farnèse avait un tort grave aux yeux de Philippe, c'était de lui dire la vérité, et de lui répéter sans cesse que la France ne voulait pas plus d'un monarque étranger que d'un monarque hérétique. Dans sa courte apparition sur le sol français, il avait dit à qui voulait l'entendre qu'il y venait comme champion de la foi, pour le compte de la Ligue, et non pour celui de l'Espagne. Philippe en fut atteint au cœur; mais formé de longue main à la dissimulation, il n'en témoigna rien à son neveu, et lui écrivit même, en monarque lettré, que « vieilli et fatigué de gouverner ses deux mondes, « Philippe, se reposait sur la virile jeunesse d'un autre « Alexandre! »

Mais ni maladie, ni chagrin, ni calomnies, rien ne pouvait ralentir l'activité de Farnèse. Dès les premiers jours de l'année, son armée était déjà en campagne. De son côté, Maurice, appuyé sur l'Angleterre, ne poussa pas la guerre avec moins de vigueur. Deux places fortes, Zutphen et Deventer, tombèrent en son pouvoir. Farnèse, occupé par de continuelles séditions dans sa petite armée, ne put s'y opposer. Dans un engagement assez sérieux, sa cavalerie fut défaite par celle de Maurice qui, sans égaler son père en talents politiques, devait le surpasser un jour en talents militaires. Mais bientôt la santé de Parme, de plus en plus altérée, le força de retourner aux eaux de Spa. Maurice, mettant à profit l'absence du duc, dont les troupes n'étaient invincibles qu'en sa présence, vint mettre le siége devant Nimègue, qui se rendit après vingt jours de siége.

Philippe, qui poussait avec une égale ardeur l'œuvre

de la guerre et celle de la diplomatie, conclut à La Fère, le 12 janvier, un traité secret avec Mayenne. Le digne héritier des Guise vendit la France au roi d'Espagne, au prix de quatre millions d'écus par an et d'un corps auxiliaire de 25,000 Espagnols. La fille de Philippe y était reconnue *reine propriétaire* de France par Mayenne, les princes lorrains et tous les grands noms de la Ligue, en attendant les États généraux. La *loi salique*, placée à la base même de la constitution de la monarchie, si tant est que la France ait jamais eu une constitution, était foulée aux pieds par cette noblesse cupide et dissolue, qui n'avait de français que le nom. La future reine s'engageait à se marier dans un an, avec l'avis des princes et officiers de la couronne, et à maintenir le royaume dans son intégrité, ses lois et ses coutumes. L'unique excuse de Mayenne en signant ce traité déshonorant, c'est qu'il savait Philippe d'aussi mauvaise foi que lui, et se réservait de choisir qui il trahirait au besoin, de son allié ou de son pays. Le pacte était plus aisé à conclure qu'à exécuter; mais Mayenne y gagnait du temps, de l'argent et des secours de l'Espagne, et c'était tout ce qu'il en attendait.

Un peu avant la signature de ce traité, Philippe envoyait son premier ministre, Idiaquez, porter à Farnèse l'ordre de quitter son lit de souffrance, pour aller faire lever à Henri IV le siége de Rouen. En effet, la première pensée de Henri, après le départ du duc, avait été de recommencer le siége de Paris; mais, cédant aux instances d'Élisabeth, qui ne songeait qu'à assurer les côtes de l'Angleterre, il s'était décidé à entreprendre d'abord le siége de Rouen, l'un des principaux centres de la Ligue, qui alimentait Paris, et commandait le cours de la Seine. Le roi poursuivait alors ce siége avec

une rare vigueur; Villars défendait la ville avec autant de courage que de talent; elle était bien pourvue de munitions, de vivres et de soldats; les bourgeois partageaient le service avec la garnison. Des processions de flagellants, pieds nus, la nuit et aux flambeaux, des gibets dressés sur toutes les places publiques, entretenaient le sombre enthousiasme des ligueurs. Les assaillants, mal campés, mal nourris, obligés de creuser la tranchée dans une terre durcie par la gelée, souffraient beaucoup des intempéries de la saison. Les Anglais surtout, habitués à une forte nourriture, étaient prêts à se décourager. L'arrivée d'une flotte hollandaise chargée de vivres, qui remonta la Seine avec 3,000 hommes de troupes, vint ranimer leur courage, et le siége fut poussé plus vivement que jamais.

C'est ce moment que choisit Philippe pour forcer Farnèse mourant à venir encore une fois jeter dans les affaires de la France le poids de son épée. En décembre 1591, il fit dans le royaume sa seconde entrée, à la grande joie de la Ligue et de Mayenne, qui ne se sentait pas de poids à lutter seul avec un adversaire tel que Henri de Navarre. Ce fut avec un amer sentiment de regret que Parme quitta les Pays-Bas, où il laissait derrière lui tant de grands desseins inachevés. Depuis que Philippe croyait toucher au moment d'asseoir sa fille sur le trône de France, toute autre pensée s'était effacée devant celle-là. Mais, en ordonnant à son neveu de conquérir la France, il était hors d'état de lui en fournir les moyens : car « la Flandre et la France, dit un « historien du temps, étaient deux bouches toujours « ouvertes pour engloutir tous les trésors des Indes; » et Farnèse dut recruter à ses frais des troupes en Italie.

La situation de Henri était critique : comme au siége

de Paris, il allait se trouver entre deux armées ennemies et une ville assiégée. Parme avait opéré à La Fère sa jonction avec Mayenne; les alliés, au nombre de 25,000 hommes, s'avançaient lentement vers Rouen par la Picardie. Mais Henri IV ne voulait pas perdre le fruit de ses longs efforts : il avait tout préparé pour donner l'attaque au fort Sainte-Catherine qui dominait la ville, et, par une résolution héroïque, il se décida, sans interrompre les travaux du siége, à marcher au-devant de l'ennemi. Laissant à Biron son infanterie, déjà fort diminuée, il s'avança, avec 7,000 chevaux, au-devant du seul adversaire digne de lui qu'il eût encore rencontré. Toutes les forces de la Ligue se trouvaient alors concentrées près d'Aumale; Henri, laissant à Neuchâtel le gros de sa troupe, alla, le 5 février, avec un millier de chevaux, reconnaître l'armée ennemie. En voyant l'ordre admirable que Farnèse y faisait régner, il comprit bien vite qu'il ne lui restait plus qu'à rebrousser chemin. Mais déjà la cavalerie de Farnèse avait débordé ses deux flancs; dans cette périlleuse retraite, il courut les plus grands dangers, et fut même légèrement blessé. Il y aurait péri avec toute sa troupe si sa noblesse ne se fût dévouée pour le sauver. Parme, péchant par excès de prudence, comme Henri par excès de témérité, finit par ordonner la retraite, convaincu qu'un adversaire qui osait venir avec mille hommes en affronter vingt mille devait avoir sous la main une armée prête à le soutenir.

Ainsi, ces deux grands généraux, si dignes de se mesurer l'un avec l'autre, luttaient ensemble de fautes aussi bien que de talent. Mais Henri avait du moins une excuse : avec une noblesse qui allait à la guerre comme à une partie de plaisir, il lui fallait sans cesse rajeunir par

quelque coup d'éclat le prestige qui s'attachait à son nom. Du reste, il avait bien calculé : car, à travers les siècles, ce prestige est demeuré vivant, et ses faiblesses, ses torts même les plus graves, n'ont pas pu le lui ôter. Quant à Farnèse, maître consommé dans cette grande école de guerre que l'Espagne avait empruntée à l'Italie, son système était de ne rien livrer au hasard, et de laisser échapper l'occasion plutôt que de la saisir contre les règles. Le génie de la guerre, pour lui, c'était la patience; pour Henri, c'était l'audace, et des deux systèmes, ce n'est pas le dernier qui a le moins réussi !

Une autre faute de Parme, ce fut de ne pas profiter de l'échec de son adversaire pour marcher droit sur Rouen, et forcer les *royaux* à lever le siége. Henri avait jeté quelques troupes dans Neuchâtel, se doutant bien que son méthodique adversaire ne voudrait pas laisser derrière lui une garnison ennemie. Farnèse, en effet, fidèle à la tactique italienne qui aimait mieux ville prise que bataille gagnée, perdit cinq jours à assiéger la ville, qu'il finit par emporter. Puis les deux ducs, Parme et Mayenne, vinrent camper à sept lieues de Rouen, et à deux de Henri. Celui-ci, dans l'intervalle, s'était remis de sa blessure, et, pour prouver à ses amis comme à ses ennemis qu'il était encore vivant, il vint, dans une attaque de nuit, surprendre, non pas Farnèse, qu'on ne surprenait guère, mais Mayenne, Guise et d'Aumale, et, après leur avoir tué beaucoup de monde, il s'en retourna avec un riche butin.

Pendant cette guerre d'escarmouches où Parme, se méfiant à bon droit de ses alliés, évitait une bataille avec autant de soin que d'autres en auraient mis à la chercher, le siége de Rouen continuait toujours. Mais le vieux maréchal de Biron, qui commandait en l'absence du roi,

avait pour principe de faire durer avec la guerre le besoin qu'on avait de lui. Aussi commit-il faute sur faute, peut-être à dessein : il permit à la garnison, dans une sortie heureuse, de balayer les tranchées, de massacrer ceux qui les occupaient, et de détruire tous leurs travaux. L'armée royale perdit 800 hommes, ses meilleurs officiers et cinq canons que l'ennemi emporta en triomphe. Encouragé par ce succès, Parme se décida enfin à risquer une bataille; mais dans cette armée, où se trouvaient réunis tant de nationalités et de partis divers, chacun avait son but secret qu'il poursuivait sous la commune bannière. Mayenne et les princes lorrains redoutaient une victoire de Parme presque autant que de Henri, et n'avaient pas plus envie de devenir sujets de l'Espagne que du Béarnais. Mayenne, médiocrité brouillonne, dénué de tous les dons qui agissent sur l'imagination des hommes, n'avait au monde qu'un talent, celui de l'intrigue : aussi parvint-il à persuader à Parme qu'avec un adversaire comme Henri, il avait tout intérêt à ne pas hasarder une bataille, et qu'en laissant le temps et la désertion combattre pour lui, il verrait bientôt le siége levé, et le Navarrais vaincu sans combat. Farnèse se borna donc à jeter des vivres et quelques soldats dans la ville assiégée, et l'armée de la Ligue, ayant épuisé le pays, finit par se replier vers le nord de la Somme.

Délivré de ee redoutable ennemi, Henri reprit le siége avec une nouvelle ardeur. Villars, réduit aux extrémités, écrivit aux ducs que, si on ne le secourait pas dans les huit jours, il serait obligé de se rendre. Mais le siége durait déjà depuis cinq mois : l'infanterie royaliste, qui faisait seule le service des tranchées, était sur les dents. La noblesse, plus amie du danger que des fatigues, s'était peu à peu retirée; l'armée royale fondait

à vue d'œil : le 30 mars, Henri IV ne comptait plus que 12,000 hommes, et pas de cavalerie. Parme, à la réception de la lettre de Villars, avait compris sa faute; jaloux de la réparer, il accourut avec Mayenne à la tête de 12,000 fantassins et 5,000 chevaux. En trois jours, il fit trente lieues, passa quatre rivières et se trouva sous les murs de Rouen. Henri, avec une armée réduite de moitié, ne pouvait pas tenir en plaine contre une armée double de la sienne. Biron, sans consulter le roi, qui était à Dieppe, se hâta de lever le siége.

Henri accourut bien vite, mais il était trop tard pour réparer la faute de Biron. Le roi se replia de deux lieues en arrière pour attendre l'ennemi. Les deux ducs entrèrent en triomphe dans Rouen délivré, et détruisirent tous les travaux de l'assiégeant. Mais Caudebec, toujours aux mains des royalistes, empêchait Rouen de communiquer avec le Havre et la mer. Farnèse commença le siége de Caudebec; la ville, bien que soutenue par une flotte hollandaise, se rendit au bout de quelques jours. Mais cette perte fut plus que compensée par un événement dont la portée devait être incalculable : Farnèse fut blessé au bras. D'abord il méprisa la douleur; mais bientôt la plaie s'envenima, et il fut forcé de remettre à Mayenne le commandement.

Parme une fois écarté, tout devenait facile à Henri. Mettant à profit le répit que Mayenne lui laissait, il appela à lui le ban et l'arrière-ban de sa noblesse. Tous accoururent au premier appel, et Henri se trouva bientôt à la tête de 23,000 hommes, dont 6,000 cavaliers. Du 28 avril au 6 mai, il battit l'ennemi en plusieurs rencontres, et l'eût anéanti s'il eût été mieux secondé. Mais Biron et ses pareils ne se souciaient pas de finir trop tôt la guerre, et de hâter un dénoûment qui eût rendu leur roi

trop puissant. Toujours battus en l'absence de Farnèse, les ligueurs voyaient approcher la famine à grands pas. Bloqués entre la Seine et l'armée royale, demandant en vain des vivres à Rouen, trop affamé lui-même pour leur en envoyer, ils se trouvaient réduits aux dernières extrémités. Un tiers de l'armée avait péri par le fer, la faim ou la maladie. Déjà Henri se flattait de triompher sans combat, et de forcer l'ennemi à capituler; mais il avait compté sans Farnèse qui, oubliant ses souffrances, reprit par un effort héroïque le commandement de son armée. En une nuit, il ramène toutes ses forces d'Yvetot à Caudebec, sur le bord de la Seine, un vrai bras de mer à cet endroit. Avec sa prévoyance habituelle, il avait fait préparer des planches, des radeaux, des barques et tout l'attirail nécessaire pour passer le fleuve. En quelques heures, tout son équipage de pont lui est amené avec le reflux. Le pont est dressé à la hâte dans la nuit du 16 mai, et l'armée le franchit sous la protection des deux forts, improvisés comme tout le reste, pendant que la flotte hollandaise, qui eût suffi pour empêcher le passage, restait inutile à Quillebœuf.

Ainsi Farnèse mourant se retrouvait encore tout entier, et le Navarrais avait enfin trouvé un adversaire digne de lui. Henri s'apprêtait à le poursuivre avec sa cavalerie, et à le gagner de vitesse pour couper tous les ponts devant lui, et donner au gros de son armée le temps de joindre l'ennemi et de l'anéantir. Mais la mauvaise volonté de ses nobles fit tout échouer : ceux-ci, en effet, voulaient bien se battre pour lui, mais non pas assurer son triomphe, et se donner un roi qui n'eût plus besoin d'eux. Ces lâches calculs sauvèrent Parme et son armée. Les mercenaires suisses, excités sous main par les nobles, exigèrent leur solde avant de se battre, et le roi, ne pou-

vant les payer, fut forcé de les licencier. Ainsi la campagne avait avorté pour tout le monde : Henri n'avait pu achever ni de prendre Rouen, ni de battre ou d'affamer l'ennemi. Quant à Farnèse, tout son génie, toute sa volonté s'étaient brisés contre le mauvais vouloir de Mayenne et des nobles ligueurs, aussi cupides et moins braves que ceux de l'armée royale, et qui traitaient déjà sous main avec le Navarrais. Notre histoire est bien souvent triste, elle l'est surtout à l'époque de la Ligue : les convictions désintéressées, les dévouements y sont rares, et l'on y trouve bien des Guise et des Byron pour un Lanoue ou un Coligny! Au courage même, si commun en France qu'on peut à peine l'appeler une vertu, il manque un but pour l'ennoblir, une foi pour le sanctifier, et si cette foi se trouve quelque part, c'est au bas de l'échelle sociale, mais ce n'est certes pas en haut!

Somme toute, la campagne n'avait pas été heureuse pour Farnèse : sa gloire restait sauve, il est vrai, et il s'en retournait mourir en Flandre après deux beaux faits d'armes, Rouen délivré et la Seine passée à la vue de l'ennemi. Mais ses troupes, une fois ralliées à celles de la Ligue, s'étaient fait battre dans toutes les rencontres. Son génie militaire, méthodique et correct comme celui de l'Italie, semble avoir été déconcerté par la fougue de Henri et la *furie* toute française de ses nobles. Aussi, après avoir laissé 1,500 hommes dans Paris et quelques renforts à la Ligue, Parme se hâta-t-il de délivrer Mayenne d'une rivalité qui lui pesait, pour rentrer dans les Pays-Bas avec son armée diminuée de moitié. Après son départ, la guerre languit en France, grâce à l'épuisement des finances de Henri et à la défection de ses auxiliaires. Philippe, de plus en plus indifférent aux affaires de la Flandre, venait encore d'envoyer cinq mille

hommes au duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne. A la bataille de Craon, en Anjou, le 23 mai, l'armée royale fut presque anéantie; la victoire n'était fidèle qu'à la personne, et non au drapeau de Henri. L'Anjou et le Maine, après cette décisive journée, passèrent à Mercœur, ou plutôt à Philippe, qui régnait déjà de fait en Bretagne et dans une partie de la France.

La situation devenait grave pour Henri, qui venait de perdre au siége d'Épernay Byron, le plus capable et le moins sûr de tous ses généraux. En Languedoc, en Guyenne, les armes de la Ligue n'étaient pas moins heureuses qu'en Anjou. En Provence et en Dauphiné, le courage de Lesdiguières, le Farnèse protestant, maintenait la balance en faveur de Henri, et refoulait au delà de la frontière le duc de Savoie, l'un des meilleurs généraux de Philippe. La France était entamée par tous les bouts; Paris, Rouen, Marseille et les vingt plus grandes villes du royaume étaient à la Ligue ou à l'Espagne. La féodalité, morte depuis un siècle, renaissait de ses cendres. Nemours, frère de Mayenne, travaillait à ressusciter, sous la suzeraineté de l'Espagne, l'ancien royaume d'Arles. Mayenne, tout en recevant pension de Philippe, négociait sous main avec le Béarnais, et cherchait, en louvoyant entre deux maîtres, à n'obéir à aucun. Quant à Henri, sa situation devenait chaque jour plus fausse : depuis que le prestige de la victoire manquait à ses armes, il voyait le parti royaliste se fondre dans celui des *politiques* qui, sentant sa force, ne voulait ni d'un roi étranger comme Philippe II, ni d'un intrigant comme Mayenne, ni d'un hérétique comme Henri, mais d'un roi catholique et Français. Tout poussait donc Henri vers une abjuration, à laquelle répugnait sa nature plus que ses convictions religieuses, fort peu arrêtées.

à vue d'œil : le 30 mars, Henri IV ne comptait plus que 12,000 hommes, et pas de cavalerie. Parme, à la réception de la lettre de Villars, avait compris sa faute; jaloux de la réparer, il accourut avec Mayenne à la tête de 12,000 fantassins et 5,000 chevaux. En trois jours, il fit trente lieues, passa quatre rivières et se trouva sous les murs de Rouen. Henri, avec une armée réduite de moitié, ne pouvait pas tenir en plaine contre une armée double de la sienne. Biron, sans consulter le roi, qui était à Dieppe, se hâta de lever le siége.

Henri accourut bien vite, mais il était trop tard pour réparer la faute de Biron. Le roi se replia de deux lieues en arrière pour attendre l'ennemi. Les deux ducs entrèrent en triomphe dans Rouen délivré, et détruisirent tous les travaux de l'assiégeant. Mais Caudebec, toujours aux mains des royalistes, empêchait Rouen de communiquer avec le Havre et la mer. Farnèse commença le siége de Caudebec; la ville, bien que soutenue par une flotte hollandaise, se rendit au bout de quelques jours. Mais cette perte fut plus que compensée par un événement dont la portée devait être incalculable : Farnèse fut blessé au bras. D'abord il méprisa la douleur; mais bientôt la plaie s'envenima, et il fut forcé de remettre à Mayenne le commandement.

Parme une fois écarté, tout devenait facile à Henri. Mettant à profit le répit que Mayenne lui laissait, il appela à lui le ban et l'arrière-ban de sa noblesse. Tous accoururent au premier appel, et Henri se trouva bientôt à la tête de 23,000 hommes, dont 6,000 cavaliers. Du 28 avril au 6 mai, il battit l'ennemi en plusieurs rencontres, et l'eût anéanti s'il eût été mieux secondé. Mais Biron et ses pareils ne se souciaient pas de finir trop tôt la guerre, et de hâter un dénoûment qui eût rendu leur roi

trop puissant. Toujours battus en l'absence de Farnèse, les ligueurs voyaient approcher la famine à grands pas. Bloqués entre la Seine et l'armée royale, demandant en vain des vivres à Rouen, trop affamé lui-même pour leur en envoyer, ils se trouvaient réduits aux dernières extrémités. Un tiers de l'armée avait péri par le fer, la faim ou la maladie. Déjà Henri se flattait de triompher sans combat, et de forcer l'ennemi à capituler; mais il avait compté sans Farnèse qui, oubliant ses souffrances, reprit par un effort héroïque le commandement de son armée. En une nuit, il ramène toutes ses forces d'Yvetot à Caudebec, sur le bord de la Seine, un vrai bras de mer à cet endroit. Avec sa prévoyance habituelle, il avait fait préparer des planches, des radeaux, des barques et tout l'attirail nécessaire pour passer le fleuve. En quelques heures, tout son équipage de pont lui est amené avec le reflux. Le pont est dressé à la hâte dans la nuit du 16 mai, et l'armée le franchit sous la protection des deux forts, improvisés comme tout le reste, pendant que la flotte hollandaise, qui eût suffi pour empêcher le passage, restait inutile à Quillebœuf.

Ainsi Farnèse mourant se retrouvait encore tout entier, et le Navarrais avait enfin trouvé un adversaire digne de lui. Henri s'apprêtait à le poursuivre avec sa cavalerie, et à le gagner de vitesse pour couper tous les ponts devant lui, et donner au gros de son armée le temps de joindre l'ennemi et de l'anéantir. Mais la mauvaise volonté de ses nobles fit tout échouer : ceux-ci, en effet, voulaient bien se battre pour lui, mais non pas assurer son triomphe, et se donner un roi qui n'eût plus besoin d'eux. Ces lâches calculs sauvèrent Parme et son armée. Les mercenaires suisses, excités sous main par les nobles, exigèrent leur solde avant de se battre, et le rói, ne pou-

nal de Bourbon; 5° Charles-Emmanuel, duc de Savoie, Valois par sa mère, sœur de Henri III; 6° enfin, Henri de Bourbon, roi de Navarre, descendant direct de Robert, sixième fils de saint Louis. De tous ces prétendants, le plus populaire auprès des gens sages et amis de leur pays, c'était Henri de Navarre, celui qui possédait par sa naissance les titres les mieux fondés au trône, et qui par ses talents, par son courage, était le plus apte à y monter. Un seul obstacle le séparait de ce trône, objet de tous ses vœux, c'était sa foi protestante; mais on ne l'y croyait pas bien sérieusement attaché. Le nouveau pape, Clément VIII, en déclarant incapable de régner en France tout prince hérétique, n'avait pas nommé Henri IV, et lui laissait ainsi une voie ouverte pour aspirer au trône.

Sauf Henri de Navarre et le duc de Savoie, de tous ces prétendants, pas un n'avait le cœur assez haut pour aspirer franchement à la couronne de France, quoique chacun s'y crût les droits les mieux fondés. Mayenne, le chef actuel de la Ligue, eût peut-être eu plus de chances que tous les autres; mais, pour se tenir au niveau de sa fortune, il lui manquait l'audace et l'ambition effrontée des Guise; sa nature molle, égoïste et sagace inclinait peu vers les partis extrêmes. Un expédient restait : c'était de laisser arriver au trône l'infante d'Espagne pour qu'un des prétendants le partageât avec elle, et Philippe se servit de cette amorce pour les laisser tous espérer sans s'engager avec aucun. Il fallait arriver à une solution : la France la réclamait à grands cris, et Henri IV, l'épée à la main, travaillait à la lui donner. Depuis la disparition des *Seize*, la Ligue semblait à bout de ses forces et de ses fureurs. Les prédicateurs avaient beau emboucher leurs trompettes de discorde, le peuple les écoutait en-

core, mais ne les suivait plus. Sauf quelques meneurs qui craignaient que la paix ne se fît à leurs dépens, le parti catholique, épuisé et haletant, soupirait après une ransaction. Rome elle-même n'en était pas loin, et pouvait, de guerre lasse, donner la couronne à Henri, s'il oulait l'acheter par une abjuration.

Mayenne, sentant le pouvoir lui échapper, avait convoqué à Paris les États-Généraux pour doter enfin la rance de la paix et d'un roi, qu'elle appelait de tous ses œux : si ces États, représentation bâtarde du pays, ne ouvaient faire un roi de leur élu, ils pouvaient du moins, 1 l'entourant d'une ombre de légalité, susciter au Navarrais un concurrent redoutable. En couronnant la fille Philippe, ils pouvaient armer celui qui l'épouserait de ute la puissance de l'Espagne, unie à toutes les ardeurs la Ligue. La situation devenait grave pour Henri IV. s amis mêmes, et surtout Rosny, le plus politique de 1s et le moins protestant, le pressaient d'abjurer. Les holiques de son parti, les parlementaires, qui en maité étaient pour lui, s'accordaient « pour le supplier, oire même le sommer de se faire catholique dans un emps préfixe; et à faute de ce faire, étaient prêts à se oindre à ceux de la Ligue afin d'élire un roi de leur eligion. » — « Les ligueurs et nous, écrivait de son ôté Mornay, nous sommes à côté d'un précipice, inertains qui y jettera son compagnon, et en danger, ıême en le poussant, de tomber avec lui[1] ! »

vues humaines, les meilleures chances semblaient du côté de Philippe. Maître déjà d'une moitié de la ıce, appuyé sur le saint-père qui avait mis ses troupes

Sully, *Économies royales*, ch. xxxv, p. 100. — Duplessis Mornay, *OEu-* t. V, p. 335 à 351. — Mme Duplessis Mornay, *Mém.*, t. I, p. 211. — rny, *Mém.*, collection Michaud, t. X, p. 522. B.

avec celles de l'Espagne au service de la Ligue, Philippe avait à choisir entre deux partis : asseoir résolûment sa fille sur le trône de France, en abolissant la *loi salique,* ou faire élire par les États celui des princes français qui serait disposé à acheter le plus cher la main de l'infante et l'appui du *Roi catholique;* en d'autres termes, inféoder la France à l'Espagne, et la réduire au niveau de la Flandre et du Milanais, ou la découper en morceaux, lui enlever la Lorraine et la Bourgogne, et maintenir le reste dans l'anarchie, pour la tenir plus sûrement dans la dépendance, tel était le plan de Philippe, et jamais partie ne fut jouée avec plus de suite, d'habileté et de plus belles chances de succès.

En pesant toutes ces difficultés, Henri IV en était venu à se convaincre qu'il n'en triompherait jamais par la seule force des armes, et que, ne pouvant à aucun prix traiter avec l'Espagne, il pouvait du moins traiter avec la Ligue sur la base d'une abjuration. Il l'essaya pendant trois mois; mais il ne réussit qu'à prouver à la France que, sous leurs beaux semblants de patriotisme et de foi, les meneurs du parti catholique n'avaient jamais songé qu'à leur intérêt. Pour conclure la paix, Mayenne exigeait : 1° que les réformés fussent seulement tolérés en France, et pussent toujours en être bannis; 2° qu'ils fussent exclus de tous les emplois civils et militaires; 3° que la Bourgogne, le Lyonnais, la Picardie, la Champagne, le Bourbonnais et la Provence fussent partagés entre les princes lorrains, et le Languedoc, l'Ile-de-France, la Normandie, l'Orléanais et le Berri entre les principaux seigneurs de la Ligue. En s'abaissant jusqu'à subir un pareil traité, Henri aurait signé sa ruine et celle de son royaume. Sur vingt-trois gouvernements dont se composait la France, si le roi en donnait douze

ıeurs, pouvait-il faire moins pour ses amis qu'il ; pour ses ennemis? Et alors, que lui resterait-il ıl aurait tout donné? Pas même l'apanage des s Capétiens, l'Ile-de-France et l'Orléanais! Aussi -il avec dédain cette paix déshonorante; et, laiscôté les princes, il s'adressa au peuple, dont il avoir meilleur marché.

ort du duc de Parme vint heureusement modifier tion et aplanir les voies vers la paix. L'homme 're et l'homme politique, si heureusement accoului, faisaient défaut en même temps. Philippe, au acheter la France, se trouvait avoir à la conau moment même où il perdait son plus puissant ıent de conquête. Son impuissance militaire comt à percer aux yeux de ses alliés, et détachait de lui partisans que son or ne lui en achetait. Le *Can d'Espagne* (voy. *Satire Ménippée*) avait perdu ıu. Au moment où allaient s'ouvrir les États-Gé:, Mayenne, qui les convoquait, était hors d'état conduire. Ligueurs et royalistes, tout le monde ait après la paix et un gouvernement régulier. 'chie, d'ordinaire, se charge de mener les peuples potisme; mais la Providence avait doté la France rince habile et brave qui désirait le pouvoir pour ncore plus que pour lui; elle aspirait à se reposer ui de ses longues discordes, sans acheter la paix au le la servitude, comme le font trop souvent les ɜs fatigués. C'est ce moment que choisit Henri pour 'er par un acte public qu'il était prêt à se faire ire dans la religion catholique. Enfin il invalida nce tous les actes des États-Généraux en protestant ɜ les décisions d'une assemblée illégale et factieuse. s États-Généraux s'ouvrirent en janvier : le courage

nous manque pour raconter les ténébreuses intrigues qui remplirent toute la session. Mayenne d'un côté, les Espagnols de l'autre, tiraient chacun à soi une majorité flottante, hésitant entre l'or de l'Espagne et un reste de pudeur qui lui faisait repousser le joug de l'étranger. Enfin le 20 juin, après d'interminables débats, on tomba d'accord, en principe, sur l'élection d'un prince français, comme roi et comme mari de l'infante, à l'exclusion de l'archiduc Ernest que Philippe avait osé proposer. En même temps, comme pour protester contre cette décision, des conférences s'ouvraient à Suresnes, le 30 avril, entre les royalistes et les ligueurs. Le pauvre peuple de Paris, épuisé par tant d'années de folie et de misère, en voyant partir les commissaires de la Ligue, se mettait à genoux sur leur passage, et répétait à haute voix ce cri qui sortait des entrailles de la France : « La paix, la paix! »

Les conférences n'aboutirent pas; mais elles avaient servi du moins à prouver que la France serait à Henri IV du jour où il consentirait à se faire catholique. Le parlement de Paris voulut aussi jeter son poids dans la balance : le 28 juin, toutes les chambres assemblées protestèrent, par un arrêt solennel, en faveur de la loi salique, et contre « l'élection de tout prince ou princesse « étrangers, » ce qui excluait aussi bien les princes de Lorraine que l'infante ou l'archiduc. Vainement Mayenne essaya de faire révoquer cet arrêt, qui coupait court à toutes ses espérances; tous les membres se déclarèrent prêts à mourir plutôt que de céder, et Mayenne désespérant de vaincre cette résistance légale, plus redoutable pour lui que les armes même de Henri, finit par se rejeter entre les bras de l'Espagne, qu'il combattait dans les États en feignant de la servir.

Mais Henri, dans l'intervalle, avait pris son parti : le

ət, une conférence eut lieu pour la forme entre , quelques prélats gallicans et royalistes. Le roi quelque temps, en homme décidé à se laisser ; puis il déclara à ses *instructeurs* « qu'il remet- ɔn âme entre leurs mains. » Pour ne pas laisser ınvictions nouvelles le temps de se refroidir, le ıe suivant, il fit « le saut périlleux, » comme il Gabrielle dans un de ces épanchements familiers stoire a enregistrés, par malheur pour sa gloire. uration eut lieu en grande pompe à Saint-Denis, ; mains de l'archevêque de Bourges : « Qui êtes- demanda le prélat à Henri, qui était venu frapper porte fermée. — Je suis le roi! — Que deman- 'ous? — A être reçu au giron de l'Église catho- . » Et le roi, s'agenouillant, répéta à haute voix : re devant le Dieu tout-puissant, de vivre et mou- ı la foi catholique, de la protéger et défendre 'e tous au péril de ma vie, renonçant à toute hé- contraire à icelle; » et il entendit ensuite la grand'- en présence de la cour et du parlement, aux ac- ons d'un peuple ivre de joie.

'ut là le coup de grâce pour la Ligue et pour ne, dont le rôle politique s'efface à compter de cet . Toute son influence sur les États se borna à leur ccepter les décrets du concile de Trente, que la avait toujours repoussés, Ce fut là le dernier signe donné par cette assemblée qui n'eut de français nom, et qui, soldée par l'Espagne, ne sut pas même loyalement son argent. Les députés se séparèrent, ; d'aller chez eux cacher leur honte, ou traiter de fection. Une quarantaine restèrent à Paris, et firent jusqu'à la fin de l'année leur parodie de session. ɔjuration de Henri IV, cette date si grave dans

l'histoire de la Réforme, a donné au Navarrais la couronne de France, en écartant du trône les princes lorrains et l'infante espagnole. Mais de pareils actes ne doivent pas se juger uniquement au point de vue de la politique, car ils relèvent de la conscience publique en même temps que de l'histoire. Ouvrez les historiens français, vous serez frappés de leur indulgence systématique pour l'apostasie de Henri. On sent qu'ils ne sont pas loin de lui en faire un mérite, et de répéter avec lui : « Paris vaut bien une messe! » Pour nous, ce qui nous blesse dans cette abjuration, c'est moins encore l'acte lui-même que la légèreté avec lequel il a été fait. A cette époque de passions religieuses où l'on vit, où l'on meurt pour sa foi, Henri, en faisant aussi peu de façons pour abjurer la sienne, se montre par trop désintéressé dans ce sanglant débat, où tant de nobles vies ont été dépensées. Au fond de l'âme, on le voit, le brillant héritier de Coligny, homme de guerre, homme d'État, mais avant tout, homme de plaisir, n'a jamais eu qu'une pensée sérieuse, celle de monter sur le trône, pour y faire, il est vrai, le bonheur de la France; l'œil fixé sur ce but, il y marche, sans en jamais dévier, et tout chemin lui est bon pourvu qu'il y conduise!

Entre les protestants, justement irrités contre le chef qui les avait trahis, et le pape qu'il fallait ramener, la position du roi était difficile. Une ambassade d'apparat, envoyée à Rome, y fut fort mal reçue. Le saint-père, sous la pression de l'Espagne qui lui tenait le couteau sur la gorge, et menaçait de le dépouiller de sa souveraineté temporelle, et même de le déposer, exigea que Henri se fît *réhabiliter*, c'est-à-dire, relever de son excommunication. L'ambassade repartit sans avoir rien obtenu ; mais l'Église gallicane y gagna d'apprendre à

se passer du pape, et la France se chargea elle-même l'absoudre son roi. Orléans, Bourges, Rouen, Aix, Lyon, lui ouvrirent spontanément leurs portes, tandis que leurs gouverneurs se faisaient acheter. Les princes orrains et la noblesse de la Ligue se montrèrent aussi assement cupides avec le Navarrais qu'ils l'avaient té avec l'Espagne. M. Poirson, dans son *Histoire de 'enri IV* (t. I, p. 274), évalue la somme totale que enri dut leur payer à 32 millions de livres, qui en udraient 118 aujourd'hui. Mais du moins, la France stait intacte : Henri donnait à pleines mains de l'argent des gouvernements, mais il ne donnait pas de pro-nces, comme Mayenne l'eût fait à sa place!

En attendant que Reims se fût ralliée à sa cause, le i se fit sacrer à Chartres, et prêta, avec une docilité emplaire, le serment « d'exterminer les hérétiques de son royaume,» serment honteux, qu'il n'eût pas dû 'ter puisqu'il ne pouvait ni ne voulait le tenir. Paris, endant, résistait encore, mais la Ligue qui y régnait, moins de nom, avait peine à contenir une population nissante, affamée de concorde et de paix. Brissac, le iverneur, finit par vendre à Henri IV la capitale qui demandait qu'à se donner à lui. Le 21 mai, à quatre res du matin, Henri, avec quatre mille hommes 'ement, entra en triomphe dans la cité rebelle, aux de joie d'une foule enivrée. Un *Te Deum* solennel chanté à Notre-Dame. Les troupes italiennes et espa-les que Parme avait laissées à Paris en sortirent le même, avec tous les honneurs de la guerre. Le roi les voir partir : il les salua avec une courtoisie rail-e, et jeta aux ambassadeurs du roi d'Espagne cet ique adieu : « Allez, messieurs, et recommandez-oi à votre maître, mais n'y revenez plus! »

Le mot de Henri était prophétique : l'Espagne en effet venait de sortir de France pour n'y plus rentrer! Ainsi, le mouvement de recul, commencé par elle aux Pays-Bas, s'est poursuivi jusqu'aux Pyrénées. La Flandre, il est vrai, lui reste encore; mais, séparée d'elle par toute l'épaisseur de la France, l'Espagne est obligée d'y déléguer sa souveraineté, jusqu'à ce que la Flandre lui échappe enfin, et passe à l'Autriche, en 1713, avec la paix d'Utrecht. Ainsi se dissipent l'un après l'autre tous les rêves orgueilleux dont Philippe s'était bercé. Toute la puissance du colosse espagnol a fini par se briser contre une petite république de matelots et de marchands, qu'il a pu vaincre, mais non pas subjuguer. Ses flottes, ses armées, sa fortune, tout est venu faire naufrage sur cet écueil. Le désastre même de l'*Armada* n'est que la conséquence logique du triomphe de la rébellion hollandaise. Le Xerxès espagnol, après tant d'échecs, a perdu tout son prestige, et la dernière et la plus amère de toutes ses humiliations, ce sera son impuissance à asseoir sa fille sur le trône de France. Tant d'intrigues, tant de vies, tant de millions, ont été dépensés en vain! Farnèse lui-même a échoué, et ce vaillant capitaine qui, à lui seul, a reconquis la Flandre, a dû renoncer à faire vivre plus longtemps la Ligue sur un sol qui la repousse.

Henri IV était maintenant roi de France; mais la Ligue et le roi d'Espagne lui détenaient encore une bonne partie de son royaume. Bien lui en prenait d'avoir la France pour lui : car le Béarnais n'était pas riche en alliés. La Hollande avait assez à faire de reconquérir sur l'Espagne son propre territoire, et de consolider son existence de peuple. Élisabeth avait eu bien de la peine à pardonner à Henri son abjuration; mais, convaincue enfin que, tout en trahissant sa foi, il était resté

idèle à la vieille politique huguenote, elle envoya un corps nglais en Bretagne s'unir à l'armée royaliste. Le roi, vec le gros de ses forces, entra en Picardie, où il s'empara de Laon, et força Mayenne à chercher un refuge à ruxelles. Henri était en veine de succès : bientôt, miens, Cambrai, Noyon, lui ouvrirent leurs portes, et soumission de la Champagne suivit de près celle de la cardie.

Mais la Ligue, avant d'expirer, avait soufflé ses fuurs au cœur d'un jeune débauché, Jean Châtel, élève s jésuites. En assassinant un tyran hérétique, dénoncé r Rome aux poignards catholiques, il crut de bonne acheter le pardon de tous ses péchés. Henri en fut tte pour une légère blessure à la lèvre. « Vous n'avez ncore renié Dieu que des lèvres, lui dit son fidèle 'Aubigné, et c'est pour cela qu'il ne vous a atteint u'à la lèvre; mais si jamais vous le reniez du cœur, vous percera le cœur! » L'assassin mourut dans les ments; les jésuites furent bannis de France, pour y rer plus tard, avec la permission du roi, et recomncer, avec Ravaillac, le coup manqué par Châtel; ainsi que devait se réaliser, seize ans plus tard, le prophétique de d'Aubigné!

enri IV avait compris enfin que ses plus implacables mis n'étaient pas en France, mais à Madrid; que la e et les princes français n'étaient pas des ennemis onciliables, et qu'on pouvait toujours acheter ceux n ne pouvait pas vaincre. Rome elle-même n'était nflexible, et le saint-père, malgré ses hauteurs, ne ait pas repousser longtemps la brebis égarée qui t de rentrer au bercail. Mais, avec un roi plus lique que le pape, toute paix était impossible. En d'un pareil adversaire, attaquer était le meilleur

moyen de se défendre. Henri n'hésita pas longtemps : appuyé sur des alliés douteux comme l'Angleterre, ou impuissants comme la Hollande, sans argent, presque sans armée, le tiers de son royaume aux mains des Espagnols, ou de nobles toujours hésitants entre la défection ou la révolte; avec un pays épuisé par trente-quatre ans de discordes civiles, et condamné à acheter la paix plus cher que la guerre même ne lui avait coûté, Henri IV, avec une grandeur d'âme que l'histoire doit reconnaître, osa déclarer la guerre au puissant roi d'Espagne (16 janvier 1595).

Au moment où Henri prenait cette héroïque résolution, voici comment était partagée la France : le duc de Guise avait de nouveau occupé la Champagne, la Bretagne appartenait à Mercœur ou plutôt aux Espagnols; Mayenne, maître de la Bourgogne et de la moitié de l'Ile-de-France, essayait de maintenir, entre Philippe et le Béarnais, sa précaire indépendance. Les Espagnols, établis à La Fère, dont ils avaient fait leur place d'armes, se reliaient par elle à la Flandre, leur point d'appui. Le revers nord des Pyrénées et toute la Haute-Garonne, depuis Rodez jusqu'à Toulouse, appartenaient à la Ligue. Marseille était aux mains d'une démagogie factieuse, et deux tribuns obscurs y régnaient par la terreur, en attendant le moment de la vendre à l'Espagne. Enfin, Nemours, maître de Vienne et du Forez, essayait de ressaisir Lyon qui lui avait échappé.

Voyons maintenant où en était l'Espagne, au moment où la lutte allait recommencer, plus ardente que jamais. Depuis le désastre de l'*Armada*, la mort de Farnèse et l'avortement des États-Généraux, Philippe, devant l'inexorable réalité, aurait dû s'éveiller de ses rêves, et comprendre enfin que sa fille ne s'assoirait jamais sur le trône de

France. Mais une haine envenimée l'animait contre Henri, le seul obstacle qui le séparât du but de tous ses efforts, du rêve de toute sa vie, la monarchie universelle! A tout prix, par tous les moyens, fût-ce par l'assassinat, il fallait se débarrasser de cet opiniâtre ennemi. Rien ne lui eût coûté pour cela, pas même de renoncer ı soumettre la Hollande, et à se venger d'Élisabeth! ›oussé à bout par l'audace de cet aventurier gascon qui sait déclarer la guerre au roi de l'Espagne et des Indes, écrivait à ses généraux des Pays-Bas que, « quand même ce serait au préjudice et à la perte de ses États de Flandre et de Milan, ils eussent à entrer en France.» Sully, *Écon. royal.*, c. 60, p. 191, B.)

Des deux adversaires, ce fut le plus faible, Henri, qui t prêt le premier. Dès le début de l'année, on le voit ncer à la fois Bouillon sur la Picardie, Longueville r l'Artois, Philippe de Nassau sur le Luxembourg, et ι mille Lorrains sur la Franche-Comté. Mais cette adruple attaque, engagée si résolûment, ne fut pas sez soutenue. Henri se trouvait alors à Paris, et la :toire, en son absence, était rarement fidèle à ses ıpeaux. Philippe, au contraire, semblait avoir reuvé, sur son lit de mort, la décision qui lui avait nqué pendant sa vie. Du fond de son Escurial, il attaııt la France de tous les côtés à la fois. Fuentès était rgé de balayer les Hollandais du Luxembourg, et les nçais de l'Artois; Mercœur, en Bretagne, recevait de ıveaux renforts; les deux tribuns de Marseille étaient tenus dans leur rébellion, que l'Espagne prenait à sa le. Enfin, le duc de Savoie venait aider Nemours à ıparer du Lyonnais, et à préluder ainsi au démemnent de la France.

lais Henri se montra partout en mesure de faire face

au danger : Montmorency, connétable de France, fut envoyé avec cinq mille hommes contre Nemours. Quant au roi, il voulut se charger lui-même de la conquête qui lui tenait le plus à cœur, celle de la Bourgogne. Dominé par l'impérieuse Gabrielle, il avait dû s'engager à faire de cette province un apanage pour leur fils César, depuis duc de Vendôme. De toutes ses conquêtes, aucune ne lui coûta aussi peu : Biron n'eut qu'à se présenter pour voir s'ouvrir devant lui toutes les portes. Mayenne, qui ne prolongeait sa révolte que pour se faire payer plus cher sa soumission, offrit de livrer au roi la Bourgogne, si l'on voulait lui en laisser le gouvernement. Mais Henri se sentait assez fort pour se passer de lui : il refusa, et Mayenne, poussé à bout, joignit ses forces à celles du connétable de Castille, qui venait d'arriver avec une petite armée. L'affaire devenait sérieuse, et Henri quitta tout pour venir défendre l'apanage de son fils. Au combat de Fontaine-Française, le roi, faisant office de soldat plutôt que de général, risqua follement sa couronne et sa vie contre un ennemi six fois plus nombreux : il finit par le forcer à la retraite. Le connétable, en voyant l'audace de Henri, le crut appuyé par des forces imposantes; il refusa de s'engager, et la Bourgogne fut sauvée. Mayenne, furieux contre son allié, se mit à traiter sous main avec Henri.

Nemours était en train de négocier sa soumission quand sa mort vint délivrer le roi de ce dangereux ennemi. Le duc de Savoie, effrayé de l'approche de Henri, demanda et obtint une trêve de trois mois, et Mayenne en fit autant. Ainsi Henri, par son habileté et par son courage, savait réparer les fautes de ses lieutenants; battu au nord, victorieux à l'est, il gardait en somme l'avantage, et payait aux dépens de la France

épuisée la soumission de ses nobles, se réservant de lui rendre en sécurité et en bonheur les sacrifices qu'elle faisait pour lui.

Mais l'ennemi qu'il importait le plus de désarmer, c'était le saint-siége. Henri qui, à la fougue française, unissait la finesse béarnaise, avait deviné, sous le refus du pape, un secret désir d'en finir, et de se réconcilier avec le *fils aîné de l'Église*. En abjurant le protestantisme, il avait donné ses arrhes, et il avait hâte de conclure le marché, et d'en recueillir les bénéfices. Aussi longtemps que le saint-père ne l'aurait pas *réhabilité*, il savait qu'il y aurait toujours entre lui et la France un mur de séparation, et il lui tardait de l'abattre. Il n'ignorait pas combien le joug de l'Espagne pesait au saint-siége, et certes, ce ne serait pas la moindre de ses victoires s'il parvenait à supplanter le *Roi catholique* dans la faveur du saint-père ; car on s'entend souvent mieux avec un ennemi réconcilié qu'avec un allié qui aspire à se changer en maître.

Un habile négociateur, d'Ossat, avait préparé les voies; Duperron, qui avait joué le premier rôle dans l'abjuration du roi, fut chargé d'aller continuer l'œuvre. Le pape se montra bien disposé, tout en cherchant à tirer de la situation le meilleur parti possible. Mais les négociateurs français tinrent bon, et ne consentirent à rendre exécutoires en France les décrets du concile de Trente que « *en tout ce qui ne troublerait pas la paix du royaume.* » Ils refusèrent également au pape l'exclusion des protestants de tous les emplois civils et militaires, et l'abolition des édits de tolérance. Clément VIII, obligé de céder sur le fond, se rattrapa sur la forme. Dans une audience solennelle, les deux envoyés de Henri IV baisèrent la mule du pape, et lurent à genoux la confession

du roi et sa demande d'absolution. Puis, on chanta le *Miserere*, et le saint-père, à chaque verset, frappait d'une baguette, emblème de la verge paternelle, les ambassadeurs agenouillés. La cérémonie terminée, tous deux reçurent l'accolade du pontife, et le monarque, contrit, pardonné et battu, rentra ainsi, par cette porte un peu basse, dans le giron de l'Église sa mère. Mais Henri avait trop besoin des bons offices de Rome, pour se préoccuper beaucoup de la forme. S'il s'inclinait devant le saint-père, c'était pour se relever triomphant devant la France de la Ligue qui, sans le sceau de l'absolution papale, n'eût pas cru à la réalité de son abjuration; et le pape, las du joug de Philippe II et des menaces de son ambassadeur, ne demandait pas mieux que de recevoir en grâce l'enfant prodigue qui revenait à lui.

Henri, préoccupé de ses négociations avec Rome et avec Mayenne, avait trop négligé la guerre pour la diplomatie. Fuentès, renforcé par quelques régiments italiens, vint assiéger le Catelet, qui se rendit, puis Doullens, et menacer Calais, la clef de notre frontière. Le roi, inquiet des progrès de l'ennemi, se hâta d'envoyer Nevers sur la frontière; mais les généraux français, toujours divisés, se firent battre par les Espagnols, et leur laissèrent prendre Doullens, et s'établir à trente-cinq lieues de Paris, sous les murs de Cambrai. La place passait pour imprenable, mais le gouverneur avait si bien su se faire haïr des habitants que ceux-ci livrèrent la ville aux Espagnols. Le coupable, ce n'était pas Nevers, à qui le roi reprocha si durement la perte de Cambrai, qu'il en mourut de chagrin; le vrai coupable, c'était Henri, qui avait refusé de délivrer les Cambrésiens de leur tyran, parce que celui-ci avait gagné la belle Ga-

brielle en lui offrant de tenir Cambrai en fief d'elle et de son fils.

Pour réparer ses torts, Henri avait hâte de tenter quelque grande entreprise; mais il fallait d'abord en finir avec Mayenne et la Ligue. Le traité de Folembray (janvier 1596) assura à Mayenne l'impunité, la première place dans le royaume, et trois villes de sûreté pour six ans. Ses dettes, montant à 3 millions et demi de livres, lui furent payées, tous ses amis et complices reçus en grâce, y compris Mercœur et d'Aumale. Les bannis furent réintégrés dans leurs biens et dignités. Le gouvernement de l'Ile-de-France, Paris excepté, fut assuré au fils de Mayenne. Joyeuse fut fait maréchal de France, avec un million et demi de livres. La fatale influence de la favorite dicta au roi ce traité déshonorant. Sa seule excuse, c'était le besoin que la France avait de paix, et de paix à tout prix!

Restait encore l'ennemi personnel de Henri, l'intraitable d'Épernon, qui, maître de la Provence, venait de la vendre à Philippe II. Les deux tyrans municipaux de Marseille y avaient déjà appelé une flotte espagnole. Mais, tout à coup, le 2 juin, une armée royale se montra sous les murs de la ville; elle avait pour chef l'héritier des Guise, appelé, par un étrange caprice du sort, à mettre la vieille popularité de son nom au service du Béarnais. En deux heures, Marseille échappa à Philippe II. Les galères de l'Espagne furent forcées de s'enfuir, et bon nombre de ses soldats restèrent sur le carreau. Comme à Lyon, le cri de ralliement du peuple fut : *Vive le roi! vive la liberté!* deux mots peu habitués à se voir accouplés. En apprenant la délivrance de Marseille, Henri, levant les mains au ciel, en signe d'action de grâces, s'écria que « Dieu avait pitié de la

France! » — « Maintenant, je suis roi! » ajouta-t-il, et rien n'était plus vrai. D'Épernon, battu par Guise, évacua la Provence, et, cédant malgré lui à l'irrésistible courant qui ramenait la France vers Henri, il mit bas l'orgueil devant l'intérêt, et vendit sa soumission au prix d'un demi-million et de deux gouvernements, ajoutés à deux qu'il possédait déjà.

La France tout entière, sauf la Bretagne, était maintenant au roi; la Ligue était vaincue ou achetée, et Mercœur seul marchandait encore sa soumission, pour se la faire mieux payer. Les parlements eux-mêmes ne demandaient qu'un pont d'or pour passer au roi. Déjà celui de Toulouse avait fait sa paix, ou plutôt son marché. Tous ces mille tyranneaux que la féodalité avait légués à la France cherchaient tous à négocier leur petit traité, et à avoir part à la curée. Henri ne savait refuser personne : il lui fallut acheter à prix d'or toutes ces soumissions, plus coûteuses que des victoires. Pendant des années, la France gémit sous le poids des impôts, et ne put se racheter elle-même qu'au prix des plus durs sacrifices; mais la paix et l'unité étaient pour elle deux biens si précieux qu'elle crut, comme son roi, ne pouvoir pas trop les payer!

Un mal plus grave encore, c'était l'effroyable désordre qui régnait dans la fortune de l'État. Un conseil de finances, composé de nobles, avait organisé la spoliation et la rapine, et dévorait à la fois le présent et l'avenir. « En quelques années, écrit Henri IV, ce conseil a « mangé plus de 1,500 mille écus, somme suffisante « pour chasser l'Espagnol de France. » En 1594, la dette publique s'élevait déjà à 315 millions de livres, et les traités avec les chefs de la Ligue l'avaient encore grossie de 18 millions. Presque tous les revenus de l'État

étaient consacrés à payer les intérêts usuraires de cette énorme dette. Le pauvre peuple des campagnes, que Henri aimait d'un amour vrai, si rare chez les rois, supportait presque seul cette lourde charge, et la noblesse, qui l'en avait grevée, se gardait bien de la partager avec lui.

Depuis la mort de Farnèse, en 1592, Philippe se fatiguait en vain à lui chercher un successeur. Le soldat, le diplomate, l'homme d'État étaient si bien associés en lui que, pour le remplacer, il fallait chercher, épars chez d'autres, les dons que lui seul avait réunis. Le premier qui, après lui, gouverna les Pays-Bas, fut le vieux Mansfeldt; mais l'âge avait éteint son activité : il ne put réprimer l'esprit d'indiscipline qui régnait dans l'armée, et il fallut le remplacer, en janvier 1594, par l'archiduc Ernest, neveu de Philippe II. Celui-ci essaya de ramener, par la douceur, les provinces qu'avait aliénées la dureté du joug espagnol; mais les États, qui connaissaient Philippe, ne se fièrent pas à ses paroles de paix, et l'archiduc, usé par ce poste dévorant, ne tarda pas à y laisser sa vie.

Il eut pour successeur le comte de Fuentès, général habile et violent, toujours porté pour les mesures de rigueur, vrai Espagnol, aussi brave que fanatique, et pour tout dire en un mot, digne de remplacer le duc d'Albe. A force de supplices, il rétablit la discipline dans l'armée, et fit régner en Flandre la soumission et la terreur; mais il y rendit le nom de Philippe encore plus odieux. Amené en France par la guerre, il y trouva un théâtre plus digne de ses rares talents militaires, et Philippe, s'apercevant un peu tard qu'en Flandre il n'était pas à sa place, finit par y appeler le frère de l'archiduc Ernest, le cardinal Albert. Celui-ci avait déjà fait ses

preuves comme vice-roi du Portugal, où il s'était fait aimer de ses administrés. Voulant se faire précéder dans son poste nouveau par un renom de clémence, il obtint du roi la liberté du comte de Buren, le fils aîné de Guillaume d'Orange, prisonnier en Espagne depuis vingt-huit ans, et la restitution des biens confisqués à son père dans les Pays-Bas. La Flandre sut gré à son nouveau vice-roi de ce *don de joyeux avénement.* La Hollande elle-même en fut touchée, et les États en témoignèrent leur reconnaissance au lieutenant de Philippe. Farnèse lui-même n'avait pas reçu des Flamands un accueil pareil à celui qu'y reçut le cardinal. Mais Philippe semblait ne donner des gouverneurs aux Pays-Bas que pour les envoyer faire la guerre en France. Exaspéré par le défi que Henri venait de lui jeter, il sut encore trouver quatre millions de ducats pour rentrer en campagne, et le cardinal, à peine établi dans sa nouvelle résidence, dut la quitter brusquement pour aller, à la tête de vingt mille hommes, entreprendre le siége de Calais, le boulevard de la France.

Henri IV était alors occupé à assiéger La Fère, lorsqu'il fut rappelé par le danger qui menaçait Calais. Le cardinal, changé en général d'armée, était campé près de Valenciennes. Il avait pour lieutenant un Français, de Rosne, et Henri n'avait pas de plus capable et de plus dangereux ennemi. L'armée française était venue camper à peu de distance du cardinal. Les forces étaient presque égales des deux côtés, et l'on s'attendait à une affaire décisive; mais les Espagnols, depuis la mort de Farnèse, se souciaient peu de rencontrer Henri en rase campagne, et comme leur illustre chef, ils aimaient mieux les siéges que les batailles. Tout d'un coup, le 9 avril, de Rosne, dérobant sa marche, se porte, avec

toutes ses forces, du côté de Calais. Henri IV accourt avec l'élite de son armée; mais il était trop tard : le 17 avril, la ville s'était rendue au premier assaut. La garnison s'était retirée dans le château, s'engageant à se rendre dans six jours, si elle n'était pas secourue. Henri, ne pouvant s'habituer à l'idée que Calais était perdu pour la France, fit supplier Élisabeth d'y envoyer une flotte qu'elle armait en ce moment à Douvres contre l'Espagne; mais Élisabeth, fort refroidie pour Henri IV depuis son abjuration, y mit pour condition que Calais resterait dans ses mains, comme gage de sa créance sur la France. Henri, révolté de cette franchise d'égoïsme, répondit « qu'il aimait mieux être dépouillé par ses ennemis que par ses amis. » Bientôt, Élisabeth, sentant sa faute, donna contre-ordre à sa flotte, et l'expédia vers Calais; mais un temps précieux avait été perdu, le délai fatal était expiré. Le gouverneur refusa de rendre le château; mais la place, mal fortifiée, céda à l'attaque, la garnison fut passée au fil de l'épée, et Philippe, par un coup de fortune, se trouva maître d'une des clefs de la France, pour la fermer à l'Angleterre, et l'ouvrir à ses armées des Pays-Bas. Henri, maudissant sa pauvreté, cause unique de tous ses revers, s'en retourna au siége de La Fère, qu'il finit par prendre, après un siége de sept mois. Les Espagnols, de leur côté, s'emparèrent d'Ardres, de Ham et de Guines. Le roi, réunissant toutes ses forces, marcha contre eux pour jouer enfin, dans une bataille, la France et sa couronne; mais les Espagnols, contents de ce qu'ils avaient gagné, ne voulurent pas risquer de le perdre, et reprirent, avec le cardinal, la route des Pays-Bas.

Henri, forcé de laisser, chaque année, ses ennemis choisir le terrain de la guerre, voulut profiter de leur

absence pour assiéger Arras, et ressaisir la Picardie qui lui échappait. Mais il lui fallait pour cela 800 mille écus, et son conseil des finances ne sut pas les lui trouver. Ses troupes, mal payées, se débandèrent. La prise de Calais, sous les yeux mêmes de son roi, et en présence d'une flotte anglaise, avait porté une grave atteinte à sa réputation. Les nobles, toujours prêts à profiter des embarras de la royauté, jugèrent le moment propice pour recueillir l'héritage de la défunte Ligue : Montpensier vint, en leur nom, proposer au roi de changer leurs gouvernements en fiefs héréditaires; en d'autres termes, d'anéantir l'œuvre des siècles, de démolir la monarchie si péniblement reconstruite, et de ressusciter la féodalité, enterrée depuis cent ans. A ce prix, ils s'engageaient à lui amener une armée, et à se charger de son entretien. Henri rejeta avec dédain cette offre insultante, et chercha auprès de l'étranger l'appui que lui refusait sa noblesse.

On eût dit que c'était l'Angleterre, et non la France, qui avait perdu Calais, tant l'opinion y était soulevée contre Élisabeth. Henri la suppliait de laisser sa flotte sur les côtes des Pays-Bas; mais le roi d'Espagne méditait une nouvelle expédition contre l'Irlande; la reine s'en fit un prétexte pour satisfaire aux convoitises des marchands de Londres, et envoyer sa flotte tenter sur les côtes de la Péninsule une de ces *razzias* moins riches en gloire qu'en butin. Le 1er juin, une flotte de cent cinquante vaisseaux, montée par huit mille soldats et sept mille matelots, mit à la voile de Plymouth, sous les ordres de Howard et du comte d'Essex. Ralliés par vingt-quatre navires hollandais, elle vint mouiller à Cadix, y détruisit ou força à s'échouer trente vaisseaux de guerre espagnols et autant de transports. Trente-six

galions richement chargés furent brûlés par ordre de l'amiral castillan, ou capturés par les Anglais. Après cette victoire, plus éclatante que disputée, Essex débarqua ses troupes, s'empara de la citadelle, et livra la ville au pillage. Le butin fut immense : les Espagnols eux-mêmes l'évaluèrent à 20 millions de ducats (180 millions de francs). Ainsi fut proclamée à la face du monde l'inanité et la faiblesse de ce colosse espagnol, si menaçant au dehors, si désarmé chez lui!

Tout ce qui affaiblissait Philippe profitait à Henri ; l'Espagne, déshonorée et ruinée, avait, aux yeux de l'Europe, perdu tout son prestige. Les corsaires anglais ne cessaient de dévaster ses riches possessions des deux Indes. Drake, Cavendish, Hawkins, intrépides héritiers de cet empire des mers que l'Espagne laissait échapper de ses mains, semaient la ruine et l'effroi dans toutes ses colonies. Ce blocus continental, que l'Europe a vu revivre de nos jours contre la France, était alors dirigé contre la Péninsule, et l'excluait du commerce du monde. Les Turks, oubliant la leçon de Lépante, reprenaient peu à peu courage, et s'abattaient sur cette monarchie aux abois. Naples et la Sicile étaient de nouveau ravagées par les pirates barbaresques. Parfois, il est vrai, les Espagnols, poussés à bout, allaient à leur tour dévaster le littoral de la Turquie. Mais l'élan n'était plus de leur côté, et ce flot qui avait monté si longtemps tendait à se retirer, laissant à nu le rivage où allait bientôt s'échouer l'antique puissance de l'Espagne.

Le nouveau désastre de sa flotte à Cadix avait exaspéré l'orgueil du *Roi catholique*. Décidé à laver à tout prix son affront, avec un débris de flotte et d'armée, il osa songer à relever par une nouvelle *Armada* l'honneur de la marine espagnole. Quelques galions chargés d'or

avaient échappé aux croisières anglaises; avec une obstination héroïque, il résolut d'improviser encore une flotte et une armée, et d'essayer de nouveau ses chances contre l'Angleterre. Il équipa cent soixante vaisseaux, montés par 14,000 soldats, dont bon nombre d'Irlandais. Munitions, vivres, matelots, rien ne manquait à bord de son escadre, si ce n'est la fortune, « qui n'aime pas les vieillards ! » L'Espagne, agenouillée devant les autels, pria pour le succès de cette autre *Armada*. Mais, à peine était-elle sortie du port qu'assaillie par une affreuse tempête, elle vit se perdre, corps et biens, quarante de ses bâtiments. Vingt-six périrent encore dans le golfe de Biscaye; les autres, tout désemparés, se réfugièrent à grand'peine dans le port du Ferrol. Ainsi, la main de la Providence s'abattait encore une fois sur le bourreau des Pays-Bas, et entourait d'une visible protection cette île aventureuse, écueil où était venue se briser toute la puissance de l'Espagne. Ce fut là, du reste, la dernière grande entreprise de Philippe; mais au bord même de la tombe où il va descendre, on ne peut pas refuser son admiration à cette persévérance que rien ne peut abattre, et à cette foi désintéressée qui ne cherche à conquérir des royaumes que « pour la plus grande gloire de Dieu ! »

On devine le résultat de toutes ces folles entreprises, aussi mal conçues que mal exécutées. Même avant cette expédition mort-née qui vint mettre le comble aux désastres du règne, le gouffre du déficit se creusait chaque jour plus profond. Mais contre des hérétiques, tout est permis à un *Roi catholique,* et les règles de la morale vulgaire ne sont pas faites pour lui. Un seul expédient lui restait, c'était la banqueroute. Le roi en avait déjà essayé une fois, il y revint encore en 1596. Depuis plusieurs années déjà, escomptant l'avenir, il

vivait sur les avances que lui faisaient les banquiers d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne et des Pays-Bas. Toutes les rentes de la couronne étaient engagées pour payer des intérêts usuraires, et les créances allaient s'accumulant chaque jour jusqu'à des chiffres impossibles. Philippe s'avisa d'un moyen bien simple de sortir d'embarras : un beau jour, il annonça à ses créanciers que, à dater du 20 novembre, leurs intérêts ne leur seraient plus payés, et que les revenus des domaines royaux qui servaient de gage aux créances cesseraient d'y être affectés. Cette royale escroquerie, exécutée avec tant de sans façon et de sang-froid, flétrit, sur tous les marchés de l'Europe, le nom de Philippe II, et ruina à jamais son crédit. Mais c'est surtout dans la Flandre, unie à l'Espagne par un lien si étroit, que le contre-coup s'en fit sentir. Toute l'habileté du nouveau vice-roi fut impuissante à conjurer le juste mécontentement du pays. Les traites du cardinal furent protestées, ses caisses vides cessèrent de se remplir; et le roi d'Espagne, ne trouvant plus un ducat à emprunter en avance sur ses revenus, dut attendre, pour payer ses armées, l'arrivée de ses galions et la rentrée de ses impôts.

L'argent, du reste, manquait dans le camp de Henri IV comme dans celui de Philippe II. Cette longue et terrible guerre avait tari, pour les deux pays, les sources de la fortune publique. Élisabeth, alliée assez tiède de Henri depuis son abjuration, mettait, en lui refusant tout subside, ses scrupules d'accord avec son économie. Deux mille Anglais à peine servaient sous ses drapeaux, et encore le roi devait-il se charger de leur entretien. L'Allemagne protestante lui avait retiré tout appui. La Hollande seule restait, mais elle n'avait à apporter à Henri que sa bonne volonté impuis-

sante. Le trésor royal était à sec : la Ligue avait coûté plus cher à acheter qu'à vaincre, et elle laissait la France épuisée, après cette lutte de quarante ans qui avait uni les maux de la guerre civile à ceux de la guerre étrangère. Un seul homme, Rosny, doué de toutes les qualités qui manquaient à Henri, vint le compléter, et fermer cet abîme du déficit où la fortune du royaume aurait fini par s'engloutir. Les défauts même de Rosny, son opiniâtreté, sa rudesse, son économie presque féroce, le servirent autant que ses qualités, et la France fut sauvée encore une fois par ce rude et grand ministre, après l'avoir été par le courage de son roi.

Mais, pendant que Henri s'occupait de ses finances, les Espagnols allaient le forcer de penser à eux. Il revenait de Rouen où, en présidant l'assemblée des notables, il avait trouvé de ces accents qui allaient droit au cœur de la France. Rosny, préparant la guerre, même au sein de la paix, réunissait des munitions et des vivres pour le siége d'Arras. Pendant ce temps, le roi insultait à la misère publique par l'éclat scandaleux du baptême d'une fille que Gabrielle venait de lui donner. Tout à coup, le 11 mars, au milieu des fêtes, éclate la sinistre nouvelle : Amiens est pris par les Espagnols ! Amiens, la clef de la frontière, Amiens qui allait amener l'Espagne à 25 lieues de Paris ! Ainsi la limite du royaume, au lieu d'avancer jusqu'à Arras, reculait jusqu'à Beauvais ; la France était ouverte, la capitale menacée, et le roi ne songeait qu'à ses amours et au baptême de sa fille.

La moitié de la faute était à Henri IV, l'autre aux habitants d'Amiens, qui n'avaient pas voulu recevoir une garnison que le roi voulait leur donner. Ils avaient promis de se garder, et tenaient leur parole; mais la porte s'ouvrait à chaque instant pour livrer passage aux

paysans qui venaient approvisionner la ville. Le gouverneur de Doullens, Porte-Carrero, réunit dans la nuit du 11 mars quatre mille soldats choisis, et les embusque dans un bois, près d'Amiens. Le jour vient, la porte s'ouvre. De faux paysans, chargés de fardeaux, se présentent un à un, on les laisse entrer. Un d'eux laisse échapper un sac de noix dont il est chargé; le sac s'ouvre, les noix roulent jusque dans le corps de garde, et les soldats s'amusent à les ramasser. Sur ces entrefaites, une charrette arrive, et s'engage sous la herse du pont-levis. Le charretier coupe les traits, et la voiture est arrêtée, la porte ne peut plus se fermer. A un signal donné, les paysans font main basse sur les gardes du guet; les soldats embusqués accourent, et se répandent dans la ville qui, à peine réveillée de son sommeil, se trouve prise avant d'avoir su qu'on l'attaquait. Quelques bourgeois essayent de se défendre, et sont massacrés. La garnison s'enfuit, la ville est pillée; mais, par ordre du général, on épargne l'honneur des femmes et la vie des habitants, et c'est ainsi qu'Amiens passe aux mains des Espagnols, par une des surprises les plus rapides et les mieux calculées dont l'histoire fasse mention.

La nouvelle de la prise d'Amiens produisit en France le plus fâcheux effet : « Il semblait, dit Pasquier, que le « roi eût perdu, avec sa bonne ville d'Amiens, sa répu- « tation et le cœur de ses sujets. » Mais, après une faute commise, Henri se retrouvait toujours prêt à la réparer. « C'est assez faire le roi de France, dit-il, en ap- « prenant la prise d'Amiens, il faut encore une fois faire « le roi de Navarre! » La position était presque désespérée. Dans l'espace d'un an, Cambrai, Doullens, Calais, Amiens, lui avaient échappé. L'hydre de la Ligue, qu'on croyait terrassée, relevait ses têtes abattues. D'une fron-

tière à l'autre de la France, ses ennemis se donnaient la main. Le duc de Savoie concertait avec Mercœur, le seul des chefs de la Ligue qui fût demeuré debout, une double attaque en Dauphiné et Bretagne. Le vieux levain de la Ligue fermentait jusque dans Paris; plusieurs complots, découverts, ne purent être noyés que dans le sang, malgré le besoin d'oubli et de pardon qui tourmentait le cœur de Henri. Les protestants, inquiets et irrités de se voir moins bien traités par la royauté que ses ennemis, se tenaient à part de Henri, refusant de venir sous ses drapeaux, et de cette attitude à la révolte, il n'y avait qu'un pas.

Le roi, décidé à tourner tous ses efforts contre Amiens, proposa à la reine d'Angleterre d'assiéger Calais, sauf à le garder si elle parvenait à le prendre. Ainsi, ce qu'il avait refusé naguères, il l'accordait aujourd'hui : il fallait reprendre Amiens à tout prix; c'était le seul moyen d'affermir la couronne sur sa tête. Mais Élisabeth lui rendit le service de refuser Calais; elle recula devant les difficultés, et surtout les dépenses d'un siége, et Henri fut condamné à sauver la France tout seul, et à ne compter que sur lui. Ce prince héroïque, qui se relevait toujours plus grand après une faiblesse, comprit alors, avec un sérieux qui lui manqua souvent, tous les devoirs qui pesaient sur lui. Avant de se rendre à Amiens, il confia à Rosny le soin de commencer le blocus. Lesdiguières, en Dauphiné, fut chargé de repousser les Piémontais. Catholiques, protestants, se réunirent tous contre l'ennemi commun. Sully fit de l'argent, par tous les moyens, aux dépens du clergé, des traitants, et même du pauvre peuple. Deux régiments hollandais vinrent grossir la petite armée de Henri. Avec les deux mille Anglais d'Élisabeth, elle montait à peine à quinze

mille hommes. Mais la noblesse, à l'appel de son roi et du danger, oublia ses calculs égoïstes, et accourut à l'envi sous ses drapeaux. En attendant la reprise d'Amiens, les armes du roi étaient victorieuses sur tous les points, et Henri ressaisissait, pièce à pièce, son royaume. Les vents, décidément brouillés avec l'Espagne, avaient empêché les vaisseaux de Philippe d'aborder en Bretagne, et Mercœur, battu à Dinan, avait dû renoncer à ses projets sur l'Anjou. Enfin, Lesdiguières, non content de rejeter les Piémontais au delà de la frontière, venait d'enlever la Maurienne au duc de Savoie.

Bientôt la France, fidèle au rendez-vous, se trouva sous les murs d'Amiens : le siége fut poussé avec une rare vigueur. Nul ne contribua plus au succès que Rosny, par l'ordre admirable qu'il fit régner dans le camp. Pour la première fois, en France, on voyait des soldats bien armés, bien nourris, campant sous de bonnes tentes, payés à la fin de chaque mois, vivant enfin aux dépens de leur roi, et non du pays! La guerre avait cessé de nourrir la guerre; les malades, les blessés qui, dans cet âge sans pitié, mouraient trop souvent faute de soins, étaient mieux soignés que dans un hôpital, le camp étant pourvu, comme une grande ville, de toutes les nécessités de la vie. C'est là que Rosny révéla cet esprit organisateur qui devait faire de lui un ministre des finances sans prix pour un roi pauvre, endetté et dépensier comme Henri.

La victoire, du reste, fut lente, coûteuse et chaudement disputée. Le siége ne dura pas moins de six mois. Porto Carrero, le vainqueur d'Amiens, se montra digne de garder ce qu'il avait si aisément conquis. La défense fut héroïque comme l'attaque. La garnison se montait à quatre mille hommes, et la ville regorgeait de vivres et

de munitions. Les assaillants avançaient, d'un pas lent mais sûr, dans leurs travaux, malgré les sorties incessantes des assiégés. Mais le sort d'Amiens devait se décider ailleurs que sous ses murs. Avec le progrès qu'avait déjà fait l'art des siéges, toute place était prise dans un temps donné, pourvu qu'elle fût assiégée avec des forces suffisantes. Philippe le savait, et n'avait plus qu'une pensée, celle de sauver Amiens. Le cardinal Albert, harcelé par les lettres désespérées de son maître, avait écrit à Porto Carrero « qu'il irait à la tête de « vingt mille hommes faire lever le siége, dût-il y perdre « Anvers et Bruxelles, avec le reste des Pays-Bas. »

En attendant, l'assaillant était logé dans les fossés de la place, et la battait en brèche avec cinquante pièces de canon. Le brave Porto Carrero avait beau se multiplier, quatre mille hommes, affaiblis par la fatigue, les maladies et le feu de l'ennemi, ne pouvaient pas longtemps tenir tête à vingt-cinq mille. Le 5 septembre, le cardinal et son armée n'étaient pas encore arrivés. Porto Carrero, « ce héros dans le corps d'un nain, » comme dit si bien M. Henri Martin, se fit tuer dans une sortie, et l'âme de la défense périt avec lui. Les Espagnols se montrèrent enfin, au nombre de près de vingt mille. Henri, avec son étourderie ordinaire, avait choisi le jour de leur arrivée pour aller à la chasse; Mayenne, qui commandait en son absence, dut à la fois repousser l'ennemi, et l'empêcher de jeter des secours dans la place. L'unique pont qui traversât la Somme, et ouvrît la route d'Amiens, était commandé par le village de Longpré. Si l'ennemi, profitant de la surprise du premier moment, avait emporté le pont, et franchi la rivière, Amiens pouvait encore être délivré; mais le cardinal s'arrêta devant les premiers coups de canon. Henri ne

revint qu'à quatre heures du soir, et fit fortifier à la hâte le point menacé. Le cardinal, désespérant de l'emporter, fit jeter un pont, à une demi-lieue de distance, et y fit passer deux mille cinq cents hommes, avec un convoi de vivres et de munitions destiné à la ville; mais Henri lança sur les Espagnols trois mille hommes d'élite qui les taillèrent en pièces, et les rejetèrent sur l'autre rive. Un corps de cavalerie qui les y attendait acheva leur déroute, et l'équipage de pont resta au pouvoir des Français. La nuit même, l'archiduc, mettant le feu à ses quartiers, se retira sur Doullens. Amiens, perdant tout espoir d'être secouru, capitula le 19 septembre. La garnison en sortit avec les honneurs de la guerre, et Henri, en entrant dans ses murs, se sentit encore une fois roi de France.

Le roi poursuivit les Espagnols jusqu'à Arras, et leur offrit encore le combat, qu'ils se gardèrent bien d'accepter. Il commença ensuite le siége de Doullens, que les pluies le forcèrent à lever. Mais la question était tranchée : depuis la mort de Farnèse, les Espagnols ne pouvaient plus tenir devant Henri, les villes s'ouvraient partout à lui comme les cœurs. Non-seulement la force, mais le prestige était de son côté, et le prestige, en France, n'est-ce pas la moitié du succès? L'Europe savait maintenant de qui elle avait à attendre sa loi. Quant à la France, après tant de malheurs et de fautes, elle se reconnaissait dans ce roi fait à son image, étourdi à barbe grise, toujours jeune, comme elle, par le cœur et par l'espérance, tandis que l'Espagne vieillie se retrouvait dans son vieux roi, et semblait prête à descendre avec lui au tombeau.

Henri avait remporté mainte victoire plus éclatante; mais aucune n'avait eu pour lui ni l'éclat, ni la portée de la reprise d'Amiens. L'heure de la lutte était passée,

ses ennemis du dedans le sentaient, et ne songeaient plus qu'à se soumettre, en tirant de leur soumission le meilleur parti possible. Quant à ceux du dehors, ils se résumaient tous dans un seul, le roi d'Espagne! Mais Philippe était sur la brèche depuis quarante ans : épuisé par cette lutte sans relâche, accablé d'infirmités et de maux sans nombre, malgré son héroïque obstination, il était à bout de ses forces, et sentait la vie lui échapper. Avec les trésors du nouveau monde, et l'élite de tous les peuples européens, commandée par des généraux tels que don Juan, d'Albe, Farnèse et le duc de Savoie, il avait échoué dans toutes ses entreprises. S'il avait conquis la Flandre, c'était pour la ruiner, et tarir cette mine, plus riche que celles du Potose; mais, en regagnant la Flandre, il avait perdu pour jamais les Provinces-Unies. L'hérésie était partout où il avait essayé de la détruire, en Hollande, en Angleterre, en France, en Allemagne; partout il retrouvait cet insaisissable ennemi, subtil comme la pensée, et que, comme elle, on ne pouvait ni dompter ni anéantir. Le seul peuple qui eût tous les autres réunis contre lui, le seul qui descendît la pente que tous remontaient, c'était l'Espagne, solidaire avec son roi de tous ces grands desseins avortés, qu'il ne pouvait pas même léguer à son successeur, car celui-ci n'était pas de force à les continuer.

Philippe se sentait mourir, et après avoir soufflé si longtemps sur l'Europe la discorde et la guerre, il aurait voulu léguer la paix à son fils. Après l'avoir refusée si longtemps, il était prêt à la mendier à la France, à l'Angleterre, et même à ses sujets rebelles. En France, les huguenots seuls haïssaient l'Espagne d'une haine inexpiable, car ils savaient qu'ils n'avaient à attendre d'elle ni paix, ni pardon; mais le reste du

pays était catholique, comme la Flandre, et, comme elle, prêt à tout sacrifier à sa foi. Les vieilles ardeurs de la Ligue n'y étaient pas tellement éteintes qu'on ne s'y souvînt encore d'avoir eu l'Espagne pour alliée. Et puis, la France avait besoin de repos : elle avait ses plaies à fermer, ses villes à rebâtir, sa vie sociale à reprendre à nouveau. Enfin, son roi, en rentrant dans le sein de l'Église, avait ouvert les voies à un rapprochement avec le *Roi catholique*. Henri, après tant de victoires, pouvait ne pas rougir de désirer la paix.

Il en était tout autrement de l'Angleterre et des Provinces-Unies. Dans le premier pays, Philippe, depuis son mariage avec Marie Tudor, avait laissé un long souvenir de répulsion et d'horreur. Si l'inquisition ne régnait pas à Londres comme à Madrid, ce n'était pas la faute du *Roi catholique*, on le savait en Angleterre! Puis l'*Armada* était venue surexciter encore les vieilles rancunes nationales : l'Angleterre avait été sauvée, comme Athènes, par ses *murailles de bois;* mais elle ne pouvait pardonner à Philippe le danger qu'elle avait couru, et la peur qu'il lui avait faite. Élisabeth, se sentant délivrée de tout danger sérieux, voulait à tout prix avoir, dans Calais, un pied à terre sur le continent. Enfin, l'Espagne et la France, en continuant la guerre, s'affaiblissaient l'une l'autre, et l'Angleterre n'avait qu'à y gagner.

Quant à la Hollande, la lutte avec l'Espagne était la condition même de son existence, la source de sa grandeur et de sa prospérité. Aussi n'avait-elle nulle envie de l'échanger contre une paix moins lucrative pour elle que la guerre. A une seule condition, elle aurait pu traiter avec son ancien maître, pourvu qu'il reconnût son indépendance et la souveraineté des États-Généraux. Or, l'Espagne n'était pas encore descendue assez bas

pour s'y résigner, et Philippe aimait mieux laisser à son successeur la honte de traiter avec des sujets rebelles. Enfin les Hollandais, pendant l'absence du cardinal et de son armée, venaient de s'emparer de toutes les places que celle-ci occupait encore au nord du Rhin. Derrière cette ceinture de forteresses, avec l'Océan pour allié, la jeune république se sentait invincible, et se souciait peu de mendier une paix dont elle n'avait pas besoin.

La médiation, offerte par l'empereur, avait été froidement accueillie par l'Angleterre et par les Pays-Bas; mais Henri ne se sentait pas assez engagé avec ses alliés pour ne pas pouvoir traiter sans eux. De son côté, l'Espagne avait eu recours à son médiateur naturel, le saint-père, et Henri, à peine réconcilié avec Rome, était tenu à la ménager. A toutes les raisons qu'avait Philippe de désirer la paix, il faut encore en ajouter une : depuis que la Hollande avait échappé à son joug, la Flandre ruinée, dépeuplée, avait perdu, aux yeux de son maître, la moitié de son prix. Cette possession lointaine et dispendieuse lui pesait. Il ne voulait pas rendre aux Flamands leur liberté, c'eût été pour toutes ses provinces un trop mauvais exemple; mais il voulait en faire une sorte d'État indépendant, et la donner en apanage au seul être qu'il eût aimé au monde, à sa fille Ysabel! Son plan était de marier l'infante à l'archiduc Albert, cardinal sans être prêtre, et Rome, qui n'avait rien à refuser au plus catholique de tous les princes, s'apprêtait à changer ce cardinal en roi. L'infante devait apporter pour dot à son époux les Pays-Bas et la Franche-Comté, sous la suzeraineté de l'Espagne, dont ces deux provinces resteraient dépendantes de fait, sans l'être de nom.

Tel était le plan de Philippe, et Henri ne demandait pas mieux que de s'y prêter. Mais ce n'était pas assez pour ce dernier de vouloir la paix, il fallait encore la faire accepter à ses alliés. Le pape, partant de ce principe qu'aucun serment n'engage avec les hérétiques, pressait le roi de France, redevenu le *fils aîné de l'Église*, d'abandonner l'alliance des États réformés pour se jeter dans les bras de Rome et de l'Espagne. Henri repoussa loyalement ces propositions, que l'Espagne rendait plus tentantes encore en offrant de restituer les places fortes enlevées à la France. Mais cette dernière offre était trop séduisante pour être refusée. En ce qui le concernait, le roi était décidé à traiter; tout ce qu'il désirait, c'était d'amener ses alliés à traiter comme lui; mais les envoyés d'Angleterre et de Hollande s'y refusèrent absolument. « Êtes-vous déjà las de la danse, demandèrent-ils au « roi? — Non, répondit Henri, mais je suis las de prê- « ter la salle de bal » (Contarini, *Relazione di Savoya*); et la France, eût-il pu ajouter, en était lasse comme lui. Au fond, c'était moins l'Angleterre que Henri ménageait que la Hollande, sa vieille et fidèle alliée qui, abandonnée par lui, aurait seule à porter le poids des rancunes et de la puissance de l'Espagne. Or, la Hollande et Maurice, enivrés de leurs récents succès, étaient plus loin encore de la paix que l'Angleterre. Comme elle, ils refusèrent la trêve de six mois que Henri voulait faire stipuler pour ses deux alliés, afin de leur laisser le temps d'adhérer au traité.

On a accusé Henri d'avoir lâchement trahi l'Angleterre et la Hollande pour rentrer en grâce avec l'Espagne et le saint-père. Nous répondrons par une dépêche de Villeroy, son premier ministre : « Sa Majesté a tou- « jours dit à Mgr le Légat que elle demandait le sien,

« et que ses alliés fussent compris en la paix, *ne voulant* « *les abandonner*... Le roy perdra plutôt, je ne dis pas « les villes qu'on parle de luy rendre, mais *son estat,* « que de faire une pareille lascheté. » (*Négociat. pour la cessation de la guerre,* p. 457.) Et Henri, certes, était de bonne foi quand il disait à Sully : « J'ai dans l'esprit « le dessein formel de faire un jour puissamment la « guerre à l'Espagne, estant cette passion la plus vio- « lente que je pourrais avoir... Mais, il n'y a parmi les « Français que ruine et désordre, n'y ayant quasi ville « ou château qui ne se sente des suites de la guerre. *La* « *France et moy avons besoin de reprendre haleine.* » (Sully, *Écononm. royale,* ch. 79, 80, t. I, p. 271, etc.) Il l'était encore lorsqu'il écrivait à d'Ossat ces belles paroles : « Mon épée et ma foi à mes alliés qui, après « Dieu, m'ont remis la couronne sur la tête..... Que je « perde la vie plutôt que de finir la guerre autrement « qu'avec honneur ! » Et puis, l'Angleterre et la Hollande étaient gardées, l'une par la mer, l'autre par ses canaux. « On n'y peut pénétrer que par la mer, disait « encore Henri, où l'une et l'autre sont les plus fortes; « la France, au contraire, a besoin pour sa défense « d'autant d'armées qu'elle a de provinces... Chez eux, « les terres sont cultivées, et la moitié de la France est « déserte. Enfin, en Flandre, en Angleterre, on voit « des lois respectées, des sujets soumis; en France, les « lois sont sans force, et roi depuis trois jours, je ne « trouve chez mes vassaux ni obéissance ni dévoue- « ment. » (Contarini, *ibid.*).

C'en est assez pour prouver que, si le roi de France fit la paix sans ses alliés, on ne peut pas l'accuser de les avoir trahis. Élisabeth, dont il n'eût jamais beaucoup à se louer, n'avait qu'une pensée, c'était « d'empescher que

Henri IV ne recouvrât Calais, *ce qu'elle craignait comme la mort,* » au dire de Duplessis Mornay. Quant à la Hollande, elle n'avait pas même voulu accepter une trêve de deux mois ! Les ambassadeurs des deux pays, arrivés trop tard, quand tout était conclu, quittèrent la France fort mécontents, en se plaignant hautement de l'abandon de Henri. Celui-ci, dans le cours des négociations, n'avait jamais voulu séparer sa cause de celle de ses anciens alliés ; mais à la fin, les voyant aussi décidés à poursuivre la guerre qu'il l'était à la terminer, il prit son parti de traiter sans eux, tout en leur faisant réserver le droit d'accéder au traité. De plus, il resta leur allié, après la paix conclue, malgré tous les efforts qu'ils firent pour l'entraver, et nous le verrons, jusqu'à la fin de cette lutte inégale, aider la Hollande de ses conseils et de ses subsides.

Mais tout en négociant, Henri ne laissait pas d'agir : s'il avait refusé aux instances de l'Espagne d'inclure Mercœur dans le traité, c'est qu'il voulait se charger de traiter lui-même avec un sujet rebelle les armes à la main. Le 18 février, il partit pour la Bretagne, à la tête de forces imposantes. A la nouvelle de son approche, toutes les villes n'eurent plus qu'une pensée, celle de secouer le joug de Mercœur. La Bretagne voulait être française, au moins de nom ; mais surtout, elle ne voulait pas être espagnole. Mercœur se sentit perdu ; mais, avant de se rendre à discrétion, il fit offrir sa fille unique, avec toute sa fortune, et la Bretagne pour dot, au fils naturel du roi et de la belle Gabrielle. Cette femme artificieuse, abusant de son empire sur le faible monarque qu'elle dominait en le trompant, le força à conclure avec Mercœur un traité plus honteux qu'aucun de ceux qu'il avait signés avec la Ligue. Mercœur et tous ses

adhérents étaient rétablis dans leurs biens et dignités. Le duc, moyennant un pont d'or, se démettait de son gouvernement de Bretagne en faveur du petit César, que le roi faisait pair et duc de Vendôme. En compensation, les États de Bretagne votèrent au roi un subside de 800 mille écus. Ce fut la première de ses conquêtes qui lui rapporta plus qu'elle ne lui coûta; son honneur seul fut entamé dans le marché.

Ce nouveau succès de Henri facilita la conclusion du traité de paix, en ôtant à l'Espagne son dernier point d'appui sur le sol français. Le traité fut signé à Vervins, le 2 mai 1598. Les bases furent les mêmes que celles du traité de Cateau-Cambrésis, en 1559. Pendant ces trente-neuf années si agitées, la roue de la fortune avait tourné : la France avait clos honteusement ses guerres d'Italie, en se retirant de ce champ de bataille, blanchi des os de ses enfants sous quatre générations de rois. D'un trait de plume, elle avait rendu à Emmanuel-Philibert ou à l'Espagne, le Piémont, la Savoie, la Bresse, le Bugey, et avait laissé entamer sa frontière jusqu'au Rhône. Aujourd'hui, tout était changé : l'Espagne, enrichie si longtemps de ses dépouilles, était forcée de les restituer dans ce jour d'expiation. L'unité de la France n'était pas fondée encore : car la Franche-Comté restait à Philippe, l'Alsace à l'Autriche, et la Lorraine à ses ducs; mais l'Espagne restituait toutes ses conquêtes : Calais, Doullens, Ardres, le Catelet, etc.; Henri rendait aux Espagnols le Charolais, et l'on s'en référait, pour le reste, aux clauses du traité de 1559.

Ainsi l'Espagne, après cette lutte de géants, où elle s'est successivement prise corps à corps avec les Pays-Bas, les Maures, les Turks, le Portugal, l'Angleterre et la France, a reculé au lieu d'avancer. Après s'être retirée

pas à pas de la Hollande, et avoir échoué dans son attaque contre l'Angleterre, il lui faut encore se retirer de la France, son dernier champ de bataille. De toutes ses conquêtes, il ne lui reste que le Portugal, qui va lui échapper. La Flandre même, rivée par le catholicisme au joug espagnol, allait voir, non pas rompre, mais allonger sa chaîne. Après tant d'années d'aveuglement, le jour s'était fait aux yeux de Philippe : il avait compris enfin les divergences profondes de lois, de mœurs, de langage, d'intérêts qui séparaient ces deux pays, trop distants et trop divers pour être unis autrement que par la force, et il avait résolu de rendre, au moins de nom, la Flandre indépendante. Cette pensée, tardif désaveu de toute la politique de son règne, lui fut inspirée par son ministre Moura. Le divorce entre les deux pays fut prononcé le 14 août : les États-Généraux de Bruxelles prêtèrent serment de fidélité à l'infante Ysabel, et son futur époux jura, au nom de l'infante, le maintien des libertés de la Flandre. La Franche-Comté, également émancipée, prêta le même serment à ses nouveaux souverains.

Au fond, la séparation n'était pas sérieuse : le lien de dépendance, pour les deux comtés, restait presque aussi étroit, et la liberté n'était qu'à la surface. Tout avait été prévu pour enchaîner l'avenir : l'héritier, encore à naître, des nouveaux souverains des Pays-Bas ne pouvait se marier qu'avec l'agrément du roi d'Espagne, et, si c'était une femme, elle ne pouvait épouser que le roi ou l'infant des Asturies. Enfin, en cas de mort des deux souverains sans enfants, leurs États faisaient retour à la couronne d'Espagne. Le pays n'était pas moins inféodé que ses princes à la politique espagnole : il s'engageait comme eux à n'avoir d'alliés et d'ennemis que ceux de l'Espagne, et à s'interdire tout commerce avec les deux

Indes. Enfin, les Espagnols se réservaient le droit de tenir garnison dans Anvers, Gand et Cambrai, les trois plus fortes places de la Flandre.

C'est ainsi que Philippe se flattait de conjurer les tristes conséquences de ses fautes, et d'ouvrir à la Flandre un nouvel avenir. C'était la dernière clause de son testament politique : las de cette lutte où il avait usé sa vie, il voulait du moins qu'elle finît avant lui. En voyant l'affection méritée qui entourait l'archiduc dans son gouvernement, il se flattait que la Hollande finirait par imiter la Flandre, et tendre la main comme elle aux fers qu'elle avait rompus. L'archiduc hasarda même quelques pas dans cette voie : il fit proposer aux États de Hollande de reconnaître son autorité, leur promettant, à ce prix, le libre exercice de leur religion. Était-ce d'accord avec Philippe, il est permis d'en douter. Il y a dans la vie de ce prince trop d'unité, et une haine trop persistante de l'hérésie, pour qu'il fût homme à consentir à une concession pareille. Fût-elle même sincère de la part de l'archiduc, elle ne pouvait l'être de la sienne. Les États, du reste, ne daignèrent pas répondre à cette ouverture; dans le gouffre creusé par la religion entre l'Espagne et les Provinces-Unies, la Hollande était prête à s'abîmer tout entière plutôt que de reprendre le joug qu'elle avait brisé! Résumant toutes ses libertés dans une seule, la liberté de conscience, base de toutes les autres, elle s'était décidée, dès le début de la lutte, à mourir ou à vaincre, et c'est pour cela qu'elle a vaincu!

Un des derniers actes de la vie du monarque, ce fut d'abdiquer la souveraineté des Pays-Bas. Il n'eut pas même la consolation, avant de mourir, de voir conclure ce mariage. Le cardinal, retardé par une insurrection mili-

taire, était en route pour aller rejoindre sa fiancée lorsque la nouvelle de la mort du roi l'atteignit en chemin, et ce fut sur une tombe à peine fermée que se célébra cette union, frêle et dernière espérance qui rattachât encore Philippe à la vie.

CHAPITRE II.

DERNIERS MOMENTS DE PHILIPPE II; SON CARACTÈRE. LA MONARCHIE ESPAGNOLE EN 1598.

Nous avons retracé jusqu'au bout, avec l'étendue qu'il méritait, le long et laborieux règne de Philippe II. Il ne nous reste plus qu'à raconter sa fin, puis à nous recueillir pour juger cette grande mémoire sur qui, en dépit des panégyriques officiels, pèsent encore tant de malédictions. Nous avons vu, dans les dernières années du règne, la fortune, après avoir souri si longtemps au *Roi catholique*, se lasser à la fin, et lui faire expier ses faveurs par les plus cruelles disgrâces. De l'aveu même des historiens espagnols, il semble que la main de Dieu se soit abattue sur Philippe vieilli : tout ce qu'il entreprend échoue, tout ce qu'il veut anéantir prospère, tout ce qu'il soutient est destiné à périr. L'assassinat, un des maîtres ressorts de sa politique, a cessé de lui réussir; ses meurtriers se lassent comme ses bourreaux : après s'être défait de Guillaume d'Orange, il ne peut pas se débarrasser de Perez, et meurt en laissant à son ennemi la joie de lui survivre.

L'hérésie, à laquelle il a fait une si rude guerre, est enfin extirpée de l'Espagne et de la Flandre à force de supplices; mais c'est pour emporter avec elle, en s'exilant, la vie matérielle et morale des pays d'où elle a été chassée, et y laisser à sa place la dépopulation et la ruine. Telle est l'œuvre accomplie par Philippe II, et l'Espagne et la

Flandre, ses complices, de moitié dans la faute, devaient l'être aussi dans le châtiment.

Depuis longtemps déjà, la santé du roi, profondément altérée, l'avait forcé d'élever entre le monde et lui un rempart que nul ne franchissait, sauf ses deux ministres favoris, Idiaquez et Moura. Muré, comme un monarque de l'Orient, dans son palais de Madrid ou dans son Escurial, prison, cloître et tombeau à la fois, depuis vingt ans déjà, la goutte, héritage de son père, ne lui laissait guère de relâche. Mais, dans les deux dernières années, à la goutte vint se joindre une fièvre lente qui dégénéra bientôt en hydropisie. D'atroces douleurs, exaspérées par le moindre contact, rendirent bientôt au malade tout changement de position impossible; le repos même lui devint presque aussi insupportable que le mouvement.

Philippe avait compris, comme tous ceux qui l'entouraient, qu'il ne lui restait plus que peu de temps à vivre. Une seule pensée le préoccupait : c'était de finir ses jours à l'Escurial, dans ce site désolé qui rappelle la Judée, n'ayant à ses côtés, comme son père à Yuste, que des moines entre lui et Dieu! Il se trouvait alors à Madrid, et de là au couvent, il y avait huit lieues à franchir. Tout autre que lui, dans un état aussi désespéré, se fût laissé arrêter par cet obstacle; mais une collection de reliques, rassemblées par son ordre en Allemagne, venait d'arriver à l'Escurial. La fête de la consécration devait avoir lieu sous peu de jours : « Je « veux qu'on me porte vivant là où est déjà mon tom- « beau! » dit-il à Moura. On le coucha dans une litière, portée par des hommes qui marchaient à petits pas, pour éviter toute secousse. Forcé de s'arrêter à chaque instant, il mit six jours à franchir les huit lieues qui le séparaient de sa dernière demeure.

Mais quand il aperçut enfin cette enceinte bénie, quand, après avoir passé sa vie sur un trône, il se retrouva, sur la fin de ses jours, dans ce cloître où il aurait dû vivre et mourir, il se sentit tout d'un coup ranimé. Pendant quatre jours que dura la fête, surexcité par la pompe des cérémonies, baisant une à une toutes les reliques, il parut revivre d'une vie factice ; mais, le dernier jour, il s'abattit tout d'un coup; la fièvre se déclara, intermittente d'abord, et bientôt continue. Une tumeur maligne se prononça sous le genou droit ; elle grossit outre mesure, et les douleurs devinrent intolérables. Tous les remèdes ayant échoué, il fallut se décider à extirper la tumeur par le fer. L'extrême faiblesse du patient faisait craindre qu'il ne succombât pendant l'opération. Philippe, consulté, n'hésita pas, et sa forte volonté rendit du courage aux médecins. A la veille de cette terrible épreuve, il se prépara, par une confession générale, à paraître devant Dieu. Il se fit apporter les reliques de ses saints favoris, et les adora avec l'humilité d'un enfant; puis, avec le courage d'un homme et d'un roi, il livra son corps au fer des chirurgiens. L'opération fut faite avec une grande habileté; pas un cri, pas une plainte ne s'échappa de ses lèvres, et chacun resta confondu de ce courage opiniâtre qui contrastait avec son épuisement.

Nous épargnons au lecteur les rebutants détails de cette maladie, sur laquelle s'étendent sans pitié les chroniqueurs contemporains. Qu'il suffise de savoir que la blessure, faite par le fer, ne put se fermer, et qu'il s'en ouvrit d'autres à côté. Le corps, toujours immobile, ne fut bientôt qu'une plaie. Le malade alternait sans cesse entre l'insomnie et de longues léthargies, où ce corps anéanti reprenait des forces pour souffrir. A la fin, la corruption, se mettant dans ses plaies, y engendra des

milliers de vers que les soins les plus assidus ne purent extirper. Cette torture continue, que bien des hommes plus valides n'auraient pas eu la force de supporter, durait déjà depuis près de deux mois. Sans murmurer, sans se plaindre jamais, Philippe soutenait son courage par de fréquentes communions. Il repoussait avec dédain les vaines promesses de guérison dont le berçaient ses médecins, et aimait qu'on lui parlât de la mort, en homme qui ne craint pas de la regarder en face.

Pendant que l'Espagne, au pied des autels, demandait à Dieu la guérison de ce roi, en qui elle s'était senti vivre, et avec qui elle se sentait mourir, quelles durent être les pensées qui assaillirent ses derniers moments! De quel œil regarda-t-il ce pouvoir et cette vie qui allaient lui échapper? Le remords de tant de sang versé put-il entrer dans cette âme, fermée à tout sentiment humain?... Le secret en est resté entre Philippe et Dieu. Tout ce qu'on en peut dire, c'est que si les spectres de Montigny, d'Egmont et de Guillaume d'Orange vinrent se dresser devant lui, le confesseur qui veillait à son chevet dut les écarter en lui disant qu'un roi qui avait si bien mérité de l'Église pouvait compter sur son indulgence, dans sa vie publique comme dans sa vie privée, et que Dieu n'y regarde pas de si près avec ceux qui le servent!

La mort approchait cependant; jusqu'au dernier moment, le seul allégement de ses souffrances, le seul apaisement de ses remords, s'il en eut, c'est dans la religion que Philippe le trouva. Les pratiques de la dévotion la plus minutieuse succédaient à la prière et à la lecture de l'Évangile. Les murs de la cellule royale étaient tapissés de reliques et d'images des saints, qu'il se faisait apporter l'une après l'autre pour les appliquer à ses

plaies, et les couvrir de ses larmes et de ses baisers. Après avoir usé le reste de ses forces à pourvoir aux nécessités les plus urgentes de l'État, il ne s'occupa plus qu'à acheter son salut par des donations pieuses, des fondations de couvents et d'hospices. Il se relâcha même, au moment de mourir, de sa sévérité accoutumée : il rendit la liberté à la femme et aux enfants de Perez, et leur restitua leurs biens. Enfin, il supplia le nonce de lui donner sa bénédiction au nom du saint-père, et la reçut avec une profonde humilité.

Ce fut lui qui demanda l'extrême-onction, et il voulut que son fils y assistât avec les principaux de sa cour. Après avoir reçu les sacrements avec une ardente piété, il retrouva encore un reste de forces pour donner à son fils ses derniers conseils, et le congédia de peur de se laisser attendrir par ses pleurs. Enfin, il fit placer en face de lui le cercueil où son corps devait reposer, et le crucifix que son père mourant avait tenu dans sa main.

Deux jours avant sa fin, il manda encore auprès de lui son fils et son héritier Philippe, et sa fille bien-aimée Ysabel, les deux seuls enfants qui lui restassent de ses quatre mariages. Il prit congé d'eux avec une tendresse qui n'était ni dans ses habitudes, ni dans son caractère. Pendant qu'il leur donnait sa bénédiction, on vit même, chose inouïe, des larmes s'échapper de ses yeux. La mort approchait à grands pas ; les médecins chargèrent Moura de l'annoncer au roi. Il en reçut la nouvelle en homme qui l'attendait dès longtemps. Il se fit lire la Passion de Notre-Seigneur, baisa avec ardeur le crucifix, et s'éteignit presque sans souffrance, le 13 septembre 1598, à l'âge de soixante et onze ans, après quarante-deux ans de règne. Les moines de l'Escurial célébrèrent ses funérailles, comme les moines de Yuste

avaient célébré celles de Charles-Quint, et ces deux maîtres du monde finirent ainsi leur vie dans un couvent, au milieu des pratiques de cette foi monacale pour qui le cloître est le plus sûr chemin du paradis.

Ainsi disparaît de la scène, pour y laisser un vide que l'Espagne, depuis lors, n'a jamais comblé, celui de tous ses rois peut-être qui a laissé après lui les plus sincères regrets. Nous avons assez étudié le monarque; étudions l'homme maintenant, et suivons-le dans sa vie privée pour le contempler sous tous ses aspects. Commençons par l'homme extérieur : il existe bien des portraits de Philippe II, en Espagne, en Italie et en Flandre. Tous se ressemblent, ce qui suppose une ressemblance première avec l'original. Chez tous, on retrouve dans les yeux je ne sais quoi de trouble, de vague, d'indécis. C'est le visage du père, moins le rayon de l'intelligence, absent de cette figure fermée à toutes les impressions du dehors. Le menton, trait caractéristique de cette race qui va dégénérer à chaque règne, est massif, presque difforme, comme celui de Charles-Quint, et imprime à toute la figure un caractère lourd et sensuel. C'est aussi le même teint, la même nature atrophiée, pâle, lymphatique, mais plus pauvre et plus grêle encore chez le fils que chez le père.

Si du physique nous passons au moral, le trait saillant qui vous frappe dans cette physionomie, c'est la réserve, qui n'est ici qu'un voile pour la timidité, espèce de maladie morale qui, chez les puissants de la terre, donne à ceux qui en sont affligés l'apparence de la hauteur. Philippe n'a jamais été à l'aise un moment de sa vie, ses portraits en font foi, et l'orgueil castillan, greffé sur cette disposition naturelle, est venu encore l'aggraver. La nature avait été pour lui une mère avare, et sans

doute il le sentait : de là ce penchant maladif à la méfiance et à l'envie pour tous ceux qui avaient été plus richement doués que lui.

Interrogeons maintenant les ambassadeurs vénitiens, source si précieuse pour tout le XVIe siècle, et nous y puiserons les renseignements suivants qui élèvent la biographie à la hauteur de l'histoire. Philippe II était de petite taille, et avait dans son maintien une dignité plutôt acquise que naturelle. Toujours prêt à donner audience à qui la demandait, il savait écouter, science rare chez un souverain. Ses yeux, baissés en terre ou promenés autour de lui, ne regardaient jamais son interlocuteur, et quand il parlait, c'était si bas qu'on avait peine à l'entendre. Délicat et maladif, il évitait avec soin les excès de table qui avaient compromis la santé de son père. Il buvait peu de vin, ne mangeait presque que de la viande, et comme l'Église n'avait rien à refuser à son fils bien-aimé, le vendredi saint était le seul jour de l'année où il consentît à se priver de chair. Personne ne s'asseyait jamais à sa table que les membres de sa famille, et encore étaient-ils rarement admis à cet honneur. Passionné pour la solitude, il savait faire le désert autour de lui, même au milieu d'une cour. Son bonheur, c'était de fuir les grandes assemblées, et de s'enfermer avec quelques familiers, au fait de sa sombre humeur, et dressés à la supporter. Ses ministres même avaient peine à l'aborder, et il aimait mieux leur écrire que de s'entretenir avec eux.

L'économie, chez lui, touchait à l'avarice : sa maison était celle d'un pauvre gentilhomme plutôt que d'un roi. A la mort des titulaires, il laissait vaquer les grandes charges de sa cour. Contre l'usage de l'Espagne, il n'était pas familier avec ses domestiques ; le seul sentiment qu'il

aimât à inspirer, c'était la crainte, et comme il était gêné avec tout le monde, personne ne se sentait à l'aise avec lui. Mais ceux qu'il tenait surtout à distance, c'étaient les grands : il les écartait de tous les hauts emplois, et cherchait en toute occasion à rabaisser leur orgueil. C'est ainsi que, pour les humilier, il ouvrit aux simples soldats l'accès des grades d'officiers; mais après lui, les choses reprirent leur cours habituel : l'armée se rouvrit aux nobles, et la naissance leur tint lieu de nouveau de mérites et de droits. Il aimait aussi à les soumettre aux mêmes tribunaux que les derniers des citoyens, et à relever le peuple en faisant descendre les grands à son niveau. Sa justice, impartiale, mais sans pitié, était celle d'un juge, non d'un roi; car il s'était interdit le plus beau des droits de la royauté, celui de faire grâce. A force de rigueur, il était parvenu à purger de bandits les deux Castilles, soumises depuis Charles-Quint au régime du bon plaisir, et où la royauté était plus obéie que partout ailleurs; mais en Catalogne et à Valence, le banditisme continuait à fleurir à l'ombre du *fueros*, et les efforts du roi furent peut-être, pour ce seul fait, moins sincères pour l'extirper.

Nous avons maintenant la clef du caractère de Philippe, et, sans l'absoudre de tous ses torts, peut-être faut-il en attribuer une bonne part à cette nature incomplète et tronquée, qui va décroître encore et s'atrophier chez ses tristes successeurs. Nous n'irons pourtant pas si loin, en fait d'indulgence, que M. Groen van Prinsterer, l'auteur des *Archives de la maison de Nassau*. L'éminent publiciste hollandais pense au fond comme nous sur Philippe II; mais il reproche à ceux qui le jugent avec plus de rigueur de le rendre responsable des torts de son siècle. « On vantait généralement, dit-il, sa

« bonté et sa douceur, » et il cite à ce propos des témoignages curieux du prince d'Orange, de son frère Louis et de Lanoue, qui parlent « de sa doulceur et de son « naturel bening. » Du reste, M. Groen lui-même, avec sa bonne foi ordinaire, se hâte d'ajouter à l'éloge le correctif nécessaire : « Il était religieux, écrit-il, non comme son père, par politique, mais par conviction, avec un dévouement qui ne connaissait ni exception, ni limite. Hors de l'Église de Rome, il n'admettait pas la possibilité du salut ; donc il fallait contraindre à y entrer, sauver les âmes par le supplice du corps, et être, par charité, inexorable et cruel... De là tant de flots de sang versé, de ce sang innocent que rien n'efface ; et c'est ainsi qu'on a pu donner le nom de *Démon du Midi* à un roi qui écrivait à la duchesse de Parme, dans une lettre destinée à rester secrète : « Dieu sait que je n'évite rien plus « volontiers que l'effusion du sang... et je tiendrais bien « pour un des plus heureux points de mon règne qu'il « n'en fust jamais besoin. » (T. I, p. 156.)

Pour juger Philippe II, il ne faut pas le comparer à son père, car en les rapprochant, on n'est frappé que des différences. Charles est un Flamand, avec la vivacité espagnole, Philippe est un Espagnol, avec le teint, l'extérieur et l'impassibilité d'un Flamand. L'un ne réside en Espagne que le moins qu'il peut, et voyage sans cesse d'une extrémité à l'autre de ses vastes États ; l'autre enferme obstinément dans la Péninsule, entre Madrid et l'Escurial, son règne et sa vie. Charles V, monté sur le trône à dix-sept ans, s'instruit par ses fautes, et ne devient un grand roi et un grand politique qu'à la sueur de son front. Philippe II, parvenu au trône dans un âge déjà mûr, y garde longtemps l'inexpérience et l'indécision de la jeunesse, et n'arrive guère à vouloir que quand il est

trop tard pour agir. Au lieu de cette dévorante activité de l'empereur, qui le promenait sans cesse d'une extrémité à l'autre de ses vastes États, le *Roi catholique* perd ce temps précieux qui ne reviendra plus à peser une décision qu'il ne prend pas. Et comme le dit très-bien un historien espagnol : « Charles-Quint eût conquis un royaume pendant que Philippe répondait à une dépêche. »

Aucune trace, chez le fils, de l'affabilité, de la grâce, de la bonhomie calculée du père. L'orgueil du rang, que Charles savait si bien cacher sous la grâce de son accueil, s'est encore accru chez Philippe. Dès sa jeunesse, il tient à distance tous ceux qui l'approchent, et semble s'étudier, même avant de régner, à vivre en dehors de l'humanité. Tout ce qui attire et passionne les autres hommes, le cheval, la chasse, l'exercice des armes, est sans attrait pour lui. Dans la nature cosmopolite de Charles, on retrouve quelque chose de chacun des peuples qu'il a gouvernés, sauf peut-être de l'Espagnol, celui de tous auquel il ressemble le moins. Comme son père, Philippe connaît et parle la plupart des langues de l'Europe, mais il est Espagnol avant tout, ce qui explique comment l'Espagne a pu le regretter, l'aimer même dans une certaine mesure. Parfois cependant, quand Philippe a besoin de plaire, comme en Angleterre, lorsqu'il y vient pour épouser Marie, ou en Flandre, quand il y va servir la politique de son père, il fait un effort sur lui-même, et revêt des dehors bienveillants qui ne trompent personne; car, sous ce costume d'emprunt, il se sent gêné, et a hâte de rentrer dans son naturel.

Avec une nature ainsi faite, on s'étonnera moins que ce prince, qui a fait la guerre toute sa vie, se soit presque toujours abstenu d'y prendre une part personnelle; au point même qu'on a pu soupçonner son courage.

Philippe n'a jamais eu de jeunesse : arrivé à l'âge mûr, il retrécit le cercle de sa vie, tout en étendant celui de son action. Après s'être exilé à contre-cœur en Angleterre et aux Pays-Bas, il rentre en Espagne en 1559, et cette fois, c'est pour ne plus la quitter. Il s'y établit, au cœur même du pays, sur ce plateau nu et désolé où s'élève Madrid; et comme si cette capitale du désert n'était pas encore assez triste, il va chercher à l'Escurial un site plus nu, plus désolé encore, pour y mourir comme il a vécu, en ermite plutôt qu'en roi! Après la conquête du Portugal, à peine se montre-t-il quelques mois à Lisbonne, pressé qu'il est de rentrer dans ce morne ermitage où sa vie se passe à écrire, et à lire des dépêches. Parfois, comme notre Louis XI, on le voit assister aux fêtes du peuple, et causer avec les paysans; car il n'a pas à craindre qu'en partant de si bas, on songe à s'égaler à lui. Bientôt on ne le voit plus qu'à l'église, et, dans les dernières années, il ne sort plus de ses appartements. En dehors de ses serviteurs de confiance et de ses ministres, quiconque est admis par hasard devant lui se sent atteint par le froid de la mort, en face de cette figure immobile et de ce regard scrutateur et glacé.

On s'étonne de voir les femmes tenir une aussi grande place dans la vie d'un pareil prince : mais les ambassadeurs vénitiens ne nous laissent aucun doute sur ce point. Dans sa jeunesse, il fut, dit-on, marié secrètement à doña Ysabel de Osorio, ce qui ne l'empêcha pas d'épouser l'infante de Portugal. Plus tard, il vit publiquement avec doña Eufrasia de Guzman, et se débarrasse d'elle et de l'enfant qu'elle porte en la mariant au prince d'Ascoli. La longue et durable liaison du roi avec la princesse d'Eboli remonte au temps de son union avec la douce et pieuse Élisabeth de France, qui souffrit tout,

accepta tout, et mourut en priant pour son infidèle époux; et cependant Élisabeth, de ses quatre femmes, est celle qu'il a le plus aimée. Ainsi les scandales de la cour du *Roi catholique* ne le cèdent en rien, on le voit, à ceux de la cour de Louis XIV; et ces deux fermes défenseurs de la religion se dispensent également de la faire intervenir dans leur vie privée.

Quant à ses femmes légitimes, elles sont au nombre de quatre : en 1543, il épouse doña Maria, fille du roi de Portugal, morte deux ans après, en donnant le jour à don Carlos, de lugubre mémoire. En 1554, il prend pour deuxième femme Marie Tudor, morte sans enfants en 1559. En 1560, il se remarie à la fille de Henri II, roi de France; il a d'elle deux filles, Ysabel-Claire-Eugénie, mariée à l'archiduc Albert et souveraine des Pays-Bas, et Catherine, mariée au duc de Savoie. Enfin en 1570, il épouse Anne d'Autriche, morte aussi avant lui, et fille de l'empereur Maximilien; il eut d'elle une fille et trois fils, dont deux morts en bas-âge; le troisième, Philippe III, lui succéda sur le trône.

Dans cette cour formée à l'image de son roi, chacun s'espionnait mutuellement, et tous au profit du maître. L'oreille toujours ouverte aux dénonciations, curieux et discret comme un inquisiteur, Philippe ne révélait jamais rien de ce qu'on lui avait confié. Gardant pour lui le monopole de la duplicité, et imposant aux autres la franchise, il ne pardonnait jamais un mensonge; aussi lui disait-on toujours la vérité, à lui qui ne la disait à personne. Sa mémoire était un livre ouvert où tout s'inscrivait, dont rien ne s'effaçait jamais. Il savait par cœur la vie privée, l'humeur, les travers de chacun des rois de l'Europe et de leurs ministres. Il étonnait leurs envoyés en parlant à chacun d'eux de la cour de son

maître comme s'il y avait vécu. De même avec ses agents, les plus humbles comme les plus élevés : il savait le fort et le faible de chacun ; ne pardonnant jamais une offense, il aimait en revanche à récompenser le mérite, surtout dans le clergé, et plus d'une fois la science et la piété de quelque prêtre obscur le conduisirent à un évêché.

Habile à voiler sa pensée sous une impénétrable réserve, avec un visage impassible et muré comme sa vie, il savait tout écouter, même le blâme, sans que sa physionomie trahît jamais rien de ce qui se passait dans son âme. Aussi insensible, en apparence du moins, à la prospérité qu'à sa disgrâce, il apprenait avec le même calme imperturbable (*sosiego*) le triomphe de Lépante et le désastre de l'*Armada*. Ses ministres eux-mêmes, instruments plutôt que confidents de sa pensée, ne la connaissaient jamais tout entière. L'avaient-ils offensé, comme Spinosa, ou trahi, comme Perez, sa disgrâce, voilée jusqu'au dernier moment sous les apparences de la faveur, tombait sur eux, imprévue et soudaine comme la foudre! Le confessionnal était son grand moyen de police : l'archevêque de Séville, chargé par lui d'une enquête, l'ayant informé que, au dire des prêtres de son diocèse, tous leurs pénitents se plaignaient du roi dans le confessionnal : « Eh bien, répondit Philippe, puisqu'ils ont la « langue libre, il est bon qu'ils aient les mains liées. »

Les relations de Philippe II avec la cour de Rome jettent un jour curieux sur son règne et sur son caractère. Nous avons vu (t. VIII, p. 110) la haine persistante de la papauté contre Charles-Quint et son fils, et contre les Espagnols, dont les hauteurs et les violences leur aliénaient tous les cœurs. La lettre du duc d'Albe au pape Paul IV (*Ibid.*, p. 123) et la guerre qu'il porta dans les États du saint-père en 1556 furent les sanglantes

réprésailles de Philippe II contre le vicaire de Jésus-Christ. On s'étonne de voir le champion le plus dévoué de la foi catholique traîner ainsi la papauté dans la boue, et défendre contre elle, les armes à la main, les droits de la couronne. Mais bientôt Philippe, embarrassé de sa victoire, finit par faire amende honorable, et laisser le pape dicter la paix qu'il aurait dû subir. Toutefois, même après s'être réconcilié avec le saint-siége, il refuse d'admettre ses bulles dans ses États d'Italie sans l'*exequatur* royal; il l'empêche d'établir en Espagne l'ordre militaire de Saint-Lazare; enfin il professe cette maxime, qui fut celle de saint Louis en France : « Un roi n'est pas obligé « d'obéir au pape dans les choses temporelles. »

Mais dans Pie V (Ghislieri), élu en 1565, Philippe a enfin trouvé un pape selon son cœur. Une étroite intimité unit ces deux mortels ennemis de l'hérésie, ces deux champions du catholicisme, tel qu'on le comprend à Rome et à Madrid! Pie V, en priant pour Philippe malade, demande à Dieu d'ôter des années à sa vie pour les ajouter à celles du *Roi catholique;* et Philippe, à son tour, malgré le soin jaloux qu'il a de son pouvoir, laisse Pie V régner en Espagne, et finit par y admettre, non sans hésitation, les décrets du concile de Trente.

Quant aux rapports de Philippe II avec le clergé espagnol, c'est, comme sa conduite avec la cour de Rome, un tissu de contradictions : tous les témoignages extérieurs de respect, Philippe les prodigue au prêtre qu'il regarde de bonne foi comme l'image de la divinité sur la terre; mais c'est à condition que celui-ci n'oublie jamais qu'il est son sujet, et n'aspire à exercer aucune influence sur le gouvernement. Dès Fernando *le Catholique,* les rois d'Espagne avaient obtenu du saint-siége le droit exclusif de conférer les évêchés et les bénéfices; et par

ce seul fait, ils tenaient le clergé dans leurs mains, depuis le primat d'Espagne jusqu'au plus humble clerc. « Au« cun clergé au monde, dit Contarini, ne supporte d'aussi « pesantes charges que celui de l'Espagne. » Plus tard, en 1629, un autre Italien, Moro (*Relazione di Spagna*, ms.), affirme que le roi d'Espagne s'approprie un tiers des revenus du clergé, et qu'un évêque rapporte au roi autant que deux mille paysans, ou quatre mille gentilshommes. Ajoutons que, sous son règne, les hautes dignités de l'Église étaient réservées aux clercs qui défendaient ses droits contre la cour de Rome, surtout à ceux qui avaient le courage de se laisser excommunier par le saint-père.

Même contraste dans les rapports du *Roi catholique* avec l'inquisition : tout en faisant d'elle l'instrument de sa politique, il lutte, avec une fermeté qui nous étonne, contre tout empiétement sur sa prérogative. Le Saint Office ayant essayé de fonder en Espagne un ordre militaire qui aurait mis une armée à son service, Philippe s'y oppose avec énergie. Toujours sur la défensive, il déclare que « à lui seul appartient le droit de veiller à la « pureté de la foi » ; enfin, comme l'a dit le plus récent des historiens de l'Espagne[1], « il veut bien que l'inquisition soit le bras de la royauté, mais non sa tête ! »

Autre contradiction non moins bizarre : ce roi qui devait mourir, comme son père, dans un cloître, fut toujours, en principe, opposé à l'extension des ordres religieux. Loin de vouloir en créer de nouveaux, il ne

1. Don Modesto Lafuente, *Historia general de España*, XXVI vol. in-8. M. Lafuente est mort, il y a deux ans, après avoir mené à sa fin ce vaste travail. Je suis heureux de lui payer ici mon tribut de reconnaissance, surtout pour l'histoire intérieure de l'Espagne, que les archives de Simancas ont enrichie de documents nouveaux.

songeait qu'à réformer les anciens. Toujours entouré de moines et de clercs, il n'hésitait pas à châtier sans pitié, à faire périr même ceux qui osaient attenter à ses droits. Servi par une mémoire implacable et par une police rivale de celle de l'inquisition, il se souvenait, au moment voulu, de la moindre peccadille de jeunesse d'un clerc pour lui refuser, vingt ans après, la prébende ou l'évêché qu'il sollicitait.

Un dernier mot, avant de quitter ce sujet : ses ministres favoris, Spinosa, Gomez, Perez et Moura, ne le dominèrent jamais qu'en cachant leur empire; mais son confesseur, l'évêque de Cuenca, régnait en maître sur le monarque, qui avait remis sa conscience entre ses mains. Quand on connaît la vie publique et privée de ce prince, on ne s'étonne que d'une chose, c'est de tout ce que ses confesseurs ont pu lui pardonner, et l'on est tenté d'absoudre le coupable en voyant l'indulgence des juges.

Si nous cherchons à rassembler dans un coup d'œil ce règne si long et si plein, ce qui nous frappe d'abord, c'est son manque d'unité. Sa première moitié semble inspirée par un tout autre esprit que ses vingt dernières années. Or, ce changement dans la politique du monarque se lie, les dates en font foi, à la chute du parti des Eboli et des Perez, et à l'entrée dans les conseils du roi d'Idiaquez et de Granvelle, en 1579, et plus tard de Moura : car Philippe, tout pénétré qu'il fût des devoirs de la royauté, qu'il prit toujours par leurs petits côtés, n'eut jamais d'autre politique que celle de ses ministres, et fut souvent leur instrument quand il croyait être leur maître.

Passons rapidement en revue les principaux événements du règne. Ne parlons que pour mémoire de la guerre contre le pape, qui n'est qu'une tradition de fa-

mille, une pâle copie du siége de Rome par Bourbon, et qui a pour but de tenir en bride la papauté rebelle. La guerre contre la France est encore un héritage de Charles-Quint, accepté à contre-cœur par son fils, qui fait la guerre en voulant la paix, pour conserver et non pour acquérir. Ses victoires même ne sont pas à lui, elles sont à ses généraux, comme sa politique est à ses ministres ou à son père qui, du fond de son couvent de Yuste, mène encore son fils à la lisière. La glorieuse paix de Cateau-Cambrésis, qui jette un si grand éclat sur le début du règne, n'appartient pas en réalité à Philippe; il recueille ce que d'autres ont semé pour lui.

Plus tard, quand la Réforme vient à pénétrer dans ses États, il la réprime, en Espagne par les bûchers, en Flandre par la guerre, quand les bûchers ne suffisent pas. Il a trouvé dès lors sa politique à lui, la seule qui lui appartienne en propre, la haine de l'hérésie. Mais chose étrange, lorsqu'il envoie le duc d'Albe aux Pays-Bas, la paix n'en règne pas moins dans ses conseils avec Ruy Gomez, et le favori ne se résigne à la guerre que pour éloigner son rival. Cette guerre même, défensive s'il en fut jamais, n'entraîne pas Philippe plus loin qu'il ne veut aller; quand la force a échoué avec d'Albe, il revient bien vite à la conciliation avec Requesens et avec Juan d'Autriche, qu'il laisse mourir à petit feu, en lui refusant les moyens d'agir. Pour Philippe II, l'heure des grandes ambitions n'est pas encore venue; il vit au jour le jour, et ne tient qu'à une chose : conserver la Flandre à tout prix, parce qu'elle est pour lui une tête de pont qui fait face à la France, à l'Allemagne et à l'Angleterre, et que s'il la perdait, c'est à l'hérésie qu'il devrait la céder. A cette date, évidemment, il ne rêve pas encore la monarchie universelle, et, appelé à régner par

héritage sur l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, il ne songe qu'à garder son lot, et non à l'étendre.

Mais vers la seconde moitié du règne, en 1580, la conquête du Portugal inaugure une ère nouvelle dans la vie et dans la politique de ce prince. Son ambition, endormie jusque-là, se réveille, et son rôle de champion de la foi catholique lui apparaît enfin dans toute sa grandeur. L'instant, du reste, est bien choisi : deux principes opposés sont en guerre, et ne désarmeront plus pendant trois quarts de siècle, de 1567 à 1648. D'un côté, la Réforme avec toutes les libertés dont elle contient le germe; de l'autre, sous prétexte de catholicisme, les ambitions sans frein des grandes monarchies, sorties enfin des langes du moyen âge. Mais, de toutes ces ambitions, la plus ardente, c'est celle de l'Espagne, qui a déchaîné toutes les autres. Pour se défendre, Philippe en est réduit à attaquer l'esprit moderne qui commence à entrer avec la Réforme dans cette Espagne, si longtemps restée en dehors du monde civilisé. Au lieu d'attendre que l'hérésie ait envahi un à un tous ses États, il se décide à l'aller combattre partout où elle a pris racine, aux Pays-Bas, en Angleterre, en France! L'insuccès même de l'*Armada*, la plus grande entreprise de son règne, ne fait qu'irriter cette soif croissante de conquêtes; la religion n'est plus qu'un voile spécieux dont se couvre l'ambition personnelle du monarque, qui s'accroît à mesure que diminue sa puissance réelle. Dans la guerre de France, la dernière de toutes et la moins heureuse, guerre qui a coûté à elle seule trente millions de ducats, Dieu est rejeté sur l'arrière-plan; la grande, l'unique affaire de Philippe, c'est d'asseoir sa fille sur le trône des Valois. Ne pouvant conquérir la France, il essaye de la démembrer; et quand il a échoué, et scellé

sa défaite par une paix honteuse, il ne lui reste plus, comme à l'Espagne, qu'à se replier sur lui-même, et à descendre au tombeau.

Dans ce siècle tragique, l'histoire nous montre d'autres tyrans, persécuteurs, débauchés ou cruels comme Philippe II; François Ier et Henri II son fils, Charles-Quint lui-même, ont montré contre les hérétiques presque autant de rigueur que Philippe II; mais à aucun d'eux il n'a été donné, dans sa lutte avec l'hérésie, de verser le sang, pendant un demi-siècle, sur une aussi large échelle! Philippe, tel que nous le connaissons aujourd'hui, depuis que les archives de Simancas, de Besançon, de Paris, de Bruxelles, de Vienne, de La Haye, sont venues nous dévoiler ses plus secrètes pensées, Philippe est et restera toujours l'incarnation vivante des préjugés, des passions, des rancunes de l'Espagne contre cette Europe à laquelle elle n'a jamais appartenu que de nom.

LA MONARCHIE ESPAGNOLE EN 1598.

Nous avons étudié le caractère de Philippe II et l'ensemble de sa vie publique et privée. Il nous reste à examiner en quel état ce prince, en descendant au tombeau, a laissé l'Espagne et ses provinces du continent. Par le mal durable qu'il a fait à tous les peuples soumis à sa loi, Philippe a eu le triste privilége de se survivre à lui-même. Quant à l'Espagne, loin d'arrêter son roi sur la pente fatale où il l'entraînait, elle l'y a poussé encore. En faisant siennes toutes ses erreurs, elle s'est ôté le droit de les lui reprocher, et elle va expier par deux siècles de dépérissement la fausse vitalité que Philippe lui a prêtée. Après lui, il y aura des pauses dans la décadence, mais l'Espagne ne remontera plus au faîte d'où elle est tombée. Vainement la race usée des princes autrichiens sera remplacée par la race non moins usée des Bourbons; l'histoire de la Péninsule, à vrai dire, finit avec Philippe II. La seule gloire réservée à des princes honnêtes comme Philippe V, éclairés même comme Charles III, ce sera de lui faire oublier un instant son déclin, qui recommence, plus rapide et plus inévitable, après eux.

Quel qu'ait pu être, aux yeux de l'Europe abusée, le prestige de la monarchie espagnole sous Philippe II, tous les ressorts de l'État ont été si violemment tendus, que l'épuisement se fait déjà sentir. La faiblesse et l'incapacité des successeurs de Philippe pourront précipiter la chute, mais ce règne, grand surtout par le mal qu'il a fait, contient en lui le germe de toutes les décadences.

De deux côtés le vide se fait, dans la population et dans les finances. Les forces vives du pays s'écoulent par une double issue, le nouveau monde et les Pays-Bas, et l'or du Pérou le traverse sans s'y arrêter. L'émigration, commencée sous Charles-Quint, s'accroît encore sous son fils, et concourt avec la guerre à dépeupler la Péninsule. Au début du règne, l'Espagne comptait encore près de dix millions d'habitants ; en 1594, un recensement officiel n'en donne plus que 8,206,791. Ainsi, en quarante ans, la population a baissé de 1,800,000 âmes, et sous le règne suivant, le déclin marchera plus vite encore. L'Espagne, en un siècle et demi, a fait passer l'Atlantique à près de trois millions d'émigrants ; par un juste retour de la vengeance divine, le désert qu'elle avait fait au Mexique et au Pérou, elle a fini par le refaire sur son propre sol. Ajoutez-y l'expulsion des Juifs sous les *rois catholiques*, la guerre des Mauresques sous Philippe II, en attendant leur bannissement sous son fils ; ajoutez enfin tout le sang répandu sur les champs de bataille, et les garnisons ou les armées que Philippe doit tenir sur pied dans tous les coins du monde, et vous comprendrez la dépopulation de l'Espagne sous ce règne dévorant.

Une autre lèpre qui ronge l'Espagne, et y tarit les sources de la vie, ce sont les couvents. De nos jours, au milieu de notre civilisation si active, si féconde, les moines, pour avoir une raison d'être, sont obligés de renoncer à la vie contemplative pour se vouer au service de l'humanité souffrante. La science, l'agriculture, l'industrie même ont pénétré dans ces cloîtres, fermés naguère à la vie du dehors, et voués à l'oisiveté sainte, si contraire au véritable esprit du christianisme ! Mais en Espagne il n'en a jamais été ainsi : la vie monacale, qu'on n'en déracinera pas, car c'est une plante vivace

qui a trouvé là le sol qui lui convient, y a gardé de tout temps son cachet spécial, l'oisiveté. Le moine y partage avec l'*hidalgo* ces deux grands priviléges de la noblesse du ciel et de celle de la terre : ne rien faire et ne pas acquitter d'impôts! Mais le clergé régulier achète ce double droit en partageant avec la couronne, sous forme de don volontaire, ses immenses revenus, et en nourrissant à la porte de ses monastères tous les pauvres, c'est-à-dire tous les oisifs du district. Ainsi les couvents, après avoir dépeuplé le pays, contribuent encore à le stériliser; l'oisiveté du dedans nourrit celle du dehors; une plaie entretient l'autre, et l'empêche de se fermer.

Après la dépopulation, la misère! L'agriculture languit. La solitude se fait peu à peu sur ce sol privé de ses bras les plus valides. Les générations qui se succèdent vont sans cesse diminuant en nombre et en vigueur. Les rares vétérans qui survivent à ces guerres sans fin ont quitté leurs foyers sans esprit de retour, ou n'y rentrent que mutilés et incapables de cultiver leurs champs. Le travail a cessé d'être en honneur chez un peuple où l'oisiveté est un signe de noblesse, où un tiers des jours de l'année sont des jours de fête, et où la religion est d'accord avec l'orgueil national pour sanctifier la paresse. La fertile Ibérie, qui nourrissait sous les Romains plus de trente millions d'habitants, a grand'-peine, sous Philippe II, à en nourrir le tiers. Elle a besoin de recourir à l'importation étrangère, et le blé qu'on lui amène par mer est exempt de tout droit.

Le même mépris qui pèse sur le travail manuel pèse aussi sur l'industrie, abandonnée aux Juifs et aux Maures, et plus tard, aux étrangers. Déjà, sous le *Roi catholique,* on compte dans les pays de la couronne de

Castille cent soixante mille étrangers, en grande partie Italiens et Français, et tous les petits métiers leur sont abandonnés. Le bourgeois qui s'adonne au commerce, à peine enrichi, se hâte d'effacer la tache du travail et celle de la roture en achetant la *hidalguia*. Dès lors il devient noble, c'est-à-dire membre improductif de la société, qui ne perçoit plus de lui ni labeur ni impôt. Il est exempt de toutes les charges publiques, et tous les emplois, tous les honneurs sont réservés pour lui. L'orgueil du nouvel anobli se fond avec celui du *vieux chrétien*, fier de sa race comme de sa foi. De là la glorification de la paresse, le saint le plus choyé du peuple espagnol, au cloître, au château et jusque dans la chaumière, où l'on ne travaille que tout juste pour vivre, et où l'on vit de peu pour travailler moins. Les Arabes et les Juifs, chassés de ce sol qu'ils enrichissaient, se vengent deux fois de leur exil, par le vide qu'ils y ont laissé, et par le préjugé déshonorant qui s'est attaché au travail, exilé avec eux de la Péninsule.

Les erreurs économiques durent plus longtemps que les erreurs politiques, et sont plus difficiles à réparer. Plus encore que la guerre, plus que l'émigration, le système prohibitif a ruiné l'Espagne, en interdisant la sortie des métaux précieux, et celle même des produits indigènes manufacturés pour favoriser l'entrée des produits étrangers. Ajoutez-y les restrictions mises partout au commerce, les douanes locales qui semblent prendre à tâche de défaire l'unité espagnole, et ruinent les provinces en les isolant l'une de l'autre, comme l'Espagne elle-même est isolée du continent ; car Philippe condamne à l'exil et à la confiscation quiconque va étudier ou enseigner à l'étranger. A cette époque décisive de l'histoire moderne où l'Europe tout entière tend à l'u-

nité, l'Espagne la repousse, ou ne la possède que pour l'annuler. Ses provinces aiment cet isolement qui flatte leur orgueil, et leur rappelle qu'elles ont été des royaumes. Séparées par un passé qui se dresse entre elles comme une barrière, non-seulement elles sont en lutte les unes avec les autres, mais elles le sont encore avec elles-mêmes. Dans ce pays où la campagne est un désert, où il n'y a pas une ferme isolée, et où la population a besoin de se concentrer pour se défendre, les villages sont en guerre avec les villes, qu'ils égalent presque en étendue; les capitales de provinces jalousent Madrid, qui les a détrônées. Au lieu d'une seule Espagne, il y en a huit ou dix, fragments épars de cette grande unité nationale qui n'a jamais existé que de loin, et pour la perspective. Puis enfin, au-dessus d'elles, plane le pouvoir royal, distant et isolé à son tour, ennemi naturel des intérêts qu'il devrait défendre, et qui ne voit pas qu'il s'appauvrit lui-même de la ruine de tous.

Nous avons analysé ailleurs (t. VI, p. 267) cette déplorable situation économique de l'Espagne sous les *rois catholiques* et sous Charles-Quint; mais sous Philippe II elle est encore aggravée. La mer est fermée aux navires espagnols; les pirates maures, anglais, hollandais, ont presque anéanti le commerce extérieur. Le trafic intérieur est tué par les droits prohibitifs et par la contrebande, autre plaie vive qui ronge la Péninsule. Enfin la guerre sans pitié de Philippe II contre ses sujets maures, et leur bannissement partiel de l'Andalousie, viennent encore tarir une des ressources de la richesse nationale. Ajoutez-y cette guerre sans relâche, qui ne finit pas même avec la vie du monarque, et lègue à un siècle l'héritage des fautes et des misères de l'autre; les impôts, toujours plus iniques, plus lourds et

plus improductifs tout ensemble; la dette publique, avec ses intérêts usuraires qui absorbent un capital, en quatre ans, s'élevant de 35 millions de ducats, au début du règne, à 100 millions à la fin; le crédit, l'honneur même de la nation flétris par la banqueroute du monarque, en dépit de la loyauté proverbiale du commerce espagnol, voilà ce qu'a coûté à l'Espagne, après trente ans de lutte, le dangereux honneur de se faire en Europe le champion du catholicisme à outrance!

LES CORTÈS SOUS PHILIPPE II.

On sait ce qu'est devenue la représentation nationale sous ce règne violent et hypocrite qui fausse tout ce qu'il ne détruit pas. L'œuvre, du reste, était commencée avant Philippe, et celui-ci n'a eu que l'honneur de l'achever. La première atteinte portée aux droits des Cortès a lieu sous les *rois catholiques* par l'institution de la *Sainte Hermandad*, et l'accroissement du nombre des cités qui jouissent du droit de députation (t. V, p. 347). Puis, sous Charles-Quint et en son absence, les Cortès de Castille sont frappées à mort, en 1521, dans les plaines de Villalar. Deux ans après, Charles, enhardi par sa victoire, leur enlève leur droit le plus vital, celui de ne voter les impôts qu'après avoir obtenu le redressement de leurs griefs. « Enfin, comme le dit éloquemment Lafuente (t. XV, p. 163), « la dernière journée du drame a lieu « à Saragosse soixante et dix ans plus tard. Les deux vic- « times en qui se personnifient pour mourir les libertés « de la Castille et celles de l'Aragon sont Padilla et la « Nuza. Le fils de Charles-Quint achève dans les Cortès

« de Tarrazona ce que, dans celles de la Corogne, a « commencé le père. Les franchises de l'Espagne, ache- « tées au prix de tant de sang et d'efforts pendant une « longue suite de siècles, sont noyées dans le sang espa- « gnol par deux rois d'origine étrangère ! » Ainsi c'est aux princes autrichiens que l'Espagne doit à la fois sa grandeur et sa ruine. Ce sont eux qui ont fait redire son nom à tous les échos de l'Europe, eux aussi qui ont déclaré la guerre à toutes ses libertés; et si l'unité est un bienfait, elle a payé la sienne assez cher pour n'avoir pas à les en remercier.

Nous n'avons pas à nous occuper ici des Cortès aragonaises. Elles ont péri dans le même naufrage que les *fueros* de l'Aragon. Quant à celles de la Castille, nous avons analysé (t. VIII, p. 337) leurs sessions depuis le début du règne jusqu'aux Cortès de Madrid en 1563. Il nous reste à donner un aperçu rapide des dernières assemblées du règne, et à conduire ainsi la représentation nationale jusqu'à sa tombe; car déjà, du vivant de Philippe, les Cortès de Castille n'existent plus que de nom. On s'étonne même qu'un despote aussi ombrageux ne les ait pas supprimées tout à fait; mais il aime mieux les détruire lentement, en leur enlevant un à un leurs priviléges, que de les anéantir par un coup violent. D'ailleurs, elles sont pour lui une machine à battre monnaie; elles prêtent au règne le plus absolu qui fut jamais, une ombre de légalité, qu'un despotisme habile n'a jamais dédaignée.

Les sessions des Cortès se succèdent à peu près tous les deux ou trois ans; les dates sont 1566, 73, 76, 79, 83, 86 et 88 (celles-ci durent jusqu'en 1592); convoquées de nouveau en 1593, elles se prolongent jusqu'en 1598, malgré les plaintes incessantes des villes, forcées

de solder l'onéreuse présence de leurs représentants à cette vaine et stérile comédie. En les tenant ainsi réunies sans résultat pendant des années, Philippe espère, à force de dégoûts, les décourager de toute résistance ; mais cet odieux calcul est trompé : à chaque session les députés, avec une persistance vraiment héroïque, supplient le roi de ne grever le pays d'aucun nouvel impôt sans le consentement des Cortès, aux termes des vieilles lois du royaume. Et Philippe de leur répondre, avec son flegme habituel, que « les nécessités qui l'ont obligé à « à agir ainsi, loin de cesser, devenant chaque jour plus « graves, il ne peut qu'avoir recours aux mêmes « moyens ; » et la pétition reste non avenue.

A chaque législature, les empiétements du pouvoir augmentent, et ses concessions diminuent. Aux requêtes qui lui signalent les abus de tout genre dans l'administration, Philippe oppose cette invariable réponse : « *Il « ne convient pas d'innover.* » Même lorsqu'il est disposé à dire *oui,* il ne sait pas le faire du premier coup; il répond « qu'on se consultera et qu'on verra ce qu'on « aura à faire. » Quelquefois les délais se prolongent des années entières, et de nouvelles Cortès se rassemblent avant qu'on ait répondu aux anciennes. Enfin le roi s'enhardit à publier, même pendant la session, des décrets émanés de sa seule autorité, et porte ainsi le dernier coup aux libertés publiques.

Les sujets de plainte des Cortès, ce sont ces éternels griefs dont l'Espagne gémit depuis trois siècles, sous ce double despotisme, ecclésiastique et civil, qui a fini par tarir chez elle toutes les sources de la vie. C'est l'accroissement indéfini des biens de *mainmorte* ecclésiastique, chancre rongeur qui va gagnant de proche en proche, jusqu'au jour où il faudra amputer pour guérir,

et supprimer ces couvents, sans lesquels l'Espagne ne peut pas vivre, puisqu'elle les rétablit aujourd'hui après les avoir supprimés. C'est l'agriculture ruinée par les majorats de la noblesse, et les dévastations des troupeaux, autorisées par les lois de la *Mesta*. Ce sont les contributions qui vont s'augmentant sans cesse, à mesure que diminue le nombre des contribuables. « C'est la « présence de serviteurs du roi (*criados*) dans les « Cortès, et de personnes à ses gages qui ne jouissent « pas d'assez de liberté pour voter ce qui convient au « bien du pays. » Ce sont enfin les faveurs royales, toujours prêtes à pleuvoir sur ceux qui servent les intérêts du roi au lieu des intérêts du royaume. La députation devient un métier, aussi lucratif pour ceux qui l'exercent qu'onéreux pour les cités qui le payent. C'est le moyen le plus rapide et le plus sûr d'arriver aux honneurs, et la concurrence et la brigue sont telles, qu'on voit un député payer son titre jusqu'à quatorze mille ducats (cent vingt-six mille francs). Après la prise de Grenade, les grands ont été annulés; la royauté, qui s'est servie d'eux une dernière fois à Villalar pour écraser les communes, n'a plus besoin de leurs services. En 1538, comme ils se refusaient à acquitter un nouvel impôt, Charles-Quint leur retire le droit de siéger en Cortès, sous le prétexte assez fondé que « ceux qui ne payent « pas les impôts n'ont pas le droit de les voter. » (T. VII, p. 272 à 279.) Dès lors, la noblesse n'est plus qu'un titre vain, qui ne confère ni fonctions, ni droits d'aucune sorte. Les grands vivent sur leurs terres, et boudent le roi, qui les délaisse; la petite noblesse se met à sa solde, et vit de ses faveurs. Sous Philippe II enfin, l'entrée des Cortès se ferme de plus en plus aux députés indépendants; on n'y voit guère que des courtisans, des magis-

trats et des fonctionnaires publics, et, dans la discussion des affaires publiques, l'initiative comme la décision appartiennent au monarque.

Et cependant, même au sein de ces Cortès asservies et tronquées, des voix généreuses s'élèvent encore pour protester en faveur des droits du pays. Protestation impuissante ! sur quatre-vingts pétitions présentées au roi dans la session de 1583, douze seulement sont accordées par lui. Les Cortès de 1576, pour ranimer chez les nobles le goût des exercices militaires, demandent qu'on rétablisse « l'antique usage des courses de taureaux, où les « fils des plus nobles familles remplaçaient les merce- « naires qui y figurent aujourd'hui, et ne dédaignaient « pas de faire preuve, dans ce sanglant exercice, de cou- « rage, d'adresse et de grâce. » Le roi se hâta de faire droit à cette requête, qui trouve un écho dans tout cœur espagnol. Il ordonne le rétablissement d'une *Corrida de toros* dans chaque chef-lieu de district, aux frais de la commune.

On le voit, dans ces Cortès mutilées, asservies, mais non pas muettes, pâle souvenir de ces temps plus heureux qui virent fleurir en Espagne la liberté représentative, il est curieux de retrouver toutes les plaintes impuissantes, toutes les réclamations, si souvent éludées, d'assemblées plus modernes. Heureux les peuples qui, comme l'Angleterre, après avoir conquis à la sueur de leur front ces vitales franchises qui se résument toutes dans un mot, *self government*, le droit pour une nation de faire elle-même ses affaires, ont su les faire respecter du pouvoir et les étendre encore en traversant les siècles ! Mais malheur à ceux qui, comme l'Espagne, après avoir conquis dans leur jeunesse ces viriles libertés qui sont la dot des nations, les ont perdues par leur faute, et en ont

fait litière au pouvoir absolu ! Car ils s'agitent en vain, dans leur vieillesse impuissante, pour reconquérir l'héritage si follement aliéné par leurs ancêtres.

Après ce coup d'œil d'ensemble sur la monarchie espagnole à la mort de Philippe II, passons rapidement en revue les diverses provinces dont elle se compose, en commençant par la Péninsule. Le centre, le cœur de cette monarchie, c'est le ROYAUME DE CASTILLE, qui comprend la Vieille et la Nouvelle Castille ; résidence antique des souverains qui, depuis Villalar, y voient leur pouvoir à l'abri des empiétements des *fueros*. Grâce à cette prédilection de ses rois, la Castille a la part la plus large dans les immenses bénéfices du commerce des Indes, mais elle porte en revanche presque tout le poids des charges et des malheurs publics. L'impôt, lourd et inégal, pèse surtout sur elle, tandis que les *fueros* en allégent le poids aux autres provinces. Fatiguée de ses longues guerres civiles sous ses rois indigènes, la Castille se repose sous le joug des princes autrichiens, et savoure à son aise les douceurs du pouvoir absolu. Le voyage du Vénitien Navagero, en 1526, nous la montre déjà ce qu'elle est aujourd'hui, ce qu'est l'Espagne tout entière, un désert, avec une auberge isolée de loin en loin, et quelques mendiants en guenilles qui vous regardent passer, la prière et la menace à la bouche. Sauf le blé, la soie, les peaux, la laine et les métaux, l'exportation y est nulle et prohibée par la loi ; mais les portes y sont ouvertes aux produits étrangers. Déjà existe ce proverbe

si caractéristique : « L'alouette qui veut traverser la Castille doit porter son grain avec elle! »

Qu'on le remarque bien, cette dépopulation de la Castille n'est pas l'œuvre de tel ou tel roi, pas même de Philippe II; non! c'est le développement naturel du caractère et du penchant d'un peuple qui s'est mis lui-même hors la loi des nations; peuple oisif et conquérant, comme les guerriers de la *République* de Platon, et qui, dans son oisiveté hautaine, vit du labeur d'autrui, et aime mieux jeûner ou mendier que travailler. Après les agitations fécondes de la liberté, la paix s'est faite sur la Castille asservie; mais cette paix, c'est celle du tombeau! Pendant que les grands, avec leurs fortunes presque royales, tranchent du monarque dans leurs vastes domaines, et ont des armées de pages et de gardes du corps, les communes de Castille voient chaque jour décroître leur importance. Elle se mesure à l'insignifiance toujours croissante des Cortès, humble conseil que la couronne fait semblant de consulter, et où il n'y a de réel que les subsides qu'elle lui arrache.

Passons maintenant à la Catalogne, séparée du reste du pays par le commerce, par la liberté et par sa langue, provençale bien plus qu'espagnole. C'est un fait digne de remarque que la civilisation, entrée dans la Péninsule par le nord et par l'est, y décroît à mesure qu'on avance vers le sud. Au XVI[e] siècle, les franchises locales et la prospérité qui s'abrite sous leur ombre fleurissent dans le nord, tandis que le despotisme sans contrôle pèse sur tout l'ouest, le centre et le midi.

L'Aragon n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même; mais on sait ce que fut ce noble pays avant la perte de ses *fueros*. Dans la fière attitude des habitants de ses campagnes, sous les haillons qui les couvrent, on

retrouve encore la dignité native d'un peuple libre. Seul l'Aragon fait maintenant exception à cette loi qui a concentré la liberté et le progrès autour de ces monts du Nord, par où la vie européenne s'infuse dans les veines de cette Espagne à demi africaine, et d'où partit naguère avec Pelayo le signal du réveil de la nationalité espagnole.

La liberté, en Aragon, était un fruit du terroir; en Catalogne, elle est une importation étrangère, et a le commerce pour berceau. C'est un beau spectacle, et qui contraste vivement avec les arides solitudes de la Castille, que d'entrer en Espagne par cette riche et industrieuse Catalogne, avant-poste de la France au delà des Pyrénées. Barcelone, malgré son port qui s'ensable tous les jours, déploie encore un reste de cette activité commerciale qui fit d'elle, au moyen âge, la reine de la Méditerranée. Mais sous Philippe II la Catalogne est déjà en voie de décliner. Si elle n'a pas encore perdu ses libertés, l'empire des mers qui les lui a données est en train de lui échapper. Après avoir imposé son code maritime à toutes les nations commerçantes, elle a vu la découverte du nouveau monde ouvrir aux échanges des peuples des voies nouvelles, et l'Océan détrôner la Méditerranée. Depuis Charles-Quint, la puissance de la Catalogne et le nombre de ses navires, qui couvraient naguère toutes les mers de l'Orient, vont sans cesse en décroissant. Le commerce, mobile de sa nature, comme les fortunes qu'il engendre, a émigré de Barcelone et de Venise à Bruges et à Anvers. Les consuls catalans désertent l'un après l'autre les grands marchés du Levant. Le trafic avec les deux Indes, qui a fait la fortune de Séville et de Cadix, est interdit aux anciens sujets de la couronne d'Aragon, depuis leur réunion à la Castille, « à cause,

« dit un vieil historien, des grandes libertés dont ils « jouissent. » Enfin les progrès des Turks, devenus un instant, sous Soliman Ier, les maîtres de la Méditerranée, viennent mettre une nouvelle entrave au trafic de la Catalogne avec les échelles du Levant. Toute la partie orientale de cette mer est dès lors fermée aux vaisseaux catalans, et c'est le tour des pirates barbaresques de semer la terreur sur les côtes de Valence et de la Catalogne. La victoire même de Lépante, en les refoulant vers le Bosphore, n'a pas pu rendre au commerce de la Catalogne avec le Levant son ancienne activité.

Le règne de Philippe II, pris dans son ensemble, n'est qu'une longue conspiration contre les libertés de tous ses royaumes. Certes, il n'eût pas mieux demandé que d'envelopper les *fueros* de la Catalogne dans la ruine de ceux de l'Aragon ; mais l'occasion ne se présente pas, et il meurt sans avoir pu anéantir ces franchises qu'il déteste presque autant que l'hérésie. Pendant toute la durée de son règne, la Catalogne fixe elle-même ses impôts et son contingent militaire, et se régit par ses lois, en république traînée à la remorque par une monarchie absolue. Le lien qui l'unit à l'Espagne est si fragile, que nous la voyons toujours prête à le rompre par l'insurrection. Philippe II, si absolu à Madrid, n'est pour ses sujets catalans que le *comte de Barcelone;* roi constitutionnel malgré lui, il doit se contenter de *régner* en Catalogne, et laisse *gouverner* pour lui les trois membres dont se compose la *députation permanente.*

Valence, la Sardaigne et les îles Baléares sont des annexes du royaume d'Aragon. Comme lui elles sont entrées tout entières dans la monarchie castillane, en apportant pour dot, dans ce libre mariage, leurs franchises et leurs droits ; mais, plus heureuses que l'Aragon,

elles ont su les conserver intacts. Dans ces trois pays, le pouvoir royal est limité à la fois par les priviléges des nobles et les franchises des cités. Trois vice-rois résident à Valence, à Palma et à Cagliari, et relèvent du *Conseil d'Aragon*, qui siége à Madrid. Le poids que le royaume de Valence jette dans les destinées de l'Espagne, c'est sa richesse agricole. Mais l'heure approche où, sous le fils de Philippe II, le bannissement des Maures, après celui des Juifs, va laisser s'écouler au dehors toutes les forces vives du pays, et comme la *Révocation* en France, ce sont là des plaies qui ne se ferment pas.

La Navarre, au début du XVIe siècle, non moins heureuse que la Catalogne, s'abrite encore à l'ombre de ses *fueros*. Mais, coupée en deux par les Pyrénées, cette royauté bâtarde, moitié espagnole, moitié française, est forcée de choisir enfin entre ses deux suzerains, et, suivant la loi de sa nature et la pente de ses monts, elle se scinde en deux parties : la haute Navarre, en 1512, renonce à l'indépendance et à ses rois indigènes, pour s'absorber dans la monarchie espagnole ; mais elle s'en console en gardant le droit de s'administrer elle-même, et en continuant à s'appeler un royaume, pendant que la basse Navarre associe ses destinées à celles de la France, et lui donne Henri IV pour roi.

Dans la Navarre espagnole, la seule dont nous ayons à nous occuper ici, la Cour de justice qui siégeait à Pampelune était indépendante du *Conseil de justice* qui résidait à Madrid. Tous ses membres, sauf un seul, étaient Navarrais. Tandis qu'au moyen âge, le temps du service, pour les milices féodales, était de quarante jours au moins, ses nobles n'étaient tenus de servir à la guerre que pour trois jours, et le roi, pour les retenir près de lui, en était réduit à les solder.

Des priviléges aussi menaçants pour la royauté devaient exaspérer l'orgueil du monarque le plus absolu du XVI[e] siècle, l'ère des rois absolus. Aussi, en attendant l'heure de les détruire, Philippe n'épargne-t-il rien pour les miner. Sous prétexte de protéger la Navarre contre les entreprises de la France, il fait bâtir la citadelle de Pampelune pour tenir en bride cette remuante cité. Mais l'occasion, qui s'était fait attendre si longtemps pour l'Aragon, ne vient pas pour la Navarre; respectant malgré lui ces priviléges qu'il déteste, il en est réduit, au lieu de les confisquer lui-même, à préparer les voies à ses successeurs.

Nous avons étudié en Espagne les tristes résultats du règne de Philippe II; avant de passer en revue ses États du continent, un mot encore sur le Portugal, sa récente conquête. Philippe, en anéantissant la nationalité portugaise, malgré ses cinq siècles de durée, avait une excuse: il essayait de reconstruire l'unité espagnole. S'il se fût dévoué tout entier au bonheur de ses nouveaux sujets, peut-être lui eussent-ils pardonné son usurpation; mais avec la conquête, la malédiction qui pèse sur l'Espagne entre en Portugal, pour n'en plus sortir, même avec l'étranger. Les Anglais, les Hollandais, punissant les Portugais des torts de leur roi, leur enlèvent chaque année quelques-unes de leurs colonies, et pillent ou détruisent ce qu'ils ne peuvent pas garder. Dans le siècle suivant, les Français s'attaquent à la fois au Brésil et à l'Inde. Il n'est pas jusqu'aux Maures, qui, en dévastant les Açores, ne réclament aussi leur part du riche héri-

tage que l'Espagne ne sait ni exploiter, ni défendre. Ainsi tout dépérit dans ces mains inhabiles et violentes qui frappent de mort tout ce qu'elles touchent, et ne conquièrent que pour ruiner.

Les erreurs économiques, si communes dans ce siècle, qui ne sait pas encore qu'en industrie comme en politique, protéger c'est asservir, viennent se joindre à la savante oppression de l'Espagne pour consommer la ruine du Portugal. Du rang de monarchie indépendante il est descendu à celui de province conquise. Le goût des explorations maritimes, gloire indigène du pays, s'éteint avec son indépendance. Pareille à l'antique Tyr, reine de la mer tant qu'elle fut libre, ruinée dès qu'elle fut soumise au *Grand roi*, la monarchie lusitaine, à l'étroit sur son maigre littoral, s'était de là répandue sur le monde; mais à peine absorbée dans la redoutable unité castillane, c'en est fait pour elle de toute vie politique. Ses nobles désapprennent la guerre, ses bourgeois le commerce. Aussi son poëte national, Le Camoens, compare-t-il sa servitude à celle des Juifs à Babylone, en flétrissant ces jours maudits du nom des *Soixante ans de captivité*.

Passons maintenant aux provinces espagnoles du continent : nous ne parlerons que pour mémoire de la Franche-Comté. Longtemps elle avait fait partie du *cercle de Bourgogne*, qui relevait de l'empire; mais en 1477, la Bourgogne ayant été réunie à la France, la Comté, fief germanique et féminin, en fut séparée, et passa par mariage dans la maison d'Habsbourg. Un traité de neutralité, garanti par les lignes suisses, la mit à l'abri des sanglantes rivalités de la France et de l'Autriche. Sous Charles-Quint et même sous Philippe II, nous la voyons conserver ses priviléges : ses impôts, qu'elle fixe elle-même, ne vont pas au trésor royal, et enrichissent le

pays. L'autorité du gouvernement central, affaiblie par la distance et par la difficulté des communications, est bornée par celle du parlement; car la magistrature, dangereux et servile instrument dans la main d'un despote, devient, en revanche, dès qu'elle est indépendante, l'un des plus sûrs appuis de la liberté.

Quant aux provinces italiennes de la monarchie, elles n'ont pas d'histoire sous ce règne absorbant, où l'Espagne attire tout à elle, et reçoit sans rendre jamais rien. Trop heureuses quand on les oublie, et que quelque révolte manquée n'attire pas sur elles la dédaigneuse attention de leur suzeraine ! Pendant que la guerre désole la Flandre, la paix règne dans ces trois beaux fiefs de la couronne de Castille, Naples, la Sicile et le Milanais; mais cette paix est presque aussi ruineuse que la guerre : elle épuise les ressources de ces trois pays, condamnés à alimenter la guerre de leur or et de leurs soldats. Du reste, même avec Philippe II, il y a des degrés dans la servitude. et suivant le caractère de ces peuples et les traditions de leur passé, son joug pèse inégalement sur eux.

Commençons par le plus opprimé, le plus docile et le plus corrompu des trois, Naples, restée jusqu'à nos jours espagnole par les mœurs, sinon par la politique. Sous Philippe II, ce riche et beau pays gémissait sous un despotisme de seconde main, le pire et le plus oppressif de tous. Le pouvoir des vice-rois y était presque absolu; nommés pour quatre ans, ils y restaient quelquefois plus longtemps, car ce peuple d'enfants, vicieux, mais non méchants, n'était pas difficile à conduire. Tous les emplois, civils et militaires, étaient donnés par le vice-roi; le roi lui-même s'abstenait d'en disposer contre la volonté de celui que, dans sa charte d'investiture, il appelait « un autre lui-même! »

Les vice-rois, dans leur court passage, n'avaient qu'une pensée : s'enrichir aux dépens de leurs administrés. Mondejar, qui y *régna* de 1575 à 1579, prélevait pour sa femme seule sept mille ducats (63,000 francs) par an sur les revenus du royaume. Pour assurer à son fils la main d'une riche héritière, il la fit enlever à main armée de son couvent. Son orgueil égalait sa rapacité ; les princes napolitains n'avaient pas le droit de s'asseoir devant lui, et il ne se découvrait pas pour les recevoir. Lui seul réglait les impôts, non sur les besoins du trésor, mais sur ses insatiables appétits. Quant aux emplois, l'Espagne ne les rétribuant que d'une main avare, c'est en pressurant le pays que ceux qui les avaient achetés rentraient dans leurs avances. Cette lèpre de la corruption, qui ronge encore aujourd'hui les deux Péninsules, et qu'un long apprentissage de la liberté pourra seul y guérir, descendait à Naples du faîte de la société jusqu'à sa base. La justice n'était qu'un marché, ouvert à qui pouvait payer. Le droit même de violer les lois s'achetait comme le reste, et la violence s'ajoutait ainsi à la dépravation.

Tous les gouvernements corrompus sont condamnés à corrompre, aussi l'Espagne entretenait-elle avec soin la discorde parmi ses administrés. Elle savait, avec un art perfide, mettre aux prises ses agents et les autorités locales, deux influences rivales qui ne s'accordaient jamais que pour dépouiller le pays, puis la noblesse et la bourgeoisie, dont l'accord a fait la liberté de l'Angleterre, dont le divorce a fait l'asservissement de la France et de la Castille. Enfin la noblesse elle-même était scindée en deux partis : le plus nombreux se composait des anciens partisans de l'Aragon, et soutenait par tradition les intérêts de l'Espagne ; l'autre, voué sans espoir à une cause

morte, celle de la maison d'Anjou, résistait à l'oppression avec une indomptable énergie. Quant aux partisans de l'Espagne, le joug qu'ils subissaient à Naples dans les antichambres du vice-roi, ils le faisaient à leur tour peser sur leurs vassaux. Le clergé luttait avec la noblesse de rapacité et de dureté envers ses dépendants. Dans cette belle et malheureuse contrée, vouée de tout temps à la servitude, et conquise deux fois, par ses nobles d'abord, et ensuite par l'étranger, l'oppression, descendant d'étage en étage, pesait de tout son poids sur la base, c'est-à-dire sur le peuple, qui pliait sous le faix. Tout ordre social était suspendu, toute loi foulée aux pieds, et la société, même en temps de paix, vivait sur le pied de guerre.

Le paysan, poussé à bout par des extorsions de toute espèce, les impôts, les dîmes, les corvées, les garnisaires, les troupes à loger, abandonnait sa chaumière et son champ, qu'il ne cultivait plus pour lui, mais pour ses tyrans. Il se réfugiait à la montagne, prenait l'escopette en main, et se faisait bandit pour vivre et pour se venger, en déclarant la guerre à un état social où il n'y avait plus de place au soleil pour lui. De là la plaie du brigandage, plaie qu'après tant de siècles, ni l'Espagne, ni l'Italie n'ont pu parvenir à guérir, juste châtiment du despotisme qui corrompt toujours en même temps qu'il opprime! Parfois la révolte, d'individuelle devenant collective, prenait les proportions d'un soulèvement en masse. On se souvient encore en Calabre de ce Marcone qui, avec deux mille hommes, tint tête aux troupes espagnoles qu'on envoya contre lui. Vainqueur, il fût peut-être devenu un roi; vaincu, ce ne fut plus qu'un bandit dont l'échafaud eut raison. Enfin, un demi-siècle plus tard, Masanello, ce pêcheur de vingt-quatre ans qui ré-

gna huit jours sur Naples, à la tête de 150,000 hommes armés, et dont on ne put se défaire que par l'assassinat, montre assez à quel fil fragile tenait en Italie la puissance espagnole[1].

Quant à la Sicile, cette terre favorisée du ciel, où se retrouvent partout les traces de la culture grecque, où le paganisme se trahit encore, même au sein du catholicisme, par le frivole éclat de ses fêtes, la Sicile, sous Philippe II, avait son vice-roi à elle, et son administration distincte de celle de Naples. Peuplée de moins d'un million d'habitants, après en avoir nourri trois fois autant du temps des Romains, un tiers des terres y appartenait au clergé, et près des deux autres à la noblesse, la plus nombreuse peut-être et la plus riche de l'Europe; car même aujourd'hui, en plein XIX[e] siècle, elle est encore constituée sur le pied féodal, et compte cent vingt princes, quatre-vingts ducs, cent quarante marquis, trente comtes et cent soixante barons.

Grâce à sa position insulaire et à la vigueur de ses institutions, la Sicile était restée en dehors du courant des idées et des intérêts du continent. Toute l'énergie de cette race si bien douée se dépensait en *vendette* héréditaires, fléau de ces trois belles îles, la Corse, la Sardaigne et la Sicile. Celle-ci, essentiellement agricole, sans autre commerce que celui des grains, dont l'Espagne s'était réservé le monopole, nourrissait encore l'Italie de son blé, comme du temps des Romains. Colonie plutôt que province, elle ne se rattachait à sa métropole que par un lien assez lâche; l'Espagne, de son côté, redoutant tou-

1. Voir pour Naples, Adriani, *Storia de' suoi tempi*, p. 709; Parrino, *Teatro de' Vicerè*, t. II, p. 255; de Thou, *Histor*, l. XXXVI, p. 719; Tiepolo, Lippomano, etc. Voir aussi Ranke, *Histoire des Osmanlis et de la monarchie espagnole aux* XVI[e] *et* XVII[e] *siècles*, p. 452 de la trad. de Haïber.

jours de voir recommencer contre elle ces *vêpres siciliennes* qui lui avaient donné la Sicile, se gardait bien de l'accabler d'impôts, comme Naples ou le Milanais. Ainsi le patriotisme ombrageux des Siciliens était pour eux une force qui les protégeait; Naples, qui les a tant opprimés depuis, enviait alors leur sort, et était punie de ne pas savoir, comme eux, faire peur à ses maîtres.

Toutes les forces réunies de l'Espagne en Sicile ne montaient guère qu'à 2,500 hommes, et c'était peu pour contenir cette île toujours frémissante! Ses villes, qui s'étaient données librement au roi d'Aragon, s'en souvenaient encore, et en faisaient souvenir le roi d'Espagne, devenu absolu tandis qu'elles étaient restées libres. De toutes les villes soumises à un roi, aucune ne jouissait de priviléges aussi étendus que Messine. Elle possédait un Sénat de six membres, rival naturel de l'autorité du vice-roi, et fixait elle-même ses impôts. De même, pour imposer Palerme, il fallait l'assentiment des députés de sa bourgeoisie. Toutes les villes, au besoin, se soutenaient l'une l'autre contre la couronne, sauf Messine qui, jalouse de Palerme, embrassait souvent le parti opposé. Aussi l'insurrection était-elle en quelque sorte endémique en Sicile, et grondait comme l'Etna, quand elle ne débordait pas. Palerme, sous l'œil du vice-roi qui y résidait, osa se révolter contre l'inquisition, et celle-ci, pour se faire accepter en Sicile, dut renoncer à employer des agents espagnols, et se faire, *par ordre du roi*, patiente, modeste et presque humaine[1]. La Sicile, malgré ses instincts de résistance, finit par se courber sous le joug de l'inquisition, tandis que, par une contradiction bizarre, Naples et Milan, plus faciles au joug,

1. *Llorente*, t. II, p. 125, et Scipio di Castro, *Avvertimenti*, ms, p. 371.

se montrèrent intraitables sur ce seul point, et repoussèrent toujours le Saint-Office.

La noblesse sicilienne, en partie catalane d'origine, n'en tenait pas moins à ses priviléges, héréditaires ou acquis. Le haut clergé, recruté le plus souvent en Espagne, s'émancipait bien vite en respirant cette atmosphère de liberté. Fort de ses richesses, de ses vastes domaines et de ses immunités, il oubliait sa patrie natale pour sa patrie adoptive, et s'appuyait sur Rome pour résister à son roi. Les vice-rois, respectant malgré eux de vieilles traditions de liberté, étaient forcés de convoquer les trois ordres en Cortès chaque fois qu'ils avaient besoin de subsides. Les nobles se laissaient quelquefois gagner, mais les prélats et les députés des villes étaient moins traitables. Les juges, nommés seulement pour deux ans, étaient à la merci du pouvoir; mais l'administration locale était aux mains des indigènes; les fonctionnaires, presque tous élus à vie, y puisaient un esprit d'indépendance qui touchait à la rébellion. Aussi, de toutes les vice-royautés, la moins enviée était-elle celle de Sicile. Absents et desservis à la cour par leurs rivaux, les vice-rois, dans les conflits un peu graves, étaient souvent sacrifiés, et servaient au monarque de bouc émissaire pour le réconcilier avec ses sujets. Telle était la situation complexe et délicate de la Sicile qui, gardant, comme la Navarre et la Catalogne, sa liberté dans la dépendance, était à peu près exempte, par un rare privilége, d'envoyer ses enfants servir dans les armées de l'Espagne[1].

1. Les sources, pour la Sicile, sont Ragazzoni, *Relazione di Sicilia;* Scipio di Castro, *Awertimenti,* ms; Marii Aretii, *Siciliæ chorographia;* Buonconsiglio Costanzo, *Hist. di Sicilia,* t. II, l. VIII; Soriano, *Relaz. di Spagna;* Cabura, *Sicilia fatal à sus Virreyes:* Llorente, *Hist. de la Inquisicion.*

Venons maintenant au Milanais. Il est deux pays prédestinés qui ont toujours donné à celui qui les possède le sceptre du continent, c'est la Belgique et la Lombardie. Presque toutes les grandes batailles du monde moderne se sont livrées dans ces plaines fertiles dont tant de peuples se sont tour à tour disputé la possession. L'Espagne, séparée d'elles pourtant par la France, les a longtemps occupées toutes deux, et tant qu'elle a régné sur la Flandre et sur le Milanais, elle a régné sur l'Europe, par les armes ou par l'influence. Maîtresse en même temps de Naples et de la Sicile, par le Milanais elle tenait en bride l'Allemagne et la France; par lui aussi elle pouvait, du nord de la Péninsule, donner la main à ses possessions du midi. Voulait-elle envoyer des troupes de Naples aux Pays-Bas, Milan était la place d'armes d'où ses recrues italiennes se dirigeaient vers la Flandre, à travers la Suisse et l'Allemagne, quand la France leur était fermée. Mais le même attrait qui avait attiré de si loin les Espagnols en Italie y ramenait aussi les Français, et c'est là, dans la grasse vallée du Pô, que s'étaient le plus souvent heurtés ces deux mortels ennemis.

Le Milanais, pour l'Espagne, était avant tout une position militaire, avec les Alpes pour rempart et le Pô pour fossé, et il y en avait peu de plus fortes en Europe. Aussi, dès le XVIe siècle, la Lombardie, comme la Belgique, était-elle renommée pour le nombre et l'importance de ses places fortes. La plus forte de toutes, le chef-d'œuvre du génie italien, c'était la citadelle de Milan. Pavie, Crémone, Côme, Lodi, Novare, Alexandrie et Tortone, toutes fortifiées, étaient occupées par des garnisons espagnoles. Les Italiens ne servaient que dans la cavalerie, et le plus souvent hors de leur pays; car Philippe II, condamné à régner, comme l'Autriche, sur des

peuples divers, les employait, les uns contre les autres, à se tenir dans une mutuelle dépendance. L'état de guerre était l'état permanent de la Lombardie, possession toujours précaire et toujours menacée; aussi les deux pouvoirs, civil et militaire, y étaient-ils réunis dans les mêmes mains. Il n'y avait point de vice-roi à Milan, et le général en chef était en même temps le gouverneur du pays.

Sur cette terre privilégiée, l'une des plus fertiles du monde, la grande propriété, qui avait déjà ruiné l'antique Italie (*latifundia perdidere Italiam*), étalait partout le pénible contraste de la misère du paysan avec l'opulence de ses maîtres. La noblesse, plus soucieuse du plaisir que de la politique, avait fait de Milan un centre d'élégance et de raffinement. Une active industrie y enrichissait la bourgeoisie. La Lombardie était alors la Flandre de l'Italie, la mine opulente d'où l'Espagne tirait ses plus sûrs revenus; car elle n'avait point eu de duc d'Albe pour tarir les sources de sa prospérité. A l'ombre de ses franchises communales, qui lui tenaient lieu de libertés politiques, elle se reposait enfin des longues guerres dont elle avait été le théâtre.

Le plus sûr rempart des franchises du pays contre la dureté du joug espagnol, c'était le Sénat. Fondé, lors de la conquête française, par Louis XII, qui le dota du droit exorbitant de confirmer ou de rejeter les ordonnances royales; dépouillé par François Ier, sous le règne du bon plaisir, de la plus grande partie de ses droits, Charles-Quint, après sa victoire de Pavie, les lui avait rendus en grande partie. Par une exception unique, et qui prouve l'importance qu'il attachait à sa conquête, il avait pris soin de protéger le Sénat contre l'arbitraire de ses propres agents. Les sénateurs, il est vrai, étaient

nommés par l'Espagne, et trois d'entre eux devaient être Espagnols; mais nommés à vie, leur inamovibilité était un gage de leur indépendance. De là une lutte continue entre le gouverneur et le Sénat, fidèle mais non seul défenseur des libertés publiques.

Le clergé, en Lombardie, ne formait pas un ordre distinct, un État dans l'État, comme à Naples et en Sicile. La puissance spirituelle résidait tout entière dans l'archevêché, et cette puissance s'accrut encore quand Charles Borromée vint lui prêter le prestige de ses vertus. Philippe, jaloux de cette autorité rivale de la sienne, voulut établir à Milan, en 1563, l'inquisition, comme contrepoids au pouvoir de l'archevêché. Mais la révolte éclata aux cris de : Vive le roi ! Meure l'Inquisition! et l'odieux tribunal, repoussé par la conscience publique, ne put pas plus s'établir à Milan qu'à Naples.

La nationalité lombarde vivait donc encore, même sous le joug de l'Espagne, et s'était réfugiée dans le Sénat et dans l'archevêché. L'Église milanaise, forte de la sainteté de son représentant, et retrempée, sans le savoir, aux sources vives de la Réforme, essayait, comme Calvin à Genève, de dominer l'État, et de mettre une digue à la corruption effrénée des mœurs. Vainement l'autorité royale se ligua avec les vices du siècle pour résister à l'ardeur de réforme du digne archevêque. Il fallut céder à la fin à l'ascendant de sa forte volonté, et le gouverneur, Albuquerque, dut implorer l'absolution de Pie V, toujours prêt à soutenir le pouvoir spirituel contre le pouvoir civil.

Ainsi la rivalité des divers pouvoirs, instrument de servitude à Naples, était à Milan le plus sûr rempart des franchises du pays, partout également détestées du maître. La vie municipale, on le sait, a toujours eu en

Italie de profondes racines; aussi n'y faut-il jamais désespérer de la liberté politique qui, y ayant une base où s'appuyer, peut toujours se relever de ses ruines. Au début de la domination espagnole, sous Charles-Quint, les communes lombardes avaient encore une grande part dans l'administration du pays. Mais le règne de Philippe II ne fut qu'un long et continuel effort pour restreindre leurs droits. Cependant, en 1589, chaque ville du Milanais avait encore un conseil de soixante membres, chargé d'administrer les intérêts de la cité, et les principales comptaient toutes un représentant dans le Sénat.

La lutte était donc constituée partout, à tous les étages de la société; le Milanais, même au sein de la servitude, se souvenait encore de ses vieilles franchises, et savait les défendre contre l'Espagne, comme naguère contre l'empire, aux jours de Frédéric Barberousse. Pour empêcher cette lutte de dégénérer en guerre ouverte, un conseil privé (*consulta*), placé auprès du gouverneur, maintenait l'équilibre entre les pouvoirs rivaux. Tel était l'édifice, très-laborieux, très-compliqué, et aussi très-divers de la puissance espagnole dans ses provinces du continent. Le despotisme était partout, mais partout aussi l'esprit de résistance, plus ou moins appuyé sur les traditions du passé et sur l'énergie du caractère national. Nul doute aussi que l'exemple de la Hollande et de sa révolte heureuse n'ait encouragé Milan, et surtout la Sicile, à défendre les derniers restes de leurs franchises nationales[1].

Nous avons donné, et nous donnerons encore dans

1. Sources pour le Milanais : Parrino, *Teatro de' Vice-Rè*, t. I; Soriano, *Relazione di Spagna*; Leoni, *Relaz. di Milano, nel* 1589; Scipio di Castro, *Avvertimenti*, ms; Ripamente, *Hist. urbis Mediolani*; Verri, *Storia di Milano*; Rovelli, *Storia di Como*.

cette histoire une assez large place aux Pays-Bas pour n'avoir pas ici à nous occuper d'eux. La Hollande, après une lutte qui doit durer encore près d'un demi-siècle, finira par conquérir son indépendance, en 1647, grâce à un traité de paix plus glorieux pour elle que toutes les victoires. Quant à la Flandre, de toutes les provinces de l'Espagne, c'est peut-être la plus malheureuse, et celle qui a le plus mérité de l'être. Mise en demeure de choisir entre le catholicisme et la liberté, elle a fait son choix, et n'a à accuser qu'elle-même des fatales conséquences de sa décision. Cependant, avec la précaire indépendance que Philippe mourant vient de lui rendre, des destinées nouvelles vont commencer pour elle, sous des souverains presque de son choix. Les habitudes et le goût de la vie municipale, que le despotisme espagnol n'a pas pu tuer chez elle, y préparent à la liberté politique ce point d'appui qui a toujours manqué à la France, et sans lequel on ne bâtit rien de durable.

Quant aux possessions espagnoles dans le nouveau monde, nous aurons occasion d'y revenir sous les règnes suivants, et d'étudier les funestes conséquences du régime colonial de l'Espagne sur la métropole et sur ses colonies. Pour le présent, il suffira de dire que deux vice-rois gouvernaient ces deux vastes provinces du Mexique et du Pérou, dont chacune surpasse en étendue bien des royaumes de notre vieux continent. Tous les pouvoirs, civils et militaires, étaient réunis dans leurs mains. Cependant, on pouvait appeler de leurs sentences au *Conseil des Indes* qui siégeait à Madrid. Mais ce droit d'appel à un tribunal, siégeant à deux mille lieues, était complétement illusoire. Toute loi, toute garantie était impuissante contre ce qu'un auteur contemporain appelle la *loi des distances*. L'autorité des vice-rois, de fait

sinon de droit, était donc absolue : nommés pour sept ans, ils ne pouvaient être révoqués avant l'expiration de leur mandat, qui souvent se prolongeait au delà de son terme. Quels que fussent leurs abus de pouvoir, à même de puiser sans contrôle à la source de la fortune publique, ils étaient toujours sûrs d'acheter à Madrid l'impunité.

LIVRE XXXV

CHAPITRE I.

RÈGNE DE PHILIPPE III.

1598-1621.

L'histoire d'Espagne est finie avec Philippe II. Après lui, de sa mort à l'avénement des Bourbons, ce n'est plus que l'histoire d'une décadence, toujours plus rapide à mesure que cette dynastie, condamnée à mourir, approche de sa fin. Certes, c'est un grand spectacle que de voir la monarchie espagnole, déjà adulte sous les *rois catholiques*, atteindre, avec Charles-Quint, son point culminant; mais l'étude de son déclin est peut-être plus instructive encore. On sait assez par quels moyens se fondent et grandissent les monarchies; mais ce que l'on sait moins, c'est comment et pourquoi elles périssent! Nous voici donc en face d'un problème nouveau, et qui a bien aussi son intérêt : comment l'Espagne a-t-elle pu descendre, en si peu d'années, la pente qu'elle a mis tant de siècles à monter?

Pour conduire cette histoire au terme que nous nous sommes proposé, c'est-à-dire au début du XIXe siècle,

nous avons encore deux cents ans à traverser, et nous les franchirons d'un pas rapide ; car dans ce long trajet, nous ne rencontrerons guère que deux périodes qui méritent qu'on s'y arrête : la première, c'est la lutte acharnée qui mit Philippe V sur le trône d'Espagne, et faillit renverser Louis XIV du sien ; l'autre, c'est le règne de Charles III, la seule figure, parmi celles des monarques espagnols, qui tranche sur ce fond monotone de faiblesse et d'imbécillité. Mais les événements extérieurs ont perdu toute grandeur comme tout intérêt. Il ne nous reste plus qu'à chercher sous les revers les fautes qui les ont enfantés, et la leçon qui en ressort.

A dater de Philippe III, tout se rapetisse en Espagne, et l'anecdote va remplacer l'histoire. Déjà tout diminue quand on passe de Charles-Quint à son fils ; mais en descendant encore d'une génération, il semble qu'un abîme sépare les deux règnes. Et cependant les nombreuses biographies de Philippe III veulent à toute force faire de lui un grand homme, et pour elles le fils continue le père, s'il ne le dépasse pas. On en jugera par le récit qui va suivre.

Revenons en arrière vers les premières années du nouveau roi, et l'enfant nous révélera l'homme fait. Né en 1578, d'Anne d'Autriche, la quatrième femme de son père, Philippe, après la mort de ses deux frères aînés, fut proclamé *Infant des Asturies* à l'âge de six ans. Chez cette créature avortée, le corps fut toujours aussi faible que l'intelligence. Après une enfance maladive, nous le voyons à dix ans ce qu'il sera toute sa vie, grave, muet, recueilli, éteint, n'aimant ni le bruit, ni le mouvement, ni les jeux de son âge. Il monte à cheval, et va à la chasse, mais seulement pour obéir à son père. Son bonheur, c'est de rôder seul dans les jardins du palais, et d'y chercher le calme et la retraite. Le trait saillant de son carac-

tère, c'est une piété à la fois fervente et machinale. Dès l'âge de six ans, il répète neuf fois chaque soir le rosaire de la Vierge, « en mémoire des neuf mois que le Rédempteur du monde a passés dans ses virginales entrailles [1] ». Tous les matins, il entend une messe à genoux, et deux le jeudi, en mémoire du Saint-Sacrement. Il étudie, pour obéir à son père, mais s'arrête en tout aux premiers éléments, sans pouvoir les dépasser. Sa charité est ardente, mais sans discernement; il jette à pleines mains l'argent aux pauvres du haut de son balcon. L'âge des passions a beau venir, sa chasteté toute virginale ne connaît ni les tentations, ni les combats. Son confesseur, d'ailleurs, ne le quitte pas plus que son ombre, et le prince lui demande à tout propos : « Est-ce pécher « que de faire cela? »

Philippe II, du reste, ne se fait pas d'illusion sur son fils et sur son incurable nullité, aussi éloignée de la laborieuse médiocrité du père que de la féconde activité de l'aïeul. Peu de jours avant sa mort, il tire en quelques mots amers l'horoscope du règne suivant : « Dieu, qui « m'a accordé tant d'États, ne m'a pas fait la grâce de me « donner un fils capable de les gouverner après moi. » Et cependant, au dire de son précepteur, Loaysa, « l'infant « possède toutes les qualités; quant aux vices, on ne lui « en connaît point! » Seulement, à ces perfections toutes négatives, il eût fallu ajouter quelques-unes de ces viriles vertus qui siéent à un roi.

Renonçant enfin à faire de son fils un savant, le vieux roi voulut en faire au moins un de ces souverains praticques qui apprennent leur métier à force de le faire. A l'âge de dix-neuf ans, il le nomma président d'un des conseils

1. *Adiciones a la historia del marques V. Malvezzi,* Yanez, *Memorias,* in-4°, p. 134.

de la couronne, auxquels lui-même n'assistait jamais, avec mission de lui rendre compte de toutes les affaires qui s'y traiteraient. « Vous êtes sorti ce matin de votre « chambre, enfant et oisif, lui dit-il, il faut que vous y « retourniez prince et occupé. » L'infant, toujours docile, assista depuis lors au conseil comme une victime, regardant sans voir, écoutant sans comprendre, et son père, désespéré, dit à Moura : « Je vois bien qu'il n'est pas « né pour gouverner, mais pour être gouverné. »

Un jour pourtant, l'étincelle jaillit de ce marbre ! Une flotte anglaise était venue piller Cadix; l'infant, alors âgé de dix-neuf ans, demanda à son père, dans un élan généreux, la permission d'aller venger son affront. « Calmez-vous, mon fils, reprit le roi, on y a déjà « pourvu. » Et l'épée, à moitié tirée, rentra dans le fourreau pour n'en plus sortir.

Il n'y avait plus qu'un moyen d'émanciper le prince : c'était de le marier. Fidèle à ce système d'alliances avec la maison d'Autriche auquel l'Espagne doit l'abâtardissement de la race de ses rois, Philippe II dirigea le choix de son fils vers ses cousines, filles de l'archiduc Charles. Trois portraits furent soumis au choix de l'infant : « La « plus belle à mes yeux, mon seigneur et père, répondit « l'infant, c'est celle que vous choisirez. » Impatienté d'avoir un fils aussi docile, le roi choisit successivement pour lui deux de ces princesses. Toutes deux, comme pour échapper au sort qui les attendait, moururent l'une après l'autre dans un court espace de temps. La troisième, Marguerite, succéda à ses sœurs dans les affections de ce fils exemplaire. C'était une princesse d'une piété fervente, de peu de portée d'esprit, et nullement faite pour porter ombrage à son candide époux. Quand on lui annonça qu'elle allait devenir reine, elle était occupée à

soigner des malades dans un hospice, et sur le trône, elle resta fidèle à sa vocation de sœur hospitalière. Le choix fut donc arrêté, et l'archiduchesse était en route lorsque la mort du vieux roi vint faire ajourner le mariage.

Après le monarque, il faut nous occuper du favori qui va régner sous son nom. Veut-on savoir l'origine de cette longue faveur qui, commencée avant le règne de ce roi mineur, ne devait pas durer autant que lui ? Plus noble que riche, Don Francisco Gomez de Sandoval y Rojas, comte de Denia, avait été choisi par le roi pour faire partie de la maison de l'infant. Son seul titre à ce choix, c'était la souplesse de son humeur qui promettait au père auprès du fils un surveillant dévoué. Comme d'autres naissent généraux ou hommes d'État, Denia était né courtisan. Ne pouvant partager les plaisirs de son jeune maître, il trouva un moyen plus sûr de gagner sa faveur : ce fut de partager ses dévotions, et d'épargner sur sa pauvreté pour subvenir aux charités de l'infant, quand le roi refusait à son fils l'argent dont il avait besoin. Tel fut le secret de la fortune du favori, préparée de longue main, et assise, semblait-il, sur des bases assez solides pour qu'il ne fût pas condamné à lui survivre.

Alarmé de l'ascendant toujours croissant de Denia sur son fils, Philippe l'exila de la cour en le nommant vice-roi de Valence ; mais l'absence irrita, au lieu de l'éteindre, cette affection défendue qui tenait à l'infant lieu de toutes les autres. Refoulée dans son cœur, elle attendit, pour se manifester au dehors, qu'il fût monté sur le trône. Mais l'heure allait venir pour Philippe III de se livrer sans réserve au seul penchant décidé qu'il eût manifesté de sa vie. Déjà les courtisans, pressentant un règne nouveau, se tournaient du côté du soleil levant. Une scène qui se passa à côté du lit de mort du monarque

révéla bientôt à la cour l'astre nouveau qui allait monter sur son horizon. Le roi touchait à sa fin, mais il avait encore toutes ses facultés, lorsque l'infant, sortant pour la première fois de sa réserve, demanda à Moura la clef de la cassette qui contenait tous les papiers du roi. Le favori, dont le règne finissait, comprit que c'était à son successeur qu'il allait la livrer, et qu'avec le monarque expirant sa faveur allait descendre au tombeau. Il refusa, et ce ne fut que sur l'ordre exprès de Philippe II, donné et obéi à regret, que Moura livra la clef à l'infant, qui la remit aussitôt à Denia. Ainsi, de son vivant même, le *Roi catholique* vit échapper de ses mains ce pouvoir dont il était si jaloux, pour passer, à travers les mains débiles de son fils, à l'homme dont l'ascendant n'attendait que sa mort pour triompher.

On trouve dans Davila les derniers conseils que Philippe II mourant donna à son fils : « Un prince doit se « servir de tout le monde sans se laisser gouverner par « personne; tenez chacun à sa place, et restez à la vôtre. « Prêtez l'oreille à tous, gardez le secret à chacun, et « décidez par vous-même, comme la tête et le maître « de tous. » En dépit de ces sages conseils, le premier acte du nouveau roi, après la mort de son père, ce fut de se livrer, pieds et poings liés, à la discrétion du favori en envoyant à toutes les autorités l'ordre d'obéir à la signature du comte comme à la sienne. C'est ainsi que, proclamant sa sujétion à la face de l'Espagne, Philippe III se débarrassa du pouvoir avant d'en avoir senti le fardeau.

Il importe de connaître à fond l'homme qui doit être, pendant huit ans, le vrai roi de l'Espagne. Affable et bienveillant, plus porté à donner qu'à refuser, Denia paraît avoir été doué dans ses manières d'un charme

irrésistible. Là se bornaient les dons de ce courtisan accompli, fait, comme Leicester, pour briller dans les fêtes plutôt que dans les affaires. Du reste, ni intelligence pour comprendre, ni fermeté pour diriger; son grand art c'était d'avoir l'air de savoir à fond ce qu'il ignorait, et de tromper ainsi de plus ignorants que lui. Pour régner en Espagne, il faut être à genoux devant le clergé. Philippe II avait su le dominer, le favori l'acheta : il dépensa sur sa fortune 1,150,000 ducats (plus de dix millions de francs) en fondations d'églises et de couvents, jetant ainsi les derniers débris de la fortune publique dans ce gouffre qui l'avait déjà engloutie. Mais le vice dominant de Denia, ce fut sa cupidité, et elle le perdit en soulevant contre lui tous ceux qui ne partageaient pas le fruit de ses rapines. Élevé, par un caprice de la fortune, à un poste trop au-dessus de sa valeur réelle, n'ayant que l'âme d'un laquais, là où il aurait fallu le cœur d'un citoyen et la tête d'un homme d'État, au lieu de songer, comme un Ximénès ou un Richelieu, à rendre son pays plus grand et plus prospère, il n'eut qu'une pensée, celle de s'enrichir à ses dépens.

Aux premiers actes du favori, l'Espagne s'aperçut bien vite qu'elle avait un maître, non pas sur le trône, mais à côté. Le plus pressé pour lui, c'était d'écarter tous ceux qui lui faisaient ombrage. Moura, le favori du feu roi, fut exilé dans la vice-royauté de Portugal; Idiaquez, qui avait partagé avec lui la confiance de Philippe II, s'inclina devant l'idole, et acheta ainsi le droit de rester à la cour. A dater de ce moment, tout ce qui entourait Philippe appartint au favori plus qu'au monarque lui-même. Il voulut bien laisser au roi son confesseur Cordova, prêtre aux habits usés, au chapeau graisseux, sans talent comme sans ambition, et tout dévoué

à Denia. Mais le précepteur du roi, Loaysa, fut éloigné de son élève au moment où celui-ci arrivait sur le trône, et eut l'âme assez faible pour en mourir de chagrin. Le siége de Tolède, qu'il occupait, fut donné à l'oncle du favori, Bernardo de Sandoval, qui fut fait en même temps grand inquisiteur. Un autre de ses oncles, Borja, fut nommé président du conseil de Portugal; Lemos, son beau-frère, vice-roi de Naples; un de ses gendres, général des galères; un autre, président du conseil des Indes; son fils fut fait commandeur de Calatrava, avec dix mille ducats de rente, et marquis de Cea. Enfin toutes les hautes dignités de l'État furent partagées, comme à la curée, entre les membres de sa famille.

La *Consulta*, conseil secret où se décidaient les hautes affaires de l'État, et que le roi était censé présider, exerçait seule sur ce pouvoir illimité d'un sujet une ombre de contrôle. La domination de Denia sur son maître était sans bornes comme sans pudeur. Son ascendant était tel, que, Philippe ayant un jour essayé de lui résister, on le vit, épuisé par cet effort, trembler de tous ses membres, puis rentrer, plus soumis que jamais, sous le joug qu'il avait voulu briser. Fasciné par un charme secret, qu'on attribuait à la magie, le roi ne savait rien refuser ni rien taire à son favori. Jamais on ne vit entre deux règnes contraste aussi brusque, aussi tranché : au lieu de l'infatigable activité du vieux roi, et de cette minutieuse surveillance à laquelle rien n'échappait, ce roi de vingt ans n'aspirait qu'au repos, même avant d'avoir travaillé. L'Espagne, jetée par le père dans une agitation continue, pour laquelle elle n'est pas faite, se sentait heureuse de rentrer avec le fils dans sa nature, et se délassait sous lui des labeurs du dernier règne.

La grande affaire du règne nouveau, c'étaient les deux

mariages à célébrer. Le 30 septembre, Marguerite quitta la cour d'Autriche pour aller trouver son royal fiancé; l'archiduc Albert, son oncle, vint à sa rencontre jusqu'à Ferrare, où le saint-père, en personne, célébra les doubles fiançailles. Puis, traversant l'Italie au milieu des fêtes, tous deux s'embarquèrent pour Valence, où les deux couples devaient recevoir la bénédiction nuptiale.

De son côté, Philippe III quitta Madrid le 21 janvier, avec sa sœur Ysabel, non sans avoir arraché à ses Cortès un subside de 150 millions de maravédis (1,875,000 fr.)[1], et la même somme pour la *mule de la reine,* espèce de *don de joyeux avénement,* en usage à chaque mariage royal. Le roi et l'infante traversèrent l'Espagne, de Madrid à Valence, et s'arrêtèrent plusieurs jours à Denia chez le favori, fier d'étaler aux yeux de son maître sa fastueuse hospitalité. Dans ce voyage aussi lent que pompeux, la grandesse se ruina à l'envi pour faire honneur à son roi; mais plus d'un noble, calculateur habile, sema pour récolter plus tard. Ainsi le comte de Miranda, qui avait dépensé pour sa part quatre-vingt mille ducats, obtint la présidence du conseil de Castille. Rodrigo Vasquez fut invité à la lui céder par ce billet du roi : « Miranda *m'a si bien servi ces jours-ci,* et dans « d'autres occasions, que j'ai jeté sur lui les yeux pour « le poste que vous occupez. Voyez donc quelle couleur « vous voulez donner à votre sortie, et on s'y conformera. » La réponse de Vasquez prouve que, malgré l'abaissement des caractères, toute trace de l'ancienne fierté castillane n'était pas disparue. « Sire, il est bien que « Votre Majesté récompense le dévouement des grands de « Castille pour les encourager à son service. La *couleur*

1. Quatre maravédis égalent cinq centimes. Le ducat, à cette époque, vaut un peu moins de neuf francs.

« qu'il convient de donner à ma retraite, c'est que je sors « de ma place pour avoir toujours dit la vérité, et pour « avoir servi Votre Majesté comme c'était mon devoir. » Mais la leçon fut perdue. Vasquez quitta la cour, emportant les regrets et l'estime de tous, et mourut quelques mois plus tard, comme ces plantes de cour qui ne peuvent pas vivre loin du soleil de la royauté.

La jeune reine venait de débarquer en Espagne; le 18 avril, elle fit son entrée à Valence; elle y fut reçue avec une pompe sans exemple, même dans ce pays où s'alliaient si bien le faste et la misère. Nous ne raconterons pas toutes les fêtes qui vinrent insulter à la ruine publique, lors de la célébration des deux mariages. Qu'il suffise de savoir que les dépenses du roi s'élevèrent à 950,000 ducats (8,550,000 fr.), celles du favori à 300,000 ducats (2,700,000 fr.), enfin les dépenses réunies des seigneurs de la cour furent évaluées à 3,000,000 de ducats (27,000,000 de francs).

De Valence le cortége royal se dirigea sur Barcelone. Les Cortès catalanes prêtèrent serment à leur roi et lui votèrent 1,000,000 de ducats, 100,000 à la reine et 10,000 au favori. Saragosse fit supplier le roi de rendre visite à ses fidèles sujets de l'Aragon, et d'y célébrer les Cortès. Philippe accorda la visite, mais refusa les Cortès, où les Aragonais se flattaient déjà de voir ressusciter leurs défunts *fueros*.

Dès son entrée à Saragosse, Philippe gagna le cœur de ses sujets, tâche toujours facile à nouveau roi, en refusant d'entrer dans la ville tant qu'on n'aurait pas fait disparaître du palais de la députation les têtes du *Justiza* et de don Diego de Heredia, pour leur donner une sépulture chrétienne. Il se fit, en outre, précéder par une large amnistie qui permit aux exilés de rentrer dans

·ns leurs foyers. Enfin il fit mettre en
' les enfants de Perez, cause première
de l'Aragon; mais il ne lui permit
ne.

payé de ces concessions, si
fut reçu à Saragosse avec
pas décrire. Ce généreux
ore, s'épuisa en fêtes
avoir qui, rien qu'à faire
la justice et du pardon, avait
pour lui. Le roi prêta un serment
ueros dont le nom survivait à la réalité.
utes les instances qu'on lui fit pour obtenir la
ession du tribunal du Saint-Office; mais il promit
de revenir plus tard tenir les Cortès, et comme à-compte, le pays offrit au roi 200,000 ducats, 10,000 à la reine, et 6,000 à Denia.

Madrid ne pouvait pas rester en arrière des provinces dans l'accueil qu'il fit à sa nouvelle reine. Les deux époux y firent leur entrée triomphale en décembre, à travers des îlots de maisons qu'on abattit pour leur ouvrir un chemin. Des fêtes sans mesure et sans fin marquèrent leurs pas dans chacune des résidences royales. Pour couronner toutes ces splendeurs, le marquis de Denia fut fait duc de Lerme, et le roi sembla prendre à tâche d'entasser sur lui toutes les dignités du royaume. Ainsi le duc était déjà grand chambellan et grand écuyer du monarque; et celui-ci, pour l'indemniser de ses dépenses, lui donna, outre la seigneurie de plusieurs villes, une charge de notaire (*escribania*) à Séville, qu'il vendit 173,000 ducats (1,557,000 francs). La nouvelle de l'arrivée des galions d'Amérique, qu'il apporta au roi, lui valut encore 150,000 ducats; car le noble duc faisait

argent de tout, même de son crédit, qu'il vendait au plus offrant, en mettant à l'encan toutes les dignités du royaume. Aussi achetait-il chaque jour des châteaux, des terres et des villages, pour placer les produits de ses rapines. Ce trafic scandaleux, qui soulevait toute l'Espagne, se faisait à la face du ciel; car, s'il faut en croire Davila, le roi l'avait autorisé à recevoir de toutes mains les présents qui lui seraient faits, et jamais ordre ne fut mieux obéi.

Mais, entre le tout-puissant ministre et ceux qui voulaient acheter ses faveurs, il fallait un intermédiaire; Lerme le trouva dans un de ses pages, don Rodrigue Calderon, élevé dans sa maison, et qui ne tarda pas à prendre sur le cupide ministre autant d'empire que celui-ci en avait sur le monarque. Nous reparlerons plus loin de cette créature de Lerme, de ce favori d'un favori qui devait payer la dette de son maître à la vindicte publique.

Maintenant mettons en regard, avec les scandaleuses fortunes de Lerme et de son favori, la situation du royaume, pliant sous le poids des impôts, destinés à alimenter le luxe de la cour, l'avidité des grands et la folie d'expéditions sans aucune chance de succès. En 1595, trente millions de ducats (270 millions de francs) avaient franchi la barre de San Lucar. Quelques années plus tard, l'Espagne était ruinée, et l'on ne trouvait plus un réal en Castille; car l'argent se cache à mesure qu'il devient plus rare, comme pour se dérober au besoin qu'on a de lui.

Les Cortès, harcelées par les demandes incessantes du roi, votèrent à grand'peine un subside de dix-huit millions de ducats (162 millions de francs), payable en six ans. La somme était au-dessus des ressources d'un pays

par les guerres du dernier règne et les folles ›s de celui-ci. Les députés n'avaient pour engager r aucun pouvoir de leurs commettants; aussi ne ›nt-ils pas leur crainte que les villes ne refusassent er. Mais l'indolent monarque, pressé d'échapper ınuis de sa longue oisiveté, ne vit là qu'un pré- ı voyager de ville en ville, et de fête en fête, pour ·atifier le vote des députés. Sa première visite fut Valladolid, qui paya d'un vote complaisant l'hon- de posséder le duc de Lerme pour *corregidor* et pour sentant aux Cortès. Ségovie, Avila, Salamanque, rent l'exemple de Valladolid, et à l'éclat des fêtes ignalèrent le passage du couple royal, il ne tint qu'à ›agne de se croire le pays le plus riche et le plus ·eux du monde!

lais sous ces joies de commande se cachaient des ffrances profondes, et un mécontentement qui gran- ait chaque jour. Plus le pays s'appauvrissait, plus ›croissaient les folles dépenses de la cour, et le niveau ral s'abaissait d'autant. L'amour de la patrie, le sen- ıent du devoir, le courage civil, toutes ces mâles rtus, qu'enfantait naguère la liberté, s'éteignaient peu peu dans les âmes. Les nobles, las de vivre oubliés ıns leurs terres, étaient rentrés à la cour, où leur seul ›uci c'était de se disputer un sourire du duc de Lerme! es députés, en Cortès, ne songeaient qu'à tirer parti e leur position pour s'enrichir, eux et leurs familles. Le lergé, sûr de l'obéissance du favori, le soutenait de tout on crédit, à condition de régner sous son nom. Tout ›e qui avait voix pour parler se taisait, tout ce qui eût pu se tenir debout rampait, et la royauté, si bas qu'elle fût descendue, voyait toujours tout le monde à ses pieds.

Mais, demandera-t-on, sur qui retombait le poids de

ces exactions sans pudeur, et de cette paix plus ruineuse que toutes les guerres du règne précédent? Sur les habitants des campagnes et sur les bourgeois des villes, seuls contribuables et *taillables à merci*. Partout où la cour allait étaler le spectacle de ses fêtes, les peuples, enivrés, oubliaient un instant leur misère pour se retrouver plus pauvres quand elle était partie. Des quatorze provinces de la monarchie, la plus malheureuse, sans contredit, était la Vieille-Castille, dépossédée de ses rois par Philippe II, en 1563. Voici le tableau que, aux Cortès de 1600, ses députés traçaient de la misère du royaume : « Les laboureurs, découragés, renoncent à « cultiver leurs champs, et se font mendiants ou bandits. « Les maisons s'écroulent, et personne ne les reconstruit. « Les villages sont déserts, les terres incultes, les églises « vides. Bientôt il n'y aura plus de bras pour cultiver « la terre, et l'on cessera de se marier. Il est impossible, « en un pareil état, que le royaume dure encore un « siècle ! »

En réalité, ce sombre tableau aurait pu s'appliquer à toutes les provinces de la Péninsule; mais la Vieille-Castille pliait sous le fardeau que les autres avaient peine à supporter. Or voici l'étrange moyen dont Lerme s'avisa pour faire taire les plaintes de la fidèle province, qui fut le premier centre de la monarchie! Veuve de ses rois depuis quarante ans, la Vieille-Castille ne s'était pas encore habituée à leur absence; le favori résolut de les lui rendre, sauf à reporter dans la province qu'abandonnerait la cour le vide qu'elle comblerait ailleurs. Madrid fut donc sacrifiée, non à Tolède, son antique rivale, mais à Valladolid, ville de vingt mille âmes, située trop près de la frontière pour pouvoir aspirer aux honneurs d'une capitale.

peut juger de la perturbation que sema dans la fatale nouvelle. Tant d'intérêts, tant d'amours- ; étaient froissés, qu'un prince qui aurait eu une à lui aurait reculé devant l'idée de s'aliéner capitale de son royaume. Mais Philippe ne voyait · les yeux de Lerme, ne pensait que de sa pensée, ;part eut lieu parce que le favori le voulait ainsi. quitta Madrid, traînant après lui la royauté cap- 'il déportait à Valladolid. Rien n'y était prêt pour voir. Les édifices manquaient pour loger les admi- ons; il fallut les disperser dans les villes de la -Castille, et la chancellerie dut camper à Medina,]ue la royauté cherchait en vain dans Valladolid un)our y résider. L'inquisition, l'université, parta- son exil, et se logèrent où elles purent. La reine re ses couches à Tordesillas, et le roi, toujours nt, se promena de ville en ville, en attendant que lui bâtît un palais.

; ce n'est pas tout : la cour avait ruiné Madrid en tant; elle ruina Valladolid en venant s'y établir. ·e pays frappé de stérilité par la faute des hommes ue de la nature, dans cette petite ville promue un coup aux honneurs d'une résidence royale, les s montèrent à des prix fabuleux, et la cour se vit ment d'y mourir de faim. A cette disette de numé- ui, chose étrange! ne s'était fait sentir en Espagne ·puis qu'y affluaient les trésors du Pérou, sait-on ıède qu'opposa le ministre? Il nous donnera la e de sa portée d'esprit et de la science économique)oque. Attribuant la rareté du numéraire à l'argent ıé que le luxe des grands et les ornements d'église ent de la circulation, Lerme donna l'ordre de ·r dans toutes les provinces un catalogue exact de

l'argenterie qui se trouvait dans les lieux saints ou chez les particuliers, et défense fut faite, jusqu'à nouvel ordre, d'acheter, de vendre ou de travailler l'or ou l'argent.

Mais cette fois, ce ne fut plus, comme à Madrid, l'émeute à huis clos de quelques intérêts froissés : le clergé se souleva, et accusa hautement le sacrilége qui avait osé toucher à l'arche sainte. Toutes les chaires retentirent de prédications furibondes, où l'on reprochait au gouvernement de porter une main impie sur les calices des églises. Le favori comprit sa faute, et recula devant l'idée de s'aliéner le clergé, ami souvent équivoque, ennemi toujours dangereux. Le séquestre mis sur l'or et sur l'argent fut levé, les églises gardèrent leurs richesses, et le ministre n'eut que la honte de son échec. L'enquête, du reste, avait été dérisoire : chacun s'était empressé de cacher son argenterie, et à peine déclara-t-on, dans toute la Péninsule, une valeur de trois millions de ducats.

A défaut de l'emprunt forcé, on eut recours aux dons volontaires. Mais, sauf l'évêque de Séville et quelques nobles, on eut beau aller de porte en porte mendier au nom du roi d'Espagne et des deux Indes, la royauté, pour s'être ainsi traînée dans la boue, n'en sortit pas plus riche. « Sa Majesté, nous dit un témoin oculaire[1], « n'a pas de quoi payer les gages de ses serviteurs ni « les nourrir. Elle ne peut même subvenir qu'à crédit « aux dépenses de sa table, ce qui ne s'est encore jamais « vu dans le palais de nos rois. » Aussi, dans les provinces les plus pauvres, était-ce un *sauve-qui-peut* général quand la cour venait s'abattre comme une nuée de sauterelles sur un pays déjà épuisé; la plupart des habi-

1. *Relaciones manoscritas* de Luis Cabrera, citées par Lafuente. L'auteur accompagnait la cour dans ses voyages.

e dérobaient par la fuite au coûteux honneur de ir leur roi. Et cependant, au milieu de cette hon-)énurie, les dépenses de la maison du roi, depuis iier règne, avaient plus que doublé. Les festins, ectacles, les mascarades suivaient toujours leur avec ce luxe insensé qui est un des traits carac- ques de l'époque. Le baptême d'une infante fut avec une pompe inouïe. La royauté, ivre de ses eurs passées, s'étourdissait sur ses misères pré- , et vivait d'expédients, comme un fils de famille, avoir dévoré sa légitime.

---

ous faut maintenant revenir en arrière pour jeter up d'œil sur les événements extérieurs du règne, oublie au milieu des misères domestiques de la té et du pays. Et d'abord, commençons par les Bas où, depuis le début du règne, la guerre n'avait essé un instant. La Flandre, malgré l'indépendance iale que Philippe II lui avait concédée sous deux es de sa maison, avait toujours un lien avec l'Es- , c'était l'argent qu'elle lui coûtait; car Philippe III, ontant sur le trône, s'était hâté d'accepter ce legs te du dernier règne, la guerre des Pays-Bas!
rchiduc Albert, en quittant la Flandre pour aller rier, avait confié le gouvernement à son frère le al André, et l'autorité militaire à l'amiral d'Ara- Celui-ci, à la tête de vingt mille hommes, résolut endre la Hollande de flanc, en attaquant la Gueldre. voulant d'abord s'assurer un pont sur le Rhin, il para de Wesel et de quelques places fortes dans les

duchés de Clèves et de Westphalie. Les princes allemands, irrités de cette violation du sol germanique, sommèrent l'amiral de l'évacuer. Celui-ci, sans daigner leur répondre, passa l'hiver en terre allemande, et au printemps, il mit le siége devant l'île de Bommel. Mais cette fois, il se trouva en face de Maurice et d'une armée hollandaise, plus forte par la discipline que par le nombre. Dans ce pays, où il faut lutter à la fois contre les hommes et contre la nature, Maurice avait appris la guerre à force de la faire, et il était en train de surpasser son père comme général, sans l'égaler comme citoyen et comme homme d'État. Renforcé par un corps de huguenots français, il se maintint, en attendant l'arrivée des princes allemands qui armaient pour le secourir. Mais du dessein à l'action il y a loin en Allemagne, et l'été touchait à sa fin quand les confédérés, au nombre de vingt-cinq mille hommes, se présentèrent devant Rheinberg, pour essayer de fermer aux Espagnols la porte de ce Rhin, frontière impuissante qui a trahi l'Allemagne plus souvent qu'elle ne l'a gardée.

Les instants étaient précieux, mais on ne sut pas les mettre à profit. La discorde se glissa dans les rangs des confédérés, et l'hiver n'était pas venu que les contingents divers se débandèrent, et s'en retournèrent chacun chez soi, proclamant une fois de plus à la face de l'Europe qu'il y a des peuples qui, par leur nature, ne peuvent pas plus arriver à l'unité que d'autres ne peuvent s'en passer.

L'archiduc et son épouse furent reçus en Flandre aux acclamations d'un peuple ivre de joie de se sentir rentré en possession de lui-même. Mais cette joie dura peu quand on vit la petite cour de Bruxelles se modeler sur celle de Madrid, et en adopter à la fois la rigide étiquette,

les folles dépenses et la haine des franchises nationales. Un autre legs non moins funeste de l'Espagne, c'étaient les continuelles émeutes de ses soldats, juste châtiment des désordres que ses généraux toléraient chez leurs troupes, faute de pouvoir les payer. Maurice, enhardi par l'inaction de l'ennemi, en profita pour s'emparer de plusieurs places fortes dans la Gueldre.

Mais en dépit de cette guerre qu'on continuait par habitude, un immense désir de paix était au fond de tous les cœurs. A la demande des États, l'archiduc entama des négociations avec les provinces rebelles; mais elles échouèrent dès le premier jour, la Hollande ne voulant pas renoncer à son indépendance, ni l'Espagne à ses droits. Il en fut de même de celles qui s'ouvrirent à Boulogne entre l'Angleterre, l'Espagne et les archiducs, et il fallut en revenir à la guerre pour trancher le nœud que la diplomatie ne pouvait pas dénouer.

Les Provinces-Unies, maîtresses de la mer, où elles n'avaient de rivale que l'Angleterre, aspiraient à occuper tous les ports de la côte pour isoler la Flandre de l'Océan, et l'entourer d'une ceinture de places ennemies. Déjà maîtresses d'Ostende, elles décidèrent d'y joindre Nieuport, plus rapproché de la France. Maurice entra en Flandre, le 17 juin, à la tête de quatorze mille hommes, et vint mettre le siége devant Nieuport. L'archiduc réunit aussitôt une armée près de Bruges; la fille de Philippe II la passa en revue, et exhorta les soldats à faire leur devoir, et à garder une discipline sévère, en leur promettant de vendre, s'il le fallait, ses joyaux pour payer leur solde.

Les débuts des Espagnols furent heureux : ils s'emparèrent de quelques forts, et battirent un corps écossais sous les ordres d'Ernest de Nassau. Mais l'archiduc,

enivré de ce premier succès, attaqua Maurice dans ses retranchements, entre Nieuport et les Dunes, avec des soldats fatigués par une marche à travers les sables. L'ex-cardinal combattit comme un héros, et fut même blessé au visage, en ôtant son casque afin de se faire reconnaître des siens dans la mêlée. Mais le courage des Espagnols vint se briser contre la forte position de l'ennemi. Les Hollandais combattirent comme des hommes qui ont à défendre leur foi, leur patrie et leur liberté; aussi l'assaillant y laissa-t-il toute son artillerie, plus de cent bannières et deux mille cinq cents morts, outre ceux qui se noyèrent dans leur fuite. Bon nombre d'officiers de marque, avec le général en chef, furent faits prisonniers. Mais la victoire fut chèrement achetée; les Hollandais perdirent un millier d'hommes et plus de sept cents blessés.

L'année suivante, Maurice, après un siége opiniâtre, reprit Rheinberg aux Espagnols, le 31 juillet, et l'archiduc entreprit le siége d'Ostende, le plus mémorable dont la Flandre ait gardé la mémoire, après celui d'Anvers. Mais comme si cette guerre sans fin n'avait pas coûté à l'Espagne assez d'or et de sang, Lerme, jaloux de détourner au dehors l'attention du pays, dirigea contre l'Angleterre une nouvelle expédition. Chaque année, les galions qui apportaient à Cadix les trésors du Potose devaient se frayer leur voie au milieu des corsaires anglais, et laisser dans leurs mains leurs plus riches dépouilles. On n'estimait guère qu'à 12,000,000 de ducats (108,000,000 de francs) la moyenne annuelle des sommes que le nouveau monde envoyait à l'Espagne, et sans le tribut qu'il fallait payer à ces hardis corsaires, elle se serait élevée beaucoup plus haut. Ajoutez-y leurs attaques sans relâche contre les colonies espagnoles des

Indes, et vous comprendrez que la profonde irri- du gouvernement et du pays se trahît de temps en par quelque effort désespéré pour venger tant d'in- Mais un sort fatal semblait attaché à toutes ces ›rises, aussi mal conçues que mal dirigées : la :te épargna aux anglais la peine de repousser cette ›lle agression, et ce qui restait de la flotte désem- eut bien de la peine à regagner le port.

st sous le faix de cette expédition manquée que le ut se présenter, en février, devant ses Cortès; il ›sa devant elles sa misère, en la rejetant sur les es du règne précédent, qu'on recommençait sans ni le talent de les conduire, ni les moyens de les . Après leur avoir arraché un vote de 3,000,000 cats, le roi se hâta de congédier les Cortès, et e, jaloux de réparer son échec, se remit à préparer ıouvelle expédition. Croyant avoir trouvé un point ui contre l'Angleterre dans les mécontentements rlande, il saisit l'occasion d'une révolte des indi- pour expédier dans l'île une flotte avec six mille ıes de débarquement, sous les ordres d'Aguilar. la naïve illusion de l'orgueil castillan, bon nombre nilles s'embarquèrent pour aller coloniser l'Irlande, ıe une terre déjà conquise. La flotte débarqua à .le et à Baltimore; mais, comme on ne se presse s en Espagne, les insurgés, dans l'intervalle, avaient ıttus et dispersés. A peine leur chef, le comte de Ty- put-il amener quatre mille hommes au secours des teurs de l'Irlande. Une bataille se livra : les Irlan- mal disciplinés, s'enfuirent en semant le désordre les rangs des Espagnols. Ceux-ci, écrasés sous le ›re, durent acheter leur retraite en évacuant Balti- et Kinsale, à condition que des navires anglais les

reconduiraient dans leur pays; car la flotte espagnole, comptant sur le succès, s'en était retournée à Lisbonne. La capitulation fut fidèlement tenue, et les débris de l'armée furent ramenés en Espagne. La coûteuse folie de l'*Armada* eut ainsi un pendant, et Philippe put parodier le mot de son père, et remercier son infortuné général de lui avoir ramené les débris de son armée.

Une autre expédition, dirigée contre Alger, ne fut pas plus heureuse. L'amiral Doria qui la commandait, en héritant de ce grand nom, n'avait pas hérité de la fortune qui y fut jadis attachée. Une tempête dispersa sa flotte devant Alger, comme celle de Charles-Quint, et il eut grande peine à la rallier à Minorque et à Barcelone.

Toutes ces entreprises avortées, fatales traditions de la politique du dernier règne, avaient épuisé les finances du royaume. Lerme, à bout d'expédients, ne trouva rien de mieux que de doubler, par un décret, la valeur de la monnaie de billon, faisant ainsi reculer la royauté vers ces époques d'ignorance où les rois, en vertu de leur droit divin, croyaient pouvoir changer la nature des choses, et opérer des miracles par décret. Le premier résultat de cette belle mesure économique fut de doubler le prix de toutes les denrées. Puis, les étrangers, alléchés par l'appât du gain, inondèrent l'Espagne de fausse monnaie de cuivre qui y gagnait 50 pour 100, et au lieu de six millions et demi de monnaie de billon qui existaient avant le décret, on en trouva bientôt vingt-huit millions. Un autre résultat, facile à prévoir, c'est qu'à mesure que le cuivre augmentait en quantité, et diminuait en valeur, l'argent, que chacun recherchait, disparut presque de l'Espagne, et le change entre les deux métaux monta jusqu'à 40 pour 100; car un pays n'a besoin que d'une certaine quantité de monnaie pour

suffire aux échanges, quantité qu'il ne lui est pas permis de dépasser sans danger.

Avec un trésor ainsi obéré, il fallait faire argent de tout, et les juifs, à leur tour, servirent à battre monnaie. Ysabel les avait bannis d'Espagne, en 1492, et survivant à la persécution, la haine populaire les poursuivait même absents, et les poursuit encore aujourd'hui. Toutefois le Portugal n'avait pas imité l'Espagne : là les juifs, repoussés par le peuple, mais tolérés par le gouvernement, enrichissaient, malgré lui, le pays qui aurait voulu les rejeter de son sein. En 1506, une explosion des haines populaires avait fait périr à Lisbonne plus de deux mille juifs, et le Portugal, avant la France, avait eu sa Saint-Barthélemy. Mais le roi Manoel, bien loin de tremper, comme Charles IX, dans cet affreux guet-apens, avait sévi contre les coupables, et vengé le sang innocent. Nombre de juifs espagnols, chassés de leur pays, avaient afflué en Portugal, et quoique leur culte y fût interdit, les préventions populaires contre les *nouveaux chrétiens* y étaient peut-être un peu moins haineuses qu'ailleurs. Les juifs de Lisbonne, plus riches et plus puissants que dans le reste du Portugal, prétendaient, comme ceux de Tolède, être issus d'une tribu dès longtemps établie dans la Péninsule, et qui n'avait pas trempé dans la mort du Sauveur.

Instruite de la pénurie des finances de l'État, cette race industrieuse, à qui l'or et l'argent ont toujours obéi, fit offrir au duc de Lerme 1,600,000 ducats (144,000,000 de francs) si on consentait à placer les nouveaux chrétiens sur le pied des anciens, en les déclarant accessibles à tous les emplois, et si l'on obtenait du saint-père un bref à cet effet. A cette démarche hardie, qui attestait à la fois la puissance et l'audace de cette race opprimée, et

devançait de deux siècles le mouvement des esprits qui devait l'émanciper, le Portugal tout entier s'émut. Une députation du haut clergé vint à Madrid protester contre le scandale d'une prétention pareille. Mais les ducats offerts pesèrent d'un poids plus lourd dans la balance que toutes les réclamations : la catholique Espagne, après avoir vomi les juifs de son sein, leur vendit le droit de cité en Portugal. Rome elle-même se laissa fléchir aux instances de Philippe III, et sans doute aussi aux ducats d'Israël. Les lois sanglantes qui opprimaient les juifs dans le reste de la Péninsule furent suspendues en Portugal ; et l'inquisition, sur qui la question d'argent a toujours pesé d'un grand poids, daigna adoucir pour eux ses rigueurs.

Mais un grand événement, la mort d'Élisabeth, va changer les relations de l'Espagne avec l'Angleterre. Personnification vivante du principe protestant, comme Philippe du principe catholique, après avoir eu la double fortune de vaincre son ennemi et de lui survivre, cette illustre reine disparaît à son tour de la scène qu'elle a occupée si longtemps. Elle meurt le 24 mars, à l'âge de soixante et dix ans, après un règne d'un demi-siècle, et par un caprice du sort, c'est le fils de Marie Stuart, sa plus mortelle ennemie, Jacques VI d'Écosse, qui est appelé à lui succéder. Élisabeth appartient à cette histoire par sa lutte prolongée avec l'Espagne, dont l'*Armada* n'est qu'un épisode, et à ce titre, nous avons à la juger. Nous en sommes fâché pour l'honneur de l'Angleterre, qui datera toujours sa grandeur de la Réforme et du règne d'Élisabeth ; mais l'œuvre ici dépasse de beaucoup celle qui l'a accomplie. En voyant les petitesses et les misères de la femme s'allier chez elle aux plus mâles desseins, on s'étonnerait presque de la place élevée

lle occupe dans l'histoire, si on ne savait que les
ples ont de tout temps beaucoup pardonné à ceux
les ont faits grands, n'importe à quel prix.

« Tantôt plus qu'un homme, et tantôt moins qu'une
me, » comme a dit d'elle un de ses ministres, Élisa-
h, à l'inverse de Philippe II, est pourtant, en somme,
érieure à son père. L'Angleterre monte avec elle,
dis que l'Espagne descend. De là l'indulgence qu'a
ntrée pour elle l'histoire, trop souvent vassale du suc-
s. Les historiens anglais, en la jugeant, ont peur de
ettre l'Angleterre en cause, et glissent sur ses faiblesses
ses torts, qui sont aussi ceux du pays. En la soute-
nt, d'ailleurs, ils croient soutenir le protestantisme,
quel la digne fille de Henri VIII ne tenait guère plus
ue lui, tout en l'imposant, sous peine de mort, à ses
ujets, catholiques et puritains. Comme son père et
omme tous les despotes habiles, tout ce qu'elle a vu dans
a religion, c'est un instrument de règne, une prise sur
es âmes, sur qui, sans elle, on n'a jamais régné !

Aussi les historiens catholiques ont-ils été sans pitié pour elle, comme elle l'a été pour leurs coreligionnaires. Lingard surtout l'a condamnée sans appel : il a parlé « du cynisme de sa conduite, de ses nombreux amants, et des habitudes licencieuses qui, survivant chez elle au feu des passions, se conservaient jusque sous les glaces de l'âge. » Mais des témoignages plus impartiaux donnent à penser que la licence, chez elle, fut plutôt dans le langage que dans les actes, et qu'elle tint à mériter ce titre de « reine vierge (*maiden queen*) dont elle se parait avec une prétention si puérile. Son orgueil même, sa froide coquetterie ont dû la préserver de plus graves écarts. C'est bien assez de ses torts réels, sa hauteur, sa cruauté, ses caprices, son implacable avarice, sans y

joindre encore des faiblesses moins prouvées. Ainsi que François Ier, en France, elle a protégé les lettres, et les poëtes, dispensateurs nés de la gloire, l'ont traitée mieux encore que les historiens. La mémoire de la « belle vestale qui règne sur l'Occident », comme l'appelle Shakspeare, *the fair vestal throned in the West*, est restée chère au peuple anglais, qui lui su a gré de protéger les petits pour mieux opprimer les grands.

Comme la vie de Philippe II, la vie d'Élisabeth fut une lutte. Tous deux, avec la même énergie, ont marché à leur but à travers mille obstacles; mais plus désintéressé qu'elle, c'est pour sa foi que Philippe a lutté, et même en fondant la grandeur de l'Angleterre, Élisabeth n'a songé qu'à la sienne! Chez tous les deux, du reste, même indifférence sur le choix des moyens, même haine de cette liberté de conscience en qui tous les despotes du XVIe siècle, catholiques ou protestants, ont deviné leur pire ennemi. Le mobile a été plus noble chez Philippe, l'œuvre plus grande chez Élisabeth. Mais le trait commun à tous deux, c'est de se croire, avec tous les hauts génies politiques, au-dessus des lois de la morale comme des sympathies de l'humanité.

La mort d'Élisabeth ne pouvait manquer d'amener une pause dans la guerre entre les deux royaumes. Les haines vivaient encore, mais avec les deux souverains qui les personnifiaient, elles avaient perdu leur aiguillon. Jacques Ier avait succédé au trône d'Élisabeth, et non à ses rancunes. D'ailleurs, il était le fils de Marie Stuart, la plus fidèle alliée du *Roi catholique*. Aussi les premières ouvertures de paix que Philippe adressa au jeune roi, en le félicitant sur son avénement, furent-elles fort bien accueillies. Une ambassade solennelle fut envoyée à Londres, les plénipotentiaires des Pays-Bas se joignirent à ceux

des deux couronnes, et la paix fut enfin conclue le 29 août. En voici les principales clauses.

« Une paix ferme, sincère et continue devait régner entre le roi d'Espagne et les archiducs d'une part, et le roi d'Angleterre de l'autre; ce dernier conservait les places qu'il possédait dans les Pays-Bas, mais il s'engageait à pousser les provinces rebelles à se réconcilier avec leur souverain. Le trafic devait être libre entre les sujets des trois États. Les Anglais ne pourraient transporter en Espagne des marchandises des Indes, ni aux Indes des produits de l'Espagne; mais les produits anglais pourraient y entrer sans payer de droits. Les sujets anglais en Espagne ou dans les Pays-Bas ne devaient pas être inquiétés pour des motifs de conscience, pourvu qu'ils s'abstinssent de causer du scandale. Enfin les archiducs s'engageaient à prêter l'oreille aux offres raisonnables de soumission des rebelles de Hollande. »

Ce traité, qui bouleversait tout le système des alliances européennes, était une double menace pour la France et pour les Pays-Bas. Henri IV avait vainement envoyé à Londres son ministre Sully qui, pour l'empêcher, sema l'or à pleines mains. Jacques, du reste, averti par Sully, avait senti le danger de trop s'engager avec l'Espagne; il s'était refusé à conclure avec Philippe III une alliance offensive et défensive. Tout ce qu'il entendait accorder, c'était un pacte de commerce et de neutralité. L'Espagne, de son côté, ne voulait traiter que pour l'Europe et ses mers, et avec sa hauteur ordinaire elle se réservait ce nouveau monde dont le saint-siége l'avait si libéralement dotée. Là résidait le germe d'une rupture à venir, et les deux orgueils comme les deux intérêts, anglais et castillan, ne devaient pas tarder à se heurter. Cette paix, reçue à Londres sans grande joie, fut accueillie à Madrid

avec enthousiasme. Après une lutte d'un demi-siècle, l'Espagne avait besoin de repos; les Anglais, au contraire, perdaient à la paix tout ce que la guerre leur faisait gagner. Les armateurs anglais s'indignaient à l'idée de cesser leurs fructueuses croisières contre les galions du *Roi catholique* et contre ses colonies. Mais Jacques Ier, entiché de son droit divin, plus même que Henri VIII, était l'homme du monde le moins fait pour régner sur un peuple commerçant et libre. Ce traité était en contradiction flagrante avec l'alliance conclue par lui un an auparavant avec la France; mais trop d'intérêts, trop d'offenses séparaient l'Espagne de l'Angleterre pour qu'une intimité réelle subsistât jamais entre les deux pays, tandis que le souvenir de la vieille amitié qui unissait Élisabeth à Henri IV subsistait entre les deux peuples, sinon entre les deux rois. « J'ai perdu un « second moi-même ! » s'était écrié Henri en apprenant la mort de son alliée; et si précaire, si intéressé que fût l'appui qu'il en recevait, il oubliait les torts pour ne se souvenir que des services.

Mais, pour les Provinces-Unies, ce traité était un coup de massue. L'allié naturel, le vieil et fidèle ami de la Hollande, c'était l'Angleterre. La rivalité d'intérêts entre les deux pays n'avait pas éclaté encore, et les affinités de religion et de nature subsistaient dans toute leur force. Pour une alliance équivoque avec l'Espagne, l'Angleterre abandonnait ces vieilles traditions d'amitié qui remontaient à la naissance même de la république. Et cependant la Hollande, elle, avait été fidèle! Elle avait payé sa dette à son alliée en unissant sa flotte aux siennes pour repousser l'*Armada*. En face de la Flandre, avant-poste toujours menaçant de l'Espagne sur le continent, les deux peuples se sentaient solidaires. Il fallait la politique

à courte vue d'un Jacques Ier pour oublier tout ce glorieux passé, et livrer à la vieille ennemie de l'Angleterre cette pépinière de matelots et de soldats qu'on appelait la Hollande.

A peine le traité était-il signé que le contre-coup s'en fit sentir sur les affaires des Pays-Bas. Mais résumons d'abord les principaux événements de ce siége d'Ostende que les beaux esprits du temps ont comparé à celui de Troie. Ostende, port vaste et important, qui est pour la Flandre ce que Calais est pour la France, une sentinelle avancée en face de l'Angleterre, était resté pendant des siècles une place ouverte et sans murailles. Elle ne fut fortifiée que vers l'an 1572, et Farnèse fut forcé, en 1583, de s'arrêter devant ses murs. En 1585, les Espagnols l'assiégèrent encore, sans plus de succès. La Hollande et l'Angleterre rivalisaient de zèle pour défendre cette place importante, clef du continent et du détroit. La garnison qui l'occupait, en ce moment, était anglaise en grande partie. L'art, pour la fortifier, avait suppléé à la nature, et Ostende était réputée une des places les plus fortes de la Flandre. Les dunes ayant été aplanies autour des remparts, la mer y avait creusé à l'est, du côté de la terre, le plus exposé aux attaques, un nouveau havre qui ajoutait encore à ses moyens de défense. A marée haute, la mer inondait de tous côtés les abords de la place, qui s'élevait alors comme une île au milieu des eaux.

En 1596, les États de Flandre pressèrent l'archiduc d'entreprendre le siége d'Ostende. Le gendre de Philippe II, après avoir tiré contre la ville quelques coups de canon, renonça bien vite à ce semblant de siége, en se réservant de le reprendre plus tard. Il entoura la ville d'une vingtaine de petits forts isolés, pour empêcher les sorties

de la garnison. Enfin, le 5 juillet 1601, cédant aux instances de la Flandre, impatiente de reprendre le seul port que la nature lui ait donné sur l'Océan, port devenu indispensable pour elle depuis la fermeture de l'Escaut, l'archiduc vint camper sous les murs d'Ostende. Il y avait autant d'irréflexion que de courage à venir assiéger une place que l'illustre Farnèse avait déclarée imprenable. A la première nouvelle du danger, les États de Hollande y avaient envoyé de puissants renforts. La mer appartenant aux deux flottes alliées, la ville pouvait sans cesse être ravitaillée, et ne craignait ni la faim, ni les attaques de l'ennemi. Les Anglais, de leur côté, y firent passer trois mille hommes, et le général anglais de Vere prit le commandement de la place.

Toutes les nations avaient leurs représentants à ce siége fameux. D'un côté l'Angleterre, la France, la Hollande; de l'autre l'Espagne et l'Italie; quant à l'Allemagne, elle aimait mieux vendre ses services aux deux parties. Le comte de Châtillon, petit-fils de Coligny, commandait un corps de huguenots, et allait mourir à vingt ans, avant d'avoir eu le temps de se montrer digne du nom qu'il portait. De part et d'autre, le courage était égal; mais la position des assiégeants était de beaucoup la plus difficile: leurs ouvrages étaient détruits aussitôt qu'élevés, leurs pertes plus graves et moins facilement réparées. Les vivres, au contraire, abondaient dans la place, et les recrues n'y faisaient jamais défaut. Tous les yeux, en Europe, étaient fixés sur ce siége. On allait de Zélande par mer, avec femmes et enfants, visiter Ostende par partie de plaisir. Henri IV lui-même vint à Calais pour assister de plus près à ce tournoi, et entendre encore une fois le bruit du canon, en gémissant de la paix qui l'empêchait de secourir ses anciens alliés.

De son côté, l'infante Ysabel vint, comme son aïeule à Grenade, s'établir à Nieuport, à quelques lieues d'Ostende, pour animer l'armée de sa présence. L'ex-cardinal n'était pas un Farnèse; mais à défaut de talent, on pouvait louer chez lui le courage, et surtout la persévérance, don sans lequel tous les autres ne sont rien. Malgré des pertes énormes, il poussa le siége avec tant de vigueur que le général anglais fit mine de capituler. La garnison, de 8,000 hommes, était réduite à 3,000. Des otages furent échangés, des pourparlers entamés; mais bientôt on s'aperçut que l'ennemi, sous prétexte de traiter, n'avait songé qu'à gagner du temps. Cinq compagnies de soldats zélandais débarquèrent dans la place, et de Vere, jetant le masque, recommença les hostilités. L'archiduc, piqué au jeu, livra à la ville un assaut général le 7 janvier; mais l'assiégé ouvrit les écluses qui retenaient les eaux de la mer, et l'assaillant dut se retirer avec perte de 2,000 hommes.

Le siége durait déjà depuis six mois; la garnison, mise hors de combat, avait dû être renouvelée. Les assaillants, dispersés autour de cette immense enceinte, ne suffisaient pas aux nécessités du service. Personne ne venait remplir dans leurs rangs les vides qu'y faisait le canon. Le découragement, et bientôt la révolte, se glissèrent parmi eux. Toutes ces nations que l'Espagne réunissait sous son joug, lasses de se haïr ou de se jalouser, se rencontrèrent sur un terrain commun, celui de l'insurrection. Mais l'archiduc, avec une fermeté qui avait manqué à de plus grands hommes de guerre, en fit étrangler une cinquantaine, et rétablit ainsi l'ordre dans son armée.

Peu de siéges ont été aussi remarquables par leur durée, et par la prodigieuse dépense qui s'y fit en

hommes et en argent. Aux Provinces-Unies, suivant Meteren, il en coûtait par mois cent mille florins, (250,000 francs), sans compter la solde des troupes, et le total des dépenses s'éleva à plus de 4 millions de florins. Les dépenses, pour l'assaillant, s'élevaient par mois à 90,000 florins, plus 1,500,000 de subsides extraordinaires. En vingt mois, on avait tiré contre la ville plus de deux cent cinquante mille boulets de 30 et de 50 livres, et la ville avait riposté par cent mille. Dans ces vingt mois, les assiégeants perdirent dix-huit mille hommes par le canon, le froid et les maladies, et la ville de six à sept mille. Le typhus sévissait dans le camp comme dans la cité, et pourtant les militaires venaient de très-loin assister à ce siége, comme à une grande école de guerre. La Flandre était épuisée, et l'Espagne aux abois n'envoyait plus ni un homme ni un écu. Henri IV n'avait à mettre au service des assiégés qu'une bonne volonté impuissante. Élisabeth seule les soutenait, autant que le lui permettait son économie, toujours en lutte avec sa politique.

Non contents des prodigieux sacrifices faits pour sauver Ostende, les États de Hollande voulurent tenter de détourner ailleurs les forces de l'ennemi. Le 21 juin, Maurice entra en Brabant à la tête de vingt trois mille hommes. Un jour de jeûne avait été ordonné dans tout le pays, pour placer cette guerre sainte sous la protection du Dieu des armées. Par une marche dont on admire la hardiesse, Maurice plongea au cœur même de la Flandre par l'est, traversa le Limbourg, et arriva à quinze lieues de Bruxelles. L'amiral de Castille accourut pour lui tenir tête. Son armée, grossie par des renforts d'Italie, montait à près de vingt mille hommes; mais il refusa obstinément la bataille que Maurice lui

offrait. Le pays était dévasté, la guerre ne suffisait plus à nourrir la guerre. Les villes fermaient leurs portes et refusaient des vivres, même à prix d'argent. Entre la Hollande protestante et la Belgique catholique, il y avait un abîme, et la diversité de foi faisait oublier la communauté d'origine. Les Espagnols, les plus durs de tous les maîtres, étaient préférés par les Belges aux Hollandais leurs frères, qui apportaient à la Flandre la liberté avec l'hérésie.

Enfin Maurice, renonçant à attirer l'ennemi hors de ses retranchements, se décida, non sans regret, à retourner sur ses pas. Mais voulant au moins remporter quelque fruit de cette campagne manquée, il alla mettre le siége devant Grave, sur la Meuse. Alors ce fut le tour de l'amiral d'offrir le combat à Maurice qui le refusa. Les Espagnols, manquant de vivres, furent forcés de rebrousser chemin; et la ville finit par se rendre aux Hollandais.

L'argent faisait défaut dans le camp de l'archiduc, et avec l'argent, la subordination. La désertion, plus encore que les maladies ou le fer de l'ennemi, éclaircissait les rangs de l'armée. De neuf mille recrues italiennes, il n'en restait plus que trois mille. Douze cents hommes, d'une seule fois, avec armes et bagages, quittèrent l'armée, s'émparèrent d'une place forte, Hoogstraeten, et traitèrent avec Maurice. L'archiduc, desespéré, quitta le siége d'Ostende, et vint à Anvers pour y faire de l'argent à tout prix; car d'Espagne, il fallait renoncer à rien attendre. Les insurgés, dont les rangs grossissaient chaque jour, dévastaient tout le pays, et mettaient les villages, parfois même les villes à contribution. Le nonce du pape essaya vainement de les ramener à l'obéissance. Enfin les révoltés, au

nombre de trois mille, pour échapper à la juste sévérité de l'archiduc, finirent par passer au service des Provinces-Unies. Ainsi, la même plaie qui avait fait perdre à Philippe II les Pays-Bas, le manque d'argent, annulait tous les résultats du courage et de l'activité de l'archiduc. L'Espagne pouvait bien mettre sur pied des troupes, et jeter sur la Flandre tous les peuples qu'elle réunissait sous ses drapeaux; mais elle ne pouvait ni les payer, ni les faire obéir, et l'émeute lui faisait perdre tout ce que l'épée lui avait conquis.

Et cependant, Philippe III allait avoir la rare bonne fortune qui, jusqu'à Farnèse, avait manqué à son père, celle de trouver un général qui comprît cette nature de guerre, si différente de toutes les autres. Le marquis Ambrosio Spinola et son frère Federigo, natifs de Gênes, offrirent au roi leurs services. Le dernier, marin habile, obtint du roi quelques galères, et fit avec elles aux vaisseaux zélandais une guerre opiniâtre où il finit par laisser sa vie. Mais de plus hautes destinées étaient réservées au frère aîné, le marquis Spinola. Élevé à la cour d'Espagne, et étranger jusqu'à trente ans au métier des armes, l'instinct du soldat et du général dormait en lui, et n'attendait que l'occasion pour se réveiller. Riche, ambitieux et remuant, il avait engagé une partie de son patrimoine pour amener aux Pays-Bas les recrues italiennes dont la révolte venait de porter un coup si fatal aux affaires de l'archiduc. Philippe, désintéressé en apparence dans la question des Pays-Bas, couvait au fond du cœur, comme tout bon Espagnol, la pensée que les Provinces-Unies feraient un jour retour à l'Espagne, qui n'avait pas cessé d'en pleurer la perte. Connaissant le faible du roi pour cette conquête, Spinola se rend à Madrid, et promet à Philippe de lui donner

Ostende, s'il veut lui confier à lui seul la direction du siége, qui languissait depuis quelque temps; car la mer semblait d'accord avec les assiégés pour détruire tous les travaux des assaillants.

L'offre fut acceptée, et Spinola, investi de tous les pouvoirs, vint donner au siége une impulsion nouvelle. Comme Farnèse, qui semblait revivre en lui, à la fermeté espagnole, il unissait l'habileté italienne; aussi, du jour où il prit le commandement de l'armée, une âme nouvelle sembla y rentrer avec lui. La ville, communiquant avec la mer, était à l'abri de la famine; mais le feu de l'ennemi ne laissait pas à ses défenseurs un moment de repos. La ville vieille, le plus sûr rempart d'Ostende contre la mer, était presque détruite. Les commandants, moissonnés l'un après l'autre, se succédaient avec une rapidité sans exemple, et l'on en comptait déjà dix depuis l'ouverture du siége. Mais la défense n'en était pas moins énergique, et à peine un des ouvrages avancés était-il détruit par l'ennemi, qu'il était remplacé par un autre.

A tout prix, il fallait sauver Ostende. Maurice, trop faible pour attaquer Spinola dans ses lignes, vint assiéger Sluys, rivale d'Ostende, avec un port plus sûr et plus enfoncé dans les terres. Son but, c'était de détourner Spinola d'Ostende, ou, si la ville succombait, d'assurer un port aux Hollandais en Flandre. Ainsi deux sièges importants se poursuivaient à la fois, à quelques lieues l'un de l'autre; mais les Hollandais gagnèrent les Espagnols de vitesse; Sluys, serré de près, fut bientôt sur le point de se rendre. L'archiduc, effrayé, ne laissa point de repos à Spinola qu'il n'eût quitté Ostende pour secourir Sluys; mais la position de l'ennemi était trop forte pour qu'il pût l'entamer, et Sluys, réduit par la faim aux der-

nières extrémités, se rendit le 4 août, après quatre mois d'un siége où se révélèrent avec éclat les talents militaires du fils de Guillaume d'Orange.

Ce fut alors le tour d'Ostende d'implorer le secours de Maurice; mais la conquête de Sluys devait être fatale à l'héroïque cité : la paix entre l'Angleterre et l'Espagne lui ôtait tout espoir d'être secourue. Depuis que Maurice avait assuré à la Hollande un pied solide en Flandre, Ostende n'avait plus pour les États la même importance, et ne valait pas ce qu'il avait coûté. Aussi finirent-ils par engager le gouverneur à se rendre, aux meilleures conditions possible. Spinola, trop heureux de voir s'ouvrir ces portes si longtemps fermées, accorda les honneurs de la guerre à la garnison, composée encore de plus de trois mille soldats valides. Les habitants restèrent libres de sortir avec leurs biens meubles. Ainsi se termina ce siége mémorable qui avait duré plus de trois ans. La plupart des bourgeois émigrèrent à Sluys, qui s'enrichit ainsi de tout ce que perdait Ostende; car dans cette ville, toute commerçante, les protestants étaient nombreux, et ne se souciaient point de passer sous le joug espagnol. La triste leçon d'Anvers leur avait profité: « Personne, dit Meteren, ne demeura en Ostende, sinon « quelques vieilles gens. »

On essaya des deux parts d'évaluer le nombre des morts. Vivanco avoue pour les Espagnols quarante mille morts, dont six mille officiers. Quant aux Hollandais, ils évaluent leurs pertes à soixante-douze mille hommes, dont sept gouverneurs de place et quarante-cinq colonels. C'est le seul siége peut-être où les assiégés aient perdu plus de monde que les assaillants. Les vainqueurs, en prenant possession de leur conquête, furent étonnés de l'aspect qu'elle offrait. Ostende n'était plus

qu'une ruine. La plupart des maisons étaient abattues, et sous leurs débris gisaient des milliers de cadavres qui empoisonnaient l'air à une lieue à la ronde. Les archiducs, en y entrant, se dirent, un peu tard, qu'ils avaient sacrifié bien des millions et bien des vies pour gagner un monceau de sable arrosé de sang. Ils firent rebâtir la ville, et la dotèrent de larges franchises pour y attirer des habitants; mais de longues années devaient s'écouler avant qu'Ostende, sous le double joug de l'Espagne et du catholicisme, recouvrât son ancienne prospérité.

Pendant que les armées de Philippe III remportaient pour lui cette dispendieuse et stérile victoire, et que l'Europe retentissait du nom de Spinola, que faisait le chef titulaire de la monarchie espagnole? Parcourant ses États pour y battre monnaie, il tenait à Valence des Cortès locales, et leur arrachait 400,000 ducats. L'Aragon réclamait avec instance des Cortès, espérant acheter à prix d'or la restitution de ses anciens *fueros* ; la Catalogne se refusait à acquitter les subsides votés par ses représentants. Le roi, pour couper court à tous ces ennuis, aurait bien voulu avoir l'argent sans les Cortès; mais l'un ne pouvait pas se séparer de l'autre. La Castille seule, rompue à la servitude, était prête à renoncer à ce droit stérile de voter des subsides qu'elle ne savait pas refuser. Une circulaire royale enjoignit à toutes les cités castillanes d'envoyer à leurs députés, alors en session, les pouvoirs nécessaires pour voter les impôts de trois ans, et la Castille qui, depuis Villalar, avait désappris à résister, se hâta d'obéir.

En vérité, quand on voit à quel degré d'avilissement est tombée la représentation nationale, dans ce pays naguère si fier de ses libertés, on cesse de plaindre un peuple qui se livre ainsi pieds et poings liés au des-

potisme, et le légitime presque en l'acceptant. Et ce que nous disons de la Castille, nous le disons de toutes ces provinces du sud et de l'ouest, où le nom même de *fueros* semble inconnu, comme l'Andalousie, l'Estramadure, Murcie, etc. On se demande si c'est bien là le même peuple que celui de ces généreuses provinces du nord et de l'est qui ont su faire respecter leurs franchises, même à un Philippe II, ou qui déchues, comme l'Aragon, de leurs antiques libertés, aspirent sans cesse à les reconquérir.

La cour, cependant, était toujours de nom à Valladolid, et de fait partout où la promenait l'humeur vagabonde de son roi. Le nouveau monde, cette année, avait versé dans son trésor sept millions de ducats, plus trois et demi en perles et émeraudes, indigo, cochenille et soie, denrées estimées alors aussi précieuses que l'or. De ces rentrées on fit trois parts, l'une pour la guerre de Flandre, l'autre pour le grand vizir et ses favoris; la troisième et la plus forte fut pour les bals, les fêtes et les mascarades qui, avec la chasse, occupaient la laborieuse oisiveté du monarque. C'est dans les historiens espagnols qu'il faut lire l'interminable récit de ces vaines et coûteuses parades. La guerre et la diplomatie sont rejetées dans l'ombre à côté de ces événements, bien autrement graves aux yeux de misérables chroniqueurs, à genoux devant un sourire du favori.

Madrid, depuis l'émigration à Valladolid de cette royauté nomade, était toujours en instance pour la rappeler dans ses murs. Les prières ayant échoué, la capitale découronnée eut recours à un moyen plus sûr : elle fit offrir au roi 250,000 ducats (2,250,000 francs), payables en dix ans, plus au favori et à son fils des maisons évaluées à cent mille ducats, si l'on rétablissait

à Madrid le siége du gouvernement. Devant des raisons aussi puissantes, Lerme ne pouvait hésiter : aussitôt l'on se remit à défaire ce que l'on avait fait avec tant de dépenses et de difficultés. Malgré toutes les réclamations de Valladolid, ruinée à son tour comme elle avait ruiné Madrid, la royauté vint replanter sa tente sur les bords du Mançanarès. Les administrations rentrèrent à la suite du roi dans leurs anciennes demeures. Philippe III fut reçu à Madrid avec des transports de joie où l'intérêt avait plus de part que l'affection. D'énormes dépenses furent ainsi sacrifiées en pure perte, des dommages incalculables et gratuits infligés à une population sans défense. Et c'est ainsi qu'était gouvernée l'Espagne tandis que le Navarrais tenait d'une main si ferme le gouvernail de la France.

Pendant l'hiver, Spinola vint à Madrid, ne demandant pour toute récompense que les moyens de continuer la guerre. L'accueil qu'il y trouva fut à la hauteur des services rendus. L'Espagne salua avec enthousiasme le vainqueur d'Ostende; plus elle se sentait abaissée, plus elle sut gré à celui qui la relevait à ses propres yeux. Philippe, enchanté de se voir changé en roi conquérant, de roi fainéant qu'il était, combla de ses dons le nouveau Farnèse : il le décora de la Toison d'or, et le nomma commandant en chef de ses armées dans les Pays-Bas. Une flotte, arrivée à propos du nouveau monde, mit le roi en état de payer la solde arriérée, et de lever de nouvelles recrues, et Spinola, plein d'espoir, se disposa à rentrer en campagne avec le printemps.

L'argent était rare à la petite cour des archiducs, et Albert n'était pas moins âpre dans ses demandes de subsides aux États que Philippe à ses Cortès. Le pays, sentant sa force avec le besoin qu'on avait de lui, récla-

mait les États-Généraux; mais les archiducs, fidèles aux traditions de la cour de Madrid, ne permirent que les États-Provinciaux. Le Brabant s'en vengea en refusant les subsides demandés, « tant qu'il n'y aurait pas meil« leure discipline en la gendarmerie. »

La guerre, cependant, avait repris son cours : Spinola, ayant reçu de puissants renforts d'Allemagne et d'Italie, passe le Rhin, et tournant la Gueldre, se dirige par la Westphalie et le Hanovre, en suivant le cours de l'Ems, vers Groningue et la Frise, pour prendre ainsi la Hollande à revers. Il s'empare en passant de plusieurs places fortes, allemandes et hollandaises, car tout lui était bon, et le droit du plus fort régnait seul à la guerre, alors comme aujourd'hui. Au même moment, Maurice, parti de la Zélande avec dix-huit mille hommes, entrait en Flandre pour y tenter un coup de main sur Anvers, alors dégarni de troupes. La marche audacieuse de Spinola vers la Frise ramena vers le nord l'actif Maurice; mais il arriva trop tard pour empêcher la prise de Lingen, et l'approche de l'hiver vint mettre fin à cette campagne où l'audace du début semblait promettre de plus sérieux résultats.

La campagne terminée, Spinola alla encore à Madrid mendier de l'argent et des soldats. Mais les temps étaient changés : les galions qui apportaient le tribut du nouveau monde avaient été dispersés par la tempête, et les Hollandais s'en disputaient les débris. Le trésor était plus vide que jamais, et Lerme, ne trouvant plus de crédit auprès des banquiers, ne rougit pas de proposer à Spinola de garantir sur ses biens l'emprunt qu'on voulait négocier. Spinola se vengea de cette offre en l'acceptant, et fit ainsi lui-même les frais de ses victoires.

La campagne de 1606 achève de mettre Spinola au

premier rang parmi les généraux du siècle. A défaut d'argent le roi lui avait donné du pouvoir, aux dépens de l'archiduc qui s'en montra plus d'une fois jaloux. Le général passa le Rhin avec seize mille hommes, six pièces d'artillerie, un équipage de pont et deux mille chariots. Cette fois encore, ce fut vers la Gueldre qu'il se dirigea, cherchant toujours à tourner Amsterdam pour envahir les provinces du nord, qu'il supposait moins bien gardées. Mais la Hollande ne se laissa pas prendre au dépourvu : Spinola trouva en Gueldre Maurice prêt à lui tenir tête, ce qui ne l'empêcha pas de s'emparer de Grol et de Lochem sous les yeux de l'ennemi. Le manque de vivres le força à se replier vers Rheinberg dont il entreprit le siége. Là, avec un courage persévérant qui rappelle celui de Farnèse, il tint tête à la fois aux Hollandais, à la famine, à la révolte, et finit par prendre la ville, tandis que Maurice reprenait Lochem, et tentait un coup de main qui manqua. Ainsi se termina cette campagne qui mit le comble à la gloire de Spinola, et n'ajouta rien à celle de Maurice.

Malgré le talent et le courage des deux adversaires, la guerre aurait pu continuer ainsi pendant bien des années sans arriver à un résultat. Mais cette langueur avait une cause : des deux côtés on était las de la guerre; l'Espagne parce qu'elle lui coûtait trop cher, la Hollande parce qu'elle y avait assez gagné pour désirer la paix. Arrivé, par le siége d'Ostende, à une réputation européenne, Spinola craignait de compromettre sa gloire. Aux prises, comme Farnèse, avec la réalité, il jugeait mieux la situation qu'on ne la jugeait à Madrid; il comparait à la Hollande, peuple jeune et plein d'avenir, l'Espagne, usée par ses triomphes mêmes, et condamnée à envoyer à d'énormes distances les hommes, les muni-

tions et les vivres. Au fond du cœur, le successeur de Farnèse inclinait à la paix. Personne, d'ailleurs, même à Madrid, ne gardait plus les folles illusions qui avaient perdu Philippe II; mais la fierté castillane hésitait avant de descendre jusqu'à traiter avec un petit peuple de marchands et de rebelles, qui donnait à l'Europe le mauvais exemple de se passer de rois.

Une nouvelle humiliation vint porter le dernier coup à l'orgueil espagnol, et forcer Philippe à implorer une paix dont il avait plus besoin que l'ennemi. Une flotte hollandaise de vingt-six vaisseaux de guerre attaqua, le 25 avril, près de Gibraltar, une escadre espagnole de vingt et un navires. Après une lutte où les deux adversaires se montrèrent égaux en courage, mais non en talent, les Espagnols durent s'enfuir, avec perte de deux mille hommes et de plusieurs vaisseaux. Les deux amiraux laissèrent leur vie dans ce sanglant combat où la fortune de la Hollande grandit de l'abaissement de l'Espagne. La mort de l'amiral hollandais empêcha sa flotte de tirer parti de sa victoire, en dévastant les côtes de la Péninsule. Après avoir recueilli dans cette sanglante rencontre plus de gloire que de butin, les Hollandais allèrent dans les eaux des Açores attendre au passage les galions du nouveau monde.

La Flandre, ruinée par la guerre, n'avait plus de chance de se relever que par la paix. En dépit de la différence de foi, elle se rappelait d'avoir été unie un instant à la Hollande dans une révolte commune, et le joug espagnol n'était pas assez doux pour lui faire oublier sa précaire liberté. L'archiduc Albert, las de voir passer tous ses pouvoirs dans les mains d'un général en chef, aspirait à doter ses nouveaux sujets des bienfaits de la paix. Pour ménager l'orgueil espagnol, on prit pour intermé-

diaire un franciscain de Bruxelles, le père Ney. Le moine diplomate, bien connu en Hollande, se chargea d'y faire sonder le terrain; mais au premier mot, on l'arrêta tout court, en posant pour première condition la reconnaissance absolue par l'Espagne de l'indépendance des Provinces-Unies.

La condition était dure à accepter pour l'archiduc et pour le roi; mais le digne moine ne se découragea pas; l'archiduc qui, privé d'enfants, voyait déjà la Flandre faire, après lui, retour à l'Espagne, fut peu difficile à gagner. Le roi le fut davantage, car le sang de Philippe II, tout dégénéré qu'il fût, bouillait dans ses veines à la seule idée de traiter avec des sujets deux fois rebelles, envers Dieu et envers lui. Mais le père Ney, qui avait fait tout exprès le voyage de Madrid, fit agir sur cette âme timorée tous les ressorts de sa pieuse diplomatie. Lerme voulait la paix, et la voulait à tout prix, las d'une guerre d'expédients, avec des armées de recrues, et un trésor épuisé où lui seul trouvait à s'enrichir encore. Il se disait qu'après quarante ans de guerre, dans un pays ruiné, il n'y avait plus, en fait de nouveautés, à essayer que la paix. Le roi, de guerre lasse, consentit enfin à une trêve de six mois, pour laisser le champ libre aux négociations; mais, en cédant sur le fond, on eut la maladresse de chicaner sur la forme. Le père Ney avait apporté à La Haye le projet de traité; mais cet acte ne reconnaissait pas franchement l'indépendance des Provinces. Philippe II y signait encore *Yo el Rey* (Moi le Roi), et ne savait pas se déshabituer de traiter les Hollandais comme ses anciens sujets. Enfin les archiducs, en s'intitulant *Princes des Pays-Bas*, affectaient encore un droit de souveraineté sur les Provinces. Le premier mouvement des États fut de rompre, et la dignité d'un peuple

de marchands, mais d'un peuple libre se montra à la hauteur de l'orgueil castillan.

Dans l'intervalle, le bruit de ces négociations, qu'on essayait en vain de tenir secrètes, s'était répandu dans les deux pays. Une immense explosion de joie salua cette première et lointaine espérance de paix, après ces longues et cruelles guerres. Tous les rois du continent se sentaient vaciller sur leurs trônes, aussi longtemps que la querelle ne serait pas vidée entre les deux croyances qui se partageaient l'Europe. Le secrétaire de l'archiduc, sentant toute la gravité d'une rupture, insista sur la responsabilité qu'encourrait celui des deux partis qui prendrait sur lui de refuser la paix au monde. Vainement Maurice essaya, dans l'assemblée des États, de faire rompre les négociations : « L'Espagne, dit-il, a besoin « de la paix pour reprendre haleine, avant de recom« mencer une lutte où il y va pour elle de l'honneur « et de la vie. Si elle veut la paix, c'en est assez pour « que la Hollande veuille la guerre. Qu'elle la fasse « donc, sans hésitation et sans trêve, car la liberté et la « sécurité ne sont que dans cette voie. Ce n'est pas le « moment de renoncer à la lutte quand l'ennemi, à bout « de ses forces, en est réduit à demander grâce. »

Ce discours, qui faisait habilement vibrer la fibre nationale, avait produit une sensation profonde. Si Maurice, avec les talents, avait eu les vertus de son père, son avis eût prévalu peut-être ; mais derrière sa haine de l'Espagne on soupçonnait des arrière-pensées personnelles. On se disait que, dans une république marchande, la paix une fois faite, il n'y avait plus de place pour un Nassau, et que la Hollande avait tout intérêt à ne pas se laisser sauver par lui ; car ce n'est qu'au prix de leur liberté que les peuples peuvent payer de pareils

services. Barnevelt prit la parole après son ancien élève, et plaida avec une mâle et simple éloquence la cause de la paix, dans un pays fatigué, mais qui avait sur l'Espagne l'avantage de ne l'avoir pas demandée le premier, et de pouvoir au besoin recommencer la guerre. « Si l'Espagne est de mauvaise foi, dit-il en concluant, « si elle ne traite que pour nous endormir, ou si elle « veut un jour ressusciter sur notre pays ses prétendus « droits, eh bien, nous en appellerons au tribunal de « Dieu, c'est-à-dire à la guerre, où ce sont les armes « qui rendent les arrêts, et où, le plus souvent, c'est la « cause de la justice qui finit par triompher. »

Chez un peuple sage et froid, sur qui les passions ont peu d'empire, la voix d'un patriote éclairé, comme Barnevelt, ne pouvait manquer d'être écoutée. La reconnaissance seule de l'indépendance des Provinces-Unies était une conquête qu'on ne pouvait trop cher acheter. La majorité des États vota dans ce sens, et la trêve étant expirée, on la prolongea de quelques mois pour laisser place aux négociations.

Sur ces entrefaites, la nouvelle ratification de Philippe III arriva à La Haye. L'indépendance de la Hollande y était nettement reconnue; mais le roi se faisait une arme de cette concession même pour en réclamer d'autres. Il exigeait, pour les catholiques des Provinces-Unies, le libre exercice de leur culte, qu'il refusait en Flandre aux réformés. De plus, il interdisait aux navires hollandais toute liberté de trafic avec les colonies espagnoles. C'était là pour la Hollande une question vitale; elle ne pouvait pas céder, sous peine de suicide. De vifs débats s'ouvrirent au sein des États, et Maurice et le parti de la guerre s'en prévalurent pour pousser encore à une rupture, mais sans y réussir.

De part et d'autre, on se prépara à nommer des plénipotentiaires. Le siége des conférences fut fixé à La Haye. Catholiques ou protestants, tous les monarques du continent voulurent être représentés à ce pacifique congrès. La question qui allait s'y traiter était plus européenne que locale, puisqu'il s'agissait des deux plus grands intérêts que des peuples puissent agiter : la religion et la paix. La France, l'Angleterre, l'empereur Rodolphe II et la plupart des princes allemands y envoyèrent leurs ambassadeurs. Chacun d'eux y apportait son point de mire et son intérêt particulier. L'empereur espérait, grâce à la vieille parenté entre les deux maisons, faire pencher la balance en faveur du catholicisme, que l'Autriche disputait à l'Espagne l'honneur de représenter. Henri IV ne pouvait plus s'y montrer le champion de la Réforme; mais il restait le vieil adversaire du *Roi catholique*, et le représentant d'une politique plus large, plus sympathique aux droits et aux libertés des peuples. L'Allemagne protestante, qui devait bientôt apporter son enjeu dans cette grande querelle, ne voulait pas non plus que la cause se plaidât en son absence. Enfin, l'Angleterre, si désintéressée qu'elle fût dans les débats du continent, n'avait nulle envie de laisser refaire sans elle un nouveau droit européen. Les deux grandes questions de la liberté des mers et de celle du commerce la touchaient de trop près pour qu'elle consentît à les laisser résoudre à l'Espagne, son ennemie d'hier, ou à la Hollande, son alliée, qui pouvait devenir son ennemie de demain.

Ce fut un événement presque égal en importance au fameux *traité de Westphalie* que ce congrès où, dès le premier jour, de par la toute-puissance du droit appuyé sur la force, le plus redoutable des deux ennemis s'incli-

nait devant le plus faible. En février, les plénipotentiaires se trouvaient réunis à La Haye, non sans une amère humiliation de l'Espagne, condamnée à aller traiter de la paix dans la capitale de ses sujets révoltés. Mais la cour de Madrid était résignée à tout subir et à tout accorder, et il fallut en passer par ce que voulut la Hollande. Les députés pour l'Espagne et pour les archiducs étaient Spinola, Richardot, Verreicken et le père Ney. Chacune des sept Provinces-Unies avait son représentant, et parmi eux nous citerons Barnevelt, Brederode et Guillaume de Nassau.

Le premier article en discussion fut la reconnaissance de l'indépendance des Provinces-Unies, condition *sine quâ non*, qui faisait tout rompre si elle n'était pas accordée. L'archiduc et l'Espagne cédèrent, non sans regret; mais ils exigèrent en revanche que les Provinces renonçassent à tout droit de navigation dans les deux Indes. « Ici, dit Bentivoglio (*Guerras de Flandes*, « libr. VIII), se montra toute l'arrogance des Hollandais. » L'Espagne, tout en cédant, faisait valoir la solidarité de tous les princes offensés en elle : « Les rois, disait-elle, « dépossédés d'une province, en gardent le titre pendant « des siècles, et réservent ainsi leurs droits pour l'avenir; « le roi d'Espagne s'appelle encore *duc de Bourgogne*, « le roi d'Angleterre s'intitule *roi de France*, etc. » A quoi la Hollande répondait que, quand l'Espagne abdiquait sur les Provinces-Unies une souveraineté perdue depuis longtemps, la Hollande n'y gagnait rien de plus que ce qu'elle possédait déjà, c'est-à-dire un titre en l'air et la simple proclamation d'un fait accompli; qu'au contraire, si elle cédait la navigation des deux Indes, elle arrachait elle-même le plus beau fleuron de sa couronne commerciale, et renonçait à un droit que la nature a donné à

tous les peuples, et que le droit des gens leur reconnaît. Ainsi les Hollandais, en avance sur leur époque, réclamaient, non pas pour eux seulement, mais pour tous, la liberté du commerce, inconnue en ce siècle d'entraves. Les Espagnols, au contraire, qui la refusaient aux Indes, la réclamaient à Anvers, en protestant, avec plus de justice que de logique, contre les droits exorbitants dont la Zélande avait frappé la navigation de l'Escaut.

Un autre point en litige, plus grave encore, c'était la religion. L'Espagne se refusait à concéder dans ses possessions l'exercice du culte réformé, et elle voulait obtenir pour les catholiques hollandais la libre pratique de leur culte. Or, quelque intérêt que les Provinces-Unies, tolérantes par principe et par position, eussent à ménager les catholiques, nombreux sur leur territoire, elles ne se souciaient nullement de les voir passer sous le patronage de l'Espagne qui, à la suite de la religion, savait toujours faire marcher la politique. Enfin, après de longs et amers débats, où de part et d'autre on ne fit pas un pas pour se rapprocher, le père Ney retourna en Espagne prendre l'avis du roi, et toute décision sérieuse fut ajournée jusqu'à son retour.

La question ne s'était encore débattue qu'entre l'Espagne et les Provinces-Unies; elle allait s'élargir pour y laisser entrer la France et l'Angleterre, simples spectatrices jusqu'ici dans le débat. Mais il importe de revenir sur nos pas pour résumer l'histoire diplomatique de l'Europe depuis la paix de Vervins, et comprendre la pensée de Henri IV, en l'expliquant par celle de Philippe II. Philippe, dans tout son règne, n'a jamais eu que deux buts dont il n'a pas dévié un instant: fonder en Europe l'unité catholique par l'extermination de toute hérésie, et établir, pour l'Espagne et pour lui, la monar-

chie universelle. Eh bien, ce que Philippe a voulu faire, Henri a voulu l'empêcher; voilà le but de toute sa vie, but dont il n'a jamais dévié non plus. Le programme de son règne peut se diviser en deux parties, l'une pratique, qui eût été atteinte sans le couteau de Ravaillac : abaisser la maison d'Autriche dans ses deux branches, espagnole et allemande, et fonder en religion la tolérance universelle, en politique l'équilibre européen; l'autre théorique et abstraite, fonder une espèce de *république chrétienne*, ou d'arbitrage pacifique des peuples et des rois, rassemblés en congrès permanent pour assurer la paix du monde, glorieuse utopie dont l'honneur se partage entre le roi et son ministre, et qu'il est beau d'avoir rêvée, fût-elle même impossible à réaliser!

Henri avait bien des raisons d'en vouloir à l'Espagne. Aussi pour les deux adversaires, morts tous deux avant d'avoir vu finir cette grande querelle, la paix de Vervins ne pouvait être qu'une trêve dont avaient besoin pour reprendre haleine deux lutteurs fatigués. La lutte d'ailleurs, en cessant avec la France, se poursuivait avec la Hollande et avec l'Angleterre; mais Philippe mourant avait voulu du moins délivrer son fils du plus redoutable de ses trois ennemis. C'était maintenant à Philippe III de décider si cette trêve devait se changer en paix, et si, abandonnant cette politique à outrance qui avait coûté si cher à l'Espagne, il voulait rentrer dans le concert européen, et laisser la Réforme conquérir en Hollande droit de cité.

Mais, par une infatuation qu'on a peine à comprendre, nous avons vu Philippe, à bout d'hommes, d'argent et de volonté, se porter, au début de son règne, pour l'héritier de la politique de son père, et continuer, non sans succès, la guerre avec la Hollande. Quant à Henri IV,

tous les peuples, et que le droit [illegible] pas en
Ainsi les Hollandais, en avar[illegible] [illegible]e jouteur;
maient, non pas pour eux [illegible] il le faussa.
liberté du commerce, i[illegible] [illegible] de la paix,
Les Espagnols, au con[illegible] [illegible] or et par ses
la réclamaient à Ar[illegible] [illegible]min, tantôt en
tice que de logiq[illegible] [illegible]yens de faire la
Zélande avait f[illegible] [illegible]doyant la révolte

Un autre [illegible] [illegible]ules frontières, enfin en religion. I[illegible] [illegible] Madrid son ambassadeur. Trois sessions [illegible]uement, Philippe III n'avait pas encore tenir [illegible] [illegible]x de Vervins, et les négociants français étaient leu[illegible] [illegible]ut maltraités dans les possessions espagnoles.

[illegible]ette prétendue paix n'était donc qu'une guerre sourde qui n'avait pas la franchise de s'avouer. L'Europe se scindait d'avance en deux partis pour une guerre nouvelle, que chacun pressentait derrière tous ces traités de paix, impuissants à la conjurer. La branche autrichienne, longtemps éloignée de celle d'Espagne par les prétentions de Philippe II à l'empire, s'en rapprochait depuis le mariage de l'archiduc avec l'infante. L'esprit de la cour de Madrid régnait en Autriche sous l'indolent Rodolphe II. Quant à l'Angleterre, Jacques Ier n'avait hérité ni des grands desseins d'Élisabeth, ni de sa haine contre l'Espagne; ivre comme elle de pouvoir absolu, il n'avait vu d'abord dans les Hollandais que des rebelles; mais bientôt désabusé de son alliance avec l'Espagne, las d'une paix qui ne servait à celle-ci qu'à semer dans ses États la désaffection et la révolte, il s'était, dès 1605, rapproché de Henri IV. Il songeait même à marier son fils et son héritier, le prince de Galles, à une des filles de Henri, et à s'unir à ce monarque contre les deux branches de la maison d'Autriche.

sur l'Angleterre, la France était donc toute-
pouvait dicter la loi dans le congrès de
, lorsque l'Espagne, malgré ses précaires
enfin à traiter avec ses sujets rebelles,
nt, par son arrogance dans la forme,
lle subissait, Henri, dès longtemps
songé un instant à rompre la paix
mer le protecteur des Provinces-
chose l'arrêtait, c'était la crainte
susceptibilités de l'Angleterre. Toutefois, en se résignant à voir la paix se signer sans lui, Henri voulait faire peser l'épée de la France en faveur de la Hollande, son ancienne alliée. Il s'entendit donc avec l'Angleterre et avec les Provinces-Unies pour conclure, le 23 janvier 1608, une ligue offensive et défensive contre l'Espagne, dans le cas où la paix ne serait pas signée. Philippe, c'est-à-dire Lerme, craignant de voir avorter son œuvre de pacification, se hâta d'envoyer deux ambassadeurs, l'un à Londres et l'autre à Paris. Le dernier était chargé de proposer à Henri IV un double mariage entre les deux familles royales, comme gage d'une alliance plus intime entre les deux pays. Henri qui, derrière l'Espagne, voyait l'Autriche, sa future ennemie, refusa nettement, se trouvant déjà bien assez lié avec l'Espagne pour un homme qui avait un jour à rompre avec elle. L'ambassadeur, avec la hauteur castillane, s'oublia jusqu'à menacer le roi de la colère de son maître. « Prenez garde, répondit Henri, ne me « forcez pas de monter à cheval, car vous me verriez « bientôt à Madrid. — Le roi François Ier y a bien été, « répliqua l'ambassadeur. — Eh bien, reprit Henri, j'y « veux aller venger son injure, celle de la France et la « mienne » (Péréfixe, p. 301).

Mais le traité conclu par Henri avec l'Angleterre avait jeté dans la balance un poids décisif. Le parti de la guerre reprenait le dessus en Hollande, et tout était rompu si l'Espagne n'avait pas cédé. Grâce à l'habile médiation du président Jeannin, représentant de la France, secondé par les ambassadeurs anglais, le traité fut enfin conclu, le 8 avril 1609. L'Espagne y reconnaissait, sans réserves cette fois, l'indépendance des Provinces-Unies. Elle cédait encore sur un point non moins sensible en renonçant à entraver le trafic des Hollandais dans les parties des deux Indes qui ne lui étaient point soumises. Elle s'abstenait enfin de réclamer l'ouverture de l'Escaut, et signait ainsi la ruine d'Anvers dont l'héritage passait à la Hollande. Une trêve de douze ans était conclue entre l'Espagne et les Provinces-Unies. Les rois de France et d'Angleterre se portaient garants de l'exécution du traité, et s'engageaient à assister de toutes leurs forces les dites Provinces si l'Espagne n'exécutait pas le traité, ou gênait le commerce hollandais dans les Indes.

Telle est la solution, aussi glorieuse pour la Hollande qu'humiliante pour l'Espagne, de cette lutte de quarante ans, continuée sans relâche sous trois générations de rois, et qui rappelle celle de la puissante Asie contre ce petit peuple héroïque de la Grèce. Comme Philippe II à la paix de Vervins, son fils confessait son impuissance à la face du monde. La Hollande, au contraire, prenait rang parmi les puissances de l'Europe, juste récompense de sa persévérance et de son courage. Le commerce du monde s'ouvrait pour elle dans les deux Indes : ce monopole que l'Espagne n'avait même pas su exploiter lui échappait pour passer aux Hollandais et aux Anglais. Tels étaient les fruits de l'énergique et oppor-

tune médiation de Henri. La France et la Hollande étaient liées pour longtemps (il n'y a pas de *toujours* en politique) par une étroite alliance, et à la première guerre, la Hollande pourrait mettre au service de son alliée une flotte puissante et exercée. Quant à l'Angleterre, un accord secret réglait le contingent qu'elle devait envoyer à la France dans le cas d'une attaque contre l'Autriche, ennemi nouveau contre lequel allaient se tourner bientôt toutes les forces de Henri.

CHAPITRE II.

ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS DU RÈGNE.

1610 A 1621.

« L'Espagne et la France, aimait à répéter Henri IV, « sont les deux plateaux d'une balance : si l'un monte, « il faut que l'autre s'abaisse. » Et Henri IV avait raison, à cette date du moins : on sait où l'Espagne était montée sous Charles-Quint et sous Philippe II, et l'on sait où était descendue la France ! Mais l'équilibre de l'Europe était dérangé par cette prépondérance d'un pays situé à l'une de ses extrémités, et qui, à vrai dire, ne fit jamais partie du continent. Tôt ou tard, la seule force des choses devait ramener le pouvoir au centre, et c'est ce qui eut lieu sous Philippe III.

C'est un grand spectacle que celui des dernières années de Henri IV. Pendant soixante ans l'Espagne, entraînant dans son orbite la papauté, l'Italie, la Flandre et l'Allemagne catholique, a pesé sur l'Europe de tout son poids; mais maintenant, c'est la France, personnifiée dans son roi, qui soulève l'Europe protestante contre le commun ennemi. Le mensonge de la paix de Vervins touche à son terme, le système des alliances européennes va changer. Dans cette vaste conspiration des peuples, impatients du joug espagnol, l'Italie est au premier rang. Lasse de sa longue servitude, elle soupire après l'indépendance, et, ne pouvant se la donner à elle-

même, elle l'attend de la France qui a toujours décidé de sa destinée. Le duc de Savoie, si longtemps vassal du *Roi catholique*, appartient maintenant à Henri qui a fait luire à ses yeux l'espoir d'une couronne en lui promettant le Milanais, avec le titre de roi, en échange de la Savoie qu'il cédait à la France. Dans le récent conflit entre Venise et le pape qui avait failli ensanglanter l'Italie, la France, tout en soutenant Venise, sa vieille alliée, s'était bien gardée de rompre avec le Saint-Siége. La médiation du monarque français avait enfin ramené la paix ; par un chef-d'œuvre de diplomatie, Henri avait maintenant pour lui les deux ennemis réconciliés par lui : Paul V n'avait pu résister à l'offre du royaume de Naples, l'ancien fief du Saint-Siége, pas plus que Venise à celle de la Sicile. Tous les petits princes italiens étaient pensionnaires du roi de France ; il avait pour femme la nièce du grand-duc de Toscane, et même avant que la lutte ne fût entamée, il était l'arbitre de l'Europe, et s'achetait des alliés avec les lambeaux de la succession du *Roi catholique*.

Pour la première fois, la France avait le bon sens d'abdiquer ses vieilles prétentions sur l'Italie. Elle renonçait à la faire sienne, en tout ou en partie, et n'aspirait qu'à la faire libre, honneur qui lui est encore échu de nos jours ; mais, comme de nos jours aussi, elle se faisait payer ce service par la cession de la Savoie. Enfin le roi, en assurant à son fils aîné la main de la fille unique et de l'héritière du duc de Lorraine, s'apprêtait à faire rentrer la France dans ses limites naturelles, et à rectifier sa frontière de l'est, en attendant celle du nord.

Quant à l'Allemagne, alors agitée par la *querelle des duchés* de Clèves et de Juliers, elle offrait au Navar-

rais une prise admirable pour entamer l'Autriche, déchirée par de graves dissentiments. Le roi de France et la *ligue protestante* allemande venaient de s'unir par un traité. D'un bout de l'Europe à l'autre, aucun État réformé ne pouvait rester neutre dans ce grand conflit; car sous la querelle politique s'en cachait une plus profonde, celle des deux religions que sépare encore tout ce sanglant passé, et qui ne peuvent plus se réconcilier que dans la liberté. La Hollande, toujours prête à la lutte, avait promis vingt mille hommes, Maurice à leur tête. Jacques Ier, se souvenant à la fin qu'il était protestant, en avait promis six et son fils, le prince de Galles, pour les conduire. Déjà le mariage du jeune prince, âgé de seize ans, avec la seconde fille du Navarrais, était arrêté. La Suède, dont l'heure allait bientôt venir avec Gustave Adolphe, avait adhéré de cœur à l'alliance. Déjà même Henri songeait à enlever à l'Autriche la succession de la couronne impériale, en faisant élire *roi des Romains* le duc de Bavière, pour rompre l'hérédité, fixée depuis deux siècles dans la maison d'Autriche.

Enfin la dernière portion, la moins arrêtée peut-être, du plan de Henri, concernait la Belgique, qu'il comptait enlever aux archiducs pour la rattacher à la Hollande, et la Franche-Comté, qu'il songeait tantôt à donner aux Suisses, tantôt à réunir à sa couronne. A aucune époque de son histoire, la France n'avait compté autant d'alliés. Dans ce vaste plan de remaniement de l'Europe, l'ascendant était décidément acquis au principe protestant, représenté par la France catholique, et Henri versait enfin du côté où il avait toujours penché.

Les ressources, chez ce grand politique, étaient à la hauteur des desseins; avec une réserve de 43 millions

de livres que son économe ministre lui avait préparée, au printemps de 1610, il se préparait à marcher, à la tête de douze mille Suisses et de vingt-cinq mille Français, vers la frontière sud de la Flandre qu'une flotte hollandaise devait bloquer du côté de l'ouest, et Maurice et son armée menacer du côté du nord. Alors, de gré ou de force, Henri devait percer la Belgique de part en part pour aller retrouver ses alliés, sauf à passer sur le ventre à l'archiduc, s'il faisait mine de résister. De ce côté, les forces réunies de la France et de tous les États protestants du nord, Suède, Danemark, Allemagne, Hollande et Angleterre, s'élevaient en tout à cent vingt-huit mille hommes.

Du côté de l'Italie, Lesdiguières, avec quatorze mille soldats, devait s'unir aux trois armées, levées, aux frais de la France, par le duc de Savoie, Venise et le Saint-Père; en tout soixante mille hommes, prêts à agir en Italie. Enfin, dans les derniers mois de sa vie, avril et mai, Henri paraît avoir sérieusement pensé à l'invasion, sinon à la conquête de l'Espagne, oubliant ce proverbe qui donne aux étrangers une leçon de prudence : « Qui va faible en Espagne y est battu; qui y va fort y « meurt de faim! » Il avait vingt-cinq mille hommes à Bayonne et vingt-cinq mille à Perpignan, prêts à envahir la Péninsule de deux côtés, sous les ordres de Laforce et de d'Aubigné. Une fois en Espagne, ils devaient se réunir aux Maures d'Aragon et de Catalogne. Ainsi, par ses propres forces, le roi pouvait mettre sur pied environ cent mille hommes, ce qui, avec les contingents alliés, portait à deux cent quarante mille les forces totales dont il disposait contre les deux branches de la maison d'Autriche; chiffre énorme pour cette époque de grandes guerres et de petites armées, où les plus

graves questions se tranchaient avec vingt mille hommes à peine de chaque côté.

Tel était le plan de Henri IV, le *Grand dessein*, comme on l'a si bien nommé; plan conçu de moitié entre le roi et son ministre, à qui paraît appartenir surtout l'idée de la *république chrétienne*, tandis que la ligue contre l'Autriche serait l'œuvre du monarque. Jamais plus vaste carrière ne fut ouverte devant la France, enthousiaste de son roi, enivrée de sa force qu'elle retrouvait enfin, et impatiente de reprendre en Europe le rang qu'elle avait perdu. Toutefois, si populaire que fût Henri, quelques restes du vieux levain de la Ligue fermentaient encore au fond des masses. En face de ces formidables armements, dont elles ignoraient la destination, on s'efforçait de leur faire accroire que le roi, toujours hérétique au fond du cœur, se disposait à « faire la guerre au pape. » C'en fut assez pour soulever contre lui des haines envenimées. Henri, trop pénétré de la hauteur de ses desseins, eut le tort de dédaigner ces rumeurs, comme parties de trop bas, au lieu de les démentir, ce qui lui eût été facile; car au fond le Saint-Père, las du joug de l'Espagne, bien loin d'être pour lui un ennemi, était devenu un complice, presque un allié. Ravaillac, esprit ardent et faible, surexcité par les prêtres, entendit ces rumeurs, les crut fondées. Il essaya, à plusieurs reprises, d'arriver jusqu'au roi, pour le dissuader de porter une main impie sur le vicaire de Jésus-Christ; ne pouvant y parvenir, il finit par l'assassiner, et les destins de l'Europe furent changés par un fou, qui ne haïssait même pas celui qu'il assassina!

Maintenant, quelle part appartient à l'Espagne dans le crime de Ravaillac, c'est une question qui mérite d'être examinée.

Et d'abord, tous les plans de Henri IV étaient percés à jour par la cour de Madrid ; car, de toutes les traditions du dernier règne, celle qu'elle gardait le mieux, c'était la corruption. Les secrétaires de Henri, ses ministres, ses généraux, jusqu'à ses maîtresses, ne savaient pas refuser les pensions de l'Espagne. Sa femme même, Marie de Médicis, n'avait pas d'autre ambition que d'unir sa lignée aux descendants de Charles-Quint. Trahi par tout ce qui l'entourait, sevré, par un juste châtiment de ses désordres, des affections même de la famille, Henri n'avait guère que son fidèle Sully sur qui il pût compter. Mais sa mort, qu'il pressentait, vint couper court à ces plans si hardis. Cette mort, bien autrement féconde en conséquences que celle d'Élisabeth, est l'événement le plus grave en Europe depuis la mort de Philippe II ; car on juge de la grandeur d'un règne par le vide qu'en finissant il laisse après lui. Le couteau de Ravaillac a sauvé l'Espagne du *Grand dessein*.

Le *Roi catholique* avait tant d'intérêt à se défaire de son ennemi qu'on l'a soupçonné de l'avoir fait assassiner, en lui donnant pour complice Marie de Médicis, Espagnole de cœur bien plus que Française. Mais le caractère de Philippe III répond d'avance à une pareille imputation, dont son père ne se fût jamais lavé. L'Espagne d'ailleurs, même quand les jésuites y prêchaient le régicide, n'a jamais attenté à la vie de ses rois, et la France n'en peut pas dire autant. Le crime de Ravaillac, inspiré par ces tristes doctrines, fut un crime isolé, on n'en doute plus maintenant, et les passions de la Ligue suffisent à l'expliquer [1].

1. C'est ce que M. Poirson, dans sa consciencieuse *Histoire de Henri IV* (tome II, 2e partie, page 935), a clairement établi. C'est aussi l'avis de

La pensée qui domine tout le règne de Henri IV, c'est l'abaissement des deux branches de la maison d'Autriche. L'œuvre que Henri n'a pas eu le temps d'exécuter, Richelieu va la poursuivre, et Mazarin l'achever; mais l'honneur de l'avoir conçue appartient au Navarrais; la ruine de l'Espagne, pour être ajournée, n'en est pas moins certaine. En entravant Philippe II dans tous ses desseins, Henri a sauvé, non-seulement la Hollande, mais l'Europe du plus grand danger qu'elle ait couru depuis les invasions barbares; car il s'agissait pour elle, non de périr, mais de reculer, et de s'arrêter au point où l'Espagne en est restée. L'éternelle gloire de Henri, c'est d'avoir retrouvé la vraie politique de la France, perdue depuis les Valois. Malgré son abjuration, qui ne fut ni sérieuse, ni sincère, il est resté le tuteur armé du protestantisme sur le continent. Il a délivré la France de la Ligue, et l'a dotée de la liberté de conscience que Louis XIV devait plus tard lui ôter. Si la mort ne l'eût arrêté en chemin, sa dernière guerre eût été en réalité une croisade protestante, et si elle eût réussi, comme tout porte à le croire, elle eût changé la face du continent. Les réformés, aliénés de lui, non sans motif, lui revenaient d'eux-mêmes, comme à leur chef naturel. Le pistolet de Gérard n'a pas empêché la Hollande d'être libre; le couteau de Ravaillac n'a pas coûté seulement Henri IV à la France, il l'a jetée pour deux siècles hors de ses voies, et le génie même de Richelieu, continué par l'habileté de Mazarin, n'a pas pu la sauver de la révocation de l'édit de Nantes.

Une autre gloire de Henri IV, c'est d'avoir compris

M. Henri Martin (tome XII, page 163), qui ne voit dans Ravaillac qu'un misérable insensé.

qu'il n'y a que deux guerres légitimes, celle où l'on défend son pays, et celle où l'on protége le faible contre le fort. C'est pour cela qu'il est resté grand dans la mémoire des hommes, grand par ce qu'il a accompli, grand surtout par ce qu'il a rêvé! Mieux que Louis XII, il a mérité le titre de *père du peuple* qu'on ne lui a pas donné. A l'inverse de Louis XIV, il a absorbé son *moi* dans l'*État*, et s'il a aspiré au trône, c'est pour la France, on peut l'affirmer, autant que pour lui!

Nous avons ailleurs, dans une œuvre écrite à un autre point de vue [1], été plus sévère pour Henri IV, car nous avions à juger alors l'homme et le chrétien encore plus que le roi. Nous avons pu dire de lui, non sans vérité, nous le croyons du moins : « Henri IV, nom « qu'un Français ne peut pas prononcer sans amour, ni « un chrétien sans douleur! vivant échantillon de toutes « les qualités de notre race, mais aussi de tous ses dé« fauts : ...roi vraiment fait pour régner sur la France « qui, retrouvant en lui toutes ses faiblesses, n'a pu faire « moins que de les lui pardonner!... » Mais ici, où c'est surtout à l'homme politique que nous avons affaire, nous serons plus indulgent. Nous nous rappellerons que, quels qu'aient pu être les torts de Henri, il a à nos yeux un mérite qui les efface tous : il a plaint, il a aimé ce pauvre peuple dont personne alors ne se souciait, et que rois, nobles et prêtres foulaient aux pieds sans pitié. N'eût-il d'autre mérite que celui-là, c'en est assez pour lui faire une place à part dans l'histoire, au-dessus de Louis XII, et presque à côté de saint Louis!

Comme la France entière, Sully se sentit atteint au

1. *Ce qu'il faut à la France*, étude historique, 2e édition in-8°, 1861. Paris, chez Meyrueis.

cœur par la mort de son roi bien-aimé. Il n'avait plus dès lors qu'à se retirer de la cour en renonçant à tous ses emplois. C'est ce qu'il se hâta de faire, non sans que l'ambassadeur espagnol, tout-puissant sous le nouveau règne, eût pressé la régente d'emprisonner le confident du feu roi, et de lui faire son procès (*Archives de Simancas*). Le roi d'Espagne, s'apercevant que le vent avait changé, se hâta d'envoyer à Paris le duc de Feria complimenter le nouveau roi, et faire savoir à la reine que, « si l'on portait à Madrid le deuil de Henri IV, ce n'était « pas pour faire honneur à ce prince qui avait toujours « été un ennemi de la religion, mais par égard pour elle « seule qui avait toujours été amie de l'Espagne, et « favorable à la paix. » Le duc était aussi chargé de reprendre avec Marie l'ancien thème des mariages espagnols. La reine accueillit avec empressement le plan d'une double union, celle de la fille aînée de Henri avec l'infant héritier d'Espagne, plus tard Philippe IV; et celle du jeune roi de France, Louis XIII, alors âgé de neuf ans, avec Anne d'Autriche, fille aînée de Philippe III. Mais ce ne fut que deux ans après que les deux mariages furent définitivement arrêtés.

Le roi d'Espagne donnait en dot à sa fille 500 mille écus d'or (plus de deux millions et demi de francs), et la régente de France en donnait autant à la sienne. Les deux princesses renonçaient, pour elles comme pour leurs descendants, à toute espèce de droit sur la succession paternelle. A aucune époque et sous aucun prétexte l'héritage du *Roi catholique* ne devait passer dans la maison de France, ni celui du *Roi très-chrétien* dans la maison du *Roi catholique*, et dans aucun cas les deux couronnes ne pouvaient se réunir sur une seule tête. L'Espagne a tenu sa promesse; on verra un siècle plus tard.

comment la France devait tenir la sienne. A l'âge de douze ans, Anne d'Autriche, qui n'en avait encore que onze, devait être remise à la France pour y attendre l'âge où le mariage pourrait s'accomplir. Mais l'infante était d'une santé si délicate que l'Espagne obtint, non sans peine, de différer sa remise jusqu'en octobre 1615. Le double mariage fut alors célébré par procuration à Burgos et à Bordeaux. L'infante, avant de quitter l'Espagne, signa l'engagement de renoncer à l'héritage paternel, et jura de ne jamais rompre cet engagement, « même pour le respect qu'elle devait au roi son sei-« gneur et mari, et de ne jamais se faire relever de ce « serment, prêté volontairement et sans contrainte. »

Le 9 novembre eut lieu l'échange des deux fiancées sur la Bidassoa. La noblesse des deux royaumes lutta de faste et de folles dépenses. Des fêtes somptueuses insultèrent à la misère de l'Espagne et au deuil de la France qui, exploitée par d'avides favoris, pleurait encore la mort de son roi. Ce fut le plus obéré des deux pays, l'Espagne, qui surpassa l'autre en magnificence. Les historiens castillans ne tarissent pas en récits de ces royales épousailles, qui sont pour eux le grand événement du règne. Pour en payer les frais, les Cortès durent voter de larges subsides. Ainsi fut désavouée à la face de l'Europe la grande politique du dernier règne par l'avide gouvernement d'étrangers qui exploitait en ce moment la France. Ainsi s'unit par une double alliance le sang de Philippe II à celui de Henri de Navarre, pour préparer dans un lointain avenir la politique de Louis XIV, et asseoir à la fois sur ces deux trônes jumeaux la race des Bourbons, dont l'abaissement devait suivre de si près le triomphe.

De tous les alliés de Henri, celui qui avait le plus perdu

à sa mort, c'était Charles-Emmanuel, esprit inquiet qui rêvait pour la maison de Savoie un rôle au-dessus de ses forces; car il aspirait à émanciper le Milanais du joug castillan, à-compte sur l'avenir qui réservait à ses descendants dedonner l'unité à l'Italie. Comme Guillaume d'Orange, Charles-Emmanuel avait été forcé d'envoyer son fils en otage à la cour de Madrid; mais le joug lui pesait, et il n'attendait qu'une occasion pour le rompre. La mort du duc de Mantoue, François de Gonzague, mort sans enfants en décembre 1612, vint la lui fournir. A défaut d'héritiers directs, la succession du défunt appartenait au duc de Nevers, chef de la branche cadette des Gonzague; mais le duc de Savoie, ressuscitant de vieilles prétentions de sa famille, réclamait pour sa part de l'héritage le Montferrat. Nevers, qui se trouvait alors en Italie, se jeta dans Casal pour le défendre contre Charles-Emmanuel; mais Venise soutint celui-ci de ses subsides, et il s'empara sans résistance du territoire en litige.

La France, imputant à tort à la cour de Madrid ce coup hardi, s'apprêtait à soutenir en Italie les droits du duc de Nevers. La guerre, la grande guerre entre l'Espagne et la France pouvait sortir de cette obscure querelle, et le *Grand dessein*, mort avec Henri IV, renaître de ses cendres. En dépit de la lâche politique de Marie de Médicis et des Italiens qui régnaient sous son nom, rien n'eût été plus populaire en France qu'une prise d'armes contre l'Espagne; car la Ligue était morte, et la mémoire du grand Henri vivait encore dans le cœur de ses sujets... Mais la cour de Madrid vit le danger : se fiant à son vieil ascendant sur le Savoyard, elle lui envoya l'ordre de licencier ses troupes, et d'évacuer le Montferrat. Le duc, par un mélange habile de soumission et de

ruse, essaya de gagner du temps, et de mettre ses ennemis aux prises. Dénouant peu à peu le lien qu'il n'osait pas briser, il travailla sous main à former contre la Castille une ligue européenne, en s'intitulant d'avance *le libérateur de l'Italie.* Enfin, serré de trop près par l'Espagne qui ne le perd pas de vue, il rompt brusquement avec elle, renvoie au roi l'ordre de la Toison d'or, « ne voulant plus de chaînes, dit-il, pas même dorées, » et envahit le Milanais, en laissant derrière lui une longue trace de feu et de sang.

A une pareille agression, la cour de Madrid ne pouvait répondre que par la guerre. Le gouverneur de Milan est bientôt en campagne avec trente mille hommes. Charles-Emmanuel est déclaré déchu du duché de Savoie, fief de Milan, qui fait retour à la couronne de Castille. Aux trente mille hommes de l'ennemi, le duc n'avait à en opposer que dix-sept mille; vaincu sur le champ de bataille, il prend sa revanche sur le terrain de la diplomatie, et grâce à la médiation de Venise et de l'Angleterre, il conclut avec le général espagnol un traité qui valait pour lui une victoire.

Mais ce traité est désavoué à Madrid, comme déshonorant pour l'Espagne. Charles-Emmanuel, tenant tête à l'adversité, trouve un appui inespéré dans Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, le dernier soutien de la politique de Henri IV et, comme lui, ennemi mortel des Espagnols. Lesdiguières, contre l'expresse volonté de Marie et de ses ministres, soutient le duc de Savoie contre l'Espagne et contre tous les principicules italiens, à genoux devant elle. Mais la chance tourne encore une fois: le Piémont est envahi par le gouverneur de Milan. Le duc, battu encore une fois, est forcé de se soumettre, malgré l'appui de Lesdiguières. Enfin le traité de Pavie, conclu par la mé-

diation de la France, vient replacer les choses dans l'état où elles étaient avant la guerre, et la Savoie est restituée à Charles-Emmanuel qui rend le Montferrat à la maison de Mantoue.

Mais un événement imprévu va venir compliquer encore cet écheveau embrouillé de la politique italienne: c'est la célèbre *Conjuration des Espagnols contre Venise.* Le jour s'est fait enfin, grâce aux lumineuses recherches du grand historien allemand Leopold Ranke, sur cette énigme historique, qui a tenté le romanesque génie de Saint-Réal, et où la fable a remplacé l'histoire. Nous tenons enfin le fil qui doit nous guider dans ce labyrinthe. Nous y gagnerons de connaître à fond la politique de l'Espagne en Italie, et d'étudier en passant un des caractères les plus remarquables de ce dix-septième siècle où les grands hommes sont plus rares qu'au seizième.

L'Espagne était alors représentée en Italie par trois hommes éminents, Villafranca, gouverneur de Milan, Bedemar, ambassadeur à Venise, et le duc d'Osuna, vice-roi de Naples. Ce triumvirat d'hommes habiles et peu scrupuleux songeait à venger sur Venise les vieilles injures de l'Espagne, et les subsides fournis au duc de Savoie pendant la guerre du Montferrat. Le plus éminent des trois, Osuna aspirait à changer en une couronne sa vice-royauté de Naples, où il avait l'indépendance et le pouvoir d'un roi. « Le duc d'Osuna, dit le bio-« graphe de Lesdiguières, était un des plus grands hom-« mes de son siècle ; prompt d'esprit, clair de jugement, « homme de cœur, libéral, versé dans toutes les parties « de l'administration, et dont la mémoire est encore chère « au peuple napolitain. » — « Il n'avait rien de petit que la « stature, dit Giannone, l'historien du royaume de Na-« ples; mais sa fortune présente ne lui suffisait pas. » Enfin,

voici le portrait que trace de lui un auteur plus moderne: «... Grand par ses vertus comme par ses vices, « d'un esprit vif mais turbulent, sanglant dans ses co« lères, inconstant dans ses amitiés, dangereux jusque « dans sa faveur, il aida ses ennemis à triompher de lui « par le laisser aller de sa vie et l'ardeur déréglée de « ses appétits. » (Fernandez Guerra, *Vida de Quevedo.*)

Chef d'une illustre maison, Osuna n'avait pu encore, à vingt cinq ans, prendre pied à la cour. Peut-être avait-il laissé percer dès lors cette inquiète ambition, cette fougueuse indépendance qui le rendaient peu propre à être l'instrument des volontés d'un favori. Capricieux, irritable et superbe, sans pitié pour ses ennemis, Osuna était plus fait pour rendre à son roi d'éclatants services que pour lui obéir. Las de son inaction et de l'oubli où la cour le laissait, il lève à ses frais un régiment, et part pour la Flandre comme volontaire. Il y reste six ans, et revient à Madrid avec deux blessures, endetté, presque ruiné, mais décoré de la Toison d'or, et avec un éclatant renom de courage et de talent militaire. Les conseils du roi lui sont enfin ouverts: il y entre pour protester seul, dans ce conseil bigot et servile, contre l'expulsion des Maures. Dès lors, il devient suspect à l'Inquisition: la faveur du tout-puissant duc de Lerme et d'Uceda, dont la fille a épousé son fils, peut seule le soutenir contre l'hostilité du clergé qu'il ose braver, dans une cour où tout le monde est à genoux devant lui. Nommé vice-roi de Sicile, il réprime le brigandage sur cette terre où il est endémique, repousse les incursions des Turcs, et tout en accablant le pays d'impôts, et en réparant à ses dépens les brèches de sa fortune, il sait gagner l'affection des habitants, et y laisse en le quittant une mémoire chère et honorée.

Le succès de son administration sur ce terrain difficile lui ouvrit le chemin de la vice-royauté de Naples. Mais là, chez un peuple façonné au despotisme, et qui y invitait ses vice-rois, l'ivresse du pouvoir monta bientôt à la tête d'Osuna. Monarque au petit pied, disposant d'une flotte et d'une armée, entouré d'une cour, d'un conseil d'État, de résidents étrangers, régnant en un mot au lieu d'administrer, des idées d'ambition s'emparèrent peu à peu de son esprit. La situation de l'Italie, tiraillée entre l'Espagne et le Saint-Père, peuplée de petits États qui essayaient, par la ruse à défaut de la force, de maintenir leur précaire indépendance, autorisait les rêves d'usurpation les plus hardis.

L'état de l'Europe y prêtait d'ailleurs : les guerres de religion, un instant assoupies après la mort de Philippe II, allaient se réveiller plus ardentes que jamais. En Allemagne elles venaient d'enfanter la *Guerre de trente ans* ; la France comme l'Espagne allaient y retrouver un théâtre pour continuer leur lutte séculaire. Quant à l'Italie, elle n'a jamais connu les guerres de religion, et les intérêts de ce monde y ont toujours fait oublier ceux de l'autre. L'unité catholique, la seule qui y ait jamais régné, n'empêchait pas les tendances et les intérêts très-divers des petits États qui la morcelaient. L'Espagne, maîtresse de Naples et de la Lombardie, pesait sur les deux extrémités de la Péninsule ; mais les contre-poids ne manquaient pas : le Saint-Père d'un côté, Venise de l'autre cherchaient à rétablir l'équilibre en se jetant dans l'autre plateau de la balance. L'Espagne, grâce à l'esprit d'entreprise de ses deux derniers rois, s'était fait haïr de tout le monde, des protestants par son fanatisme, des catholiques par ses hauteurs et par son ambition. Mais la France, sous Marie de Médicis, avait oublié ses vieilles rancunes

contre elle, et attendait Richelieu pour s'en souvenir. Jacques II, de plus en plus étranger aux intérêts du continent, n'était pas homme à réclamer l'héritage de Henri IV, et la tutelle de la ligue protestante. La Hollande avait bien assez de se défendre sans songer à attaquer. Venise restait donc, pour le moment, le seul antagoniste avoué du *Roi catholique;* aussi était-ce contre elle que l'Espagne, libre maintenant de toute autre préoccupation, allait tourner toutes ses rancunes.

Belliqueuse partout ailleurs, l'Espagne était éminemment pacifique en Italie. C'était là une vieille tradition de sa politique, même sous Philippe II : avec une possession aussi menacée que le Milanais, et une voisine aussi remuante que la France, il ne fallait rien livrer au hasard. Et puis, ses lieutenants en Italie, à peine soumis en temps de paix, se sentaient la bride sur le cou dès que la guerre était déclarée. « En temps de guerre, di- « sait un secrétaire d'Etat italien, j'aimerais mieux être « gouverneur de Milan que roi d'Espagne. »

C'est là ce qui perdit Osuna! Habitué, même en Sicile, à l'exercice du pouvoir absolu, on conçoit qu'à Naples, sur cette terre classique du despotisme, un pareil caractère n'ait pu supporter ni direction ni contrôle. Dépensant noblement sa fortune au service de son maître, ayant la prétention avouée d'être le premier de ses sujets, il résistait ouvertement à ses ordres quand ils contrariaient ses plans, et se vantait de comprendre les intérêts de la couronne mieux que ses ministres. Aussi la paix de Pavie, acceptée à regret par la cour de Madrid, était-elle pour lui comme non avenue. Tandis que Villafranca, qui venait de la signer, gardait en Lombardie ses troupes sur le pied de guerre, le vice-roi de Naples maintenait ses galères armées, et se refusait à rendre le

butin enlevé par lui aux Vénitiens. Depuis que ses galères avaient battu celles de la *Reine de l'Adriatique,* son orgueil ne connaissait plus de bornes. Sa devise, c'était un cheval sans frein, avec cette légende altière : « Vainqueur sur terre et sur mer ! » Sa haine contre Venise était devenue une monomanie : « Trois fois, écrivait-il au roi, j'ai vu fuir devant moi leurs galères, et la côte semée de leur débris. Déjà ils ne se sentent plus en sûreté dans leurs lagunes, et mettent leurs biens à l'abri dans la montagne... Avant un an, je veux être maître de Venise, et me baigner dans le sang de ces nobles orgueilleux qui ont osé tenir tête à Votre Majesté. »

Venise ne connaissait que trop le mauvais vouloir du vice-roi contre elle ; ses bannis étaient toujours sûrs de trouver à Naples bon accueil. Le résident espagnol, Bedemar, aussi dissimulé qu'Osuna était impétueux, ne lui était guère moins suspect, et elle se voyait condamnée à nourrir dans son sein un ennemi d'autant plus dangereux qu'il n'avouait pas son hostilité. Un autre péril, c'étaient les aventuriers de tous pays, Français surtout, qui depuis la *trêve de douze ans,* rôdaient en Italie d'État en État, offrant à tout le monde leurs services, et toujours prêts à troubler par quelque coup désespéré cette paix qui ruinait leur industrie. Quant aux milices italiennes, elles étaient alors fort déchues de leur antique renom ; si elles valaient encore quelque chose, c'était hors de chez elles, au service de l'Espagne, et au contact de la valeur espagnole. Un Vénitien confessait naïvement, dans un rapport au sénat, que « la spécialité des soldats italiens c'était la fuite, et que, en campagne, ils abandonnaient volontiers leurs drapeaux. » Les Français, au contraire, rompus au métier des armes par leurs longues guerres de religion, maudissaient la paix qui les ruinait, et, tout en

se tenant en haleine par des duels, ils soupiraient après quelque entreprise qui vînt occuper leur courage. « Ma « maison, écrivait au sénat le résident vénitien à Paris, ne « désemplit pas de soldats licenciés qui viennent offrir « leurs services à la République. Ce pays regorge de gens « qui ne demandent qu'à se battre, toujours prêts à en- « treprendre tout ce qui pourra leur rapporter quelque « chose; car une fois qu'ils se sont mis à porter les armes, « il leur semble mpossible de prendre un autre métier. »

Parmi tous ces aventuriers, le plus remarquable était un marin normand, le capitaine Jacques Pierre, que l'envoyé de la République à Rome appelait « un des plus har- « dis flibustiers qui aient jamais marché sur le pont d'un « vaisseau. » Il avait navigué vingt ans dans les mers du Levant, et y était devenu la terreur des Turcs; il se promenait maintenant d'une cour de l'Italie à l'autre, changeant sans cesse de maître et de drapeau. En 1616, il s'était enrôlé au service de Naples; en 1617, il s'échappa, ou feignit de s'échapper de Naples pour s'engager au service de Venise. En passant par Rome, il s'empressa d'aller voir l'ambassadeur de la République, Contarini; mais il eut beau lui dénoncer tous les plans d'Osuna contre Venise, il ne réussit qu'à se rendre suspect au subtil Vénitien, qui le signala à la *Seigneurie* comme un agent du duc d'Osuna. « Si l'on se sert de lui, ajoutait-il, que ce soit « comme un médecin habile, qui sait se servir même du « poison ! » Arrivé à Venise en mai 1617, il y resta trois mois sans emploi, et l'on finit par lui donner un grade subalterne dans l'armée, les commandements sur la flotte étant réservés aux nobles vénitiens. Son nom, son audace, ses hâbleries ne tardèrent pas à rallier autour de lui tous les bandits en disponibilité qui pullulaient à Venise. Bientôt il en fut tacitement reconnu pour chef, et,

habile à manier ces natures indomptées, il sut les enflammer de son désir de tenter quelque grande entreprise.

Le résultat naturel des froideurs de la *Seigneurie* devait être de rapprocher l'ex-corsaire du résident espagnol. Bientôt s'établirent entre eux des relations très-intimes, et tous deux tramèrent ensemble un complot auquel le vice-roi de Naples ne put pas rester étranger. Dès lors, l'outrecuidance de Jacques Pierre ne connut plus de bornes. Ses projets d'agression contre Venise, vagues d'abord et peu arrêtés, commencèrent à prendre une forme plus précise. Sans cesse il parlait à ses acolytes de « la lâcheté de ces *Pantalòns*, embarrassés dans leurs lon- « gues robes, ne songeant qu'à manger, à boire et à dor- « mir. Un bâton à la main, il les chasserait tous devant lui « comme un troupeau ! » Puis il menait ses associés sur le *Campanile* de Saint-Marc, et leur montrait de là la ville et ses lagunes. « Voyez-vous *la zecca* (la Monnaie)? leur « disait-il; quel dommage que tout l'or qui y est entassé « ne soit pas aux mains d'un grand prince qui saurait le « partager avec de vaillants hommes de guerre, au lieu de « thésauriser comme cette canaille de Vénitiens. » Il leur indiquait les passes par où la mer communiquait avec les lagunes. « Rien ne serait plus facile, ajoutait-il, pour quel- « qu'un qui les connaîtrait comme lui, que d'amener la « nuit une escadrille de vaisseaux légers jusque près la « place Saint-Marc, au quai des Esclavons. Eux alors s'y « trouveraient comme par hasard, l'épée et le pistolet sous « le manteau. A un signal donné, on ferait sauter avec un « pétard la porte du Sénat, qui ne siége que de nuit ; et « pendant qu'on égorgerait les sénateurs, on ouvrirait « les portes de l'arsenal, on distribuerait des armes aux « conjurés, et l'on serait bientôt maître de toute la ville, « chose si simple en vérité et si facile qu'on ne comprend

« pas qu'on ne l'ait pas encore tentée, et que Venise « soit restée vierge si longtemps ! »

Les choses en étaient là, lorsqu'au milieu d'avril, Jacques Pierre s'ouvrit sur ses projets à un neveu de Lesdiguières, Balthazar Jouvin. Celui-ci, nature ardente et généreuse, nourrissait au fond du cœur une mortelle haine contre l'Espagne, l'ennemie de tout ce qu'il chérissait au monde, la France, la Réforme et la Liberté! Devant les confidences du corsaire, Jouvin fit bonne contenance; mais une fois seul avec un autre conjuré, Montcassin, noble dauphinois qu'un duel malheureux avait forcé de quitter la France, il ne lui cacha pas son dégoût pour l'entreprise, sa répugnance à voir passer Venise aux mains des Espagnols, et il en obtint, non sans peine, de venir avec lui révéler au doge tout le complot.

Aucun danger, de quelque côté qu'il vînt, ne prenait jamais Venise au dépourvu. Ses ambassadeurs, semés dans toutes les cours, veillaient, comme autant d'yeux toujours ouverts, sur le salut de la République, et lui dénonçaient la moindre menace du péril à l'un des points de l'horizon. Ces dépêches des ambassadeurs vénitiens, publiées de nos jours, ont en quelque sorte renouvelé l'histoire. On reste confondu devant ce trésor d'informations que la République, mieux renseignée que tous les rois du monde, gardait dans ses archives pour les consulter au besoin. Et cependant, devant cette dénonciation qui révélait à Venise le secret de sa faiblesse, le doge et le *Conseil des Dix* reculèrent épouvantés. Ainsi, cette fameuse république, qui couvrait l'Orient de ses colonies et de ses vaisseaux, était chez elle assez désarmée, assez dénuée de tout prestige, pour qu'une poignée d'aventuriers pût songer à l'enlever d'un coup de main, et à en faire une province de l'Espagne.

Dans l'intervalle, Jacques Pierre avait reçu l'ordre de rejoindre la flotte sans délai. Quitter Venise, c'était renoncer à son entreprise, car on ne pouvait rien tenter sans les vaisseaux d'Osuna. Avant de partir, Jacques Pierre voulut s'entendre encore avec les principaux conjurés, et il les réunit le même soir, en grand secret; mais, dans une pièce voisine, Montcassin avait placé aux écoutes un affidé du *Conseil des Dix* qui les entendit débattre leurs plans. Le Conseil dès lors n'hésita plus: il en savait assez pour croire à la réalité du crime et à celle du danger. Avec cette décision rapide, cruelle et ténébreuse à la fois qui caractérise la politique vénitienne, il fit arrêter la nuit les principaux coupables. Interrogés, c'est-à-dire torturés, ils furent ensuite étranglés, et Venise, en s'éveillant, vit leurs cadavres pendus en face de l'église de Saint-Marc. Jacques Pierre et quelques Français qui l'avaient suivi sur la flotte furent noyés la nuit en grand secret. Le nombre des victimes ne paraît pas avoir dépassé une vingtaine. Dans leurs rapports secrets, les agents du Conseil s'excusent de n'avoir pas mis la main sur un plus grand nombre de coupables, ceux-ci, à la première alarme, s'étant hâtés de fuir dans toutes les directions.

Quand Venise eut conscience du danger qu'elle avait couru, sa première impression fut l'épouvante, la seconde la colère contre le résident espagnol. Des cris de mort furent proférés contre lui, et pendant plusieurs jours il n'osa pas sortir de son palais. Maintenant, le danger fut-il réellement aussi grave qu'il plut au *Conseil des Dix* de l'imaginer? Il est permis d'en douter. Quand le complot aurait été plus sérieux et plus près d'aboutir qu'il ne le fut jamais, le départ de Jacques Pierre suffisait pour faire tout avorter. Et puis, est-ce avec

cinq cents hommes qu'on s'empare d'une ville comme Venise, avec une flotte à sa portée, des marins à défaut de soldats, et des nobles rompus à la guerre pour les commander? Non, le danger, grossi par la peur, ne fut jamais ni très-réel, ni très-présent. Il pouvait l'être si le vice-roi s'était pressé davantage, et pour tout résumer en un mot, ce ne sont pas les révélations de Jouvin qui ont sauvé Venise, ce sont les irrésolutions d'Osuna!

Depuis Saint-Réal on a épuisé toutes les suppositions pour expliquer ce drame romanesque; mais à Ranke seul appartient l'honneur d'avoir résolu cette énigme, reléguée si longtemps dans le domaine des hypothèses, et que ses recherches et sa sagacité ont fait rentrer enfin dans celui de l'histoire. Concluons donc avec lui que cette fameuse *Conjuration des Espagnols contre Venise* fut « vraie et fausse à la fois ; » fausse, en ce qu'elle n'exista jamais qu'à l'état d'ébauche; qu'aucun lien sérieux, aucun plan précis n'unit les conjurés, et que Venise, on peut le dire, étouffa le complot avant même qu'il ne fût formé; vraie, en ce que rien ne fut jamais plus réel que la haine d'Osuna contre la République, et que le courage de ces aventuriers, prêts à jouer leur vie sur un coup de dés, et liés par l'intérêt avec Bedemar et le vice-roi. Le coup a manqué, comme manquent si souvent les entreprises de ce genre, faute d'entente et de concert; mais mieux conduit, moins traîné en longueur, il pouvait réussir, et la preuve, c'est la profonde impression de terreur que Venise en a longtemps gardée.

Après un pareil éclat, Bedemar ne pouvait plus rester à son poste, lui-même le sentit; car au bout d'un mois, se voyant gardé à vue dans son palais, insulté par le peuple, et accueilli par d'ironiques sourires quand il par-

lait au sénat de son innocence, il prit enfin son parti, et quitta Venise pour n'y plus revenir.

Dans le drame figure un autre acteur, qu'on oublie parce qu'il se tient sur l'arrière-plan, c'est la cour de Madrid, toujours aussi lente à se décider qu'à agir. Les projets d'indépendance d'Osuna n'y étaient pas ignorés, et cependant il fallut des mois pour ouvrir les yeux au gouvernement espagnol. Mais enfin la lumière se fit. Chaque jour Osuna recevait de Madrid des nouvelles plus menaçantes, chaque jour aussi sa position devenait plus difficile. Bientôt le bruit courut que le prince Philibert de Savoie allait venir d'Espagne prendre le commandement de l'armée et de la flotte : « Eh bien, « dit Osuna, je le recevrai à la tête de vingt mille « hommes! » Et en effet, depuis ce jour, ses projets d'insurrection semblent prendre plus de consistance. Il courtise le peuple, le soutient en toute occasion contre les nobles, et même contre la couronne. Voyant un commis de l'octroi peser des denrées à la porte de la ville, il coupe avec son épée la corde de la balance : « Les fruits « de la terre, dit-il, sont des dons du ciel, le prix du « travail du pauvre peuple; il est injuste de les assu-« jettir à l'impôt. »

D'un bout de l'Europe à l'autre, partout il cherche des appuis, en France, en Savoie, en Turquie, en Hollande, à Venise même, malgré tout ce qu'il a fait pour se l'aliéner. Lesdiguières, le dernier survivant de cette génération de héros qui livrèrent en France la bataille de la Réforme, a sur Osuna quelques lignes curieuses : « J'avais monté un beau coup contre la maison d'Au-« triche, écrit-il : c'est moi qui soutenais l'entreprise « d'Osuna sur la couronne de Naples; et si le duc de « Savoie, comme je le lui conseillais, avait mis à son

« service sept ou huit mille soldats; si la République « avait accepté deux ou trois ports que le duc lui offrait « sur l'Adriatique, la chose était faite! Il suffisait de « forcer Osuna à se déclarer; c'en était assez pour mettre « à bas l'Espagne, pour donner du cœur à tous ses en- « nemis, pour créer des intérêts nouveaux, et prêter « appui aux libertés de l'Allemagne. »

En effet, les troubles religieux qui enfantèrent la *Guerre de trente ans* fermentaient déjà en Bohême, et si Osuna eût osé lever franchement le drapeau de l'indépendance, s'il eût appelé aux armes l'Italie du Sud comme le duc de Savoie celle du Nord, nous n'osons affirmer qu'il eût réussi; le succès n'appartient qu'aux caractères résolus, qui savent ce qu'ils veulent, et marchent droit au but à travers les obstacles; mais l'Espagne aurait eu trop d'affaires sur les bras pour soutenir l'Autriche, et les événements d'Allemagne eussent peut-être pris un autre cours.

Par malheur, Venise était aussi indécise qu'Osuna; malgré sa haine pour l'Espagne, elle aimait encore mieux voir Naples aux mains des Espagnols que du vice-roi. Quant à la France, le fils de Henri IV avait accueilli avec empressement les ouvertures d'Osuna; mais Richelieu n'était pas encore là pour tenter l'aventure, et ramasser à terre le *Grand dessein*, que Marie de Médicis avait laissé tomber. Ainsi, de part et d'autre, on hésita, on perdit du temps; l'occasion échappa pour ne plus revenir, et la cour de Madrid, si lente d'ordinaire, gagna cette fois son ennemi de vitesse.

Le 5 mai 1620, le cardinal Borgia, appelé à succéder au vice-roi, vint débarquer à Gaëte. Un instant, Osuna fit mine de résister; mais il était trop tard : le cardinal, déguisé, fut bientôt à Naples, et gagna le *Château-Neuf*

où l'attendaient ses partisans. Au point du jour, une salve d'artillerie annonça à la ville qu'elle avait un nouveau gouverneur. Osuna, réveillé par le bruit, court au *Château-Neuf;* les portes se ferment devant lui. « Ne « suis-je plus le vice-roi? demande-t-il. — Le vice-roi « est dans ces murs! » répliqua le commandant. Il fallait céder, et Osuna le comprit. Il s'embarqua le lendemain pour l'Espagne, salué encore à son départ par l'artillerie de la flotte et des forts qui avaient cessé de lui appartenir.

Le cœur manqua à Philippe III pour infliger à son vassal infidèle le châtiment qu'il méritait. Jusqu'à la fin du règne, Osuna demeura à la cour, y étalant avec son impunité un faste presque royal. « Il est parti vice-« roi, disait-on; mais il est revenu roi! » Et l'ambassadeur de Venise écrivait à la *Seigneurie :* « Le duc, « qu'on croyait perdu, semble avoir enchanté Madrid. « Il y fait plus grande figure qu'il ne le fit jamais en « Italie; mais on ne peut pas dire qu'un jour est beau « tant qu'il n'est pas fini! »

Philippe III mourut enfin, le 30 mars 1611, et Osuna fut bien vite arrêté. Son procès s'instruisit, et l'on alla partout recueillir des charges contre lui. La Sicile rendit à son vice-roi un beau témoignage : pas une voix ne s'y éleva pour l'accuser; à Naples, au contraire, on ramassa des volumes de griefs. Parmi les accusateurs, le résident de Venise fut un des plus ardents et des plus écoutés. L'Inquisition, qui n'avait pas pardonné à Osuna de l'avoir bravée, n'épargna rien pour le perdre. Sa disgrâce ramena vers lui la sympathie publique. « Pourquoi ne l'arrête-t-on pas, disait-on na-« guère? — Pourquoi ne le relâche-t-on pas? » disait-on aujourd'hui. Comme on ne se hâte jamais en Espagne,

cès traîna pendant trois ans. Il eût peut-être à la peine capitale si le prisonnier n'avait devancé ne en mourant, le 25 septembre 1624, dans la sse d'Almeida, et l'on soupçonna le poison d'avoir ı fin.

si aboutit à la mort de l'homme qui l'avait tramée onspiration manquée, qui jette un jour si curieux sort des provinces italiennes de la monarchie, et position de leurs vice-rois, toujours tentés de r l'indépendance jusqu'à la révolte. Peut-être nous ɜs-nous arrêté trop longtemps sur cet épisode de histoire; mais notre excuse c'est l'intérêt qui s'at- à ce drame romanesque, étudié pour la première ır des sources dignes de foi. Si Venise a été déli- comme par miracle, du plus grand danger qu'elle ıru depuis la *Ligue de Cambrai*, l'indépendance et ne sont pas rentrées pour cela dans cette triste

« *A chi feò la sorte*
« *Dono infelice di bellezza!*

qui Dieu fit le don funeste de beauté!)

Espagne est encore là pour y entretenir ces haines e sème comme à plaisir dans ses provinces vassales. se et le duc de Savoie, en attendant Masaniello, se faits les champions de ces haines qui ne mourront jusqu'à ce que l'Espagne ait perdu son dernier e de terre dans la Péninsule; et si elles n'ont pas é plus souvent, c'est que l'Italie sait mieux haïr ses res que s'en débarrasser.

Nous ne parlerons ici que pour mémoire de la guerre de la Valteline, l'une des dernières entreprises de Philippe III, réservant pour le règne suivant ce récit qui lui appartient. Quant à la *Guerre de trente ans*, comme c'est ce prince qui a rendu à l'Espagne le triste service de l'engager dans cette guerre ruineuse et sans fin, à l'extrémité du continent, nous ne pouvons nous dispenser d'en dire ici quelques mots. Mais jetons d'abord un coup d'œil sur la situation de l'Europe et sur le vide qu'y ont laissé les trois morts de Philippe II en 1598, d'Élisabeth en 1603 et de Henri IV en 1610.

Ce qui frappe au premier coup d'œil dans l'histoire de l'Europe, depuis la bataille de Mühlberg jusqu'à la paix de Westphalie, c'est que toutes les guerres y sont des guerres religieuses, et c'est pour cela qu'elles ne finissent pas! Les *Rois catholiques*, à dater de Charles-Quint, s'étant faits les champions du catholicisme, il ne restait plus aux *Rois très-chrétiens* qu'à prendre en main la cause du protestantisme en Europe. Ce rôle était si bien indiqué que, chaque fois que la France y a été infidèle, l'équilibre du continent a été dérangé : elle a été punie de sa faute en fortifiant l'ennemi qu'elle aurait dû affaiblir. Sans doute, avec des convictions religieuses plus arrêtées, elle aurait pu aspirer aussi au rôle de représentant du principe catholique; mais la place étant prise par l'Espagne, mieux faite pour la remplir, c'était à la France de s'en faire une autre, sous peine de se laisser traîner à la remorque par sa rivale. Henri IV seul, on ne saurait trop le redire, avait compris la vraie politique de la France, entrevue par François Ier, fidèle allié des luthériens allemands, malgré ses impolitiques rigueurs contre les calvinistes français. Henri une fois enlevé à la Réforme, la voie restait tracée à ses successeurs, et Riche-

Mazarin n'ont pas manqué de la suivre. Il fallait : politique de Marie de Médicis et de Luynes pour ıns le côté autrichien de la balance l'influence 'rance, à défaut de son épée.

ıis huit ans, l'Espagne, mettant à profit la con- ; tacite de la France et l'inertie de l'Angleterre, ›ris en Allemagne un pied plus ferme qu'ellé ne eu depuis Charles-Quint. Appelée tantôt par les ; catholiques, tantôt par l'Empereur, elle occu- titre d'alliée la ville impériale d'Aix-la-Chapelle ıoitié du duché de Juliers dont les Hollandais oc- ıt l'autre. Les réformés allemands, abandonnés France et par l'Angleterre, n'auraient pas eu trop ıe défendre de toutes leurs forces réunies; mais par de profondes dissensions, chaque jour, depuis rt de Henri IV, ils perdaient en Allemagne le que l'Espagne et l'Autriche y gagnaient. La vieille e entre luthériens et calvinistes avait scindé en e camp de la Réforme. Le triomphe du strict cal- e, au synode de Dordrecht, sur les doctrines ırges de l'arminianisme, avait encore élargi la entre les deux communions; et les luthériens, ; savoir peut-être, faisaient vers les catholiques ; pas qui les éloignait des calvinistes.

si, vers 1618, tout contribuait à rendre en Alle- ; l'ascendant au principe catholique. Un seul e de moins, Henri IV, et la face du continent changé! A l'indolent et inepte Rodolphe II, avait lé en 1612 son frère Mathias qui, comme archiduc, soutenu contre l'empereur les réformés de la Bo- Mais, une fois sur le trône, Mathias avait fait e tous les héritiers présomptifs : il avait tourné le ses anciens alliés pour se jeter dans les bras des

catholiques. Résserrant, par une étroite alliance, les liens de l'Autriche avec l'Espagne, il avait présenté lui-même aux États de Bohême, comme son héritier présomptif, l'archiduc Ferdinand de Styrie, l'espoir des catholiques d'outre-Rhin.

Anachronisme vivant, comme Philippe II, Ferdinand aurait dû vivre au temps des croisades. A dix-neuf ans, devant l'autel de la Madone de Lorette, il avait voué sa vie à la destruction de l'hérésie, et jamais vœu ne fut mieux rempli, car son règne ne fut qu'une longue croisade contre l'hérésie. Un de ses mots favoris, c'est que « s'il rencontrait ensemble un ange et un moine, ce se« rait le moine qu'il saluerait le premier. » Digne élève de Loyola, le futur roi de Bohême n'hésita pas à prêter serment aux libertés civiles et religieuses du pays, sous la réserve mentale qu'aucun serment n'engage avec des hérétiques. Bientôt, il jeta le masque, et se mit à persécuter les dissidents. Mais sur cette terre généreuse où fermentait encore l'esprit de Jean Huss, la réaction ne se fit pas attendre. Le soulèvement de la Bohême, dans cette fatale année 1618, vint donner à l'Allemagne protestante le signal qu'elle attendait. Deux des membres catholiques du conseil de régence furent jetés par les fenêtres dans les fossés du château de Prague, et la Bohême tout entière échappa à l'empire. L'épée, une fois sortie du fourreau, ne devait plus y rentrer de trente ans!

Mathias étant mort sans enfants en 1619, l'incendie qui consumait la Bohême gagna peu à peu tout l'empire. L'Allemagne se scinda en deux, comme la France en 1560 : tous les princes réformés s'unirent à la Bohême insurgée et à Bethlem-Gabor qui, sous la suzeraineté du Sultan, venait de relever le trône de Hongrie, et

nand se vit un instant assiégé dans Vienne par s les forces réunies du protestantisme. Déjà l'Élec- de Bavière, allié catholique de l'*Union Évangélique*, ait à disputer la couronne impériale à Ferdinand, Électeur palatin Frédéric aspirait au trône de me, déclaré vacant par les États.

ı dehors, la situation n'était pas moins menaçante : c de Savoie, Venise et la Hollande pressaient la ce de réjouir dans son tombeau l'ombre de Henri IV essuscitant son *grand dessein*, et en consommant issement des deux branches de la maison d'Autriche. lie tout entière frémissait de l'espoir d'échapper au espagnol. Dans cette position presque désespérée, inand fut sauvé par la France. Le fils de Henri IV, able de comprendre la hauteur des desseins de son , refusa de les continuer, et déclara la maison d'Au- e « seule digne de porter la couronne impériale, de défendre l'empire contre les infidèles. » L'Élec- de Bavière, qui avait compté sur la France, se dé- de sa candidature, et Ferdinand, triomphant à force ergie de tous les obstacles, fut élu empereur, le oût, pendant que la Bohême, seule fidèle à son dra- , reconnaissait pour roi l'Électeur palatin Frédé-

ais la couronne vacillait sur la tête de Ferdinand : nte mille Allemands, Hongrois ou Transilvains, vin- camper encore une fois sous les murs de Vienne. Si ıltan eût soutenu son vassal, l'Autriche était forcée ettre bas les armes devant l'insurrection et la Ré- e victorieuses. Mais Ferdinand, sauvé par l'inac- de la Turquie, se sauva lui-même à force d'habileté courage. Il ramena à lui l'Électeur de Bavière qui, ouvant plus être empereur, se souvint qu'il était ca-

tholique. Les Polonais, dévoués à la cause du catholicisme et de l'Autriche, qui les en a plus tard si mal payés, envahirent la Hongrie, et Vienne fut une seconde fois délivrée. Enfin, en faisant valoir auprès de Philippe III les liens du sang, de la religion et de la politique, Ferdinand parvint à entraîner l'Espagne dans la querelle de l'Autriche, et l'Europe se prépara à une seconde lutte, moins longue, mais aussi sanglante que la première.

Si Philippe III et le duc de Lerme s'étaient piqués de logique, la conséquence naturelle de la trêve de douze ans avec la Hollande et de l'inaction de la France, c'était la neutralité de l'Espagne dans ce conflit tout allemand; mais dès qu'il s'agit d'hérésie, l'Espagne n'a jamais su rester neutre. Philippe III pensait et sentait sur ce point comme Charles V et Philippe II: l'Espagne endettée, ruinée, à bout d'hommes et d'argent, entra dans la lice avec autant d'ardeur que si sa propre existence eût été mise en jeu. Ses historiens l'en blâment, et au point de vue de son intérêt ils ont cent fois raison; mais l'Espagne, dès que la question religieuse a été posée, n'a jamais songé à son intérêt; comme tous les grands peuples, elle a toujours vécu de sacrifices. Depuis les croisades jusqu'à l'affranchissement de l'Italie, la France, par une sorte de don Quichottisme politique qui lui a fait quelque honneur dans le monde, a souvent épousé de grandes causes où elle n'avait rien à gagner; le don Quichottisme religieux de l'Espagne a aussi sa grandeur, souvent tachée de sang, il est vrai; mais plus tolérante, plus humaine, elle eût peut-être été moins dévouée à ce principe catholique que, jusqu'à nos jours, elle n'a pas cessé de représenter.

La résolution une fois prise, elle fut exécutée avec autant de décision que de vigueur. Un corps de huit mille

Espagnols vint des Pays-Bas se réunir aux forces de l'empereur en Bohême. Spinola, le digne successeur du duc d'Albe, envahit le Palatinat, et attaqua l'Électeur Frédéric dans ses États héréditaires. L'armée protestante, sous les ordres du margrave d'Anspach, regarda, l'arme au bras, les Espagnols franchir le Rhin, sans faire un effort pour les arrêter. Spinola, après avoir conquis une partie du bas Palatinat, ne s'arrêta que devant un corps de treize mille Hollandais qui s'avançaient du côté de Cologne.

Pendant ce temps, Frédéric, impuissant à se défendre, mendiait le secours des princes réformés du Nord et de l'Angleterre. Mais Jacques I[er], alléché par l'espoir d'unir l'héritier de son trône à une princesse espagnole, fit la sourde oreille aux requêtes des luthériens allemands. Ceux-ci, découragés par la froideur de l'Angleterre et par la partialité avouée de la France pour l'Autriche, tinrent la partie pour perdue, même avant qu'elle ne fût jouée. L'Électeur de Bavière, devenu le bras droit de la *ligue catholique*, tandis que l'empereur en était la tête, après avoir soumis les insurgés de la haute Autriche, réunit ses troupes à celles de l'empire, et pénétra jusqu'au cœur de la Bohême. Les princes luthériens, gagnés par l'empereur ou découragés par le succès de ses armes, se renfermèrent dans une lâche neutralité. Bientôt cinquante mille hommes, sous les ordres de l'Électeur de Bavière, cernèrent dans Prague l'incapable Frédéric, dont les forces n'allaient pas à la moitié de ce nombre. Le 8 novembre l'armée protestante fut battue, et ses débris refoulés dans les murs de Prague. Frédéric, du haut des remparts de sa capitale, assista à la défaite de ses troupes dont il n'avait pas su partager les dangers. Dès lors, s'abandonnant lui-même avec la fortune, il évacua Prague dans la nuit, et laissa la Bohême au pouvoir de l'ennemi.

Mais le catholicisme n'a jamais su vaincre sans abuser de sa victoire. Toute résistance était inutile maintenant, et la Bohême se soumit. L'Empereur triomphant mit Frédéric au ban de l'empire, le déclara déchu de son Électorat, et annula d'un trait de plume toutes les vieilles franchises de la Bohême. Les victimes furent peu nombreuses, les chefs de la révolte s'étant presque tous enfuis; les biens des absents payèrent pour leurs personnes. Les calvinistes furent proscrits les premiers, mais les luthériens eurent bientôt leur tour, en dépit des promesses de l'empereur. Le protestantisme, sous toutes ses formes, fut banni de sa terre natale, où il avait précédé d'un siècle la venue de Luther. Toutes ses églises furent fermées, ou livrées au culte ennemi; mais même sous le joug des jésuites, qui allaient régner dans la patrie de Jean Huss, il devait y vivre dans les cœurs, jusqu'au jour où la paix de Munster lui rendrait sa place au grand jour dans la patrie allemande.

Tel est le premier acte de ce sanglant drame où Philippe III aussi a voulu jouer son rôle, sans profit, mais non pas sans gloire. Grâce à Spinola, l'influence et les armes de l'Espagne sont maintenant établies sur la rive gauche du Rhin, et l'ont même franchie pour pénétrer jusqu'en Allemagne. L'Électeur de Bavière, pour acheter l'appui de Philippe, lui a cédé ses prétentions sur le Palatinat, et l'empereur lui a promis le Tyrol et la partie ouest de ses États héréditaires. Ainsi, par elle-même ou par sa sœur l'Autriche, l'Espagne est sur le point d'enserrer la France, des Pays-Bas aux Alpes, par une longue suite de territoires occupés ou possédés par elle, et l'appui, désintéressé en apparence, qu'elle prête au catholicisme autrichien, lui a ouvert la voie à de nouvelles conquêtes.

Mais ce vol était trop hardi pour les ailes fatiguées de l'aigle espagnol. La mort de Philippe III, le 31 mars 1621, vint interrompre cette carrière qui s'ouvrait tout d'un coup pour ses armes sur la fin d'un règne sans éclat; et il légua en mourant à son successeur, avec la gloire éphémère de quelques succès sans importance, les embarras, les périls et les dépenses de cette redoutable lutte.

CHAPITRE III.

EXPULSION DES MAURES. LA COUR, LE PAYS, LES CORTÈS. LES FINANCES. MORT DE PHILIPPE III.

1609 A 1621.

Ce qui frappe au premier coup d'œil dans ce règne sans couleur, c'est de retrouver chez le fils tous les desseins du père, moins l'énergie pour les poursuivre et la puissance pour les exécuter. Déjà Philippe II lui-même n'a fait que continuer Charles-Quint, tout en le diminuant; mais, après lui, le niveau baisse encore, et Philippe III parodie son père plutôt qu'il ne l'imite. Par le traité de La Haye, il vient de proclamer à la face de l'Europe son impuissance à accepter l'héritage du dernier règne, la guerre de Hollande. Il n'a pas renoncé à ce rêve de monarchie universelle, héréditaire dans la maison d'Espagne; mais il ajourne ses ambitions, faute de pouvoir les réaliser. Incapable de dompter l'hérésie en Hollande, l'islam à Alger, et de protéger ses côtes contre les corsaires barbaresques, contre quel ennemi reportera-t-il cette ardeur de conquête qui vient de temps en temps le réveiller de sa profonde léthargie? Ne pouvant vaincre les musulmans au dehors, il va s'en venger en expulsant de ses États cette population industrieuse, qui enrichit la Péninsule de son travail, et y

aissera en s'exilant un vide que deux siècles et demi ı'ont pas pu combler.

Pour comprendre la haine traditionnelle de tout bon Espagnol contre les musulmans, il ne faut jamais perdre le vue les huit siècles de croisade dont ce peuple a eu esoin pour reconquérir son territoire. L'abaissement ıême et l'exil de cette race déchue, rentrée dans ses éserts pour y reprendre sa vie errante, n'ont pas suffi our désarmer ses implacables ennemis. Au début du VIIe siècle, l'Espagne se souvient encore qu'elle a donné es lois à la moitié de l'Europe, et pesé sur le reste par on influence. Aussi comprend-on la profonde blessure fligée à son orgueil par la présence sur son territoire ces Maures qui, au fond du cœur, s'en regardent ıcore comme les légitimes possesseurs. Tant qu'un ul musulman foulera aux pieds le sol de la Péninsule, semble que l'Espagne ne soit pas sûre de s'appartenir. ntre cette race opprimée, coupable de la peur qu'elle spire, la tyrannie de ses maîtres n'a pas trouvé de rantie. On a eu beau les forcer à abjurer leur relion, leurs lois, leurs mœurs, leur costume, le baptême ı pas suffi à laver la tache de leur origine. Le titre de *uveaux chrétiens*, au lieu d'être pour eux une sauvede, est devenu un titre de proscription, et reste ene aujourd'hui une injure.

Et cependant cette race, vouée à toutes les servitudes, ıit prospéré, sous la haine et le mépris des soi-disant étiens qui la persécutaient. Les Maures avaient dendé à l'agriculture et aux métiers les plus humbles, aignés par les Espagnols, leurs moyens d'existence, à où ils ne cherchaient qu'à vivre, à force de travail le patience, ils étaient parvenus à s'enrichir. Mais e prospérité même n'était, aux yeux de leurs maî-

tres sans pitié, qu'un tort de plus dont il fallait les punir. Les riches moissons qu'ils arrachaient au sol, grâce à cette savante irrigation dont Valence seule a gardé le secret, semblaient un vol fait à l'Espagne et à ses fils légitimes qui, seuls, avaient droit au partage.

Ce serait une erreur de croire, parce que les Maures avaient réussi dans l'agriculture, qu'ils eussent négligé l'industrie. A côté de la culture du mûrier, du riz, de la canne à sucre et du coton, tradition nationale importée par eux en Espagne, ils excellaient encore dans la fabrication de la soie, des cuirs et du papier. Partout où ils s'établissaient, le pays se couvrait d'arbres, que le paysan espagnol n'a jamais su que détruire, et prenait l'aspect d'un jardin. Grenade et Valence, avec leurs fertiles *huertas* qu'environne aujourd'hui de tous côtés le désert, ne donnent qu'une faible idée de ce que fut autrefois l'Espagne musulmane, au temps où la seule Andalousie comptait, dit-on, jusqu'à douze mille villages.

Chose étrange! le voisinage et l'exemple de cette race industrieuse, au lieu de développer l'émulation des chrétiens, avait arrêté leur essor. Le seul fait que les arts agricoles et industriels étaient exercés avec succès par une race infidèle en avait détourné le paysan espagnol. Habitué à la paresse par une tradition aussi vieille que l'Espagne, il avait fini par en faire un titre de noblesse en même temps que de foi. S'il aspirait à posséder ces riches *vegas*, souillées trop longtemps par la présence des Maures, c'était pour les laisser dépérir, et les rendre au désert qui, peu à peu, envahit l'Espagne comme une lèpre. Du reste, séparé de cette race vassale par toutes les barrières que pouvait inventer la haine, fuyant comme la peste toute espèce de relation avec elle, l'Espagnol, déjà isolé du reste de l'Europe, vivait, sur son

propre sol, à part de ceux qui le partageaient avec lui. Comment aurait-il daigné rien apprendre de ceux dont il regardait la présence comme une malédiction et le contact comme une injure?

Puis, quand, à force d'exactions et de violences, on avait poussé les Maures à la révolte, cette révolte, bientôt écrasée, était une arme que l'on tournait contre eux : on leur reprochait de correspondre avec les États barbaresques; d'appeler, de guider les corsaires qui venaient ravager les côtes de l'Espagne, en épargnant les villages mauresques pour piller ceux des chrétiens. Déjà, sous Charles-Quint, en 1530, après une insurrection noyée dans le sang, soixante et dix mille Maures andalous avaient cherché un refuge en Afrique (voir t. VII, p. 269). Sous Philippe II, la guerre des Alpujarras avait coûté soixante mille hommes aux vainqueurs; on peut juger par là de ce qu'elle avait coûté aux vaincus.

Lors du coup de main de Drake contre Cadix, en 1587, on avait craint ou feint de craindre un soulèvement des Maures d'Andalousie. Du reste, l'idée d'expulsion de cette race proscrite était déjà vieille en Espagne; car, dès 1578, un moine, prêchant l'Évangile aux Maures de l'Aragon, le jour même où naquit Philippe III (14 avril), s'était écrié, animé d'un souffle prophétique : « Eh bien! puisque vous refusez de venir « à Jésus-Christ, sachez qu'aujourd'hui même est né « celui qui vous bannira du royaume! »

Lerme, dans sa vice-royauté de Valence, s'était signalé par sa haine fanatique contre les *nouveaux chrétiens*, nombreux dans ce pays, grâce à la protection des nobles qu'enrichissait leur travail. Son frère, le grand inquisiteur, allant plus droit au but, osa même demander que cette race maudite fût exterminée par l'épée.

Ainsi, la fatale mesure qui a consommé la ruine de l'Espagne était dans l'air, pour ainsi dire; elle répondait aux instincts du peuple, elle occupait les pensées des hommes d'État, et Philippe III, qui en a pris devant l'histoire la responsabilité, ne fut que l'aveugle instrument des rancunes populaires.

L'archevêque de Valence, Ribera, s'était voué avec une ardeur sans égale à la conversion des Maures, tâche ingrate s'il en fut, car nul ne pouvait savoir si cette conversion était sincère, puisque le baptême forcé était devenu le premier article du code de la conquête. Déjà, en 1595, Ribera avait conseillé à Philippe de chasser les Maures de ses États, et sans le bon sens d'Idiaquez, peut-être eût-il été écouté du fanatique monarque. En 1604, le fougueux prélat adressa à Philippe III et aux Cortès un mémoire où, entassant contre ces malheureux les accusations les plus haineuses, il demandait nettement leur expulsion : « Si l'*invincible Armada* s'est perdue, y disait-il, c'est un avis du ciel qui veut que vous extirpiez l'hérésie de ces royaumes. Si l'expédition contre Alger n'a pas réussi, c'est Dieu lui-même qui nous enseigne que ce n'est pas au dehors, mais au dedans, que l'Espagne doit faire la guerre aux infidèles. »

Le mémoire du prélat fut bien accueilli du roi et du favori. Bientôt, il en rédigea un second, plus détaillé, où il s'étendait sur les moyens d'exécution. « Aucun précepte, y disait-il, n'est aussi souvent répété au peuple élu de Dieu que celui de rejeter de son sein les nations infidèles...

« Les *rois catholiques* n'ont pas hésité à bannir du royaume les Juifs, qui n'étaient pourtant ni hérétiques, ni apostats, et qui ne correspondirent jamais avec les

ennemis de l'État. S. M. l'Empereur a ordonné aux Maures de recevoir le baptême ou de quitter l'Espagne. Il espérait ainsi faire d'eux des chrétiens fidèles et des sujets soumis, il a été trompé dans son espoir. Les rois de France ont donné à tous les rois une utile leçon, en montrant au monde, sur leurs sujets hérétiques, les funestes effets de la tolérance. S'ils avaient obéi à l'Église, et mis à mort ou chassé les réformés, que de maux ils auraient évités à eux et à leur pays !

« L'intérêt spirituel et temporel du royaume exige donc l'expulsion des Maures. Ils travaillent à plus bas prix que les natifs; les villages espagnols sont pauvres et dépeuplés, les villages maures regorgent d'habitants. Les fermiers espagnols, dans les terrains les plus fertiles, n'arrivent pas à payer leurs baux; les Maures, en défrichant un sol ingrat, enrichissent leurs maîtres et eux, et acquittent en outre de lourds impôts. *Ils sont l'éponge qui attire à elle toute la fortune de l'Espagne.*

« Conclusion : Il ne serait pas sage néanmoins de les chasser tous à la fois. Dans les royaumes de Valence et d'Aragon, où ils sont le plus nombreux, ils ne se mêlent pas avec les chrétiens. De plus, ils font prospérer ce pays par leur science en agriculture et en irrigation; s'ils étaient tous bannis, cette science se perdrait. Mais dans les autres provinces, ils parlent castillan, ils habitent dans des villages chrétiens, et y répandent le venin de l'islam, ou d'une soumission hypocrite aux vérités de notre sainte religion. Il faut donc les bannir partout, sauf en Aragon et à Valence, et garder leurs enfants au-dessous de sept ans, afin de les élever dans la religion chrétienne. *Le roi peut, en toute sûreté de conscience,* employer les adultes sur ses galères ou aux travaux des mines en Amérique, ou les

vendre comme esclaves à ses sujets; et comme ils ont tous mérité par leurs forfaits la mort ou l'esclavage, si S. M. les déportait en Afrique, au milieu de leurs coreligionnaires, ce serait un acte de clémence et de pitié. »

Ainsi l'économie, l'ordre, l'amour du travail, tout se tournait en crime contre ces malheureux, et ce qu'on aurait dû récompenser on le punissait ! Le grand inquisiteur opina pour le bannissement total et sans exception ; Lerme fut du même avis, et toute instance contraire fut écartée. Le pape Paul V protesta en vain, à son éternel honneur ; Rome même fut dépassée en fanatisme, et sa voix, quand elle prêchait le pardon, ne fut pas écoutée.

Malgré le secret dont on chercha à entourer cette grave résolution, le bruit s'en répandit au dehors, et sema l'effroi dans toute la population mauresque. Depuis plusieurs années déjà, ils correspondaient avec les États musulmans d'Afrique, pour s'y assurer au moins un refuge. Ils avaient même, dit-on, essayé de décider l'Émir de Maroc à envahir la Péninsule, en lui promettant une armée de cent cinquante mille hommes. Enfin, en 1602, ils avaient offert à Henri IV cent mille hommes armés, s'il voulait déclarer la guerre à l'Espagne. On assure même qu'ils se montrèrent disposés à embrasser le protestantisme qui, moins chargé d'images et de symboles, était, par cela seul, plus conforme à leur foi première. (Sully, *Économies royales*, t. VIII, p. 328.)

Ainsi la haine publique ne s'était pas trompée en accusant les Maures de conspirer avec tous les ennemis de l'Espagne, ce qui ne justifie pas les odieux traitements qui les poussèrent à ces complots. Mais le prétexte était trouvé, et le fanatisme qui dicta leur arrêt avait au moins une excuse. Lerme, pour prévenir.

disait-il, une levée d'armes en masse de tous les Maures d'Espagne, pesa de tout son poids sur Philippe III pour obtenir leur banissement : « Grande résolution! » s'écria le faible monarque, effrayé lui-même de la décision qu'il allait prendre. « Eh bien! chargez-vous de « l'exécuter, duc! » (*Haced lo, vos duque.*)

Avant de publier l'édit, les mesures furent prises pour rendre toute résistance impossible, ou au besoin, pour l'écraser. La trêve avec les Pays-Bas rendait disponibles toutes les forces de l'Espagne : les vice-rois de Naples, de Sicile, de Milan reçurent ordre d'envoyer sur les côtes de Valence toutes leurs troupes de terre et de mer; de tous les coins de la Péninsule, vaisseaux et soldats furent dirigés de ce côté. Le secret était devenu impossible, et les Maures étaient sur l'éveil. Les nobles valenciens envoyèrent représenter au roi le dommage que causerait l'expulsion des Maures, à l'État d'abord, puis aux seigneurs dont ils cultivaient les terres, et qui tiraient d'eux par an 12,000,000 de ducats (108,000,000 de francs); enfin le danger de pousser au désespoir une population aussi nombreuse. Mais la députation n'était pas encore à Madrid que déjà tout le littoral de Valence était couvert de troupes et de vaisseaux.

Enfin, le 22 septembre, parut le fatal édit. Il ordonnait à tous les Maures, mâles et femelles, du royaume de Valence, de se tenir prêts dans trois jours à s'embarquer, au port qui leur serait désigné, avec défense, sous peine de mort, de quitter avant ce terme le lieu où ils se trouvaient. On ne leur permettait de prendre avec eux, de leurs meubles et habits, que ce qu'ils pourraient porter sur leurs personnes. On s'engageait à ne les point maltraiter, et à les nourrir en mer. Après les trois

jours de délai, quiconque trouverait un Maure hors de son lieu natal aurait droit de l'arrêter, de le dépouiller, et de le tuer s'il résistait. Peine de mort aux habitants de tout village où les bannis auraient brûlé, caché ou enterré une partie de leur avoir. Dans chaque village maure de cent habitants, on devait en laisser six, choisis parmi les plus vieux et les plus habiles, pour enseigner aux nouveaux habitants l'art de cultiver et d'irriguer leurs champs. Les enfants au-dessous de quatre ans pourraient rester en Espagne, si leurs parents et *eux-mêmes* y consentaient. Ceux au-dessous de six ans, nés d'une *vieille chrétienne* mariée à un *nouveau chrétien*, resteraient avec leur mère, mais le père serait chassé.

Surpris et enveloppés comme dans un coup de filet, déconcertés par le peu de temps qu'on leur laissait, les Maures, en général, n'essayèrent pas de résistance. Elle eût d'ailleurs été inutile, et partout où on l'essaya, elle fut étouffée dans le sang. Vingt mille rebelles, réfugiés dans les montagnes, s'y maintinrent quelques mois, après s'être donné un roi de leur race. La guerre des Alpujarras recommença sur une moindre échelle. Mexia, général des troupes royales, fit égorger d'une fois deux mille prisonniers, et la tête du *reyezuelo* fut clouée sur une des portes de Valence, comme celle d'Aben Aboo à Grenade. Sur d'autres points encore, les malheureux essayèrent de résister; mais les mesures avaient été trop bien prises, il fallut obéir. Alors, à défaut de la pitié, ils s'adressèrent à la cupidité du monarque : ils lui offrirent d'équiper une flotte pour garder les côtes de la Péninsule, d'entretenir les garnisons des forts du littoral, et de racheter tous les captifs chrétiens en Barbarie. Leurs offres furent repoussées; la prière échoua comme

la résistance. Poussés au désespoir, les proscrits songèrent encore à la révolte, mais il était trop tard : le gouvernement avait gagné de vitesse les États musulmans qui auraient pu les secourir, et Henri IV lui-même finit par les abandonner à leur malheureux sort.

Enfin le délai étant expiré, de tous les points du royaume ils s'acheminèrent, escortés par des troupes, vers les ports d'embarquement. Leurs maîtres se chargèrent de les accompagner, pour les protéger contre les insultes des prétendus chrétiens, qui les guettaient au passage pour les voler et les assassiner en chemin. Heureux ceux qui purent faire la traversée sur des vaisseaux de l'État! car la plupart de ceux qui s'embarquèrent sur des navires marchands furent dépouillés de tout ce qu'ils possédaient, souvent même égorgés ou jetés à la mer, et leurs femmes livrées aux derniers outrages. Le gouvernement fut obligé de sévir contre ces écumeurs de mer et ces voleurs de grand chemin, chez qui l'ardeur de la foi se traduisait en brigandages. Ainsi Escolano, l'historien de Valence, nous raconte qu'un *vieux chrétien*, connu par sa dévotion, s'en allait, le mousquet sur l'épaule, à la chasse des Maures errants dans la campagne; et quand il en avait tué un, il se remettait à marcher à pas comptés en disant son rosaire.

Alger, Oran, Fez et autres cités d'Afrique reçurent par milliers les malheureux fugitifs, mais leur firent en général, Tunis excepté, un assez triste accueil. La France et l'Italie ne les accueillirent pas mieux. Juifs, turcs ou chrétiens, chaque religion les repoussa comme ne lui appartenant pas : pour les musulmans, ils étaient trop chrétiens, pour les chrétiens trop musulmans. Des milliers périrent de faim dans le désert, ou y furent

égorgés par les Bédouins. Marseille leur ouvrit son port, à la prière de l'ambassadeur de France à Constantinople; mais il en périt en mer un si grand nombre que les habitants de la côte de Provence refusaient de manger du poisson, comme ayant le goût de chair humaine.

Un édit, presque aussi odieux que celui qui les bannissait, interdisait aux proscrits de vendre, et aux chrétiens d'acheter les produits de leurs champs, de peur de frustrer leurs maîtres de leurs droits. Aux misères de l'exil, aux déchirements de la famille brisée, vinrent se joindre les souffrances matérielles de la faim, de la soif sous un soleil brûlant!... C'est ainsi que l'Espagne a compris de tout temps le christianisme, c'est-à-dire l'unité à tout prix, l'unité par le fer, par le feu, par l'exil, pour ceux qui ne veulent pas s'y soumettre; l'unité au prix de la dépopulation et de la ruine, l'unité dans la misère, dans l'ignorance, dans l'isolement, mais l'unité dans la foi, qui vaut à ses yeux tout ce qu'elle a coûté!

A la nouvelle de cet acte de froide barbarie où l'Espagne se suicidait elle-même, un long cri de réprobation s'éleva de toute l'Europe. Richelieu lui-même, si peu accessible à la pitié, l'appelle « le plus hardi et le « plus barbare conseil dont l'histoire fasse mention. » (*Mém.*, X, 231.) Tel est l'*acte héroïque* qu'exaltent les historiens espagnols, et qu'ont célébré à l'envi la peinture avec Vélasquez, et la poésie avec Lope de Vega. Voici en quels termes en parle Porreño, le plus plat de tous les biographes de Philippe III : « O trois fois heureux le roi qui a su mener à bonne fin, avec une si rare prudence, ce que tant et de si puissants monarques avaient en vain tenté!.. Aussi pouvons-nous mettre cette

expulsion des Maures *au rang des sept merveilles du monde,* œuvre si ardue que ni son père, malgré toute sa prudence, ni son aïeul, malgré tout son courage, ni ses bisaïeux, tout *rois catholiques* qu'ils fussent, n'ont pas osé l'entreprendre, et notre saint roi l'a menée à bien. Lui, ce tendre agneau, il les a conduits avec tant le calme et de facilité aux ports où ils devaient s'em-)arquer, comme on mène des brebis à l'abreuvoir, sans ju'un seul d'entre eux osât se révolter. O grand mo-ıarque digne de louanges immortelles ! » (Yanez, *Memor.* 'ara la histor. de Felipe III,* 291-97.)

Qu'un historiographe de cour, payé pour faire un rand homme du monarque hébété dont il raconte la ie, fasse un titre de gloire à Philippe III de la pire ute de son règne, cela ne nous étonne pas. Mais veut-ı savoir en quels termes en parle l'homme le plus ninent de l'Espagne à cette époque, son plus rare nie littéraire, l'auteur de *Don Quichotte?* « Leur ıique pensée, dit-il en parlant des Maures, c'est ımasser de l'argent. Un *real* est-il entré en leur pou-ir, ils le condamnent à la prison perpétuelle, de sorte e, acquérant toujours, ils arrivent à entasser dans rs mains la plus forte partie de l'argent du royaume. ssi sont-ils la lèpre, la teigne qui ronge l'Espagne; pies et les belettes qui la dévorent toute vive! Ils rent à eux tout ce qu'elle possède, ils cachent tout, engloutissent tout. Et n'oubliez pas qu'ils sont ɔmbrables, qu'ils gagnent chaque jour peu ou beau-p, que ce qu'ils gagnent ils le cachent, et qu'une re lente vous tue tout aussi bien qu'une fièvre ma-e... Dites-vous enfin que chez eux il n'y a point de ɔat : que ni hommes ni femmes n'entrent en religion, tous se marient, tous multiplient, parce qu'une vie

sobre est propice à la génération ; que la guerre ne les consume point, car ils ne servent pas dans nos armées; qu'ils n'ont pas de travail démesuré ou malsain pour abréger leur vie ; qu'ils n'ont pas de domestiques, parce qu'ils s'en tiennent lieu à eux-mêmes; enfin qu'ils ne dépensent rien à faire étudier leurs fils, parce que toute leur science c'est de nous voler. » (Cervantes, *Coloquio de los perros.*) Il est pénible, en vérité, de voir un aussi beau génie partager ainsi, et surexciter encore les ignares préjugés du vulgaire contre une population honnête et industrieuse. Et cependant Cervantes se tait sur le plus sérieux grief, aux yeux de tout bon Espagnol, car le mot de religion n'est pas même prononcé dans son réquisitoire.

L'essai avait réussi. Le 2 décembre, un second édit fut dirigé contre les Maures d'Andalousie et de Murcie. Instruits par l'exemple de leurs frères de Valence, ils n'essayèrent pas une résistance inutile, et quittèrent en pleurant ce sol où ils laissaient les os de leurs pères et le fruit de leur travail. On leur avait assigné pour leur départ un délai de trente jours, que l'on réduisit à vingt. A ceux qui allaient chercher un asile en terre chrétienne, on permit d'emmener toute leur famille; mais ceux qui se dirigeaient vers l'Afrique durent abandonner leurs enfants au-dessous de sept ans. L'Andalousie perdit ainsi quatre-vingt mille, Murcie quinze mille de ses plus laborieux habitants. Toutes les instances des nobles et des députés de ces deux provinces se brisèrent contre la pieuse obstination du monarque, fanatisé par le clergé.

Le 27 avril suivant vit commencer l'exécution contre les Maures d'Aragon. Cette dernière plaie manquait seule à ce noble et infortuné pays. Elle acheva de con-

sommer sa ruine, et d'en faire ce désert que le voyageur ne traverse que le cœur serré. On redoutait une révolte, et les proscrits n'eurent que trois jours pour s'embarquer, comme ceux de Valence. Toutes les forces dont l'Espagne disposait avaient été dirigées sur l'Aragon; mais le nerf de cette race infortunée avait été brisé : aucune tentative de révolte ne vint fournir à leurs bourreaux un prétexte pour sévir. Les commissaires royaux leur firent payer en chemin « jusqu'à l'eau des ruis- « seaux, jusqu'à l'ombre des fontaines. » On en compta soixante-quatre mille qui sortirent de l'Aragon. Bon nombre s'embarquèrent pour l'Afrique; d'autres obtinrent de passer en France où, malgré les belles promesses de Henri IV, on leur fit payer dix écus par tête une hospitalité accordée à regret.

Puis ce fut le tour de la Catalogne. Là, le vice-roi ne donna aux Maures que trois jours pour l'évacuer. Ailleurs, on leur avait interdit, sous peine de mort, d'emporter avec eux de l'or ou de l'argent. En Catalogne, on fit mieux encore : on déclara leurs biens confisqués pour le payement des dettes qu'ils *pouvaient avoir contractées* envers les chrétiens. Trente-deux, sur qui on saisit de l'argent et des bijoux, furent pendus à Burgos. Plus tard, cependant, on leur permit d'emporter la moitié de leur or et de leur argent, en versant l'autre moitié aux mains des commissaires royaux. Mais il n'en entra qu'une faible partie dans les coffres de l'État. On évalue à 500,000 ducats (4,500,000 fr.) ces dépouilles des proscrits, que Lerme partagea avec ses affidés. Le chiffre des Maures expulsés de la Catalogne monta à soixante-quatre mille.

Les provinces de l'intérieur, les deux Castilles, la Manche et l'Estrémadure eurent aussi leur émigration.

On défendit aux exilés de traverser les provinces du littoral; pour gagner les Pyrénées ou le Portugal, ils durent faire à pied cette longue route, à travers des exactions, des fatigues et des dangers de toute sorte. On compte que, des Castilles seulement, il en sortit plus de cent mille. Ainsi se compléta l'expulsion des Maures : commencée par la circonférence, elle s'acheva par le centre, et jamais mesure plus odieuse ne fut exécutée avec plus de dureté, mais aussi avec plus d'ensemble, d'habileté et de prudence.

Pendant le siècle qui venait de finir, le nombre des Maures s'était accru dans une progression très-rapide. Suivant Fonseca (*Justa expulsion*... p. 174), la population mauresque doublait tous les dix ans; et si l'on réfléchit que la carrière des armes leur était interdite, les couvents fermés, et que, serfs de la glèbe, ils n'émigraient jamais en Amérique, cette assertion paraîtra moins invraisemblable. Ce qui est certain, c'est que le royaume de Valence, à lui seul, en perdit cent quarante mille, dont moitié à peine arriva à sa destination. Quatre cent cinquante villages demeurèrent déserts, et dans la Catalogne et la *Sierra Morena,* les trois quarts des villages restèrent dépeuplés. Seul, parmi les historiens de l'époque, Escolano, l'auteur des *Antiquités de Valence*, a eu le courage de flétrir cette pieuse et cruelle folie, pour laquelle ses contemporains n'ont pas assez d'éloges : « Grâce à l'expulsion des Maures, dit-il, Valence, le royaume le plus florissant de la Péninsule, est devenu un désert aride et nu. » En effet, malgré tous les efforts du gouvernement pour repeupler les terrains vacants, les colons, attirés à grands frais des autres provinces, et même de France et d'Italie, sont à grand'peine parvenus à peupler les riches plaines de Valence, de Xativa

et d'Oribuela; quant aux montagnes, que les Arabes, à force de travail, étaient venus à bout de fertiliser, elles ont été bien vite reconquises par le désert. Les vieillards, que les nobles de Valence avaient été autorisés à garder pour enseigner l'agriculture aux nouveaux colons, ne voulurent pas profiter de cette faveur dérisoire, et allèrent rejoindre leurs frères dans la terre d'exil. Enfin, même dans les districts les plus fertiles, les nouveaux habitants n'ont jamais pu acquitter les mêmes impôts que les anciens.

Il est difficile d'arriver à la vérité sur le chiffre total d'habitants que cette mesure fit perdre à l'Espagne. Les appréciations varient de trois cent mille à un million, mais évidemment le dernier chiffre est bien plus près de la vérité. Déjà, en additionnant les chiffres officiels, nous arrivons à près de cinq cent mille; qu'on y ajoute ceux qui prévinrent leur sentence par une émigration volontaire (l'Andalousie seule en vit vingt mille se réfugier à Fez); qu'on tienne compte de tous ceux qui périrent dans les révoltes, sur les chemins ou en mer, dans les cachots ou sur les bûchers de l'Inquisition, et l'on trouvera que le chiffre d'un million est bien près d'être atteint, s'il n'est pas dépassé, « tant s'était multipliée, ajoute Porreño, cette barbare canaille! » (*esa barbara canalla.*)

Quant aux funestes conséquences de cette expulsion, il n'est pas besoin de les énumérer. Quelque faible que soit la somme que chacun des fugitifs ait pu emporter avec lui, à quelque bas prix qu'ils aient pu vendre leurs biens, comme les plus riches, avertis par la rumeur publique, purent prendre l'avance, et faire passer à l'étranger une partie de ce qu'ils possédaient; comme la fortune d'un seul d'entre eux était évaluée à plus de

cent mille ducats, on ne peut douter qu'une grande partie du numéraire de l'Espagne n'en soit sortie avec eux pour n'y jamais rentrer. En revanche, s'il faut en croire leurs ennemis, ils y laissèrent derrière eux une grande quantité de monnaie fausse ou de bas aloi, qui contribua encore à faire hausser le prix des denrées. La plupart des communes mauresques avaient contracté des emprunts pour des travaux d'utilité publique. Les chrétiens, malgré leurs préventions, recherchaient ces sortes de placements, d'autant plus sûrs que les habitants de chaque commune étaient solidaires entre eux. Mais les villages une fois évacués, le capital fut absorbé avec les intérêts, et plusieurs millions, perdus pour l'Espagne, vinrent la punir de sa cruauté et de son imprévoyance.

Mais qu'est-ce que la perte de l'or ou de l'argent comparée à celle d'une population saine, honnête et industrieuse, se multipliant avec ce rapide progrès que Dieu accorde à la famille humaine, partout où elle marche dans la voie qu'il lui a tracée? Certes, si les *vieux chrétiens*, au lieu de refouler les Maures vers leur foi proscrite, les avaient attirés à eux par la charité d'abord, et aussi par l'attrait d'une civilisation supérieure, les destinées de l'Espagne auraient changé. L'oisif et farouche génie de sa race se serait adouci au contact d'une race plus laborieuse et plus humaine. Les deux peuples, si longtemps séparés, se seraient fondus en un seul, comme naguère les Goths, en se fondant avec la race indigène, lui ont apporté un élément nouveau de vie et de progrès.

Mais les peuples ont leur caractère comme les individus. Ce qu'on appelle à tort la destinée d'un peuple n'est que le résultat logique et nécessaire de ce carac-

tère indélébile, empreint déjà sur les grossiers instincts de la peuplade, en attendant le jour où elle deviendra une nation. La seule différence entre l'individu et le peuple, c'est que le premier, étant une personne, s'instruit en vieillissant, et peut changer dans une certaine mesure, tandis que le peuple ne change pas, parce qu'il ne vieillit pas ! L'Espagne primitive, nous l'avons vu, c'est le génie de la résistance uni à celui de l'isolement. Si, après une lutte héroïque, qui n'a guère duré moins de deux siècles, elle a fini par se plier à la culture romaine, c'est que Rome lui apportait une civilisation bien supérieure, et la mettait à même d'en goûter les bienfaits, tandis que l'Espagne chrétienne a exclu les Maures de la sienne. En se soumettant à ses maîtres, l'Espagne romaine avait l'espoir fondé de monter à leur niveau, et la preuve, c'est qu'elle a fini, avec Trajan et Adrien, par leur donner des rois.

Mais le malheur de l'Espagne chrétienne, ce fut d'être conquise par des musulmans, inférieurs à elle de toute la distance qui sépare la religion de l'Islam de celle de Jésus-Christ. Aussi n'a-t-elle pas seulement haï ses maîtres, elle les a méprisés, et dès lors toute fusion est devenue impossible. De là cette haine inexpiable que huit siècles de guerre n'ont pas pu assouvir; de là ce mépris d'une race héroïque, qui a fait de l'ascétisme la base de sa foi, pour une race sensuelle qui a besoin de peupler le ciel même des charnelles voluptés qui ont rempli sa vie. Même après avoir vaincu ses conquérants, l'Espagne ne leur a pas pardonné. Même après avoir reconquis sur eux jusqu'au dernier pouce de son territoire, elle s'est sentie souillée tant qu'un seul des fils de Mahomet y est resté pour le profaner. De là ce dernier acte, insensé à nos yeux, héroïque à ceux de

l'Espagne, mais inévitable et fatal, si l'on se rend compte du caractère de ce peuple qui, façonné par la nature pour l'unité, ne l'accepte en religion que pour la repousser partout ailleurs.

Sous ce déplorable règne qui n'occupe pas une place, mais qui bouche un trou dans l'histoire, sous la sénile domination de ce vieillard de trente ans, les événements extérieurs, les guerres, les traités ne sont que de vaines apparences; ce n'est pas au dehors, c'est au dedans que s'accomplit la réalité de l'histoire. C'est là qu'il faut chercher les germes de dissolution que couve dans son sein cette monarchie aux abois qui, après trois règnes, a déjà fait son temps. Après avoir conquis ou dominé une moitié du continent, l'Espagne va voir ses provinces et ses colonies lui échapper une à une, et en sera réduite, un siècle après Philippe II, à mendier un roi à la France, et à en recevoir l'aumône d'une dynastie étrangère.

De retour dans sa capitale, affamée de revoir un roi, Philippe III n'a guère été plus fidèle à Madrid qu'à Valladolid; il s'est hâté de reprendre sa vie nomade, voyageant de ville en ville, en quête non des besoins de ses sujets, mais de ses plaisirs, et tuant le temps au lieu de le remplir; partageant ses journées entre les fêtes du théâtre et celles de l'Église; convoquant ses Cortès quand il ne peut faire autrement, afin de remplir ses coffres vides, et de les vider quand ils seront pleins! Les subsides qu'il leur arrache servent à alimenter, avec la guerre des Pays-Bas, toutes les folles expéditions qui continuent les malheurs, sans la gloire, du dernier règne; à fournir aux profusions de la maison royale et

ombler de dons sans
amée. Ces trois buts
scrupule aux engage-
es les traditions du der-
plus fidèlement suivie.
façon Philippe II traitait ses
ne machine à battre monnaie,
que, en échange de son argent,
otenir quelques libertés. Eh bien,
le fils toutes les façons d'agir du père,
our la représentation nationale, et ils
ur excuse la grandeur des desseins et
e la puissance. Ainsi, aux Cortès de Cas-
, où Lerme apparaît comme représentant
et Calderon de Valladolid, les députés se
leur complaisance accoutumée, et font mine
r les subdides; mais Lerme, appuyé par deux
, habiles courtiers politiques, parvient à gagner
-trois députés sur trente-six, et à leur arracher en-
dix-sept millions et demi de ducats pour sept ans.
ais les députés ont peur que leurs votes ne soient pas ratifiés par les villes; ils font jurer au monarque qu'il remplira les conditions du contrat mieux qu'il ne l'a fait par le passé : et la première, c'est de modérer les dépenses de la maison royale qui, de 400,000 ducats par an sous le dernier règne sont montées à 1,300,000; car à mesure que la royauté devient moins glorieuse, elle coûte plus cher au pays.

Mais en matière d'impôts, on a d'ordinaire moins bon marché du peuple que de ceux qui le représentent. Lerme, redoutant un désaveu, qui aurait pu jeter la couronne dans de graves embarras, fit ce que son maître avait fait avant lui : il se mit à voyager de ville en ville,

semant à pleines mains les faveurs, et surtout les promesses, et finit par obtenir, non sans peine, la ratification des cités. Quant à Philippe III, le dédain cavalier de son père pour les vœux et les griefs des Cortès était plus facile à imiter que ses hardis desseins. Aussi, sur les nombreuses requêtes de ces Cortès de 1607, prorogées jusqu'en 1611, dernière et courageuse expression de cette voix du pays qui n'avait pas encore appris à se taire, sait-on combien le roi en accorde?... Quatre seulement! Aux autres il répond par la formule paternelle: « Il ne convient pas d'innover, » ou bien : « L'on avisera ».

Parmi ces requêtes il en est une qu'on s'étonne de rencontrer sous ce règne clérical: les députés, échos, sur ce point, de la pensée publique, osent se plaindre au roi du nombre toujours croissant des couvents, surtout des ordres mendiants qui, encouragés par le favori, se répandent comme une lèpre sur toute la péninsule; ils demandent qu'on interdise d'en fonder de nouveaux, au moins pendant dix ans. Ils protestent contre les lettres de naturalisation qui autorisent des étrangers à toucher les pensions de l'État et les bénéfices de l'Église. Enfin ils demandent que le Saint-Office ne puisse arrêter personne que pour des délits qui touchent à la foi, et cesse d'empiéter sur les droits des tribunaux.

L'Aragon est encore moins bien traité que la Castille: aux demandes réitérées des Aragonais qui pressent le roi de venir à Saragosse tenir les Cortès, selon l'antique usage, Philippe III ne répond que par de vains prétextes: tantôt c'est une maladie qui l'en empêche, tantôt c'est le manque d'argent. Une députation expresse, venue à Madrid, n'est pas plus heureuse. La représentation nationale de l'Aragon, faussée et violentée

par le père, n'a plus même l'air d'exister aux yeux du fils; mais il en est puni par la désaffection de ce pays qui l'avait accueilli avec tant d'amour!

Ce dédain étrange pour les volontés de la nation s'explique par l'attitude de la royauté au dehors, dans ses relations avec les autres couronnes. L'incurable orgueil de la Castille a survécu à sa puissance, et cette royauté déchue, qui n'a pas même conscience de son abaissement, traite encore toutes les autres en vassales. Ressuscitant les plus folles prétentions de son père à la monarchie universelle, Philippe réclame comme siennes la Hongrie et la Bohême, au risque de s'aliéner la maison d'Autriche. Après s'être bercé du rêve de succéder à Élisabeth sur le trône d'Angleterre, il se résigne enfin à voir Jacques I[er] y monter à sa place; mais c'est pour le traiter en prince d'un rang inférieur, et lui refuser le nom de frère. Peu s'en faut que Philippe III ne dispute à son cousin d'Autriche le titre d'empereur, et ne réclame pour lui seul la prééminence sur tous les rois. L'Espagne qui, malgré tant de dures leçons, ne s'est pas encore éveillée de ses rêves, applaudit à ces prétentions puériles, dont les événements vont bientôt faire justice. Les historiographes de cour ont tellement répété à Philippe III qu'il continue son père, s'il ne le dépasse pas, qu'il a fini par les croire sur parole.

Il n'est pas jusqu'au roi de France, le victorieux Henri, que Philippe ne regarde comme son inférieur, sinon son vassal, et à sa mort, il s'étonne presque de ne pas hériter de lui. Il refuse d'apposer sa signature à un traité à côté de celle du duc de Savoie dont il convoite aussi l'héritage; car à tous les coins du continent, il a quelque chose à revendiquer. Enfin ses ambassadeurs disent à qui veut les entendre qu'un roi d'Espagne est

trop puissant pour se laisser enchaîner par des traités, et que les autres rois doivent s'en remettre à sa discrétion, et implorer sa clémence.

Étrange contraste! Ce roi, qui dîne à crédit, et n'a pas toujours de quoi payer les gages de ses serviteurs, s'achète partout des partisans, et prétend à la fois à toutes les couronnes de l'Europe. L'Italie a été de tout temps le point de mire de l'ambition espagnole, et Philippe y a des pensionnaires jusque dans le conclave. Il paye au duc d'Urbin douze mille écus par an pour les frais de sa table, et lui solde en outre une petite armée. En Autriche il sème l'or à pleines mains, à la cour même de son cousin l'empereur. Enfin l'Irlande, où ses armées n'ont paru que pour s'y faire battre, lui coûte aussi cher que l'Allemagne, et ne lui rapporte pas plus.

Tel est le spectacle que, pendant deux siècles, l'Espagne va offrir à l'Europe, triste mélange d'ambition surannée, de fausse grandeur et d'orgueil attardé, unis à des misères et à une faiblesse trop réelles. Depuis qu'ils ont échappé à l'anarchie du moyen âge, les peuples de l'Europe marchent tous plus ou moins dans la voie du progrès; l'Espagne seule recule au lieu d'avancer, et se précipite vers sa ruine d'une pente toujours plus rapide. Arrivée à l'unité presque aussi tard que la France, à peine a-t-elle reconquis son territoire qu'elle se hâte d'en sortir pour déborder sur l'Europe; et cette unité, devenue trop vaste, l'a bientôt écrasée de son poids! Puis quand elle a dépensé en deux règnes les forces amassées pendant huit siècles de lutte; quand, de ce passé si glorieux, il ne lui reste plus que d'impuissantes prétentions et de vains souvenirs, quand les hommes lui font défaut aussi bien que les ressources, alors commence pour elle une agonie de deux siècles

qu'on ne peut comparer qu'à celle de l'empire ottoman.

Dans les deux siècles qui nous restent à parcourir, si bas que nous soyons descendus avec Philippe III, nous descendrons plus bas encore! Mais ici le contraste est plus saisissant : on passe, sans transition, de la pleine vitalité du dernier des grands règnes à la caducité et à la mort morale qui caractérisent celui-ci. Ce qui est plus triste encore que le déclin de la puissance, c'est l'abaissement des caractères. La cour de Justinien n'offre rien de plus vil, de plus bassement cupide que Lerme et l'immonde troupeau qui s'enrichit dans la même fange que lui. Et cependant, vers le milieu du règne, il semble que la conscience publique se réveille. L'Espagne, rompue dès longtemps à la servitude, ne l'est pas encore à l'immoralité, que l'exemple du favori sème partout autour de lui; elle n'est pas encore faite au spectacle de ces fortunes rapides de quelques parvenus, engraissés du sang et de la sueur du peuple, et elle s'indigne de se voir ainsi exploitée sans pudeur par une seconde dynastie de favoris, greffée sur celle de ses rois.

A la fin, ce cri de la conscience publique devint si puissant, que force fut de l'écouter. Lerme, en homme habile, crut désarmer l'opinion en lui sacrifiant quelques victimes. Parmi ses suppôts, les plus compromis furent arrêtés par ordre du ministre qui leur donnait l'exemple et la leçon du pillage des deniers de l'État, et de la vente des emplois. Un beau jour, à la table du président du conseil de Castille, le licencié de Prado, du conseil royal et de celui des finances, fut saisi et jeté en prison. On trouva chez lui pour 40,000 ducats d'argenterie et autant de joyaux, 90,000 en tapisseries et tentures, 70,000 en pensions à son nom, et 480,000 au

nom de tierces personnes; en terres et en maisons enfin, 540,000. On saisit chez sa femme un coffret tout rempli de pierreries, et, peu de jours après, elle devait vendre, pour s'acheter à dîner, deux ou trois boutons d'or qu'elle portait à son cou.

Mais tout cela n'est rien à côté de l'amas de richesses qu'on trouva chez don Pedro Franqueza, comte de Villalonga, conseiller des finances. On l'arrêta à un tournoi, à côté du duc de Lerme, sous les yeux mêmes du roi. Toute sa famille fut emprisonnée avec lui, plus quelques frères de la Merci, qui cachaient dans leur couvent le fruit de ses rapines. Pour transporter les dépouilles de ce noble larron, on employa pendant trois jours tous les charrois de la maison royale. Partout dans son hôtel on trouvait de l'or et des joyaux, scellés dans les murs, enterrés dans les caves, sous le carreau des chambres et jusque dans les lieux les plus immondes. On en trouva même dans le tombeau d'un des prieurs de la Merci. Un convoi de mulets, chargé de 300,000 ducats, que sa femme envoyait à Valence, fut arrêté en chemin. Une relation contemporaine exprime, avec une énergie naïve, la joie vengeresse que causèrent à l'Espagne ces procès, jetés en pâture à la vindicte publique : « Que Dieu permette, s'écrie l'auteur, que tout se découvre, et que la terre engloutisse tous ces illustres voleurs, ou plutôt, que l'air soutienne leur carcasse pendue au bout d'une corde, comme ils l'ont mérité, et comme nous le souhaitons tous! Amen. » Le noble comte, dans l'affaire des Juifs de Portugal, leur avait fait payer son courtage un million de ducats, et le retour de la cour à Madrid lui en avait rapporté cent mille. On trouva chez lui pour 200,000 ducats de lettres de change, sans compter l'argent, façonné ou en

monnaie, et les diamants. Aussi les enfants même, dans les rues, répétaient-ils ce refrain : « J'aime mieux « ma pauvreté que la fortune de Franqueza ! »

Le procès, comme celui de Perez, dura des années. Après avoir été promené de prison en prison, Prado fut condamné à payer au fisc 400,000 ducats (3,600,000 fr.), somme dérisoire si on la compare à ce qu'il avait volé. Par malheur, il avait devancé la sentence, et était mort pendant le procès. Villalonga, qui avait taillé plus en grand, dut restituer à l'État 1,500,000 ducats (13,500,000 francs), et fut condamné à la perte de tous ses titres et emplois, et à une réclusion perpétuelle. Un seul des prévenus fut absous; Lerme, en sacrifiant ainsi quelques-uns de ses complices, crut faire taire la voix du peuple qui le désignait comme le premier et le plus grand de tous les coupables.

Pendant que tout ceci se passait, l'indolent monarque continuait à partager sa vie entre la dévotion et le plaisir. La sainte table, dont il approchait tous les huit jours, alternait avec les bals, les mascarades et les tournois, et les historiographes de cour n'ont pas de termes assez pompeux pour vanter la piété du monarque. Mais cette vie si bien remplie fut troublée tout d'un coup par un triste événement : la reine, après avoir mis encore au monde un fils, l'infant Alonzo, mourut en couches le 3 octobre 1611. « Le roi, nous dit un de ses biographes, Cabrera, fut tellement touché de cette perte, qu'il sentit le besoin de se retirer à la campagne, pour chercher dans la chasse une diversion à sa douleur (*para divertir se*), ce qui ne lui permit pas d'assister aux funérailles. » Si l'on en croit les historiens, la perte de cette pieuse reine fut vivement sentie par l'Espagne. Tout ce que nous pouvons dire d'elle, c'est qu'elle était, à tous les

titres, digne d'être la compagne de Philippe III, et que le vide qu'elle laissa à la cour et dans le cœur de son époux ne fut jamais rempli.

Plus le *Roi catholique* se dérobait à ses devoirs, plus croissait et s'enracinait la puissance du favori. Nous épargnons au lecteur le détail de tous les titres, charges et dignités que le monarque fasciné se plaisait à entasser sur sa tête. Qu'on y ajoute les dons incessants en maisons, en terres, en joyaux, le produit de la vente des emplois, et l'on arrivera à trouver moins impossible le chiffre de 44,000,000 de ducats (près de 400,000,000 de francs) auquel on évaluait la fortune du premier ministre, à côté d'un trésor vide, d'un pays ruiné et d'une monarchie obérée!

Une seule pensée, celle de s'enrichir, inspire l'administration du duc de Lerme! Tout s'efface pour lui devant ce grand, cet unique but de sa vie, et les affaires de l'État ne passent jamais qu'après les siennes. Sans doute les Richelieu, les Mazarin, ont amassé des fortunes presque égales, et déployé comme lui un faste plus que royal; mais tout en assurant leur fortune, ils ont songé à la gloire de la France. On peut regretter qu'ils n'aient pas eu le cœur assez haut placé pour sortir pauvres du pouvoir, après avoir tenu dans leurs mains la fortune d'un État; mais s'ils sont restés grands dans l'histoire, c'est par ce qu'ils ont fait pour leur pays, et malgré ce qu'ils ont fait pour eux. Chez Lerme, au contraire, rien ne rachète cette ignoble cupidité qui trahit le parvenu, étonné du faîte où le sort l'a porté. La seule chose qu'on puisse louer chez lui, ce sont les vices qu'il n'a pas eus, les crimes qu'il pouvait commettre, et qu'il n'a pas commis. Lerme n'était pas vindicatif comme Richelieu, Olivarez et Pombal; si on veut à

toute force le comparer à quelqu'un, ce serait plutôt à Mazarin dont il eut la souplesse et la grâce, mais sans aucune des qualités sérieuses dont le successeur de Richelieu sut faire preuve au besoin. Nous n'ajouterons plus qu'un mot : l'un a eu le triste honneur d'avoir aidé à commencer la *Guerre de Trente ans*, l'autre a la gloire immortelle de l'avoir terminée.

Mais c'est assez parler du maître, il faut aussi parler du valet, don Rodrigue Calderon, ce page de Lerme devenu, depuis que le roi ne compte plus, la seconde personne de la monarchie. Fils naturel d'un *hidalgo* castillan, capitaine dans l'armée, Calderon fut légitimé plus tard par le mariage de ses parents. Doué d'une précoce intelligence, de page qu'il était d'abord, il fut fait secrétaire de Lerme, qui bientôt ne sut plus se passer de ses services. L'esprit fécond en ressources et la souplesse d'aptitudes du secrétaire suppléèrent heureusement à la paresse et à la médiocrité du ministre. Montant toujours à mesure que son maître montait, il devint successivement secrétaire du cabinet du roi, comte de Sainte-Olive, commandeur de Santiago, capitaine de la garde allemande, etc. L'ascendant que le favori avait sur le monarque, Calderon le prit sur le favori. Le pouvoir va toujours là où est la force, et à en juger par l'énergie morale qu'il déploya en face des tortures et de l'échafaud, c'était une âme autrement trempée que celle de Lerme. Ce qui le perdit, comme tous les parvenus, ce fut son orgueil et ce faste princier sans lequel tous ces enfants gâtés de la fortune ne croiraient pas à leur grandeur. Le ministre se faisait pardonner son élévation par la grâce de ses manières; le favori en second, par sa hauteur, semblait prendre à tâche de rappeler constamment la sienne. Parti de plus bas que son patron

pour arriver presque aussi haut, il avait plus à faire pour tenir à distance ceux qui se souvenaient de l'avoir vu leur égal; aussi, le ressentiment du pays, n'osant s'attaquer au tout-puissant ministre, s'en prit-il à sa créature, que ne protégeait pas, comme lui, l'idolâtre affection du monarque.

Mais Calderon avait contre lui le clergé : il devait succomber. Une intrigue de cour, dont un moine et une religieuse furent les auteurs, et la reine l'instrument, fit perdre au vice-favori les bonnes grâces du roi. Philippe ôta à don Rodrigue sa place de secrétaire du cabinet, et le remplaça par Vivanco, le panégyriste sans pudeur auquel nous devons tous ces détails; mais, chose rare dans les annales des cours, loin de déchirer celui dont il avait pris la place, Vivanco resta fidèle au ministre et à son favori. S'il leur nuit parfois, c'est à force de vouloir les servir, par la ridicule exagération de ses éloges, quand il appelle Lerme « le plus grand ministre qui ait jamais existé, et qui existera jamais! » Quant à Calderon, c'est le cavalier le plus accompli, l'homme d'État le plus éminent. Il a tous les talents, il a toutes les vertus, et n'a passé par la cour que pour gagner le ciel, car peu s'en faut que Vivanco n'en fasse un saint!

La mort de la reine, loin d'être utile à Calderon, acheva de le perdre, car on l'accusa d'avoir attenté, par le poison, à la vie de sa souveraine. L'accusation était invraisemblable, absurde, aussi trouva-t-elle crédit dans le public, et l'impression n'en fut jamais complétement effacée. Vainement Lerme essaya de soutenir sa créature; vainement il entassa sur sa tête de nouvelles dignités, et le nomma marquis *de las Siete-Iglesias*, rien n'y fit. L'opinion, même à la cour des rois les plus abso-

lus, ne perd jamais tout à fait ses droits. Calderon, en montant plus haut, ne fut que plus en butte aux attaques, et bientôt l'on put entrevoir, comme prochaines et solidaires l'une de l'autre, la chute du ministre et celle de son favori.

Au parti qui voulait leur perte se joignit un puissant auxiliaire, ce fut le confesseur de Lerme, le dominicain Aliaga. Lerme, se croyant sûr de lui, l'avait donné pour confesseur au monarque. Mais en voyant à ses genoux celui qui régnait de nom sur l'Espagne, le moine ne résista pas à la tentation de faire un premier ministre, et de déplacer au moins le pouvoir, s'il ne pouvait pas le prendre pour lui.

Or, sait-on quel est le rival que le digne moine s'avisa de susciter au favori en titre? Ce fut son propre fils, le duc d'Uceda, que son père avait placé dans le cabinet du roi, en l'initiant aux affaires les plus secrètes de l'État. A tous les points de vue, Uceda était encore inférieur à Lerme; mais comme lui il était né courtisan, et l'industrie de ce fils exemplaire consista à miner dans l'esprit du monarque le crédit de son père, et à préparer tout doucement sa chute. L'imbécile monarque, las de sa longue servitude, mais n'osant rompre le joug, voulait au moins en changer. Une cabale secrète s'organisa contre le tout-puissant favori. A la tête de cette cabale se trouvait le comte Olivarez, don Gaspar de Guzman, le favori du règne suivant. Déjà il s'était assuré de l'avenir en s'emparant de l'esprit de l'infant, et il rallia aisément à lui tous ceux qu'avaient aliénés le faste du ministre et les hauteurs de Calderon.

Lerme, à des signes certains, ne tarda pas à pressentir sa disgrâce. Déjà il sentait le terrain lui manquer sous les pieds : la froideur toujours croissante du roi,

l'impolitesse étudiée de l'héritier du trône, qu'il avait vu naître et était habitué à traiter comme un fils, ne lui annonçaient que trop le sort qui l'attendait. Auprès du roi, il rencontrait Uceda, déjà son rival, et bientôt son ennemi ; auprès de l'infant, il trouvait Olivarez, pesant sur le règne actuel de tout son crédit près du règne qui allait suivre. Lerme, poussé à bout, commit la faute de reprocher à son fils son ingratitude, et se fit ainsi un ennemi déclaré d'un rival qui le ménageait encore. Après une scène violente, Lerme, en sortant, jeta pour adieux à Uceda ces paroles prophétiques : « Je m'en irai, vous garderez tout, et puis vous perdrez tout comme moi. »

Lerme n'avait plus qu'un appui : c'était le comte de Lemos, son neveu et son gendre, qui avait occupé, non sans éclat, la vice-royauté de Naples. Lemos, l'homme le plus considéré de la cour, eut le courage de révéler au roi toutes les intrigues qui l'entouraient. Philippe, comme tous les esprits bornés, n'écoutait jamais qu'une personne, et se méfiait de toutes les autres. Son oreille, en ce moment, était à Uceda, et Lemos, se voyant mal accueilli, parla de se retirer dans ses terres ; Philippe le prit au mot ; et le comte, baisant la main du roi, se démit de tous ses emplois, et se retira en Galice, laissant dans sa chute un présage assuré de celle du favori.

Dans ce pays qui réunit tous les contrastes, de la cour au couvent, il n'y a jamais qu'un pas. Lerme avait souvent pensé à se retirer dans un cloître, et à consacrer à Dieu les restes d'une vie dont le monde ne voulait plus ; il le demandait au roi depuis longtemps, et le roi s'y refusait toujours. Mais forcé de dire adieu au pouvoir qui le quittait, le favori voulut du moins revêtir un caractère sacré qui pût au besoin protéger sa vie ; à

la tonsure du moine, il résolut de substituer le chapeau de cardinal. Le bruit de sa prochaine disgrâce n'avait pas encore éclaté au dehors, et le pape Paul IV n'hésita pas à le lui accorder, Rome n'ayant jamais su refuser sa pourpre aux premiers ministres qui daignent la solliciter. Le roi ne s'y opposa pas ; mais comme il ne cherchait qu'un prétexte pour éloigner de lui son favori, il le trouva dans la dignité même dont il était revêtu : au lieu de la familiarité d'un ami, Lerme ne rencontra plus que froideur et indifférence, sous prétexte de respect pour le prince de l'Église.

Le dénoûment approchait : la cour s'étant rendue à l'Escurial, Lerme l'y suivit, tourmenté par la peur de se laisser oublier. Mais le roi avait pris son parti, ou plutôt on le lui avait fait prendre. Il chargea le prieur de l'Escurial, car il faut que les moines se mêlent à tout en Espagne, de dire au duc que, « attendu la grande estime qu'il avait toujours faite de lui et de sa maison, il se décidait à lui accorder ce qu'il sollicitait depuis si longtemps et avec tant d'instances, la permission de se retirer à Lerma. »

Le favori reçut d'un front serein l'annonce de sa disgrâce. Il se hâta de donner les ordres pour son départ, puis il alla prendre congé du roi, et lui baisa humblement la main, sans une plainte ni un reproche. Philippe, un moment ému, le serra tendrement dans ses bras, en l'assurant de son estime et de sa reconnaissance. Le jour même, le ministre exilé partit pour la retraite où il devait mourir quatre ans après. Ainsi tomba, non sans dignité, l'homme qui pendant vingt ans avait gouverné l'Espagne, et qui avait eu tout d'un roi, sauf la couronne. Avec lui furent exilées de la cour toutes ses créatures, que remplacèrent celles d'Uceda, maître pour

un jour de ce pouvoir qui allait bientôt lui échapper. Olivarez, appelé à un plus long avenir, se réserva pour le règne suivant.

Mais il fallait une victime à la vindicte publique qui a toujours besoin de s'acharner sur le pouvoir tombé ; cette victime fut Calderon. Son insolence de parvenu avait soulevé contre lui de ces haines qui ne pardonnent pas. On le soupçonnait d'avoir fait assassiner un homme du peuple, Xuara, dont il avait intérêt à se défaire. Sous Philippe II, qui avait fait de l'assassinat un des ressorts de son gouvernement, ce n'eût été là qu'une peccadille ; mais sous le bénin Philippe III, la vie de l'homme était devenue plus sacrée ; on calomniait, on ruinait son ennemi, mais on ne l'assassinait plus.

A peine Lerme fut-il éloigné que l'accusation fut reprise ; le roi, cédant aux obsessions d'Uceda, confia à une commission judiciaire le soin d'examiner si Calderon était coupable, et s'il n'aurait pas trempé dans la mort de la reine. Un ordre d'arrestation fut lancé, et la saisie de tous les biens du prévenu précéda sa sentence. Averti à temps, il aurait pu se sauver ; mais avec une grandeur d'âme qu'on s'étonne de rencontrer chez un courtisan, il refusa de s'enfuir, et de justifier son arrêt en s'y dérobant. Sa femme et ses enfants furent chassés du palais qu'il habitait à Madrid, et l'Espagne tout entière n'eut plus d'yeux et d'oreilles que pour ce procès.

Rodrigo était condamné d'avance : son père même ne put pénétrer dans sa prison. Le neveu de sa femme, qu'il avait fait cardinal au temps de sa puissance, accouru de Rome pour le défendre, ne put parvenir jusqu'à lui. Toutes les accusations que peut inventer la haine furent entassées sur sa tête, depuis l'assassinat jusqu'à la sorcellerie. Les charges réunies contre lui dans l'acte

d'accusation montaient à deux cent quarante-quatre. Après l'avoir promené de prison en prison, on finit par l'installer, comme Perez, dans sa maison qu'on changea en geôle. D'innombrables témoins furent entendus, mais de tous les délits imputés, le seul que l'on put prouver fut le meurtre de Xuara, que le marquis confessa franchement, comme chose sans conséquence. Quant à la mort de la reine, pas un témoin n'osa la lui attribuer; c'était un de ces bruits mensongers, nés dans les ténèbres, et qui s'évanouissent au grand jour.

Le prévenu persistant à nier, les juges proposèrent au roi de le soumettre à la torture, la forme la plus usuelle de l'interrogatoire, et le roi eut la lâcheté d'y consentir. Calderon supporta cette cruelle épreuve avec la résignation d'un martyr. Les plus atroces douleurs ne purent lui arracher un aveu. Nous avons sous les yeux le procès-verbal de ce long interrogatoire, froidement poursuivi pendant que les cordes faisaient jaillir le sang, et craquer les os du patient. Jamais il ne répond qu'en niant avec une mâle assurance tous les délits dont on l'accuse, et en demandant à Dieu la force de tout supporter. Les juges semblent avoir été touchés de ce courage surhumain, qu'un coupable n'aurait pas eu sans doute; L'arrêt lui-même reconnaît que « le seul crime dont on « puisse charger le prévenu est la mort de Xuara. Or, « deux ans de prison, la séparation des siens, la torture « et la confiscation suffisent amplement pour expier un « pareil crime; le tribunal, en conséquence, est d'avis « de rendre au prévenu sa famille, ses biens, ses em- « plois et son honneur, sorti sain et sauf de cette rude « épreuve. »

Quant au monarque, la haine, dans ce faible cœur, avait encore moins de racines que l'affection. En per-

sécutant Calderon, il avait obéi ; mais au fond il ne demandait pas mieux que de lui faire grâce. Aussi s'apprêtait-il à lui rendre ses biens et ses emplois, quand la mort vint couper court à ses projets de clémence : « Le roi est mort, je suis donc mort aussi ! » s'écria le malheureux, en entendant les cloches qui annonçaient la fin du monarque. Et il ne se trompait pas ! Le procès, abandonné, fut repris avec une rigueur nouvelle. La haine de ses ennemis, un instant apaisée, se ranima plus ardente que jamais : sa mort seule pouvait les satisfaire, et elle fut résolue. Mais ce récit appartient à un autre règne ; c'est là que nous raconterons le triste dénoûment de cette vie, promenée sans transition d'une extrémité à l'autre des choses humaines.

Même en subissant le joug du nouveau favori, Philippe, au fond du cœur, regrettait Lerme, ses premières amours ; aussi le voit-on conserver, jusqu'à son dernier jour, les plus tendres égards pour son ministre disgracié. Sur son lit de mort, il déclare encore qu'il n'a jamais eu de serviteur plus fidèle, et il le choisit pour un de ses exécuteurs testamentaires. Ainsi, le fils dénaturé, qui n'avait pas craint de supplanter son père dans la faveur du roi, en fut puni, du vivant même du monarque, en sentant sa faveur toujours prête à lui échapper !

Moralement, ce règne est terminé avec l'histoire des deux favoris dont l'un va mourir en exil, et l'autre sur l'échafaud ; mais avant d'en finir avec ce triste règne, nous avons à nous rendre compte du déplorable état où Philippe allait laisser le pays confié à ses débiles mains. En février 1619 eut lieu la célèbre *Consulte* du conseil de Castille sur la situation financière et économique du royaume. Le roi, dans un de ces accès de tristesse qui assaillaient son âme honnête en présence des misères

de ses sujets, avait saisi le conseil de cette question : « Quelles sont les causes des souffrances du pays, et « comment y remédier ? » Le conseil, il faut lui rendre cette justice, essaya sérieusement de répondre à la confiance du monarque. « La première cause de la misère publique, dit la *Consulte,* ce sont les impôts. La dépopulation est plus grande qu'on ne l'a jamais vue; *le royaume achève de périr, et touche à sa ruine.* Les sujets de Votre Majesté, ne pouvant plus supporter les charges de toute nature qui pèsent sur eux, sont forcés d'abandonner femmes, enfants et maisons, pour ne pas mourir de faim.

« Le seul remède à tous ces maux, ajoute la *Consulte,* c'est d'alléger le fardeau des impôts; de réprimer les progrès du luxe ; de grever de lourdes taxes les vêtements et les meubles somptueux ; d'obliger tout le monde à se vêtir d'étoffes fabriquées dans le pays ; de restreindre le nombre exagéré de laquais, de pages, d'écuyers, de gentilshommes, attachés au service des grands ; mais le plus pressé, c'est de commencer la réforme par la maison royale, l'exemple qui descend d'en haut étant toujours plus efficace.

« Enfin, il faut interdire de fonder de nouveaux couvents, et d'augmenter encore le nombre des religieux des deux sexes : car, sans parler du tort qu'ils font à la population, et des impôts dont ils sont exempts et qu'ils font retomber sur d'autres, beaucoup entrent dans les cloîtres sans vocation aucune, pour s'y assurer une vie saintement oisive. » Nous avons vu et verrons encore la même requête présentée par les Cortès, ce qui n'empêche pas Vivanco d'énumérer avec une béate admiration tous les monastères fondés par son idole le duc de Lerme. Davila, au contraire, nous apprend que, de son temps, les deux ordres de Saint-Dominique et de

Saint-François comptaient trente-deux mille religieux, et deux évêchés seulement vingt-quatre mille clercs. » Et il termine par ce candide aveu : « Je suis prêtre, mais je dois confesser que nous sommes plus nombreux qu'il n'est besoin. »

Inutile d'ajouter que ces sages mesures ne furent pas exécutées. Les fêtes et les distractions d'un voyage en Portugal ne permirent pas même au roi d'y songer, et à son retour en Castille, tout était oublié. Ainsi, la haute dignité de primat d'Espagne et d'archevêque de Tolède étant venue à vaquer, le roi la conféra à un de ses fils, âgé de dix ans, en demandant pour lui le chapeau de cardinal que Paul V se hâta de lui accorder, « à cause des merveilleux indices de vertu et de bonnes mœurs que donnait ledit infant. » Pour reconnaître cette gracieuseté du Saint-Père, le roi donna à celui qui apporta le chapeau trois mille ducats de pension, et dix mille de frais de route.

L'Espagne et son triste monarque se mouraient du même mal, l'épuisement, l'atonie et la difficulté de vivre. Jamais Philippe ne s'était bien remis d'une grave maladie qu'il avait faite quelques années avant. Cette vie à la fois vide et agitée, cette activité stérile où la dévotion se mêlait au plaisir avaient achevé d'user ses forces. A quarante-trois ans Philippe était un vieillard caduc. En février, une fièvre ardente le saisit, et tous les efforts de la science ne purent en triompher. Six saignées consécutives achevèrent de ruiner cette nature épuisée. Une mélancolie profonde s'empara de lui ; la mort était là, et derrière elle les terreurs du jugement! Le faible monarque, réveillé au sentiment de ses devoirs, sentit peser sur lui la lourde responsabilité du mal qu'il avait, non pas fait, mais laissé faire. Vai-

nement on lui apporta les reliques de ses saints favoris; vainement les prêtres essayèrent d'endormir sa conscience, rien ne put apaiser en lui ce tardif remords d'une vie manquée deux fois, comme homme et comme souverain! « Le visage tourné du côté du mur, il refusa d'écouter médecins et confesseurs : « Quel compte j'aurai à rendre « à Dieu, répondait-il à ceux qui cherchaient à le ras- « surer! Oh! pourquoi ai-je jamais régné? Ah! s'il plaisait « au Seigneur de prolonger ma vie, combien je vou- « drais vivre autrement que je n'ai vécu jusqu'ici! »

Ici il nous faut faire justice en passant d'une fable ridicule qu'on trouve dans les Mémoires de l'ambassadeur de France, Bassompierre. Suivant lui, le roi était à écrire dans son cabinet, à côté d'un brasier trop ardent dont la chaleur l'incommodait fort. Trop indolent pour se déranger, trop patient pour se plaindre, le monarque souffrait sans mot dire, et la sueur coulait à grosses gouttes de son front. Le marquis de Povar dit au duc d'Albe, gentilhomme de la chambre, de faire retirer ce brasier. D'Albe répondit que ce soin appartenait au duc d'Uceda, *sommelier de corps,* et que l'étiquette lui défendait de s'en mêler. On chercha partout le duc d'Uceda, mais quand il arriva, il était trop tard! La fièvre vint, puis un érésipèle qui emporta le monarque, victime volontaire et passive de cette étiquette sans laquelle un roi d'Espagne ne saurait ni vivre ni mourir. L'anecdote est piquante, et s'est glissée même dans des livres plus graves : mais tous les historiens espagnols sont d'accord pour la réfuter.

L'heure était venue : les prêtres étaient impuissants à consoler, les médecins à guérir. Vers ses derniers moments, le moribond retrouva quelque calme, et tenant dans sa main le crucifix qui avait adouci l'agonie de son

aïeul et de son père, il s'endormit sans douleur, confiant dans la miséricorde de ce Dieu qui ne demandera compte à chacun que de ce qu'il aura reçu. Ainsi s'éteignit un prince doux, bienveillant, doué de toutes les vertus qu'on peut souhaiter à un homme dans la vie privée, mais sans une seule de celles qui conviennent à un roi; âme pieuse et timorée, que saisissait de terreur l'ombre seule du péché, et qui ne comprenait pas « qu'un homme pût se coucher tranquille, quand il avait commis un péché mortel. »

Nous connaissons Philippe III maintenant, nous l'avons vu à l'œuvre; s'il a manqué à tous les devoirs d'un roi, ses fautes sont surtout des lacunes, et l'on est moins tenté de l'accuser que de le plaindre. Mais on s'effraye en voyant tout ce que peut déchaîner de maux sur un pays cette redoutable fiction de l'hérédité monarchique, quand c'est le pouvoir absolu qu'elle transmet. On s'attriste de voir un grand peuple asservi à un despote imbécile, qui ne sait pas même faire à ses sujets le bien qu'il leur veut. Mais que dire de l'emphase ridicule des oraisons funèbres de ce pauvre roi, et du concert de louanges qu'entonnent à l'envi sur sa tombe les misérables historiens de ce règne? L'un, Porreño, dans un *Dizain* digne du Bas-Empire, le compare à un « compas dont une branche est la volonté, et l'autre l'intelligence, et qui jour et nuit décrit des cercles autour de la plus grande monarchie qui fût jamais au monde. L'un des pieds de ce royal compas, au lieu de reposer sur la terre, s'appuie sur la vertu; l'autre, dans son orbe immense, enserre l'univers! »

Cespedès, un des biographes de Philippe IV, raconte aussi la mort de Philippe III; ne pouvant faire de lui ni un héros, ni même un roi, il en fait un saint: « Jamais,

« dit-il (p. 70), l'Espagne n'a vu roi plus pieux, ni plus « bénin, et qui, dans tout ce qu'il faisait, croyait agir « pour le mieux... plein de gloire et de vertus, juste « et fidèle dans le Seigneur, modeste et tempéré dans le « commandement, humble et pur de cœur, chaste de « corps, et à qui Dieu, en récompense de sa grande fidé- « lité conjugale, a accordé pour fils sept petits anges, « dont trois furent rappelés au ciel avant lui, etc. »

Et cependant, même dans l'emphatique histoire de Philippe III, par le marquis Malvezzi (Yanez, *Memorias*, p. 130), nous trouvons un portrait du roi défunt, dont il faut savoir gré à l'auteur, malgré ses antithèses. « Ce fut un prince de cœur bénin et de nature paisible. Il eut en son règne paix sans profit, et trêve sans gloire. Il acquit en Allemagne par la guerre, il perdit aux Indes par la paix. Il suspendit les hostilités en Flandre, où il fallait les poursuivre, et les reprit en Italie, où il n'y en avait nul besoin. Comme roi, il s'abstint de commettre des fautes, mais non de les permettre. Fort adonné à la chasse et au jeu, passe-temps honnêtes quand ils sont modérés, il se montra plus ennemi du vice qu'il n'en fut éloigné. Il sépara pieusement le grain de l'ivraie dans son royaume, et le jeta dehors pour n'en être pas détruit. Il laissa à son successeur peu de rentes et force ennemis. Juste et libéral, il mit trop de compassion dans sa justice, et trop peu de mesure dans sa libéralité. Prince débonnaire, et que l'on compterait parmi les hommes les plus excellents, s'il n'avait été roi, et entre les meilleurs rois, s'il avait eu un meilleur favori! »

En terminant l'histoire de ce règne, le premier de la décadence, si l'on s'arrête pour mesurer des yeux le chemin parcouru, on est étonné de l'affaiblissement de ce pouvoir royal, que Philippe II avait légué à son fils si fort et

si respecté. Ce pouvoir se relèvera, il est vrai, sous le règne suivant, où les hauteurs et les violences d'Olivarez compenseront les faiblesses de Lerme ; mais cette courte période de paix sans gloire, entre deux règnes belliqueux, n'a profité en somme ni à l'Espagne ni à son roi. Le règne de Philippe IV sera certainement plus fatal au pays que celui de son père ; mais ce dernier est plus honteux, et son abaissement continu est dénué de l'espèce de prestige qui s'attache aux désastres même du règne qui va suivre. Nous ne citerons qu'un exemple de ce déclin de l'autorité royale, qui marche de pair avec l'avilissement de la représentation du pays, exemple d'autant plus frappant qu'il remonte aux premières années du règne. Comme son père, Philippe III avait déclaré la guerre aux vieilles franchises des royaumes que Dieu l'appelait à gouverner. Jaloux des libertés des Provinces Basques, qui tranchaient avec la servile obéissance de la Castille, il voulut en 1607 soumettre ces provinces à des impôts qu'elles n'avaient pas consentis. Leurs députés s'assemblèrent dans la ville de Guernica, et adressèrent au roi la lettre suivante qui témoigne de l'indomptable énergie de ce peuple, plus grand par son patriotisme que par son territoire.

« Ayant appris que, en récompense des loyaux services rendus à la couronne par cette seigneurie de Biscaye, Votre Majesté veut empiéter sur nos droits en nous grevant de certains impôts dont la Castille est exempte, nous avons résolu, suivant la teneur de nos *fueros*, que les rois nos devanciers nous ont octroyés, et que V. M. veut révoquer aujourd'hui, de nous adresser humblement à vous pour vous supplier de retirer votre décret. Ce que nous demandons est conforme à l'équité, et si l'on ne fait droit à notre prière, nous prendrons les armes pour dé-

fendre notre patrie bien-aimée, dussions-nous voir brûler nos maisons et dévaster nos champs, mourir nos femmes et nos enfants, dussions-nous même chercher un autre seigneur pour nous protéger et nous défendre! »

Devant cette énergique réponse la royauté recula, et fit bien de reculer, car les Biscayens étaient hommes à tenir leur parole! Le roi céda, et confirma les Provinces dans la possession de leurs *fueros*. Mais l'impulsion était donnée, et sept ans plus tard, la monarchie castillane, en concluant avec la Hollande la *Trêve de douze ans*, faisait dans la voie des concessions un pas bien autrement décisif: elle reconnaissait l'indépendance des Provinces-Unies, et sanctionnait leur rébellion heureuse. Instruit par l'exemple et les fautes de son père, Philippe IV devait marcher dans une autre voie, et résister à l'insurrection au lieu de pactiser avec elle. Qu'y a-t-il gagné? Rien! L'Espagne en revanche devait y perdre le Portugal, le Roussillon et la Cerdagne, et voir pendant treize ans la Catalogne prête à lui échapper; car il vient un moment, dans l'histoire de ces monarchies condamnées à périr, où rien ne leur réussit, ni l'énergie, ni la faiblesse, et où tout les pousse en avant sur cette pente où l'on ne s'arrête pas.

LIVRE XXXVI

CHAPITRE I.

RÈGNE DE PHILIPPE IV. ÉVÉNEMENTS INTÉRIEURS.

1621 à 1626.

En somme, sauf quelques velléités passagères de guerre et de conquête, le règne entier de Philippe III n'a été qu'un long désaveu de la politique de son père. Le grand événement du règne, celui qui lui donne sa couleur, c'est la trêve de douze ans avec la Hollande. Après cela, l'Espagne a beau faire, elle a donné sa démission de puissance agressive et conquérante. Si, dans les dernières années de Philippe III, on la voit prendre part à la *Guerre de Trente ans*, c'est sous l'impulsion de l'Autriche, en simple auxiliaire, qui partage les charges de la guerre, et non ses profits.

Mais, avec Philippe IV, l'Espagne abusée put croire un instant qu'une ère nouvelle de gloire et de domination allait recommencer pour elle. Sous le poids des fautes et des humiliations du dernier règne, l'orgueil

national s'était révolté bien des fois; car l'Espagne, en perdant sa puissance, n'avait rien perdu de ses prétentions. A force de se croire la première nation de l'univers, elle avait fini par le persuader aux autres, et même au sein de son abaissement, dans le respect qu'elle inspirait encore, il y avait un reste de peur. Comme tous les peuples déchus, elle vivait d'illusions. Sous un règne avili, au sein d'une paix déshonorante, elle rêvait la conquête et la guerre; son passé si glorieux l'aveuglait sur les hontes et les lâchetés du présent. Son infanterie était encore la première de l'Europe; ses possessions, semées sur tout le continent et à tous les coins du monde connu, excusaient, au moins chez les sujets, des illusions que la royauté n'aurait pas dû partager. Lerme, disgracié par une intrigue de cour, avait péri au fond sous le sentiment national que froissait sa politique. Quant à Philippe III, dans ce pays où les rois n'ont jamais tort, on ne songeait pas même assez à lui pour le blâmer. Lui mort, on se remit à espérer en un règne nouveau. Ni les humiliations, ni les revers, ni la ruine des finances, ni l'épuisement du pays qui, peu à peu, se changeait en désert, rien ne parvint à abattre cet opiniâtre orgueil, que tant de sévères leçons n'avaient pu entamer.

On connaît maintenant la situation réelle de l'Espagne, si différente de l'idée que l'Europe s'en faisait; on en comprendra mieux l'impulsion donnée au règne naissant par le nouveau favori; car, même sous les gouvernements absolus, l'opinion, enchaînée en apparence, est encore plus puissante qu'on ne le pense. L'Espagne avait honte d'elle-même depuis vingt ans, et demandait un gouvernement qui ne la condamnât pas à rougir. Aussi Olivarez, en croyant mener l'Espagne,

fut-il en réalité mené par elle, et nous l'allons voir ressusciter toutes les prétentions de Philippe II, sans la puissance qui excuse les illusions, et permet de réparer les revers.

Philippe IV, au moment de la mort de son père (31 mars 1621), était à peine âgé de seize ans. L'Espagne allait obéir à un enfant, quand, plus que jamais, elle aurait eu besoin d'un homme et d'un roi. Mais, dans cette série de princes incapables qui vont se succéder sur le trône, peu importe l'âge, puisque tous sont condamnés à rester à jamais mineurs. L'avénement du petit-fils de Philippe II, célébré par des fêtes pompeuses, fut accueilli par le peuple avec une joie sincère. Las d'un joug avili, il changeait de maître, c'en était assez pour se réjouir, sans savoir même si le hasard de l'hérédité lui rendait mieux que ce qu'il avait perdu.

Maintenant, si l'on se demande quels étaient les penchants, les facultés, l'humeur du nouveau roi, en un mot, ce qu'était ou ce que promettait d'être Philippe IV, ce n'est pas à l'histoire, qui ne nous dit rien ou presque rien de lui, mais aux mémoires du temps qu'il faut en demander le secret[1]. Le duc de Lerme, à l'apogée de sa faveur, lorsque l'Espagne n'avait pas assez de titres pour décorer cette nullité pompeuse, s'était fait nommer gouverneur du jeune prince. Son but n'était certes

1. Ces mémoires, épars dans les bibliothèques et difficiles à trouver, ont été résumés, avec une sûreté et une richesse d'informations vraiment rémarquables, dans un ouvrage trop peu connu : *Memoirs of Spain, during the reign of Philip IV and Charles II*, by John Dunlop, Edinburgh, 1834, 2 vol. in-8. Parmi les mémoires, nous citerons Siri, *Mercurio;* G. Leti, *Vita di don Giovanni d'Austria; Mém. de Bassompierre;* Voiture, *Éloge d'Olivarez;* Florez, *Reynas de Espana;* Mendez Silva, *Noticia de los ayos de los principes de Castilla;* Desormeaux, *Abrégé chronolog. de l'Hist. d'Esp.*, etc.

pas de s'occuper de l'éducation du roi futur, mais de la diriger à son gré. Le précepteur qu'il chargea de cette tâche ingrate était un prêtre catalan, d'une piété sincère, et d'une indépendance de caractère bien rare dans cette cour avilie. En 1615, lorsqu'il s'agit de monter la maison du prince des Asturies, fiancé à sept ans avec la fille du roi de France, et marié à onze, Lerme se fit encore nommer son *mayordomo mayor*, espérant continuer sur le fils la tutelle qu'il avait fait peser sur le père.

Mais ce savant calcul fut déjoué par l'aversion instinctive de l'infant pour le premier ministre. Le résultat fut de l'éloigner des affaires où Lerme seul aurait pu l'initier. Maintenu par les deux générations de favoris dans cette nullité calculée où l'on élevait alors les rois, et à laquelle Louis XIV lui-même n'a pas échappé, ce ne fut que quatre mois avant la mort de Philippe III qu'on se rappela que son fils allait bientôt régner. Uceda alors se décida enfin à l'appeler au conseil, pour y prendre part aux affaires de son futur royaume. Mais la vraie question pour l'Espagne, ce n'était pas de savoir qui allait monter sur le trône, mais quel serait le favori nouveau, le *Valid*, comme on dit en Espagne, qui régnerait sous le nom de cet enfant couronné. Sur cette question vitale pour elle, la nation n'avait pas un mot à dire, pas même un vœu à exprimer. Il lui fallait attendre d'une intrigue de cour le choix de celui qui, pendant vingt ans, allait tenir son sort dans ses mains. Mais autant le pays était calme, autant la cour était agitée par cette grande question : le choix d'un favori!

A peine Philippe III était-il descendu dans la tombe qu'on avait vu accourir tous les bannis du dernier règne, impatients de savoir ce qu'ils avaient à espérer

ou à craindre. Un seul manqua au rendez-vous : ce fut le vieux duc de Lerme. La veille de sa mort, le roi, qui l'aimait toujours, l'avait mandé près de lui. Il accourait en hâte, jaloux de se montrer une fois encore à la cour, et qui sait? peut-être de ressaisir, sous le règne nouveau, le pouvoir qui lui avait échappé...; mais un ordre de l'héritier du trône, dicté par Olivarez, vint l'arrêter en chemin. Lerme s'inclina, en témoignant sa joie que « le premier ordre de son nouveau maître lui « eût été adressé, puisqu'il pouvait ainsi donner à « tous les autres sujets l'exemple de l'obéissance. » Après ce dernier acte de servilité, il s'en retourna sur ses pas, et s'en alla mourir en exil.

L'heure du châtiment était venue pour le fils dénaturé qui, du vivant de son père, avait hérité de lui, et arraché le pouvoir de ses mains. Mais en travaillant à la chute de Lerme, Uceda avait travaillé à la sienne ; il avait miné le terrain sous les pas de sa famille, trop faible désormais pour lutter contre l'étoile naissante des Guzman. Jusqu'au dernier moment de la vie de Philippe III, Uceda avait régné sous son nom. Le lendemain de la mort du roi, l'ancien favori se présenta, les papiers d'État à la main, devant l'appartement de son nouveau maître. Mais la porte avait cessé de s'ouvrir pour lui ; un message du roi lui enjoignit de remettre ses papiers à don Balthazar de Zuñiga, oncle d'Olivarez, et l'Espagne sut désormais à qui elle allait obéir.

Le favori importe plus à connaître que le monarque, aussi nous y arrêterons-nous plus longtemps. Don Gaspar de Guzman, second fils du comte d'Olivarez, ambassadeur à Rome, était né dans cette ville en 1587. Chose rare parmi la jeune noblesse, il s'adonna assez sérieusement aux lettres pour devenir professeur à Sa-

lamanque. Bientôt, la mort de son frère aîné fit de lui l'héritier du titre, et celle de son père en fit le chef de la famille. En 1607, il épousa sa cousine germaine, doña Inez de Zuñiga, dame d'honneur de la reine et fille d'un vice-roi du Pérou, mort assez pauvre pour que l'État eût à faire les frais de ses funérailles. Ayant échoué dans ses prétentions au titre de Grand d'Espagne et à l'ambassade de Rome, il se retira à Séville, où son palais devint le rendez-vous de tous les hommes distingués de la province.

En 1615, quand Philippe III s'occupa de monter la maison de son fils, don Gaspar fut nommé gentilhomme de la chambre de l'infant. Lerme, qui l'avait appelé à ce poste de confiance, s'en repentit bientôt en retrouvant, chez le confident du jeune prince, la servile industrie qui lui avait valu la faveur du père. Il essaya de l'éloigner en lui offrant cette même ambassade de Rome qu'on lui avait refusée naguère; mais Olivarez éluda l'offre, préférant aux plus hautes positions ce poste modeste, mais qui lui assurait l'avenir. C'est là que, cachant son empire avec autant de soin que d'autres en mettent à le montrer, il sut jeter les bases de sa durable faveur. Son secret, ce fut celui du favori régnant : flatter bassement son jeune maître, aviver, au lieu de l'éteindre, le feu de ses passions naissantes, et lui fournir sous main l'argent nécessaire à ses plaisirs. Telle est l'impure origine de cette longue domination, exercée sur un prince qui ne manquait ni de dons naturels, ni de désir de bien faire. C'est ainsi qu'au XVIIe siècle, dans ce pays catholique par excellence, on élevait les princes destinés à régner!

Maître de l'esprit de ce roi mineur, dont l'enfance devait se prolonger autant que sa vie, Olivarez tint bon

contre les efforts de Lerme pour lui substituer le comte de Lemos, son neveu. Après la chute du favori, il sut s'insinuer dans la confiance du duc d'Uceda, et se faire confirmer par lui dans le poste qu'il occupait, au moment même où celui-ci changeait toute la maison du prince. Il fit avec l'infant le voyage de Portugal, et il se trouvait à Séville quand une lettre de son oncle vint lui apprendre la maladie du roi, et le presser de revenir à Madrid. Don Gaspar n'était pas homme à laisser échapper l'instant propice : il accourut aussitôt. L'héritier du trône, effrayé de ce pouvoir qui venait à lui avant qu'il fût capable d'en faire usage, se sentit soulagé en revoyant l'homme qui s'était chargé de penser et de vouloir pour lui : « Comte, lui dit-il, la fin de mon auguste « père approche; si j'ai le malheur de le perdre, je n'ai « personne à qui me fier que vous. » Et dès ce moment Olivarez sentit son règne assuré.

Pour compléter le portrait du nouveau favori, ce n'est que justice d'ajouter qu'il surpassait autant son prédécesseur par son aptitude aux affaires que par sa puissance de travail, vraiment prodigieuse. « Il pouvait, nous dit Siri, s'occuper seize heures par jour sans jamais paraître lassé. L'été, une heure avant le jour, il était déjà au travail, et l'hiver, il donnait ses audiences du matin à la lumière. » Voiture, qui a vécu longtemps à la cour de Madrid comme agent du duc Gaston d'Orléans, nous dit de lui : « Il est merveilleusement prompt, actif et pénétrant, subtil, plein de feu et de lumière. » Et ailleurs : « La mauvaise fortune a quelquefois renversé ses desseins, jamais sa constance. Je l'ai vu recevoir d'un même visage la nouvelle de la perte de Maestricht et celle de la mort du roi de Suède... Quand Dieu, en lui ôtant sa fille, lui ravit ses plus chères es-

pérances, il eut la force de donner audience, et de vaquer aux affaires. Les sentiments du père cédèrent aux devoirs du ministre. » (*Éloge d'Olivarez.*)

Jamais ministre, prenant en main les affaires d'un grand État, ne fut porté comme lui par le flot de l'opinion, et ne fit naître, pour les tromper, d'aussi belles espérances, au dedans comme au dehors. En effet, les qualités d'Olivarez et ses défauts même allaient à l'Espagne, à qui il ressemblait trop pour ne pas la séduire. Son audace irréfléchie, qui regardait le but sans songer aux moyens, sa grandeur un peu chimérique, ses héroïques entêtements, tout cela flattait l'orgueil national, et le berçait dans ces rêves dorés dont tant de défaites n'avaient pu l'éveiller. Sincèrement zélé pour la grandeur de son pays, il ne lui manquait, pour servir ses intérêts, que de mieux les comprendre.

Complétons ce portrait par celui qu'a tracé de lui Dunlop : « Son intelligence était vive et perçante, et comme le remarque Voiture, il mettait les hommes au pire, et les jugeait d'après le mal, jamais d'après le bien que l'on disait d'eux. Cette ignoble soif de l'or, qui souilla l'administration de Lerme, lui resta toujours étrangère. Ses connaissances étaient plus étendues que profondes; doué par la nature d'une prompte et persuasive éloquence, le mauvais goût, qui commençait à envahir la littérature du siècle, avait déteint sur son style, orné, ambigu et obscur, peut-être à dessein. Ennemi vindicatif et sans pitié, il était en revanche un chaud ami et un généreux patron. Hautain, irascible, envieux du mérite des autres, et toujours prêt à s'alarmer s'ils approchaient, même à distance, de la faveur de son roi... ami des nouveautés, enivré de son propre sens, sa vanité, sa confiance en lui étaient telles, qu'à peine s'il

daignait demander l'avis d'un autre, de peur d'avoir l'air de douter du sien. Son génie était supérieur à son jugement, souvent égaré par des chimères, et sa nature offrait un tel mélange d'obstination et de mobilité, qu'on le voyait abandonner tout d'un coup les plans les mieux conçus pour s'acharner dans des mesures impraticables, qui entraînaient à leur suite la rébellion et la défaite. »

Quant à l'homme extérieur, voici son portrait, tracé par Siri : « Sa taille était haute et massive, avec les épaules voûtées. Il avait la face longue, la bouche tombante, le menton pointu et les yeux creux ; une tête puissante, aplatie par devant, élevée par derrière, le teint foncé et olivâtre, l'aspect dur et menaçant. » A ce portrait peu flatté, Voiture, porté à voir en beau le ministre dont il avait besoin, en oppose un plus favorable : « Étant jeune, il fut fort bien fait de sa personne, grand, agréable et de belle taille, vaillant, adroit, libéral, magnifique et le plus galant de la cour, jusqu'à ce qu'il en fut le plus puissant. »

Jamais favori, pour assurer son empire sur un jeune prince, ennemi du travail et ami du plaisir, ne descendit à d'aussi basses complaisances. Ainsi, continuant auprès du roi les services rendus au prince des Asturies, Olivarez ne dédaignait pas de l'accompagner dans ses promenades nocturnes à travers les rues de Madrid, promenades qui fournirent ample matière aux médisances de la cour. L'ancien précepteur du prince, devenu archevêque de Grenade, protesta, avec une courageuse franchise, contre le scandale de ces excursions, et dans une correspondance échangée à ce sujet entre le prélat et le favori, l'avantage fut loin de rester au dernier.

Rien ne coûtait à Olivarez pour affermir sa faveur :

les plus humbles détails de la toilette de son maître n'avaient rien qui le rebutât. Il voyait le roi trois fois par jour : à son lever, avant qu'il n'eût quitté son lit, pour arrêter avec lui le plan de la journée, et les divertissements qui devaient la remplir; la deuxième, après dîner, pour aider, par une conversation enjouée, d'où les affaires étaient soigneusement bannies, à la digestion du royal repas. Enfin, au moment où le roi se mettait au lit, son dernier regard, sa dernière pensée étaient encore pour le favori qui venait lui raconter tout ce qu'il avait fait dans la journée, et lui demander, avec un grand sérieux, ses ordres pour le lendemain. Ajoutez qu'Olivarez, à cette heure solennelle, se montrait toujours chargé d'une montagne de papiers, faite pour imprimer au monarque une terreur salutaire. Les affaires lui apparaissaient ainsi comme une espèce de martyre, et sa gratitude était sans bornes pour le ministre dévoué qui consentait à lui en épargner le fardeau. (Siri, *Mercurio*, t. III, lib. I.)

Une fois maître de ce pouvoir, objet de tous ses vœux, la première pensée d'Olivarez fut celle de tout favori qui succède à un autre, faire en toute chose autrement que son prédécesseur. Lerme avait pris pour devise la paix, il fallait donc à tout prix faire la guerre; Lerme avait abaissé l'Espagne, il fallait la relever; Lerme avait tari toutes les sources de la prospérité nationale, il fallait les rouvrir ! Jusque-là rien de plus légitime; mais au lieu de réparer les fautes commises, le nouveau ministre commença par écarter de son chemin tous ceux qui avaient participé au pouvoir sous le règne précédent. Sa première victime fut Osuna, dont nous avons raconté la triste fin; la seconde fut Calderon, qui attendait toujours en prison que l'on eût décidé de son sort. Six mois à peine après la mort du roi, l'ex-favori

était conduit au supplice, vêtu de noir, monté sur une mule, les yeux attachés sur un crucifix qu'il tenait à la main.

L'âme d'un favori, vouée à la servilité, ne peut pas puiser en elle-même une grandeur réelle ; mais l'orgueil peut lui en donner les apparences, et la soutenir dans ce rôle qu'il faut jouer jusqu'au bout. La religion peut plus et mieux encore : elle peut, en face de la mort, se saisir de cette âme, prête à paraître devant son juge, réveiller le remords dans cette conscience endurcie, et faire descendre le pardon d'en haut sur ce criminel que les hommes vont frapper. De ces deux sentiments, nous ne savons lequel domina dans l'âme de Calderon. Ce qui est avéré, c'est qu'il y eut dans ses derniers moments une réelle grandeur. Arrivé au pied de l'échafaud, il jeta sur l'instrument du supplice un regard serein : « Est-ce là le déshonneur? s'écria-t-il, non! c'est le triomphe et la gloire!... » Et même en face de la mort, il sentit dans son âme tant de vigueur et de sérénité qu'il demanda au moine qui l'accompagnait « si c'était un péché de tant mépriser la mort », et si c'en était un, il le pria de l'absoudre. Puis il baisa les pieds de son confesseur, embrassa deux fois le bourreau, et s'asseyant avec une dignité calme sur le banc où il devait mourir, il promena un long regard sur la foule accourue pour se repaître de ce triste spectacle. Le bourreau lui lia les pieds et les mains, et lui couvrit les yeux d'un bandeau; il se laissa faire sans mot dire, leva la tête pour recevoir le coup fatal, prononça d'une voix assurée une courte prière... et bientôt, sa tête roula à ses pieds, au milieu d'un long murmure de sympathie de ce même peuple qui sentait sa haine se changer maintenant en pitié.

Le confesseur de Philippe III, qui avait aidé Uceda

à chasser son père du pouvoir, perdit sa haute position d'Inquisiteur général, et fut relégué dans un couvent. Puis ce fut le tour d'Uceda lui-même: il fut arrêté, sous prétexte de complicité dans les projets d'Osuna, et enfermé au secret dans une forteresse. Condamné enfin à huit ans d'exil et à vingt mille ducats d'amende, il fut gracié par le roi, ce qui ne l'empêcha pas de mourir en prison deux ans plus tard; car le pardon du monarque n'entraînait pas celui du favori.

Le chapeau de cardinal protégea seul le duc de Lerme contre l'implacable haine de son successeur. Exilé à Tordesillas, une maladie grave le mit à deux doigts de la mort. A peine guéri, un procès lui fut intenté. Les instances du saint-père sauvèrent sa vie, mais non son honneur, car on lui retira la plupart des dons que lui avait faits le feu roi, et notamment une pension de soixante-douze mille ducats. Le vieux favori supporta toutes ces disgraces avec une résignation exemplaire, et sut encore, au milieu de sa propre infortune, consoler celle de son fils par des lettres empreintes d'une fermeté vraiment chrétienne. Pendant trois ans on le laissa en repos; mais la haine d'Olivarez n'était pas encore assouvie: un tribunal, composé de ses ennemis, condamna Lerme à verser au trésor le montant de la pension qu'il avait touchée pendant vingt ans, soit quatorze cent quarante mille ducats, « comme indemnité, disait l'arrêt, de toutes les malversations dont il s'était rendu coupable ». Cet arrêt déshonorant atteignit au cœur l'ancien ministre, et comme son fils, il s'éteignit bientôt, de chagrin plus que de maladie. Du reste, tous ces exemples d'une sévérité qui respirait la haine plus que la justice furent fort bien accueillis de l'opinion, et augmentèrent, au lieu de la diminuer, la popularité du nouveau ministre.

Nous venons de voir chez Olivarez l'homme avec toutes ses petitesses et ses rancunes; nous allons voir à présent le ministre, et l'usage qu'il fera du pouvoir, après s'être montré sans pitié avec tous ceux qui l'avaient possédé avant lui. Une fois ses ennemis écartés, son premier soin fut de les remplacer par ses parents ou ses créatures. A leur tête il plaça son oncle Zuñiga, dont l'intégrité et le talent devaient jeter un jour favorable sur son administration. Il s'agissait maintenant de gouverner, et don Gaspar se mit à l'œuvre. Il débuta par convoquer à Madrid en 1621 les Cortès de Castille.

Plus nous descendons avec l'Espagne sur la pente de la décadence, et moins nous nous arrêterons à ces Cortès qui, en Castille du moins, ont cessé d'avoir un sens politique ; car elles ne s'assemblent plus que pour formuler des griefs que l'on n'écoute pas, et voter des impôts qu'elles ne savent plus refuser. Vainement celles-ci apportèrent au roi l'écho des plaintes du pays ; tout aboutit à quelques bonnes résolutions impuissantes, à des promesses bientôt oubliées. Citons seulement le tableau suivant de la situation de l'Espagne, navrant de tristesse et de vérité : « Beaucoup de villages sont dépeuplés et perdus pour jamais, les églises en ruines, les maisons effondrées, les terres sans culture; les habitants errants par les chemins avec femmes et enfants, broutant, comme les troupeaux, les herbes des champs et les racines pour apaiser leur faim, et passant d'une province à l'autre pour échapper aux impôts qui les écrasent... Le récit de tous ces maux, catholique seigneur, arrive rarement aux oreilles de Votre Majesté; car il y a peu de gens pour vous en entretenir, et ceux qui devraient le faire ne songent qu'à leur intérêt et à leur profit. »

A côté du mal, les Cortès essayent d'indiquer le remède. Voici quelques-unes des mesures proposées : obliger tous les grands, que leurs charges ne retiennent pas à la cour, à résider dans leurs domaines, et les prélats dans leurs diocèses, pour y faire travailler les pauvres, et ensemencer les terres désertes; empêcher le clergé d'acquérir des biens-fonds, et de recevoir des legs ou dotations. Enfin l'on s'étonne de rencontrer ici une pensée féconde et en avant du siècle, celle de fonder des banques agricoles pour venir en aide à l'industrie.

Tous ces beaux projets, suivant l'usage, s'évanouirent en fumée, tous ces volumes de griefs s'en allèrent dormir dans la poudre des archives. Cependant, comme ces Cortès étaient les premières du règne, il fallait au moins faire semblant d'en tenir compte, ne fût-ce que pour déclarer à la face du pays qu'on n'était pas responsable du passé. Le favori institua donc à grand bruit une *Junte de réformation des mœurs*. On ordonna un inventaire exact des biens de tous ceux qui avaient été ministres depuis 1592, pour les comparer à ceux qu'ils possédaient en arrivant au pouvoir, enquête illusoire qui ne pouvait produire aucun résultat sérieux. Les hauts dignitaires de l'État, lors de leur promotion, devaient faire sous serment l'inventaire de tous leurs biens, et le renouveler en quittant leurs fonctions. Ainsi, sur ce peuple de fonctionnaires qui, en Espagne comme en France, est la lèpre de notre civilisation, une moitié allait être occupée à surveiller l'autre. Le gouvernement s'efforçait en vain d'imposer à ses agents la moralité qui lui manquait à lui-même.

Plus on étudie les lois et les décrets de cette époque, et plus on est frappé de leur impuissance : « Les honoraires des offices d'échevin, notaire, procureur, greffier,

qui ont pris un accroissement scandaleux, doivent être réduits au tiers. Aucun solliciteur, quel que soit son rang, ne pourra demeurer à la cour plus de trente jours par an, et on notera avec soin le jour de son arrivée et celui de son départ. Les juges n'enverront plus dans les villages des garnisaires pour pressurer sans pitié les contribuables en retard. » Puis viennent des lois somptuaires, impuissantes quand elles ne sont pas ridicules, mais qui nous montrent à quel excès le luxe était monté. Ainsi le roi défend à tous ses sujets, sans excepter même les infants ses frères, d'entretenir plus de dix-huit domestiques à leur service (Osuna en avait trois cents la veille de son arrestation). Il proscrit les meubles dorés et les broderies en soie sur les habits; car dans cet âge de faste et de misère, les choses en étaient venues au point, nous dit un contemporain, « que les savetiers eux-mêmes portaient des manteaux de satin et de longues rapières. »

D'autres décrets ont pour but d'encourager les mariages en les autorisant dès l'âge le plus tendre, sans le consentement des parents et des tuteurs; en accordant, depuis dix-huit ans, à l'homme qui se marie l'administration de ses biens et de ceux de sa femme. L'émigration à l'étranger est interdite sans une permission expresse du roi. En revanche, les étrangers, laboureurs ou artisans, qui viendront s'établir en Espagne, seront à jamais exempts d'impôts. Les gens oisifs et sans vocation doivent être éloignés de la cour et des grands centres de population, etc...

La plupart de ces mesures avaient le défaut d'être inexécutables; mais l'intention en était bonne, et l'opinion en fit honneur à Olivarez qui, en fait de gouvernement, n'avait qu'une idée, celle de faire de chacun de ses actes

une critique de ceux du duc de Lerme. Mais ce qui toucha surtout le cœur du peuple, c'est que le roi donna lui-même l'exemple des réformes en réduisant les dépenses de sa maison au taux de celle de Philippe II. Ce peuple loyal, si porté à aimer ses rois, témoigna à son jeune souverain une reconnaissance sans bornes et une affection qui ne devait pas être payée de retour.

Le jour ne tarda pas à se faire sur la valeur réelle de ces réformes sur le papier, qui n'arrivèrent jamais à exécution. La mort de Zuñiga, l'oncle du favori, mort pauvre après avoir géré la fortune d'un grand État, vint concentrer dans les mains d'Olivarez tous les ressorts de l'administration. Zuñiga avait toujours prêché la paix à son neveu; mais ce frein salutaire une fois écarté, le favori put se livrer sans scrupule à son esprit d'aventures. Des guerres lointaines, qui rendaient au dedans toute réforme impossible, vinrent peser sur le pays, que le seul état de ses finances aurait dû condamner à une paix perpétuelle.

Les vaines espérances qu'avait fait naître le début du règne firent place au mécontentement et à la désaffection. Aussi, aux Cortès de 1623, le roi eut beau se féliciter des salutaires effets de ces réformes tant vantées, les plaintes des députés, organes des souffrances du pays, mirent au grand jour la vérité tout entière. Les Cortès n'en votèrent pas moins douze millions de ducats (108 millions de francs), payables en six ans; mais l'Espagne obtint une compensation dans le titre de *grand*, qu'Olivarez fit prendre à un prince de dix-neuf ans, qui n'avait encore rien fait et ne ferait jamais rien, et dont l'enfance devait durer autant que sa vie.

Les prétentions du favori croissaient chaque jour avec son empire. Bientôt il lui fallut partager le palais des

rois, comme il partageait leur pouvoir. Il s'attribua le logement du prince des Asturies, ce qui fit beaucoup murmurer le peuple, juge délicat des convenances qu'il sent d'instinct, sans pouvoir les définir. Une sourde opposition, provoquée par les hauteurs du *Valid*, se groupa autour des deux frères du roi, qui prêtaient aux mécontents leur nom et leur crédit. Dès lors Olivarez n'eut plus qu'une pensée, ce fut de les éloigner de la cour. Aux yeux de l'un, don Fernando, déjà cardinal et archevêque de Tolède, il fit luire l'espoir d'arriver un jour au trône de Saint-Pierre, l'engageant à résider à Tolède, et à se donner tout entier aux devoirs de son ministère. A l'autre, don Carlos, il s'efforça en vain de faire accepter une vice-royauté en Italie. Enfin, le jeune roi, aussi infirme de corps que d'esprit, étant tombé malade, le favori sut lui persuader qu'une conspiration se tramait entre les deux infants et leurs créatures pour l'éloigner, lui Guzman, du pouvoir, et s'emparer de la direction des affaires, et le résultat fut d'affermir encore son empire sur le faible monarque.

Après un voyage en Andalousie, en 1624, le premier où le nouveau roi eût été se montrer à ses sujets, après les fêtes nombreuses qui avaient partout salué sa présence, le trésor royal était à sec. La Castille était lasse de fournir à peu près seule à toutes les dépenses de l'État, et les Cortès avaient fait entendre à ce sujet des plaintes énergiques.

En effet, Milan et la Sicile, tout en dépensant leur sang et leur or au service de l'Espagne, suffisaient à peine aux frais de l'occupation permanente, nécessaire pour les tenir en bride. Naples, plus docile, voyait, ainsi que le Portugal, ses revenus assignés aux marchands de Gênes, en payement de l'intérêt des emprunts

contractés. Tous les domaines de la couronne étaient ou aliénés ou grevés d'hypothèques, et le revenu en était nul ou à peu près. Chaque année les corsaires hollandais et anglais prélevaient leur tribut sur les galions qui apportaient à l'Espagne les mines du Pérou et du Mexique. A tout prix, il fallait de l'argent pour faire la guerre et pour amuser le monarque, et le seul moyen de battre monnaie, c'était de convoquer les Cortès des provinces qu'il n'avait pas encore visitées.

L'Aragon, la Catalogne et Valence, aux termes de leurs *fueros*, ne contribuaient aux dépenses de la couronne que par des dons volontaires; mais ces provinces, malgré leur esprit d'indépendance, étaient impatientes de voir leur nouveau maître; le *Comte-Duc*, comme on appelait Olivarez, résolut d'exploiter leur curiosité en leur faisant payer, le plus cher possible, le plaisir de voir leur souverain. Les Cortès des trois royaumes furent convoquées en même temps, mais séparément, pour janvier 1626, celles d'Aragon à Barbastro, de Catalogne à Lerida, et de Valence à Monzon, ville du royaume d'Aragon. Ce dernier choix était une insulte gratuite pour Valence qui réclama hautement, mais le ministre fut sourd à toutes les représentations. Le roi et sa cour se rendirent à Saragosse où on leur fit le plus brillant accueil. Le monarque à genoux, la main sur l'Évangile, jura de respecter les *fueros* que son aïeul avait foulés aux pieds. De là il se rendit à Barbastro pour y ouvrir les Cortès, et leur exposa la politique du nouveau règne en leur demandant un vote de subsides, conclusion obligée de toutes les harangues royales. Au bout de dix jours, il alla à Monzon ouvrir les Cortès de Valence; mais l'ordre de la noblesse, qui en voulait au pouvoir de l'expulsion de ses vassaux musulmans, refusa d'enten-

dre parler de subsides, tant que le roi n'aurait pas prêté serment aux *fueros* du royaume, et fait droit à ses requêtes.

L'ordre du clergé et celui du peuple s'étant montrés plus traitables, le roi, fort de leur adhésion, adressa aux nobles une lettre sévère où il les menaçait de sa royale colère. Mais les nobles ayant encore rejeté le subside, à l'instigation de don Miguel Cerbellon, le roi s'oublia jusqu'à dire « qu'il n'avait plus dans cet ordre de fidèles vassaux, puisque, au premier mot, on n'avait pas poignardé le rebelle. » Les choses allèrent si loin qu'il fallait ou céder, ou en venir à une révolte ouverte. Les nobles cédèrent à la fin, sauf un seul, dont la voix, comme aux diètes de Pologne, suffisait pour annuler le vote. Toutefois, après une lutte prolongée, celui-ci finit par se rendre aux instances de ses collègues; mais, au lieu des 1780 mille livres demandées, les députés de la noblesse n'en accordèrent qu'un million. Le roi, poussé à bout, envoya don Luis de Haro leur signifier « qu'il « voulait partir le lendemain, et que, dans une demi-« heure, montre en main, il les sommait de se décider, « sous peine de passer pour traîtres! »

Les députés passèrent la nuit à délibérer : leur premier mouvement fut de rompre tout lien avec un pouvoir qui traitait ainsi les représentants du pays, et ne savait que leur demander de l'argent, sans daigner accorder un jour à la discussion de leurs griefs. A six heures du matin, don Luis revint, de la part du roi, leur notifier que « S. M., ne voulant plus rien avoir à faire « avec des vassaux rebelles, avait résolu de leur ôter le « privilége du vote à l'unanimité, et que S. M. allait partir pour Barcelone. » Si amer que fût le calice, il fallut le boire jusqu'à la lie. La résistance légale était épuisée,

la résistance à force ouverte n'était possible qu'à condition de réunir dans un même faisceau toutes les provinces dont les droits étaient ainsi méconnus. Valence et la Catalogne avaient laissé périr les libertés de l'Aragon après celles de la Castille; elles devaient en être punies par la perte de leurs propres libertés, qu'une résistance commune aurait pu sauver. Les nobles Valenciens, si fiers de leurs priviléges, se courbèrent à la fin sous la verge qui les châtiait, et assistèrent humblement à la séance royale où le subside fut voté par les trois ordres. Le roi daigna prendre congé des députés avec force démonstrations de gratitude et d'amour, et partit le lendemain, après avoir semé sur ses pas des ressentiments qui devaient un jour porter leurs fruits.

Ce qui nous frappe dans cette triste histoire, ce n'est pas tant l'abaissement d'un pays, qui savait autrefois réunir dans un même culte ses rois et ses *fueros*, que l'audace d'arbitraire d'un pouvoir avili à qui sa faiblesse devrait au moins enseigner la prudence. On se demande comment un Philippe IV ose ainsi traiter la représentation nationale, affaiblie, dégradée sans doute, mais vivante encore dans le cœur des sujets. En voyant disparaître tour à tour les franchises de la Castille, de l'Aragon et de Valence, et plus tard celles de la Catalogne, on finit par se demander si toutes ces libertés, filles du moyen âge, étaient vraiment nées viables, et pourquoi elles ont péri partout, si ce n'est en Angleterre? La persistance, l'esprit de suite, qui ont manqué à la France, n'ont certes jamais fait défaut chez la race ibérique; et cependant, après quelques vains essais de résistance, l'Espagne se courbe sous le joug; les provinces plient l'une après l'autre sous une série de despotes, tour à tour habiles comme Charles-Quint, fanati-

ques comme Philippe II, ou incapables comme ses trois successeurs. L'Angleterre, au contraire, appuyant ses libertés politiques sur ses libertés religieuses et civiles, et formant du tout un faisceau que rien n'a pu rompre, livre au bourreau un de ses rois, et chasse deux fois du trône une dynastie parjure, plutôt que de lui sacrifier une seule de ses franchises. Qu'on explique comme on voudra ce contraste, peu honorable pour l'Espagne et pour les races latines; mais toujours faudra-t-il convenir qu'il y a ici un vice inhérent aux institutions plus encore qu'à la race, et qu'en creusant, on trouve toujours le catholicisme au fond de toutes les servitudes, et la Réforme au fond de toutes les libertés modernes.

L'exemple de la résistance, donné par les nobles de Valence, fut suivi par les Cortès d'Aragon. Le roi, sous prétexte de repousser une invasion anglaise, leur demandait leur sang et leur or à la fois, c'est-à-dire 3,333 hommes, armés et soldés aux frais de la province, outre une réserve de dix mille, disponible au besoin. L'Aragon n'avait pas encore appris à subir sans murmures toutes les exigences de ses rois. Il fit valoir l'épuisement du pays, et offrit de remplacer le subside en nature par un million de ducats, payable en dix ans. Le roi, irrité d'une résistance sur laquelle il n'avait pas compté, refusa tout compromis, en s'appuyant sur l'ordre ecclésiastique, toujours vendu au pouvoir, chaque fois qu'il n'a pas à choisir entre Rome et son souverain. Olivarez, employant tour à tour la menace, la corruption et les caresses, parvint à faire nommer président son beau-frère Monterey. Puis les Cortès, sur l'ordre du roi, que leur transmit un fantôme de *Justiza*, furent prorogées à Calatayud.

De là, le roi se rendit à Barcelone, où il avait transféré

les Cortès de Lerida; les mêmes espérances, les mêmes transports y accueillirent le monarque que la Catalogne allait apprendre à connaître à ses dépens. Philippe prêta à ses franchises le même serment qu'à celles de l'Aragon, pour le tenir avec la même bonne foi. Mais l'accueil du peuple ne préjugeait rien en faveur de celui de ses représentants, le roi l'avait déjà appris à ses dépens. Les Cortès se montrèrent plus disposées à demander au pouvoir compte de leurs sacrifices passés qu'à en faire de nouveaux. Philippe réclamait deux mille hommes équipés avec leur solde, et les Cortès ne consentirent à les voter que si le roi s'engageait à rembourser à la Catalogne les emprunts de ses prédécesseurs. Les esprits s'échauffèrent tellement qu'un noble catalan tira son épée contre le duc de Cardona qui soutenait avec trop de chaleur les intérêts de la couronne. Le ministre était à bout d'expédients : avec les Aragonais, les menaces et la dureté n'avaient pas réussi; avec les Catalans, il voulut essayer de la douceur : il fit écrire au jeune roi une lettre où il les conjurait de ne pas le laisser partir sans avoir rien obtenu de ses sujets bien-aimés. Mais les caresses furent aussi impuissantes que les menaces : le comte-duc, perdant patience, donna à son pupille le signal du départ. Les Cortès n'en furent informées que quand il était trop tard pour l'empêcher; mais des germes profonds d'irritation furent déposés dans les esprits; ils y couvèrent pendant quatorze ans, pour éclater enfin par cette terrible révolte qui devait mettre la monarchie à deux doigts de sa perte.

Philippe, en quittant la Catalogne, traversa Saragosse sans s'y arrêter, sauf pour y entendre la messe. Arrivé à la frontière, il écrivit aux Aragonais une lettre où se trahissaient la hauteur et le manque de tact du favori.

Le moyen auquel s'arrêta celui-ci pour vaincre leur résistance, ce fut d'envoyer en garnison chez eux un corps de recrues castillanes qui, se sentant la bride sur le cou, traitèrent l'Aragon en pays conquis. Cet odieux traitement, infligé à un peuple loyal, souleva dans les Cortès les réclamations les plus énergiques. A force d'instances l'Aragon obtint enfin l'éloignement de ses garnisaires. Alors seulement, trois ordres sur quatre, après de longs et amers débats, se décidèrent à voter le subside. Le roi, pris d'un tardif remords, rabattit de lui-même ses prétentions au chiffre de 2,300 soldats. L'Aragon, peuple généreux, plus sensible encore au bienfait qu'à l'injure, fut si touché de cette condescendance que le quatrième ordre s'unit aux autres pour accorder le subside. Les Cortès, après avoir voté quelques lois d'utilité publique, se séparèrent enfin, et le roi s'en retourna à Madrid, peu édifié de ce triste essai de gouvernement représentatif, où la royauté semblait avoir pris à tâche de s'aliéner le cœur de ses sujets.

CHAPITRE II.

RÈGNE DE PHILIPPE IV. ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS.

1620 A 1635.

L'histoire, pour être impartiale, doit reconnaître à Olivarez quelques-unes des parties d'un grand ministre; mais il suffit de le comparer à Richelieu pour voir tout ce qui lui manquait. C'est, avant tout, le don si rare de savoir mesurer ce qu'il ose sur ce qu'il peut, et de régler ses entreprises sur ses ressources réelles; c'est de ne pas choisir, pour ressusciter le vieux rêve de monarchie universelle de Philippe II, le moment où l'Espagne, fatiguée et ruinée, a assez à faire de conserver ses vieilles possessions sur le continent, sans songer encore à en conquérir de nouvelles. Sans doute, pour une monarchie plus jeune et moins usée, l'occasion pouvait sembler propice : l'état de l'Europe, profondément remuée, invite aux aventures, et sollicite, même chez les plus indolents, l'esprit d'entreprise et de conquête. La France, veuve du grand Henri, a cessé, sous le règne bourgeois de Marie de Médicis, de lutter contre l'ascendant de l'Espagne. Les deux branches de la maison d'Autriche, réunies pour la première fois depuis la mort de Charles-Quint, peuvent, en s'appuyant l'une sur l'autre, se croire appelées à conquérir ou à dominer l'Europe.

Mais en même temps, un changement grave, qui n'eût pas échappé à un observateur plus sagace qu'Olivarez, s'est accompli dans l'ordre des idées : la balance des pouvoirs est née des abus mêmes de la force, et des tendances avortées de l'Espagne à régner sur le continent. Toutes les royautés se sont senties solidaires pour résister à celle qui les menaçait toutes. C'est alors qu'Henri IV a puisé, dans l'air pour ainsi dire qu'on respirait, la grande idée de l'équilibre européen. Et cette idée n'est pas morte avec lui, car Richelieu va la reprendre, pour la transmettre par Mazarin à Louis XIV, jusqu'à ce que l'Espagne et l'Autriche aient été humiliées, et l'équilibre rétabli. Puis l'Europe la retournera contre Louis XIV lui-même, du moment où son ambition, excitée par le succès, deviendra pour elle une menace et un danger.

L'importance des luttes que nous allons raconter n'est donc pas dans le détail des événements, mais dans la pensée qui les domine. Cette pensée est double : l'Europe veut la liberté de conscience, et ne veut obéir ni à l'Espagne, ni à l'Autriche, ni à aucune autre puissance, surtout catholique. En même temps que sa solidarité, elle a senti sa force, dont le principe est dans sa foi. La Réforme, qui est au fond de toutes ses résistances, s'est liguée avec l'esprit politique pour lutter contre la double tyrannie du catholicisme et de la maison d'Autriche ; et cette grande date de 1618 inaugure, avec la *Guerre de trente ans*, une ère nouvelle, qui sera désormais la base d'un nouveau droit européen : l'alliance de tous contre le plus fort quand il abûsera de sa force.

Passons rapidement en revue les principaux événements de cette lutte de géants qui va se poursuivre à la

fois sur tous les points du continent, depuis le Pô jusqu'à la Baltique, et qui ne cessera que quand aura été conquise, dans le sang et dans les larmes, la liberté religieuse, celle qui est à la base de toutes les autres. Commençons par la guerre de la Valteline, la première en date, sinon en importance [1].

Objet de l'ambition héréditaire de la France et de la Castille, après avoir vu ses grasses campagnes arrosées soixante ans de leur sang et du sien, l'Italie, depuis la paix de Cateau-Cambresis, en 1559, jouissait d'une paix profonde qu'elle devait aux dissensions intérieures de la France. Mais celle-ci, en se désistant, l'avait livrée à l'Espagne, qui tenait la Péninsule par ses deux bouts, Naples et Milan, et pesait sur le reste de tout son poids. Le but constant de la politique espagnole, depuis Charles-Quint jusqu'à Philippe II, était d'achever la conquête

1. Le spirituel humoriste Quevedo y Villegas, mort victime de l'implacable rancune d'Olivarez, a, dans l'une de ses satires, *Fortuna con Seso* (la fortune et le bon sens), retracé sous une image ingénieuse, bien qu'un peu forcée, la situation de l'Italie : faute d'un terrain sur lequel elle puisse marcher, l'Italie s'exerce à la voltige sur une corde tendue, dont un bout tient à Rome et l'autre à la Savoie. Les deux rois de France et d'Espagne sont les spectateurs. Tous deux, l'œil attaché sur elle, observent de quel côté elle penche, tout prêts à étendre la main pour la saisir si elle vient à tomber. L'Italie, pour l'éviter, empoigne de ses deux mains Venise, comme un balancier pour la soutenir; puis elle saute et rebondit, que c'est plaisir à voir, faisant semblant de tomber, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et s'amusant de l'empressement des deux rivaux à étendre les bras pour la recevoir; puis se redressant tout d'un coup, et riant de leur méprise. Quant à la Savoie, elle se plaint que son duc est le mouvement perpétuel, qu'il ruine ses sujets par des guerres sans fin, pour soutenir à flot son duché, toujours prêt à aller à vau-l'eau entre l'Espagne et la France. Son jeu c'est de brouiller les deux rois, afin qu'étant en guerre l'un avec l'autre, ils ne songent pas à l'avaler. Quand la France l'attaque, l'Espagne le soutient, et quand l'Espagne l'envahit, c'est la France qui le défend; et comme aucun des deux ne le protége pour lui, mais seulement pour l'empêcher de devenir la proie de l'autre, la défense est souvent plus nuisible que l'invasion à ses sujets, qui finissent toujours par payer les pots cassés.

de l'Italie, aux dépens des deux États qui pouvaient seuls encore s'y dire indépendants, Venise et la Savoie; nous ne parlons pas de Rome, allié douteux, ennemi qu'on pouvait vaincre, mais non pas supprimer! L'entreprise avortée d'Osuna et de Bedemar contre Venise avait trahi les vieilles rancunes de la cour de Madrid contre la République. Sauf Venise, la Péninsule entière était aux genoux de l'Espagne; les deux vice-rois de Naples et de Milan y tranchaient du souverain, et voyaient trembler devant eux tous les petits princes italiens, sans en excepter même le duc de Savoie, le plus puissant de tous.

Quant à l'Autriche, pourvu qu'on lui laissât l'Allemagne, elle ne demandait pas mieux que de céder l'Italie à l'Espagne, et ces deux ambitions sœurs s'appuyaient l'une sur l'autre. Mais pour s'appuyer, il fallait se toucher, d'un bout de l'Europe à l'autre, malgré la distance qui les séparait, et la Valteline allait devenir leur trait d'union. La Valteline, dépendance naturelle du Milanais, est une longue et fertile vallée qui, partant de la pointe nord du lac de Côme, s'étend vers l'est jusqu'au Tyrol. Donnée en fief par les empereurs d'Allemagne à l'évêque de Coire et aux Grisons, ceux-ci en furent dépouillés par les ducs de Milan. Puis la Suisse, au XVIe siècle, prit pour sa part, dans l'héritage des Sforza, la Valteline et le Tessin. Mais l'Espagne, en héritant du Milanais, avait hérité aussi des vieilles prétentions des Sforza sur la Valteline. Grâce à ses acquisitions récentes sur les bords du Rhin, grâce au Tyrol que l'empereur avait promis de lui céder, l'Espagne touchait maintenant au but de toutes ses ambitions : une fois maîtresse de la Valteline, elle confinait à l'Autriche; elle rattachait l'un à l'autre tous les pays qu'elle possé-

dait par droit d'hérédité ou de conquête, et ouvrait une route à ses armées, depuis la Lombardie jusqu'aux Pays-Bas. Elle affranchissait une population catholique du joug de la Suisse réformée; elle séparait Venise de la Suisse, et mettait le lion espagnol entre l'ours de Berne et le lion de Saint-Marc; enfin, elle fermait aux Français la dernière porte qui leur fût encore ouverte sur l'Italie.

Un beau jour, en juillet 1620, du vivant encore de Philippe III, les Valtelins, poussés sous main par la cour de Madrid, massacrent les protestants de leur vallée, et implorent le secours du gouverneur de Milan, pour les aider à secouer le joug des *Ligues Grises.* Feria, « homme ambitieux et vain, nous dit Bassompierre, qui voulait à tout prix brouiller les cartes et faire parler de lui, » ne se fait pas prier : les Espagnols accourent à la hâte, occupent toute la vallée, repoussent les Grisons qui veulent la reprendre, et se hâtent de la couvrir de forts, sachant bien qu'on ne les y laissera pas longtemps en paix.

Il y avait là une insulte à la Suisse, une menace contre la Savoie et Venise, et de plus, une atteinte grave à l'équilibre européen. Bientôt, l'archiduc Léopold, enhardi par l'exemple de l'Espagne, envahit l'Engadine et se rend maître de Coire. Les Grisons sont forcés de renoncer (1622) à leurs droits sur la Valteline, et de s'engager à ouvrir passage sur leurs terres aux armées espagnoles, et l'Autriche se trouve ainsi, par elle-même ou par ses alliés, maîtresse de tout le cours du Rhin depuis sa source jusqu'à Cologne.

Le contre-coup de ces événements ne se fit pas attendre : ce fut une ligue, conclue le 7 février 1623, entre la Savoie, Venise et la France. Le but avoué, c'était de restituer la Valteline aux Grisons; le but caché, c'était

de rejeter les Espagnols hors de l'Italie. L'Espagne, effrayée à son tour, implora la médiation du Saint-Père. Elle s'offrit à remettre en dépôt entre ses mains tous les forts de la Valteline. La France exigeait qu'ils fussent démolis; les Espagnols cédèrent, mais sans bonne foi; ils gardèrent Chiavenna, et la guerre, que l'Espagne faisait tout pour amener, sans être prête à la soutenir, devint dès lors inévitable.

Dans l'intervalle, un grand événement venait de s'accomplir, et allait changer la face de l'Europe : Richelieu était entré dans les conseils de Louis XIII. Olivarez, avec son activité brouillonne et sa violence irréfléchie, n'était pas homme à tenir tête au redoutable cardinal. Il fallait que la politique de Henri IV fût bien celle qui convenait à la France puisqu'un prince de l'Église, appelé à régner sous le nom du fils de Henri, n'hésita pas à la continuer. Cette politique se résumait en deux points : prendre en main la tutelle armée du protestantisme en Europe, sauf à le contenir en France, et à lui faire la guerre au besoin, et abaisser à la fois les deux branches de la maison d'Autriche. En effet, l'empire d'Allemagne, pacifique par nature, avait pris tout d'un coup une attitude agressive. Les ardeurs catholiques de Philippe II semblaient être passées dans l'âme de Ferdinand II, et le déclin de l'Espagne était compensé par la suprématie que, depuis quelques années, l'Autriche avait prise en Allemagne. Cette suprématie, il fallait à tout prix la détruire, sous peine pour la France de se voir acculée à la mer et isolée du continent. Pour séparer l'Espagne de l'Autriche, qu'elle touchait par la Valteline, il n'y avait qu'un moyen, c'était de les attaquer toutes deux, l'une au nord, l'autre au midi, et dès

ce moment, la résolution en fut prise par le cardinal, sauf à attendre l'heure de l'exécuter.

Ainsi les quatorze années d'affaissement de la France sous la veuve de Henri IV et sous son fils mineur étaient effacées en un jour. Le pays sentait ses destinées remises dans une main plus ferme, et l'audace lui revenait avec le sentiment de sa force. Mais avant d'entamer la lutte, Richelieu s'empressa de renouveler la vieille alliance de la France avec la Hollande, relâchée depuis la mort de Henri. Pour donner un gage aux protestants allemands, qu'il n'osait pas ouvertement secourir, le cardinal fit plus et mieux encore : depuis six ans, la cour de Madrid berçait Jacques Ier de l'espoir d'un mariage entre son fils aîné et la sœur de Philippe IV. L'Espagne, qui se souvenait des suites funestes de l'union entre Henri VIII d'Angleterre et Catherine d'Aragon, ne paraît pas avoir jamais pris ce mariage au sérieux. En même temps, le roi d'Angleterre réclamait auprès de l'empereur la restitution des États enlevés à son gendre l'Électeur palatin, et l'une des négociations devait nuire à l'autre. Mais au fond, Jacques, le plus timide de tous les hommes et le plus absolu de tous les rois, n'avait nulle envie de risquer, pour remettre son gendre sur le trône, une guerre qui l'eût mis à la discrétion de son parlement, et il eût préféré de beaucoup la solution toute pacifique d'un mariage avec l'Espagne.

Par un coup de tête plus digne d'un aventurier que d'un roi, Jacques Ier, en mars 1623, avait autorisé son fils et son héritier, le prince de Galles, suivi du brillant Buckingham, le favori de deux règnes, à traverser la France incognito pour aller à Madrid faire connaissance avec sa fiancée. Cette incartade romanesque eut en Espagne le plus grand succès. L'orgueil national

se sentit flatté, et le prince anglais fut reçu avec un faste qui contrastait avec la misère publique. Mais les négociations ne marchèrent pas du même pas que les fêtes. La cour de Rome, séduite par la promesse que lui fit Jacques de concéder aux catholiques anglais l'exercice secret de leur culte, eut beau accorder une dispense à ce mariage hérétique, sept mois s'écoulèrent sans que l'on parvînt à tomber d'accord sur les conditions du contrat.

La famille royale, qui s'efforçait, avec plus de zèle que d'adresse, d'amener le jeune prince anglais à la foi catholique, s'était leurrée un instant de l'espoir de le convertir. Déjà les têtes se montaient en Espagne : on voyait le prince, comme une brebis égarée, faisant rentrer avec lui au bercail l'Angleterre, habituée à recevoir de ses rois sa religion comme une consigne. Le pape Grégoire XV avait même écrit au prince de Galles pour l'engager « à revenir à la foi de ses pères, et à raviver, « par son mariage avec une princesse de la pieuse souche « des rois d'Espagne, la vieille semence de la piété an« glaise. » Charles avait répondu avec une ambiguïté étudiée, peu faite pour désabuser le pontife. Mais cette royale comédie, où le prince et son père jouèrent un rôle assez peu digne, touchait à son dénoûment; Jacques finit par s'apercevoir, un peu tard, que l'Espagne ne donnerait jamais la fille des *Rois catholiques* à un prince protestant. Charles reçut l'ordre de retourner en Angleterre, et sa fiancée épousa plus tard le fils de Ferdinand II, et monta avec lui sur le trône impérial.

L'orgueil du jeune prince, qui fut depuis Charles Ier, avait été profondément froissé, et dès lors la Hollande put compter sur les subsides de l'Angleterre. Mais la France n'avait pas vu sans alarmes ce projet d'alliance,

aussi menaçant pour elle que pour l'Europe. Le mariage une fois rompu entre l'Angleterre et l'Espagne, Richelieu s'empressa de le reprendre pour le compte de la France. Le cabinet de Madrid fit tout pour éviter une rupture; mais il était trop tard : Jacques, forcé par la toute-puissante opinion de l'Angleterre de renoncer à la chimère d'une alliance espagnole, prêta l'oreille aux avances de la France. Un projet d'union, ébauché dès 1616 entre la sœur de Louis XIII et le prince de Galles, qui l'avait vue en passant par la France, et avait été charmé de sa grâce et de ses attraits, fut repris par Richelieu. La dispense, que Rome avait accordée pour le mariage espagnol, se faisant attendre pour le mariage français, le cardinal s'en passa, et le contrat fut signé à Paris le 20 novembre. Des garanties y étaient stipulées en faveur des catholiques anglais. La princesse gardait pour elle, pour sa maison, et pour ses fils jusqu'à l'âge de treize ans, le libre exercice de sa religion, concession bien étrange chez une nation aussi jalouse de sa foi!

La mort de Jacques Ier d'Angleterre, le 27 mars 1625, vint changer en roi le fiancé d'Henriette de France. Chez Jacques Ier, qui n'avait jamais pu voir une épée sans trembler de tous ses membres, la timidité suppléait à la prudence; mais les orages, qu'il avait provoqués sans oser leur tenir tête, il les léguait à son fils, et celui-ci s'apprêtait à leur faire face, jusqu'à ce que son trône s'abîmât dans la tempête. En se rapprochant de l'Angleterre, Richelieu atteignait donc son but, car il trouvait dans Charles un allié plus décidé que dans son père. Le 11 mai, les fiançailles furent célébrées à Paris. Buckingham vint en grande pompe y chercher la fiancée de son roi, et gagner en passant le cœur d'Anne d'Autriche. L'alliance anglaise, morte avec Élisabeth, fut ainsi re-

nouée, en dépit des prétentions rivales des deux premiers ministres, destinés à se heurter sur plus d'un champ de bataille. Le pape différait depuis dix-huit mois la restitution des forts de la Valteline, ne pouvant se résoudre à les remettre dans des mains hérétiques. Las des hésitations du Saint-Père, Richelieu prend enfin son parti : après avoir levé des troupes en Suisse, Cœuvres, son ambassadeur, se change tout d'un coup en général, et franchit les Alpes en février à la tête de dix mille hommes. Papalins, Espagnols, Autrichiens sont chassés des forts qu'ils occupaient, et la Valteline retombe sous le joug des Grisons.

L'Espagne, l'Autriche, toute l'Europe catholique, sans en excepter la France, se soulevèrent contre ce prince de l'Église, ce *cardinal d'enfer* qui s'alliait aux hérétiques pour faire la guerre au Saint-Père. Aux plaintes du Nonce et de l'envoyé espagnol, Richelieu répondit froidement « qu'il ne pouvait laisser les Espagnols, sous prétexte de religion, dépouiller les alliés du roi, et s'emparer de toute l'Italie. » Ainsi l'Espagne, en poursuivant son rêve de monarchie universelle, retrouvait en face d'elle le vieil adversaire qui, depuis Charles VIII, avait traversé tous ses desseins. La France reprenait, avec la Valteline, un pied en Italie, sous le spécieux prétexte d'y protéger des alliés opprimés. Français de naissance et de cœur avant d'être cardinal romain, Richelieu se vantait d'imiter l'exemple de la cour de Rome, où les exigences de la politique passaient toujours avant celles de la religion.

Au faible monarque qui lui obéissait sans l'aimer, Richelieu tenait un autre langage. « Les rois catholiques trop soumis au Saint-Père, lui disait-il, ne sont pas ceux dont il tient le plus de compte. L'Espagne sous Charles-

Quint, et même sous Philippe II, n'a pas craint de faire la guerre au pape, et de prendre Rome d'assaut. La France, sans renoncer à son titre de *Fille aînée de l'Église*, n'a qu'un moyen de se faire respecter à Rome, c'est de s'y faire craindre. » Et il ne se trompait pas; car au moment où le mariage allait se conclure, on vit arriver cette dispense, que Rome avait refusée aux prières du cardinal, et qu'elle accordait à sa menace de s'en passer.

En portant ainsi la guerre au dehors, l'audacieux ministre savait bien qu'il ne l'éviterait pas au dedans; car les huguenots, enhardis par les concessions de l'*Édit de Nantes*, et forcés de voir dans Richelieu un ennemi ou un maître, avaient choisi résolûment l'ennemi. Si l'on s'étonne qu'ils aient pris pour se soulever l'instant où le cardinal prenait en main la cause des protestants de Suisse et d'Allemagne, il est bon de se rappeler que, depuis la mort de Henri IV, le gouvernement avait foulé aux pieds l'édit de Nantes, et manqué à ses engagements les plus sacrés. Aussi crurent-ils opportun de saisir le moment où Richelieu était tout entier à son duel avec l'Espagne et l'Autriche, pour arracher par la force les libertés qu'on leur refusait.

Richelieu, pour appuyer l'invasion française en Valteline, avait lancé contre Gênes son allié le duc de Savoie. La vieille république avait désappris la guerre, sauf sur mer, et était incapable de se défendre; mais derrière elle était l'Espagne que, depuis André Doria, elle avait toujours fidèlement servie de son or et de ses vaisseaux. La France fournit les soldats, et le duc se chargea de diriger l'expédition. Les hostilités devaient commencer au printemps; la Hollande s'était engagée à envoyer une flottille pour appuyer le duc de Savoie; mais l'explosion de la guerre civile en France eut pour effet direct

d'entraver l'expédition contre Gênes. La Hollande et l'Angleterre, irritées de cette prise d'armes des huguenots, qui venait si mal à propos se jeter en travers des grands desseins de Richelieu, cédèrent aux instances de ce dernier; elles permirent que leurs flottes, destinées à agir contre l'Espagne, fussent détournées contre les rebelles. Par une étrange interversion des rôles, on vit des marins anglais et hollandais se battre à regret contre leurs coreligionnaires, tandis que les huguenots français, soudoyés par l'Espagne, combattaient contre leurs frères.

Tout espoir d'emporter Gênes d'un coup de main était perdu; Richelieu n'en fit plus qu'une diversion, destinée à appuyer la conquête de la Valteline. Le duc de Savoie et Lesdiguières, après avoir conquis le Montferrat, s'emparèrent de la Ligurie. Le duc voulait la garder pour lui, offrant d'indemniser la France avec le Milanais, et de l'aider à en chasser les Espagnols; mais Richelieu avait franchement renoncé pour la France à toute conquête hors de ses limites naturelles, qu'il songeait à atteindre, et non à dépasser. Lesdiguières, qui avait ses instructions, refusa de commencer sans flotte le siége d'une place aussi forte que Gênes. Celle-ci, d'ailleurs, fut bientôt secourue par un corps autrichien, et une flotte espagnole vint mouiller dans le port. L'expédition fut manquée, au grand désespoir du duc de Savoie. L'armée franco-savoyarde fut forcée d'évacuer la Ligurie, mais Lesdiguières sauva l'honneur de la France en battant le gouverneur de Milan, et les Espagnols furent définitivement chassés de la Valteline.

Ainsi le Navarrais ressuscitait sous la barrette rouge d'un prince de l'Église. Mais l'Espagne fit face au danger avec une rare énergie; à la ligue entre la France,

Venise et la Savoie, elle en opposa une avec les princes italiens de Toscane, Parme et Modène, et les républiques de Lucques et de Gênes. Tous ces petits États, trop faibles pour se défendre isolément, parvinrent, en réunissant leurs forces, à mettre sur pied 30,000 hommes et une flotte de 90 voiles. L'Espagne, de son côté, ne resta pas en arrière. On ne peut qu'admirer ici le dévouement de ce peuple héroïque, qu'on retrouve toujours le même à toutes les heures de crise et de périls publics. Malgré l'épuisement du pays, chaque province fournit son contingent d'hommes, d'argent et de vaisseaux. Le clergé se chargea d'équiper et de solder 20,000 hommes; la noblesse contribua pour un million de ducats. La reine et les infantes offrirent, comme les dames romaines, leurs joyaux sur l'autel de la patrie. Le résultat de ce patriotique effort fut de mettre sur pied 104,000 fantassins, 15,000 chevaux, plus 10 galères et 70 vaisseaux, effort tel que l'Espagne n'en avait pas fait depuis l'*Armada,* et qui ne devait aboutir qu'à la ruine de ses finances.

Richelieu, cependant, pour se ménager au dehors sa liberté d'agir, poursuivait avec une indomptable énergie sa lutte contre les huguenots. La victoire que sa flotte, unie à celles de Hollande et d'Angleterre, remporta le 15 septembre sur celle des rebelles, eut pour résultat de soulever dans ces deux pays les passions protestantes, d'y faire persécuter les catholiques, et de mettre l'Angleterre en froid avec la France. Charles Ier rappela sa flotte, et Buckingham, irrité contre le cardinal, son rival en guerre comme en galanterie, usa de son influence sur les États pour faire aussi rappeler la flotte hollandaise.

Les choses cependant n'en vinrent pas à une rupture. Richelieu, par quelques concessions, sut apaiser le mi-

nistre anglais. Condamné à faire face à la fois à la guerre civile et à la guerre étrangère, le cardinal avait besoin de respirer un instant. Grâce aux bons offices de l'Angleterre, il se hâta de conclure une trêve avec les huguenots, en attendant l'heure de les réduire. Quant à l'Espagne, tout en la combattant, il songeait sérieusement à traiter avec elle, ce qu'il ne pouvait faire sans trahir ses alliés, car le seul lien entre ces nationalités et ces intérêts si divers, c'était la haine des Espagnols. De son côté, la cour de Madrid, déjà lasse de la guerre, soupirait après la paix; mais l'orgueil castillan l'empêchait d'en convenir. Enfin, après plusieurs traités avortés, le traité définitif fut signé à Barcelone le 10 mai. L'ambassadeur français, vendu à la reine mère, dépassa ses pouvoirs, et servit les intérêts de Rome mieux que ceux de la France. Toutes choses étaient rétablies sur le pied où elles étaient avant 1617, moins l'or et le sang dépensés pour les changer. L'indépendance de la Valteline était reconnue de fait, sauf un tribut à payer par elle aux Grisons à titre de vasselage, et le culte catholique y demeurait le seul autorisé. Enfin il était interdit au duc de Savoie et à Gênes de poursuivre les hostilités, et leurs différends devaient être soumis à des arbitres.

Le vieil esprit de la Ligue, qui fermentait encore, même à la cour, avait inspiré ce traité, peu honorable pour la France. Mais Richelieu, avant de poursuivre au dehors ses grands desseins, voulait en finir au dedans avec ses deux ennemis, les grands et la Réforme. Peut-être aussi était-il embarrassé de son rôle de protecteur du protestantisme en Suisse et en Allemagne, vis-à-vis du parti catholique, tout-puissant à la cour, et des pamphlets où on l'appelait le *patriarche des athées* et le *pape des calvinistes*. Aussi, après s'être récrié pour la forme contre le

traité, finit-il par le ratifier. Le désappointement fut extrême parmi les alliés de la France, qui se voyaient ainsi sacrifiés à ses ennemis. Richelieu apaisa Venise en concluant avec elle une alliance défensive; mais l'Angleterre et la Hollande ne se pardonnèrent pas d'avoir combattu leurs coreligionnaires pour faire les affaires de l'Espagne et du Saint-Siége. Bientôt une rupture ouverte éclata entre la France et l'Angleterre, mais elle n'aboutit pas encore aux hostilités : c'était sous les murs de la Rochelle que devait se vider le différend.

Nous avons dû conduire à sa fin l'affaire de la Valteline, prélude des hostilités plus sérieuses qui allaient ensanglanter tout le nord de l'Europe. Il nous faut maintenant revenir sur nos pas pour suivre sur d'autres points les armes espagnoles. Constatons toutefois, avant de quitter l'Italie, qu'en somme, l'ascendant de l'Espagne, ébranlé un instant par les deux expéditions françaises en Valteline et en Ligurie, y demeure incontesté. Milan n'a pas même été menacé. Naples, entre le duc d'Osuna et Masaniello, se tait, comme son Vésuve entre deux éruptions, et la Sicile demeure frémissante, mais tranquille.

Au nord, l'Espagne n'avait pas été moins heureuse sur le terrain de la guerre qu'au sud sur celui des négociations. Dès 1622, au début du règne, les généraux espagnols en Allemagne avaient reçu l'ordre de pousser la guerre avec vigueur. Cordova, l'arrière-petit-fils du *grand capitaine*, unissant ses forces à celles de Tilly, le bourreau de Magdebourg, avait refoulé en France l'armée protestante qui, pour vaincre, attendait Gustave-Adolphe. La Réforme était alors représentée au delà du Rhin par un héroïque aventurier, Mansfeld, bâtard du général de ce nom. Ce *condottiere* protestant essayait de

défendre contre l'Empire une cause trahie par les princes réformés. De tous ces princes, deux seulement partageaient avec lui cette vie d'aventures. C'étaient le margrave de Bade et le prince de Brunswick, *l'ami de Dieu et l'ennemi des prêtres*. Mais Bethlem Gabor, le rebelle transylvain, ne sut pas combiner sa résistance avec celle des chefs protestants, et finit par traiter avec Ferdinand, et se reconnaître pour son vassal. Trahi par tous ses alliés, Mansfeld fut forcé de déposer les armes, et les États du malheureux Électeur palatin furent adjugés au duc de Bavière (1623).

Les espérances qu'avait fait naître chez les réformés allemands l'alliance franco-anglaise s'étaient évanouies; Richelieu avait trop à faire avec les huguenots, et Charles Ier avec son parlement, pour avoir le temps de songer aux libertés de l'Allemagne. La situation du luthéranisme était alors des plus fâcheuses; la *haute Allemagne* avait plié sous le double joug du jésuitisme et de l'Empire; mais la *basse*, celle du Nord, où les réformés étaient bien plus nombreux, luttait encore, après tant de défaites; car pour tous ces princes, enrichis des dépouilles du clergé, le maintien de la Réforme était une question de vie ou de mort. A tout prix, il leur fallait un chef, et décidés cette fois à le prendre hors de leur pays, ils avaient à choisir entre deux candidats, le roi de Danemark, Christian IV, et le jeune et bouillant Gustave-Adolphe, roi de Suède. Richelieu soutenait Gustave, dont il avait pressenti l'avenir; Charles Ier appuyait le roi de Danemark, son parent, et ce fut ce dernier qui l'emporta, pour le malheur de la cause protestante.

Le nouveau champion de la Réforme allemande entre dans la basse Saxe avec 60,000 hommes. Mais s'il avait le talent, Christian n'avait pas l'audace, et le pro-

testantisme était condamné à vaincre ou à périr. Après avoir passé toute une campagne à éviter l'ennemi, il se fait enfin battre par Tilly. Mansfeld, après des prodiges de courage, est à son tour défait par Wallenstein. Forcé de licencier son armée, le cœur brisé, il s'en va mourir en Dalmatie. L'Espagne, tout occupée de sa guerre des Pays-Bas, ne prit pas une part bien active à ce second acte du drame. Quant au monarque danois, il finit par traiter avec l'empereur, et s'en retourna dans ses États en sacrifiant lâchement tous ses alliés. L'Allemagne demeura en proie aux armées de l'Empire, qui y vivaient aux dépens des habitants, amis comme ennemis. La Réforme était encore une fois à la veille de sa ruine, mais Richelieu veillait encore sur elle, et il allait bientôt le lui prouver.

Pendant que ces choses se passaient en Allemagne, la guerre se rallumait en Flandre, où venait d'expirer (1621) la *trêve de douze ans*. L'Espagne, habituée pendant un demi-siècle à la politique à outrance de Philippe II, qui la ruinait, non sans grandeur, n'avait jamais pu se faire à la politique timorée de son fils, qui la ruinait aussi, mais en la déshonorant. La guerre la plus désastreuse n'eût pas plus coûté au pays, et y eût été moins impopulaire que cette trêve bâtarde, qui n'était ni la paix ni la guerre, et qui avait les inconvénients de toutes deux. Les Hollandais, toutefois, étaient loin de s'en plaindre. Le monopole des denrées coloniales, qui avait enrichi si longtemps Séville et Lisbonne, était maintenant acquis à la Hollande. Les voyages de découverte de ses hardis marins agrandissaient chaque jour le monde connu, et ses flottes avaient enlevé aux Portugais Malacca, Ceylan et les îles de la Sonde. La *Compagnie des Indes occidentales*, fondée en 1621, avait doté les Pays-Bas d'une

escadre de 800 navires qui, tour à tour marchands ou corsaires, s'enrichissaient des dépouilles de l'Espagne, ou lui faisaient concurrence sur tous les marchés. Déjà le littoral de l'Inde échappait au Portugal, c'est-à-dire à la Castille, et l'immense empire du Brésil allait passer pour un temps sous la domination des Hollandais.

A la richesse toujours croissante de l'active république pas de contraste plus frappant que l'appauvrissement de la Flandre, où le catholicisme ne triomphait que sur des ruines. La fermeture de l'Escaut avait porté le dernier coup au commerce d'Anvers, et Amsterdam avait hérité de tout ce que perdait sa rivale. Une émigration toujours croissante portait au comble la détresse de ce malheureux pays, voué à toutes les servitudes, et attaché à sa foi en proportion de ce qu'elle lui avait coûté. L'Angleterre et la France se disputaient cette population laborieuse, et s'enrichissaient de tout ce que perdait la Flandre. Telles étaient pour l'Espagne les conséquences de cette funeste trêve, qu'il eût fallu remplacer par une paix durable, en acceptant courageusement les faits accomplis. Aussi, à peine Philippe IV était-il monté sur le trône, qu'un cri unanime s'éleva dans le pays pour réclamer la guerre avec la Hollande. Un manifeste d'Olivarez contre Lerme, où il lui reprochait amèrement toutes ses fautes, en mettant au premier rang la *trêve de douze ans*, vint encore surexciter l'Espagne, et la pousser vers la guerre.

Cette guerre avec un peuple deux fois ennemi, comme protestant et comme rebelle, flattait à la fois l'orgueil espagnol et ce fanatisme héréditaire qui date de la conquête arabe. La *guerre sainte* contre les hérétiques, un instant suspendue, allait recommencer plus ardente que jamais. L'Espagne, sur tous les points du globe, rentrait

en lutte avec ses éternels ennemis, la Hollande, l'Angleterre et la France, qui, des trois, n'était pas la moins hostile.

Plus heureuse en Flandre qu'en Italie, l'Espagne y possédait dans Spinola un de ces généraux qui fixent la fortune, et la forcent à leur obéir. A cheval sur les deux rives du Rhin, comme si les deux guerres d'Allemagne et des Pays-Bas n'en eussent fait qu'une, nous l'avons vu, en 1620, envahir le Palatinat, et conquérir à l'Espagne, sur le Rhin, sa part d'influence et même de territoire. Rappelé en Flandre par l'expiration de la trêve, il était revenu faire face à la Hollande, qui s'apprêtait à recommencer la guerre. L'archiduc Albert, l'année même de sa mort (1621), avait proposé à l'altière république de rentrer sous le joug qu'elle avait brisé; mais cette offre dérisoire avait été rejetée avec le dédain qu'elle méritait. L'année suivante, la lutte recommença; elle se poursuivit trois ans, sans incident notable, jusqu'à ce que l'arrivée de Richelieu au pouvoir vînt resserrer les liens de la France avec la Hollande.

En 1625, deux graves événements, la mort de Maurice de Nassau et celle de Jacques Ier d'Angleterre, semblent un instant devoir changer la face des affaires. Nous en savons assez de Jacques, pédant couronné, théologien doublé d'un despote, pour n'avoir pas à faire ici son oraison funèbre. Quant à Maurice, quels que soient ses rares talents politiques et militaires, et la grandeur du rôle qu'il a joué dans une république où l'éclat même de son nom n'était pour la liberté qu'un danger de plus, supérieur à son père comme capitaine, comme citoyen il est au-dessous de lui de toute la distance qui sépare l'habileté du génie, et le patriotisme le plus pur de l'ambition qui marche à son but par tous les moyens. La

mort de l'illustre Barnevelt, expiant à soixante-douze ans, sur l'échafaud, le tort d'avoir percé à jour les plans d'usurpation de Maurice, a imprimé sur sa mémoire une tache indélébile. Aux yeux de l'impartiale histoire, le succès n'absout rien; mais Maurice n'a pas même pour lui la grossière excuse d'avoir réussi. Comme son père, il a vécu, il est mort citoyen de cette république dont il voulait faire une monarchie; mais Guillaume I[er] a l'immortel honneur d'avoir fondé la liberté et la grandeur de son pays, et c'est à Guillaume III, ce n'est pas à Maurice, qu'était réservée la gloire, moins pure et moins grande à nos yeux, de changer en roi d'Angleterre un stathouder de Hollande.

L'Espagne, du reste, ne devait rien gagner à la mort de ses deux ennemis. Maurice fut remplacé comme stathouder par Frédéric-Henri de Nassau, qui, égal à son frère en talents militaires, le surpassait en prudence et en habileté.

Quant à Jacques I[er], l'Espagne n'avait eu en lui qu'un ennemi capricieux, toujours prêt à se changer en allié; son fils, au contraire, avait à venger sur la cour de Madrid une de ces injures qu'on ne pardonne pas. La guerre continua donc dans les Pays-Bas, avec des alternatives variées de succès et de revers. Olivarez, imitant le laconisme de Sparte, avait adressé à Spinola un ordre du roi, ainsi conçu : « Marquis de Spinola, vous prendrez Breda. » Le général obéit! Après un siége de dix mois, digne pendant de celui d'Ostende, cette forte place, que les Hollandais essayèrent en vain de secourir, fut enfin obligée de se rendre.

C'est ainsi que l'Espagne, en Hollande, en Italie, en Allemagne, s'épuisait à soutenir le fardeau de cette guerre sans fin qui se promenait d'un bout du conti-

nent à l'autre, dans des porportions et avec une durée qu'aucune guerre jusque-là n'avait eues en Europe. Sur mer, son effort n'était pas moins grand, et ses armes y avaient rencontré quelques glorieuses journées. Près de Gibraltar, don Fadrique de Tolède, changeant de rôle avec les Hollandais, avait fait main basse sur trente de leurs navires de commerce. Puis, il était allé enlever à la Hollande Guayaquil et Porto-Rico. Une escadre napolitaine avait battu les corsaires barbaresques. Enfin, une flotte anglaise, ayant débarqué 10,000 hommes dans la baie de Cadix, avait été forcée de lever l'ancre, avec perte de 1,000 hommes et de trente vaisseaux. Chose inouïe, depuis bien des années, les galions du Mexique, avec 16 millions de ducats, étaient entrés sains et saufs à Cadix, et leur arrivée avait été célébrée, comme une victoire, par des réjouissances publiques. Ainsi, sur toutes les mers et contre tous les peuples, la fortune souriait encore de temps en temps aux armes espagnoles. Les durables revers de la fin du règne s'expliquent peut-être par les succès passagers du début, et par l'enivrement qu'ils causèrent à l'Espagne et au favori.

Richelieu voulait en finir à tout prix avec la rébellion protestante, que l'Espagne encourageait sous main, tout en s'alliant avec la France. Pour occuper sa nouvelle alliée, il tramait alors avec elle une contrefaçon de l'*Armada*, et un projet d'invasion en commun de l'Angleterre; mais il est permis de douter que, du côté du cardinal, ce projet ait jamais été bien sérieux. En même temps, l'œil fixé sur son but, dont rien ne le détournait, il déployait toutes les ressources de son génie pour s'emparer de la Rochelle, cette citadelle de la Réforme sans laquelle Louis ne pouvait pas s'appeler roi de France,

car Rohan l'était de moitié avec lui. Une flotte anglaise de cent voiles, avec dix mille hommes de débarquement, était venue en juillet, dans les eaux de la Rochelle, bloquer les îles de Ré et d'Oléron. Il avait fallu toute l'incapacité de Buckingham pour faire échouer l'entreprise, et annuler la supériorité de la marine anglaise. Buckingham, battu sur terre et sur mer, fut obligé de se retirer en novembre avec sa flotte, en promettant aux assiégés de revenir. Bientôt une flotte espagnole vint se montrer à son tour; mais l'amiral don Fadrique eut soin de n'arriver qu'après le départ des Anglais, et de repartir avant leur retour, en promettant de revenir en juin, avec des navires mieux armés, pour tenter l'invasion.

Mais Richelieu n'avait pas plus besoin de l'Espagne pour battre la flotte anglaise que pour prendre la Rochelle. « Pour réussir, disait-il, j'ai à vaincre trois « rois, celui d'Angleterre, celui d'Espagne et celui de « France! » Et en effet, le faible et indécis Louis XIII, effrayé de la grandeur surhumaine des desseins du cardinal, et voyant ligués contre lui les grands que contenait sa main de fer, était prêt à chaque instant à faire faux bond à son ministre, et à passer dans le camp ennemi. Mais Richelieu, à force de volonté, finit par triompher de tous les obstacles : la flotte d'Angleterre, deux fois battue par celle de France, ôta aux assiégés, en s'éloignant, leur dernière espérance; et la ville héroïque, vaincue par la faim, fut enfin réduite à capituler (28 novembre 1628.)

Le but était atteint, l'unité française était reconquise, et Richelieu était libre! Sans doute cette unité, cette liberté d'action avaient été achetées à grand prix : l'or et le sang français avaient coulé à flots; mais la Rochelle n'avait pas été payée trop cher : la France allait

reprendre en Europe, pour le garder pendant tout un siècle, ce rang que ses discordes civiles lui avaient fait perdre. Et puis le cardinal ne serait plus suspect maintenant en défendant le protestantisme; il avait donné des gages à Rome et à l'Europe catholique; il avait soumis les huguenots, et pris la Rochelle!

La première affaire où la France de Richelieu put intervenir dans sa force et dans sa liberté fut l'affaire du duché de Mantoue. Depuis un an déjà, le duc de Mantoue, marquis de Montferrat, était mort en laissant son duché au duc de Nevers, né Gonzague comme lui. Mais l'Espagne ne se souciait pas de voir la France prendre pied en Italie, et un prince français hériter du Montferrat, le boulevard du Milanais; l'empereur, en sa qualité de suzerain, prononça le séquestre de l'héritage, mais Nevers refusa de s'en dessaisir. Le gouverneur de Milan et le duc de Savoie, toujours prêt à passer dans le camp du plus fort, se firent les exécuteurs de la sentence; ils envahirent le Montferrat, dont la moitié fut donnée à Charles-Emmanuel, pour prix de sa défection, et mirent le siége devant Casal.

Pour rompre avec la France, l'Espagne avait habilement choisi le moment où l'effort de Richelieu se concentrait sur la Rochelle. Tant que dura le siége, le fougueux cardinal frémissait de se sentir les bras liés au dehors, lui qui répétait sans cesse « qu'il ne voulait pas que l'Espagne ni l'Autriche pussent disposer d'un pouce de terre en Italie sans la permission de la France! » Mais la Rochelle une fois prise, Richelieu se retrouva tout entier pour faire face à ce double ennemi. Dès les premiers jours de l'année, toutes les forces réunies devant la Rochelle furent dirigées sur le Dauphiné. Le roi, que le cardinal voulait montrer à l'armée

comme un drapeau vivant, se souvint qu'il était le fils de Henri IV, et s'apprêta à payer de sa personne en Italie. Toutefois, avant de combattre, Richelieu essaya pour la forme de négocier, en proposant l'arbitrage du Saint-Père, et le dépôt dans ses mains de l'héritage en litige. L'empereur eût cédé peut-être, mais Olivarez, jaloux de Richelieu, ne voulut pas entendre parler d'accommodement, et s'acharna à prendre Casal, comme le cardinal avait pris la Rochelle. En apprenant que le roi de France en personne allait passer les Alpes, le favori d'abord refusa d'y croire; puis il songea un instant à faire apparaître Philippe IV en Italie, pour opposer couronne à couronne, et prestige à prestige. Mais il eût fallu se presser, et rien ne se fait vite en Espagne! Le 1er mars, Louis avait déjà franchi le mont Genèvre, précédé de son artillerie. Deux jours après, l'armée française, forte de 10,000 soldats d'élite, campait sur la frontière, à l'entrée du Pas de Suse.

Sommé de s'allier à la France, ou de lui ouvrir un passage, Charles-Emmanuel répondit par de vains prétextes, en cherchant à gagner du temps. Les négociations ayant échoué, il fallut recourir à la force. Ni les redoutables défilés du Pas de Suse, ni les 3,000 Piémontais qui les gardaient, rien ne put résister à la *furie française*. Le défilé fut emporté au pas de course, et le duc de Savoie faillit y rester prisonnier. Les Français n'y perdirent pas plus de 50 hommes. Le vaincu traita avec le vainqueur, en attendant le moment de le trahir. Une ligue défensive se conclut entre la France, la Savoie, Venise, le duc de Mantoue et le Saint-Père contre les deux maisons d'Autriche et d'Espagne. Cordoba, qui assiégeait Casal à la tête de 10,000 Espagnols, fut forcé de lever le siége, en présence de 25,000 Français,

sans parler de 15,000 campés sur la frontière. En somme, le résultat de la campagne fut peu honorable pour l'Espagne. Louis XIII, déguisé en conquérant, rejetait dans l'ombre Philippe IV, s'endormant au sein des plaisirs, dans son palais de Madrid.

L'Espagne n'avait qu'un général digne de lutter contre Richelieu, c'était Spinola. Elle commit la faute de le retirer de la Flandre, où il était indispensable, pour l'envoyer en Italie, où l'on pouvait à toute force se passer de lui. Elle y perdit, avec plusieurs places fortes dans les Pays-Bas, le prestige qui y entourait son invincible lieutenant. Spinola, nommé gouverneur de Milan, quitte à regret les Pays-Bas, théâtre de sa gloire, pour aller s'essayer, sur un terrain qu'il ne connaissait pas, dans cette changeante arène de l'Italie. Investi de pouvoirs égaux pour la paix ou la guerre, et trouvant le Milanais plus ruiné, et Casal plus fort qu'il ne l'avait pensé, il essaya d'abord de traiter avec l'ennemi. Mais ses efforts pour la pacification de l'Italie ayant échoué, il se résigna, bien malgré lui, à entreprendre le siége de Casal, ville réputée imprenable, et défendue par l'intrépide Thoiras et par une garnison française dont Spinola, bon juge en cette matière, admira la valeur : « Avec 50,000 soldats comme ceux-là, dit-il un jour, je voudrais conquérir l'Europe. »

Le duc de Savoie, comme tous les traîtres, en voulait surtout à l'allié qu'il venait de trahir. Il pressait Richelieu de marcher sur le Milanais, et de chasser les Espagnols de l'Italie. Venise elle-même l'y invitait, et le cardinal n'en manquait pas d'envie; mais il avait ses plans, et ne s'en laissait détourner ni par amis, ni par ennemis. Louis aurait pris goût peut-être à son métier de conquérant, mais son ministre ne le lui permit pas, et

tous deux s'en retournèrent en France, ne laissant en Italie qu'un corps d'observation de six mille hommes que le manque de provisions força bientôt à se disperser.

De graves intérêts rappelaient Richelieu en France; la Rochelle était prise, mais les protestants n'étaient pas domptés, et ne pouvaient pas l'être tant que Rohan vivrait pour leur souffler son âme et son courage. Déjà même l'indomptable huguenot songeait à profiter de l'absence du roi et de son ministre pour faire du midi de la France un État indépendant, et rompre cette unité française, œuvre laborieuse de tant de règnes, avant même qu'elle ne fût consommée. Aigri par les persécutions, le vieux parti calviniste n'avait pas su comprendre mieux que l'Allemagne luthérienne que, d'un bout de l'Europe à l'autre, tous les réformés étaient solidaires; que Luther et Calvin étaient frères, devant Dieu d'abord, et ensuite devant l'ennemi, et que l'ennemi pour eux, c'était l'Espagne, c'était l'Autriche, mais non pas Richelieu; qu'en enlevant aux huguenots les libertés dangereuses pour l'État, comme *les villes de sûreté* et les *assemblées politiques*, il avait fait acte d'homme d'État, et non d'ennemi de leur foi, et gardé de l'*Édit de Nantes* tout ce qu'on pouvait en garder sans danger, c'est-à-dire la tolérance; qu'il fallait donc respecter en lui le défenseur persévérant des protestants au dehors, et ne pas gêner au dedans sa liberté d'action. C'est cette politique à courtes vues qui a perdu la Réforme en France, et l'a conduite à la Révocation; c'est elle qui, de plus, a failli la perdre en Allemagne; car après Gustave Adolphe, elle périssait si Richelieu n'avait pris en main sa cause, et légué à Mazarin le soin de la faire triompher.

Le cardinal voulait d'abord en finir en France avec les huguenots; il refusa donc d'attaquer l'Espagne avant

son heure, et de faire sortir une guerre européenne de l'étroite question du Montferrat. Le Savoyard, voyant la chance tourner, et Spinola envahir le Montferrat, tandis que 40,000 Impériaux pénétraient dans le Mantouan et dans la Valteline, n'hésita pas à se retourner contre la France. Mais Richelieu, dans l'intervalle, venait de signer la paix avec l'Angleterre, de réduire les protestants dans le Midi, et d'assurer leur soumission en leur garantissant la liberté religieuse, octroyée par l'*Édit de Nantes*. Rohan, allié secret et pensionnaire de l'Espagne, avait dû se réfugier à Venise. Libre désormais de ses mouvements, le cardinal repart pour l'Italie, comme lieutenant général du roi, avec pouvoir de conclure à son gré la paix ou la guerre. Sa présence près d'une armée française était un gage de victoire. Les Autrichiens se hâtent de lever le siége de Mantoue. Richelieu propose au duc de Savoie d'attaquer ensemble l'Espagne, et de s'emparer du Milanais; mais c'est maintenant le Savoyard qui refuse, si on ne lui garantit la possession de Gênes et de Milan, quand la France les aura conquis. Aveuglé par un étroit égoïsme, le duc n'avait pas compris la haute politique du cardinal, qui ne voulait expulser les Espagnols de l'Italie que pour la rendre libre, et n'entendait s'y réserver que « des portes pour y entrer. » Or, il ne convenait pas à sa politique de trop fortifier un allié aussi peu sûr que le duc de Savoie. Bientôt, apprenant que le duc négocie sous main avec l'Autriche et l'Espagne, et refuse de joindre ses troupes à l'armée française, le cardinal tente un coup de main sur Rivoli pour s'emparer du duc et de son fils, les manque, et se rabat sur Pignerol, qu'il prend avant qu'on ait pu songer à s'y opposer.

Maîtresse de Suse et de Pignerol, les deux clefs de la

frontière, la France avait dès lors un pied solide en Italie. Le duc, qui attendait les Français avec quinze mille hommes, se sentit perdu, et voyant ses États ouverts à l'ennemi, il essaya de négocier. Rome, louvoyant toujours entre les deux partis, offrit sa médiation que le cardinal se garda bien d'accepter, décidé à pousser sa fortune aussi loin qu'elle pouvait aller. Non qu'il songeât à s'établir à demeure de l'autre côté des Alpes; les leçons du dernier siècle n'avaient pas été perdues pour lui comme pour nos rois; mais, en attendant l'heure de mettre l'Autriche à la porte de l'Allemagne, il n'avait qu'une pensée, c'était de mettre l'Espagne à la porte de l'Italie, et de rétablir la balance de l'Europe en faisant rentrer chaque peuple dans ses limites naturelles.

Bientôt 14,000 Français et 6,000 Suisses franchirent les Alpes. Le 18 mai, Louis entrait dans Chambéry, et la Savoie tout entière passait sous le joug de la France. Le duc, justement puni de toutes ses trahisons, se jeta tout éperdu dans les bras de l'Espagne. Il supplia Spinola et le général des Impériaux, Colalto, d'abandonner le siége de Casal pour réunir toutes leurs forces contre les Français, et les jeter hors de l'Italie. C'était l'intérêt de l'Espagne autant que celui du duc, et Colalto se rangea à cet avis; mais Spinola avait ordre de la cour de Madrid de prendre Casal à tout prix, et il refusa de lever le siége. Le duc de Savoie, irrité, n'épargna rien pour le perdre à Madrid, et n'y réussit que trop auprès de l'ombrageux ministre. Spinola, chez qui l'homme d'État égalait le capitaine, perçant à jour les fautes de la politique du favori, avait eu le tort de la blâmer tout haut. C'était là une de ces offenses qu'Olivarez ne pouvait pas pardonner; aussi l'illustre général fut-il depuis lors abreuvé de dégoûts. Ses pouvoirs, illimités d'abord,

furent restreints de jour en jour, et d'injustes reproches lui furent adressés sur la lenteur de ses progrès dans le siége de Casal.

Piqué au vif, il redoubla d'efforts, et allait enfin triompher, quand une suspension d'armes, négociée par Mazarin, vint lui ravir la gloire sur laquelle il comptait. Atteint au fond du cœur, sa santé, détruite comme celle de Farnèse, le força à remettre le commandement aux mains de l'incapable Santa-Croce pour se retirer dans un château voisin; là, il languit quelque temps, consolé par les marques d'estime que lui donnèrent ses ennemis, à défaut de ses compatriotes. Le vaillant défenseur de Casal, Thoiras, vint lui rendre visite, et fut ému jusqu'aux larmes en lui entendant répéter sur son lit de douleur : « Ils m'ont ôté l'honneur! ils m'ont ôté l'honneur! » Mais la plaie était trop profonde, et ce grand homme de guerre mourut bientôt, victime de l'ingratitude du pays auquel il avait voué sa vie, et de la lâche jalousie du favori qui, avec ses ambitieux desseins, aurait dû mieux traiter le seul homme capable de les faire réussir.

Spinola n'était pas seulement le premier général de son époque depuis la mort de Gustave-Adolphe, il eût été aussi un grand citoyen s'il avait eu une patrie, et si Gênes eût appartenu à elle-même, et non à l'Espagne. Comme les nobles Génois, il n'avait pas cru déroger en s'adonnant au commerce jusqu'à l'âge de trente ans; mais enfin ses instincts militaires avaient repris le dessus. Son immense fortune lui avait permis de lever à ses frais une petite armée, avec laquelle il vint offrir ses services à l'Espagne, sa patrie adoptive. Nous avons vu (p. 416) la part éclatante qu'il prit à la guerre des Pays-Bas. La prudence chez lui s'alliait à l'esprit d'entreprise, et la conquête d'Ostende le fit monter dans l'estime pu-

blique au rang de premier général de l'Europe. Cependant, au dire de Siri, qui a entendu causer sur ce sujet Turenne et le grand Condé, ces deux juges souverains dans l'art de la guerre mettaient avant lui le duc de Parme. Mais, par un autre côté qui nous touche plus, la modération et la bonne foi, nous n'hésitons pas à préférer Spinola à Farnèse. Homme de guerre, il a conseillé la paix, et c'est là à nos yeux un titre qui fait pâlir tous les autres. Tout-puissant à la cour sous Philippe III et sous Lerme, qui eut au moins le mérite de comprendre sa valeur, il trouva dans Olivarez un ministre assez petit pour être jaloux de sa gloire, assez lâche pour refuser de lui rembourser les dettes énormes contractées par lui au service de l'Espagne. La haine du favori poursuivit son rival jusque dans la tombe, car le grand capitaine mourut si pauvre, que son fils hésita à accepter son héritage, et ne le fit que pour l'honneur de son père. (*Hisp. dominationis arcana*, ch. XIX, § 15.) Farnèse était mort blessé au cœur par l'ingratitude de Philippe II; Spinola, son émule, usa sa vie au service, non pas même d'un roi, mais de favoris sans cœur et sans conscience, et ses rares talents militaires jetèrent sur la fortune décroissante de l'Espagne un reste de prestige.

Remarquons en passant avec Dunlop que, sauf Gonzalo de Cordoba, le *grand capitaine*, et le duc d'Albe, l'Espagne a toujours eu des étrangers, surtout des Italiens, pour commander ses armées, comme Pescara, Emmanuel Philibert, duc de Savoie, qui vainquit à la journée de Saint-Quentin, et Farnèse enfin, le seul adversaire digne de lutter avec Henri IV. Un Français même, le connétable de Bourbon, a gagné contre la France la bataille de Pavie. Le génie italien, qui personnifie dans l'antiquité le génie de la guerre, est le pre-

mier qui en ait fait une science dans les temps modernes. La France seule peut disputer la palme à l'Italie, et encore celle-ci a-t-elle eu l'honneur de lui donner, pour général d'abord, puis pour souverain, le plus rare génie militaire du XIX[e] siècle.

Avec Spinola, l'Espagne avait perdu sa dernière chance de rétablir ses affaires en Italie. L'empereur avait enfin compris la faute qu'il avait faite en dégarnissant l'Allemagne de troupes, et en allant, pour faire plaisir à son cousin de Madrid, prendre Mantoue, qu'il ne devait pas garder. Il n'envoyait plus de renforts à son armée, décimée par la peste qui désolait alors la Lombardie. L'armée française, mettant à profit l'inaction de ses adversaires, se remit en marche pour secourir Casal, aussitôt que la suspension d'armes fut expirée, et les Vénitiens vinrent aider le duc de Nevers à défendre Mantoue contre les Impériaux. Charles-Emmanuel, à Avigliana, essaya en vain d'arrêter la marche du libérateur de Casal; il ne réussit qu'à se faire battre (10 juillet), et à raviver le prestige des armes françaises dans la Péninsule. La France y gagna le marquisat de Saluces et le versant oriental des Alpes.

Richelieu avait atteint son but, il avait maintenant sa « porte » sur l'Italie, et pouvait y entrer et en sortir à son gré. Sa dernière victoire, ce fut la mort du duc de Savoie, qu'emporta le chagrin de voir ses États au pouvoir de l'ennemi, et sa cauteleuse diplomatie déjouée par la *furie française*. Charles-Emmanuel, avec des talents et du courage, laissait après lui un nom souillé par sa mauvaise foi et sa vénalité. Et cependant, avec le coup d'œil d'un vrai politique, il avait entrevu les destinées de l'Italie; il avait compris que l'avenir appartenait au Piémont, la seule puissance restée vivace et indépen-

dante au milieu de tous ces petits États vassaux de l'Espagne, trop sûre de leur obéissance pour daigner les anéantir.

Mais tous ces succès, dus à la présence du cardinal et à l'impulsion de son génie, furent compensés par un grave échec, ce fut la perte de Mantoue. Cette imprenable cité, isolée au milieu de ses lagunes empestées, et défendue par la fièvre mieux que par tous les remparts, était si mal gardée par les Vénitiens que les Impériaux s'en emparèrent par un coup de main, et la livrèrent trois jours durant au plus affreux pillage. Le fils de Charles-Emmanuel, Victor-Amédée, hérita du duché et de la mauvaise fortune de son père. Les Français, après l'avoir battu au pont de Carignan, marchèrent sur Casal avec 23,000 hommes; les Espagnols, unis aux Impériaux, avaient l'avantage de la position et du nombre, mais Spinola avait cessé de les commander.

Les deux armées étaient en présence dans la plaine de Casal, le 26 octobre, et le sort de l'Italie allait se décider. Déjà les Français marchaient à l'ennemi avec leur entrain ordinaire, et la garnison préparait une sortie. Tout d'un coup un cavalier sort des rangs espagnols en agitant un drapeau blanc, aux cris de « la paix! la paix! » et en se dirigeant vers les lignes françaises. Ce cavalier c'était Mazarin, alors au service du pape, mais dont Richelieu avait deviné le talent, et aidait la fortune naissante, avec l'arrière-pensée de l'attirer au service de la France. Les soldats français, irrités de voir contrarier leur élan, tirèrent sur le parlementaire, et faillirent arrêter à son début la carrière du futur cardinal. Il remit aux généraux français un projet de convention agréé par l'ennemi. Les Espagnols s'engageaient à lever le siége de Casal, et à sortir du Montferrat, à condition que les

Français sortiraient de l'Italie; mais ceux-ci devaient garder leurs positions en Savoie jusqu'à ce que le Mantouan, la Valteline, le Montferrat et les Grisons fussent évacués par l'ennemi. Enfin l'empereur s'engageait à accorder l'investiture au nouveau duc de Mantoue. Les généraux français acceptèrent ces conditions, honorables pour la France, et Mazarin, par ce coup d'audace, préluda brillamment à son avenir, qui le destinait à devenir l'héritier et le continuateur de Richelieu.

Après des négociations sans fin, la convention de Casal fut enfin ratifiée. L'investiture impériale fut accordée au duc de Nevers, feudataire de la France, dont il plantait ainsi le drapeau aux portes de Venise. Les Français, les Impériaux et les Espagnols évacuèrent toutes les places qu'ils occupaient. Pignerol, le dernier gage que les Français gardaient en Italie, fut remis au duc de Savoie; mais celui-ci, forcé de choisir entre les deux alliés, se vendit au plus fort, c'est-à-dire à la France. Les Espagnols se pressant peu d'exécuter la convention de Casal, les Français sommèrent le duc de remettre Pignerol en dépôt, pour six mois, entre leurs mains. Le duc, jouant la frayeur, obéit après avoir, pour la forme, réclamé le secours du gouverneur du Milanais. Le dépôt se changea peu à peu en cession permanente, et le duc obtint en échange une partie du Montferrat. Ainsi se dénoua ce long drame, sans aboutir à délivrer l'Italie du joug de l'étranger; mais la France n'y avait perdu ni son temps, ni ses efforts; elle tenait maintenant entre ses mains la clef de la Péninsule, et avait su mettre son geôlier dans ses intérêts. Enfin, la domination espagnole y restait ébranlée dans le Nord sans être beaucoup plus ferme dans le Midi.

L'éloignement de Spinola avait été fatal aux armes

espagnoles dans les Pays-Bas. Le comte de Bergues, qui lui avait succédé, sans le remplacer, était de ceux qui brillent au second rang, et s'éclipsent au premier. Il laissa prendre sous ses yeux, à Frédéric de Nassau, toutes les places qu'il plut à celui-ci d'attaquer. Le résultat de la campagne fut l'expulsion totale des Espagnols du territoire des sept Provinces-Unies, et ce fut le tour des Hollandais de porter la guerre sur celui de la Flandre. Ces revers naissaient en grande partie de l'animosité toujours plus vive qui régnait entre Flamands et Espagnols. L'archiduchesse, adorée de ses sujets, crut tout arranger en se démettant de la souveraineté de la Flandre en faveur de son neveu Philippe IV; mais la perspective de retomber sous le joug de l'Espagne mit les Flamands hors des gonds, et vint raviver encore, au lieu de les éteindre, tous les brandons de discorde. Bergues, poussé à bout par les hauteurs des Espagnols, se démit de son commandement, trama avec quelques nobles une conspiration, bientôt découverte, et engagea le prince d'Orange à envahir la Gueldre. Celui-ci ne se fit pas prier, et s'empara de Venloo et de Ruremonde, et enfin de Maëstricht, capitale du Limbourg.

Décidément, Olivarez avait rencontré dans Richelieu un jouteur trop rude pour lui; mais l'Espagne ne se tenait pas pour battue, et elle allait essayer de prendre sa revanche en Allemagne. Le protestantisme allemand, trahi par le roi de Danemark, après avoir coûté la couronne à l'Électeur palatin, était alors abandonné à lui-même; Wallenstein avait levé à ses frais une armée de 100,000 hommes, et épargnait à l'empereur la peine de la solder et de l'entretenir en faisant peser sur l'Allemagne le joug d'une soldatesque sans frein, et en laissant à la guerre le soin de nourrir la guerre. Le pillage

était devenu une science et une profession, et la soif du butin s'unissait aux sauvages ardeurs d'une guerre de religion. Tandis que l'Allemagne protestante demandait en vain grâce à ses bourreaux, l'empereur, par son *Édit de restitution,* attaquait dans leur fibre la plus sensible les princes protestants, en leur enjoignant de rendre au clergé les biens qu'ils lui avaient enlevés. Bientôt, aux spoliations matérielles se joignirent les persécutions, et tous les protestants des États héréditaires de l'Empire durent choisir entre leur religion et leur patrie.

C'en était plus que l'Allemagne n'en pouvait supporter. Les griefs des catholiques s'ajoutèrent à ceux des protestants, et tous deux éclatèrent avec tant de force à la diète de Ratisbonne que l'empereur victorieux se vit forcé de sacrifier son général aux ressentiments du pays. Wallenstein, destitué, alla attendre sur ses terres, en y vivant avec le faste d'un roi, l'heure où la fortune reviendrait à lui. Tilly fut nommé à sa place généralissime des armées de l'Empire et de la *ligue catholique,* et la Réforme allemande semblait toucher à sa fin quand descendit dans la lice un troisième champion qui devait rejeter tous les autres dans l'ombre.

Nous voudrions pouvoir raconter ici la brillante carrière du héros de la Suède. Un prestige douloureux s'attache à cette jeune et noble figure de Gustave-Adolphe, enseveli à Lutzen dans sa victoire, après avoir, en moins de deux ans, fondé l'avenir du protestantisme au delà du Rhin, et préparé, de moitié avec Richelieu, le glorieux traité de Westphalie. Mais l'Espagne, à cette époque, prend une si faible part à la *guerre de Trente ans* que nous ne nous sentons pas le droit de rattacher à son histoire l'héroïque et courte épopée de Gustave en Allemagne. Résumons-la en quelques mots.

Après s'être allié avec la France, Gustave, en ébruitant ce traité que Richelieu voulait tenir caché, rend au parti luthérien la confiance qui lui manquait. *L'Union évangélique* renaît de ses cendres; une armée suédoise envahit l'Allemagne, sans que l'empereur daigne s'en inquiéter, « se fiant, dit-il, au soleil pour fondre ce *roi de « neige* à mesure qu'il avancerait vers le Midi. » Mais Ferdinand est bientôt tiré de son inertie par les progrès de l'invasion. Dans deux batailles successives, Gustave bat à Leipzig l'invincible Tilly, et à Lützen le victorieux duc de Friedland, que l'empereur a dû supplier à genoux de reprendre le commandement, et le héros suédois meurt sur le champ de bataille, sans avoir même vu le dernier triomphe de la cause qu'il défendait.

Jusqu'ici (16 novembre 1632), le seul résultat, pour l'Espagne, de la part qu'elle a prise à la guerre de Trente ans, c'est la ruine de ses finances, sans profit durable ni pour elle, ni pour ses alliés. Certes, nous sommes loin de méconnaître la grandeur désintéressée de ce rôle d'une nation, toujours prête à défendre, d'un bout de l'Europe à l'autre, le principe catholique partout où il est menacé; mais l'époque des guerres de religion touche à sa fin. La paix de Munster va clore bientôt, après un siècle de lutte, cette ère de fanatisme et de dévoûment, où, dans un camp comme dans l'autre, on est toujours prêt à verser pour ses convictions son sang et celui d'autrui. Après Gustave-Adolphe, on ne trouvera plus de roi qui sache mourir pour sa foi, et est-on même bien sûr que l'Espagne aujourd'hui saurait encore mourir pour elle?

La mort de Gustave Adolphe, saluée en Espagne par une joie indécente, fut plus regrettée de la Suède et de l'Allemagne que de Richelieu, qui commençait à s'ef-

frayer des succès de son allié, et le soupçonnait, non sans raison, de vouloir fonder sur le Rhin un empire, rival de l'Autriche. Mais cette mort n'arrêta pas un instant la marche de la guerre : l'impulsion, donnée par le héros du Nord, se continua même après sa fin. Oxenstiern, le confident et l'ami du roi défunt, recueillit son héritage politique, et assura le trône à sa fille Christine, en même temps qu'un grand capitaine, Bernard de Saxe Weimar, recueillait son héritage militaire. Mais au fond, le véritable héritier de Gustave, c'était Richelieu, qui se trouvait tout naturellement substitué au roi de Suède dans son protectorat de l'Allemagne réformée.

Le quatrième et dernier acte de ce grand drame, si justement appelé *la période française*, vient de s'ouvrir pour ne plus se clore qu'à la paix de Munster. A ce moment solennel de l'histoire, pendant cette crise douloureuse qui va enfanter pour la société moderne la plus belle de ses conquêtes, la liberté religieuse, l'Europe se trouve dans un état d'ébranlement et de souffrance que, depuis l'invasion des barbares, elle a rarement traversé. Au milieu de cette mobile arène, où le vainqueur de la veille sera le vaincu du lendemain, où l'on sent vaciller la couronne sur la tête des rois, où des villes entières, comme Magdebourg, disparaissent, ensevelies sous leurs ruines avec tous leurs habitants, chacun soupire après un changement, et, de l'excès même du mal, on se flatte de voir naître le bien. Les peuples, sans s'en rendre compte, aspirent à la tolérance, à l'égalité devant la loi, à toutes ces libertés vitales dont le protestantisme a fait naître en eux l'habitude ou le besoin. Si Gustave-Adolphe a vaincu, ce n'est pas seulement par son génie, ni par l'or ou le sang de la France ; mais c'est que les cœurs partout volaient au-devant de lui ; c'est

qu'il incarnait en lui l'élément régénérateur de la société moderne, la Réforme, grosse encore de cet avenir qui n'est qu'à moitié sorti de son sein, tant que les races latines gémiront sous le double joug du despotisme et de la papauté, ou ne briseront l'un que pour conserver l'autre! Même l'Allemagne catholique est lasse du sceptre de plomb de l'Autriche; sans être mûre pour la Réforme, elle se sent jalouse des libertés que celle-ci apporte partout avec elle. La Flandre, après avoir entrevu un instant l'indépendance et l'autonomie, se voit avec effroi, depuis la mort de l'archiduc Albert, glisser de nouveau vers la domination de l'Espagne. Sans être ébranlée dans sa foi au catholicisme, à qui elle a tout sacrifié, elle soupire après un souverain de son choix, et serait prête à le recevoir même de la France.

Chose étrange! au moment où, sous le patronage d'un prince de l'Église romaine, la Réforme va s'établir à demeure dans le nord et l'ouest de l'Europe, et y fonder l'ordre et la paix dans la liberté, tout le midi fait décidément divorce avec elle. La France, ne pouvant parvenir à l'extirper de son sein, la traite en ennemi domestique, avec lequel il faut vivre, mais en le détestant et en le tenant dans une dure dépendance. Où doit, en fin de compte, aboutir ce *grand dessein*, cet effort continu de trois règnes pour affranchir le protestantisme au dehors, et le contenir au dedans? A fonder en France le pouvoir absolu, pour y remplacer la Réforme exilée; à aplanir toute résistance devant un enfant qui n'est pas né encore; à préparer enfin le majestueux despotisme du *grand roi*, et la *révocation de l'Édit de Nantes*, triste et tardive revanche que prendra la France du traité de Westphalie.

Au milieu de la confusion de cette guerre multiple

qui se poursuit à la fois sur tous les coins de l'Europe, nous n'essayerons pas de suivre la fortune changeante des armes espagnoles. Qu'il suffise de savoir que, après la mort de Gustave-Adolphe, les princes réformés renouvellent leur alliance avec la Suède, qui leur fournit des généraux pour faire la guerre, et une politique pour la diriger. Richelieu, prenant en main la tutelle de l'Allemagne protestante, que personne ne songe à lui disputer, resserre son alliance avec la Suède au prix d'un million de livres par an. Le fils du malheureux Frédéric V est rétabli dans le bas Palatinat, reconquis sur la Bavière. Dans cette vaste fédération de l'Europe réformée, sous la direction de la France catholique, la Hollande devait se trouver au premier rang : un nouveau traité se conclut avec elle, et la France s'engage à lui fournir 2 millions par an et un corps auxiliaire.

La vieille souveraine de la Flandre, la veuve de l'archiduc Albert, qui essayait en vain de protéger son petit État contre l'arbitraire capricieux et violent de la cour de Madrid, venait de mourir, regrettée de ses sujets. L'Espagne d'un côté, la Hollande et la France de l'autre étaient là, prêtes à recueillir l'héritage de la sœur de Philippe II. Dans l'intervalle, Richelieu, l'œil toujours fixé sur les limites naturelles de la France, saisit l'occasion, longtemps attendue, de s'en rapprocher du côté de l'Est en enlevant la Lorraine au duc Charles. Le crime du duc, c'était d'hésiter sans cesse entre ses deux suzerains, la France et l'Empire, comme l'y condamnait sa position; car, feudataire du roi pour le duché de Bar, il l'était de l'empereur pour le duché de Lorraine. Bientôt Nancy, sa capitale, tombe au pouvoir de l'ennemi; les Espagnols arrivent trop tard pour le sauver. Le duc, désespéré, essaye de conserver le duché dans sa

famille en abdiquant en faveur de son frère le cardinal; mais Richelieu tient bon, garde sa conquête, et ajoute à Nancy les autres places fortes de la Lorraine.

Dès longtemps le cardinal aspirait à voir la France mettre un pied en Alsace, et s'y assurer une porte sur l'Allemagne, comme elle en avait une sur l'Italie. Il y parvient en s'emparant de Saverne et de Haguenau, propriété du duc Charles. Or, il y avait là pour l'Espagne un immense danger; car le Rhin une fois fermé, elle ne pouvait plus communiquer avec la Flandre que par la mer, couverte de vaisseaux ennemis. Ainsi marchait Richelieu, d'un pas à la fois sûr et hardi, vers l'exécution de ses profonds desseins. Déjà même, le drapeau français, flottant pour un moment à Coblentz, y avait inauguré le protectorat de la France sur la rive gauche du Rhin, base de la politique du cardinal vis-à-vis de l'Allemagne. (*Mém. de Richelieu,* 2e série, t. VIII, p. 364.)

L'Autriche, depuis l'invasion suédoise, n'était pas en veine de succès. La campagne de 1633 n'avait pas été favorable à ses armes. Wallenstein, las de faire la guerre pour le compte d'autrui, songeait à fonder pour lui une principauté indépendante. Déjà il négociait sous main avec les princes protestants et avec Richelieu, et se préparait à trahir l'empereur; celui-ci le prévient en le faisant assassiner. Son successeur, le roi de Hongrie, fils aîné de Ferdinand II, ramène la victoire sous les drapeaux de son père. A la tête de l'armée impériale, il enlève Ratisbonne aux Suédois, et parvient à les chasser de la Bavière. Bientôt un nouveau champion du catholicisme entre dans la lice; le cardinal infant don Fernando, las de son inaction et des hauteurs d'Olivarez, avait accepté le gouvernement de la Flandre. Il traversait l'Allemagne avec 10,000 hommes pour se rendre à

son poste quand le roi de Hongrie, qui assiégeait alors Nordlingen, implora son aide contre les Suédois. Ceux-ci n'avaient que 25,000 hommes à opposer à 40,000. L'impétueux Saxe-Weimar décida l'attaque, contre l'avis des autres généraux. Mais, depuis la mort de Gustave, la fortune avait abandonné les drapeaux de la Suède. La bataille dura deux jours (5 et 6 septembre), avec un acharnement que les haines religieuses peuvent seules expliquer. 8,000 Suédois y restèrent, outre 4,000 prisonniers, et tout l'ouest de l'Allemagne fut en proie aux bandes impériales.

Sans la France, tout était perdu : les Suédois étaient prêts à traiter pour se ménager une retraite, en abandonnant les princes protestants aux vengeances de l'empereur. Mais Richelieu veillait sur les destinées de la Réforme, qu'il avait déjà vue aussi près de sa perte. Les revers même de ses alliés étaient pour lui une bonne fortune, car ils les mettaient dans sa dépendance. Ainsi le Rheingrave Otto, forcé d'évacuer l'Alsace, remit Colmar, Schelestadt et d'autres places aux mains des Français. Les Suédois vendirent Philipsbourg à la France, et le protectorat français fut reconnu sur la rive gauche du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Spire. En dépit d'Oxenstiern, l'Allemagne, éperdue, était prête à se jeter dans les bras du cardinal. Le Palatinat, tremblant de retomber au pouvoir de la Bavière, appela les Français dans Manheim, et ceux-ci firent bientôt lever le siége de Heidelberg, bloqué par les Impériaux. Ainsi le drapeau de la France avait franchi le Rhin, et flottait maintenant sur toute la lisière ouest de l'Allemagne. Le parti protestant se relevait de son échec de Nordlingen, et la guerre, sans être encore déclarée, existait de fait entre la France et l'Empire.

L'Espagne n'ayant joué dans cette guerre qu'un rôle secondaire, nous noterons seulement les faits nécessaires à l'intelligence de la situation. Spire, pris et repris, finit par rester à la France, qui perd en revanche, avec Philipsbourg, sa tête de pont sur le Rhin. Charles de Lorraine rentre en Alsace à la tête d'une armée catholique; mais il y trouve un adversaire imprévu, c'est l'infatigable Rohan! Toujours prêt à verser son sang pour la Réforme, il n'a pas hésité à servir, même sous son vainqueur, cette cause à laquelle il a voué sa vie, et le cardinal s'est félicité d'attacher à sa fortune et à celle de la France son ancien ennemi. Mais le duc Charles n'était pas de taille à lutter contre le vétéran des guerres de religion en France, et Rohan, après avoir repoussé le duc au delà du Rhin, va, par une marche hardie, séparer l'Autriche de l'Espagne en s'emparant de la Valteline.

Mais tout ceci n'est qu'un coin du vaste ensemble de cette politique qui embrasse l'Europe tout entière. Non moins active que ses armes, la diplomatie de Richelieu va jusqu'au fond du Nord quêter des ennemis à l'Espagne et à l'Empire. Le propre du génie, c'est de trouver partout des instruments, et de les créer quand ils n'existent pas. Tout pouvoir protestant était d'avance l'allié du cardinal; les catholiques eux-mêmes venaient à lui, effrayés de la prépondérance toujours croissante de l'Empire, appuyé sur l'Espagne, sa satellite. Le 8 février, la France et la Hollande s'engagent, par un traité, à envahir la Flandre, l'une par le Nord et l'autre par le Midi, et se partagent la proie avant de l'avoir conquise. La France, pour sa part, devait avoir le Luxembourg, le Hainaut, Namur, l'Artois et le Cambrésis; la Hollande, Anvers, le Brabant et la côte nord de la Flandre.

Au nord, au midi, la diplomatie française est partout à l'œuvre. Ce que veut le cardinal, c'est l'accession du roi d'Angleterre au traité avec la Hollande, ou tout au moins sa neutralité; c'est de détacher la *ligue catholique* de la maison d'Autriche; d'empêcher la Pologne et le Danemark de profiter des embarras de la Suède pour lui reprendre ses conquêtes; c'est enfin d'obtenir du Saint-Père le titre de coadjuteur de l'archevêque-électeur de Trèves, titre modeste, mais qui peut lui ouvrir le chemin de l'électorat. Le but auquel il vise, tout le monde maintenant peut s'en rendre compte : c'est d'expulser l'Autriche de l'Allemagne, et l'Espagne du nord de l'Italie, en attendant le midi. S'il réussit, l'Europe se trouvera scindée en deux, et la France, en jetant dans le plateau protestant le poids de son épée, fera décidément pencher la balance du côté du Nord, et deviendra l'arbitre du continent.

D'aussi gigantesques desseins étaient condamnés d'avance à ne pas réussir sur tous les points. Ainsi en Allemagne, l'Électeur protestant, George de Saxe, en se vendant à l'empereur, est un moment sur le point de faire avorter tous les plans de Richelieu. Le duc de Bavière, qu'il essaye en vain de détacher de l'Autriche, resserre son alliance avec elle en épousant une fille de l'empereur. Le retrait de l'édit de restitution et une amnistie offerte à propos aux princes protestants, tremblants de se voir exposés sans alliés aux vengeances de l'empereur, ébranlent leur fidélité, déjà fort entamée par la défection de l'Électeur de Saxe. L'ascendant de l'Autriche, dans les pays d'outre-Rhin, l'emporte encore une fois sur celui de la France.

En Italie, le cardinal se trouvait, comme en Allemagne, en face des hésitations et des défaillances de la

peur. Parmi les petits princes italiens, tremblants devant l'Espagne, ce fut à qui déclinerait l'alliance offerte par la France. Venise même recula devant l'idée d'une ligue offensive. Les Génois, banquiers de l'Espagne, ne pouvaient pas songer à rompre avec elle; Victor-Amédée lui-même hésitait, quoique vendu à la France; Milan, qu'on lui montrait en perspective, ne l'empêchait pas de regretter Pignerol. Enfin le pape Urbain VII, se souciant peu de se brouiller avec l'Autriche, son plus ferme soutien au delà des Alpes, refusa au cardinal le titre, humble en apparence, de coadjuteur de Trèves. Tout ce que put obtenir la diplomatie française, ce fut un traité conclu à Rivoli entre Louis XIII et les ducs de Savoie, de Mantoue et de Parme. Le but ostensible du traité c'était de chasser les Espagnols du Milanais; mais, par une clause secrète, la France s'engageait à renoncer à Milan si on lui cédait Casal et un district autour de Pignerol, qu'elle se réservait d'échanger un jour contre la Savoie.

Ainsi la politique de Richelieu, battue en Allemagne, n'avait réussi qu'à demi en Italie; mais elle prit sa revanche dans le Nord, où elle sut à la fois obtenir la neutralité du Danemark, et ménager une nouvelle trêve de vingt-six ans entre la Pologne et la Suède. Oxenstiern, la seule tête politique en Europe qui pût rivaliser avec Richelieu, vint lui rendre hommage en France, et s'entendre avec lui sur l'action commune à exercer sur le continent. Le résultat de cette entrevue ne se fit pas attendre. Les Espagnols s'étant emparés par surprise de Trèves, défendue par une garnison française, et ayant fait l'Électeur prisonnier, Richelieu réclame sa liberté, qu'on lui refuse. Saisissant ce prétexte, il déclare solennellement la guerre au roi d'Espagne, dans la personne

du cardinal-infant qui le représente à Bruxelles. Ministre d'un roi absolu, il invite la Belgique à s'insurger contre le joug espagnol, et à s'unir à la Hollande. Ainsi la guerre entre ces deux puissances qui, depuis un siècle, aspirent à gouverner l'Europe, suspendue depuis Henri IV, ou engagée seulement de biais et sur un terrain étranger, va être reprise pour ne plus s'interrompre jusqu'à l'entier abaissement des deux branches de la maison d'Autriche. La France et l'Espagne qui, cachées derrière l'Empire et les princes réformés, étaient au fond de la querelle, vont maintenant apparaître au premier rang, et reprendre pour leur propre compte cette lutte détournée qui se poursuit depuis si longtemps. Richelieu, libre enfin au dedans, va travailler au dehors à fonder la durable grandeur de son pays, en apportant dans ses ambitions patriotiques l'ardeur d'une passion toute personnelle. La France, si longtemps humiliée, rançonnée, envahie, va prendre enfin sa revanche, et s'attaquer à ce colosse espagnol, vulnérable, non pas chez lui, mais au loin, sur toutes les mers du globe et dans ses possessions du continent.

Déjà, en 1633, Olivarez, comprenant toute la portée des desseins de Richelieu et effrayé des progrès de la France sur le Rhin, avait voulu former avec tous ses ennemis, en Allemagne et en Italie, une prétendue *ligue de la paix*. Le but secret de cette ligue c'était de soulever et d'envahir la France. Le favori espagnol voulait ressusciter la politique de Philippe II, comme le cardinal celle de Henri IV, et rallumer les ardeurs éteintes de la ligue. Comme au siècle dernier, l'Espagne avait encore des intelligences en France. Un duc de Guise, digne héritier de ce nom de sinistre augure, avait promis de lui livrer Marseille, et peut-être Toulon. Les grands,

ennemis du cardinal, rêvaient déjà un démembrement du territoire, objet de leurs vœux impies. Mais ici évidemment l'homme était inférieur au dessein; assez hardi pour le concevoir, il lui manquait la puissance pour l'exécuter. Les temps d'ailleurs étaient changés, les passions religieuses amorties; la France était faite enfin, la France une, homogène, prête à consommer l'œuvre laborieuse de ses rois, et à désavouer une noblesse vendue à l'étranger, et qui n'eut jamais de français que le nom ! L'Espagne allait bientôt apprendre à ses dépens que la France de Richelieu n'était plus celle de Henri III.

FIN DU TOME DIXIÈME.

TABLE

DU DIXIÈME VOLUME

LIVRE XXXII.

LIVRE XXXIII.

